Daho Djerbal

L'ORGANISATION SPÉCIALE
DE LA FÉDÉRATION DE FRANCE DU FLN

Histoire de la lutte armée du FLN en France
(1956-1962)

EDITIONS CHIHAB

© Éditions Chihab, 2012
Isbn : 978-9961-63-879-8
Dépôt légal : 5135/2011

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT 11
PREMIÈRE PARTIE
LE CONTEXTE HISTORIQUE ET POLITIQUE 17
LE DIFFICILE PASSAGE DE LA FF.MTLD À LA FF.FLN 19
La période Boudiaf 19
La période Louanchi 28
Le court épisode Lebjaoui et l'intérim Boulahrouf 35
LA LUTTE POUR LE CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION ALGÉRIENNE 37
L'hégémonie messaliste 37
Les groupes de choc et la victoire du FLN 39
La position des intellectuels et des étudiants algériens 44
Les étudiants d'abord 44
Les intellectuels surtout 48
L'ORGANISATION POLITIQUE DE LA FF. ET LA LIGNE GÉNÉRALE DU FLN 54
La mise au pas des récalcitrants et l'homogénéisation des rangs 54
L'intégration des étudiants 54
La neutralisation de l'opposition interne 56
La question de l'ouverture du second front 59
Porter la guerre en France pour négocier (1955-1957) 59
Porter la guerre en France pour souffler (1958-1959) 61
DEUXIÈME PARTIE
L'ORGANISATION SPÉCIALE 67
LA PREMIÈRE TENTATIVE (1956-1957) 69
Les tâtonnements 69
L'action 74
L'attentat contre Ali Chekkal 77
LA NOUVELLE DONNE (1957-1958) 79
Une nouvelle Organisation Spéciale 79
Un nouveau découpage géographique 82
Le renseignement 87
Le réseau « Aboulker » 87
Le réseau « Sadek » 91
L'hébergement 98

La logistique 99
La base arrière marocaine 101
Inventions et découvertes explosives 103
La fusion des réseaux 106
L'armement, la filière allemande 110
Liaisons et communications 115
Des liaisons dangereuses 117
La formation des commandos 122
Le choix des hommes 122
Le passage des frontières 128
L'entraînement des commandos 131
La formation des artificiers 133
TROISIÈME PARTIE
LES RÉSEAUX DE SOUTIEN AU FLN 139
Entre fusion et autonomie 141
Une interférence structurelle 143
Le groupe de « La Voie Communiste » 145
Le réseau Davezies 152
Les réseaux Francis Jeanson - Henri Curiel 157
Le groupe « Jeune Résistance » 162
Les anciens résistants 169
QUATRIÈME PARTIE
LES HOMMES ET LES FEMMES DE LA SPÉCIALE 173
LES ORIGINES 177
Caractéristiques d'ensemble 177
Quelques-uns sont de la ville 180
La plupart viennent de la campagne 182
Des instruits en rupture de ban 187
Le cas très particulier des femmes de la Spéciale 194
LES THÈMES RÉCURRENTS DE LA PRISE DE CONSCIENCE NATIONALISTE 203
La dépossession et l'injustice 203
L'école et la ségrégation 206
La quête identitaire et l'affirmation de la différence 209
Le 8 mai 1945, la rupture 214

CINQUIÈME PARTIE
L'ACTION 219
LE DÉBAT AUTOUR DE L'OUVERTURE DU SECOND FRONT. ACTE II 221
La réunion du 25 juillet 1958 221
Les objectifs de guerre 226
LES DERNIERS PRÉPARATIFS 229
Ce sera pour la Saint Barthélémy 229
Repérages et mode d'emploi 230
L'O.S. DÉCLENCHE L'OFFENSIVE 233
La nuit de la Saint Barthélémy 233
Un premier bilan 234
Les jours et les semaines qui suivent 236
DES ACTIONS SPECTACULAIRES 242
L'attentat contre Jacques Soustelle 243
La bombe de la Tour Eiffel 252
Le Sud s'enflamme 257
L'attentat contre le sénateur Benhabylès 264
SIXIÈME PARTIE
LES RETOMBÉES 273
LA RIPOSTE DES FORCES FRANÇAISES DE SÉCURITÉ 275
Les pertes en vies humaines 275
La prise en charge des blessés 276
Les arrestations 277
L'affaire « Moustache » 280
Les femmes de la Spéciale tombent elles aussi 285
LA PHASE JUDICIAIRE 292
Bataille judiciaire, bataille politique 292
Un acte isolé à portée politique majeure 293
De la Correctionnelle au Tribunal militaire 296
LA DÉTENTION 299
Le quartier des condamnés à mort 299
Des gens à part 301
L'évasion comme forme de résistance 305
LES RÉVISIONS DÉCHIRANTES 307
La guerre contre-insurrectionnelle, une stratégie pour l'avenir 307
Calots bleus et Main Rouge 310

L'offensive contre les réseaux de soutien 315
« Groupe tampon » et guerre défensive 316
SEPTIÈME PARTIE
CHANGEMENTS DE CAP ET RECONVERSIONS 325
LE VENT NOUVEAU 328
Côté français 328
Côté algérien 329
MISSIONS NOUVELLES 333
Pour la FF.FLN 333
Pour l'O.S. 339
LA RECONVERSION DES RÉSEAUX
DE SOUTIEN AU FLN 345
Pour ou contre la lutte armée en France ? 346
Pour la révolution, mais quelle révolution ? 351
Le malentendu 357
Le cas du groupe « Défense du Marxisme » 359
Le Front de solidarité à la Révolution algérienne (FSRA) 362
HUITIÈME PARTIE
LE LONG CHEMIN DU RETOUR 365
L'EXIL AUX FRONTIÈRES 367
L'étape allemande 367
Le difficile transfert des femmes de la Spéciale 371
La marmite frontalière 375
LE RETOUR AU PAYS 383
Les derniers jours de détention 383
Retrouvailles et choc en retour 388
RENTRER DANS LE RANG 393
Les dernières salves 393
Les prises de parti 396
Agents auxiliaires ou hommes de main occasionnels ? 398
Relais politiques 403
Électrons libres 405
La difficile intégration 408
REMERCIEMENTS 411
ANNEXES 413
CHRONOLOGIE 427
INDEX DES NOMS 437

AVERTISSEMENT

Cette étude a été commencée à une période assez particulière de l'histoire de l'Algérie indépendante. Le 1er novembre 1984, désireux d'innover en matière de commémoration des grandes dates de l'histoire de la révolution algérienne, mais surtout désireux de se gagner les sympathies de tous ceux qui avaient été tenus à l'écart par ses prédécesseurs, le président Chadli Bendjedid prit la décision de réunir sous le grand chapiteau du Club des Pins tous ceux qui avaient participé à la lutte armée contre le colonialisme français. Pour la première fois depuis 1962, des centaines de militants nationalistes fêtaient leurs retrouvailles dans une ambiance extraordinaire, faite de fierté et de dignité enfin retrouvées, après tant d'années de censure.

Pour la première fois depuis 1962, ceux qui avaient été privés de parole se trouvaient subitement propulsés sur le devant de la scène médiatique, car on n'avait pas fait dans le détail ; tous les médias étaient là, la radio, la presse écrite et surtout la télévision. On donna la parole à quelques célèbres dirigeants et à d'autres qui l'étaient moins, puis on leur donna rendez-vous pour la « réécriture de l'Histoire » sous les auspices du parti unique de l'époque, le FLN.

Ce qui se passa par la suite, lors des conférences pour la « réécriture de l'Histoire » organisées dans chaque chef-lieu de région ou de wilaya, ne fut pas toujours à la hauteur des premières espérances. La trop lourde tutelle du parti de Messaadia, les défaillances de la mémoire, les rancœurs accumulées et les enjeux

politiques sous-jacents finirent par avoir raison de toutes les bonnes volontés.

Parmi les déçus se trouvaient les membres de l'Organisation Spéciale de la Fédération de France du FLN. La part qu'on leur avait réservée dans l'histoire de ladite fédération n'était pas du goût du plus grand nombre. Il y avait en fait un contentieux que le temps n'avait pas aidé à résoudre ; l'Organisation Spéciale de la Fédération de France du FLN était-elle une organisation civile ou une organisation militaire ? La réponse à cette question était très importante car il en allait du statut de ses membres, durant la guerre de libération mais aussi après l'indépendance. C'était à la fois une question de principe où la dignité de chacun entrait en jeu, mais c'était aussi une question d'un autre ordre puisqu'il y avait à déterminer le type de droits auxquels ouvrirait l'appartenance à cette organisation : O.C.FLN ou ALN ? Pour les membres de la Spéciale il n'y avait pas l'ombre d'un doute ; ils étaient des djounouds de l'ALN. Pour en témoigner devant l'Histoire ils demandèrent à leur chef de l'époque de mener à terme le projet. Nacereddine Aït Mokhtar, dit « Madjid », avait été l'adjoint direct de Rabah Bouaziz, dit « Saïd », membre du comité fédéral et responsable désigné de la Spéciale. « Madjid » a commencé le travail mais les souffrances d'une maladie très handicapante l'empêchèrent d'atteindre son but. C'est par l'intermédiaire d'Atta Allah Dhina, un collègue médiéviste de l'Institut d'Histoire, qu'il entra en contact avec moi pour poursuivre et achever ce qu'il avait commencé à écrire. Ce travail doit donc beaucoup à mon collègue aujourd'hui malheureusement défunt, comme il est, pour l'essentiel, le fruit de l'aide et de la sollicitude de « Madjid » et des militants de la Spéciale qui ont répondu à mes questions et accepté l'enregistrement de leur témoignage.

Là s'arrête la conjoncture particulière, mais là commence aussi le travail de l'historien. Il me fallait d'abord répondre à une question déterminante pour la suite des événements : devais-je être le « porte-plume » et le « porte-parole » de la revendication initiale des membres de la Spéciale ou devais-je faire œuvre d'historien ? Car, dans ce travail, j'avais affaire à des acteurs-témoins, à des militants et des militantes qui procédaient à la narration de leurs

propres faits et gestes. Avec le temps, leur mémoire pouvait connaître des défaillances ; des faits pouvaient être tus ou déformés pour mieux convenir à ce qui passait pour établi au moment de leur témoignage. D'une manière générale on pouvait inconsciemment chercher à avoir une bonne posture comme pour une prise de vue instantanée destinée à fixer pour toujours le geste et le personnage. Comme pour fêter des événements exceptionnels, on pouvait être tenté de se parer de ses plus beaux atours.

Pourtant, ce qui semblait se dégager, c'était cette sorte de reconnaissance que la plupart des acteurs-témoins manifestaient. Ils se voyaient aborder pour la première fois par quelqu'un dont le projet était de les écouter et d'enregistrer leur parole. Ces oublié(e) s de l'Histoire allaient y entrer par la grande porte. C'est un sentiment prodigieux que de voir ces hommes et ces femmes comme réconciliés avec eux-mêmes et réhabilités aux yeux des générations futures. Leur parole, sans qu'ils en aient vraiment conscience, redevenait acte, non pas seulement acte singulier mais acte-événement pour l'Histoire avec un grand H, acte de restauration de la mémoire, pour soi et pour les autres, pour l'Algérie et les Algériens en somme. Il a donc fallu lutter contre l'envahissement émotionnel qui pouvait obscurcir la pure relation des faits ou leur objective interprétation.

Mais le désir de dire rencontrait souvent la nécessité de taire. Car il ne faut pas oublier la proximité des événements, leur extrême violence, les traces et les blessures encore ouvertes, le désir de vengeance des familles, de revanche politique des vaincus et les impératifs institutionnels (devoir de réserve pour certains cadres ou agents de sécurité). Deux faits m'ont beaucoup marqué : le premier a été d'apprendre qu'une famille au nom très connu cherchait toujours à localiser celui qui avait exécuté un de ses membres, un personnage célèbre de l'époque. Vingt-cinq ou vingt-six ans plus tard, on cherchait toujours à régler des comptes dans le plus pur style de la vendetta méditerranéenne. L'autre fait marquant a été celui de cette militante qui, des sanglots dans la voix, s'est excusée de ne pas donner d'interview parce que son mari s'y opposait. C'était comme si le contrat de mariage donnait à l'époux un droit, non pas sur la personne de son épouse mais

aussi sur sa mémoire de militante et donc sur celle de tout un mouvement de libération.

Ceci étant dit, il restait à faire le travail pour lequel j'avais été sollicité. Du point de vue de l'historien, le sujet était non seulement sensible mais il avait des dimensions extrêmement vastes. L'Organisation Spéciale créée en 1957 n'a pas été officiellement dissoute par la Fédération de France du FLN, ni par les instances supérieures du mouvement de libération ; cela rendait difficile la délimitation chronologique du champ de l'investigation et de l'analyse. Après la première offensive de l'été 1958, la répression et les arrestations, la rotation des militants et des militantes au sein de cette organisation, réputée clandestine et cloisonnée s'accélère. Par conséquent, le nombre des acteurs-témoins augmente de manière considérable. Plus encore, la vocation de la Spéciale n'étant plus tout à fait la même après 1959, était-il approprié d'en poursuivre l'étude au-delà de la grande offensive de l'été 1958 ? Je dus prendre sur moi de tenter quelques incursions sur les problèmes que cette organisation posait à ses responsables politiques en France comme en Tunisie et au Maroc. Puisqu'il fallait témoigner, autant le faire en respectant le plus fidèlement possible les trajectoires des uns et des autres et le débat autour des enjeux et des stratégies.

Une autre limitation apparaîtra dans la présentation de ce moment important de l'histoire de la guerre de libération, c'est l'impossibilité, pour moi, de couvrir toutes les régions où les opérations ont été engagées. On relèvera par exemple l'absence de témoignages sur tout ce qui a été entrepris par les militants de la région ouest (Nord, Bretagne, Normandie, Aquitaine). Il n'a pas non plus été possible de relater tous les faits de guerre liés à l'ouverture du front sur le territoire français ; certaines actions menées, entre autres, par le groupe de Paris ou celui de Lyon n'auront pas eu le bonheur de figurer dans ce travail. D'autres travaux suivront et ces vides seront progressivement comblés par d'autres historiens ou par la publication d'autres mémoires et récits de vie.

Depuis que ce travail a été commencé (1984-1985), puis provisoirement interrompu, quelques ouvrages sont parus en France

et en Algérie, réalisés par des témoins directs (Ali Haroun, *La VII*ème *Wilaya*. Paris 1986) ou par des historiens (Benjamin Stora, *Ils venaient d'Algérie : l'immigration algérienne en France [1912-1992]*. Paris 1992). Ces travaux comme d'autres que nous aurons l'occasion de citer au passage n'ont pas épuisé la question, loin s'en faut. Ali Haroun a pu disposer, en tant que membre du comité fédéral du FLN en France puis en Allemagne, des archives de l'organisation ; d'une partie seulement puisqu'il semblerait que celles concernant plus précisément l'O.S. soient entre d'autres mains. Benjamin Stora a pu avoir accès, quant à lui aux archives des services de police français. Mais après avoir pris connaissance des passages touchant à l'histoire de la Spéciale, je demeure convaincu que les témoignages des principaux acteurs apporteront des éclairages sinon des faits que ni les rapports de la Fédération de France du FLN, ni ceux de la police française n'ont révélés.

PREMIÈRE PARTIE

LE CONTEXTE HISTORIQUE ET POLITIQUE

LE DIFFICILE PASSAGE DE LA FF.MTLD À LA FF.FLN

La période Boudiaf

Il est difficile de parler de l'Organisation Spéciale de la Fédération de France du FLN sans revenir sur les conditions générales qui prévalaient à la veille de sa constitution. Les années qui précèdent l'apparition de l'O.S. en France ont été celles de l'affrontement sanglant entre les frères ennemis du mouvement national. Dès avant la déclaration de novembre 1954, les divergences nées en Algérie au sein du MTLD[1] entre messalistes et centralistes trouvent leur prolongement au sein de l'émigration en France.

L'organisation politique du nationalisme radical est alors représentée par une Délégation permanente du comité central, coiffant une fédération dont les structures étendent leur contrôle sur tout le territoire français. Des responsables de zone ainsi que des chefs de wilaya sont désignés pour assurer le travail politique et encadrer la population immigrée. Fin 1952, Tayeb Boulahrouf, recherché dans l'affaire dite du « complot » de l'O.S., quitte l'Algérie pour la France. Il y rejoint M'hamed Yazid dit « Zoubir » (chargé de la coordination avec le comité central du mouvement), Moussa Boulkeroua (chef du comité fédéral), Zine El Abidine Moumdji dit « Hocine », et Toufik Ben M'hel (chargé de la presse), tous membres de la Délégation permanente du mouvement en France. En 1953, il est arrêté par la police française en compagnie de Ahmed Mezrena en possession d'un

1. MTLD. Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques.

faux passeport et du brouillon d'un message destiné au Caire.[2] Car en Algérie, la question du passage à la lutte armée agite les rangs du mouvement et le débat autour des voies et moyens de la révolution commence à laisser apparaître de sérieuses fissures au sein de l'organisation. Chacune des parties en conflit cherche à atteindre le plus possible d'audience auprès des membres de la direction afin de faire basculer le rapport de force en sa faveur.

Fin 1953, début 1954, les discussions sont encore circonscrites au cercle restreint des membres du comité central du MTLD et de la direction du parti. Messaoud Guedroudj fait à ce propos mention d'une discussion autour du passage à l'action armée entre Mostefa Ben Boulaïd, Mourad Didouche et Tayeb Boulahrouf ; celle-ci s'est déroulée à la fin du congrès de Belcourt (13-16 Août 1954) dans le train qui les ramenait à Constantine. Le congrès n'avait pas permis d'aller au fond du problème du recours à la lutte armée, puisqu'il semble que les débats auraient surtout tourné autour de la question de la direction du mouvement opposant les partisans de Messali à ceux de Hocine Lahouel et Benyoucef Ben Khedda. Dans le train donc, le débat a repris entre, d'un côté Boulahrouf et Guedroudj, de l'autre Ben Boulaïd et Didouche. Ce dernier, excédé par les arguments de ses contradicteurs leur aurait dit :

« De toutes les façons, nous allons passer à l'action et vous, vous vous ferez arrêter tous autant que vous êtes. »[3]

Le CRUA[4] qui a été constitué le 23 Mars 1954 pour tenter de refaire l'unité dans les rangs et résoudre la crise avait perdu sa raison d'être. La tenue de deux congrès séparés ruine définitivement ses espoirs. C'est dans ces circonstances que Mohammed Boudiaf et Mourad Didouche, toujours en clandestinité et recherchés, retournent en France où ils occupent respectivement les postes de responsable et responsable adjoint à l'organique au sein du comité fédéral. Ils vont rencontrer une vive opposition des partisans de Messali qui voient en eux des éléments proches des centralistes. N'oublions pas qu'à cette époque le CRUA est considéré comme une création et un instrument du comité

2. Témoignage de Tayeb Boulahrouf.
3. Témoignage de Messaoud Guedroudj.
4. CRUA : Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action.

central ; les attaques de son organe d'expression *Le Patriote,* contre le président du parti et ses partisans confortent la position d'hostilité des messalistes[5]. Menacés d'être passés à tabac, Boudiaf et Didouche sont contraints de rentrer précipitamment en Algérie. Les dés sont ainsi jetés, l'action va être déclenchée sans les centralistes et sans les messalistes.

Entre-temps, c'est-à-dire fin 1953, début 1954, la Délégation permanente avait cessé de fonctionner en tant qu'organe de contrôle de la Fédération de France du MTLD. Le noyau dur autour duquel s'était constituée la direction de cette structure est majoritairement composé de partisans du comité central et de rescapés de l'Organisation Spéciale du PPA. On trouve parmi eux des responsables de région comme Mourad Terbouche[6], Kaddour Ladlani et Mustapha Amroun[7] (responsable de la région parisienne), des permanents comme Ali Khenchoul et Mohammed Larbi Madhi en sa qualité de représentant des étudiants[8] et des anciens de l'O.S. du PPA-MTLD comme Abderrahman Guerras[9]. Tout au long de l'année 1954, le conflit va s'étendre progressivement aux niveaux intermédiaires et finir par atteindre l'ensemble des militants de l'organisation. Après la tenue des congrès d'Hornu (13-14 Juillet 1954) et de Belcourt (13-16 août 1954), la majorité des militants de l'émigration rallie le camp de Messali. Il ne reste plus qu'un squelette de parti avec des cadres désemparés et coupés de leur base.

En octobre 1954, Hocine Lahouel et M'hamed Yazid partent pour Le Caire chercher un appui auprès de Mohammed Khider, Ahmed Ben Bella et Hocine Aït Ahmed. Ils font un détour par Paris où ils rencontrent, entre autres, Mohammed Larbi Madhi et Mohammed Harbi alors responsables des étudiants algériens.

« Ils vont passer à l'action, leur dit Yazid. Nous ne savons pas quand ; cela ne dépend pas de nous et à Alger ils ne veulent rien entendre. Nous allons au Caire essayer de convaincre

5. Cf. Extrait d'une lettre de Messali aux dirigeants du MNA. In *Les Archives de la Révolution algérienne*, p.128.
6. Chef de Kasma MTLD à Nancy.
7. Amroun Saïd dit Mustapha, permanent du MTLD à Paris depuis 1949.
8. Témoignage de Mohammed Harbi.
9. Connu sous le pseudonyme de Ferhat Sayeud.

la délégation extérieure de renvoyer la date du déclenchement jusqu'à la tenue d'un congrès national. »[10]

Quand, le 1er novembre 1954, la lutte armée est déclenchée en Algérie, c'est la confusion la plus totale de l'autre côté de la Méditerranée.

« En France il n'y avait pas d'hostilité à la lutte armée ; c'était là qu'avait eu lieu la première lutte contre ce qu'on avait appelé le « réformisme » ; elle s'était déroulée autour du mot d'ordre *Pour ou Contre l'action ?* Devions-nous faire comme les Tunisiens et les Marocains ou non ? Par conséquent, en France, tout le monde était d'accord pour l'action directe. Pour les émigrés du MTLD, la lutte armée qui venait d'être déclenchée en Algérie était un peu l'aboutissement de la crise et la concrétisation des aspirations de toute la communauté. Dans l'esprit de la base, les militants qui étaient passés à l'action directe étaient ceux qui en défendaient l'idée auparavant, c'est à dire les partisans de Messali. Les dirigeants messalistes savaient, eux, que ce n'étaient pas leurs représentants qui avaient déclenché la lutte armée en Algérie, mais pour les milliers de militants (10.000 environ), la révolution était dirigée par Messali. »[11]

C'est donc à cette époque que Boudiaf et Didouche d'un côté, Lahouel et Yazid de l'autre cherchent à gagner à leur cause l'organisation extérieure du MTLD. Boudiaf a tôt fait de renouer avec Terbouche, Guerras, Amroun, Khenchoul, Ladlani et aussi Ahmed Doum dont la section de Sochaux était la seule en France à n'avoir pas suivi Messali. Harbi avait reçu des lettres de Didouche lui demandant de joindre Ahmed Mahsas et « Hocine » Moumdji pour leur dire de quitter l'Algérie. Il fallait, selon Didouche, sauvegarder les « *politiques* » pour qu'ils fassent de la propagande à l'étranger et pour que la France soit transformée, comme en Algérie, en terrain d'action militaire. Le contact qu'il avait cherché à établir avec les jeunes militants de l'émigration a vite été rompu car l'adresse d'El Arrouch qu'il avait donnée était surveillée par la police. Mechmouch, l'épicier du village et Mahmoud Harbi (frère de Mohammed), qui étaient en rapport avec Didouche avaient été

10. M. Harbi. *op.cit.*
11. id.

arrêtés quelque temps auparavant. Avec l'arrestation des membres de la première cellule du FLN de ce gros bourg du Nord Constantinois, le fil ténu qui liait Didouche aux jeunes militants nationalistes de l'émigration a été ainsi rompu.[12]

Ce n'est qu'au début de l'année 1955 que les contacts reprennent par l'intermédiaire de Terbouche :

« Je viens de voir Boudiaf, dit-il à Harbi, nous allons constituer le FLN et passer à l'action armée. J'ai une permanence pour toi de 40.000 francs, c'est-à-dire 10 mois à 40.000 francs, après il faudra se débrouiller ».

Terbouche devait aussi contacter Ahmed Boumendjel, Chawki Mostefaï et Mohammed Larbi Madhi.[13]

Les centralistes de leur côté et Ahmed Mahsas du sien (par l'intermédiaire de Mohammed Maroc) essayent de discuter avec les messalistes. Il est question de constituer un front et de réorganiser le parti en France. Apparemment, la pierre d'achoppement semble être celle de la représentation au sein des organes dirigeants. Les messalistes ne concèdent aux centralistes qu'un poste au lieu des deux que Ben M'hel et Boulahrouf demandaient à occuper au sein de la Fédération de France.[14] Le 10 février 1955 des discussions ont lieu au Caire entre Ben Bella, Khider, Aït Ahmed, Boudiaf et Mezrena (représentant de Messali) pour tenter de trouver un terrain d'entente.

En définitive, au cours de cette période charnière de fin 1954, début 1955, un véritable chassé-croisé de responsables de toutes tendances s'organise, et une course de vitesse s'engage pour savoir qui va hériter de la structure de la Fédération de France du MTLD. On retrouve dans cette lutte pour le monopole de la structure organique du mouvement nationaliste en France, à la fois les protagonistes de la crise de l'été 1954 mais aussi un troisième pôle, à savoir celui de la Délégation extérieure du MTLD au Caire, devenue entre-temps la Délégation extérieure du FLN. Ali Haroun signale dans son livre les tracts politiques,

12. id.
13. id.
14. Selon les propos de Amir Benaïssa (messaliste rallié au FLN) repris par M.Harbi *op.cit.*

les appels au combat ou la déclaration du 1er novembre que recevaient les militants de Sochaux par courrier anonyme posté au Caire avec le sigle FLN.[15]

Il est important de garder en mémoire cet aspect des choses car beaucoup d'événements qui surviendront tout au long de la guerre de libération, et même après 1962, prendront leur sens.

Les choses se décident donc après le second trimestre 1955. Il y a un essai de reconstitution d'une direction mais elle ne comprend que des centralistes et des anciens de l'O.S. soutenus par Boudiaf. La base militante radicale est encore résolument messaliste et commence à s'attaquer violemment à ses adversaires. Le problème qui oppose les deux camps n'est pas tant la question du recours à la lutte armée car, contrairement à ceux d'Alger, Abderrahmane Kiouane et Sid Ali Abdelhamid en particulier, les centralistes de l'émigration ne sont pas contre cette voie. Ils posent le problème de la participation à l'élaboration de la ligne générale du mouvement et refusent le rapport plébiscitaire et l'allégeance à un groupe ou à un chef, fut-il aussi vénéré que Messali.

Dans le noyau dur qui va constituer la base du premier comité fédéral du FLN en France on retrouve des cadres aguerris comme Mourad Terbouche, Ahmed Doum dit « Rédha », Mohammed Larbi Madhi et Zerrouk dit « Bouzid », dit « Ahcen »[16] à qui est confiée la région parisienne. Fodil Bensalem et « Sayed » Guerras, anciens responsables régionaux et cadres permanents entrent immédiatement dans le nouveau comité fédéral contrairement à Ladlani et Amroun qui restent hésitants. Ce premier groupe peut compter sur une base militante d'environ 200 militants pour toute la France.[17]

Deux cents militants sur une dizaine de milliers que compte le MTLD en France, voilà tout ce sur quoi repose le FLN en France. Dans les premiers mois qui suivent le déclenchement de la lutte armée, une direction et une base messalistes font face à des cadres intermédiaires centralistes plus ou moins mandatés par Boudiaf.

15. Ali Haroun, *La 7ème wilaya.La guerre du FLN en France, 1954-1962*, Paris, Le Seuil,1986, p.13.
16. De son vrai nom Arezki Zerrouk originaire de Skikda.
17. M. Harbi *op.cit.*

Ce témoignage recoupe celui de Moussa Kebaïli dit « Derradji » jeune militant instruit, qui se trouve rapidement propulsé aux premières loges de l'organisation du FLN en France.

« En 1955-1956, Si-Ahmed était mon responsable direct. Par la suite, d'autres responsables sont venus pour des contrôles ou des explications. Abdallah Menasria de Souk Ahras était régional. Il y avait aussi « Ahcen » Zerrouk de Skikda. Ce sont ces deux responsables que j'ai remplacés par la suite, avant l'arrestation de Lebjaoui. C'est Doum qui m'a nommé à ce poste. Boudiaf était responsable régional à l'époque du MTLD. Il avait gardé le contact avec un groupe dont le leader était Terbouche. C'est ce dernier qui fut le fondateur de la Fédération de France du FLN [...] Le groupe était composé de Bensalem, Guerras, Doum, Mechati et Terbouche. Je tiens cette version de Terbouche lui-même et de Boudiaf. Celui-ci voulait dès le départ s'assurer le contrôle de la Fédération de France du MTLD car il en connaissait le potentiel. Il voulait aussi le Grand Alger et c'est en venant le voir en France que Yacef Saadi[18] a été arrêté par la police suisse. Celle-ci a transmis ses révélations à la police française qui a procédé à un grand coup de filet dont sera victime Terbouche. [...] Doum était resté pour s'occuper de l'organisation où il eut beaucoup de difficultés. »[19]

Ali Haroun confirme et précise ces faits :

« Après une première tentative avortée, une réunion se tient fin décembre [1954] ou début janvier [1955] au Luxembourg. Mohammed Boudiaf, au nom de la représentation au Caire, dépeint devant une quinzaine de responsables de l'Est les conditions dans lesquelles le FLN a été amené à engager le combat. [...] C'est à partir de ce moment que le contact est régulièrement établi avec Paris où Mourad Terbouche, investi par Boudiaf avec lequel il s'était réuni en Suisse, vient de constituer le premier noyau de la Fédération de France du FLN [...] Autour de Terbouche l'on trouve Ahmed Mahsas, l'ingénieur Mohammed Zerrouki et l'étudiant Larbi Madhi, ainsi qu'Abderrahmane Guerras. Désigné pour

18. Responsable des groupes armés du FLN pour La Casbah puis pour la Zone Autonome d'Alger entre 1955 et 1957.
19. Témoignage de Moussa Kebaïli.

compléter ce comité, Ahmed Doum rejoint Paris pour se mettre à la disposition de Terbouche. Il y arrive fin mars, début avril 1955. »[20]

Le seul point de désaccord avec le témoignage de Moussa Kebaïli, c'est que Ali Haroun attribue la fuite non à Yacef Saadi mais à Terbouche lui-même qui aurait été arrêté à la frontière suisse à son retour d'une rencontre avec Boudiaf.[21] Un retour aux archives de la police helvétique serait intéressant pour jeter quelque lumière sur cet épisode particulier qui a eu beaucoup de conséquences tant en France qu'en Algérie.

La version d'Ahmed Mahsas diffère en plusieurs points de celles que nous venons d'exposer.[22] Ancien membre de l'état-major de l'O.S. du PPA, responsable pour l'Algérois puis pour le Constantinois (1947-1948) il est rappelé à Alger pour superviser la campagne pour les élections à l'Assemblée algérienne. Arrêté par la sécurité militaire française dans l'affaire dite du « complot » de l'O.S. et condamné à 5 ans de détention, il est interné à la prison de Blida. Il s'en évade en 1952 en compagnie d'Ahmed Ben Bella.

Dès lors, les divergences de vue entre le comité central du MTLD et l'O.S. quant aux voies et moyens de la libération nationale s'accentuent. Il est en effet devenu évident que la direction du parti cherchait à tout prix à classer l'affaire de l'O.S. en optant pour une solution judiciaire. Cette attitude avait fini par dresser contre elle tous ceux qui avaient échappé au coup de filet des forces de répression et qui avaient été placés « hors organigramme » dans certaines régions du pays.[23] L'évasion de la prison de Blida, comme celle de la prison de Bône, n'a fait qu'aggraver le malaise et convaincre les membres de l'O.S. du lâchage dont ils ont été l'objet et de la déviation de la direction du parti.

20. Ali Haroun *op.cit.*p.18.

21. id. p.18, note 2.

22. Nous nous appuierons dans ce passage sur l'entretien que nous avons eu avec Ahmed Mahsas en novembre 1996.

23. En 1950, recherchés par la police dans l'affaire de l'O.S., Abdallah Ben Tobbal, Rabah Bitat, Abdesslam Habbachi, Mohammed Ben Djeddou, El Mekki Tlilani, Abdelhafid Boussouf, Abdelmalek Kitouni sont affectés dans les Aurès et placés sous l'autorité du chef de Daïra MTLD Brahim Hachani. Ils sont rejoints par Ben Mostefa Ben Aouda, Slimane Barkat, Mustapha Baccouche et Youcef Zighout évadés de la prison de Bône (Annaba).

Accusés d'indiscipline et réprimandés pour avoir pris sur eux de s'évader de prison, Mahsas et Ben Bella décident de quitter clandestinement l'Algérie. Ils s'entendent pour aller en France pour le premier et en Égypte pour le second afin de réunir les conditions de la lutte armée. En 1953, alors qu'il transite par la France, Ben Bella retrouve tout à fait par hasard Mahsas à Montrouge au domicile parisien de Boudiaf. Secondé par Mourad Didouche, ce dernier est alors responsable à l'organisation au sein de la fédération de France du MTLD. Là, il regroupe autour de lui une partie des rescapés de l'O.S. dissoute. Lors de cette rencontre impromptue entre les trois responsables, un accord se fait sur la déviation dont se serait rendue coupable la direction du parti. Ils décident alors de s'atteler à la mise sur pied des structures de la révolution. Boudiaf devait se charger de ce travail en Algérie, Mahsas en France et Ben Bella en Égypte.

Entre 1953 et 1954, la crise qui couvait déjà au sein du MTLD s'aggrave. En France, Mahsas multiplie les contacts avec les cadres et les militants pour tenter de réaliser l'unité dans les rangs à la base. Avec quelques-uns d'entre eux dont M'hamed Yazid, Abdelmalek Benhabylès et Amir Bastali, il lance un appel à la raison. Pour lui et ses compagnons, il devient plus que nécessaire d'identifier les raisons de la crise et surtout de réaliser l'union des militants en vue du déclenchement de la lutte armée. Du fait de leur isolement et de leur faible notoriété dans les rangs du MTLD en France, ils font signer l'appel par Belkacem Radjef, une des figures du nationalisme au sein de la communauté immigrée. Leur position est de préserver la masse des militants des effets de la crise qui secoue le sommet ; ils observent quant à cette dernière une attitude dite de « neutralisme positif ». C'est alors qu'apparaissent certaines divergences de vue entre Boudiaf qui a intégré le CRUA et le groupe Mahsas-Ben Bella. Comme nous l'avons souligné plus haut, la position de l'organe d'expression du CRUA, *Le Patriote*, semblait de plus en plus marquée par un parti pris hostile à Messali. Un froid a donc soufflé entre Boudiaf et ses anciens compagnons de l'état-major de l'O.S.

C'est donc entre 1953 et 1954 que Mahsas, assumant la charge de la préparation du passage à la lutte armée pour la France, constitue les premiers noyaux de ce qui deviendra la fédération de France du FLN. Il regroupe autour de lui Khenchoul, Madhi, Zerrouk et Terbouche.[24]

Nous voilà ainsi devant une toute autre version que celles présentées par Mohammed Harbi, Moussa Kebaïli et Ali Haroun. Ce ne serait donc pas autour de Terbouche et à l'initiative de Boudiaf que se serait regroupé le premier noyau de la fédération de France du FLN mais bien autour d'Ahmed Mahsas.

La direction du nouvel organe aurait ainsi été assurée par Mahsas, en étroite collaboration avec Ben Bella et le groupe du Caire devenu Délégation extérieure du FLN.

La période Louanchi

En Algérie, les choses évoluent avec l'arrivée de Abane Ramdane à la tête de l'organisation politique du FLN. Dès sa sortie de prison, Belkacem Krim et, à un degré moindre, Amar Ouamrane respectivement chefs de la Kabylie et de l'Algérois lui accordent leur soutien. Son passé comme responsable organique dans plusieurs régions du pays à l'époque du MTLD, sa personnalité énergique et sa vision particulière du problème des alliances ont vite fait de lui donner un poids indiscutable dans l'échiquier politique algérien. C'est lui qui, le premier, s'attelle à rallier les représentants des divers courants politiques algériens sans aucune discrimination. Il n'en fera pas autant avec le courant messaliste, devenu le MNA, auquel il va disputer, pour le compte du FLN, le monopole de la violence révolutionnaire.

En Algérie, les affrontements FLN - MNA prennent de l'ampleur et débordent rapidement en territoire français. En même temps, les approches engagées par les parties en conflit en direction des diverses composantes de la classe politique algérienne tournent à l'avantage du FLN. Au printemps 1955 la ligne Abane prend le dessus ; le ralliement de Lahouel Hocine (resté

24. Mahsas, entretien. *op.cit.*

au Caire), de Ben Khedda et des centralistes est vite suivi par celui de l'UDMA[25] et des Ulémas.

Dès leur sortie de prison pour certains[26] et après les événements du 20 août 1955 pour la plupart, les cadres centralistes refluent vers la France où Salah Louanchi vient d'être désigné comme responsable fédéral.

Il faut dire que la durée de vie du premier comité fédéral du FLN en France n'aura pas été très longue. En effet, quelques semaines après sa constitution, il est quasiment décimé par les arrestations de Terbouche, Zerrouk et Madhi (juin 1955). Le comité reconstitué est composé, au mois de mai-juin, de Fodil Bensalem pour le Nord, Abderrahmane Guerras pour le Centre-Sud, Mohammed Mechati pour l'Est et Ahmed Doum pour Paris et sa région. On remarquera l'absence d'Ahmed Mahsas qui a entre temps quitté le territoire français. Haroun ajoute qu'un peu plus tard, Tayeb Boulahrouf, « Hocine » Moumdji et Ahmed Taleb s'y joignent.[27] En fait, bien qu'en contact permanent avec Salah Louanchi, Ahmed Taleb qui s'est présenté à la demande de Abane comme candidat à la présidence de l'UGEMA[28], n'est pas encore membre du comité fédéral. Par ailleurs, en décembre 1955, à l'occasion d'une mission à Paris pour le compte du CCE[29], Mohammed Lebjaoui demande à Taleb de se préparer à rejoindre le comité fédéral tandis que Boulahrouf et Moumdji, cooptés par le « groupe des quatre », sont mis à l'écart.[30]

---

25. Union démocratique du manifeste algérien dirigée par Ferhat Abbas. Dissoute le 22 avril 1956, ses éléments rejoignent individuellement le FLN. Au moment de sa désignation par Abane, Boumendjel est avocat de la défense pour les cinq dirigeants du FLN arrêtés le 22 octobre 1956.

26. Entre le 6 et le 13 mai 1955 la liberté provisoire est accordée à de nombreux dirigeants du MTLD arrêtés en décembre 1954 pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ». Il s'agit de L. Demaghlatrous, Bencheikh El Hocine, M. Koucer, M. Bouchakour, S. Dahlab, Yahyaoui, M. Guendouz, B. Benkhedda, M. Merbah, Benmahdjoub, B. Khelifi, A. Bouda, M. Dakhli, S-A. Abdelhamid, M. Ferroukhi, M. Zitouni, A. Mehri, S. Mahfoud, A. Embarek, D. Reguimi, M. Menasser.

27. Ali Haroun. *op.cit.*p.24.

28. Union générale des étudiants musulmans algériens fondée lors du congrès constitutif tenu à Paris, Salle des sociétés savantes, place Maubert, du 8 au 14 juillet 1955.

29. Comité de coordination et d'exécution du FLN créé lors du congrès de la Soummam le 20 août 1956.

30. Ahmed Taleb El Ibrahimi, entretien. (Septembre 1996).

Pendant ce temps, les centralistes qui ont décidé de rejoindre les rangs du FLN passent donc clandestinement par la France en profitant d'une filière mise sur pied par Pierre et Claudine Chaulet et leurs amis du groupe de *Consciences Maghribines*.[31] C'est le cas, entre autres, de Abdelhamid Mehri qui traverse la Méditerranée par bateau déguisé en curé...[32] Ben Khedda, arrivé lui aussi clandestinement en France, en bénéficie aussi pour entrer en contact avec Louanchi.

La désignation de Louanchi par Abane semble répondre au double souci de donner des gages de bonne foi aux différents courants nationalistes et de s'assurer l'appui d'une partie de l'opinion française. Cette dernière est représentée par ce qu'on appelle alors les chrétiens sociaux dont André Mandouze est la figure de proue[33] ainsi que par le groupe des « libéraux ».

Amorcées au printemps 1955 et confirmées par le congrès de la Soummam en août 1956, les tentatives de ralliement d'une partie de l'opinion publique française à la cause de l'indépendance de l'Algérie[34] restent sans suite et se soldent par un échec. Le comité fédéral publie coup sur coup une « Lettre aux Français » dont le texte est de la main d'Ahmed Taleb et une « Lettre aux socialistes »[35] rédigée par Mohammed Cherif Sahli. À la demande de Robert Barrat, intermédiaire privilégié et homme-clé de tous les contacts, des rencontres secrètes ont lieu à la place Valois au siège du parti radical. Pierre Mendès-France accepte d'écouter des représentants de la jeunesse algérienne ; Rédha Malek accompagné d'Albert Camus puis Ahmed Taleb et Layachi Yaker se succèdent dans son bureau.[36]

Nous avons donc, en France tout au long de l'année 1955- 1956, un chassé-croisé de responsables politiques du FLN qui tentent

31. Témoignage de Pierre et Claudine Chaulet.
32. id.
33. Il faut citer également Dubois-Dumée et Robert Barrat.
34. Guy Pervillé parle d'une entrevue que Louanchi aurait eue en compagnie d'Ahmed Taleb avec Pierre Mendès-France. cf. G.Pervillé, *Les étudiants algériens de l'université française, 1880-1962*.Cnrs.Paris, 1984, p.142.
35. voir n°4, Numéro spécial d'*El Moudjahid*.
36. A. Taleb. *op.cit.* À noter ici la rectification par l'un des protagonistes de la rencontre de l'assertion de l'historien Pervillé.

d'intégrer la structure fédérale à des objectifs stratégiques élaborés et mis en œuvre par différents groupes dirigeants. L'arrivée massive de cadres centralistes tend à donner à Abane Ramdane une position prépondérante, mais il doit compter avec Mohammed Boudiaf et les hommes qui lui sont restés fidèles dans l'organisation. Mohammed Harbi, y fait allusion dans son témoignage.[37] Comme ancien du PPA et représentant des jeunes militants nationalistes en France, Harbi est encore en contact avec l'homme du 1er novembre. Les partisans de ce dernier au sein du comité fédéral sont devenus minoritaires depuis l'arrivée de Louanchi et il n'a plus beaucoup d'influence sur l'organisation.

« Je devais rencontrer Boudiaf peu de temps avant qu'il soit arrêté. Il pensait aller à Tunis puis de là se rendre clandestinement à Madrid où je devais le rejoindre pour discuter de ce que nous pouvions faire en France. C'est son frère Hamdane qui était chargé d'organiser notre entrevue. Il a été arrêté entre-temps et je n'ai jamais su ce qui s'était passé entre lui et la direction d'Alger. »[38]

Pour Boudiaf comme pour Abane et probablement pour les mêmes raisons, le contrôle de la Fédération de France et de la Zone d'Alger constitue un enjeu majeur dans la direction de la guerre de libération. Au printemps 1955, il semble donc que ce soit Abane qui ait pris le dessus au sein de la Fédération de France du FLN. Mais la défaite du groupe Boudiaf n'a pas nécessairement renforcé les positions du représentant d'Alger. Louanchi n'est pas complètement reconnu par « le groupe des quatre » fédéraux, cooptés et auto-institués. L'arrivée d'un responsable mandaté par Alger repose le vieux problème de l'autonomie relative de la fédération vis-à-vis de la direction centrale et des modalités de désignation des chefs. Les vieilles fidélités du temps de l'O.S. du PPA sont ravivées par l'arrivée des cadres centralistes tandis que l'accroissement des ralliements à la base et la diversité des options politiques des nouveaux venus apportent eux aussi leur lot de conflits. Privé de relais sûrs, Louanchi n'a pas les moyens

37. M. Harbi. *op.cit.*
38. id.

d'intervenir pour atténuer les rancœurs ou leur trouver une solution politique satisfaisante.

Harbi rapporte qu'après le 20 août 1955, un grand nombre d'anciens militants du MTLD originaires de l'est algérien ont commencé à refluer vers la France où ils ont tout de suite été aspirés vers le haut.

« Quand la wilaya du Nord s'était constituée, Bensalem avait tenté de l'organiser sans vraiment y réussir. Elle s'était agglomérée autour de cadres originaires pour la plupart de Philippeville (Skikda) et du nord-est algérien. Après l'arrivée de Messaoud Guedroudj, presque toutes les régions étaient dirigées par des militants de Skikda. À Paris il y a Zerrouk, un ancien chef de Kasma MTLD de Skikda. A Lyon, Cheikh Gharbi, ancien adjoint au maire MTLD de Bône (Annaba), se retrouve en compagnie d'Amara Mansouri[39], son adjoint. »[40]

Dans son témoignage Guedroudj parle de la rencontre avec Louanchi qui lui propose de venir les aider à mettre de l'ordre dans l'organisation. Il est désigné à la place de Bensalem qui vient d'être arrêté ; il hérite ainsi de la wilaya du Nord, de l'Est et de la Belgique, en tout cinq régions. Une liste de noms à contacter lui est remise pour éviter toute mauvaise rencontre ; mais cette liste s'avère peu fiable ; à plusieurs reprises le nouveau responsable régional a failli être victime des partisans de Messali. Son travail de mise en ordre et d'organisation dure ainsi jusqu'à l'arrivée de Omar Boudaoud.

D'un autre côté, le particularisme kabyle reprend de plus belle. « La contestation du groupe kabyle qu'on appelait *« les berbéristes »* mais qui, en fait, n'avaient rien à voir avec le berbérisme, prenait de l'ampleur. Certains militants d'Algérie avec d'autres de France avaient constitué un bloc qu'ils avaient appelé le FLN kabyle. Celui-ci était important dans le Nord, à Saint-Denis et dans d'autres régions. Il était directement en relation avec l'Algérie d'où il recevait des ordres mais aussi avec Le Caire ; plutôt avec Ben Bella qu'avec Aït Ahmed. Il envoyait ses cotisations directement en Algérie. »[41]

39. Dit Abdesslam.
40. M. Harbi. *op.cit.*
41. id.

Le témoignage de Moussa Kebaïli confirme ce propos lorsqu'il relate les circonstances de sa prise de responsabilité de la région parisienne. « Quand fin 1956, j'ai été nommé chef de wilaya, mon premier souci a été de faire taire les différends entre personnes et de ne pas m'arrêter devant les problèmes de régionalisme [...] Nous devions partir d'une nouvelle vision des choses sans être obligés par exemple de faire appel aux réminiscences du berbérisme ou autre. »[42]

La situation est donc décidément confuse et la pression conjuguée des groupes messalistes et de la police française n'arrange pas les choses. Le 28 août 1956, après Mechati, c'est au tour de Bensalem et Guerras de faire les frais des arrestations ; avec eux Boudiaf perd ses derniers appuis au sein du comité fédéral. « Le groupe des quatre » de la Fédération de France du FLN est ainsi quasiment neutralisé. Le dernier rescapé, Ahmed Doum qui tente désespérément de coordonner l'action du comité avec les différentes directions dites de l'intérieur et de l'extérieur, est arrêté à son tour. Louanchi se retrouve ainsi sans appui et sans relais pour tenir les diverses directions régionales.

Par l'intermédiaire de Tayeb Boulahrouf et de Ahmed Taleb (Président de l'UGEMA du 14 juillet 1955 au 30 mars 1956 date à laquelle il rejoint le comité fédéral de la FF.FLN)[43] un groupe d'intellectuels tente d'intervenir pour donner plus de consistance à la ligne du FLN en France.

« Je n'étais pas encore membre du comité fédéral, mais avec d'autres militants nous avons voulu imposer une discussion sur l'ensemble des problèmes liés à la révolution. Nous avons obtenu un accord et une commission a été mise sur pied. Elle comprenait initialement : Mabrouk Belhocine, Mohamed Cherif Sahli, Ahmed Hadj Ali, Mohammed Hadj Cherchali, Aziz Ben Miloud et moi-même ; j'y assumais la coordination avec le comité fédéral. [...] Nous siégions en tant que militants et non en tant qu'étudiants puisque plusieurs membres avaient déjà eu des

42. Moussa Kebaïli. *op.cit.* Voir à ce propos la crise dite « berbériste » qui a secoué les rangs du MTLD en avril 1949.

43. Union générale des étudiants musulmans algériens fondée lors du congrès constitutif tenu à Paris, Salle des sociétés savantes, place Maubert, du 8 au 14 juillet 1955.

fonctions politiques. Hadj Ali avait été membre du bureau politique de l'UDMA et Hadj Cherchali du comité central du PPA-MTLD ; Sahli était écrivain et professeur, Belhocine avocat ; seuls Ben Miloud et moi venions du mouvement étudiant. Nous avons essayé de réfléchir car nous assistions à une telle montée de l'activisme que plus aucun problème ne se posait d'une manière politique. Il y avait une dissociation très nette entre d'une part, *« la politique »* qui était le fait de Louanchi et qui se résumait à des contacts avec les groupes de gauche français et la presse, et d'autre part, *« l'organisation »* du FLN qui collectait les cotisations et tentait de faire face au MNA. C'était une vie tout à fait larvaire. Nous ne pouvions pas considérer cela comme une vie politique après avoir connu l'intense activité du MTLD. Nous voulions faire de la fédération une réelle organisation politique et non pas seulement un organisme collecteur de fonds. »[44]

Les arrestations de la deuxième moitié de l'année 1956 avaient jeté le trouble parmi les militants et, à la base, des mécontentements avaient donné lieu à des regroupements. On ne comprenait pas, entre autres, qu'on engage des pourparlers secrets avec les parties en conflit alors que les pressions sur les militants et les cadres du FLN allaient en s'aggravant. Quelle était au juste la ligne générale du FLN vis-à-vis de la France comme vis-à-vis du MNA?

Une réunion se tient un peu avant la fin de 1956 sans ordre du jour et surtout sans que le comité fédéral en soit informé. Mohammed Harbi réussit à convaincre Guedroudj, Zerrouk et Abdallah Menasria de réunir tous les chefs de région. Ladlani est du nombre. C'est à Ivry au domicile de Ali Yata (secrétaire général du parti communiste marocain) qu'elle a lieu. À son terme, l'idée de la création d'un comité d'organisation est adoptée. Lors d'une seconde réunion du groupe qui se tient à Lyon cette fois, le comité est créé et Ladlani est désigné pour en prendre la tête. Louanchi entérine ; il accepte également l'entrée de Mohammed Harbi à la commission de l'information présidée par Boulahrouf.

Ainsi, du fait de l'absence d'une ligne claire et d'une direction homogène et permanente, la porte est restée ouverte aux

44. M. Harbi. *op.cit.*

tentatives des divers groupes de s'emparer de la direction de cette fédération si convoitée. D'un côté, les hommes en place qui ont prise sur la structure organique de la fédération et, de l'autre, les fondés de pouvoir du CCE venus d'Alger. Ahmed Boumendjel qui avait pris la tête des anciens de l'UDMA est soutenu par Abane qui cherche à étoffer politiquement le comité fédéral et à faire passer sa ligne. Du fait des résistances internes qu'une telle initiative suscite, Abdelmalek Temmam est envoyé au rapport en novembre à Paris. Suite à son passage, Boulahrouf et Moumdji sont mis à l'écart et Lebjaoui succède à Louanchi.

Le court épisode Lebjaoui et l'intérim Boulahrouf

Pour assurer définitivement le contrôle de cette fédération si importante, Mohammed Lebjaoui est désigné pour remplacer Salah Louanchi. Il arrive fin décembre 1956 avec comme adjoint Hocine El Mehdaoui[45] mais il est aussi accompagné de Benyoucef Bensiam et de Sid Ali M'barek[46]. Il a juste le temps de réunir les responsables régionaux Ladlani, Zerrouk, « Abdallah » Menasria, Arezki Boukharouba et Messaoud Guedroudj. Deux mois plus tard, les 26 et 27 février 1957, c'est une nouvelle hécatombe dans les rangs de la direction du FLN en France. Lebjaoui, Taleb et leur hôte Brahim Sid Ali M'barek sont arrêtés dans le 16ème arrondissement, rue Anatole de la Forge. Ils retrouveront le lendemain à la rue des Saussaies Benyoucef Bensiam, Hocine El Mahdaoui, Layachi Yaker, Boularès Harizi, Malek Ahcine Esseghier (un militant tunisien), Amor Benghezal et Youcef Hadj Hammou[47].

Avec l'aval de Krim Belkacem, Tayeb Boulahrouf assure la direction provisoire du comité fédéral en attendant la réunion du CCE. Ce nouveau comité va être constitué de Ladlani, Boumendjel, Moumdji, Souici et « Saïd » Bouaziz.

La presse française exulte et fait ses manchettes sur la décapitation du FLN en France. Il faut réagir car les militants de la base se posent des questions sur la facilité avec laquelle les

45. A. Haroun. *op.cit.*p.28.
46. A.Taleb. *op.cit.*
47. id. p.29.

responsables sont repérés, et surtout sur les raisons qui font que l'argent collecté après tant de sacrifices est si peu protégé par les responsables. D'un autre côté, la vague d'arrestations fait courir un vent de panique dans les rangs de l'UGEMA car on avait annoncé que Lebjaoui avait été trouvé en possession d'une liste mentionnant les noms des responsables de cette organisation. Tous ont disparu du jour au lendemain, qui en Suisse, qui au Maroc comme Abdelmalek Benhabylès, Rédha Malek, Ali Lakhdiri et beaucoup d'autres. La situation était grave et il fallait réagir. C'est un membre du comité d'information de la FF.FLN qui prend sur lui de le faire.

« J'ai rédigé le 27 février 1957 un communiqué que j'ai signé *Comité fédéral du FLN en France* ce qui laissait croire implicitement à l'existence d'une nouvelle direction. Ce fut la panique d'abord chez Ladlani puis chez Boumendjel et Boulahrouf qui eux-mêmes avaient un moment disparu de la circulation. J'avais donné le communiqué à Philippe Herneau de *La Presse*. Il en avait fait mention, et le lendemain, Boumendjel était allé le voir. Le journaliste lui a répondu qu'il n'y pouvait rien car la chose avait déjà été imprimée. Boumendjel a cru qu'une nouvelle direction s'était constituée et qu'il en était exclu. J'ai donc décidé de le rencontrer avec Boulahrouf dans un café des Abbesses. J'ai expliqué ma position en rappelant qu'Ahcen Zerrouk était venu me voir désemparé car, tout le monde avait disparu pendant trop longtemps. Nous avons alors décidé qu'une réaction était nécessaire pour que les cadres puissent à nouveau tenir leurs bases. »[48]

Quelques mois nous séparent de la désignation de Omar Boudaoud par le CCE à la tête de la FF.FLN. Celle-ci avait pu résister à l'orage et s'était même renforcée pour atteindre un effectif de 20 000 militants avec une rentrée mensuelle globale de 23 millions de francs.[49] Mais le chemin pour en arriver là n'aura pas été de tout repos.

48. M. Harbi. *op.cit.* voir le texte du communiqué en annexe.
49. A. Haroun *op.cit.*p.29.

LA LUTTE POUR LE CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION ALGÉRIENNE

L'hégémonie messaliste

Durant les premiers mois qui suivent le déclenchement de la lutte armée en Algérie, les positions des militants nationalistes algériens en France sont massivement favorables à Messali Hadj. À quelques exceptions près dont celle de Sochaux, toutes les sections du MTLD prennent le parti de ce qui va devenir le MNA. Ce sont en tout près de 8 000 militants qui se trouvent encadrés par la structure politico-administrative messaliste et qui versent leurs cotisations et autres contributions pour son compte. Benjamin Stora signale dans une de ses publications[50] que la wilaya du Nord-Belgique, la plus puissante des quatre wilayas que compte le MNA en France, dispose d'un effectif de 5 000 militants ; celle de l'Est-Sarre de 1 200 ; celle du Centre-Sud et celle de Paris-Normandie de 1 000 militants chacune.

Il est évident que, face à une telle masse, les 200 militants qui se réclament du FLN en France ne font pas le poids. Il faut, quoi qu'on en dise, reconnaître le courage et parfois la témérité des premiers partisans du FLN qui, souvent au péril de leur vie, travaillent au renversement du rapport de force. Les récits de certains d'entre eux que nous reprenons ici nous aident à mieux percevoir un pan de l'histoire de la lutte entre le FLN et le MNA.

---

50. Benjamin Stora, *Ils venaient d'Algérie. L'immigration algérienne en France, 1912-1992*. Paris, Fayard, 1992, pp.152-153.

Moussa Kebaïli retrace les premiers pas que les cellules clandestines du FLN avaient accompli en milieu hostile entre 1954 et 1956. Jusqu'à la grève scolaire, il est encore élève au lycée de St-Maur-des- Fossés et milite dans les premières cellules du FLN de la région parisienne. Il est alors sous les ordres de Hassani qui est son premier contact avec l'organisation clandestine.

« Entre 1954 et 1956, nous étions encore une infime minorité dans la population immigrée. Celle-ci était organisée et sympathisait avec les messalistes. Nous n'étions quant à nous qu'un embryon d'organisation sans grands moyens. Nous partions de conditions très difficiles, sans militants aguerris, et je ne parle pas du niveau intellectuel... C'est en fait l'aspect explication et propagande qui faisait le plus défaut. Il nous fallait à tout prix expliquer que ceux qui combattaient en Algérie étaient du FLN, distribuer de la littérature, des documents ; mais cette campagne qui aurait dû être la nôtre a été plutôt menée par la presse française. [...] Nous étions une minorité mais une minorité très agissante. Quand je partais pour Sarreguemines, j'étais convaincu que la cité était aux mains des messalistes, mais il y avait là trois ou quatre militants que je ne voulais pas abandonner. Je venais de Paris pour eux ; ils étaient susceptibles de retourner au MNA si jamais ils étaient abandonnés à eux-mêmes ; ils me présentaient comme un parent et je passais la nuit chez eux. Nous discutions de chaque individu avec qui ils avaient entamé un débat et qui pouvait nous rejoindre. Ce fut un travail de longue haleine. [...] »[51]

A Paris, « Derradji » avait discuté avec son premier responsable de la stratégie d'extension de la zone d'influence du FLN dans la capitale.

« Nous devions investir le 5ème arrondissement qui était une véritable caisse de résonance. Tous les ouvriers un tant soit peu avancés venaient de partout pour se retrouver au 5ème. Le samedi et le dimanche, ils venaient au Quartier Latin comme on monte dans le quartier de l'intelligentsia, là où il y a les *« évolués. »* Ils y venaient comme on allait au souk, une fois par semaine pour faire le plein d'informations. Ils repartaient par la suite dans

51. M. Kebaïli. *op.cit.*

toutes les directions la tête pleine d'idées et de nouvelles. Nous avons donc posé ça comme priorité. On s'est emparé de deux ou trois cafés-restaurants de La Huchette, à commencer par Dar-el-Beïda de Cheikh Baghla. [...][52]

Il est évident qu'avec le temps, les progrès réalisés par les militants du FLN dans des zones tenues par les messalistes allaient poser la question de la suprématie. Et dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, une fois les arguments rhétoriques épuisés, il ne restait plus que le recours à la violence physique.

« En ce qui concerne les messalistes, le FLN a procédé en deux étapes. Nous avons d'abord constitué un noyau très solide sur lequel devait se construire toute la pyramide ; puis nous avons commencé la campagne d'explication pour gagner le maximum de gens à notre cause. C'est à partir de là que nous sommes devenus un obstacle pour le MNA. Au fur et à mesure que nous gagnions du terrain, cela signifiait qu'ils en perdaient. Ils se sont alors mis à menacer les gens ; ils leur disaient que, s'ils ne payaient pas leur cotisation, ils les tueraient. Ils ont effectivement tiré et tué des gens. La lutte fut très dure au début car il était difficile d'admettre qu'un Algérien tue un autre Algérien. C'était le point de non-retour ; ils réagissaient pour freiner notre avance et nous, nous étions obligés de nous défendre. »[53]

Les groupes de choc et la victoire du FLN

Pour faire face à cette dangereuse montée de la violence messaliste, la FF.FLN décide de mettre sur pied des organes d'autodéfense qu'elle appellera « groupes de choc ». Il faut dire qu'au départ, les choses n'étaient pas très claires dans l'esprit des dirigeants. Puisqu'une menace physique était dirigée contre les militants du FLN par ceux du MNA autant leur opposer une contre-menace dans les mêmes termes. On a même eu un moment recours à des individus extérieurs à l'organisation, à des truands notoires comme « Philippe le Dingue » qui était un spécialiste du vol de voitures.

52. id.
53. id.

« C'était sa seule fonction. Il se mettait près d'une voiture, l'ouvrait aisément et nous l'amenait. Je crois qu'il fut l'un des seuls cas d'utilisation du milieu. Après cela, j'ai formellement interdit cette pratique en raison du danger qu'elle faisait courir à notre organisation. Nous risquions de devenir, à terme un instrument entre les mains des truands, mais aussi parce que de toute façon ils étaient inscrits dans un autre système. »[54]

Par la suite, les choix vont être plus en conséquence avec l'objectif visé. On prend parmi les militants des « durs à cuire » et on leur fait prêter serment sur le Coran. Ils sont versés dans cette structure qui, en principe, ne doit plus avoir de contact avec l'organisation-mère. Leur tâche, mal définie, relève à la fois de la récupération musclée des cotisations auprès des immigrés récalcitrants, travailleurs et commerçants, mais aussi de la défense du territoire conquis et des représailles physiques contre les militants et les cadres messalistes. Par moment elle prend l'allure de campagnes d'assainissement des mœurs dignes des périodes glorieuses du PPA en Algérie.

« Mon premier contact dans le 3ème arrondissement fut Driss Touati (« Boumédiene ») vers qui j'avais été envoyé de Suresnes. C'est lui qui, le premier, m'avait donné des directives. Peu après il fut mis à l'écart et remplacé par « Saber » [Mohand Ouramdane Saadaoui ; responsable des groupes de choc pour la région parisienne] qui avait reçu sa formation dans le camp d'El Arayech au Maroc. Nous avons commencé à organiser les quartiers ; les Groupes de choc étaient chargés de remettre au pas les récalcitrants qui buvaient de l'alcool ou qui refusaient d'entrer au Front. C'était aussi la période où les messalistes attaquaient les cafés FLN. Nous étions décidés à nous battre, nous demandions seulement des armes. Après ma rencontre avec Driss Touati et un certain Mouloud Ancer, je suis devenu permanent et j'ai commencé à percevoir une solde. J'étais chef d'un groupe de choc. On nous expliquait que notre mission était d'abattre les responsables messalistes et les traîtres. »[55]

54. id.
55. Omar Saadaoui. Témoignage.

Un autre militant témoigne de cette période confuse et agitée qu'a été l'année 1956. Jeune boxeur talentueux, ouvrier chez Citroën puis gérant d'un hôtel à la clientèle exclusivement immigrée, Mouloud Ouraghi décide de rejoindre les rangs du FLN.

« C'est là que je me suis décidé à entrer dans l'organisation. Je me suis porté volontaire auprès des responsables du FLN. Cela devenait sérieux. Les luttes d'influence entre FLN et MNA tournaient à l'affrontement armé. Ça commençait à tirer avec des armes à feu avec l'intention de tuer.

Si, au début, on nous demandait de distribuer des tracts ou de transporter du courrier, vers 1956, je fus un peu plus sollicité. Je sortais alors pour faire des attentats. Pour tout le 13ème, nous n'avions qu'une seule arme à feu, un petit pistolet de 7,65 mm. Cette arme passait d'un groupe à l'autre chaque fois qu'une mission ou une expédition était organisée dans un des quartiers à forte densité d'immigrés. Les objectifs visés étaient des personnes, pour la plupart appartenant au MNA. »[56]

Dans le Sud, les choses ne semblent pas s'être déroulées différemment. Dans la région de Marseille que contrôle alors « Si Abdallah[57] », le ralliement de Cheikh Bendali, président de l'Association des Ulémas de L'Estaque, permet au FLN de progresser rapidement au détriment du MNA dans les grandes banlieues industrielles de la cité phocéenne. Mais vers la fin 1956, les choses se durcissent et, Si Mahieddine, un responsable du FLN, est l'une des principales victimes des attentats messalistes.

L'autre grande métropole que constitue Lyon et sa région connaît elle aussi son lot d'affrontements pour le contrôle de la population algérienne immigrée, mais là cela sera beaucoup plus violent qu'à Marseille.

« La guerre contre le MNA commença. Le FLN avait donné des consignes claires ; il ne devait pas y avoir de violence entre Algériens. Environ une semaine après cette réunion d'explication, le MNA s'est attaqué à un cantonnement d'ouvriers de Firminy. Il a tiré dans le tas à la mitraillette. Une dizaine d'Algériens

56. Mouloud Ouraghi. Témoignage.
57. Othman de son vrai nom. Marchand de légumes originaire d'Oran.

ont trouvé la mort. Pendant deux ans, du début de l'année 1955 jusqu'à 1957, la période fut très dure. Des incidents éclataient pratiquement tous les jours dans toute la région qui va de Lyon à Saint-Étienne en passant par Firminy. Des cafés étaient mitraillés, des gens étaient enlevés et on les retrouvait assassinés.

Au début, vu les consignes que nous avons évoquées, la violence provenait uniquement du MNA. Mais la situation continuait de s'aggraver ; chaque jour des gens tombaient, parfois sauvagement abattus. [...] C'est à ce moment que les responsables de région ont décidé d'en appeler au comité fédéral pour qu'il change d'attitude. [...] De nombreux responsables sont venus de Grenoble, de Lyon et sa région et ils ont organisé la riposte. Le conflit a duré jusqu'au début de 1957 puis la région a basculé complètement du côté FLN et les messalistes ont émigré vers le Nord. »[58]

Pour être complet, il faudrait également citer aussi ce cas très particulier d'une des premières militantes du FLN, originaire d'une petite ville de la frontière franco-belge qui, après de multiples relances a fini par être recrutée par la cellule FLN de Bobigny. Aïcha avait passé comme n'importe quel militant les épreuves auxquelles on soumettait tout nouvel adhérent.

« Ali, le responsable zonal m'a alors intégrée à la *« Choc-rurale »* sous les ordres de Mekki avec qui je participai à mon premier attentat en compagnie d'un troisième militant, « Bouboule » Kaci. Je dus travailler comme femme de ménage dans trois cafés différents pour repérer les chefs du MNA qu'ils m'indiquaient, en général grâce à une photo. Le premier attentat se déroula dans une petite épicerie de Bobigny [...] Le chef MNA jouait aux dominos [...] « Bouboule » et Mekki sont arrivés ; à ce moment je suis allée vers lui en lui demandant s'il gagnait et en lui posant la main sur l'épaule. C'était là le signe qui a permis aux choquistes[59] du FLN de le reconnaître. Je pris la commande et m'éloignai ; c'est alors que j'entendis les coups de feu ; j'eus à peine le temps de me retourner que tous les hommes

58. Zina Harraïgue. Témoignage.
59. Membres des groupes de choc.

étaient à terre, sous les tables. « Bouboule » Kaci et Mekki me lancèrent le revolver et prirent la fuite. Cela ne dura que quelques secondes. [...] J'ai repris ensuite mon travail de militante sous la direction de « Spoutnik » (Smaïl Manaa) à qui j'apportais les armes. Je participais à des actions de commandos [...] C'était l'année 1956, une période très dure où nous partions pratiquement tous les soirs pour un attentat. Je ne savais jamais où cela devait se passer ; ensuite on me larguait et je devais me rendre à un autre endroit pour me cacher ou chercher des munitions. »[60]

La période 1955-1956 fut donc de l'avis unanime des militants du FLN, une terrible épreuve. Benjamin Stora, reprenant le rapport fait le 13 janvier 1962 par le ministre Louis Joxe devant l'Assemblée française, cite le chiffre de 76 tués et 510 blessés pour 1956 et 817 tués, 3088 blessés pour 1957[61]. Au bout du compte, comme nous l'avons déjà signalé, le FLN sort victorieux de la lutte pour le contrôle de l'immigration. Cette victoire doit cependant beaucoup plus aux retombées politiques des actions du FLN en Algérie et sur la scène internationale qu'au pur affrontement physique entre les deux parties sur le territoire français. Le grand tournant est en fait l'écho que va avoir la grève des 8 jours du 20 janvier 1957. Au lendemain de cette action spectaculaire, une grande partie de l'immigration bascule dans la sphère d'influence du FLN.

« À un moment donné, tout le monde était quadrillé ; aucun Algérien n'était laissé à l'écart même s'il habitait Neuilly. Un ami m'avait rapporté qu'à chaque fois qu'il déménageait, quelqu'un venait frapper à sa porte. »[62]

Quoi qu'il en soit, les effectifs du FLN qui avaient atteint 8 000 membres en juin 1956, passent à 15 000 à la mi 57. Le mouvement vers la conquête totale du contrôle de l'immigration algérienne par la FF.FLN est déjà largement amorcé. Il s'achève à l'automne 1957 par la multiplication des liquidations physiques des chefs du MNA. C'est ainsi que tombent

60. Aïcha Aliouat. Témoignage.
61. B.Stora. *op.cit.*p.206.
62. M.Kebaïli. *op.cit.*

sous les balles Ahmed Semmache, responsable de l'USTA[63] (20 septembre), Abdallah Filali dit « L'khfif », lieutenant de Messali et ancien dirigeant du PPA (23 septembre), Saïd Mellouli responsable USTA de la Régie Renault (24 septembre), Hocine Maroc ancien dirigeant du PPA (7 octobre), Ahmed Bekkat secrétaire général de l'Usta et dirigeant du MNA à Paris (26 octobre).[64]

La position des intellectuels et des étudiants algériens

Les étudiants d'abord

Dès avant le 1er novembre 1954, le milieu des étudiants algériens est secoué par de nombreuses crises et divergences qui, en définitive, ne font que refléter celles que connaît le mouvement national dans son ensemble. Du fait de sa composante sociale où domine l'origine bourgeoise et petite-bourgeoise, le milieu étudiant est peu porté au nationalisme radical. Les représentants du MTLD au sein des organisations estudiantines sont souvent minoritaires face à ceux des autres organisations plus modérées (UDMA, PC en particulier) mais leur activisme compense leur petit nombre et on retrouve fréquemment des éléments de ce mouvement à la tête de certaines associations (Belaïd Abdesslam, responsable des étudiants au comité central du MTLD, préside un moment l'AEMAN.)[65]

Mais le problème le plus sérieux est en fait celui de la définition des fondements du nationalisme algérien et par conséquent des buts stratégiques et des fonctions de l'organisation des étudiants. Sa composante d'abord, devait-elle être ouverte à tous les étudiants d'Algérie sans distinction de race ni de religion (position des communistes et des nationalistes dits modérés)[66] ou devait-elle être celle des seuls étudiants musulmans algériens

63. Union syndicale des travailleurs algériens d'obédience messaliste.
64. Cf.Messaoud Maadad, *Guerre d'Algérie : chronologie et commentaires.* ENAG. Alger,1992.
65. Association des étudiants musulmans de l'Afrique du Nord (1919-1955).Cf. G.Pervillé. *op.cit.*
66. Cette position est notamment soutenue par la direction de l'Union des étudiants algériens de Paris dont Ahmed Inal, Djamel Rahal, Aziz Benmiloud, Mohammed Harbi.

(position de Belaïd Abdesslam et Mohammed Seddik Benyahya du MTLD que viendra conforter Ahmed Taleb au nom des Ulémas). La question est tranchée lors de la conférence préparatoire réunie à Paris du 4 au 7 avril 1955. Là, des représentants de l'ancien MTLD (Belaïd Abdesslam, Mohammed Seddik Benyahya, Lamine Khène) s'allient à Ahmed Taleb pour faire passer le fameux « M » dans le nom de l'Union générale des étudiants algériens que tout le monde projette de fonder.[67]

Cette victoire du courant favorable à l'affirmation de l'identité et de la personnalité arabo-musulmanes des Algériens devait permettre la réalisation d'une « communauté de pensée des intellectuels et des couches profondes [du] peuple. » Elle devait aussi donner l'occasion à « la personnalité algérienne [qui] a toujours été brimée, bafouée, piétinée [...] de s'affirmer, en un mot d'exister, car avant de coexister il faut d'abord exister. »[68]

Cette pétition de principe qui constitue le credo de l'UGEMA ne va pas pour autant rallier au FLN l'ensemble des étudiants. Ce n'est qu'au congrès de mars 1956 que l'UGEMA adopte une résolution où elle se déclare clairement pour l'indépendance de l'Algérie[69]. D'une manière générale, les membres de l'UGEMA sont plutôt pour une certaine autonomie vis-à-vis de l'organisation politique clandestine et parfois même pour une autonomie critique. Cela va évidemment irriter les cadres de la FF.FLN qui pousseront à la constitution de sections universitaires directement intégrées à l'organisation. C'est le cas, entre autres, de Ammar Benadouda (membre du comité directeur de l'UGEMA)[70] à Montpellier et de Moussa Kebaïli à Paris. Ce dernier témoigne des difficultés qu'il a eues à manœuvrer dans ce milieu.

« Je participais aux réunions estudiantines mais jamais personne n'a su que j'avais des responsabilités dans le FLN. Nous avions des divergences graves avec l'UGEMA. J'avais eu entre

67. Cf.G. Pervillé. *op.cit.* p.119.

68. Déclaration d'Ahmed Taleb adoptée par l'A.G.d'avril 1955.Cf. G.Pervillé. *op.cit.*p.119.

69. C'est à ce congrès que Mohammed Khémisti est élu à la direction de l'union.

70. Insoumis et recherché par la police française, il passera à la clandestinité avant d'être nommé au bureau du FLN de Madrid comme adjoint de M'Hamed Yousfi.

autres, des problèmes au sujet des Ronéos où je tirais des tracts pour le compte de l'organisation. Le seul que j'avais recruté dans ce milieu a été Abdel Hafid Keramane, mais il n'était pas considéré comme étudiant vu qu'il avait été instituteur en Algérie. [...] C'est le problème que nous avons eu au moment où nous avons décidé de créer la section universitaire du FLN. Nous avons pris cette décision sur ma proposition parce que nous nous sommes trouvés devant une UGEMA qui œuvrait à l'extérieur du FLN. La première section qui fut créée le fut avec l'objectif d'être intégrée à l'organisation. L'organisation du FLN était pour nous l'aboutissement et la sortie de l'impasse dans laquelle se trouvait le mouvement national. Le mouvement avait décidé et mis au point des méthodes révolutionnaires de lutte ; quiconque croyait à la libération devait s'inscrire dans le processus. Il pouvait venir avec une analyse et un passé différents mais il devait se fondre dans ce creuset. Il n'y avait pas d'alternative. »[71]

Ce témoignage diverge en tout cas avec les propos d'Ali Haroun[72] qui fixe la date de la création de la Section universitaire du FLN au début 1958 sur décision du comité fédéral réuni chez Lahbib Hamdani[73] ; il s'éloigne tout autant du témoignage d'Ahmed Taleb qui considère que l'UGEMA comme l'UGTA et l'UGCA ont été une création du FLN[74].

Le 18 mai 1956, en réponse à la multiplication des meurtres et assassinats d'étudiants et d'intellectuels par les forces coloniales, les membres de l'UGEMA de la section d'Alger se réunissent au cercle du docteur Saadane. Ils adoptent une résolution appelant à la grève générale et illimitée des cours et des examens et à l'engagement dans les rangs de l'ALN et du FLN[75]. Cette résolution appuyée, après quelques tergiversations, par un comité directeur pris de court, n'est pas suivie à Paris avec autant de ferveur qu'à Alger et la grève, pour beaucoup d'étudiants immigrés, n'est ni générale ni illimitée.

71. M.Kebaïli. *op.cit.*
72. A.Haroun. *op.cit.*pp.75-76.
73. Il pourrait plutôt s'agir d'une officialisation d'initiatives prises à la base par les cadres de la FF.FLN dès 1956.
74. A.Taleb. *op.cit.*
75. G.Pervillé. *op.cit.*p.127.

Aït Mokhtar se souvient de cette période où tout en poursuivant ses études de médecine, il travaillait à coller des affiches pour gagner sa vie.

« Tous étaient pour la grève mais certains demandaient des explications car ils n'étaient pas convaincus de son impérieuse nécessité. Berrah, qui était responsable de la section de Paris, avait particulièrement pris à partie un de ces hésitants. En fait, nous étions divisés en deux groupes ; le groupe des nouveaux et celui des anciens. Dans le groupe des anciens dont la plupart étaient les chefs de l'UGEMA, certains étaient arrivés en quatrième année de médecine c'est- à-dire aux portes de l'internat. Ils n'ont pas tenu jusqu'au bout de la grève. L'ironie de l'histoire a voulu que parmi eux il y en eut qui, après 1962, se sont trouvés être de ceux qui décidaient de l'attribution des pensions aux anciens moudjahidine. »[76]

Reprenant les statistiques universitaires, Guy Pervillé indique qu'en France, le total des étudiants algériens de toutes origines diminue de 2080 à 1811, soit un déficit de 269 étudiants[77]. Pour être fixé sur le nombre effectif des départs pour les maquis il faudrait peut-être comparer ces chiffres à ceux des années précédentes.

De leur côté, les partisans de la *coexistence* ne désarment pas ; le 1er décembre 1955, ils élisent à la tête de l'AGEA[78] Paul Akoun, représentant d'un groupe d'étudiants de gauche, catholiques, communistes, juifs et musulmans. Certains d'entre eux, mis en minorité dans leur association, rejoindront les rangs du FLN ou de l'ALN. Ils prendront fréquemment position aux côtés de l'UGEMA pour la défense des détenus politiques, contre la torture et les sévices de la police et pour la protection de personnalités favorables à l'indépendance comme le professeur Mandouze.

Dans ce groupe, Mohammed Harbi représente une figure assez atypique étant lui-même ancien militant du PPA-MTLD et proche de la FF.FLN avec laquelle il est depuis 1954 en contact permanent. Son origine sociale (famille aristocratique et confrérique de la région d'El Arrouch ayant subi la répression

76. Nacereddine Aït Mokhtar. Témoignage.
77. G.Pervillé. *op.cit.*pp.132-133.
78. L'Association générale des étudiants d'Alger.

de l'administration coloniale et l'expropriation d'une grande partie de ses terres), sa formation politique à la fois nationaliste et socialiste anti-stalinienne (il fait un moment partie du groupe « Socialisme ou Barbarie ») le font vite apparaître comme un jeune théoricien de la révolution. Son radicalisme de gauche n'est pas sans un souci constant d'ouverture démocratique et d'autonomie à la base. L'influence dont il dispose dans le milieu étudiant, dans les mouvements internationalistes et pacifistes, de France et de Belgique en particulier, le font vite apparaître comme un relais indispensable pour toute politique d'ouverture. Lui-même cherche à intervenir dans le débat interne au FLN (en France en tout cas) pour peser sur ses décisions et orientations.

Les intellectuels surtout

Comme nous le rappelions plus haut, passée la période de transition du MTLD au FLN, il fallait se décider pour l'adoption d'une stratégie claire. Les directives attendues d'Alger ont du mal à parvenir, compte tenu des difficultés de communication entre les diverses régions du pays et entre celles-ci et la France ; quand elles finissent par arriver, elles semblent contredites par d'autres provenant du Caire, de Rabat ou de Tunis. En France même, la trop courte durée de vie des comités fédéraux ne leur laisse pas le temps de penser au long terme. La pression conjuguée des attaques messalistes et des arrestations oblige la fédération à adopter une ligne plutôt défensive et activiste. Par ailleurs, les militants de la base comme les cadres intermédiaires n'arrivent pas à voir clair dans la ligne du front. Des rumeurs circulent selon lesquelles des entretiens secrets ont lieu entre des émissaires du gouvernement français et des représentants du FLN. Alors à quoi s'en tenir ? D'un côté on leur demande de faire des ouvertures en direction de l'opinion publique française et de l'autre on commence à parler de l'ouverture d'un front en territoire français. Faut-il rendre coup pour coup en ripostant aux attaques de la police et des messalistes, ou faire le dos rond pour gagner les

sympathies d'une opinion publique hostile ou indifférente au sort des Algériens ?

C'est dans ces circonstances qu'un groupe d'intellectuels intervient dans le débat politique qui se déroule au sein de la fédération de France du FLN. Ayant été mis en minorité dans le mouvement étudiant, Harbi relance le débat dans l'organisation politique clandestine elle-même. Il y dispose de relais sûrs ; Tayeb Boulahrouf au sein du comité fédéral et deux ou trois responsables régionaux. Tout en travaillant à la réorganisation du comité fédéral et en poussant à la création de commissions fédérales à l'organisation (K. Ladlani) et à l'information (T. Boulahrouf), Harbi soulève le problème de la définition de la stratégie générale du FLN en France.

« Il y avait à l'époque une très forte tendance à l'activisme avec une vision de la lutte comme devant se dérouler peuple contre peuple. Cette approche ne laissait place à aucune analyse sociale ou en termes d'alliance. [...] On estimait, quant à nous, comme une fausse orientation cette façon d'envisager la lutte. Elle occultait le problème des alliances avec des représentants du peuple français favorables à l'indépendance de l'Algérie. Ce deuxième terme du problème était compliqué par le fait que le mouvement ouvrier français se refusait à aborder de manière radicale le courant de décolonisation. De ce fait, dans l'approche des questions d'alliance, nous étions pris entre l'activisme des nôtres et la tendance collaborationniste de classe du mouvement ouvrier français. La marge qui nous était laissée pour frayer la voie à une politisation de l'organisation était mince. »[79]

Dès les premiers mois de la lutte armée, avec Ben M'hel et Boulahrouf ils avaient lancé un bulletin intitulé *L'Action* où ils tentaient de prévenir l'opinion contre la répression et pousser à des négociations avec les représentants qualifiés du peuple algérien. Ils cherchaient à rassembler les forces autour d'un front aussi large que possible comprenant aussi ceux qui avaient déclenché la lutte armée. C'était la poursuite d'une logique datant d'avant

79. M. Harbi.Témoignage.

le 1er novembre et c'était aussi avant que la fédération de France du FLN ne soit définitivement mise en place. Avec le temps, l'idée d'une alliance aussi large que possible n'avait pas disparu, ses partisans au sein de l'organisation restaient influents mais ils devaient tenir compte de la conquête du terrain par le FLN, de la montée en force de la ligne Abane et de la présence au sein du comité fédéral de représentants hostiles à l'ouverture. Ainsi, le débat amorcé au sein du mouvement étudiant rebondit à l'intérieur même de l'organisation du FLN en France.

La position de Harbi et de ses amis intellectuels ne se limite pas à la seule question des alliances ; elle touche aussi au problème de la lutte fratricide que se livrent FLN et MNA tant en France qu'en Algérie. Là aussi l'opposition aux partisans de l'affrontement va être dure car il en va de la conformité à la ligne arrêtée par Abane et la direction du FLN-ALN en Algérie. Des initiatives sont prises de manière isolée par Harbi et Aziz Benmiloud en direction de la Belgique où les affrontements entre Algériens avaient débordé. Le jeune intellectuel algérien dispose dans ce pays de nombreux soutiens qui avaient permis à Messaoud Guedroudj au moment où il dirigeait la wilaya du Nord d'y installer une base logistique et une base de repli pour les militants et les cadres du FLN recherchés en France. Au sein de la IVème Internationale la tendance dite lambertiste soutient le MNA alors qu'en Belgique, la tendance représentée par Ernest Mandel et Pierre Le Grève soutient le FLN comme le fait le PCI[80] en France. C'est d'ailleurs la section belge du PCI qui prend la relève pour l'édition du journal de la résistance algérienne en France. Ce sont aussi les réseaux de l'extrême-gauche et ceux de la gauche chrétienne proche de la revue française *Esprit* qui ouvrent leurs portes aux premiers réfugiés politiques du FLN et de l'UGEMA en Belgique.

« J'étais opposé à l'action armée dirigée contre les messalistes et je m'étais ouvertement prononcé, un jour après un débat houleux au sein du comité fédéral. J'avais pris sur moi de faire

80. Au congrès clandestin du Parti communiste internationaliste en novembre 1955, un délégué du FLN assiste es-qualité. L'édition de *Résistance algérienne* est confiée pour un temps à cette organisation.

un communiqué au sujet des attentats contre les messalistes qui avaient eu lieu en Belgique. Ils avaient provoqué une réaction hostile dans la presse belge et la télévision avait consacré une large couverture à la déclaration qui y mettait un terme. Aziz Benmiloud que j'avais envoyé en Belgique avait pu rencontrer, par l'intermédiaire de mes relations au sein du P.S. et de la gauche trotskiste, le ministre de l'intérieur belge, Guy Vermelen. C'est le député Guy Cudell qui a servi d'intermédiaire en cette occasion. La position du ministre belge avait été de dire « Votre action armée nous gêne ; vous êtes en guerre contre la France ; c'est le pays que vous combattez ; la Belgique n'a rien à y voir. J'étais tout à fait d'accord avec cette position et j'avais posé le problème au sein du comité fédéral. En réalité, avec la déclaration, je l'avais mis devant le fait accompli. »[81]

Entre temps, les amis belges de la cause algérienne avaient pris des photos de gendarmes refoulant des Algériens vers la France et des policiers français les arrêtant de l'autre côté de la frontière. Ces documents publiés par la presse obligent les socialistes et le ministre de l'Intérieur belges à réagir. La coopération amorcée entre les deux polices est d'une certaine manière cassée.

Deux auteurs belges témoignent de cet épisode dans un ouvrage tout aussi modeste qu'important pour la connaissance de ce moment de notre histoire.

« En Belgique, le leadership entre le MNA et le FLN s'est aussi joué dans le sang. Des éléments sérieux d'appréciation montrent que des liens tôt noués entre le FLN et les Belges ont permis de réduire au maximum cet impôt du sang. Un communiqué du FLN pour la Belgique en témoigne, qui fut suivi d'effet de ce côté. »[82]

C'est dans ce même ouvrage qu'ils signalent le passage de Harbi et de Benmiloud en 1955 semble-t-il.[83]

Au fond, la logique de l'affrontement avec les messalistes fait craindre à certains cadres politiques qu'elle ne s'empare définitivement de l'organisation et qu'elle ne finisse par

81. M. Harbi. *op.cit.*
82. Jean L. Doneux, Hugues Le Paige, *Le Front du Nord. Des Belges dans la guerre d'Algérie (1954-1962).* Pol-His. RTBF éd. Bruxelles, 1992, p.78.
83. id. pp.87-88.

se retourner contre elle en devenant une manière de régler les problèmes internes. Avaient-ils complètement tort en nourrissant de telles appréhensions ?

Une dernière pierre d'achoppement va être la question de l'unicité de commandement et des modalités de fonctionnement au sein même du comité fédéral. Dans ce domaine très sensible les positions collégiales de Harbi et de ses partisans au sein du comité fédéral vont heurter de front celles de leurs adversaires. L'acuité des divergences ira en s'accentuant dès le mois de juin 1957 avec l'arrivée d'Omar Boudaoud à la tête de la FF.FLN.

« Après mon entrée au comité fédéral, il s'agissait d'élaborer une ligne politique. Les débats ont tourné autour de quatre points :

- Discuter des pouvoirs du comité fédéral et du rôle de chacun en son sein.
- Poser le problème de la colonie algérienne et de son rôle dans la Révolution.
- Définir les rapports avec le mouvement anticolonialiste en France.
- Étoffer l'organisation.

Sur toutes ces questions il y avait un désaccord fondamental. »[84]

En effet Harbi est pour une direction collégiale alors que Boudaoud arrive avec un ordre de mutation signé par Abane Ramdane pour le CCE. En tant que commandant de l'ALN, il a les pleins pouvoirs ; il ne peut se suffire du rôle de simple coordinateur surtout qu'en perspective se pose pour lui le problème de porter la guerre en territoire français.

« Représenter le CCE au sein du comité fédéral me rappelait trop le régime caïdal. C'était comme si je représentais les tribus au sein du pouvoir et lui le pouvoir au sein des tribus. Je n'étais pas d'accord, il fallait que la FF.FLN ait sa propre expression au sein de la révolution. »[85]

Harbi est aussi pour une révision du rôle de la colonie algérienne ; il veut en faire une force politique capable de neutraliser

84. M. Harbi *op.cit.*
85. id.

l'effort de guerre français ; une force organisée de manière sélective avec une école de cadres politiques destinés aux maquis ; et enfin une force financière.

Tout cela est trop pour celui qui est venu mettre de l'ordre dans une Fédération de France qui vient certes de remporter la bataille pour le contrôle de l'immigration algérienne mais qui reste quelque peu rebelle et contestataire. Ce sera là la première mission de Boudaoud.

L'ORGANISATION POLITIQUE DE LA FF. ET LA LIGNE GÉNÉRALE DU FLN

La mise au pas des récalcitrants et l'homogénéisation des rangs

L'intégration des étudiants

Comme nous l'avons vu, les étudiants algériens et leur organisation l'UGEMA restent, malgré les pétitions de principe, quelque peu réticents à l'idée d'une incorporation dans les rangs du FLN. Cette position a tôt fait de provoquer l'irritation sinon la hargne de certains cadres de l'organisation et, en particulier, de ceux qui ont dû interrompre leurs études pour militer pour la cause de l'indépendance. Passés, les durs moments de la mise en place des structures et de l'affrontement avec les forces du MNA et de la police française, on pense à mieux intégrer l'élément étudiant et intellectuel. Durant toute la première période et jusqu' après le 25 mai 1956, la position de la fédération reste assez ambigüe. D'un côté elle cherche à encourager l'organisation des étudiants algériens dans une structure aussi large et indépendante que possible, et de l'autre, elle cherche à l'intégrer plus ou moins directement au système de commandement unique du FLN. L'intégration au comité fédéral des intellectuels va dans ce sens, mais en fait, l'objectif principal est de faire de l'UGEMA une « unité de combat » du front. Elle doit servir de relais pour l'expédition de jeunes instruits aux frontières en attendant leur incorporation aux maquis. C'est le cas de la section de Montpellier qui, sous la direction de Benadouda, expédie au front une dizaine de ses membres, ce qui

va constituer un chiffre record. Mais l'UGEMA doit aussi servir de caisse de résonance auprès de l'opinion publique française et internationale comme le stipule la Plate-forme de la Soummam.

L'arrivée de Mohammed Lebjaoui va voir se renforcer l'action en direction des étudiants et des intellectuels. Le but est double là aussi, « leur faire assimiler les principes de la politique du FLN et détecter des cadres pour renforcer l'organisation ». D'une manière ou d'une autre il n'est pas question d'autonomie organique des étudiants et des intellectuels. En Algérie, on a commencé la mise en place de ce qu'on appellera plus tard les organisations satellites du FLN ; pour contrer les initiatives prises par le MNA, les travailleurs comme les commerçants vont se doter d'organisations professionnelles d'obédience FLN. Le nouveau responsable du comité fédéral est décidé à faire rentrer l'UGEMA dans le rang et lui faire suivre l'exemple de l'UGCA et de l'UGTA. Il réunit dans une chambre de la Cité universitaire de Paris Mouloud Belahouane, Mohammed Khemisti, Rédha Malek, Abdelmalek Benhabylès et Ali Lakhdiri. Les données du problème y sont très clairement énoncées. Et pour conclure l'opération, on ouvre les portes du comité fédéral à Ahmed Taleb (Mars 1956), Ahmed Boumendjel (Décembre 1956), Mohammed Harbi (juin 1957) tandis que Mohammed Cherif Sahli et Rédha Malek viennent renforcer les commissions.[86]

Finalement l'UGEMA ne résiste pas au choc de la grève des cours et des examens et sa direction, recherchée par la police, se disperse avant que l'Union ne soit dissoute par décret du cabinet Félix Gaillard le 28 janvier 1958.

Le FLN reprend à ce moment l'initiative et la Section universitaire (S.U.) est officiellement instituée dans la chambre du toujours fidèle Lahbib Hamdani (étudiant à l'École des langues orientales). Au cours de cette réunion que président Omar Boudaoud, Kaddour Ladlani et Moussa Kebaïli, la responsabilité générale de la S.U. est confiée à Saïd Hadj Driss ; Lahbib Hamdani est chargé de la presse et de l'information, Hachemi Soualili de l'organique et Mohammed Mokrane de la représentation extérieure.

86. Voir Mohammed Lebjaoui, *Vérités sur la Révolution algérienne*. Gallimard, Paris, 1970. Cité par G.Pervillé. *op.cit.*p.143.

Il est évident que le comité exécutif de l'UGEMA, dont les membres ont été élus par un congrès, continue de penser qu'il est la seule instance représentative des étudiants algériens. Il doit être rappelé à l'ordre et c'est le 4 juin 1958 qu'il dépose sa démission collective à la FF.FLN. Pour mettre définitivement un terme aux velléités de reconstitution autonome de l'Union, une réunion du comité directeur élargi est provoquée par le FLN à Cologne en août 1958. S'y trouvent présents l'ensemble des membres du comité exécutif (Messaoud Aït Chaalal son président, Chaïb Taleb, Tahar Hamdi, Djelloul Baghli), ainsi que Bourhane Berrah, Ahmed Boussalah, Hachemi Soualili, Saïd Hadj Driss. Du côté de la Fédération de France du FLN Omar Boudaoud, Kaddour Ladlani, Ali Haroun, nouvellement promu à la commission presse-information, et Mohammed Harbi[87].

En conclusion, il est décidé de maintenir le sigle UGEMA pour les besoins de la représentation extérieure auprès des organismes internationaux, quant au plan interne, l'UGEMA se transforme en section universitaire du FLN.

La neutralisation de l'opposition interne

Pendant la période d'intérim assurée entre février-mars et juin-juillet 1957 par Tayeb Boulahrouf, le groupe des intellectuels au sein de l'organisation est devenu plus actif. Il menace de déstabiliser l'unité des rangs en contestant la pertinence des choix stratégiques dictés par Alger-Tunis-Le Caire.

Omar Boudaoud a donc pour tâche de mettre de l'ordre dans tout cela. Mais, comme dans l'organisation la contestation est tout aussi vive, il faut faire le ménage d'abord à ce niveau.

Cette mission revient à Kaddour Ladlani, responsable de la commission organique au sein du comité fédéral. Guedroudj est le premier à être envoyé avec une lettre de cachet au Maroc où il est emprisonné dans un camp. L'arrivée de Omar Boudaoud avait posé problème, comme nous l'avons vu, au sein d'une Fédération de France qui supportait mal ce qu'elle considérait comme un parachutage. Messaoud Guedroudj faisait partie des

87. A. Haroun. *op.cit.*pp.76-77.

contestataires, généralement originaires de l'Est algérien. Il estimait que Boudaoud pratiquait une politique de nomination des responsables plutôt régionaliste. Le conflit qui couvait éclate lorsque le nouveau responsable de la fédération lui propose un nom pour remplacer un cadre de la wilaya qui venait d'être arrêté. Refus catégorique de Guedroudj : « Pas question, moi je mets quelqu'un du cru qui connaît la région et les hommes. »

L'affrontement est très dur. Décision est prise de muter Guedroudj à Lyon à la place du responsable du Sud qui est lui, muté à Paris. Huit mois plus tard, il lui est demandé de rejoindre le comité fédéral où il est nommé responsable de la commission Logistique.

« C'était une voie de garage. Il n'y eut en tout et pour tout qu'un seul voyage en Italie, à Milan, pour contacter des gens et acheter des armes. Puis ce fut le départ pour l'Espagne, en principe toujours dans le cadre de la Logistique. En fait, j'ai été envoyé avec une lettre de cachet. Je suis resté à Madrid un mois sans voir ni Boudaoud, ni Boukadoum, le représentant du FLN en Espagne. Arrivé à Tanger, je suis envoyé à Tétouan et de là à El Arayech [un des principaux camps de l'ALN au Maroc]. Le plus beau, c'est que j'étais en famille. Puis un beau jour, un certain lieutenant Othman me demanda de venir tresser l'alfa avec les hommes de corvée. Mon refus me coûta la prison. Deux jours plus tard, Yousfi[88] qui était de passage dans le camp me fit sortir de cette mauvaise passe. »[89]

Amara Mansouri va suivre quelque temps plus tard le même chemin que Guedroudj et Ahcen Zerrouk cédera, dans la lancée, la direction de la région parisienne à Moussa Kebaïli.

Ali Haroun relate de manière très elliptique cet épisode et il faut vraiment être au fait des dessous de l'affaire pour décrypter la narration.

« Estimant nécessaire de rassurer ses cadres de province, de les encourager par sa présence, de les convaincre que la fédération est loin d'être décapitée, le nouveau chef de l'organisation

88. M'hamed Yousfi ancien cadre de l'O.S en 1947-1951, membre du C.C. du MTLD. Il est délégué du FLN à Madrid en 1956-1957 puis un des responsables de la mission du MALG (ministère de l'Armement et des Liaisons générales) en Europe après septembre 1958.

89. M.Guedroudj.Témoignage.

[Ahmed Doum] entreprend son périple. C'est plus qu'urgent, car le chef d'une Kasma du Nord, qui tenait d'ailleurs bien son échelon, profite de l'arrestation de son supérieur direct, Bensalem, pour s'attribuer aux yeux des responsables locaux la qualité de « fédéral ». Il monte une véritable organisation parallèle en invoquant des prétextes régionalistes, et incite les militants à exiger la confirmation de son nouveau grade par la fédération. Il faut une longue patience alliée à une grande fermeté, pour parvenir à déjouer ce mini-complot qui aurait eu des conséquences catastrophiques [...] »[90]

C'est selon le même procédé que l'on apprend que Smaïl Manaa dit « Spoutnik » est écarté de la direction de la wilaya IV parce qu'il « semble traîner la patte » à la veille du déclenchement de la seconde offensive d'août 1958.[91]

Privé de ses appuis au sein de l'organisation, Harbi est vite mis en minorité. En juin 1958, il accepte à son tour de prendre en main la Logistique, c'est-à-dire l'achat des armes. Il ne s'occupe que d'une seule opération, l'achat de 200 revolvers « Herstall » acquis au nom du comité fédéral.

Inquiet de ce qui était arrivé à Guedroudj et Mansouri, choqué par la mort suspecte de Abane au Maroc, il décide de déposer sa démission (pratique peu commune au sein du FLN) le 23 juillet 1958 au cours d'une réunion du comité fédéral qui avait fait venir à Cologne, en Allemagne, l'ensemble des chefs de wilaya. Cette réunion avait pour ordre du jour l'ouverture d'un second front sur le territoire français.

Ainsi, entre janvier et août 1958, l'ensemble des forces d'opposition à la ligne politique du CCE et à l'unicité de commandement au sein de la FF.FLN sont définitivement réduites.

En août 1958, les jeux sont faits. Il n'y a plus d'opposition intérieure qu'elle soit organique, idéologique ou politique au sein de la FF.FLN. Le nouveau comité fédéral composé de Omar Boudaoud, Kaddour Ladlani, Rabah Bouaziz, Abdelkrim Souici et Ali Haroun est enfin devenu un instrument homogène prêt à se lancer dans l'aventure de la guerre sur le territoire français.

90. A. Haroun. *op.cit.*p.27.
91. id. p.91.

La question de l'ouverture du second front

Porter la guerre en France pour négocier (1955-1957)

Suivant les témoignages recueillis, il est désormais établi que la question de l'ouverture d'un second front en territoire français a été décidée une première fois en 1956, du temps de la toute puissance de Abane Ramdane ; Ali Haroun, qui a par ailleurs fait un travail remarquable sur l'histoire de la FF.FLN, n'en parle pratiquement pas, et quand il le fait, c'est hors de son contexte historique et politique.

La première offensive de 1956-1957, menée simultanément en Algérie et en France, devait constituer pour le CCE un moyen de contraindre le gouvernement français à négocier et trouver une issue rapide à la guerre. C'était aussi une manière de démontrer sur le terrain la capacité d'intervention du FLN et sa représentativité auprès des masses. Sur cette question de stratégie de la révolution algérienne, peu d'historiens ont eu la possibilité de s'étendre étant donné la rareté des sources écrites et la disparition prématurée de nombreux acteurs et témoins.

En fait, très tôt, la question des choix stratégiques a été soulevée au plus haut niveau de la hiérarchie du FLN et de l'ALN. Entre le 1er novembre 1954 et le 20 août 1956, les cinq zones constituant le premier découpage géographique opéré par les dirigeants de la révolution ont chacune mené, selon les conditions propres du terrain, la lutte armée contre la présence coloniale. Les difficultés de communication et les pertes humaines subies par le groupe initiateur n'ont pas permis aux hommes du 1er novembre de coordonner leur lutte aussi bien et aussi souvent qu'ils l'avaient souhaité lors de leur première rencontre. De ce fait, ce sont les pesanteurs sociologiques, historiques et parfois même culturelles qui ont influé sur les voies et moyens choisis par chacune des zones insurrectionnelles.

Il est évident que les formes revêtues par la lutte armée diffèrent d'une région à l'autre ; elles ne sont pas et ne peuvent pas être les mêmes ; ce ne sont pas les mêmes conditions qui président à l'action en milieu urbain ou dans les campagnes,

dans les plaines à forte densité européenne ou dans les massifs montagneux. La qualité des chefs, leur formation politique et militaire peuvent aussi être déterminantes. Mais cela n'est pas tout, le plus important était de fixer clairement et de façon unifiée les buts stratégiques de la guerre et les objectifs tactiques susceptibles de précipiter la victoire finale. Dans ce domaine, on peut maintenant dire que de sérieux problèmes se sont posés en 1955 et 1956.

En bref, disons que deux lignes générales ont partagé la direction du FLN-ALN. La première représentée par Larbi Ben M'hidi et Abane Ramdane reposait sur une analyse de la situation intérieure et extérieure laissant supposer que la France était disposée à négocier les conditions de l'indépendance de l'Algérie, que la fin de la guerre était proche, et que le meilleur moyen de la précipiter était de mener des actions spectaculaires de grande envergure du type grève insurrectionnelle dans les villes et soulèvement en masse dans les campagnes. En somme, une révolution nationale menée par une élite radicale mais ouverte aux alliances.

L'autre ligne représentée par les chefs des maquis du Nord Constantinois consistait à dire que les conditions d'une victoire rapide n'étaient pas réunies. Les masses des villes et des campagnes n'étaient pas encore complètement acquises à l'idée de l'indépendance et surtout à celle de la libération du pays par la lutte armée. Pour eux, fidèles aux enseignements dispensés par Mourad Didouche, la lutte de libération devait être une lutte de longue durée, une sorte d'apprentissage par le peuple des conditions susceptibles de lui permettre de prendre, par lui-même, la direction de la révolution. Une révolution populaire menée par une élite intransigeante.

Les conséquences sur les plans de la stratégie politique et de la tactique seront énormes. À Alger, on ouvre la voie à l'intégration des anciennes élites politiques dites modérées dans les organes du FLN et de l'ALN. Dans l'est algérien, on exécute des représentants de ces mêmes tendances parce qu'on les soupçonne d'être trop timorés ou même d'être opposés à la lutte armée. À Alger, on lance des grèves générales pour faire une démonstration de

force et de représentativité du FLN et négocier à court terme un accord de paix avec la France. Dans le Nord Constantinois, Zighout Youcef lance, le 20 août 1955, un soulèvement général dans les campagnes pour impliquer à fond les populations dans la lutte armée et couper définitivement la route à toute tentation d'entente algéro-française.

Plus le temps passe et plus il devient urgent d'unifier tactique et stratégie. Le 1er congrès du FLN se tient le 20 août 1956 ; à l'issue des travaux, la tendance représentée par Ben M'hidi et Abane s'impose, celle de Youcef Zighout est mise en minorité.

Apparemment en France aussi, mais pour de toutes autres raisons, cette stratégie n'est pas partagée par une partie au moins du comité fédéral. Un texte assez réservé de la commission presse-information rédigé en février 1957 en témoigne[92]. Quelques mois plus tard, l'arrivée de Boudaoud va contribuer à mettre un terme aux divergences internes et préparer la voie à la grande offensive d'août 1958.

Porter la guerre en France pour souffler (1958-1959)

Le temps passe et les moments difficiles que traverse la révolution sont mis au débit de la ligne Ben M'hidi-Abane. En août 1957, lors de la tenue au Caire du 1er Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), le CCE est remanié et Abane est réduit au rôle d'opposant minoritaire. Pourtant, la fin de l'année 1957 et le début de l'année 1958 vont marquer un tournant extrêmement important dans l'histoire de la guerre de libération.

En France, la poursuite de la guerre a des effets désastreux sur l'économie. En février 1958, une étude menée par le ministère de l'Algérie permet à Pierre Chaussade, maître des requêtes au Conseil d'État et secrétaire général de ce ministère, d'évaluer la charge que représente la guerre d'Algérie pour la France[93]. Ses estimations reposant sur des sources contradictoires lui font résumer la situation par les chiffres suivants :

92. Cf. extrait du rapport de la commission en Annexe 2.
93. *Que représente l'Algérie pour les finances et l'économie de la Métropole*, ministère de l'Algérie. Février 1958.

« - de 0 à 678 milliards de dépenses budgétaires ;
- 700 milliards de manque à produire ;
- 250 milliards de répercussions minimum sur la balance des paiements [...] »

En fait, dans cette étude, il tente de minimiser les effets politiques d'un rapport établi en octobre 1957 par un groupe de fonctionnaires du Conseil d'État[94] dont la conclusion est on ne peut plus claire : « La France ne pourra maintenir sa souveraineté [sur l'Algérie] qu'en tenant en respect les forces d'une rébellion toujours prête à renaître, c'est à dire au prix d'un effort militaire et financier qui exigera une quasi mobilisation permanente de la Nation. »[95]

Cette vision pessimiste est confirmée par de nombreuses études dont une revue française de gauche se fait l'écho. Les auteurs de l'article estimaient alors que la seule continuation de la guerre coûtait à la France un supplément de 80 milliards pour un déficit budgétaire qui avait atteint 600 milliards de francs.[96] Or, au début de l'année 1958, plus de 600 millions de dollars avaient déjà été empruntés sur le marché international[97] et ils semblaient déjà être insuffisants pour empêcher l'épuisement des réserves en devises avant la fin de l'année.

Parlant des désordres économiques de la France, un spécialiste de la IVème République indique les mesures que Félix Gaillard[98] doit prendre pour faire face au désastre financier qui guette le pays : « Dévaluation de fait de 20 % qui amène le dollar à 420F [...], emprunts extérieurs, relèvement des prix et des tarifs, augmentation des impôts, pour réduire le déficit à 600 milliards, hausse du taux de l'escompte. Mais ces décisions n'ont pas été complétées par une libéralisation des échanges extérieurs et l'équilibre réalisé paraît trop fragile, de sorte que le dollar est déjà officieusement négocié à 434 F dès le milieu du printemps. [...]

94. Présidée par Roland Maspétiol une commission est chargée en octobre 1957 de « fournir quelques éléments sur ce que peut être le devenir de l'Algérie ».
95. id.
96. S. Chatel et P. Canjuers, « La crise de la République bourgeoise », *Socialisme ou Barbarie*, n° 25, juillet-août 1958, pp.2-3.
97. Le 30 janvier 1958, le gouvernement américain et les organismes financiers internationaux prêtent à la France 655 millions de dollars.
98. Ministre d'État aux Finances, aux Affaires économiques et au Plan (13 juin - 6 novembre 1957). Président du Conseil (6 novembre 1957-14 mai 1958).

Sous l'effet d'une augmentation massive de la demande publique et privée, l'indice de la production est passé à 140 en 1956, 149 en 1957. [...] La consommation des administrations de 100 en 1954 est passée à 118 en 1956, à 133 en 1957 et 58. Le déficit budgétaire est déjà de 925 milliards en 1956 et près de 1000 milliards en 1957. [...] Le déficit de la balance commerciale est de 808 millions de dollars en 1956, de 950 millions en 1957 et de près de 300 millions en 1958. Les réserves monétaires ont fondu et l'endettement s'est accru. Les achats de matériel militaire étranger sont passés de 100 millions de dollars en 1955 à 280 millions en 1956, 250 en 1957, 200 en 1958. [...] Celle-ci [la balance des paiements], en 1956, est en déficit de 1,25 milliards de dollars et, en 1957, de 1,63 milliards de dollars. Au moment où le régime s'effondre, en mai 1958, l'endettement de la France est considérable et il ne reste, en réserves monétaires, que 80 milliards, alors qu'un mois d'importations en coûte 120.

De plus en plus, l'opinion prévaut que la guerre d'Algérie est responsable du désordre économique et financier. »[99]

Le moment est important pour la France tant du point de vue de la conjoncture économique internationale que du point de vue de son devenir à long terme. Les frontières commerciales de l'Europe viennent d'être ouvertes par le traité de Rome instituant le Marché commun et la concurrence des autres puissances continentales (de l'Allemagne en particulier) fait craindre le pire aux milieux d'affaires français.

Le poids considérable de la guerre d'Algérie sur les intérêts stratégiques de la France entraîne une crise politique très grave. La durée de vie des gouvernements s'amenuise de plus en plus et les jours de la IVème République sont désormais comptés. Pour y faire face les gouvernements successifs multiplient les mesures visant à renforcer sur le terrain l'effort de guerre : augmentation des effectifs et des dépenses militaires, augmentation des charges fiscales, vote des pouvoirs spéciaux et extension de ces derniers au territoire français.

---

99. Paul-Marie de La Gorce. *Apogée et mort de la IVème République*. Ed. Grasset, Paris, 1979, p.506.

En Algérie, les mois d'août et septembre 1957 voient la mise en place et l'achèvement de la ligne Morice qui doit asphyxier les maquis en empêchant tout ravitaillement en armes et munitions à partir des frontières tunisienne et marocaine. Parallèlement se met en place le Plan Challe dont l'objectif stratégique est d'écraser physiquement et psychologiquement les unités de l'ALN. Les commandos parachutistes du général Bigeard ont commencé leurs grandes opérations de ratissage (« pacification ») dans le Sud-ouest (El Bayadh et Saïda) et se préparent à les étendre au Centre et à l'Est de l'Algérie. Le 7 février 1958, Robert Lacoste déclare à Constantine que « la guerre des frontières sera gagnée ». Le « droit de poursuite » réclamé par les militaires est pour la première fois institué et mis en œuvre dès le 8 février par le bombardement en territoire tunisien du village de Sakiet Sidi Youcef.

Après le 13 mai 1958 et la création à Alger du « Comité de salut public » par le général Massu, l'arrivée du général de Gaulle à la tête du gouvernement français va marquer de l'avis unanime des chefs de l'ALN le vrai début de la guerre d'Algérie.

« La situation y avait changé [à l'intérieur du pays] en notre défaveur [...] Jusque là, les expéditions militaires françaises étaient menées à partir de PC que les soldats rejoignaient aussitôt après la fin du ratissage. Avec Bigeard et le Plan Challe, c'étaient toutes les unités avec leurs officiers qui sortaient sur le terrain. Elles éclataient ensuite, en appliquant nos propres méthodes, par petits groupes très mobiles. Ils ne faisaient plus appel à l'armada des blindés et aux équipements lourds qui ne nous faisaient aucun mal puisqu'ils ne pouvaient pas passer par les chemins escarpés. Quand la nuit venait, ils campaient à présent sur place sans quitter le terrain des opérations.

De notre côté aussi les choses avaient changé [...] Pour la première fois depuis le début de la lutte armée, il nous était donné de voir des djounouds faits prisonniers qui acceptaient de rejoindre l'ennemi [...] Les populations elles-mêmes s'étaient mises à former des groupes d'autodéfense pour interdire l'accès de leurs douars aux éléments de l'ALN. [...]

Les unités de l'armée de libération ont alors éclaté en petits groupes dont les actions se limitaient à assurer leur propre survie. D'opérations militaires de grande envergure, on était passé à des actions sporadiques de fidaï, à des attentats individuels dans les villes pour éliminer des traîtres ou pour atteindre quelque objectif militaire. Concentré aux frontières, le gros des troupes de l'ALN sombrait dans une sorte d'oisiveté laissant libre cours aux conflits internes. »[100]

La révolution connaît alors ses moments les plus difficiles. Des crises successives agitent la direction politique donnant lieu à des condamnations et à des exécutions dont la plus célèbre sera celle de Abane Ramdane (22-27 décembre 1957). Pour faire face au danger mortel qui menace l'unité des rangs de la révolution, la direction politique se doit de reprendre l'initiative. C'est là qu'elle décide de lancer une double offensive.

« Les problèmes de fond devenaient des problèmes de personnes ; la zizanie battait son plein et les solutions n'étaient en fait que des palliatifs. Ce fut la période où nous avons décidé de lancer une grande campagne diplomatique [...] Nous voulions par là laisser entendre que la cause algérienne gagnait en audience internationale et que la solution du problème était proche. Nous cherchions à rassurer l'intérieur, à lui remonter le moral. Nous voulions le persuader que de nouvelles armes allaient maintenant nous être fournies en très grandes quantités.

Ce fut aussi le moment où nous avons décidé de porter la guerre en territoire français, toujours pour les mêmes raisons. »[101] Sur la base de ce témoignage d'un des membres les plus influents du CCE, la décision d'ouvrir un second front en territoire français a donc été prise une seconde fois au début de l'année 1958 mais cette fois-ci pour des raisons liées à la survie de la révolution.

100. Mémoires de Slimane (Abdallah) Ben Tobbal, colonel de l'ALN, chef de la wilaya II et membre du 2ème CCE. À paraître.
101. id.

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION SPÉCIALE

LA PREMIÈRE TENTATIVE (1956-1957)

Les tâtonnements

Quand elle est prise pour la première fois, la décision d'ouvrir un second front en France va à la rencontre d'un état d'esprit favorable à l'initiative militaire, au moins pour une partie des cadres de la FF.FLN ; une autre partie restant résolument opposée à l'idée.[102]

Il semble, selon les témoignages rapportés dans les précédents chapitres, que l'idée était déjà en germe dans l'esprit de Didouche et de Boudiaf dès 1954 et que Terbouche aurait tenté de la mettre en application. Cependant, pour Moussa Kebaïli qui reprend les dires de ce dernier avec qui il a partagé pendant longtemps les conditions de détention, la première mission assignée à l'organisation était d'exister en tant que FLN face au MNA et aux forces françaises de répression. Pour lui, il fallait d'abord créer un rayonnement et propager ses idées. Ce n'est qu'après que l'organisation fut devenue solide avec une structure et des moyens importants que le problème de la lutte armée contre des objectifs proprement français a fini par se poser.

« C'est après la grève des 8 jours[103] que nous sommes passés à l'étape définitive, celle du quadrillage de la population immigrée. [...] C'est le stade auquel nous étions arrivés à la fin de 1957 et c'est à cette période que s'est posé à la direction du FLN

102. Cf. chap.consacré à la position des intellectuels.
103. Le 28 janvier 1957.

le problème de la mise en place d'une structure militaire qu'on nommera par la suite l'Organisation Spéciale. »[104]

Reste la question des motifs de la désignation de Rabah Bouaziz comme membre du comité fédéral du FLN en France. Ali Haroun et les autres témoins la situent au début de l'année 1957. Elle serait intervenue sur ordre de mutation du colonel « Sadek » Dhilès, chef de la wilaya IV et proche compagnon de Abane Ramdane. Mais les objectifs de cette mutation demeurent obscurs.

En 1957, la mission de Bouaziz, toujours selon Haroun, semble être de renforcer un comité fédéral amoindri par les arrestations de ses cadres et de mettre sur pied un véritable organe paramilitaire. En réalité, sa présence sera surtout d'appliquer sur le territoire français la stratégie militaire que le CCE développe en Algérie.

En ce début d'année 1957, on assiste en effet à une radicalisation de la lutte armée et les grèves spectaculaires, destinées à consacrer la représentativité du FLN, ouvrent la voie à une offensive sans précédent des forces de répression coloniales. Pendant les débats de l'ONU sur la question algérienne, trente condamnés à mort sont exécutés ; des centaines d'arrestations ont lieu, suivies de tortures et d'exécutions sommaires. Larbi Ben M'hidi en est l'une des plus célèbres victimes. C'est dans ce contexte que Bouaziz est envoyé en France. Il va prendre en charge les « groupes de choc » et l'embryon d'organisation paramilitaire qu'Ahmed Doum et Abdelkrim Souici avaient mis en place en 1956 pour en faire des unités de combat. Son objectif principal est de développer en France les actions armées destinées à amener le gouvernement français à négocier avec le seul FLN.

« Je l'ai rencontré [Bouaziz] au printemps 1957 avec Ladlani qui était mon responsable direct et nous avons discuté du problème. Quelle était sa conception et quelle devait être la stratégie de cette organisation ; quels étaient les moyens humains à envisager etc. Nous avons, au cours de la même réunion, arrêté le profil d'homme nécessaire au type d'action projetée. C'est ainsi que j'ai été amené à prendre contact avec les premiers militants des « groupes de choc ». Ce qui était important, ce n'était pas de

104. Moussa Kebaïli. *op.cit.*

trouver des hommes mais de choisir ceux qui allaient eux-mêmes mettre en place les structures et en devenir les responsables. »[105]

En cette fin 1956 - début 1957, la lutte pour le contrôle de l'immigration algérienne est en train de tourner à l'avantage du FLN dont les « groupes de choc » deviennent de jour en jour plus efficaces. Beaucoup de militants et de cadres de l'organisation fixent à cette période le moment où se met en place pour la première fois l'Organisation Spéciale du FLN en France.

Fuyant une Alsace peu hospitalière, Mohammed Ben Saddok arrive à Paris au cours de l'été 1956. Déçu par l'activité trop routinière des cellules politiques clandestines du FLN, il cherche à se lancer dans une activité « plus concrète ». Il désire rejoindre les maquis mais il sait que pour ce faire, il doit avoir une bonne recommandation. Parmi ses connaissances, il se trouve qu'Abdelkrim Souici occupe de hautes fonctions dans l'organisation. Ils se sont connus au collège technique de Bône (Annaba) où Souici vendait *L'Algérie Libre* ; ils étaient aussi membres du même groupe SMA[106] de la ville.

« Lors de notre première rencontre, il m'a appris qu'une section spéciale allait être organisée et il m'a mis en relation avec quelqu'un de Annaba. Il était de règle que l'identité des militants devait rester inconnue. L'homme qu'il me présenta fut étonné car je le connaissais ; c'était Ahmed Amrani. Ce dernier me mit en contact avec Ouahmed Aïssaoui et il me prévint qu'après mon engagement dans l'action, le pire qui pouvait m'arriver c'était la mort et le moindre mal la prison. Si j'étais décidé et si je n'avais pas peur des conséquences, ils m'accepteraient dans l'organisation. Il me fit ensuite prêter serment et m'affecta à un groupe. »[107]

Cela se passe après le mois de janvier 1957 puisque Ben Saddok déclare lui-même qu'à cette période il est en instance d'être intégré au groupe.

Aïssaoui[108] de son côté, dans une mise au point au quotidien *El Moudjahid* rappelle que « l'Organisation Spéciale est née en 1956

105. M. Kebaïli. *op.cit.*
106. Scouts Musulmans Algériens.
107. Mohammed Ben Saddok, Témoignage.
108. Responsable des opérations armées pour la région parisienne.

et non en 1957 comme vous l'avez rapporté [...] Dès cette époque, cette organisation a eu à son actif dans la capitale française des actions spectaculaires bien avant celles généralisées de 1958. »[109]

Nacereddine Aït Mokhtar confirme le fait en situant lui aussi la création de l'O.S. à la fin de 1956.[110] Il reste que, dans la mémoire de beaucoup de militants, la confusion demeure entre l'O.S. première version et l'O.S. deuxième version, entre la première et la seconde offensive en territoire français.

Durant la première période, ce sont les « groupes de choc » qui vont constituer la réserve principale dans laquelle vont puiser Doum et Souici pour mener à bien la nouvelle tâche qui leur est assignée par la direction politique du FLN. Les limites entre les deux structures, politique et paramilitaire, ne sont pas encore très nettes et il arrive souvent que ce soit le chef de wilaya ou le responsable de région du FLN en France qui désignent les chefs de groupes et leur assignent les objectifs à atteindre. Parfois, les décisions sont prises à un niveau subalterne, ce qui suppose une plus grande interférence entre l'organisation politique et l'organisation paramilitaire.

Moussa Kebaïli relève cet aspect dans son témoignage : « Les chevauchements entre l'organisation politique et l'Organisation Spéciale ont pu exister ; il ne faut pas faire de romantisme révolutionnaire. Certains éléments pouvaient être retrouvés à partir de leurs contacts avec l'organisation politique mais il devait en principe y avoir ce cloisonnement. Je crois que nous y sommes arrivés à une certaine époque, à Paris, parce que nous en avions les moyens et que la présence des responsables de niveau national permettait un contrôle régulier. A Lyon ou Marseille, les militants avaient tendance à aller voir leur ancien responsable car tous appartenaient au FLN. Ils n'arrivaient cependant pas à se résoudre à l'idée qu'ils étaient déconnectés de la structure politique et qu'ils ne recevaient plus d'instruction de ce côté-là. »[111]

---

109. Mise au point à *El Moudjahid*, novembre 1972, non publiée.
110. N. Aït Mokhtar : *L'Organisation Spéciale de l'ALN en France*. Manuscrit inédit, p.1.
111. M.Kebaïli. *op.cit.*

Apparemment, lors de cette première création d'une organisation spéciale, ce sont les vieilles méthodes du PPA qui sont reconduites. Chaque militant coopté par un responsable de wilaya ou de région constitue deux cellules de deux personnes pour faire un groupe dont il prend la direction. Les noms sont tenus secrets et le cloisonnement horizontal devait être total. Une fois versé dans cette structure clandestine, le militant devait couper toute relation avec son ancien milieu.

« En plus des consignes de sécurité, nous avions reçu un certain nombre d'instructions pour modifier notre comportement. Nous ne devions plus fréquenter les quartiers nord-africains et nous différencier des autres Algériens. Cela nous permettrait de passer plus facilement entre les mailles des filets de la police. Nous devions toujours être en complet veston et tirés à quatre épingles, avoir un emploi permanent et des papiers en règle. Il était même recommandé de fumer et de boire de l'alcool alors que les interdictions pesaient de tout leur poids sur le reste de la communauté. »[112]

L'ouverture de ce second front se fait donc pour la première fois en 1956-1957 avec des militants décidés mais inexpérimentés, peu au fait du maniement des armes et des méthodes de la guerre subversive en territoire ennemi. Les armes, en effet, manquent cruellement quand elles ne sont pas complètement désuètes et l'esprit de sacrifice des hommes et des femmes de cette première « Spéciale » arrive rarement à compenser le peu de préparation et de professionnalisme au niveau régional ou même fédéral.

« Au départ nous n'étions pas armés. « La Spéciale » avait réussi à se faire affecter un lot d'armes qui finalement, a été saisi au passage de la frontière allemande. [...] Le premier lot que nous avons reçu était constitué d'une carabine américaine que j'ai gardée pour moi, de deux pistolets rouillés sans munitions et de quelques autres revolvers. »[113]

112. M. Ben Saddok, Témoignage.
113. id.

L'action

Dans sa protestation contre les déformations des faits qu'il relève dans le quotidien *El Moudjahid* en novembre 1972, Mohammed Ouahmed Aïssaoui a, entre autres, raison sur un point capital. Le lancement des premières opérations en territoire français contre des objectifs civils et militaires par des commandos spécialement constitués a bien eu lieu dès la fin de l'année 1956. Ceux-ci avaient la certitude d'appartenir à une organisation de type militaire et savaient que les objectifs qui leur étaient assignés étaient différents de ceux que les groupes de choc avaient l'habitude d'attaquer. Sans formation particulière, ils ont dû compenser cet handicap par leur ingéniosité, leur courage et leur esprit de sacrifice.

« J'ai participé à des missions collectives et à des missions individuelles. Ma première épreuve fut de brûler le bureau de Soustelle ; j'ai pris un bidon d'essence et j'ai passé un tuyau sous la porte. J'ai revu mon responsable pour ma deuxième mission ; nous passions devant une station Esso et il me posa une question assez inattendue ; « *d'où vient l'essence de cette station ?* ». J'ai suivi la filière jusqu'à la raffinerie de Rouen ; j'avais pris le train et une fois sur place, j'ai fait un plan des lieux.

Certaines missions ont été très mal organisées. La coordination entre la fédération et « la Spéciale » n'était pas parfaite. Nous avions reçu, pour tout un groupe, ordre d'attaquer un hôtel où devaient se réunir les maires d'Algérie. Ce n'est que le matin, quelques heures avant l'attaque prévue, que je me suis rendu compte qu'un autre groupe avait encerclé l'hôtel pour procéder à la même opération. [...] Nos premières missions consistaient en des opérations suicides ; nous devions attaquer avec des armes désuètes des bars-restaurants fréquentés par les parachutistes. Nous devions, pendant plusieurs semaines, localiser le bistrot et nos cibles avant d'attaquer. Il faut dire que c'est le morceau de ferraille que nous avions entre les mains qui nous donnait du courage. Le but était beaucoup plus de faire du bruit, de manifester notre présence que d'être vraiment efficaces. »[114]

114. Id.

C'était cela l'ouverture du deuxième front ; il fallait tirer dans le tas, dans deux ou trois cafés-cibles et laisser les organes d'information faire le reste. La distribution des armes se faisait dans les stations de métro et aucune base de repli n'était prévue.

Ces observations plus ou moins critiques n'auraient aucun sens si elles n'étaient mises en contexte. À l'époque à laquelle se déroulent ces faits, l'organisation de la FF.FLN est, comme nous l'avons vu, soumise à de terribles pressions de la part des groupes armés du MNA et des forces de police françaises qui ne lui laissent aucun répit. Dans le même temps, il faut quadriller la population, organiser les militants, les former et mener un travail politique auprès de l'opinion publique. C'est déjà tout un programme pour une organisation clandestine travaillant en territoire étranger.

La décision d'ouvrir un second front en France est prise à ce moment-là par le CCE et c'est tout à l'honneur des dirigeants de l'époque d'avoir tenté de s'adapter à une stratégie offensive alors que leur ligne était encore de type défensif. Les actions s'inscrivant dans cette perspective sont donc restées confondues avec les autres opérations menées par les cellules clandestines de l'organisation politique. Elles n'ont pas toutes figuré parmi les opérations de grand éclat qui ont défrayé la chronique mais elles ont toutefois été tentées.

L'attentat contre Louis Borgeaud au boulevard Suchet se solde par un échec du fait de l'inexpérience du groupe qui monte l'embuscade, mais aussi en raison du manque de moyens. Les militants se sont mis à tirer avant que la voiture n'arrive à leur hauteur, ce qui a permis au chauffeur d'accélérer et d'échapper au feu nourri des armes qui les prenaient pour cible. La presse en fit cependant ses gros titres, ce qui permit au moins d'obtenir un effet de propagande. Les tentatives visant Alain de Sérigny ont elles aussi avorté et pour celle-ci, nous avons le témoignage d'un de ceux qui dirigeaient le commando chargé de l'opération.

« Puis vint le jour où on me fixa une mission spéciale. On devait abattre Alain de Sérigny ; la date avait été fixée pour la nuit de Noël 1957. Nous devions nous rendre à la messe de minuit dans la petite ville de Blois où se trouvait le château de ce fameux

personnage. Auparavant, il nous fallait reconnaître les lieux et le premier départ pour Blois était fixé pour le soir même. Nous fîmes le trajet trois fois de suite afin de nous familiariser le mieux possible avec l'endroit. Si la première visite a été consacrée à la reconnaissance des lieux, les autres fois nous y étions allés armés. Il y avait avec moi Saadaoui et deux autres militants. Lors de la fameuse nuit de Noël 1957, nous nous sommes rendus dans la petite ville dans une 403 volée, munis d'une photographie nous permettant de reconnaître notre cible. Il n'était pas facile pour quatre Nord-Africains débarquant d'une 403, de se promener mine de rien dans un patelin qui n'était pas le leur. Nous avons quand même fait semblant de nous promener comme si nous étions des travailleurs attendant la tombée de la nuit pour rejoindre leur campement. Le moment venu, nous avons passé en revue tous ceux qui étaient ce soir là à la messe de minuit. Il n'y avait point de Sérigny. Nous nous sommes donc rendus au château. Nous avons franchi l'enceinte et nous nous sommes rapprochés de la bâtisse. Nous avons attendu à proximité de la demeure mais très vite, notre présence alerta des chiens de garde qui nous obligèrent à rebrousser chemin. Nous avons quand même tenu à rester à proximité pour guetter la sortie des convives. À l'aube, tous étaient sortis sauf de Sérigny. Nous dûmes alors revenir sans avoir pu accomplir notre mission. « Madjid » m'apprit par la suite que de Sérigny était allé ce soir-là assister à la messe dans la cathédrale de Paris. »[115]

Une autre personnalité politique française, Robert Lacoste[116], est ciblée par les éléments de « la Spéciale » mais les trois tentatives d'embuscade se soldent par des échecs. La première a lieu lors d'une conférence de la SFIO[117] à Nanterre, la seconde à Lyon lors d'une réunion du parti et la troisième à Toulouse. Cette troisième tentative à laquelle prennent part Hamid Kellou et un fidaï avorte. L'arrestation prématurée des membres de l'organisation de cette ville et de l'étudiant Mohammed Rezzoug réduit l'effectif et les moyens disponibles. Le déploiement des forces de sécurité autour de la voiture de l'homme politique et sur tout le

115. Mouloud Ouraghi. Témoignage.
116. Ancien ministre Résident en Algérie.
117. Section française de l'Internationale ouvrière ancêtre du parti socialiste français.

trajet qu'il devait emprunter finit par convaincre les responsables d'annuler l'opération.

C'étaient autant d'opérations avortées et il a bien fallu une ou deux actions spectaculaires pour que cet épisode obscur à mettre à l'actif de la Fédération de France du FLN et de l'O.S. passe à la postérité.

L'attentat contre Ali Chekkal

Le matin du 26 mai 1957, Aïssaoui informe Ben Saddok de sa nouvelle mission. Cela devait se passer l'après-midi même. La cible était Ali Chekkal ancien vice-président de l'Assemblée algérienne.

Depuis février 1955, le gouverneur général de l'Algérie Jacques Soustelle cherche à promouvoir une politique dite d'intégration de la population algérienne à la France. De toute évidence, cette politique consiste à barrer la route aux nationalistes algériens et s'assurer la présence d'interlocuteurs susceptibles d'offrir une alternative aux solutions extrêmes qui frayent leur chemin dans les villes et les massifs montagneux de l'Algérie profonde. Au printemps 1955 déjà, des tentatives sont lancées par l'intermédiaire de Vincent Monteil et Germaine Tillon en direction des diverses composantes du champ politique national algérien, y compris le FLN ; mais cette première velléité est tuée dans l'œuf par la ligne radicale intransigeante de Abane Ramdane qui s'assure dans le même temps du ralliement au FLN des divers courants nationalistes. Toutefois parmi « les élus musulmans d'Algérie » quelques personnalités sont convaincues par la possibilité d'une « troisième voie » c'est-à-dire celle du non-reniement de la France.

Quand, en septembre 1955, une réunion de ces élus proclame, à la majorité de ses membres (61 sur 90), son attachement à l'idée de la nation algérienne, il reste encore une minorité farouchement partisane de l'intégration. Parmi ces « élus » le docteur Bensouna de Tiaret, le bâtonnier Ali Chekkal, Ahmed Djebbour, le docteur Sid Cara et Abdelkader Barakrok Secrétaire d'État aux affaires algériennes.[118] Voilà autant de cibles idéales pour une organisation spéciale décidée à porter la guerre en

118. Cf. G. Pervillé. *op.cit.*p.220.

France et à concrétiser la voie tracée par Abane et le CCE : barrer la route à la constitution d'une troisième force ; imposer le FLN comme représentant unique du peuple algérien.

Aïssaoui avait indiqué le numéro d'immatriculation de la voiture et le numéro de la place que devait occuper Ali Chekkal au stade de Colombes où il devait assister à un match de football aux côtés du président René Coty.

Dans le train qui l'emmène vers le stade, Ben Saddok prend grand soin de détruire tout document compromettant et de ne laisser sur lui que sa carte d'identité, du moins le croit-il... Il n'est encore jamais entré dans un stade. Il y a foule ce jour-là ; c'est la finale de la coupe de France de football entre Toulouse et Angers. Il doit suivre le match de bout en bout, placé dans une tribune à gauche de celle où se tiennent les officiels. À la fin de la partie, la cohue facilite les choses ; les gens se sont attroupés pour voir passer le président de la République française. C'est là que Ben Saddok aperçoit un homme avec un fez et des lunettes. Il ne peut s'agir que de Chekkal. Après un temps d'hésitation dû à la présence de la foule, le moment opportun se présente. Le président Coty avait déjà rejoint son véhicule et s'était éloigné avec son escorte. Ali Chekkal reste là à attendre la sienne encadré par un commissaire en tenue et le préfet Maurice Papon[119]. Un garde du corps était allé chercher le véhicule qui devait les transporter tandis qu'ils se rapprochent jusqu'à parvenir à la portée du commando de « la Spéciale »[120]. Ce dernier s'écarte pour les laisser passer et s'éloigner quelque peu ; arrivés à deux mètres de lui, il ouvre le feu sur sa cible à travers la poche de son veston. Une seule balle part puis le revolver s'enraye. Le projectile traverse le coude de Chekkal et atteint en fin de trajectoire la région du cœur ; la victime tombe et sa chute fatale fait un immense bruit dans la presse française et internationale. L'objectif recherché par les dirigeants de la révolution est enfin atteint.[121]

119. À cette date, Maurice Papon est préfet IGAME (inspecteur général de l'Administration en mission extraordinaire) pour le département de Constantine.

120. Les membres de La Spéciale se considéraient à titre individuel et collectif comme des « commandos » du fait qu'ils avaient été formés en tant que tels durant la phase préparatoire de l'offensive d'août 1958 en territoire français.

121. On pourra lire une autre version de l'évènement vu de l'autre côté in Raymond Muelle *La guerre d'Algérie en France 1954-1962*. Presses de la Cité, Paris, 1994.

LA NOUVELLE DONNE (1957-1958)

Une nouvelle Organisation Spéciale

L'improvisation et le manque d'efficacité persistant des opérations engagées en France contre des objectifs civils et militaires vont faire réagir la direction du CCE à Alger. Des arrestations successives déciment en partie la direction de la Fédération de France du FLN au moment même où la révolution traverse une phase difficile en Algérie. La désignation de « Saïd » Bouaziz, vraisemblablement en février-mars 1957, intervient alors pour renforcer la structure et surtout mettre sur pied une véritable organisation paramilitaire.

Placé au plus haut niveau de la hiérarchie, Bouaziz va disposer de suffisamment de pouvoir pour agir. Il commence par faire appel à Souici, du comité fédéral et aux responsables de régions pour les passations de pouvoir, en particulier pour la mise à sa disposition des premiers embryons de « la Spéciale ».

Moussa Kebaïli est depuis la fin 1956, responsable de la région parisienne. Nommé par Ahmed Doum, il cumule les postes de « Ahcen » Zerrouk et de « Abdallah » Menasria c'est-à-dire Paris rive droite et rive gauche. C'est lui en fait qui a supervisé, sous les ordres de ses supérieurs hiérarchiques, Doum et Souici, les premières actions armées contre des objectifs français. Au printemps 1957, lorsqu'il rencontre Bouaziz en présence de Kaddour Ladlani, il comprend alors que l'objectif fixé par la direction politique est, cette fois, la mise sur pied d'une véritable structure militaire tout à fait différente de la première « Spéciale ».

Cette nouvelle structure doit se situer à l'extérieur de l'organisation politique et être constituée de militants disponibles, des hommes d'action courageux et dotés d'un haut niveau de conscience politique. Il faut tout cela pour envisager des attentats, des sabotages et d'autres actions à résonance politique. Il faut mettre sur pied une structure quasi autonome et efficace capable de mener des opérations coordonnées de grande envergure.

« Derradji » a en vue le genre d'hommes qu'il faut à « la Spéciale ». Nacereddine Aït Mokhtar et Ammar Benadouda, tous deux étudiants en médecine, sont de ceux-là.

« Je connaissais Aït Mokhtar depuis le lycée de Sétif, je connaissais ses qualités de rectitude et son dynamisme. Je savais qu'il n'était pas versé dans le militantisme politique mais qu'il avait beaucoup de relations dans divers milieux parisiens. Le deuxième homme était Benadouda que je connaissais aussi dans le cadre étudiant[122]. Tous deux avaient d'ailleurs demandé à entrer dans l'organisation. Nous nous sommes donné rendez-vous et nous avons discuté du travail, du contexte et de ce qu'il fallait envisager. »[123]

Élu aux bureaux de l'AEMNA, de l'UEAP et de l'UGEMA, Nacereddine Aït Mokhtar était l'un de ceux qui avaient suivi jusqu'au bout le mot d'ordre de grève générale des cours et des examens. Déçu par les atermoiements du milieu étudiant et par l'innocuité de la politique politicienne, il décide d'opter pour l'action directe. Ayant résolu de ne pas répondre à l'ordre d'appel sous les drapeaux français, il fait part à « Derradji », son ancien condisciple du lycée de Sétif, de sa volonté de rejoindre les maquis où il pourrait être utile compte tenu des connaissances acquises en formation militaire et en filature policière. Tout comme Kebaïli, il a suivi pendant plusieurs années la P.M.E. (Préparation militaire élémentaire) et la P.M.S (Préparation militaire supérieure) organisées à l'intention des lycéens en vue de leur incorporation au grade de sous-officier et officier de réserve. Cette formation s'était poursuivie en 1954 et en 1955 à Melun.

122. Ammar Benadouda était un des premiers responsables des cellules du FLN en milieu étudiant dans la région de Montpellier.
123. Témoignage de Moussa Kebaïli.

Aït Mokhtar connaît par ailleurs, grâce à ses relations familiales, les milieux policiers français. Il ne veut aller ni au Maroc ni en Tunisie, seuls les maquis de l'Algérie l'intéressent. « Derradji » le persuade de modifier ses projets et de rester en France car quelque chose de sérieux se prépare ; cela se passe en 1956. Vers la fin de la même année, Kebaïli le met en contact avec Benadouda. Ancien membre des SMA[124] du quartier populaire de Belcourt à Alger, Benadouda a quitté l'Algérie en 1952 pour poursuivre ses études à Montpellier en France ; il est alors membre du bureau de l'AEMNA de cette ville. En mai 1956, pendant la grève des étudiants, il retourne à Alger où il adhère au FLN ; juillet-août 1956 il repart à Montpellier. Quelques mois plus tard, il prend contact avec « Saïd » Bouaziz qui le charge de la mise en place des structures de l'O.S. C'est dans ces conditions qu'il rencontre « Madjid » ; tous deux vont s'atteler à la mise en place d'une structure opérationnelle. Vers la fin du premier trimestre 1957, Benadouda informe son camarade de sa nouvelle mission.

« La décision des frères responsables et de « Saïd » pour le côté ALN était d'avoir à préparer un plan d'action et une nouvelle structure de l'O.S. D'emblée et pour des raisons de sécurité, il fut évident que structure et découpage devaient être différents de ceux de l'organisation-mère. Pour cela, nous devions soumettre un plan portant sur l'organisation d'une structure à caractère militaire, destinée à porter la lutte armée en territoire français. »[125]

On peut donc dire qu'à partir du printemps 1957, la paire Bouaziz-Aït Mokhtar prend le commandement de la Spéciale aux lieux et places de la paire Souici-Kebaïli.

Aït Mokhtar devenu « Madjid » pour les besoins de la clandestinité se met immédiatement au travail, non sans avoir posé comme condition de ne s'attaquer qu'aux intérêts français. En fait, de l'aveu même de Moussa Kebaïli, il a été l'architecte et l'artisan de tout le travail d'organisation de sélection et de passation des pouvoirs entre les deux structures.

124. Scouts musulmans algériens.
125. N. Aït Mokhtar. *op.cit.*p.2.

« Le seul problème, c'est qu'il lui fallait aller vite. L'O.S. n'avait pas hérité de structures propres ; elle partait donc de ce que pouvait lui donner l'organisation politique et elle transformait cela au fur et à mesure de son évolution. Elle se structurait tout en agissant car le facteur temps était primordial. »[126]

Ce sont d'abord les rescapés de la première « Spéciale » qui vont lui être affectés par Abdelkrim Souici, membre du comité fédéral. C'est ainsi qu'il fait la connaissance d'Ahmed Amrani, de Mohammed Ouahmed Aïssaoui et de Mohammed Ben Saddok pour la région parisienne, de Omar Harraïgue et Hocine Bendali pour le Sud de la France. Très vite ces premiers hommes sont appelés à mettre en place les nouvelles structures et à procéder à la sélection de nouvelles recrues.

Des cellules constituées de deux militants chacune sont mises sur pied avec un troisième homme à leur tête. Deux cellules constituent un groupe avec un septième homme pour les coiffer ; deux groupes constituent une section. La structure doit être très mobile et disponible à tout moment.

Au sommet de la pyramide, le seul répondant de « Madjid » dans l'organisation est désormais « Saïd » Bouaziz. Dès lors, tous les ponts entre l'organisation politique et « la Spéciale » sont, en principe, rompus aux niveaux intermédiaires et subalternes. L'O.S. devient une branche de l'ALN en France.

Un nouveau découpage géographique

Contrairement à la précédente structure, le nouveau découpage géographique auquel doit se soumettre l'O.S. est fonction de l'emplacement des objectifs militaires à atteindre et de l'importance de l'infrastructure locale du FLN. Pendant la première phase qui dure jusqu'au mois d'avril 1958, on concentre ses efforts sur Paris et sa région de même que sur le Centre et le Sud de la France. Les chefs de groupe sont tout désignés puisqu'ils avaient déjà eu en charge les opérations de la première offensive plus ou moins avortée. Ce sont Ahmed Amrani, Mohammed Aïssaoui dit « Saket » et Mohammed Ben Saddok pour Paris-centre et périphérie ; ces

126. M. Kebaïli. *op.cit.*

cadres sont en partie remplacés, entre mai et juillet 1957, par Larbi Hamidi dit « Amar », Mohammed Diafi, Tayeb Idriss et Omar Sadaoui dit « Boualem » pour Paris et sa périphérie (rive droite et rive gauche). Ce dernier se souvient de ce jour où des responsables assez particuliers étaient venus le voir :

« [...] On m'a ensuite demandé de passer à la Spéciale. En tant que permanent et responsable, je devais être disponible à tout instant. J'ai dû quitter mon emploi alors que ce n'était pas le cas des militants de l'O.S. qui conservaient le leur comme couverture. Les directives étaient très strictes. Il fallait garder le secret absolu, respecter scrupuleusement la ponctualité et faire preuve de courage en toute circonstance. Une des conditions était d'ailleurs d'avoir participé à des actions et d'avoir donc montré son sang-froid. Nous étions une dizaine de militants réunis ; je portais une cagoule comme la consigne me le commandait quand sont arrivés « Saber » et « Madjid » portant eux aussi une cagoule. Ils nous ont expliqué qu'une action d'envergure se préparait contre les intérêts économiques de la France ainsi qu'une série d'attentats contre des personnalités politiques françaises du parti colonialiste. »[127]

Si, pour la région parisienne, c'est Aït Mokhtar qui coiffe pour un temps la structure paramilitaire, le Centre, c'est-à-dire la région Lyon-Saint-Etienne, est affecté à Omar Harraïgue tandis que Hocine Bendali assure le contrôle de Marseille et sa région. Lui aussi se souvient de ce jour où quelqu'un était venu lui rendre visite.

« [...] Je suis resté dans l'organisation jusqu'au début de 1957, date à laquelle Aït Mokhtar s'est présenté chez mon père pour prendre spécialement contact avec moi. Je ne sais pas qui lui avait donné mes coordonnées, mais c'est la première personne qui est venue me demander d'entrer dans l'Organisation Spéciale. J'étais très heureux de recevoir Aït Mokhtar et je tirais une certaine fierté d'avoir été choisi et, particulièrement, d'avoir été le premier sollicité pour le Sud de la France. On m'a alors retiré de l'organisation politique. »[128]

127. Omar Saadaoui. Témoignage.
128. Hocine Bendali. Témoignage.

Quelques semaines plus tard, c'est Bouaziz en personne qui le rencontre pour lui donner des instructions précises. La discrétion doit être totale et toutes les consignes de sécurité comme les critères de sélection et de cloisonnement doivent être observés à la lettre. En contact avec un responsable régional nommé Madjid, Bendali trie les militants qui répondent aux critères arrêtés, les détache de l'organisation politique et les met en veilleuse ; il s'agit entre autres d'Arab (X), Ali Belhocine, Abdelghani Belhaouès, Ahmed Berima et Selmi (X). Pour éviter les repérages anticipés de militants déjà fichés, il travaille beaucoup en direction de nouvelles recrues n'ayant aucune relation avec le FLN. Il lui faut ensuite recenser tous les objectifs à caractère militaire et économique qu'il reviendra aux responsables de classer par ordre d'importance.

L'année 1957 est ainsi tout entière consacrée au repérage des objectifs. On utilise tous les moyens susceptibles d'aider à la tâche : informations générales, renseignements donnés par des employés travaillant dans le site, documentation permettant de mieux connaître l'importance de l'objectif, plan détaillé etc. Ainsi, grâce à ce travail assidu, l'organisation peut disposer dès la fin 1957 - début 1958 de toute une liste d'objectifs dont Mourepiane, La Cartouchière et l'Étang de Berre.

La troisième mission du responsable de Marseille est de trouver des refuges et des armes. Dans ce domaine très délicat, il lui faut se garder des agents doubles et des indicateurs de la police. On arrive toutefois à dresser une liste de refuges et de familles pouvant héberger les commandos. Ces refuges sont propres à l'O.S. et inconnus de l'organisation politique qui est pourtant bien implantée dans la région. Quant au plastic, il est récupéré par des travailleurs algériens des mines et carrières.

À la veille de l'offensive générale d'août 1958, c'est Paris qui se charge pour un temps de la coordination avant de désigner Mohammed O. Aïssaoui. Recherché par toutes les polices de France et plusieurs fois condamné à mort par contumace, Omar Harraïgue a été obligé de quitter sa région alors que Hocine Bendali, lui aussi recherché pour fait de grève et insoumission, a été appelé à renforcer les réseaux de la capitale.

Pendant toute la période qui s'étend d'avril 1957 à avril 1958, la poursuite des actions sporadiques contre des objectifs à caractère politique va permettre à « Saïd » et à « Madjid » d'affiner leur analyse et de parfaire l'organisation de la Spéciale. La préparation des objectifs et les plans de sabotage sont conçus à ce moment-là, lors des déplacements qu'ils effectuent à Paris et Lyon puis Marseille, Montpellier et Bordeaux.

Ainsi, à la veille du déclenchement de l'offensive, les chefs des régions militaires et les commandos fraîchement débarqués pour accomplir leur mission connaissent déjà la nature des objectifs à atteindre, leur localisation, les tâches que chacun a à accomplir et les bases de repli.

La structure a évolué pour mieux s'adapter aux cibles à atteindre ; selon Aït Mokhtar, l'organisation se présente en juillet-août 1958 selon le découpage géographique suivant :

I. PARIS : 3 RÉGIONS

1ère région militaire (Rive gauche). Responsables : Larbi Hamidi, Mohammed Diafi.

2ème région militaire (Centre). Responsable du groupe de commandos « Mission spéciale » Mouloud Ouraghi.

3ème région militaire (Rive droite). Responsable : Mohand Ouramdane Saadaoui dit « Saber ». Omar Sadaoui dit « Boualem » responsable adjoint de cette région est en même temps chargé de l'inspection inter-régions.

II. SUD : 5 RÉGIONS

1ère région militaire : Marseille-centre. Chef de groupe, Abderrahmane Meziane Cherif dit « Allaoua ».

2ème région militaire : Marseille-est. Chef de groupe, Ali Bouchina.

3ème région militaire : Marseille-ouest. Chef de groupe, Ali Belhocine.

4ème région militaire : Bordeaux-La Rochelle-Toulouse. Chef de groupe Ali Betroni dit « Abdelaziz ».

5ème région militaire : Lyon-Grenoble-Saint-Etienne. Responsable Amar (probablement Ghozali).[129]

En mai-juin, Omar Harraïgue responsable de toute la région Sud est remplacé par Mohammed Ouahmed Aïssaoui dit « El Fassi » pour les militants de Marseille.

L'artificier Mohammed Ouznani muté le 14 juillet 1958 dans le Sud en compagnie de Aïssaoui nous propose un autre découpage qu'ils auraient effectué en prenant en charge leurs fonctions.

1ère région militaire : Marseille-ville et banlieue. Chef de groupe, Abderrahmane Meziane Cherif.

2ème région militaire : Port-de-Bouc et région. Chef de groupe Ali Belhocine.

3ème région militaire : Alès et région. Chef de groupe « Moustache » [X] « Un ancien baroudeur d'Indochine ».

4ème région militaire : Lyon-Grenoble- Saint-Étienne. Chef de groupe Ali Ladgham.

5ème région militaire : Bordeaux- La Rochelle. Chef de groupe Abdelaziz Thami.

III. NORMANDIE : 1 RÉGION

Constituée en région militaire à la veille du déclenchement de l'offensive d'août, la Normandie est placée sous le commandement d'Aomar Tazebint dit « Abdou » et de son adjoint Arab Aïnouz. Elle comprend :

Le secteur du Havre : une section
Le secteur d'Elbeuf : un groupe
Le secteur de Rouen : une section
Le secteur d'Evreux : un groupe
Le secteur du Petit et du Grand Quevilly : un groupe

IV. NORD-EST : 1 RÉGION

Elle comprend la Meurthe et Moselle, l'Alsace et la Lorraine. Responsable Ali Benali.

Nacereddine Aït Mokhtar assure le contrôle direct de l'ensemble et coordonne les opérations avec « Saïd » Bouaziz du comité fédéral.

129. Témoignage de Nacereddine Aït Mokhtar.

Le renseignement

Du fait de sa formation particulière, Aït Mokhtar a appris que l'élément capital d'une armée est le réseau de renseignement dont elle peut disposer. Dès sa désignation comme responsable des opérations de l'O.S., c'est à cette tâche qu'il va s'atteler en capitalisant au maximum ses relations familiales et le potentiel que le comité fédéral met à sa disposition.

Le réseau « Aboulker »

Fin 1956, début 1957, « Madjid » est logé au 16 rue des Pyramides chez son oncle maternel Boualem Stambouli. Encore étudiant en médecine, il fait, en rentrant de la faculté, le ménage des 13 bureaux que compte le local, y compris les waters. Sans bourse et sans fortune personnelle, il est bien obligé pour 100 francs par mois d'en passer par là.

Il a en fait un poste d'observation idéal puisqu'il se trouve dans le siège même de la fameuse « troisième force », aux destinées de laquelle préside Ali Chekkal ; Stambouli, son oncle est le secrétaire de cette « association des élus français-musulmans ».

Par un curieux concours de circonstances, c'est lui, Aït Mokhtar qui est chargé au nom de la FF.FLN de prendre contact avec Abderrahmane Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne. Or, ce dernier se trouve être depuis 1939, date du second mariage du père Aït Mokhtar, un nouvel oncle maternel. Farès accepte la mission que lui confie le FLN et prend désormais le pseudonyme d'« Aboulker » qui donnera son nom au réseau. C'est en fait le hasard qui a fait les choses ; par ces liens familiaux, la Spéciale dispose dès fin 1956, début 1957, d'un poste d'observation sans égal et d'un potentiel de renseignements sur tous les milieux politiques liés au parti colonial.

Le réseau est très vite mis en action. Les renseignements permettant de repérer les allées et venues de certaines personnalités politiques du lobby colonialiste passent par lui :

« Rendons à César ce qui appartient à César, c'est Abderrahmane Farès[130] qui, en personne, faisait le guet comme n'importe quel

130. C'est son pseudonyme « Aboulker » qui va servir à désigner le réseau.

militant de base et nous renseignait sur les allées et venues de Louis Borgeaud[131], sur son lieu de résidence au boulevard Soult et parfois sur ses projets de déplacement. »[132]

C'est aussi ce réseau qui informe les groupes de la Spéciale des déplacements et des lieux de résidence d'Alain de Sérigny[133]. C'est enfin lui qui permet de préparer minutieusement l'attentat contre Ali Chekkal.

Il est intéressant à ce stade de relever les distorsions de la relation des faits selon que l'on se situe de l'un ou de l'autre côté des protagonistes de l'histoire. Abderrahmane Farès, en sa qualité d'ancien président de l'Assemblée algérienne, constitue un élément important dans l'échiquier politique algérien. Partisan de la politique d'intégration à la France[134], il est en contact avec les « élus français musulmans d'Algérie » et leurs homologues européens à l'Assemblée algérienne. Il dispose d'entrées privilégiées auprès des cabinets ministériels, et de nombreux liens avec députés et sénateurs de l'Assemblée nationale française. Il s'entretient ainsi, entre 1955 et 1957, avec Jacques Soustelle, Edgard Faure, Guy Mollet et Robert Lacoste au temps de la IVème République et Charles de Gaulle lorsque celui-ci s'installe à Matignon en mai 1958. Par ailleurs, de nombreux dirigeants du FLN et de l'ALN le rencontrent secrètement à Alger et dans ses environs : Yacef Saadi et Ali La Pointe après sa déclaration de septembre 1955, le colonel Sadek Dhilès en juin 1956, le colonel Ouamrane en juillet 1956, Benyoucef Benkhedda en septembre de la même année et, en octobre, Abane Ramdane et Larbi Ben M'hidi.[135]

Il s'installe à Paris au début de 1957 pour échapper aux menaces des ultras dirigées contre sa personne et poursuit en France

131. Grand colon et chef de file du parti colonial à l'Assemblée française. Membre du bureau de l'Assemblée algérienne du temps de la présidence d'A.Farès.

132. N. Aït Mokhtar. Témoignage.

133. Directeur de *l'Echo d'Alger* et propagandiste acharné de « l'Algérie française ».

134. À la réunion du 26 septembre 1955, 61 députés, sénateurs et délégués à l'Assemblée algérienne doivent décider de leur position vis-à-vis de la question algérienne. La motion défendue par A. Farès défendant « l'intégration » est mise en minorité par celle de F.Abbas soutenant la reconnaissance du fait national algérien. Cette motion passera dans l'histoire sous le nom de « Déclaration des 61 ». Cf. Abderrahmane Farès *La cruelle vérité* Ed. Plon, Paris, 1982. pp.56-57.

135. A. Farès, *op.cit.*p.63 et suiv.

ses tentatives de médiation commencées en Algérie. C'est vers lui que le lieutenant Rahmani et l'aspirant Zerguini se tournent pour obtenir une audience auprès du président Coty, et c'est probablement lui qui servira de relais pour faciliter le départ vers Tunis des officiers algériens déserteurs de l'armée française. Toujours en 1957, il prend la présidence du comité de soutien aux étudiants algériens en France dont l'une des actions est la défense des étudiants algériens victimes de la répression policière (voir un peu plus loin l'affaire de l'étudiant Rezzoug de Toulouse).

Ainsi, en 1958, fort de ses contacts avec les différents protagonistes de la guerre d'Algérie, il va devenir celui par qui les messages officieux émanant du plus haut niveau de la hiérarchie politique vont passer. En mai 1958, après une rencontre avec le général de Gaulle, il part pour Montreux rendre compte à Ferhat Abbas[136] des propos qui lui ont été tenus. À son retour de Suisse, le 12 juin 1958 le président français lui propose le poste de ministre d'État que le CCE installé au Caire lui enjoint de décliner.

Ce sont les mêmes raisons qui vont amener les dirigeants de la FF.FLN à l'approcher. Certainement mis au courant par les membres du CCE sur les possibilités d'approche du personnage, Mohammed Lebjaoui lui propose le 10 janvier 1957 de mettre ses relations politiques au service du FLN en France. Il transmet ainsi régulièrement au comité fédéral la liste des personnalités françaises qui ont accepté de rencontrer secrètement le chef de la fédération de France du FLN[137]. C'est à la suite de la vague d'arrestations qui décime la direction de la FF.FLN que la nouvelle direction charge Aït Mokhtar de le mettre en contact avec Rabah Bouaziz qui lui-même le dirige sur Ali Haroun à Stuttgart. C'est donc en février-mars 1957 qu'Abderrahmane Farès est formellement investi par le comité fédéral des problèmes de l'information générale.

« [...] Envoie-nous, même en style télégraphique, des informations précises et importantes, politiques et économiques » lui aurait dit Haroun.[138]

136. Membre du CNRA après le congrès d'août 1956 et du CCE après celui d'août 1957.
137. A. Farès. p.80.
138. id. p.81.

Plutôt que de la transmission d'informations générales, il s'agit bien d'un service de renseignement qu'Abderrahmane Farès est appelé à mettre sur pied pour le compte de la FF.FLN. Il va joindre à ce premier embryon de réseau Mohammed Khemisti (ex président de l'UGEMA), « une jeune fille, licenciée en sciences économiques d'origine portugaise, militante FLN très active » et Jean Amrouche.[139]

Ainsi, selon que l'on se place du côté de Nacereddine Aït Mokhtar ou de celui d'Abderrahmane Farès, deux versions se croisent sans toutefois être contradictoires. Dans ses mémoires, le président de l'Assemblée algérienne parle à mots couverts de sa mission de renseignement. Il n'y fait à aucun moment mention du réseau « Aboulker » cité par Aït Mokhtar ni des services qu'il y a rendus dès le début 1957. De son côté, le responsable adjoint de la Spéciale ne mentionne pas la mission qu'il a eue à remplir comme intermédiaire du comité fédéral auprès de son oncle. Dans son témoignage, il apparaît seulement que l'homme politique aurait eu une part active dans le pistage et la localisation de ses anciens collègues de l'Assemblée algérienne pour le compte de la Spéciale.

Quoi qu'il en soit, on peut conclure qu'Abderrahmane Farès se trouve, dès janvier 1957, sollicité à la fois par la grande politique à la recherche de canaux officieux pour négocier, et par les réseaux de la lutte armée sur le territoire français à la recherche de renseignements pour atteindre des cibles politiques.

Avec le temps se joignent au réseau « Aboulker », Ahmed Bentounès délégué à l'Assemblée algérienne, l'avocat Ahmed Boumendjel et d'autres personnes dont l'activité sera surtout dirigée sur le renseignement politique, militaire et judiciaire. Cherif Farès les rejoint au deuxième trimestre 1959 et Zahir Farès en 1960. Parallèlement, l'équipe chargée des contacts avec les milieux journalistiques, catholiques et syndicaux s'étoffe par la venue de Jean Amrouche, Mohammed Khemisti, Boutaleb, Mohammed Farès, Ahmed Bentounès, Mesbah, Amokrane Ould Aoudia, Imalhayène.[140]

139. Ibid.

140. id. p.82. Les membres du comité fédéral ajoutent les noms des parlementaires algériens siégeant dans l'Assemblée française : Maaloum (de Batna), Bentchikou (de Constantine), Kheirat (d'Oran). *Témoignage.*

Les groupes chargés du renseignement sont doublés d'un réseau de surveillance constitué d'étudiants dont Hamid Kellou, Saïd Belhocine et Hachemi Soualili. Membres des S.U. FLN, tous sont versés à la Spéciale par « Derradji » de même que deux ou trois éléments féminins devant servir de contact avec « Saïd » dont Salima Sahraoui dite « Nadia »[141].

Par souci de sécurité et d'efficacité, les principes de clandestinité qui prévalent dans les autres secteurs de l'organisation sont appliqués avec plus de rigueur au réseau de renseignement : petits noyaux disséminés et ne se connaissant pas entre eux, cloisonnement total. C'est ainsi qu'une cellule de policiers algériens, qui existe déjà au sein même de la P.J. (Police judiciaire) et qui fonctionne pour le compte de l'organisation politique, a été captée par « Madjid ». Il s'agit de Mahmoud Bouyahya[142] et de Cherif Aït Mokhtar (frère de « Madjid »). Ce sera le deuxième réseau auquel sera joint un troisième homme.

Au sein de l'armée française le sous-lieutenant Salem Souami travaille depuis le début 1959 à renseigner sur la situation militaire et le moral des troupes. Ses comptes-rendus sur les effets des attentats sur l'armée française sont transmis régulièrement pour exploitation au comité fédéral par « Saïd ».

Pourtant, l'apport qui peut paraître décisif intervient au début de l'année 1958 lorsque Hocine Bendali est appelé à Paris pour s'occuper de la mise sur pied d'un troisième réseau de renseignement formé de députés, d'éléments spéciaux et d'étudiants. Parmi d'autres missions, ces réseaux vont être chargés de la subversion dans les milieux des étudiants africains et de pourvoir des armes aux représentant de ce continent engagés dans la lutte anti-coloniale.

Le réseau « Sadek »

Lorsqu'il arrive à Paris au début de l'année 1958, Hocine Bendali est accueilli par « Madjid » et « Saïd ». Ils l'informent

141. Salima Sahraoui aurait été directement sollicitée par Abdelhafid Keramane pour rejoindre la Spéciale (Précision de l'intéressée).
142. Décédé après 1962 dans l'anonymat sans avoir eu d'attestation reconnaissant les services rendus.

de sa nouvelle mission et le déchargent de ses autres fonctions au sein de l'O.S. ; il s'appellera désormais « Sadek ». Ils lui indiquent un premier refuge ; une chambre de la cité universitaire d'Antony occupée officiellement par Nadir Keramane, étudiant en médecine. Celle-ci devient vite dangereuse pour sa sécurité car le gouvernement français vient de dissoudre l'UGEMA et des descentes de police ne sont pas à exclure. C'est justement une information transmise quelques heures plus tôt par les éléments du réseau qui lui permet d'échapper à une grande rafle lancée dans le campus pour débusquer les étudiants militants recherchés.

Il se met rapidement à pied d'œuvre, prenant contact avec des militants dont on lui a donné les noms. En général, ces personnes n'étaient pas en activité ; il faut les mettre à contribution et s'assurer de la continuité de leur collaboration. Comme ils sont nouveaux dans l'organisation, il faut tester leur valeur, les sonder pour savoir ce qu'ils peuvent donner. Tout peut être mis à contribution, leurs qualités personnelles, leurs connaissances, leurs relations professionnelles. Parmi ces hommes, il faut citer Mohammed Kellal. Il était inspecteur des PTT[143], membre du syndicat des postiers et membre de la SFIO. Dès son incorporation dans le réseau, il met à la disposition de l'O.S. un véhicule officiel de l'administration des postes avec son chauffeur (Abada), des papiers à en-tête pour les attestations de travail et des fiches de paye.

Les nouvelles recrues n'ont pas beaucoup de contacts avec l'organisation politique, et parfois, ils sont totalement inconnus d'elle. Comme la plupart n'ont jamais milité, ils sont également inconnus des services de police.

Parmi les informateurs, il peut parfois se trouver des personnes assez originales tel cet homme d'affaires algérien dont le pseudonyme était « whisky ». Il fournit des informations si importantes que les responsables de la Spéciale ne peuvent s'empêcher de nourrir des doutes sur ses qualités d'éventuel agent double. La cinquantaine bien marquée, il est d'un culot extrême et prétend avoir d'importantes relations parmi les gens de la DST[144], dans les milieux politiques et ceux des affaires.

143. Administration des postes, télégraphes et téléphones français.
144. Défense et surveillance du territoire.

« Je me souviendrai toujours d'une serviette bourrée de documents qu'il avait réussi à subtiliser à l'un de ses amis occupant une place très importante dans le monde des affaires. Nous avions 24 heures pour les exploiter car il fallait qu'il les remette à leur place avant que cette personne ne s'aperçoive de leur disparition. J'en parlai à « Madjid » qui me procura un Minox que je n'avais jamais utilisé de ma vie. Après qu'il m'eut initié à son fonctionnement, je passai une nuit à les photographier dans une chambre de la cité Antony. Il s'agissait d'une correspondance où il était question d'Aramco[145]. La filiale française de la compagnie était dirigée par une personne en relation directe avec les services français de renseignement. »[146]

L'O.S. s'intéresse aussi aux hommes politiques, à leurs sentiments, à leur point de vue sur la révolution algérienne. Une fiche est établie pour chacune de ces personnes portant sur la surveillance de leurs fréquentations, leurs déplacements, leur domicile. Cela va être le cas de Borgeaud et de Sérigny, de certains sénateurs et députés algériens dont beaucoup résident à Paris comme Abdelkader Barakrok[147]. Dans ce domaine un homme va rendre de précieux services. Abdelmalek Benharoun est un agent d'affaires d'une cinquantaine d'années ; il dispose d'un bureau au boulevard Jean Jaurès près des Halles. Très introduit dans le milieu des parlementaires franco-algériens de Paris, ses connaissances aideront à l'établissement de ces fiches de renseignement. Marié à une française et résidant dans le quartier chic du 16ème arrondissement, il va mettre, de façon permanente, son domicile à la disposition de l'organisation.

Dans l'ensemble les informations concernent directement l'organisation, plus particulièrement celles touchant à la sécurité des militants et des responsables du comité fédéral. Le réseau « Sadek » reçoit régulièrement les noms des militants connus des services de police et leurs lieux d'hébergement ; il lui est alors possible de faire passer aussitôt l'information aux personnes concernées. Parfois, il s'agit de listes entières de noms de

145. Compagnie américaine membre du Cartel pétrolier.
146. Hocine Bendali. Témoignage.
147. Il échappe à un attentat à l'avenue de Suffren le 29 novembre 1957.

militants repérés. Dans la plupart des cas, les renseignements de ce genre sont exploités dans les heures qui suivent quand il s'agit de refuges grillés ou d'arrestations prévues. Ils viennent pour la plupart d'agents extérieurs aux services qui entretiennent cependant des relations personnelles avec des membres de la police, des responsables politiques et même de la DST.

Le réseau peut ainsi disposer d'informations sur les responsables des services d'espionnage, de documents concernant la révolution algérienne ou de notes sur les personnalités algériennes et les dirigeants du FLN.

La tâche est néanmoins de longue haleine car il faut s'initier et initier les militants au renseignement :

« Nous avons fait un travail considérable et passionnant qui reste pour moi une des meilleures périodes de la guerre. C'était une passion que d'obtenir des renseignements de première main et surtout de les exploiter. Quand nous arrivions à sauver un responsable sur le point d'être arrêté ou quand nous obtenions une information capitale sur la politique française, nous trouvions cela formidable. »[148]

Certains hommes ont eu un rôle décisif dans ce travail et Bendali en a gardé un souvenir marquant :

« Cherif Tiar a accompli dans ce domaine un travail remarquable. Il s'était créé l'image de l'homme persécuté par le FLN et qui a dû quitter l'Algérie pour cette raison. Il était de la région de Mila et avait connu Ben Tobbal et Boussouf. Ce fut un homme d'un dévouement exemplaire qui a donné des informations d'une très grande importance acquises auprès de ses amis politiques et de la police. C'est lui qui nous fournissait les listes des militants surveillés et les dates des rafles prévues. »[149]

À propos de cette personne, il se trouve, par un curieux hasard, que notre travail nous a permis d'enregistrer le témoignage de Lakhdar Ben Tobbal. Au départ il ne s'agissait pas du tout de l'histoire de la Spéciale de la FF.FLN mais de celle du Nord Constantinois en 1954. Dans sa narration des faits d'armes ayant

148. Hocine Bendali. *op.cit.*
149. id.

marqué les tous débuts de la lutte de libération dans cette région, Ben Tobbal parle du premier attentat organisé contre un « traître nommé Cherif Tiar ». Les djounouds avaient tiré sur lui trois fois de suite à bout portant mais les cartouches avaient fait long feu.

« Finalement, ils le frappèrent à coups de crosse pour tenter de le supprimer. [...] Victime de la première action armée de la guerre et laissé pour mort, il est devenu en quelque sorte un homme historique. D'autres gens ont trahi par la suite, de façon plus grave mais ils n'ont pas eu l'honneur d'être aussi célèbres que lui. [...] Tiar, lui, est devenu inspecteur des renseignements généraux en France. Il a presqu'atteint l'âge de la retraite et, il y a deux ans, il est revenu à Mila faire une sorte de pèlerinage. »[150]

L'ironie de l'histoire c'est qu'en fait, Tiar ne s'est pas « créé » l'image du persécuté par le FLN comme le pensait Bendali car il avait bien échappé à une exécution commandée par le chef des premières unités de l'ALN de la région de Mila et il a bien été obligé de quitter l'Algérie dès novembre 1954. Mais d'un autre côté, devenu en 1958 ministre de l'intérieur du GPRA[151] et, à ce titre, haut responsable de la Fédération de France du FLN, Ben Tobbal ignore tout des services rendus par celui qui était à ses yeux le traître le plus célèbre de la guerre. Devons-nous conclure à la présence dans l'organisation d'un agent double ou à celle d'un Algérien soucieux de se racheter en devenant agent de renseignement du FLN en France ? Nous verrons un peu plus clair sur ce personnage plus loin.

Sid Ali Tiar, étudiant en Droit international et frère du précédent, est lui, en contact avec des officiers algériens établis dans des casernes du nord de la France. Il participe grandement aux désertions de ces militaires, officiers ou simples soldats, qui rejoignent pour la plupart l'ALN. Il a aussi été en relation avec un professeur de l'Université de Paris d'origine afghane qu'il présente à « Sadek » pour une discussion préliminaire. Par la suite, chose inhabituelle, c'est Bouaziz en personne qui demande à rencontrer le personnage. Après un ou deux entretiens au cours desquels il

150. Abdallah Ben Tobbal. *op.cit.*
151. Gouvernement provisoire de la République algérienne.

reçoit de lui un ouvrage dédicacé, le responsable de l'O.S. prend l'affaire en mains et on n'entendit plus parler de ce professeur.

Pour tout ce travail Hocine Bendali n'a pas d'adjoint et il ne dispose pas d'agents hors de Paris. Seul Sid Ali Tiar réside à Reims. Les contacts sont quotidiens et il arrive que la même personne soit sollicitée deux ou trois fois le même jour. Les rencontres se passent dans des lieux publics ou dans des appartements privés comme chez l'industriel algérien. La fréquence du contact est fonction de l'agent, de ses capacités et du milieu dans lequel il évolue. Certains peuvent fournir des rapports quotidiens tandis que d'autres ont besoin de plus de temps pour accumuler des informations exploitables.

Un rapport de synthèse est établi par « Sadek » sinon ce sont les documents reçus qui sont transmis tels quels à Bouaziz pour exploitation. En effet, la masse trop importante des informations provenant de sources aussi diverses ne permet pas un filtrage ou une sélection au quotidien. Il reste que, si certaines d'entre elles ne concernent pas directement la révolution algérienne, elles peuvent intéresser un pays ou un mouvement africain amis.

Bendali nous parle de cet aspect assez singulier de son travail qui déborde du domaine propre du renseignement pour atteindre aux dimensions de la solidarité entre mouvements de libération nationale.

« J'étais chargé d'entretenir des relations avec des étudiants des pays d'Afrique noire sans pour autant être autorisé à élaborer quelque plan que ce soit. Je pense que le FLN cherchait à soulever certains pays africains contre la France pour provoquer la dispersion de ses forces. Nous avons même été amenés à fournir à ces étudiants des armes que « Madjid » m'avait remises. C'était une valise pleine que le responsable des opérations avait lui-même du mal à soulever. Il ne s'agissait pas dans ce cas précis de faire du renseignement mais plutôt de faire de l'agitation pour le passage à l'action armée dans les pays du continent africain. »[152]

A partir du mois août 1958, le service doit redoubler d'activité devant la vague de répression qui s'abat sur le FLN en France. Il faut assurer un maximum de sécurité aux militants de l'O.S. et

152. Témoignage de Hocine Bendali.

aux responsables de l'organisation politique. Et il faut aussi se garder soi-même d'une éventuelle fuite ou dénonciation.

« Je suis resté en activité jusqu'au début 1959. Je peux dire qu'une grande part de chance m'avait permis de tenir aussi longtemps car je n'avais aucune couverture. Je ne possédais qu'une carte d'identité française, une vraie, à mon nom. Je n'avais pas de faux papiers ni d'attestation de travail ; j'étais à la merci d'un simple contrôle policier. Il était extraordinaire de tenir à Paris toute une année quand on avait en charge ce département très sensible. J'ai sûrement eu beaucoup de chance mais d'un autre côté Aït Mokhtar et Bouaziz ont été pour moi de bons formateurs. Ce sont eux qui m'ont donné les éléments de base de la sécurité. Par exemple, je venais de Marseille mais je n'ai jamais donné signe de vie à ma famille. Mon père a été arrêté en 1958 mais je ne l'ai su que bien des années plus tard. [...] À Paris, je n'avais aucune relation avec la masse des travailleurs algériens et je ne fréquentais pas leurs quartiers. Il fallait se comporter comme un étranger vis-à-vis des autres Algériens et on a pratiquement exigé de moi que je fume et que je boive de l'alcool. J'étais constamment en rapport avec les agents et, à la fin de la journée, je regagnais la chambre que l'organisation avait mise à ma disposition au centre de Paris sans même passer par un restaurant car de toute façon je n'avais pas les moyens de me payer un repas. »[153]

Le moment fatidique arrive lorsqu'une fuite informe la police de l'activité du chef du réseau « Sadek ». Ce dernier soupçonne que cela provient de Tiar car il est devenu évident que la police qui fournissait à sa taupe des renseignements attendait d'elle une contrepartie.

« Il ne pouvait prétendre indéfiniment qu'il était anti-algérien sans fournir de renseignements. Il devait sans doute prouver qu'il était bien pro-français et je présume qu'il a donné mon nom pour cela. Mon refuge ne lui était heureusement pas connu, mais ce fut après une rencontre avec lui que je fus suivi puis accosté par un policier qui me demanda mes papiers. Après une courte bagarre, je pus m'en défaire et rejoindre mes bases. Je rapportai l'incident

153. H. Bendali. *op.cit.*

à « Madjid » que je voyais tous les jours. Avec « Saïd », ils prirent la décision de me transférer en Allemagne. »[154]

Un beau jour, deux jeunes dames viennent prendre, en voiture, Bendali et son compagnon M'hamed Belhaouès de Marseille ; ils sont transportés jusqu'à la frontière suisse puis dirigés vers Cologne en Allemagne.

L'hébergement

Dans une telle étude, on ne peut s'empêcher de dire quelques mots sur ceux qui ont accepté d'accueillir dans leur domicile des militants recherchés.

Quand ils ne peuvent fournir de renseignements, les membres du réseau « renseignement » prêtent leur logement qui sert alors de refuge aux membres de la Spéciale ou bien de cache pour les documents ou les armes. C'est le cas de Nour Lounès, employé à la société Berlitz et de son épouse Colette Bloemhoff. Tous deux seront arrêtés en 1958 pour avoir hébergé Mouloud Ouraghi. D'autres militants ont eux aussi hébergé des membres de la Spéciale comme ce Tunisien, étudiant en médecine, membre du Néo-Destour et de l'AEMNA ou encore Ahmed Hargas. Ils seront arrêtés eux aussi à la fin de 1958. Dans ce réseau se trouve également la famille Sahraoui dont le père « Whisky » aurait été en rapport avec le SDECE[155] et la DST.

Certains hôtels vont servir de point de chute aux commandos revenant du Maroc, parmi eux le Lux Hôtel appartenant aux frères Boudinar ou l'hôtel du boulevard Perreire appartenant à Zinet ; l'hôtel de la rue de la Huchette près du cabaret « El Djezaïr » a servi, lui, de lieu de passage et de cache pour les armes.

À ce réseau, il faut ajouter de nombreuses chambres de la cité Antony qui auront rendu elles aussi de grands services. Mais, comme pour les domiciles des particuliers et les hôtels, les chambres de cités universitaires ne sont pas des lieux absolument sûrs et des arrestations de militants suivies de séances de tortures peuvent aisément localiser les lieux et amener à de nouvelles arrestations.

154. id.
155. Sous-direction de l'espionnage et du contre-espionnage.

La logistique

Dans ce domaine comme dans ceux du découpage régional et du renseignement, l'approche thématique ne peut se passer du recours à la chronologie car les faits touchant à cet aspect très particulier de l'organisation se sont développés et ont changé de nature avec la tournure qu'ont pris les événements. D'un autre côté, l'interférence des différents niveaux de l'organisation politique et de l'organisation militaire du FLN en France ira en s'accentuant avec le temps au point de voir se chevaucher l'autorité du comité fédéral et ses structures avec celles du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG) dirigé par Abdelhafid Boussouf[156]. Cet aspect très important du problème de l'interférence des niveaux, qui affecte par ailleurs les autres départements de la FF.FLN installés en Allemagne, sera développé un peu plus loin ; contentons- nous pour l'instant de suivre la mise en place progressive des réseaux logistiques de l'O.S. et leur rôle dans le développement de la lutte armée en France.

Quand, en 1957, les premières opérations contre des objectifs civils et militaires sont déclenchées sur le territoire français, l'approvisionnement en armes n'en est encore qu'à ses débuts. À partir des témoignages de ceux qui se sont succédés entre 1956 et 1958 à la tête de la commission « Logistique » nous avons vu comment les choses se sont déroulées sur le terrain. Contacts peu sûrs, communications intermittentes, matériel obsolète ou inadapté et pratiquement pas de structure autonome de suivi. Les quelques armes mises à la disposition de « la Spéciale » proviennent de l'organisation-mère sinon des « groupes de choc » qui les utilisent eux aussi, mais à d'autres fins. À la base, jusqu'au déclenchement de l'offensive d'août 1958, chaque section de la Spéciale se débrouille comme elle peut pour se procurer armes, explosifs et détonateurs, moyens de transport, caches et refuges.

Si l'on en croit Omar Saadaoui, « les seules armes que nous avions au départ étaient des Beretta et des colts américains récupérés

156. Ministre du GPRA et membre du Conseil interministériel de la guerre (Cig) avec Krim et Ben Tobbal.

auprès de certains commerçants ; mais, par la suite, le FLN nous a fourni des mitraillettes Sten d'origine anglaise et des Mat françaises. Nous étions solidement armés pour le 25 août. »[157]

Aït Mokhtar confirme que ce n'est qu'en 1958 qu'un embryon d'organisation logistique est mis en place avec la désignation de Tayeb Idriss comme responsable du stockage et de la remise en état des armes. Il est assisté dans sa tâche par Ahmed Amanzougarène et Mohammed Saïd Babi qui lui succéderont après son arrestation le 25 août 1958.

C'est encore l'organisation politique qui leur fournit les premiers stocks, quelques revolvers Astra et des mitraillettes Sten assez encombrantes pour une utilisation en milieu urbain. Il n'y a pas encore de grenades, ni offensives ni défensives, pas de bombes, seule de la vieille cheddite et des cordons Bickford très souvent humides et par conséquent inefficaces.

C'est à partir des premiers mois de leur installation à la tête de la FF.FLN et de l'O.S. que Omar Boudaoud et Rabah Bouaziz s'attellent à la mise en place des premiers jalons du réseau logistique proprement dit. Leur objectif principal est l'approvisionnement en armes et la formation des commandos en vue de l'offensive projetée. Ils sont pour cela en contact avec deux antennes du FLN en Espagne (M'hamed Yousfi) et en Allemagne (Abdelhafid Keramane dit « Malek »). Le temps qui les sépare du mois d'août 1958 est trop court pour qu'ils puissent vraiment obtenir des résultats satisfaisants ; il faut aussi tenir compte du fait qu'ils prennent leur charge dans un environnement, sinon hostile, du moins peu enclin à la coopération.

Étant passé par le Maroc, Omar Boudaoud connaît les départements de la logistique et de l'armement où son frère Mansour joue un rôle prépondérant. Il est aussi informé des attentats à l'explosif organisés à partir de cette base arrière contre des trains et des avions en Oranie, sur le front ouest. Il fait donc appel à la wilaya V pour qu'elle assiste la Fédération de France du FLN dans la réalisation de l'objectif visé par le CCE. Deux projets principaux sont retenus, la formation des artificiers et l'acheminement des armes.

157. O. Saadaoui. *op.cit.*

La base arrière marocaine

Nous nous devons ici de faire une digression sur ce qui se passe au Maroc pour mieux comprendre l'articulation qui va s'opérer entre les services de Boussouf et l'organisation politique et militaire du FLN en France.

Avant 1955, il n'y a pas encore au Maroc de structure officielle du FLN. Il existe bien une Amicale des Algériens dirigée par Aïssa Ben Aïssa, Saïd Toutah[158] et Issaad[159] mais elle se contente pour un temps de conseiller à ses membres de rejoindre les maquis. Après un premier voyage à Alger où il rencontre vraisemblablement Ben M'hidi et Ben Khedda, Ben Aïssa revient avec pour mission d'organiser l'aide matérielle et les cotisations nécessaires au financement de la révolution algérienne.

Parallèlement à ces contacts, la wilaya V qui est alors dirigée par Larbi Ben M'hidi installe ses quartiers à Nador, dans le Rif, où se trouvent les camps de l'Armée de libération du Maroc. Un des chefs de cette armée, le colonel Ben Miloudi remet d'ailleurs gracieusement « aux combattants algériens » le camp de Khemisset[160]. C'est là, entre autres, qu'avaient germé par Aherdane[161] et le Docteur Khatib[162] interposés les projets d'une armée de libération de l'Afrique du Nord.

En avril 1955 Mohammed Boudiaf reprend contact officiellement au nom de la direction du FLN avec la colonie algérienne. Il unifie les structures de la résistance algérienne au Maroc et charge Ben Aïssa de la partie politique ; Issaad est nommé à la tête d'un service de récupération qui deviendra par la suite le Service de la Logistique. L'ancienne structure de l'Amicale devient alors

158. Ancien militant du PPA-MTLD.

159. Fonctionnaire de l'administration marocaine, il participe à la résistance nationaliste de ce pays contre le colonialisme français.

160. A. Haroun. *op.cit.*p.42.

161. Militant nationaliste marocain, il prend position contre le Glaoui en 1953 et rejoint le Conseil national de la Résistance. Il fonde en 1957 avec le Dr Khatib et d'autres dirigeants nationalistes le mouvement populaire. Il sera ministre des Forces armées du gouvernement marocain.

162. Abdelkrim Al Khatib, militant nationaliste marocain, membre du parti l'Istiqlal avant de fonder le Mouvement populaire en 1957. L'un des principaux soutiens du FLN/ALN au Maroc.

la Fédération du Maroc du FLN ; elle se scinde aussitôt en cellules clandestines car le pays frère est encore sous occupation française ; le contact avec la direction du front est maintenu par Issaad qui rencontre régulièrement Mohammed Boudiaf installé à Tétouan. Sur cette question, Ali Haroun signale l'élection du docteur Damerdji comme président de l'Amicale des Algériens du Maroc ; lui-même est alors, sous le pseudonyme « Thami », responsable de la section de Fès. Au printemps 1956, Tayeb Taalbi dit « Si Allal » est désigné par Boudiaf, Ben Bella et Lamine Debaghine à la tête de la Fédération du Maroc du FLN.[163]

Issaad se met aussitôt à pied d'œuvre et commence à récupérer armes, habillement, chaussures et tout ce dont peut avoir besoin un bon soldat. Il s'occupe aussi du recrutement pour les maquis de l'ALN, et c'est là qu'il va rencontrer Aïssa Abdessemed[164]. Ce dernier a une formation technique acquise sur le tas dans un des camps de l'U.S.Air Force au Maroc[165]. Quand il vient s'enrôler pour rejoindre les maquis de la wilaya V, son profil intéresse fortement le responsable de la logistique, tout heureux d'avoir sous la main quelqu'un qui prétend avoir travaillé au service du Génie de l'armée américaine. Il est intégré tout de suite au service de la logistique et de l'armement et maintenu aux frontières pour les besoins de la cause. Sa tâche initiale, récupérer du matériel et des équipements militaires, est vite remplacée par une autre beaucoup plus importante, la fabrication des engins explosifs pour le front.

C'est ainsi que commence un des épisodes les moins connus de la guerre de libération, celui de la fabrication des explosifs et de la formation des artificiers de l'ALN. Comme certains de ces derniers serviront dans les rangs de l'O.S. de la FF.FLN, il n'est pas inutile de s'attarder sur quelques aspects importants de la mise sur pied de ce département.

163. Ali Haroun, *La 7ème wilaya. La guerre du FLN en France, 1954-1962*, Paris, Le Seuil,1986, p.13.
164. C'est grâce à lui que toutes les informations touchant à la logistique ont pu être réunies.
165. Il y avait alors trois bases à Kenitra, Nouarsa et Sidi Slimane.

Inventions et découvertes explosives

Étant donné ses déclarations un peu exagérées sur sa formation technique, Aïssa Abdessemed est obligé de montrer de quoi il est capable dans ce domaine très délicat qui est celui des explosifs. Il a bien eu entre les mains, dans la base américaine où il était employé, deux petits volumes écrits en anglais ressemblant beaucoup à un manuel d'instruction militaire pour les officiers du Génie ; ils étaient pleins de schémas et de graphiques décrivant la manière de procéder pour fabriquer un explosif et détruire un pont ; pendant longtemps, il l'avait secrètement potassé en pensant aux services qu'il pouvait rendre dans la guerre contre le colonialisme. Mais cela relevait encore de la pure conjecture. En Algérie, il avait acquis, durant deux ans, quelques notions d'électricité en tant qu'apprenti dans l'entreprise d'un Alsacien, mais là aussi ce n'était qu'une connaissance artisanale. Au Maroc enfin, il avait été intégré dans la base américaine, à l'atelier de réparation des pièces d'avion endommagées. C'est pourtant avec ce mince bagage d'apprenti électricien et de tourneur qu'il va se lancer dans l'aventure dangereuse de la fabrication des engins explosifs.

« J'ai commencé par une mine antichar. J'ai agi avec ce premier engin comme si j'en connaissais la technique. En fait, j'avais peur. J'avais appris par les livres que la cheddite utilisée dans les mines était très dangereuse, presqu'aussi dangereuse que la nitroglycérine. Cet explosif ne convenait pas au stockage mais c'était le seul dont on disposait. Le TNT et le plastic ne nous étaient pas encore accessibles et nous n'avions même pas de détonateurs. J'ai donc été obligé de concevoir un autre système de mise à feu. Je me suis rappelé les cartouches de chasse et me suis mis à fabriquer un système de fermeture assez faible pour qu'il puisse se produire une détonation à l'allumage.

Nous avons fait des essais pendant des mois pour rectifier les dosages. Issaad et Mansour Boudaoud qui portaient en ce temps barbe et treillis, ont assisté à ces essais qui se déroulaient près de la mer, à quatre-vingts kilomètres de Casablanca. Il y avait aussi Seif el Islam Othman, un médecin installé au Maroc, qui a

beaucoup fait pour la Logistique. Je constatais, chemin faisant, qu'avec le manuel, le matériel et la connaissance des dosages, la fabrication des explosifs était à la portée de tout le monde. Le seul problème était que nous ne disposions de presque rien. Nous avons dû voler la cheddite dans les carrières ou nous la procurer par les travailleurs des mines.

Lors de la première étape, nous avions la cheddite mais pas les détonateurs. J'étais au pied du mur ; il fallait que je trouve coûte que coûte un système pour faire partir la charge. Finalement, ce fut une bonne chose de ne pas avoir eu de détonateur car cela m'a obligé à inventer quelque chose qui puisse avoir la même fonction. J'ai pensé qu'après tout cela serait plus facile pour les combattants de l'intérieur de suivre ce procédé car ils avaient encore moins de matériel que nous. Même quand par la suite les détonateurs nous ont été fournis, j'ai continué à suivre le même procédé : un système efficace avec les moyens du bord.

L'engin se présentait sous la forme d'un tube électrique soudé avec de la tôle dure d'un côté et de la tôle très fine de l'autre. A l'intérieur se trouvait une petite résistance du genre de celle qu'on utilisait pour les briquets. L'engin, rempli de poudre, était alimenté par une pile électrique. La résistance était protégée par un cache et quand elle s'allumait, la poudre touchée provoquait une détonation. Quand la poudre est bien tassée, elle devient dangereuse et facile à faire exploser. C'est en fait la détonation qui fait exploser la cheddite et non la flamme. Les premiers essais furent tentés avec des engins fabriqués à partir d'obus vides de canons de 105 mm ou de mortiers de 80 mm. Mon stage d'électricité avait finalement eu du bon car il m'a aidé à concevoir un système de commande à distance. On dut toutefois s'y reprendre à plusieurs reprises ; au début on a utilisé des fils de 200 mètres de long reliés à une batterie de voiture de 9 volts. L'explosion de la première mine eut lieu à minuit pour éviter la présence d'éventuels curieux, mal nous en prit car le bruit fut assourdissant et se répercuta à mille lieues. Nos oreilles avaient pris un rude coup

d'autant plus qu'il s'agissait de charges de 5 kg. Ce furent là nos premières découvertes. »[166]

Le travail se poursuit avec résolution et, très tôt, on doit adjoindre à l'expert en explosifs qu'est devenu Abdessemed des aides pour la fabrication en série. C'est d'abord Bachir Sari qui constitue la première recrue. Originaire de Tlemcen, il était apprécié pour son courage, son volontarisme et son tempérament très sympathique. À eux deux ils s'attellent à concevoir de nouveaux systèmes pour le sabotage des ponts et des voies ferrées. Le procédé par fils électriques va vite être abandonné car l'engin ne peut résister à l'usure temps ; en effet, après une semaine, le système électrique ne fonctionne plus. Aïssa conçoit une sorte de bracelet spécialement étudié pour recevoir les charges devant être placées sur les rails de chemin de fer. Déclenché par contact, il a l'avantage de permettre aux djounouds de s'éloigner avant l'arrivée du train et d'éviter ainsi d'être pris en chasse par les unités embarquées dans les wagons du convoi. C'est toujours la même préoccupation qui guide ses recherches ; faire le plus simple et le plus efficace possible avec des moyens rudimentaires. Cela avait pour effet d'être aisément communicable aux élèves artificiers de l'ALN et aux maquis de l'intérieur.

Il serait trop long de décrire dans le détail le travail auquel ont pris part les hommes de la Logistique au Maroc ; il mérite très certainement qu'une étude soit consacrée à ce seul aspect de la lutte. Mais ce qui nous importe ici, c'est de jeter quelques lumières sur ce qui va devenir une des plus importantes bases arrières de la Spéciale et sur les hommes qui auront marqué l'évolution de la lutte armée en Algérie et en France.

Dans ce domaine, il faut citer Mahdi Maabed, un ancien instituteur du sud marocain originaire de Perrégaux (Mohammadia, Algérie), Ramdane (X), un commerçant en poissons qui faisait régulièrement le voyage vers Alger avec des camions chargés d'engins explosifs qu'il livrait aux groupes de Yacef Saadi. Avec tous ces hommes, le réseau logistique avec fabrication, transport et filière d'expédition est enfin opérationnel.

166. Aïssa Abdessemed. Témoignage.

« Je crois que la bataille d'Alger a été menée avec nos engins [...] Je suivais les actions par les journaux et, d'après la puissance, je pouvais déterminer si la bombe était de notre fabrication. Je crois que seuls deux ateliers existaient à Alger et Abderrahmane Taleb ne fabriquait que des bombes de faible puissance telles celles des lampadaires du stade d'El Biar. [...] Nous avons commencé à envoyer de grandes quantités de 20 à 30 engins par chargement. Par la suite, le nombre a diminué et nous n'envoyions plus que les mécanismes d'horlogerie et le plastic. Avec ce nouveau type d'explosif, on n'avait plus besoin du corps métallique mais juste du détonateur. Nous avons fonctionné de cette manière jusqu'en 1957, le jour où un camion a dû revenir sans avoir pu livrer son chargement. En effet, les réseaux avaient été sérieusement affectés par la tournure qu'avait prise la bataille d'Alger. »[167]

La fusion des réseaux

Après l'arrestation de Boudiaf, la Logistique passe sous les ordres de la wilaya V que commande alors Boussouf avant qu'il ne devienne ministre du GPRA. Issaad coiffe le service et correspond directement avec l'état-major de la wilaya ; il est secondé par Mehdi Maabed et Mansour Boudaoud. Le docteur « Driss »[168] s'occupe des relations extérieures, de la prospection dans le domaine de l'armement et des liaisons avec l'ouest de l'Algérie tandis que Aïssa Ben Aïssa est responsable régional du service de récupération.

À un autre niveau, Aïssa Abdessemed dirige la section fabrication des explosifs dont feront partie Mourad Bouchouk[169], Mohammed Chelbel, Saïd Toutah, Aziz Lebsir, (X) Fardheb et (X) Dali.

Lorsque le colonel Ouamrane prend, pendant un temps en mars 1958, la direction de l'armement au sein du CCE, il procède à la promotion de Mansour Boudaoud en le nommant principal responsable de la Logistique au Maroc à la place d'Issaad.

167. id.
168. Docteur Guenniche de son vrai nom, originaire de Maghnia (Ex-Marnia).
169. Mort en 1959 en essayant un obus de mortier.

C'est donc par l'intermédiaire de son frère Mansour qu'Omar Boudaoud va entrer en contact avec la Logistique au Maroc. Dans la perspective d'une action d'envergure en France, la FF.FLN a un besoin urgent d'armes et d'explosifs et c'est « naturellement » de ce côté-là qu'elle va se tourner.

La première expédition d'un stock d'armes et de munitions a lieu vraisemblablement au printemps 1958. Comme les armes ne peuvent venir que de l'étranger, il faut penser au meilleur moyen de transporter ce dangereux chargement sans se faire prendre aux frontières. Toute l'équipe s'y met, Issaad, Mehdi, Seif el Islam et Aïssa ; ils pensent à expédier deux voitures de tourisme à partir du Maroc mais pour cela il faut procéder à l'aménagement des véhicules. La première voiture est transformée à Casablanca ; on fabrique un caisson adaptable au panneau arrière du siège et on modifie le réservoir d'essence pour y placer cinq mitraillettes, dix pistolets et des munitions.[170] Dans la seconde voiture on place des explosifs.

C'est à Abdessemed que revient la responsabilité de la réception de ce premier convoi et de la livraison du chargement à ses destinataires. Reste le problème de la conduite des véhicules et de la traversée des frontières. Le comité fédéral envoie comme conducteur un agent de liaison : une jeune et jolie blonde, tandis que l'autre véhicule est remis à la femme d'un avocat algérien résidant au Maroc. Tout avait été mis au point, l'itinéraire, l'emploi du temps et les lieux de rendez-vous avant que Aïssa, muni d'un passeport marocain, ne prenne l'avion pour Paris via Madrid et Rome.

« Pour éviter que les voitures ne restent trop longtemps garées, je devais être sur place et les rejoindre rapidement. Le lieu de rendez-vous était au boulevard Raspail. Je n'étais pas très à l'aise ; j'avais changé plusieurs fois de taxi, examiné les lieux, mais le doute subsistait. Parfois tous les passants me semblaient être des policiers et parfois, ils me semblaient de paisibles promeneurs.

Les militants de la FF.FLN pensaient peut-être que j'avais l'habitude de voyager ; en fait c'était mon premier déplacement

170. A. Haroun parle d'une cinquantaine de revolvers, d'une dizaine de pistolets mitrailleurs et de 2500 cartouches. *op.cit.*p.206.

à l'étranger compte tenu du fait que, pour moi, le Maroc ou la Tunisie n'étaient pas « l'étranger ». Je me sentais donc crispé et j'ai attendu un moment mon contact à l'extérieur avant de pénétrer dans le café. Elle avait dû faire la même chose car je l'ai vue très rapidement et nous nous sommes salués à haute voix comme deux vieilles connaissances, ce qui m'a beaucoup gêné dans cet environnement que je trouvais peu familier. Elle m'emmena en voiture chez Kaddour Ladlani qui nous attendait dans un bel appartement du 16ème arrondissement. Le propriétaire en était, me semble-t-il, un membre de la famille Tamzali. Il était là avec Kaddour et deux autres militants. J'y ai passé deux nuits avec une grande salle de bain et un grand lit couvert de jolis draps, à ma disposition. Cela me changeait terriblement de l'austère lit de camp de Tétouan. »[171]

On comprend que notre émissaire, venu des camps du Maroc, craint de trop s'habituer au confort parisien mais les responsables de la FF.FLN ne lui en laissent pas le loisir. Il lui faut assurer le déchargement des voitures et remettre les armes à la Spéciale. Il rencontre donc Bouaziz qui le prend en charge et le loge dans un hôtel tenu par une famille bretonne. L'atmosphère n'est pas bonne à Paris car il y a eu beaucoup d'arrestations. Par mesure de sécurité, Aïssa passe tout son temps enfermé dans sa chambre d'hôtel et déjeune uniquement dans l'arrière-cuisine.

« Après quelques jours Bouaziz est venu me chercher pour le déchargement de la voiture. Le premier endroit qu'il me proposa ne me semblait pas sûr et il en fut très contrarié. Je ne le connaissais pas et je ne voulais pas m'immiscer dans son travail mais il avait parlé d'une manière très énergique au militant qui avait eu l'idée de ce garage en proférant des menaces à son encontre. Il me déposa chez une Française âgée de 45-50 ans, une ancienne résistante à l'occupation allemande, et il alla organiser un autre lieu de déchargement. [...] Après quelques minutes de trajet nous sommes arrivés devant une villa. Les voitures étaient parquées dans un très grand garage. Bouaziz avait apporté des combinaisons de travail et nous avons commencé sur le champ l'opération de transfert. [...]

171. Témoignage de Aïssa Abdessemed.

Il fallait faire très vite car notre présence dans ce garage pouvait susciter quelque curiosité. On plaça des gardes alentour et on se mit à l'œuvre. Les voitures furent vite démontées et remontées tout aussi rapidement. Les espaces laissés vides ont été colmatés par de gros paquets qui se sont révélés être pleins d'argent. Je ne l'ai su par Issaad qu'en arrivant au Maroc. [...] Je revis encore Bouaziz quelques jours pour discuter des bombes et des futurs transports. Il m'a semblé que leur organisation et leurs méthodes de contact étaient bien rodées. C'était la vraie clandestinité et j'en avais été très impressionné. Les choses étaient vite menées ; nous perdions peu de temps tandis que dans les hôtels et les domiciles particuliers, tout le monde était très discret. Je n'ai jamais rempli de fiche de police et personne ne demandait qui j'étais. À la fin de la mission, je pris l'avion pour le Maroc via Rome. »[172]

Après cette première expédition d'armes vers la France, l'opération est arrêtée bien que la filière ait parfaitement fonctionné. Il se passa ensuite plusieurs mois avant qu' elle ne reprenne, mais à partir de l'Allemagne cette fois.

Après l'échec essuyé par le docteur « Driss » dans l'affaire du *Lidice*, un bateau chargé d'armes et de matériel arraisonné par la marine française, Mehdi Maabed est nommé par Boussouf comme nouveau responsable des relations extérieures. La multiplication des arraisonnements de cargaisons d'armes en provenance d'Égypte avait convaincu les membres du CCE, et Boussouf en particulier, qu'il devenait urgent de changer d'hommes et de trouver de nouvelles filières pour l'achat et le transit des armes. C'est donc investi de cette mission que Maabed est dirigé vers l'Allemagne ; mais il aura une autre mission, celle de « se mettre à la disposition de la FF.FLN » car depuis quelques temps déjà Omar Boudaoud demandait de l'aide. Ainsi, dès la fin de 1958 et plus encore à partir de 1959, la Fédération de France du FLN va se trouver intégrée, par Maabed et Mansour Boudaoud interposés, à un puissant réseau d'approvisionnement en armes et en explosifs. Malgré les dénégations d'Ali Haroun[173], la double dépendance des réseaux logistiques du FLN en France, en

172. id.
173. Cf. A.Haroun. *op.cit.*p.207, note 2.

Espagne et en Allemagne ne va pas sans poser, pour la FF.FLN, des problèmes d'interférence de niveaux et d'autorité comme nous le verrons par la suite.

L'armement, la filière allemande

Nous avons vu dans les précédents chapitres tout le mal qu'ont eu les groupes de choc puis les éléments de la Spéciale à se procurer des armes adéquates pour remplir leur mission. Cette question reste pendante jusqu'en 1958 lorsque le premier convoi parvient à la Fédération de France depuis le Maroc via l'Espagne. Ce n'est en fait qu'après le déclenchement de l'offensive d'août 1958 que les armes ont fini par arriver à destination, en quantité et en qualité cette fois, et de manière régulière. D'abord en 1958 puis, plus fortement en 1959 et 1960 ; la Fédération de France du FLN devient ainsi une des principales destinations de ce puissant réseau d'approvisionnement en armes et munitions qui se met en place en Allemagne.

Nous connaissons, à partir des travaux déjà parus, le rôle joué par Maabed dans l'amorce de ce réseau[174] mais nous avons peu d'éléments quant aux raisons qui ont fait que l'Allemagne est devenue ce si singulier pourvoyeur en armement de la révolution algérienne[175]. Cette question tracasse l'adjoint de Maabed, Aïssa Abdessemed dont la nouvelle mission est de mettre en place un atelier de fabrication de bombes dans ce pays.

En fait, l'une des premières raisons du choix de l'Allemagne est que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce pays est tenu par les lois internationales de ne produire aucun type d'armement ni aucun équipement pouvant servir à des fins militaires. Lorsqu'en 1949 la Loi fondamentale de la RFA est adoptée, aucun article n'est venu codifier la fabrication et le commerce des armes puisque cela relevait de la seule autorité des Alliés. C'est ce vide juridique qui a été mis à profit par les marchands et trafiquants de toutes sortes pour développer leur activité. En dehors de Berlin, le commerce était florissant et quelques firmes du nord

174. A.Haroun, p.207 et suiv. Voir également Bert Egleman : *Mes amis les marchands d'armes*. (en allemand) cité par A. Abdessemed.
175. Voir Bert Egleman : *Mes amis les marchands d'armes*. Cité par A. Abdessemed.

du pays alimentaient abondamment le marché. Les Américains achetaient en guise de souvenirs des armes de la Wehrmacht ; ceux qui n'avaient pu durant les hostilités obtenir comme trophée de guerre un pistolet ou une baïonnette se rendaient en Allemagne pour s'en procurer. Les Allemands de leur côté rachetaient les stocks américains de la Seconde Guerre mondiale ; des firmes exportaient officiellement des carabines rendues inutilisables par le retrait du percuteur et beaucoup d'entre elles avaient fait de ce commerce leur activité principale. Voilà pourquoi, dès 1954, les représentants du FLN au Caire ont eu à se tourner de ce côté-là. L'autre raison est due au fait que d'anciens officiers instructeurs de la Légion arabe en Égypte et en Libye soient restés au Moyen-Orient. L'un de ceux-ci, Heinz Springer, est alors connu comme le premier et le plus constant fournisseur en armes du FLN. Après l'accession de l'Algérie à l'indépendance, il s'est même proposé de lui racheter ces mêmes armes pour les revendre à d'autres mouvements de libération.

« Je me souviens de certaines personnes de ce circuit : le docteur Krüger et Otto Schlutter de Hambourg, Seidenschum et le major Rommer de la Wermacht. Ce dernier était un homme de confiance d'Hitler qui le chargea, après le putsch des généraux, de faire le vide autour de lui. Il avait perdu un œil sur le front russe et connaissait des Algériens qui avaient servi dans les rangs de la Légion arabe ; il leur gardait d'ailleurs un profond respect pour le courage dont ils avaient fait preuve pendant la guerre. [...] Nous avons toujours évité un certain Muller de Francfort car nous le soupçonnions d'être à l'origine de l'attentat qui a failli coûter la vie à Nouasria. [...] Georges Bukhart était un autre marchand d'armes installé à Tanger qui rejoignit Maabed en Allemagne[176] [...] Rudi Hanke était un militant considéré plutôt comme permanent du FLN ; il avait lui aussi fait le front russe dans les communications et il parlait plusieurs langues. Il touchait une solde et se chargeait des contacts. Il n'a cependant jamais été dans le secret des dieux ; il ignorait les sources d'approvisionnement et les dépôts où nous entreposions le matériel. Son rôle était

176. A. Haroun cite aussi les noms de Georg Puchert ancien officier de la Kriegsmarine, Rudi Arndt du même corps d'armée et le docteur Schild. *op.cit.* p.208.

indispensable car un intermédiaire nous était nécessaire dans un pays où les trafiquants d'armes hésitaient encore à traiter avec des mouvements révolutionnaires. Certaines firmes fournissaient en même temps la France et le FLN et ne voulaient pas avoir, pour ces raisons, de rapport direct avec l'utilisateur. Le détenteur d'un registre de commerce d'armes pouvait acheter et revendre à qui il voulait mais les quantités étaient limitées et la destination devait être spécifiée.

A cette époque, un papier est très recherché : *« le certificat d'utilisateur définitif »*. Prenons par exemple l'attaché militaire d'une ambassade africaine ou sud-américaine ; il commande telle quantité d'armes pour la police de son pays. Avec cette commande, l'intermédiaire négocie le marché avec un fabricant d'armes. Les armes sont alors livrées au port d'embarquement indiqué et le fournisseur est déchargé de toute responsabilité. L'intermédiaire sagace envoie alors les caisses vides vers le pays de l'ambassade en question et expédie les armes à Tripoli ou Casablanca. C'était le processus habituel : deux facteurs indispensables, le certificat et l'intermédiaire. Mais cela n'était pas sans risque. Aucun pays n'avait encore reconnu le FLN et les services français pourchassaient, y compris en Allemagne, ceux qui s'intéressaient de trop près au commerce des armes. »[177]

C'est dans cette conjoncture qu'en compagnie de Mourad Bouchouk[178] et Hassan Grada[179], Abdessemed est appelé en renfort par Maabed ; ils doivent assurer la mise en place d'ateliers pour l'approvisionnement en explosifs de la FF.FLN. Bien qu'ils aient eu quelques contacts avec Bouaziz, Aït Mokhtar et Souici, seul Omar Boudaoud connaît la véritable mission de ces artificiers et les lieux où ils travaillent ; c'est à son niveau et à celui de Maabed que les décisions se prennent. Le cloisonnement est en général bien respecté et les tâches clairement réparties même s'il arrive parfois qu'Abdessemed accompagne son responsable pour des missions délicates car, pour négocier dans le milieu des trafiquants d'armes, il n'est pas recommandé d'être seul.

177. A.Abdessemed. *op.cit.*
178. Un des principaux artisans de l'atelier de fabrication d'armes de Casablanca.
179. Un ancien membre de la Logistique à la base de Tripoli, muté en Allemagne.

« Je l'accompagnais souvent dans ses déplacements à travers l'Allemagne. Les contacts n'avaient aucune adresse pour nous joindre ; nous le faisions nous-mêmes par téléphone pour confirmer ou annuler des rendez-vous toujours fixés dans une ville autre que celle d'où nous appelions. [...] Au début, nous avions des villas pour traiter mais nous changions souvent de lieu. Je prenais un logement ou un studio et j'en changeais en général tous les deux ou trois mois. Les studios que nous cherchions étaient ceux qui étaient tenus par des personnes désirant les libérer avant terme. Comme ils cherchaient à s'en défaire, il n'était pas difficile de leur proposer la reprise du contrat de location. C'était tout bénéfice pour nous car ni le logement ni le téléphone n'étaient à notre nom et nous pouvions les utiliser en toute sécurité. [...] Plusieurs rencontres étaient nécessaires pour examiner les échantillons, discuter des prix, confirmer ou annuler la commande. Maabed qui avait plusieurs passeports était connu sous le nom de docteur Serguini. « Herr Doktor » ne faisait part au comité fédéral que des commandes importantes car cela demandait la mobilisation et le transport de grosses sommes d'argent, les paiements se faisant toujours en liquide. »[180]

Il a fallu ainsi s'occuper de la mise en lieu sûr des livraisons. Dans certaines résidences transformées en caches, il pouvait se trouver des stocks impressionnants d'armes dont la destination finale devait probablement déborder des limites étroites du territoire français. A Monschau par exemple, un village de la frontière belge, près de la ligne Siegfried, une villa contenait jusqu'à 2000 pistolets, des armes neuves de marque « Beretta » ainsi qu'un atelier de fabrication de bombes. Le secret de ces caches était si bien gardé que le maçon qui avait été amené de France pour aménager les lieux fut envoyé, une fois le travail terminé, au Maroc...

Il faut donc veiller à l'aménagement des véhicules chargés du transport et à leur mise à la disposition des réseaux chargés du passage des frontières ; c'est ainsi que l'un des plus importants chargements d'armes à destination de la France est parti d'une

180. A. Abdessemed. *op.cit.*

villa de Bonn sous le faux plancher d'une caravane transformée par Abdessemed. En général, les personnes conduisant les voitures étaient des citoyens du pays hôte ; les plus connus étaient les membres de la famille Rich. Aït Mokhtar parle de Hessman, d'Adolf et Gisela Goethner, de « By » Wolwort, tous militants des jeunesses socialistes.

On peut relever à ce niveau à quel point les responsables du FLN en Allemagne ont pu mettre à profit les sentiments revanchards des anciens officiers nazis, autant que le désir des jeunes sociaux-démocrates allemands de participer à l'émancipation des peuples coloniaux. Toujours est-il que les réseaux logistiques n'ont jamais été décelés en raison de leur caractère restreint et parfaitement cloisonné : achat, fourniture, réception des armes et camouflage de véhicules, transport des chargements vers une autre ville ; deuxième prise en charge pour le passage des frontières, remise des clés et des consignes à un militant qui se charge de les transmettre avec le véhicule au responsable de la logistique de la Spéciale et enfin prise en main définitive par celui qui récupère le matériel et le répartit entre les diverses caches.

En France, le responsable de l'O.S., qu'il soit au niveau fédéral ou à l'échelle régionale ignore tout de l'emplacement des caches ; l'approvisionnement se fait par le responsable de la logistique en fonction des besoins exprimés par ces derniers. Ce système réduit, fermé, sérieux et minuté a permis à la logistique de traverser toute la guerre sans être sérieusement ébranlée. L'arrestation en 1961 du successeur d'Aït Mokhtar à la tête de l'O.S. (Abdelkader Bensaïd dit « Kader ») et celle du responsable de la logistique Ahmed Amanzougarène dit « le photographe », alias « le marchand », même si elle a permis à la police de se faire livrer sous la torture certains dépôts d'armes, n'aura que très peu affecté le mécanisme général. La filière n'a jamais pu être remontée et le service a continué de fonctionner. Il en sera de même après l'arrestation du successeur d'Amanzougarène, c'est-à-dire Mohammed Saïd Babi qui, torturé lui aussi, n'a livré que quelques caches aux services français.

En 1962, le stock d'armes résiduel déposé en partie chez « By » Wolwort et en partie chez « Adolf » Gœthner, a été récupéré et remis par ce dernier au premier ambassadeur de l'État algérien en Allemagne, Abdelmalek Benhabylès, en présence d'Amanzougarène. A la même date, le même Adolf a démonté le garage qui servait clandestinement de magasin de stockage et d'atelier aux éléments de la logistique en Allemagne.

Liaisons et communications

Dans ce domaine comme dans les précédents, les impératifs de sécurité et le système de cloisonnement très strict n'ont pas été sans laisser la porte ouverte à quelques interférences absolument inévitables par ailleurs. La Fédération de France dispose de ses propres réseaux et il lui arrive d'affecter certains de ses agents de liaison à la Spéciale. Cette dernière a de son côté ses propres agents de liaison inconnus des autres niveaux de la structure fédérale. Dans le même temps, chaque responsable se donne la possibilité de recourir à un réseau de relations qu'il est le seul à connaître ; cela permet de disposer de relais et de caches absolument sûrs parce qu'ignorés de tous et ainsi de limiter les pertes en cas d'arrestation. À cela vont s'ajouter, à partir de 1959, les réseaux et les agents de liaison de l'état-major de la wilaya V et du MALG qui s'installent en Allemagne sous la responsabilité de M'hamed Yousfi et Mehdi Maabed. Ce tissu relativement dense de liaisons et de communications entretenu par les différentes structures du FLN, de l'ALN et du GPRA complique la tâche du chercheur car chacun finit par garder pour lui ses secrets, même une fois la guerre terminée. On peut supposer que pour certains d'entre eux les réseaux ont pu servir par la suite à d'autres fins.

Ceci nous amène à ne parler ici que des faits qui nous ont été rapportés incidemment par les uns ou par les autres. Nous laisserons cependant pour un autre chapitre le cas particulier des réseaux de soutien, dits des « porteurs de valises » qui, eux aussi, ont aidé tant à l'hébergement et au transport qu'à la liaison et aux communications.

À son niveau, la Spéciale dispose de ses propres agents de liaison renforcés par ceux que le comité fédéral lui fournit. C'est le cas de ces trois militantes, dont Salima Sahraoui dite « Nadia », que Moussa Kebaïli affecte en 1957 à la Spéciale[181]. Cette dernière servira particulièrement de liaison à « Saïd » Bouaziz. En plus de Laurence et Judith Bataille[182] ainsi que de Diégo Masson des réseaux de soutien, « Madjid » dispose, après 1958, du concours d'Inge Huscholtz pour la remise des rapports au comité fédéral installé en Allemagne.

On comprend que pour le passage des frontières, il était nécessaire de recourir à des Européennes car les contrôles étaient d'une manière générale moins stricts pour elles que pour les Nord-Africains mais, pour les communications intérieures ce seront les militantes algériennes qui accompliront la tâche la plus importante. Pour les contacts inter-régions la Spéciale dispose du concours de Yamina Antoinette Idjeri, Nadia Seghir-Mokhtar, Lydia Bensadi et Meriem Yousfi pour le Sud, Rabia Dekkari dite « Djemila » et Zohra Yachir pour la Normandie, Zohra Bourennane dite « Nora » pour l'Île de France. D'autres seront appelées à assurer le transport des armes comme les sœurs Zoula et Yamina Benaïssa[183].

A la fin de l'année 1960 et au début 1961, la liaison avec le comité fédéral est assurée par Hocine Houlmi dit « l'étudiant » nouveau responsable du renseignement et des liaisons avec l'extérieur, par Gisela Gœthner et Anne Ramonède des réseaux de soutien. Pour les liaisons intérieures on retrouve Yamina Bensaada, Zoula dite « Zouzou » et sa sœur Yamina Benaïssa déjà citées. L'hébergement et le transport des blessés sont assurés par « Akila » Nasri et Raymonde Lalou tandis que Malika Sanah s'occupe de leur prise en charge médicale. Ce domaine très particulier des soins aux blessés de guerre a relevé un moment d'un réseau tissé en Belgique où le docteur Yvon Kenis a joué un rôle important. Les détails nous manquent cependant et seuls

181. Salima Sahraoui aurait été directement sollicitée par Abdelhafid Keramane pour rejoindre la Spéciale (Précision de l'intéressée).
182. Filles du philosophe français Georges Bataille.
183. Voir A.Haroun. *op.cit.*p.402.

les témoignages d'Omar Boudaoud, de Bouaziz et de Dominique Darbois[184] pourront combler cette lacune.

Des liaisons dangereuses

En même temps que toutes ces militantes, Zina Harraïgue a eu à accomplir une tâche colossale car, en plus des missions quasi quotidiennes de transport d'armes et de documents de première importance, elle a été appelée à participer directement à des actions armées comme nous le verrons dans un autre chapitre. Il nous paraît nécessaire de marquer ici un temps d'arrêt et de décrire dans le détail ce type de mission que ces femmes militantes ont eu à accomplir.

Lorsque les réseaux de la Spéciale se mettent en place, Zina Harraïgue est déjà militante du FLN et membre des groupes de choc dans la région de Lyon, Firminy, Saint-Étienne. Comme c'est son frère, Omar, qui met en place et dirige l'organisation politique dans cette région, son travail est d'autant plus dur. Investie de la confiance que seul un frère peut vouer à sa sœur, elle doit pratiquement tout faire, le transport des documents, des armes, de l'argent... Elle se déplace sans arrêt ; très tôt, les week-ends et jours fériés ne suffisent plus, et il lui faut prendre des congés de « maladie » pour faire face à une demande de plus en plus importante. Car Zina a ceci de particulier qu'elle connaît la plupart des responsables fédéraux et « Madjid » tout autant. Par ailleurs, issue d'un mariage mixte algéro-allemand, son physique lui permet de passer inaperçue. « Je me déplaçais ainsi d'une ville à l'autre surtout dans la région lyonnaise entre Saint-Étienne et Saint-Chamond. Je rentrais de l'usine à 6 heures du soir et repartais immédiatement déménager armes, documents et autres. Parfois j'accompagnais dans leurs déplacements des responsables de passage car un couple passe plus facilement inaperçu qu'un faciès nord-africain allant en solitaire. »[185]

184. Photographe et ancienne résistante à l'occupation allemande, membre du réseau Jacques Vignes.
185. Zina Harraïgue. Témoignage.

Avec la mise en place de l'O.S., la sphère de ses déplacements s'élargit pour atteindre une dimension inter-régionale ; le contact avec la capitale où se trouvent les chefs de la fédération prend dès lors une part de plus en plus importante.

« Je me rendais souvent à Paris où mon premier contact a été Amar Benadouda ; je rencontrais aussi Omar Boudaoud, « Saïd » Bouaziz, Moussa Kebaïli, Smaïl[186] et d'autres puisque tous les grands responsables y étaient. Nous utilisions les moyens de transport ordinaires, trains, métros... Nous n'avions pas de voitures car nous vivions dans une région ouvrière où l'automobile était un objet de luxe ; de toute façon, même les responsables fédéraux n'en avaient pas.

Je prenais donc le train pour le transport des armes mais comme ces dernières étaient toujours très lourdes il fallait que, d'une manière ou d'une autre, je me fasse aider. A cette époque, beaucoup de jeunes appelés se déplaçaient par le train de nuit, et comme personne ne pouvait dormir, nous discutions à bâtons rompus tout au long du trajet. Je me souviens d'une nuit où des appelés s'étaient proposés de m'aider à descendre la valise du train. Au moment de la soulever, ils l'ont trouvée particulièrement lourde. J'ai dû expliquer que j'avais hérité d'une vieille pendule de ma grand-mère et que ce genre d'objet est toujours très lourd. C'est ainsi que beaucoup de militaires français m'ont aidée à transporter des armes dans les trains ou dans les gares. Une autre fois, un transport d'armes m'avait causé une grande frayeur ; je crois qu'il faut parler aussi de la peur, car celui qui ne dit pas avoir eu peur à un moment ou à un autre ne peut que mentir. Arrivée à la gare du Nord, je prends le métro toujours chargée de ma grande et lourde valise. Je n'avais pas vérifié le mécanisme de fermeture et je la pensais verrouillée. C'était une heure de pointe, beaucoup de monde se bousculait dans les rames quand, tout à coup, au moment de m'asseoir, la valise s'ouvre et laisse apparaître son contenu. Je rabaissai rapidement le couvercle tout en regardant si autour de moi quelqu'un avait pu remarquer quelque chose. Par chance, les armes étaient enveloppées dans du

186. Probablement Manaa alors responsable de région.

papier journal. A la longue, j'ai fini par connaître tout le territoire français et, malgré les distances, je crois que finalement c'était la période la moins fatigante que j'aie connue. »[187]

Cette activité commencée dans le cadre des groupes de choc à l'époque de l'affrontement FLN-MNA, se poursuit quasiment sans interruption car, recherchée par la police et condamnée par contumace, elle doit, sur les conseils de son frère, quitter Firminy pour Paris et la clandestinité. Cette fois c'est pour le compte de la Spéciale et en rapport direct avec les chefs de l'organisation qu'elle va travailler. Elle fait de fréquents voyages vers Marseille et Bordeaux pour faire parvenir armes et argent à son frère qui y active toujours malgré ses cinq condamnations à mort. Après l'offensive d'août 1958, ses responsabilités s'étendent ; elle est appelée à parer au plus pressé et active aux lieux et places de nombreux militants et cadres victimes des arrestations du dernier trimestre 1958. Elle repart vers le Sud pour renouer les fils d'une organisation durement ébranlée ; même son contact avec Nadia Seghir Mokhtar est rompu ; celle-ci n'est plus là pour la renseigner et c'est encore une fois la toujours fidèle famille Belhaouès qui lui apprend les arrestations de la militante et de ses chefs. Quand le comité fédéral est finalement forcé au repli sur l'Allemagne, c'est encore elle qui aide Aït Mokhtar à reconstituer une structure en grande partie démantelée jusqu'au jour où, fatalement, elle tombe dans les rets dressés par la police française.

En arrivant à Marseille en 1957, Nadia Seghir Mokhtar est déjà impliquée dans la lutte de libération. Elle vient de quitter Alger où elle a servi d'agent de liaison à un réseau du FLN dans la Casbah ; la fameuse « bataille d'Alger » bat son plein quand l'arrestation du responsable de sa cellule, Ahmed Lazali, l'oblige à se replier chez une amie en France. Khedoudja chez qui elle se rend militait elle aussi au FLN et il ne lui est pas difficile d'aider Nadia à s'introduire dans l'organisation. Quand après quelques rencontres elle finit par rencontrer Omar Harraïgue, celui-ci l'affecte d'office au transport d'armes et de documents. C'est dans ces circonstances qu'elle fait la connaissance des premiers cadres de la Spéciale pour le sud de la France.

187. Z. Harraïgue. *op.cit.*

« J'ai commencé à faire du transport d'armes et de documents jusqu'au jour où Omar Harraïgue fut condamné à mort par contumace à Saint-Étienne dans un procès où je fus moi-même impliquée. Il fut alors muté à Marseille et je dus le suivre pour continuer le travail de liaison et de transport d'armes. J'avais loué un appartement à « La Belle de Mai » que j'utilisais aussi comme dépôt d'armes, d'argent et de documents. J'entendais parler des groupes de choc mais je n'en connaissais pas les militants. Mes seuls contacts étaient Omar, Meziane Cherif et Zina. Omar m'avait donné la consigne de ne pas me faire connaître des militants ni d'autres personnes dans la mesure où ma mission exigeait une grande vigilance et un cloisonnement absolu. J'étais permanente à l'organisation et recevais un pécule de 50 000 francs par mois, ce qui, à l'époque, représentait une somme importante. Le montant n'était pas toujours constant mais on me remboursait mes frais de transport et parfois même je recevais une aide pour m'habiller.

À Marseille j'étais chargée de récupérer des armes entreposées dans différents quartiers de la ville : à Valbarelle, Saint Gabriel, Duc Mazard, l'Estaque etc. Je faisais parfois en taxi trois à quatre voyages par jour pour les rassembler et les entreposer dans la cave de l'immeuble où j'habitais avant de les distribuer dans d'autres villes du Sud. Mon contact à Bordeaux était Ali Betroni ; je prenais le train de 9 heures du soir pour arriver le matin à 7 heures. Je lui remettais les armes et lui communiquais les instructions avant de reprendre immédiatement le train. Les valises étaient lourdes mais je me faisais souvent aider par le contrôleur du train [...] En fait, les missions que j'effectuais étaient liées à la mise en place de la Spéciale car, au fur et à mesure que les choses se précisaient, je me suis mise, en plus de mes précédentes missions, à acheter des réveils et des fils électriques en grande quantité et à transporter des détonateurs pour la confection des bombes. Il était question d'un plan de sabotage de grande envergure couvrant tant la région de Lyon-Marseille que celle de Bordeaux-Toulouse-La Rochelle.

Au début de 1957, des militants de la région ont été arrêtés ; comme nous étions nous-mêmes, Omar, Zina et moi recherchés, nous avons dû nous réfugier chez mademoiselle Beauvais à

Lyon. Il me semble qu'elle faisait partie du groupe des chrétiens de gauche proche des prêtres ouvriers. À partir de là, j'ai repris mes missions de transport d'armes tout en sachant que j'étais recherchée à Marseille, à Saint-Étienne, Lyon, et Grenoble. À Firminy, nous avions des refuges chez une certaine Louise ou chez les familles de militants. Mes missions se sont poursuivies ainsi jusqu'au jour où je fus arrêtée avec les responsables de l'O.S. pour le sud de la France. »[188]

En 1957, Yamina Antoinette Idjeri n'a que 17 ans ; elle est issue d'un mariage mixte algéro-italien et se sent complètement impliquée dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. C'est un peu dans une affirmation de sa partie algérienne qu'elle se lance lorsqu'elle décide de prendre contact avec le FLN pour s'engager dans la lutte armée. Comme tous les autres militants, elle est soumise sans le savoir à une série d'épreuves destinées à tester ses capacités et son engagement.

« J'ai été testée sans doute pendant les premiers temps où mes seules missions étaient de communiquer des informations à des rendez-vous précis ou d'aller remettre des mandats aux familles de prisonniers. C'était une espèce de travail social, nécessaire certes mais qui ne m'intéressait pas. J'ai dû accomplir cette tâche six ou sept mois durant tout en transportant parfois de grosses sommes d'argent à l'échelle locale. [...] C'était une époque où de nombreux attentats déchiraient la communauté algérienne divisée entre MNA et FLN. [...] Le travail de liaison et de transport n'était pas toujours sans danger ; je devais un jour aller chercher à l'Estaque une grosse somme d'argent. Comme la réunion s'était terminée fort tard, le dernier train était déjà passé ; j'ai marché pendant deux heures et demi pour atteindre Marseille. Il était minuit quand je suis passée devant un campement de gitans et, bien que j'ai pris une allure décontractée, je n'en menais pas large avec ce sac plein d'argent destiné à l'organisation. »[189]

Antoinette est attirée par d'autres formes d'action et ce désir, elle finit par le réaliser lorsque l'organisation l'affecte à la Spéciale.

188. Nadia Seghir Mokhtar. Témoignage.
189. Yamina Idjeri. Témoignage.

« A partir de ce moment, je ne devais plus avoir de relation avec personne, pas même avec l'organisation politique et je ne vis plus les Hamzaoui[190]. Je transportais toujours de l'argent mais à présent, je faisais de plus parvenir des armes à Mourepiane et Port-de-Bouc. Je passais facilement grâce à mon type italien ou espagnol mais cela n'était pas sans risque car c'étaient des armes et de plus, je m'éloignais de mon secteur. [...] Quand je suis passée à la Spéciale j'ai eu une solde de 40 à 50.000 francs, ce qui représentait une grosse somme pour moi puisque je n'avais pas de problème d'argent à cette époque. »[191]

Avec la préparation et le déclenchement de l'offensive d'août 1958, toutes ces femmes seront directement impliquées dans des actions armées. Beaucoup d'entre elles ont eu à accomplir des missions qui d'ordinaire étaient effectuées par des cadres au plus haut niveau de la hiérarchie, mais de cela il est très peu question dans les livres sur le FLN en France car, comme nous le disions, il s'agit là d'un domaine où le secret le plus absolu, et le cloisonnement le plus rigoureux ont fait qu'en dehors des témoignages des acteurs directs, peu de choses ont finalement filtré de ce qu'ont pu faire ces militantes du réseau de liaison et communication du FLN en France. Ce travail accompli par des militantes, le plus souvent anonymes, mérite lui aussi d'être mis à jour ; nous y reviendrons plus en détail un peu plus loin.

La formation des commandos

Le choix des hommes

Revenons maintenant quelque peu en arrière pour mieux situer le problème qui se pose en 1957 aux responsables de l'O.S. Souvenons-nous de la première tentative d'ouvrir un front en France et des ratés que le manque de préparation des hommes et de moyens appropriés ont provoqués. Au départ, les critères arrêtés pour sélectionner les premiers membres de la Spéciale reprennent les formes et le contenu de l'expérience vécue par le PPA dans les années 1947-1951. Les cadres de l'organisation

190. Famille de militants nationalistes qui lui a permis d'entrer en contact avec le FLN de Marseille.
191. id.

politique, puisant dans les sources mémorielles du nationalisme algérien, répètent par mimétisme ce qu'ils ont connu une dizaine d'années plus tôt. Ils prennent dans les effectifs des « groupes de choc » des hommes et des femmes sûrs pour les verser dans l'organisation paramilitaire. Ils les préparent à mener des actions armées en comptant surtout sur le dévouement à la cause de l'indépendance, le courage physique et l'abnégation.

Le rituel est le même que celui observé entre 1947 et 1951, et probablement le même que celui qui a précédé toutes les insurrections algériennes contre l'occupant depuis des siècles. Il est enveloppé d'une atmosphère de secret et de mystère. C'est un monde fantastique où le militant choisi par ses chefs (l'élu) doit couper avec le monde familier de la communauté villageoise, avec ses amis et même avec sa famille. Il se sépare du monde des vivants pour côtoyer celui des morts. Cette idée de la mort, de sa propre mort, il doit librement l'accepter et une fois sa décision librement prise, il n'est plus question pour lui de revenir en arrière. La prestation de serment faite la main portée sur le livre sacré, devant des responsables à la tête recouverte d'une cagoule, devait sceller ce passage dans l'univers du *djihad* et du martyr. Le texte retenu de mémoire par un membre de la Spéciale disait ceci : « Je jure, au nom de Dieu et des versets du Coran, que je ne trahirai jamais l'organisation, comme je jure de ne rien divulguer ni à mon père, ni à mon frère, ni à aucune autre personne, quelles que soient les circonstances et les souffrances. »[192]

Ces élus de la cause, ces moudjahidine, entrent ainsi dans une autre communauté, une autre filiation, une autre histoire en somme, celle inaugurée par le prophète et ses compagnons lors de leurs premières batailles pour la foi (le *djihad*). Ces « volontaires de la mort » qu'ils deviennent ainsi sont les dignes descendants de leurs illustres prédécesseurs et, par leur acte, ils consacrent leur appartenance tout à la fois à la cité musulmane fondée par le prophète et à la nation algérienne qui doit en être sa matérialisation. Leur mort, si elle advient au cours du combat, n'est pas pensée comme une mort ordinaire mais comme un témoignage (*shahada*) de leur foi en Dieu et en la patrie ; ils deviennent de

192. Omar Sadaoui. Témoignage écrit.

la sorte des *shuhada* (ceux qui témoignent par leur martyr) et acquièrent leur droit d'accès au paradis.

Tous les témoignages recueillis auprès des membres de la Spéciale illustrent cet état d'esprit et le rituel initiatique qui le consacre. Nous avions parlé de l'initiation de Mohammed Ben Saddok[193], c'est dans les mêmes termes que Omar Sadaoui parle de la sienne.

« Les directives étaient très strictes ; il fallait garder le secret absolu, respecter scrupuleusement la ponctualité et faire montre de courage. [...] Nous étions une dizaine de militants réunis ; je portais une cagoule comme la consigne me le commandait quand sont arrivés « Saber » et « Madjid » portant eux aussi une cagoule [...] Nous ne devions plus fréquenter les militants de l'organisation politique, ni les milieux algériens ni les mauvais endroits. Nous devions répondre à l'appel à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Personnellement, j'étais prêt et décidé à tout. On m'avait fait un grand honneur en me choisissant pour l'Organisation Spéciale. »[194]

Par cette cérémonie initiatique, les élus ont le sentiment de devenir les « vrais », les « purs » combattants de la foi, les compagnons de la cause. C'est pour cela en fait, mais aussi pour le sacrifice suprême auquel ils ont consenti, qu'ils se considèrent jusqu'à ce jour comme appartenant à une catégorie très spéciale de combattants pour l'indépendance de leur pays, une sorte de confrérie à part. Tous les témoignages concordent sur ce point ; tous ont fait part de la joie et de la fierté qui les ont habités lorsqu'on était venu leur proposer de faire partie de la Spéciale. Tous les témoignages aussi concordent sur le sentiment de fraternité ressenti lors des retrouvailles de 1984[195].

Pour poursuivre notre approche de l'état d'esprit qui présidait alors, il nous paraît intéressant de reprendre textuellement la liste des critères arrêtés à la fin de 1956, début 1957 par Aït Mokhtar pour le choix de ces hommes.

« 1. Du point de vue de la formation et de la discipline :

193. Voir plus haut p.73.
194. Omar « Boualem » Sadaoui. Témoignage.
195. Cf. Avertissement.

- Discipline de fer.
- Résistance physique et psychique.
- Secret absolu de rigueur.
- Courage allant jusqu'au sacrifice suprême.
- Clandestinité stricte.
- Être sérieux et libre de toute attache sentimentale, familiale ou autre.
- Avoir une formation politique.
- Connaître le terrain sur lequel le combattant doit activer.
- Être en état d'alerte permanent.
- Avoir une formation militaire et/ou avoir participé aux groupes de choc.
- Avoir été sportif (judoka, boxeur etc.) et être en bonne condition physique.
- Pour certaines missions, avoir le type européen.

2. Du point de vue des règles de sécurité et du commandement :
- Utilisation de pseudonymes.
- Utilisation de cagoules pour les réunions.
- Le responsable est à la fois chef militaire et organisateur.

3. Devise :
- Élaborer, décider, agir dans l'ombre, dans la discipline et dans l'intérêt de la patrie.

Ces différents critères se sont révélés faciles à réunir étant donné la diversité des physionomies parmi les membres de la communauté immigrée, la participation de beaucoup d'Algériens aux différentes guerres (1939-1945 et guerre d'Indochine) et l'esprit de sacrifice qui les caractérise lorsqu'ils se battent pour une cause juste. »[196]

On peut se rendre compte qu'il s'agit là d'une conception purement conspiratrice héritée de la période où le PPA se lançait dans la préparation de la lutte armée en Algérie. Mais la France de 1957 n'est pas l'Algérie de 1947 et les militants de l'O.S. dans ce pays n'ont pas une population dans laquelle ils peuvent se

196. N. Aït Mokhtar. *op.cit.*pp.2-3.

fondre « comme un poisson dans l'eau ». Les opérations à caractère militaire ou les attentats contre des personnalités politiques particulièrement protégées se font à découvert, dans un milieu généralement hostile. Les responsables du FLN en France ont tôt fait de s'en rendre compte car les militants, avec leurs armes très souvent usagées, ne sont finalement que peu préparés au nouveau type d'action exigé par la direction centrale du FLN.

Quelques exemples, en plus de ceux que nous avons déjà relatés, nous permettront de mieux comprendre le problème. Mouloud Ouraghi qui dirige en 1956-1957 des « groupes de choc » dans la région parisienne en parle avec beaucoup de franchise.

« Le fait d'appartenir au groupe de choc signifiait seulement que nous étions, parmi d'autres militants, plus ou mieux disposés à accomplir certaines missions en raison de notre courage physique et moral. Nous ne suivions aucune formation en dehors des réunions qui se tenaient régulièrement au moins une fois par semaine, en présence de responsables politiques. On nous apprenait comment travailler dans la clandestinité ; on nous donnait des détails sur l'organisation des groupes et des cellules ; on nous disait comment faire des passations de consignes en cas d'arrestation d'un chef de cellule ou de groupe, à qui l'argent devait être remis etc. Nous ne recevions aucune formation particulière dans le maniement des armes ou dans l'art de la guerre. Nous ne connaissions pas du tout ce qui touchait aux armes à feu. »[197]

C'est finalement l'attentat raté contre Borgeaud qui amène les chefs à l'évidence. On ne peut pas s'improviser dans le métier des armes et, dans la perspective de la campagne d'attentats et de sabotages à grande échelle qui se prépare, il vaut mieux avoir des militants tout spécialement formés. C'est en fait « Madjid » qui, après l'échec en question, pique une colère et exige dans un rapport adressé au comité fédéral un autre type d'hommes qui réunisse tout à la fois les caractéristiques du militant de la Spéciale et celles du militaire. Les responsables de la FF.FLN se rangent à son avis et Omar Boudaoud a tôt fait d'en appeler aux services de la base arrière marocaine.

197. M. Ouraghi. Témoignage.

Il faut donc procéder à un nouveau tri parmi les membres de la Spéciale et les envoyer dans les bases de l'ALN au Maroc pour une formation appropriée. Abdelhafid Cherrouk est de ceux-là.

« Je pense que la sélection des militants a dû se faire au niveau des groupes de choc et c'est l'attentat[198] que je venais d'effectuer qui a dû être décisif car, quelque temps plus tard, je fus demandé par Omar. [...] Le responsable de secteur me fixa rendez-vous dans un appartement de la rue Montparnasse ; j'ai eu du mal à trouver l'endroit et j'allais d'une cage d'escalier à l'autre quand j'ai croisé Ben Zerrouki. Nous nous sommes soupçonnés mutuellement de trahison mais nous avons fini par tomber d'accord et chercher ensemble le lieu. C'est Mohammed Aïssaoui qui nous ouvrit la porte de l'appartement ; tout un groupe parmi lequel il y avait « Saber » Saadaoui, nous avait précédés. Je ne connaissais personne dans l'assistance pas même Ben Zerrouki qui était pourtant de mon village. Après quelques heures d'attente, « Saïd » fit son entrée, la tête recouverte d'une cagoule. Dans une courte déclaration en français, il nous apprit que nous étions choisis pour une mission et que nous devions partir le soir même de la gare d'Austerlitz ; il nous fallait prendre le strict minimum de bagages et garder le secret le plus absolu sur ce départ. »[199]

Protestant contre l'idée que la Spéciale avait reçu les fortes têtes dont l'organisation politique voulait se débarrasser, Moussa Kebaïli rappelle les conditions dans lesquelles s'est effectué le tri des militants.

« C'est du folklore de dire maintenant que l'O.S. a reçu les bras cassés et les têtes brûlées de l'organisation. Cela signifie que les militants qui ont mené toutes ces actions étaient le rebut du FLN. En fait, ce sont probablement les gens les plus courageux de l'organisation et ceux qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Maintenant que l'on dise qu'ils étaient les meilleurs sur le plan politique, cela est à discuter. Qu'est-ce qu'on entend, pour un djoundi, d'être au faîte de la prise de conscience politique ? Cela c'est l'archétype. Seul celui qui analyse à partir d'un salon peut parler ainsi. Celui qui doit affronter l'action de tous les jours est amené à penser autrement. Nous avons effectivement donné les

198. Il s'agit d'un attentat contre un membre du MNA.
199. A. Cherrouk. *op.cit.*

meilleurs éléments des groupes de choc ; c'étaient des militants aguerris ; ils avaient l'expérience des actions ; ils savaient manier les armes et savaient aussi organiser leur retraite et trouver un refuge après une action. Je pense que si des gens veulent écrire sur cette histoire ou relater certaines périodes de la lutte armée en France en éprouvant le besoin de faire des effets de plume ou du folklore, ce serait faire insulte à ces militants. »[200]

Ceci étant dit, il restait aux militants de l'O.S. à prendre le chemin du Maroc. Chacun reçut une certaine somme d'argent en francs et en pesetas et ils furent répartis en groupes de quatre.

Selon les témoignages de ceux que nous avons pu rencontrer, le premier groupe était constitué de Mohand Ouramdane Saadaoui « Saber », Mohammed Aïssaoui « Saket », Mabrouk Ben Zerrouki « Bachir » et Abdelhafid Cherrouk ; le deuxième groupe de Mouloud Ouraghi, Abdelkader Baccouche dit « Aïssa », Amar Sebaïhi et Amar Laouari [ou Laaouiri selon Cherrouk], et aussi Amraoui [toujours selon Cherrouk] ; le troisième groupe de Aomar Tazebint « Abdou » dit « M'zabi », Smaïl Adour, Abdelaziz Thami » Abdelouahab » et Ali Lamari.[201]

Tous étaient, à un degré ou à un autre, membres des premiers groupes de choc et de la Spéciale première version.

Le passage des frontières

Le départ devait donc avoir lieu le jour même et se faire par le train en direction de la frontière espagnole. Les groupes devaient se succéder et leurs membres voyager dans des compartiments séparés pour ne pas se faire remarquer.

À la première tentative, Saadaoui ne réussit pas à établir le contact ; la surveillance le long de la frontière espagnole avait été renforcée. Peut-être y a-t-il eu une fuite ou tout simplement était-ce à cause d'un afflux inhabituel de contrebandiers ; en tout cas ce sont les premières idées qui lui sont venue à l'esprit. Le premier groupe doit donc retourner à Paris et attendre de nouvelles instructions. En fait, l'affaire semble avoir été mal

200. Moussa Kebaïli. *op.cit.*

201. Une liste des militants de la fédération de France du FLN ayant suivi un stage de « commando » au Maroc se trouve en annexe 3.

montée ; ce n'était plus le passage d'un militant ou d'un cadre isolé qu'il fallait assurer mais celui de plusieurs groupes d'hommes ; le secret est plus difficile à protéger dans ces circonstances. Il y avait bien eu fuite et la personne chargée de l'accueil avait été prévenue et le passage annulé[202]. De toutes façons, il n'était pas très prudent de prendre en charge plusieurs personnes à la fois, surtout dans une petite ville de province où tout se remarque. Il fallait tout repenser.

« Daniel » alias Jacques Vignes réorganise la filière en se passant cette fois des traditionnels passeurs et en se servant de deux villas comme couverture[203]. La deuxième descente sur Bayonne est cette fois mieux assurée.

« Le contact était au rendez-vous : Robert Davezies était là avec un certain [Mouloud] Louhi et une femme française[204]. Ils nous ont conduits dans une villa à Saint-Jean-de-Luz où nous sommes restés deux ou trois jours. Quelqu'un faisait la cuisine tandis que nous essayions de nous faire les plus discrets possible, puis nous embarquâmes dans les deux Versailles conduites par Louhi et son amie qui nous menèrent à la frontière, dans une forêt où nous dûmes continuer le voyage à pied. Nous prenions l'air de paisibles promeneurs avec Davezies et les deux jeunes françaises qui l'accompagnaient jusqu'au moment où, au passage d'un ruisseau, nos guides nous annoncèrent que nous étions en territoire espagnol. Après force salutations et accolades, nous rejoignimes une voiture qui nous attendait sur la route. »[205]

A San Sebastiàn, le premier groupe rencontre Boudaoud et Guedroudj qui lui aussi est en transit vers le Maroc. Une Mercedes les prend en charge jusqu'au bureau du FLN de Madrid où on leur remet papiers d'identité et laissez-passer marocains ; de là, ils sont envoyés par train à Algésiras, ville portuaire d'où ils doivent embarquer pour le Maroc. Au contrôle, les douaniers espagnols leur font savoir que leurs laissez-passer ne sont valables que pour le territoire espagnol et qu'il leur faut un autre papier signé du

202. Cf. ci-dessous le témoignage de M. Ouraghi p.129.
203. Cf. A. Haroun p.224.
204. Probablement Paule Bolo ou Antoinette Orhant citées par Ali Haroun, La 7ème Wilaya. P.224.
205. A. Cherrouk. *op.cit.*

gouverneur de la province pour quitter le pays. C'est Guedroudj qui, du pont du navire où il se trouvait déjà, leur envoie un petit mot griffonné sur un bout de papier avec le numéro de téléphone de la délégation du FLN à Madrid. A l'autre bout du fil, quelqu'un leur conseille de s'adresser au consul marocain de la ville qui leur remettra une lettre pour le gouverneur résidant à Cadix. C'est Saadaoui, toujours investi de sa fonction de responsable du groupe qui s'en charge le lendemain. Il a fallu à ses compagnons passer toute la nuit et la journée suivante sur une des plages de la ville à attendre son retour.

« Nous étions très inquiets, d'autant plus que Aïssaoui détenait des documents très secrets que Bouaziz lui avait confiés pour les remettre à un responsable du FLN au Maroc. Comme nous pouvions à tout moment être arrêtés par un contrôle de police, je lui avais conseillé d'enfouir sous le sable ces documents compromettants pour nous et pour le FLN. *« Jamais,* me dit-il, *dussè-je en mourir ou tous vous entraîner en prison avec moi. »* Saadaoui revint le soir suivant après avoir été soumis à un interrogatoire en règle par le gouverneur. La police avait amené un interprète parlant l'arabe et le berbère et il fut vite conclu que l'homme n'était pas marocain ; il ne parlait pas l'arabe et son berbère semblait bien différent des parlers marocains. Toujours est-il qu'il reçut les papiers dont nous avions besoin pour franchir la frontière espagnole. »[206]

Entre-temps, le deuxième groupe était arrivé après avoir lui aussi été pris en charge par le réseau Davezies-Vignes et le bureau du FLN à Madrid. Adour et Tazebint ont moins de chance avec la police espagnole car ils ne peuvent expliquer comment ils sont entrés en Espagne. Ils sont retenus quelques semaines avant de pouvoir gagner à leur tour le Maroc[207]. Le procès-verbal de la Cour d'appel de Paris rapporte que « l'un des groupes - celui de Saadaoui - se heurta à des difficultés à Algésiras où il fut retenu une huitaine de jours. »[208]

206. id.
207. Ici les témoignages de Cherrouk et d'Ouraghi divergent. Nous avons retenu une version qui demande à être vérifiée.
208. Procès-verbal de la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris N° 242-59 du 14 octobre 1959.

L'entraînement des commandos

L'arrivée se fait finalement sans trop de problèmes à Tanger. Boudaoud et Guedroudj sont là à attendre le premier groupe ; pour ces voyageurs d'un genre particulier, la sortie se fait par une porte dérobée. Après une bonne nuit de repos dans la zone franche, ils sont conduits dans un fourgon jusqu'à Tetouan en territoire marocain puis de là au camp d'El Arayeche (Larache). Le circuit sera le même pour tous les autres groupes ; l'accueil est chaleureux et surtout il y a une atmosphère de retrouvailles où le café servi avec son marc a, comme tout le reste d'ailleurs, un « goût bien de chez nous » qui fait du bien à tous de retrouver après un si long exil. Le sentiment d'avoir été choisis pour une mission de la plus haute importance, les égards avec lesquels on les accueille et surtout les règles de sécurité observées jusqu'à leur arrivée au camp ajoutent à cette ambiance faite à la fois de secret, de solennité et de confraternité.

Ce moment d'émotion est vite interrompu car il faut bientôt se soumettre à la discipline de fer de l'ALN, et pour cela aussi les souvenirs sont vifs.

« Arrivés à El Arayeche toutes les mesures furent prises pour éviter que notre destination finale soit connue. Le secret devait être bien gardé puisque seuls le commandant Moussa et le capitaine Hammou étaient au courant de notre future mission. Parmi les djounouds, les bruits les plus fantaisistes couraient sur notre compte ; pour certains, nous allions être parachutés sur l'Algérie, pour d'autres, nous allions brûler des fermes etc.... Il y avait le bâtiment de l'intendance et la clinique où travaillaient le docteur Mansouri et le docteur Hassan. On nous fit passer une visite de contrôle, genre conseil de révision ; on nous établit un carnet et on nous envoya à « la ferme » distante de 15 km de la base. C'était en fait là notre camp d'entraînement ; nous avons été isolés dans une baraque située à l'écart des autres bâtiments de la ferme avec interdiction formelle de parler aux djounouds. Mais il faut reconnaître que tous les moyens avaient été mobilisés à notre intention. Nous étions douze militants, six arabophones et six berbérophones tous autant monolingues les uns que les autres ; d'un

commun accord nous avons décidé de communiquer en français, ce qui nous valut d'ailleurs un incident bien cocasse : une nuit, le garde chargé de la surveillance de notre baraque alla réveiller le commandant de la base. En nous entendant parler en français, il avait pensé à une infiltration par les services de l'ennemi. »[209]

« Le lendemain de notre arrivée, un rassemblement général avait été organisé où le commandant du camp avait pris la parole pour interdire formellement à tous les autres djounouds de nous poser des questions ; seules les salutations d'usage étaient permises. [...] On nous sortait tous les jours par groupe de quatre. Au début il me semblait que c'était pour nous faire visiter la région mais il nous est très tôt apparu que la raison en était tout autre. Nous étions toujours flanqués d'une sorte de garde du corps personnel car pour chaque groupe de quatre il y avait quatre accompagnateurs et chacun d'eux essayait de tirer de nous le maximum de renseignements [...] Finalement nous fumes intégrés au camp ; on nous remit une tenue militaire et on nous fit travailler. [...]

La formation fut la même pour tous, exercices physiques, maniement des armes et tout ce qui était lié à la préparation des unités spéciales. Nous grimpions à la corde et franchissions des façades d'immeuble d'un étage à l'autre. Nous apprenions la composition et la manipulation des explosifs, le saut d'une voiture lancée à grande vitesse et cela avec une arme à la main. Six mois plus tard, le responsable de la formation, Si Moussa, est arrivé pour une inspection. Il voulait s'assurer du niveau que nous avions atteint et nous fit subir des tests, tir à la carabine et au pistolet, démontage et remontage des armes les yeux bandés jusqu'à ce qu'il constate que le stade que nous avions atteint était satisfaisant. Il décida alors de notre retour en France. »[210]

« Nous fumes soumis à un entraînement intensif de commandos : judo, close-combat, maniement des armes... Notre stage devait durer un mois mais nous sommes finalement restés de janvier à mai 1958. Omar Boudaoud était venu une fois vérifier où nous en étions dans notre formation puis il est reparti. »[211]

209. M. Ouraghi. *op.cit.*
210. id.
211. A. Cherrouk. *op.cit.*

Le chef de la Fédération de France du FLN revient en avril 1958 pour signifier l'ordre de départ pour la France. Les commandos doivent subir une nouvelle visite médicale puis on les emmène à l'intendance où leur sont remis des vêtements civils, de vrais faux passeports marocains et de l'argent pour le voyage.

Le chemin du retour est le même que celui de l'aller avec les mêmes passages et les mêmes relais. À Bayonne chacun reçoit un mot de passe et un point de chute à Paris.

La formation des artificiers

Contrairement à leurs compagnons des groupes de choc, les candidats artificiers n'ont pas été choisis par la Fédération de France ; c'est sur place que le tri s'est effectué. Dès que le projet d'offensive militaire sur le territoire français leur a été transmis avec les demandes particulières d'Omar Boudaoud, les responsables de la Logistique installés au Maroc se sont mis à réfléchir à la meilleure façon d'apporter leur contribution.

« Il s'agissait de former des éléments opérationnels avant la fin de 1957. Nous ne connaissions ni les objectifs, ni la date du déclenchement des opérations. Même par la suite, quand je fus envoyé à Paris en 1958, je n'étais pas plus informé sur ce sujet. Quand un problème nous était confié, nous tentions de l'examiner sous toutes ses facettes. C'est surtout Mahdi avec sa grande imagination qui pensait à tous ces petits détails qui finissaient par donner plus de poids au projet. Nous pensions à ces petites choses comme si nous avions l'expérience d'une autre révolution. Nous devions définir le profil des sujets à former ; il fallait qu'ils puissent passer inaperçus, donc être jeunes, peut-être lycéens, ou du moins avoir l'air innocent. Nous avons commencé par chercher parmi les djounouds des camps de Khemisset et El Arayeche »[212].

Maabed sélectionne ainsi cinq hommes qui sont le soir même embarqués dans une camionnette solidement bâchée. Après un long trajet où les angoisses de nos cinq hommes tenus dans l'ignorance de la destination ne finissent pas de grandir, le voyage se termine à Rabat au service de la logistique.

212. A. Abdessemed. *op.cit.*

« A notre arrivée, le cuisinier est réveillé pour nous préparer un repas. Il était déjà tard et ce n'est pas sans rechigner qu'il se mit à nous préparer des steaks. Cela faisait belle lurette que nous n'avions goûté à si bonne chère. Après un bon repas, on nous servit du fromage et du thé puis, pour couronner le tout, on nous offrit un paquet de cigarettes Philip-Morris. *Bizarre que tout cela. Que peut-il bien se passer ?* Nous disions-nous à part. Nous étions en 1957 ; Boumédiène était à la tête de la wilaya V et à Rabat, le FLN était dirigé par Boussouf, mais nous, nous avions surtout affaire à Mansour Boudaoud. C'est lui qui vint nous rendre visite accompagné de Maabed. Ce dernier me disait « *Ça va bien ?* » tout en me donnant des tapes sur la tête. En sortant, j'ai saisi des bribes de leur conversation ; il disait à Mansour, *« Tu vois celui-là, c'est un petit homme, il n'a pas bronché sous les coups. »*[213] [...]

Le premier groupe est composé de cinq militants : Mohammed Ouznani, Belhadj Skali, Abdeslam « Maroki » [ou Merik] Chaïeb et de deux autres personnes. Ils venaient d'être choisis pour recevoir une formation militaire spécialisée en explosifs.

« C'était très important de procéder à un bon choix dès le départ car nous ne voulions pas qu'une fois l'objectif connu, le militant puisse se rétracter. Ç'aurait été trop grave pour tout le monde ; d'abord une perte de temps pour nous et une condamnation à mort certaine pour eux en cas de refus de la mission. Volontaires, ils connaissaient les risques qu'ils encouraient, ceux du travail en lui-même et ceux qui les guettaient en cas d'arrestation par les services français. [...] Je n'avais pas d'idée précise sur la méthode d'enseignement ; j'étais bien content d'avoir appris quelque chose dans ce domaine mais, transmettre le savoir était un autre problème. Comme depuis 1956 Issaad m'annonçait périodiquement mon prochain départ pour l'Algérie ou pour la France, je n'étais pas du tout préparé au travail de formation. J'ai donc commencé par tracer un planning en fonction du délai imparti qui était de trois mois. J'ai choisi de leur donner en premier lieu les connaissances de base en électricité. Pendant des jours et des jours, nous avons travaillé les principes de l'élec-

213. M. Ouznani. Témoignage.

tricité, le courant alternatif, le courant continu, tout en vérifiant par des tests sur fils et interrupteurs que le sujet était bien compris. Puis nous sommes passés à la soudure ; ces deux techniques étaient un peu éloignées du sabotage mais elles se révélèrent un choix judicieux. Il s'agissait de leur inculquer les principes de fabrication des bombes avec des moyens artisanaux.

Nous sommes ensuite passés à la fabrication intégrale du détonateur, et cela bien que nous ayions eu à notre disposition des mécanismes à pile électrique ou à mèche fabriqués dans nos ateliers. Puis est venu le moment de la confection du système d'allumage à distance. Comme le stage était trop court, nous n'avions pas eu le temps de leur faire calculer les charges pour la destruction des rails, des ponts et autres ouvrages d'art. [Ici, le récit porte sur la blessure subie par l'auteur du témoignage lors d'une manipulation de détonateur par un des stagiaires. Cet accident a failli lui coûter la perte totale de la vue. Il en garde à ce jour de sérieuses séquelles]. Je suis resté deux mois les yeux bandés puis je dus porter des lunettes. Le stage fut retardé par l'accident et nous le terminâmes dans une deuxième villa. Je leur y fis passer des tests qui furent concluants. Ils avaient bien assimilé et s'étaient beaucoup intéressés au domaine ; chacun apportait de nouvelles idées pour améliorer la technique. Je les encourageais dans ce sens et chacun était arrivé à fabriquer ses propres engins, même ceux à parois d'acier.

Nous ne faisions pas seulement des bombes ; nous réfléchissions aussi à la manière de piéger une porte, une fenêtre, une bicyclette, de petites choses de ce genre. Skali avait apporté dans ce domaine des modifications intéressantes au système et, avec un peu plus de temps, nous aurions pu constituer une bonne équipe et améliorer nos connaissances. »[214]

Dotés d'un nouveau savoir, quatre des cinq stagiaires en explosifs prennent la route de Tetouan puis de l'Espagne.[215] Nous sommes à la fin de l'année 1957 quand ils arrivent à Madrid ;

214. A. Abdessemed. *op.cit.*

215. Le cinquième homme a trouvé la mort à son poste de garde le soir même du départ. Certains témoins parlent d'un suicide et d'autres d'un accident dû à une mauvaise manipulation du fusil qu'il tenait.

ils y restent un peu plus de trois mois et leur moral n'est pas sans connaître quelques atteintes dues à l'inactivité et au doute qui commence à s'emparer d'eux. Désigné par ses camarades, Rachid Tlemçani s'en fait l'interprète devant Omar Boudaoud venu leur annoncer leur prochain transfert en France.

« *Cela fait trois ou quatre mois que nous sommes là ; on nous traite comme des moins que rien ; nous avons juste assez d'argent pour manger un sandwich et nous sommes habillés comme des clochards* ». Boudaoud le regarda sans rien dire puis il lui posa une seule question ; *D'où viens-tu ? - J'ai fait l'Indochine dans l'armée française et je suis déserteur.* « Il appela Hakim, l'adjoint d'Amar Benadouda : *Ramène-le d'où il vient, je vais te faire un mot.* »[216]

C'est ainsi que Tlemçani repartit pour le Maroc avec un mot de Boudaoud pour Changriha. Il fut reçu comme un militaire indiscipliné et passé à tabac ; notre témoin rapporte que le terme précis utilisé par Hakim qui leur raconta l'accueil réservé au « mutin » était qu'il fut utilisé *comme un punching-ball.* Toujours est-il qu'on n'entendra plus parler de lui. Quant aux trois artificiers restants, ils sont informés de leur prochain transfert pour la France.

Le contact d'Ouznani en France est Aïssaoui qui doit le prévenir par télégramme rédigé en espagnol que la voie est libre. À Madrid, la situation est en train de se détériorer ; avec l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, les pressions de la France sur l'Espagne deviennent plus fortes d'autant plus qu'un convoi d'armes destiné au Maroc est intercepté à Algésiras. Le prétexte est tout trouvé lorsque la secrétaire espagnole de la délégation du FLN à Madrid est trouvée morte, assassinée. L'enquête démontrera plus tard que les membres du FLN à Madrid n'étaient en rien impliqués dans cette affaire de cœur purement espagnole ; n'empêche que Yousfi et Benadouda sont arrêtés et condamnés à treize mois de prison pour atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'État[217]. Las d'attendre et inquiet de la tournure

216. Propos rapportés par M. Ouznani. *op.cit.*

217. Ils seront relaxés quelques semaines plus tard. Yousfi ira en Allemagne représenter le MALG tandis que Benadouda reviendra à Madrid cette fois comme représentant du GPRA.

que prennent les événements, Ouznani prend sur lui de partir pour la capitale française tout en prenant soin d'en avertir son contact. De la gare où il rencontre un « Saket » très inquiet, ils partent vers un café où les attend « Saïd » Bouaziz ; c'est là que la décision est prise de faire venir les deux autres artificiers restés à Madrid. Ouznani apprend par la même occasion sa mutation avec Aïssaoui pour le Sud de la France.

Installés par groupes de deux ou trois dans les refuges parisiens, les commandos de la Spéciale attendent parfois avec impatience les instructions. De leur mission exacte et de la date du déclenchement des opérations, ils ne savent encore rien ; n'oublions pas que nous sommes encore aux mois de mai-juin 1958. « Saïd » et « Madjid » viennent leur rendre visite accompagnés parfois de Mouloud Ouraghi ou d'un membre des réseaux de soutien. Ils leur apportent des vivres mais aussi des armes. L'attente dure deux mois environ et les récits d'incidents dus à l'impatience, l'ennui et la claustrophobie ne sont pas rares.

Toujours est-il que c'est durant cette période que les responsabilités et les affectations des uns et des autres sont décidées.

TROISIÈME PARTIE

LES RÉSEAUX DE SOUTIEN AU FLN

Entre fusion et autonomie

Il est difficile sur le plan méthodologique de concevoir l'intégration des réseaux de soutien à la structure organique du FLN en France. En effet, les réseaux ne se sont jamais pensés et n'ont jamais fonctionné comme des sections ou des appendices du FLN. Leur lutte avait des motivations diverses qui, toutes, ont convergé un moment avec la volonté d'émancipation des peuples coloniaux en général et du peuple algérien en particulier. L'histoire de ces réseaux a fait l'objet de nombreuses publications et nous ne prétendons pas nous substituer aux acteurs qui ont eu à témoigner par leurs écrits après l'avoir fait sous d'autres formes. Il se trouve cependant que les quelques témoignages que nous avons pu recueillir jettent un éclairage particulier sur cette conjonction entre la décision du FLN de passer à la lutte armée en France et celle de certains Français d'aider les Algériens à combattre le colonialisme.

Les réseaux de soutien au FLN se sont constitués à des moments différents et, tout autant que ceux qui ont agi à titre individuel, ils l'ont fait parfois avant même que la Spéciale ne soit créée en France. En fait, aucun d'entre eux n'a servi explicitement de soutien logistique à l'O.S. ; leur seul interlocuteur était le comité fédéral de la FF.FLN. En effet, ainsi que nous l'avons suggéré dans nos précédents chapitres, le comité fédéral en tant qu'instance dirigeante et exécutive du FLN en France avait la haute main sur tout ce qui touchait aux réseaux de soutien. Ce sont les membres du comité fédéral qui seuls, bénéficiaient des filières d'hébergement et de passage des frontières jusque vers la fin de 1957.

La création de l'O.S. et les nécessités de l'élargissement de la lutte en territoire français ont fait que d'autres militants ou cadres d'un niveau hiérarchique inférieur ont bénéficié des services de ces réseaux. Par ailleurs, les responsables de la Spéciale ont eux aussi travaillé à la mise en place d'un réseau de soutien parallèle à celui que contrôlait le comité fédéral en tant que tel. Cela bien sûr provoquera une certaine interférence mais, dans l'ensemble, cela a permis d'assurer plus de sécurité aux responsables de l'O.S. « Saïd » Bouaziz en tant que chef de cette structure et membre du comité fédéral était finalement la garantie d'une relative cohésion de la structure d'ensemble.

Pour nous résumer, les réseaux de soutien dont certains membres ont commencé à agir dès 1954-55[218] ont été sollicités pour l'hébergement des cadres du FLN en France ainsi que pour le transfert de fonds et de personnes au-delà des frontières françaises. À aucun moment les réseaux en tant que tels n'ont été sollicités pour le transport ou le stockage des armes et des explosifs qui, eux, ont bénéficié d'autres filières. Lorsque la lutte armée s'est développée en France et que les attentats et les sabotages ont pris une dimension spectaculaire, la position des uns et des autres s'est mise à changer. Il y avait ceux qui hésitaient à poursuivre leur action de soutien dans de telles conditions et qui auraient même tenté d'infléchir la position du FLN, et ceux pour qui cela ne posait pas de problèmes particuliers de continuer leur soutien y compris en transportant des armes ou en secourant des militants recherchés pour avoir pris part à des actions armées contre les intérêts français.

Le fait que ces réseaux ont été motivés par des raisons philosophiques, morales ou politiques différentes explique en partie ces divergences quant aux formes de soutien au FLN et à ses limites.

Par les témoignages qui suivent nous tenterons de dénouer les fils et de jeter un peu plus de lumière sur cet épisode clair-obscur de l'histoire de la lutte armée du FLN en France. Nous ne traiterons pas du problème général des réseaux de soutien au FLN mais seulement de l'aspect qui les met en relation avec la Spéciale à un moment ou à un autre de leur activité.

218. Particulièrement ceux liés au groupe de *« Consciences Maghribines »* du Pr. Mandouze voir note 24.

Une interférence structurelle

La mise en place des réseaux logistiques de dépôt, de transport et d'hébergement ainsi que celle des réseaux liés au renseignement se fera avec le temps sur des bases très circonstancielles. La confusion des structures et des missions apparaîtra dès que la décision de créer une « Organisation spéciale » sera prise par le FLN et mise à exécution en France. Dans l'esprit des responsables de l'O.S., toutes les filières, qu'elles soient en relation avec le comité fédéral ou directement liées à la Spéciale, doivent servir à l'objectif principal qui est celui de soutenir les actions armées. D'un autre côté, le déclenchement des opérations à caractère militaire sur une grande échelle et la réaction inévitable des services de sécurité français entraînera peu à peu une sorte de division du travail et une spécialisation des réseaux ; le comité fédéral restant toutefois le grand chef d'orchestre de cette distribution des rôles.

Si nous nous référons au témoignage écrit d'Aït Mokhtar[219], la liaison inter-région, le transport et l'armement passent par deux périodes bien distinctes. La première période est celle de la préparation et du déclenchement de l'offensive d'août 1958.

Lors de cette première période qui va de 1957-58 à 1959, en plus des militants et militantes d'origine algérienne dont nous avons déjà parlé, des hommes et des femmes d'origine européenne sont cités. Parmi ces personnes nous retrouverons celles que de nombreux ouvrages citent comme faisant partie des réseaux de soutien au FLN largo sensus. Ainsi « Madjid » fait mention de Laurence et Judith Bataille, Diégo Masson pour l'hébergement, le transport et les liaisons avec l'extérieur ; mais il cite aussi d'autres noms de personnes apparemment intégrées à d'autres filières ou directement en rapport avec la Spéciale. Ainsi sont citées Juliette Auguet née Martin, Jacqueline Charbanne et Michèle Belge pour l'hébergement, le transport, le renseignement et la filature, tandis que du côté allemand sont sollicités Inge Huscholtz et Gisella Gœthner pour les liaisons, l'armement et le courrier.

219. N. Aït Mokhtar. *op.cit.*pp.11, 34, 41.

Lors de la deuxième période qui va commencer en 1959 et s'étendre jusqu'en 1961-62, Aït Mokhtar prend la relève de Bouaziz à la tête de l'O.S. en France et cumule ensuite cette fonction avec celle de responsable de la logistique pour l'Europe.

« Fin 1959, début 1960 : période houleuse pendant laquelle le comité fédéral dont le siège est en RFA me charge de m'occuper de l'organisation politique du FLN en France et d'assurer la marche de l'O.S. [...] Fin 1960 et 1961 : tout en gardant le contact avec l'O.S. par l'intermédiaire de « Saïd » Bouaziz [...] j'étais chargé de la logistique pour l'Europe avec le frère Aïssa Abdessemed et de la réception des commandos en transit par la RFA. »[220]

Durant cette période, il semble que ce soit la filière allemande qui ait le plus servi dans les liaisons et communications ; nous en parlerons plus en détail dans le paragraphe qui leur sera consacré. Disons seulement que, plus encore que pour la première période, une certaine interférence va se faire jour entre les réseaux du FLN en général, Fédérations de France et d'Allemagne confondues (dépendant théoriquement de Ben Tobbal et, à travers lui, du ministère de l'Intérieur), ceux du MALG (ministère de l'Armement et des Liaisons générales dépendant directement de Boussouf) et ceux de la Spéciale en tant que telle. Sont aussi cités : Adolf et Gisella Gœthner, Hessman et By Wolworth pour le dépôt, le chargement et le convoyage des armes ; de même que Dominique Darbois du réseau Vignes-Davezies, le réseau René Portes pour les entrées et sorties de membres des cellules de l'O.S. blessés ou recherchés, et le réseau Curiel pour le transport des fonds.

Sans avoir la prétention de faire toute la lumière sur ce qui est nécessairement de l'ordre de l'ambiguïté ou, du moins, du secret, nous essayerons à travers les témoignages qui suivent de compléter ce qui a été dit ou écrit par ailleurs.

Parmi tous ceux qui ont eu, à un moment ou à un autre, à aider le FLN dans sa lutte de libération, certains y sont parvenus plus tôt que d'autres ou ont poursuivi leur soutien plus longtemps que d'autres. Là n'est pas leur principale qualité puisque tous ceux qui ont eu à participer à la lutte ont eu le même mérite et ont couru

220. id. p.42.

parfois les mêmes risques pour leur vie, leur réputation et leur carrière. L'exposé qui suit se veut chronologique et répond à l'ordre d'entrée en scène des témoins enregistrés ; il n'a donc pas de signification quant à l'ordre de préséance des uns ou des autres.

Le groupe de « La Voie Communiste »

Roger Rey est un ancien officier chassé des rangs de l'armée française en 1952. Originaire d'Oran en Algérie, il va à l'école primaire puis au lycée Lamoricière comme beaucoup de jeunes « pieds-noirs » de son âge et de son origine sociale. Seulement, pour lui, la fin de la seconde guerre mondiale et les années qui suivent vont constituer un moment important de prise de conscience. Il est encore militaire en 1945 quand il est affecté au Viêt Nam ; là, il découvre une autre réalité, celle des guerres coloniales.

« J'en ai bavé. J'ai participé à la guerre coloniale en tant que chef de section et commandant de compagnie sur la frontière de Chine de 1946 à 1948. J'ai la prétention d'être le premier Français à être arrivé à la frontière chinoise en 1946. Je suis rentré en France deux ans plus tard. »[221]

Les traces de cette campagne vietnamienne dans sa conscience sont profondes et les discussions qu'il a avec ses parents communistes lui font revoir ses positions. En 1950, il est envoyé à Madagascar où il passe quelques mois en garnison. Sur le bateau qui l'y conduit, il a une discussion avec un professeur de lycée, M. Grattéhaut qui, effrayé par ses propos, n'a rien de plus pressé que d'aller le dénoncer à la sécurité militaire.

Il leur a dit : « *voilà un officier qui déclare que si l'on continue à se conduire comme cela au Viêt Nam, on va finir par se recevoir une raclée* ». J'ai dit cela en 1950, je n'étais donc pas si con que cela car Diên Biên Phu arrivera en 1954. Ça a commencé ainsi puis j'ai eu de menus problèmes jusqu'au jour où un ami de la famille, Gaston Donat, conseiller à l'Union française[222], de passage à Tananarive m'invita au restaurant. Nous y sommes allés ma femme et moi. Lui était en voyage officiel en tant que

221. Roger Rey. Témoignage.
222. Sorte de Sénat sous la IVème République.

sénateur mais cela n'a pas empêché le général de me convoquer le lendemain. « *Vous avez rencontré hier un agitateur professionnel, Mr. Gaston Donat, votre présence ici est inadmissible.* »[223]

Il est donc rapatrié, affecté à Versailles où il retrouve les officiers dits « communistes » puis il est mis en situation de non-activité pour raisons disciplinaires en juillet 1952. Qu'à cela ne tienne ; il trouve du travail dans les Raffineries de sucre Baudy Samor où il entre en relation avec des militants syndicalistes algériens.

« Au lieu d'aller casser du *fellouze*[224] » en Algérie, dans les Aurès ou les Nementchas, j'ai aidé les militants algériens ici même. »[225]

Au 145 rue des Flandres dans le 19ème arrondissement de Paris où se trouve l'usine, les 80% des ouvriers sont d'origine algérienne. C'est là que Roger Rey fait ses premières rencontres avec le syndicalisme militant. A l'époque, le patronat interdisait l'organisation de syndicats revendicatifs et c'est quasi-clandestinement qu'il tente de mettre sur pied une section avec l'appui de la CGT. Des contacts se développent avec des militants algériens nationalistes qui vont être très utiles quand les problèmes commenceront à se poser.

« Il est évident que je n'étais pas tellement au courant des dessous de la politique nationaliste et, en novembre 1954, j'ai été pris de court comme n'importe quel autre citoyen français. Ma première réaction a été, *ils vont en prendre plein la gueule*, je ne me suis pas caché de le dire mais, petit à petit, grâce aux camarades syndicalistes algériens qui ont fait leur carrière depuis dans le militantisme nationaliste, j'ai beaucoup appris sur le sujet. Parmi eux, Mouloud Kaber pour qui je nourris une profonde amitié et Omar Belouchrani. Tous autant que nous étions avons subi une évolution commune. La plupart des ouvriers algériens n'étaient pas plus au courant que nous du déclenchement de la lutte armée. Petit à petit notre prise de conscience s'est faite jusqu'à ce que nous soyons à même d'apporter notre contribution à la révolution

223. R.Rey *op.cit.*
224. Terme d'argot utilisé pour désigner ceux que les Français appelaient les fellaghas.
225. R.Rey. *op.cit.*

algérienne. Les choses se sont déroulées au fur et à mesure de manière normale. »[226]

Devenu secrétaire général du syndicat CGT des ouvriers raffineurs de la région parisienne et membre de la fédération nationale de l'Alimentation de la même CGT, Roger Rey s'inquiète des positions du PC sur la question algérienne. Son amère expérience dans les rangs de l'armée coloniale et ses contacts avec des militants syndicalistes proches de la tendance centraliste comme Belouchrani le rapprochent d'autant plus des positions du FLN.

« A ce moment-là, ce qui m'occupait le plus c'était l'évolution de la politique française et c'est en tant que citoyen français que je militais. J'étais très proche des milieux CGT et donc des communistes avec des divergences d'appréciation sur le système colonial et les guerres que ce dernier menait contre les peuples des colonies. [...] Ma première grande divergence d'avec les milieux d'extrême gauche a été provoquée par le vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet. C'est ce vote et l'affaire de Budapest[227] qui ont été à l'origine de ma rupture avec le PCF. Ce sont donc des raisons très profondes qui m'ont amené à rompre avec la tendance communiste thorézienne.[228]Les pouvoirs spéciaux, c'était l'envoi des rappelés en Algérie et, ce qui m'a le plus choqué, c'était la position du PC par rapport à la guerre que l'armée française menait dans ce pays ; une guerre inégale contre un adversaire relativement désarmé et inférieur en nombre. »[229]

C'est donc en 1956 que Roger Rey commence un décrochage vis-à-vis des positions du PC qui l'amènera à s'intégrer de plus en plus profondément dans l'action pratique, immédiate et directe aux côtés des Algériens d'abord puis plus concrètement aux côtés du FLN.

« Par exemple aider quelqu'un à trouver un point de chute pour passer la nuit ou quelque chose à faire pour qu'il ne finisse pas dans un commissariat. Quand il fallait transporter un individu ou

226. id.
227. Les troupes soviétiques interviennent en Hongrie pour briser un soulèvement démocratique.
228. Maurice Thorez est alors secrétaire général du PCF et chef de file de la tendance majoritaire.
229. R. Rey. *op.cit.*

une personnalité, je cherchais une voiture et un chauffeur et, petit à petit nous nous sommes organisés dans cette direction. »[230]

Nous, veut dire ici que Roger n'est plus tout seul dans cette évolution vers la dénonciation de la guerre coloniale et le soutien effectif au FLN ; il se retrouve en effet avec d'autres communistes que les positions du parti dérangent. Avec Denis Berger, Gérard Spitzer et Richard Lorn, ils lancent à l'intérieur du PC et de la CGT un mouvement contre la bureaucratisation, le parlementarisme, l'opportunisme et le manque d'internationalisme de la direction et, pour mieux se faire entendre, ils créent un groupe qu'ils appellent « le groupe de la voie communiste ». Ils lancent une petite brochure *La Voie Communiste* avec pour objectif de promouvoir la solidarité internationaliste et plus particulièrement la solidarité avec les militants algériens. C'est ce petit groupe qui, en 1958, charge Roger Rey d'entrer officiellement en contact avec la FF.FLN.

Ce sont Mouloud Kaber et Saïd Slimi, deux vieux syndicalistes et anciens militants du PPA, qui servent d'intermédiaires. Ils mettent Roger en relation avec Moussa Kebaïli, chef de wilaya pour Paris et région.

« J'étais déjà dans le coup quand Moussa Kebaïli a demandé qu'on s'organise un peu mieux et si cela ne nous posait pas un problème de trouver des refuges, des dépôts, louer des voitures et assurer les déplacements de personnes recherchées. C'était l'aspect pratique de la résistance à la pression policière ; nous, nous pouvions prendre l'avion sans nous faire repérer, passer les frontières et nous déplacer plus facilement qu'eux pour assurer les liaisons. Les faux papiers étaient l'affaire de Kaminsky[231] ; nous avons participé pour lui fournir quelques moyens mais ce n'était pas notre branche, cela nécessitait une spécialisation que quelqu'un comme moi n'avait pas. J'étais spécialiste du parabellum non du tampon-encreur. J'ai eu des discussions avec Moussa Kebaïli et Ali Haroun parce que nous avions des contacts avec le comité fédéral. J'ai vu aussi Omar Boudaoud que j'ai hébergé

230. id.

231. Adolfo Kaminsky juif d'origine polonaise, ancien résistant à l'occupation allemande sous le nom de Julien Keller, responsable du laboratoire du Mouvement de libération nationale français durant la Seconde Guerre mondiale et ancien membre de l'Irgoun. Cf. A. Haroun. *op.cit.*p.229 et suiv.

à plusieurs reprises comme j'ai hébergé « Pédro » (Kaddour Ladlani) et « Louis » (Rabah Bouaziz) alors patron de la branche militaire de la FF.FLN [...] Je ne peux pas dire que je les connaissais ; nous avons bavardé et fait quelques travaux ensemble, sans plus. Nos rapports étaient réservés ; je ne voulais pas les compromettre et eux avaient un problème de méfiance à assumer ; c'était eux que ça regardait. Je me contentais de leur rendre service tout en me rendant compte qu'ils se battaient pour quelque chose qui m'intéressait et que j'estimais aller dans le sens du progrès. Ils ne nous ont pas mis au courant des nouvelles formes de lutte. Cela ne s'est pas passé ainsi. J'en ai causé plusieurs fois et c'est une impression personnelle, peut-être différente de celle de mes camarades, qui se dégage. Mon passé faisait que j'étais plus activiste, plus poussé à l'action militante que beaucoup de mes camarades et donc, quand on m'a posé le problème, mon accord était acquis à l'avance. »[232]

C'est donc à un groupe décidé à apporter son soutien à la lutte de libération que le FLN confie des missions délicates et comportant très souvent des risques sérieux. Certains sont d'ailleurs interpellés puis relâchés comme Denis Berger. D'autres passeront plus de temps dans les locaux de la police ou dans les prisons comme Gérard Spitzer et Richard Lorn condamnés en septembre 1959 à dix-huit mois de prison par un tribunal militaire. Roger lui-même est l'objet d'une surveillance étroite et d'une perquisition suivie d'une courte garde à vue de vingt-quatre heures après le coup de filet de septembre 1959. Suite à cette affaire, il est renvoyé de son entreprise mais trouve rapidement un autre emploi comme démonstrateur dans la société Kodak-Pathé, ce qui lui permet d'être plus mobile. Il brasse maintenant des affaires qui lui font allègrement franchir les frontières avec la Belgique, le Luxembourg ou l'Allemagne pays dans lequel il va retrouver le comité fédéral.

Après le déclenchement des opérations militaires en août 1958, le groupe continue à porter des valises, qu'elles contiennent des armes ou de l'argent, de même qu'il continue à héberger des cadres de la direction fédérale ou de la Spéciale. Mais là, la distinction

232. R.Rey. *op.cit.*

ne se fait pas puisque nul n'est censé savoir à qui il a affaire si ce n'est qu'il s'agit de responsables politiques du FLN.

« Dans le groupe, il y avait Gérard Spitzer, Gérard Roland, Denis Berger, Simon Blumenthal, Felix Guattari le psychiatre qui finançait en partie nos activités. Il y avait aussi de jeunes militants que nous avons recrutés par la suite comme Jean-Jacques Porchez, Torquiand et Robert Bonnaud dans le midi. »[233]

Comme pour la plupart des autres groupes de soutien, l'activité principale n'est pas centrée sur l'aide au FLN mais plutôt sur le travail en direction de l'opinion publique française ; seul Rey, Berger et Spitzer gardent le contact avec le comité fédéral. Petit à petit leur travail se spécialise au point qu'ils participent à l'évasion de la Petite Roquette comme ils organiseront d'autres évasions plus ou moins réussies dont nous parlerons dans un autre chapitre.

Robert Bonnaud est un de ces jeunes dont parle Roger Rey. Tout comme lui, il est membre du PCF jusqu'au jour où son parti vote les pouvoirs spéciaux.

« Personnellement, le fait que le FLN porte la guerre en France me paraissait dans la logique des choses. Cela ne me gênait pas d'aider le FLN puisque déjà le premier service que j'avais rendu avait été de cacher des armes. Je pense que les armes n'appartenaient pas à l'O.S. mais au FLN. Cela devait se passer en juillet 1958, en tout cas après le putsch d'Alger[234]. Ce fut un moment déterminant qui nous a aidé à franchir le pas et puis le hasard a fait que Lucien Jubelin m'ait demandé à cette période de rendre le premier service. Jubelin n'était pas communiste, c'était un philosophe sartrien, un peu le Jeanson marseillais. Quand il était étudiant à Aix-en-Provence, il avait fondé un Cercle Sartre ; sur le plan philosophique, c'était l'existentialisme, l'engagement, la liberté etc... Et puis le marxisme dont le sartrisme était très pénétré et même le léninisme. Jeanson n'était pas anticommuniste tout comme Jubelin, quant à moi, je venais du PC et j'avais cessé de prendre ma carte après le vote des pouvoirs spéciaux. Moi aussi j'avais été rappelé en 1956. J'étais membre de l'UGS

233. id.

234. Le 13 mai 1958, un groupe de généraux renverse la IVème République et met en place un Comité de Salut Public.

(Union de la gauche socialiste) et c'est là que j'ai connu Jubelin. Donc ma réponse fut que cela ne me posait pas de problèmes moraux ou politiques. »[235]

En effet, Bonnaud avait été marqué par son passage en Algérie comme rappelé. Il avait vu dès 1956 le rôle que jouaient les soldats français dans la répression des populations, le poids du quadrillage militaire et ses effets sur les maquis.

« J'ai vu exterminer des maquis et j'ai bien compris que l'année 1957 était un peu l'année cruciale. Il y avait les barrages électrifiés, les quadrillages et les opérations étaient d'une effroyable efficacité. J'ai donc vu en Algérie un tournant militaire, si bien que porter la guerre en France semblait pour le FLN dans la logique des choses. Cela posait sans doute un problème à des gens susceptibles d'héberger des responsables ou de transporter l'argent du FLN ne serait-ce que parce que cela comportait un risque plus grand mais, pour l'essentiel, la question morale et politique était déjà réglée. »[236]

L'activité du groupe de Marseille comme celle du groupe de Paris n'est pas réduite au seul soutien au FLN. Il y a de nombreux cercles parmi lesquels seul le noyau central est en contact direct avec les cadres, l'argent ou les armes du front. D'autres personnes rendent des services sans avoir jamais à rencontrer des Algériens. Par exemple, certains acceptent d'héberger des insoumis mais pas des militants du FLN, d'autres font de la diffusion postale, c'est-à-dire qu'ils sont chargés d'envoyer une cinquantaine ou une centaine de bulletins clandestins de *La Voie Communiste* à leurs frais aux adresses indiquées pour faire de la propagande antimilitariste. C'était une forme de contribution. Vers les années 1960-1961, l'ensemble des cercles que comptait la sphère de l'opposition à la guerre d'Algérie rassemblait pour la région sud de la France (de Bordeaux à Nice) environ 200 personnes dont seules quelques dizaines apportaient une aide directe au FLN.

En juin 1961 Robert Bonnaud est arrêté mais sa garde à vue provoque une des plus importantes manifestations sur la Cannebière

235. Robert Bonnaud. Témoignage.
236. id.

depuis le début de la guerre d'Algérie. Le travail des réseaux de soutien au FLN avait donné des fruits et le mouvement d'opposition au régime colonial français prenait une place de plus en plus large dans le paysage politique de la France.

Le réseau Davezies

« A Bayonne, où ils [les membres de la Spéciale][237] arrivaient, le matin, ils étaient accueillis par un homme et une femme, inconnus d'eux, mais avec qui ils devaient prendre contact selon des signes de reconnaissance et des mots de passe convenus à l'avance. Ce furent Ouraghi et Sadaoui, qui pour leurs groupes respectifs prirent les contacts nécessaires. La femme dont le signalement précis a été fourni n'a pu être identifiée[238] ; l'homme que plusieurs des inculpés ont désigné sous son prénom « Robert » et que certains ont reconnu sur photographie, est l'abbé Davezies Robert, âgé de 35 ans, prêtre de la « Mission de France » et assistant à la Faculté des Sciences de Paris.

Davezies qui habitait 29, rue Descartes à Paris (5e Arr.) n'a pu être interpellé malgré les recherches minutieuses entreprises pour le retrouver.

Davezies et la femme qui l'accompagnait, disposaient d'une voiture Versailles. À l'aide de ce véhicule, ils transportaient les Nord-Africains dans une villa située en dehors de Bayonne. Les Nord-Africains s'y reposaient et y déjeunaient. Au début de l'après-midi, Davezies et la femme conduisaient jusqu'à la frontière espagnole. Le passage s'effectuait par groupes de deux. [...] Ni la villa des environs de Bayonne, ni le point de passage de la frontière n'ont pu être exactement déterminés. Le point de passage est situé cependant à une trentaine de kilomètres de Bayonne, dans la région d'Ainhoa, semble-t-il. »[239]

Tels sont les termes du procès-verbal du tribunal de Paris qui juge en appel les membres de l'Organisation Spéciale du FLN en France. Ils recoupent parfaitement les témoignages des membres de l'O.S. sauf sur le point de la localisation de la villa que des

237. Cf. p.130.
238. Paule Bolo ou Antoinette Orhant dite « Annette ».
239. Extrait du Procès-verbal de la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Paris *op.cit.* pp.17 et 18.

militants comme Ouraghi s'étaient gardés de dévoiler à la police. Les attendus du procès laissent apparaître un aspect seulement de l'activité inlassable de ce réseau de prêtres-ouvriers et de membres de la « Mission de France » où Robert Davezies dit « Martin » semble avoir joué un rôle déterminant. Ali Haroun cite pour la filière de passage de la frontière espagnole outre Paule Bolo et Antoinette Orhant, l'ancien séminariste Jacques Berthelet.

Dans ce réseau activent donc des hommes de religion mais aussi des femmes dont les itinéraires personnels les ont amenées à intégrer les réseaux de soutien au FLN.

Anne Leduc est du nombre. En 1957, elle est étudiante en médecine et réside à la cité universitaire d'Antony ; c'est là qu'elle va faire la connaissance de Fadéla Sahraoui vice-présidente de l'UGEMA. Cette dernière, par divers fils est liée au FLN. C'est la fille de ce fameux « Whisky » qu'Aït Mokhtar et Hocine Bendali citent comme membre du réseau « Sadek »[240] et la sœur de Salima le principal agent de liaison de « Saïd » Bouaziz chef de la Spéciale. Évidemment Anne Leduc l'ignore quand sa compagne lui demande de menus services comme de conserver des documents ou de servir de boîte aux lettres. C'était l'époque où les milieux étudiants s'agitaient à propos de la guerre d'Algérie et où des gens comme Georges Arnaud et Fadéla Sahraoui faisaient signer des pétitions au sujet de Djamila Bouhired[241]. Anne Virginie comme elle s'appelle en ce temps-là sympathise avec la cause mais est trop préoccupée par la naissance d'une fillette pour pousser plus loin son engagement. Puis vient le jour où Monique Lemée, une de ses amies d'enfance qui n'avait pas où aller, débarque dans sa chambre. Elle découvre rapidement que Monique milite car c'est un va-et-vient incessant dans sa chambre où traînent parfois des documents comme la plate-forme de la Soummam[242] et d'autres choses encore plus compromettantes.

240. Cf. p.92.

241. Militante du FLN arrêtée et torturée par les paras à Alger. Elle va devenir le symbole de l'Algérie combattante et une des causes autour de laquelle se cristalliseront les premières luttes d'une partie de l'opinion publique française opposée au régime colonial.

242. Document-programme du FLN adopté lors du congrès du même nom le 20 août 1956.

« J'ai trouvé un jour un énorme paquet d'argent dans un de mes tiroirs. Autant faire les choses clairement. Je ne militais dans aucune organisation mais je me sentais concernée par la guerre et surtout par la torture qui sévissait. Je trouvais cela abominable. Le hasard a fait que j'ai rencontré certaines personnes qui m'ont facilité les choses ; mais de toute façon j'étais décidée à trouver le moyen de faire quelque chose. Monique était militante communiste ; elle a été arrêtée le 17 mai 1958, quelque temps après le putsch des généraux. Au moment de son arrestation par la brigade des agressions de La Villette, elle était dans la chambre d'un camarade algérien absent. Elle s'est fait prendre parce qu'elle y avait donné rendez-vous à un militant fiché par la police[243]. C'était la période où les services de sécurité organisaient de grosses descentes avec fouilles et perquisitions dans la cité Antony. J'ai été arrêtée dans la foulée uniquement parce que je l'avais hébergée, puis relâchée quelques jours plus tard tandis que Monique était condamnée puis assignée à résidence à Florac jusqu'à la fin de la guerre. »[244]

C'est lorsqu'un militant du FLN vient lui demander d'apporter de l'aide à son amie Monique emprisonnée qu'elle décide de franchir le pas. Elle veut travailler de manière plus directe et mieux organisée. C'est donc à Robert Davezies qu'elle va avoir affaire dorénavant.

« On m'a fait rencontrer Robert Davezies en juin 1958. J'ai compris que c'était un prêtre ouvrier. Il m'a demandé de petites choses telles que suivre les annonces dans les journaux pour louer un ou deux appartements à des militants. Ce fut l'essentiel de mon travail durant l'été 1958. Il m'a donné les clés d'un appartement où je devais recevoir des coups de téléphone de militants des réseaux. Je suis allée une fois rencontrer des gens qui transportaient des valises et nous avons dû ensemble compter l'argent. Une autre fois, j'ai réceptionné tout l'argent récolté en un mois à Paris soit près d'un demi milliard. »[245]

243. Il s'agit de Mohammed Kherraz et non de Hamdane Hadjadji qui est cité par notre témoin. Ils faisaient partie d'une cellule du FLN dont le troisième élément était Abdelaziz Menasria dit « Mémé ».
244. A. Leduc. Témoignage.
245. id

Après quelque temps, Anne est appelée à servir de couverture lors des passages de la frontière et c'est là, à l'occasion d'une tentative de franchissement de la frontière allemande qu'elle est de nouveau arrêtée mais cette fois en compagnie de « Saïd » Bouaziz.

« Je servais de couverture pour le faire passer en Allemagne. Il y avait trois voitures, une de tête avec Diégo Masson pour ouvrir la voie, la voiture principale avec « le corps du délit », et la voiture de queue avec Davezies. Chacun d'entre eux était accompagné d'une fille, Ariane qui voulait travailler avec Curiel et une étudiante en médecine qui ne participait aux missions que de manière épisodique. Nous étions passés par le chemin habituel et nous sommes tombés sur un barrage dressé dans un carrefour. C'était tout à fait inattendu, la voiture de tête n'avait même pas pu nous avertir. Nous étions dans une voiture allemande avec un chauffeur ne parlant que l'allemand ; moi devant avec lui et Bouaziz derrière. La police nous a demandé nos papiers. J'avais de vrais papiers tandis que Bouaziz a présenté une carte d'identité en mauvais état appartenant je crois à un de ses parents. Les flics lui ont demandé qui j'étais. Il a répondu « mon amie ». Alors qu'au départ ils semblaient vouloir nous laisser passer, ils nous ont fait attendre pendant deux heures dans le fourgon pendant qu'ils continuaient à tenir le barrage. Je ne sais pas s'ils cherchaient quelque chose de précis ou bien s'ils allaient à la « pêche ». [...] Malgré tous les alibis, on nous a emmenés à la P.J. de Forbach. J'ai été mise dans une sorte de cage à poules avec des prostituées. J'ai trouvé ça extrêmement pénible. Elles me demandaient ce que j'avais fait pour échouer dans cette cellule. Évidemment, j'avais été séparée de Bouaziz. Les policiers sont venus me chercher tard dans la nuit. Ils avaient contacté Paris et avaient appris que j'avais fait l'objet d'une garde à vue. J'ai compris à ce moment-là qu'ils ne savaient rien. Ils sentaient une piste et tâtonnaient. Ils n'étaient pas plus informés que cela et j'en ai été confortée. [...] Cela se passait en 1958 ; il y a une erreur dans le livre d'Ali Haroun qui situe le passage en 1960[246]. Notre arrestation s'est déroulée le 1er octobre 1958. C'était quelques

246. Cf. A. Haroun. *op.cit.*p.110.

temps après les attentats de Mourepiane et le gouvernement avait décrété des mesures anti-terroristes. »[247]

Ainsi apparaît à travers ce témoignage un épisode méconnu des aléas auxquels pouvaient être exposés les membres des réseaux de soutien. Anne Leduc a subi de longs interrogatoires où menaces, insultes et vexations ne lui furent aucunement épargnées. Puis elle a été mise en présence du patron de la DST.

« Il paraissait quelqu'un à qui il ne fallait pas en conter. Il disait qu'il savait bien ce que je faisais, la fonction de Bouaziz en France et que c'était lui qui avait organisé tous les attentats qui venaient d'avoir lieu [...] Je crois que des informations leur étaient parvenues mais qu'ils ne connaissaient pas l'identité exacte du responsable de l'O.S. Ils nourrissaient des doutes sur l'identité exacte de Bouaziz et tentaient de me faire parler. [...] J'ai été transportée en « traction » par deux inspecteurs et le patron de la DST qui m'ont déposée à la gare de Metz. J'ai dû attendre une heure et demie le train de Paris. Le patron de la DST est resté avec moi durant tout ce temps et au moment du départ, il me dit *« N'oublie pas de sortir ta trompette pour avertir tous les copains »*. J'ai bien pris garde en arrivant à Paris de ne contacter personne. Je suis restée une semaine sans bouger puis je suis allée passer mes examens. J'ai été par la suite contactée par Davezies et Jeanson qui voulaient savoir ce qui s'était passé. »[248]

Pendant six mois Anne Leduc reste coupée de tout et puis, un jour, elle reçoit la visite de Laurence Bataille. Il n'est plus question pour elle de faire des choses voyantes telles que porter des valises, louer des appartements ou garder l'argent des collectes. Elle est chargée du secrétariat dans le journal tenu par Laurence *Vérités Pour*. En juillet 1959, elle décide de prendre un poste d'interne à l'hôpital d'Annemasse où Davezies retrouve sa trace quelques mois plus tard. C'était en février 1960 et « Martin » s'occupait de la diffusion du livre *La Pacification. Livre blanc sur la torture* édité par son ami Nils Andersson des Éditions de La Cité à Lausanne. Il fallait le faire circuler en France et c'est bien sûr aux membres des réseaux qu'on a fait appel. Comme

247. A. Leduc. *op.cit.*
248. id.

beaucoup d'autres, Anne fait tant bien que mal tout son possible pour écouler, dans une Haute Savoie passablement indifférente ce livre un peu trop dérangeant. C'est l'époque où les Suisses se lancent avec « Terre des Hommes » dans l'aide aux enfants victimes des guerres coloniales et notre militante se retrouve à passer l'été de 1960 dans l'une des colonies de vacances destinées à ces enfants des camps et des bidonvilles d'Algérie.

En décembre 1960, elle retourne en France où Davezies la charge de menus services comme voir son avocat ou son éditeur ou lui trouver une planque. C'était quelque temps avant qu'il ne soit arrêté. Le réseau démantelé, Anne Leduc repart en avril 1961 pour la Suisse où elle trouve un travail à l'hôpital psychiatrique de Lausanne puis dans celui de Genève. Dans ce dernier hôpital elle fait la connaissance d'Andersen qui avait organisé un lieu d'accueil pour les militants du FLN qui avaient réussi à franchir la frontière et qui se trouvaient en difficulté psychologique.

C'est aussi le temps des négociations et, en France, le mouvement pour la paix en Algérie prend de plus en plus de vigueur. Beaucoup d'insoumis et de militants de « Jeune Résistance » passent par la Suisse. Mais nous touchons là à un autre groupe que nous présenterons un peu plus loin.

Les réseaux Francis Jeanson - Henri Curiel

Encore une fois, l'histoire de ces réseaux ayant déjà été amorcée par les mémoires et témoignages de ses principaux protagonistes, nous n'avons pas ici la prétention de la réécrire. Les récits qui nous ont été faits par quelques-uns des membres de ces réseaux jettent cependant une certaine lumière sur les aspects liés à l'Organisation Spéciale de la FF.FLN.

A plusieurs reprises au détour d'un témoignage, les membres des réseaux de soutien citent indifféremment Jacques Vignes, Robert Davezies et Francis Jeanson. Il nous est arrivé aussi de relever des interférences entre les structures des uns et des autres. Est-ce dû à la mémoire défaillante des acteurs interviewés ou est-ce là ce qui s'est effectivement passé sur le terrain ? En effet, en dépit des divergences philosophiques, politiques ou

idéologiques, il est arrivé à des réseaux de mener des actions communes en direction de l'opinion publique française comme la diffusion de livres, de brochures ou de pamphlets antimilitaristes. Il a pu aussi arriver que la FF.FLN sollicite plusieurs réseaux à la fois ou que des militants fassent le transit de l'un à l'autre.

Georges Mattei est un de ceux-là qui sont d'abord en contact avec Francis Jeanson avant de prendre leurs distances et d'intégrer le réseau Curiel. Comme beaucoup d'autres jeunes Français des années 50, Georges Mattei a fait son service militaire en Algérie où il a participé pendant six mois à la guerre contre les maquis de l'ALN en Kabylie. Puis il est rappelé et c'est là que, profondément ébranlé par les événements qui se déroulent en Algérie, il écrit un texte intitulé *Jours kabyles*. Publié dans la revue de Jean-Paul Sartre *Temps Modernes*, il va connaître un grand retentissement. Avec un autre témoignage paru dans la revue *Esprit*, c'était la première fois qu'en dehors de certains membres de congrégations chrétiennes, de jeunes militaires français faisaient publiquement part de leur protestation contre la guerre menée dans la colonie. C'est donc tout naturellement pourrait-on dire qu'un petit nombre de ces objecteurs de conscience passe au soutien à la lutte des Algériens pour leur indépendance.

Georges Mattei a d'abord contribué à la création de la Fédération nationale des anciens d'Algérie dont il se sépare très vite ne se sentant pas d'affinités avec les demandeurs de pensions ni avec la mentalité « Anciens Combattants ». Les retraites et les pensions ne sont pas son rayon. Son but est, sur la base du réel mécontentement qui existe en France, de mettre sur pied un mouvement de contestation active de la guerre. Il n'est pas suivi par les partis quand il propose de grandes manifestations publiques.

« Le PC et les Radicaux ne voulaient pas occuper les rues de Paris, et surtout, ils ne voulaient pas se faire bastonner. Moi, je pensais au contraire que c'était une très bonne idée que de faire cogner par les flics ceux qui venaient de se battre en Algérie. Après mon témoignage dans *Temps Modernes* Maître Jacques Vergès m'a contacté pour témoigner au procès des « assassins ratés » de Jacques Soustelle. Cela se passait à la prison du

Cherche-Midi au boulevard Raspail, là où se trouve aujourd'hui la Maison de Sciences de l'Homme. J'ai témoigné en tant qu'ancien soldat. En vertu de ce que j'avais fait et vu en Algérie, je trouvais normal que des Algériens aient envie de « *flinguer* des ministres français. »[249]

Cette prise de position publique lui vaudra beaucoup d'inimitiés et une attaque en règle de Jean Jacques Servan Schreiber qui le traite d'agent du FLN alors qu'il ne l'est pas encore. C'est ainsi que Mattei, ayant épuisé toutes les formes de lutte légale contre la guerre d'Algérie, quitte la Fédération des anciens d'Algérie et s'engage dans les réseaux clandestins de soutien au FLN. C'est d'abord dans le réseau Jeanson qu'il active ; il n'est pas le seul à le faire puisqu'il est suivi en cela par d'autres militants comme Jean Claude Paupert[250].

« Personnellement, j'ai d'abord été en contact avec Francis Jeanson avec qui j'ai commencé à travailler mais on sentait que c'était déjà la fin. J'ai eu la présence d'esprit de prendre mes distances, fortement encouragé en cela par Robert Barrat. »[251]

En effet, quelques mois après le déclenchement des opérations d'août 1958, les réseaux de soutien au FLN sont soumis à une très forte pression de la part des services de police français et leurs membres sont arrêtés les uns après les autres, sinon contraints à une plus grande clandestinité. En mars 1959, le réseau Jeanson est en grande partie démantelé. Avec d'autres rescapés, Robert Barrat continue cependant son travail inlassable de mise en relation des Algériens et des Français dans le but de mettre un terme rapide à la guerre qui se poursuit en Algérie. Ancien secrétaire général du Centre catholique des intellectuels français, premier journaliste à rencontrer, dès août 1955, des dirigeants des maquis algériens et à publier dans *L'Express* des reportages sur la lutte armée en Algérie, il organise en 1956 une rencontre entre Pierre Mendès-France et deux représentants du FLN. Alors qu'il dirige avec André Mandouze et ses amis chrétiens progressistes le périodique *La Quinzaine*, il est désavoué par le Vatican. Il poursuit cependant

249. Georges Mattei. Témoignage.
250. Ce dernier se fait arrêter et passe quatre années en prison.
251. G.Mattei. *op.cit.*

son chemin et, devant la détermination du gouvernement français de maintenir sa politique colonialiste, il s'engage plus fermement dans le soutien au FLN. C'est lui qui, à l'automne 1957, provoque la rencontre de Henri Curiel et Francis Jeanson.[252]

Connaissant Georges Mattei pour avoir repris son témoignage dans la revue *Témoignages et Documents*[253], il lui conseille donc de s'adresser à Henri Curiel. Ainsi, grâce à Robert Barrat, Mattei devient vite l'un des principaux collaborateurs de Curiel.

« Je pense que les gens de la FF.FLN étaient conscients que les réseaux étaient en train de tomber et ils ont chargé Henri Curiel de reconstituer les filières. Ce dernier a constitué une sorte de réseau national comparé aux autres réseaux qui étaient plutôt de dimension locale ou basés sur des relations personnelles entre syndicalistes et militants politiques. Pour nous, la demande venait non de l'O.S., d'un groupe particulier ou même d'un individu, mais du FLN en tant que bloc. Quand j'ai commencé à m'occuper des filières de passage des frontières, le cloisonnement était très serré. Je n'avais pas d'informations sur les gens dont je me chargeais mais je pense que, étant brûlés, ils ne pouvaient être que de l'O.S. »[254]

Pour Mattei et le petit groupe dont il fait partie, la tâche la plus importante aux yeux du FLN est de faire passer l'argent des collectes et d'assurer la sécurité des cadres du niveau le plus élevé en leur faisant franchir les frontières de l'Hexagone.

« Le réseau de récupération de l'argent se faisait au niveau général. Évidemment, tout mouvement clandestin débute sans doute de la même manière, c'est à dire avec un noyau de gens qui se connaissent ; ensuite, le cercle s'élargit et, avec le cloisonnement, on finit par ne connaître personne et cela est positif. Nous avions des contacts et des points de chute, d'abord à Paris et à la frontière, ensuite un peu partout en France, en Suisse, en Allemagne, en Italie et en Belgique.

Pour la filière d'évasion, le système était relativement simple. Il y avait une voiture ouvreuse, une porteuse et une de queue. Les consignes étaient strictes sur la vitesse qui était calculée, sur

252. Cf. Gilles Perrault, *Un homme à part*. Éd. Barrault. Paris, 1984 pp.285-286.
253. Document saisi par la censure.
254. G. Mattei. *op.cit.*

les consignes de prudence et de sécurité. Il y avait un chauffeur et un navigateur avec carte routière et points de repères, plus un numéro de téléphone où, en cas de problème, nous devions joindre quelqu'un qui n'avait rien d'autre à faire que de recevoir des messages téléphoniques. Nous avons calculé qu'il fallait en moyenne 20 minutes pour la mise en place d'un barrage ce qui fait que nous avons décidé de laisser 20 minutes entre la voiture de tête et la voiture porteuse. La première passait le barrage avec des papiers en règle et s'arrangeait pour faire demi-tour tous phares allumés pour signaler la présence du barrage. Il fallait alors reconstituer un autre itinéraire. J'avais formé de mon côté des navigateurs afin qu'ils puissent lire les cartes avec une efficacité maximum. Nous prospections la région avec cartes d'état-major et contacts locaux afin qu'en cas de pépin on puisse prendre de nouvelles dispositions. Les navigateurs étaient le plus souvent des femmes et c'était à elles qu'il revenait de définir un nouvel itinéraire. Mon groupe était constitué en majorité de Français mais il y avait aussi des Belges, des Suisses et des Vénézuéliens internationalistes. J'ai eu des chrétiens mais aussi beaucoup de communistes qui n'étaient pas d'accord avec la position de leur parti. Il y eut d'anciens résistants des FTP extrêmement disponibles et qui ont donné à l'O.S. les quelques armes dont ils disposaient. Dans la mesure où nous étions repartis de zéro, il nous fallait des points de chute de l'autre côté des frontières. En Suisse, ce furent les communistes ; en Belgique et au Luxembourg, les gens avaient plutôt des affinités avec le PS et le PSU [Parti socialiste unifié].[255] La filière d'évasion fonctionnait de manière très routinière. Sur un contact et un coup de fil, l'individu se présentait avec un moyen de reconnaissance et un moyen de transport. Une petite maison de disques nous servait souvent de lieu de contact et, le lendemain, l'individu était transporté. »[256]

C'est la période qui voit le mouvement de contestation grandir dans les milieux étudiants et Georges reçoit alors l'appui de Jean Jacques Porchez qui joue un grand rôle dans le basculement des

255. id. Cf. aussi J.L Doneux et H. Le Paige. *Le front du Nord. op.cit.*
256. G.Mattei. *op.cit.*

étudiants dans le combat contre la guerre d'Algérie. Dans la sphère politique, c'est le PSU qui, à travers Pierre Espel, fournit de nombreux militants, anciens résistants pour beaucoup d'entre eux.

Dans cette activité où le cloisonnement est érigé en règle, les rapports avec le FLN se font au plus haut niveau c'est-à-dire avec le comité fédéral, et c'est souvent de l'autre côté de la frontière que les réunions ont lieu. Celles-ci deviennent indispensables car les réseaux et leurs filières interfèrent dangereusement.

« Nous n'avions de rapport avec la FF qu'au niveau le plus élevé. Cela se faisait sur convocation et à l'extérieur puisque Bouaziz était déjà en Allemagne. Il était entré une fois clandestinement en France et je lui ai aussi servi de chauffeur. Je crois qu'il avait utilisé une des filières Vignes à partir de l'Allemagne puis, en France, c'est notre réseau qui l'a pris en charge. Je me souviens qu'il était très mal à l'aise. Il y eut par la suite une réunion où les tâches ont été redistribuées. Vignes a été chargé des filières des pays d'Europe et moi de celles de France. »[257]

C'est toujours la filière Mattei qui fait sortir Aït Mokhtar dont la photo était parue à la Une de *France-Soir*. Transporté dans le coffre d'une voiture jusqu'à la sortie de Paris, il est pris en charge par Georges qui lui fait passer la frontière suisse.

De 1959 à 1961, Georges Mattei s'occupe donc de compter l'argent du FLN et d'évacuer des militants grillés ou blessés, il lui arrive même parfois de récupérer du matériel, des pistolets et des cartouches à partir de la frontière belge ou luxembourgeoise. Le 4 juillet 1962, il retourne chez lui en Corse, construire les murs de son jardin en escaliers dont il ne s'était pas occupé pendant longtemps.

Le groupe « Jeune Résistance »

Si l'affaire Georges Mattei avait défrayé la chronique française parce que de jeunes soldats avaient témoigné de ce qu'ils avaient fait ou vu en Algérie, que dire de ceux qui, pour une raison ou pour une autre, refusaient de porter les armes et désertaient des rangs de l'armée ? Dans le contexte de l'époque, pour franchir ce pas, il

257. id.

fallait avoir des raisons très fortes comme, par exemple, être mû par des motifs moraux ou religieux ou être ancien résistant ou fils de résistant. Dans l'ensemble, le nombre des déserteurs est resté relativement bas durant la guerre d'Algérie et cela est un fait qui va amener certaines personnes à s'interroger. Il y avait une sorte de similitude entre la résistance à l'occupation allemande de la France et la résistance à l'occupation coloniale de l'Algérie.

Jean Louis Hurst est de ceux qui font ce constat que, finalement, il n'y a eu qu'une minorité de Français à résister à l'occupation allemande. Alsacien d'origine, fils d'un officier de réserve de l'armée française, il est obligé à l'âge de 5 ans de fuir avec sa famille une région occupée par les troupes allemandes. En 1940, son père avait décidé d'aller en Algérie pour continuer la lutte contre l'occupant. Seulement là, c'est aux pétainistes qu'il a affaire ; jusqu'en 1942, car à cette date le débarquement des Américains lui donne la possibilité de poursuivre son combat contre les nazis.

« Je garde une image très forte de ce moment où, à l'âge de 7 ou 8 ans, je vis mon père embarquer pour la France en emmenant sur ses camions des tirailleurs algériens. J'arrive à 10 ans à la fin de la guerre persuadé que la France a été libérée par les Arabes. C'est quelque chose qui n'est jamais sorti de ma tête. Là-dessus se greffe le conflit avec mon père. Le 8 mai 1945, il est en Allemagne avec ses trouffions algériens, et se dit *nos propres troupes nous tirent dans le dos*. Il devient raciste à partir de cette date et moi, je ne le supporte pas. A 10 ans, il se produit une cassure : *les Arabes ont libéré mon pays et mon père ne le reconnaît pas*. Du coup, toute ma jeunesse s'est passée en pension parce que le conflit était trop fort. C'est de la psychanalyse politique… Je reste en contact avec d'anciens trouffions de mon père émigrés en Alsace. »[258]

Dans cet itinéraire assez particulier, le jeune Hurst se retrouve en 1953 la première partie du baccalauréat et une bourse d'un consortium minier marocain en poche. Cette bourse qui devait servir à mener une enquête dans un pays au choix du

258. Jean-Louis Hurst. Témoignage.

bénéficiaire lui fait visiter Israël et les kibboutz de la Palestine occupée. Persuadé par les médias que l'anarchie régnait dans les pays du Moyen-Orient, il avait opté pour cette dernière destination après de chaudes recommandations de ses amis progressistes de la communauté juive de Strasbourg. Là, il découvre les deux versants de la réalité israélienne.

« Je découvre Israël, un pays idyllique, d'amazones, de pionniers. C'était 1953, Israël était encore peu connue, enthousiaste, jusqu'au jour où, dans mon kibboutz qui se trouve dans le couloir de Jérusalem, j'entends des coups de feu. Je découvre au petit matin des cadavres de jeunes Palestiniens. On m'explique que « *ce sont des « infiltrés »* - *« Qui ? »* - *« Des gens qui habitaient le village autrefois, mais maintenant il est à nous. Ils continuent de venir de temps en temps. »* Je ne comprenais pas. Israël était encore le bout du monde à cette époque et les gens ne voyageaient pas beaucoup. »[259]

Il faut donc qu'il en ait le cœur net et il décide de franchir la frontière pour voir de l'autre côté ce qui se passe. Dans le camp de réfugiés de l'Unerwa à Jéricho, il est accueilli à coups de pierres aux cris de « British Go Home ! ». Le médecin palestinien qui le soigne lui explique que c'est comme dans la Mitidja[260]. Il passe la nuit dans ce camp qui s'étend à perte de vue et découvre que le paradis qu'il venait de quitter avait enfanté un enfer. Son chemin de retour le fait passer par Amman, Damas et Beyrouth.

« Peu avant Diên Biên Phu, j'avais tout compris. Je veux dire que je n'ai rien appris de plus dans ma vie. Le monde était coupé en deux. Quand arrive Diên Biên Phu, la radio passe des requiem ; mon père est en larmes et moi j'éclate de rire. C'est la rupture définitive. »[261]

Ne voulant plus dépendre de son père pour ses études, Hurst décide d'être instituteur et adhère au PC puisque c'est le seul parti à s'être battu contre la guerre en Indochine. Supposé parler mal le français parce qu'Alsacien, il est envoyé en 1955 à l'École Normale Supérieure d'Aix-en-Provence. Il arrive en plein sur les

259. id.
260. Riche plaine agricole près d'Alger, fleuron de l'agriculture coloniale.
261. J-L. Hurst. *op.cit.*

manifestations des jeunes rappelés refusant de servir encore une fois pour mener la guerre en Algérie. Avec la cellule communiste de l'École Normale, il passe le plus clair de son temps à soutenir la protestation de ces jeunes soldats embarquant pour une guerre qui n'était pas la leur.

De retour en Alsace, il discute avec le chef de la fédération communiste de cette région qui lui recommande de ne pas refuser l'appel sous les drapeaux quand il lui parviendra. Dans l'esprit des responsables du parti, plus il y aura d'officiers communistes dans l'armée française, moins il y aura d'excès. Hurst est mobilisé en 1957 et affecté aux Transmissions à Baden-Baden. Là, le 13 mai 1958, il voit défiler des messages codés adressés à des généraux d'extrême-droite, tellement d'extrême-droite qu'ils avaient été éloignés d'Algérie où leur degré de nuisance dérangeait les états-majors.

Plutôt que de les confier au PC, il se tourne vers un certain Pr. Mandouze dont il avait entendu dire qu'il était un grand résistant et un grand anticolonialiste. En effet, ce dernier, menacé par les groupes ultra-colonialistes a quitté son poste de professeur de l'université d'Alger pour celui de Strasbourg. Il y a juste la frontière à traverser et, profitant d'une permission, Hurst lui apporte les messages.

Il me remercie et me teste. Je lui raconte un peu ma vie. Il me dit alors : *« Tôt ou tard vous allez être appelé à partir en Algérie. Que ferez-vous ? - Je n'irai pas. - Quelle forme cela prendra-t-il ? »* Jusque-là le seul refus de répondre à l'appel de l'armée avait été celui d'Albin-Liechti et de jeunes pacifistes communistes qui préféraient la taule que de servir en Algérie. « *Allez-vous faire comme Albin-Liechti ? - Au pire oui, mais avec tout ce qu'il y a à faire actuellement, le Tiers-Monde qui bouge, ce que j'ai vécu et qu'Alban-Liechti, fils de charcutier n'a jamais connu…* » C'était une boutade et je continuai *« Je serai prêt à passer de l'autre côté ».* Il me donne rendez-vous 15 jours plus tard lors de ma prochaine permission. Ce jour-là il me dit que les messages ont été décodés *« Par qui ? - Le FLN. Je leur ai parlé de vous. Ils auraient éventuellement un service à vous demander, accepteriez-vous de les rencontrer ? »* La semaine suivante, je

découvre Jeanson, Davezies, Vignes. L'entretien est très cordial et c'est la première fois depuis quatre ans que je rencontre des gens heureux, visiblement bien dans leur peau bien que vivant dans la clandestinité. Vignes organisait des réseaux de passage vers l'Allemagne, non loin de Baden Baden et demandait de l'aide. En tant qu'officier, j'avais droit à plus de temps libre et j'ai commencé à crapahuter à la frontière allemande avec Vignes pour trouver des passages. En fait c'était pour le comité fédéral du FLN que ces points de passage devaient servir. »[262]

Jacques Vignes est, pour beaucoup de militants engagés, la véritable cheville ouvrière du réseau Jeanson. Ancien petit industriel, il a toutes les qualités d'organisateur et c'est lui qui met en place les premières filières d'évasion. C'est dans ce cadre que travaille Hurst jusqu'en septembre 1958, date à laquelle il reçoit sa feuille de route pour l'Algérie.

« Les opérations de la Spéciale avaient commencé en France l'été 1958 ; je garde le souvenir de nombreux passages mais, n'étant pas à plein temps, je faisais le travail très rapidement. Mon seul contact était Vignes et je ne discutais pas beaucoup avec les passagers. Un jour, je dis à Vignes *« La feuille de route est arrivée. -Très bien, j'ai justement besoin d'un permanent en Suisse pour coordonner l'ensemble des passages vers la Suisse, l'Allemagne et l'Italie. »* Cela ne faisait pas l'ombre d'un doute, j'avais déjà déserté dans ma tête. En tant qu'officier, je devais partir seul. J'ai donc pris ma feuille de route, salué mes parents et, arrivé à Mulhouse, au lieu d'aller à Marseille, j'ai bifurqué sur Bâle. À partir de là, les passages ont été de plus en plus fréquents [...] Je recevais un appel codé de Vignes qui me fixait un lieu sur la frontière et là, je faisais environ deux passages par semaine. J'ai rencontré, à partir de ce moment, tout le monde, Boudaoud, Bouaziz etc... Essentiellement des dirigeants ou des cadres de l'intérieur qui avaient rendez-vous avec le comité fédéral. »[263]

Cependant, ce travail lui laisse du temps libre car il n'a à s'occuper ni du passage des armes qui franchissent les frontières du Nord, ni de celui de l'argent dont le réseau Curiel se charge. Il

262. id.
263. id.

profite donc de ce temps libre pour écrire un témoignage qui deviendra un célèbre pamphlet *Le déserteur*[264].

« Mon intention première était de l'envoyer à mes copains de caserne qui devaient être totalement surpris par ma désertion. Je voulais faire ma petite agit-prop tout seul. J'apprends alors qu'il y a un certain nombre de déserteurs en Suisse. Je vais les voir et tombe sur Louis Orhant ; il était là depuis deux ans, pratiquement depuis l'affaire de Palestro[265]. Ces gars avaient soit profité d'une permission pour ne pas retourner, soit refusé d'y aller depuis Palestro. Ils pointaient chez Nestlé, simples réfugiés politiques complètement inutilisés. »[266]

Ici intervient un épisode où l'interférence des réseaux va jouer un rôle important. Dans son travail clandestin, Hurst ne devait avoir de contact qu'avec Vignes. Du côté de Jeanson, cela n'avait pas beaucoup accroché ; il le trouvait trop « grand chef », mais avec Davezies, il semblait y avoir plus d'atomes crochus. C'est toutes les origines du jeune Alsacien qui reviennent à la surface, son éducation catholique et son communisme le rapprochent beaucoup plus du prêtre-ouvrier qu'est Robert Davezies. Par des amis communs, « Martin » lui fait dire de lire tel livre à telle page et de rencontrer quelqu'un qui désire le voir à Genève. Le livre c'est *L'Égypte en mouvement* des époux Lacouture[267] et le passage du livre en question parle d'un certain Henri Curiel.

« Je tombe sur un fakir dans un restaurant végétarien ; un type intéressant sauf que, de temps en temps, il y a un éclair dans son regard de myope qui me fait penser que ce qu'on raconte sur le Komintern et sur lui ne doit pas être complètement faux. Il me dit « *J'ai voulu te voir parce que tu es communiste. Davezies dit que tu as repéré un certain nombre de déserteurs communistes. Qu'attendez-vous pour agir ?* » Je lui réponds que nous sommes totalement isolés et que, si le parti qui est la seule force d'opposition ne fait pas son travail en France, je ne voyais pas ce que

264. Paru à Paris aux Éditions Minuit en 1960.

265. Le 18 mai 1956, après une embuscade tendue par l'ALN, 18 soldats français sont tués et deux faits prisonniers. Aurousseau et Serreau. Voir Raphaëlle Branche, *L'embuscade de Palestro*, Paris Armand Colin, 2010.

266. J-L. Hurst. *op.cit.*

267. Jean et Simone Lacouture, *L'Égypte en mouvement*. Éditions Le Seuil. Paris, 1956.

nous pouvions bien faire. « *Si vous ne prenez pas vous-mêmes vos responsabilités, de quel droit allez-vous encore vous prétendre communistes ?* Cela m'a frappé. D'abord c'est très stimulant d'entendre des choses comme cela. Il y avait aussi toute l'ambiguïté de Curiel dont il a très bien joué avec tout le monde. À mon avis, il avait raison de le faire. On savait qu'il avait été fondateur du PC égyptien et, de toute évidence, il ne devait pas parler en son nom propre. Il devait être un agent de Moscou, de Pékin ou du Komintern. On sentait à travers ses discussions qu'il n'était pas d'accord avec le PCF mais, pour le reste du mouvement communiste international, peut-être que... On savait déjà que le PC italien n'était pas d'accord. On avait l'impression d'avoir une sorte de caution. Je devais réfléchir. J'ai passé toute la nuit à tourner autour du lac Léman. Je le revois le lendemain dans le même restaurant et, avant même de passer la commande, je lui dis *« Je propose d'appeler ce mouvement Jeune Résistance* ». Il se lève « *C'est remarquable !* » Il me serre la main et me dit au revoir. Je raconte l'entrevue à mes copains qui trouvent l'idée géniale sauf que nous ne sommes que six pour créer le mouvement. »[268]

Ainsi naît « J.R », un des principaux mouvements d'opposition à la guerre d'Algérie. Nous sommes en 1959, Davezies qui est à l'origine de la rencontre de Genève vient voir Hurst en personne et lui dit « L'idée de Jeune Résistance est excellente, il faut immédiatement la faire fructifier, demain s'ouvre à Vienne le Festival mondial de la jeunesse. » C'est l'été 1959 et cela fait des mois que Hurst s'occupe des passages de frontière. Il a besoin de se donner et de donner au mouvement « J.R » du champ et un nouveau souffle. Il hésite encore à quitter pour un moment son poste ; Davezies insiste et finit par le convaincre d'y aller.

L'intervention de Pierre Laurent, patron des « Jeunesses communistes françaises », le fait bondir d'indignation et c'est sur la tribune officielle que Jean Louis Hurst saute pour se saisir d'un micro qui ne lui était pas destiné. Son intervention au nom des déserteurs fait basculer la salle. À ce moment précis, le petit groupe « J.R » devient mouvement de la « Jeune Résistance ».

268. J-L. Hurst. *op.cit.*

« Je rejoins Davezies et alors plein de gens viennent vers nous et nous demandent que faire ? Je suis complètement dépassé par les événements tandis que Robert a la présence d'esprit de leur donner rendez-vous pour le lendemain à une heure à tel stand. Nous avons passé la nuit à rencontrer les délégations des pays limitrophes de la France, PCI, Protestants suisses, Jeunesse Socialiste allemande avec Rudi Dutschke, le PC belge. Nous voulions savoir s'ils étaient prêts à aider les déserteurs. Tous ont donné leur accord, non seulement ils étaient prêts à le faire mais ils nous ont donné les adresses, les contacts et les points de chute. « J.R » était devenue en une nuit un mouvement européen. »[269]

Cette nouvelle perspective modifie les données du problème. Les « porteurs de valises » deviennent ce qu'ils ont en fait toujours aspiré à être, un mouvement français de contestation de l'ordre colonial et du régime réactionnaire gouvernant la France. Nous entrons évidemment ici dans une autre problématique, celle de la mue nécessaire des réseaux de soutien au FLN. Nous reviendrons un peu plus loin sur les débats qui ont eu lieu à l'intérieur des groupes et entre ces derniers et le FLN en France.

Les anciens résistants

Avant de clore ce chapitre consacré aux réseaux de soutien, il est indispensable de mentionner le réseau constitué par les anciens résistants. Diverses sources l'intègrent au réseau Jeanson-Curiel, d'autres le situent plutôt dans la mouvance PSU ou même dans une des fractions du PCF. Nous n'avons pas pu, hélas, recueillir le témoignage de René Portes qu'Aït Mokhtar cite à plusieurs reprises comme responsable des filières entrée-sorties de membres de cellules de l'O.S., blessés ou recherchés. Le vibrant hommage qu'il rend à Portes et à son équipe nous oblige à mentionner ici l'un des seuls témoignages qui s'y réfèrent.[270]

On se souvient que lors de son passage à Paris, au printemps 1958, Aïssa Abdessemed avait été placé par Bouaziz dans un

269. id.

270. Pour plus de détails, nous renvoyons évidemment le lecteur aux ouvrages d'A. Haroun, H.Hamon-P.Rotman et de G. Perrault.

refuge beaucoup plus sûr que celui où il avait atterri une première fois. Paradoxalement, les choses ne se sont pas bien passées pour l'artificier attitré de l'ALN en mission très spéciale en France. Laissons-le nous rapporter ce séjour où l'équivoque a parfois frisé le malentendu entre deux types de culture et d'histoire. Nous pensons que le propos est suffisamment riche en lui-même sans qu'il soit nécessaire d'y ajouter quelque commentaire.

« C'était une ancienne résistante à l'occupation allemande qui avait perdu une jambe dans les maquis français et elle sympathisait avec la cause algérienne. Ce fut un moment pénible car Bouaziz ne me l'avait pas présentée. Il s'est juste contenté de me dire qu'elle travaillait avec nous, aussi je ne tenais pas du tout à discuter politique avec elle. Ce fut un véritable monologue qui dura jusque très tard dans la nuit. Quelque chose me gênait en elle ; elle répétait sans cesse qu'elle voulait bien aider, transporter des tracts ou de l'argent, mais pas avoir affaire à des bombes. Elle était contre l'action violente. Elle disait aussi que j'étais différent des autres jeunes qui étaient passés chez elle. Je ne sais pas ce qui motivait une telle appréciation mais, me sentant visiblement mal à l'aise du fait de mon silence persistant, elle voulait probablement de cette manière me manifester sa sympathie. Elle n'était apparemment pas au courant de ma mission et ses propos ne me mettaient pas personnellement en cause. Mais je ne pouvais décemment pas lui dire qui j'étais et pourquoi j'étais là. La situation avait tout du quiproquo. Elle s'est mise à me raconter son histoire en tant que résistante, l'occupation, les nazis, les arrestations, les tortures qu'elle avait subies. Elle avait été agent de liaison pendant la deuxième guerre mondiale. Quand elle parlait de l'occupation allemande, des contrôles, de la répression, je pensais au 8 mai 1945[271]. Cela faisait longtemps que ces événements ne m'étaient pas revenus à l'esprit. Je me disais comment se fait-il que des gens qui ont fait la résistance, qui ont été torturés peuvent passer sous silence le 8 mai 1945 ? Durant tout ce monologue, pas une seule fois elle n'y fit allusion. Elle donnait le nombre de morts, de déportés, de torturés de la résistance mais ils étaient très en deçà de ceux du 8 mai 1945. Elle parlait des résistants atta-

271. Voir plus loin p.215.

quant des postes allemands, des casernes, des barrages. Elle disait les SS. Pour elle, toute l'armée allemande était composée de SS.

Dès qu'elle me laissait un peu de temps, je repensais aux événements de l'est algérien. Quand elle citait les grands noms de la résistance française, je reconnaissais parfois ceux qui étaient au pouvoir en mai 1945 et qui avaient décidé des massacres en Algérie. Je ne pensais pas à la Révolution du 1er novembre, je pensais seulement à 1945. Avec la guerre, on réfléchit et on fait des parallèles avec les événements passés. Par exemple, on disait : là on s'était laissés tous massacrer sans rien faire. Je suis sûr que beaucoup en 1945 ne savaient pas ce qui leur arrivait quand les Français les tuaient ou les bombardaient. Je revois encore la scène de ce document d'archives filmées où un soldat armait posément son fusil, visait et tirait à bout portant sur un jeune homme sans défense au milieu d'une route.

Cette femme n'avait même pas dû penser à ce qui se passait dans ma tête. Si nous avions pu discuter, elle m'aurait sans doute dit qu'il y avait du meilleur comme du pire dans chaque peuple. Elle voulait sans doute se justifier. Ses récits n'étaient pas de la fanfaronnade. Elle avait beaucoup souffert et le sens de tout son monologue était que nous n'étions pas les seuls à souffrir ; les Français avaient eux aussi souffert. J'avais peur qu'elle ne termine son récit en me demandant ce que les Français avaient fait en Algérie. Heureusement, Bouaziz est arrivé et je ne sais plus comment j'ai pris congé d'elle. »[272]

272. A. Abdessemed. *op.cit.*

QUATRIÈME PARTIE

LES HOMMES ET LES FEMMES DE LA SPÉCIALE

Il n'est pas inutile de s'arrêter un moment sur les origines et les itinéraires de ces hommes et de ces femmes qui, durant des années, vont porter la guerre en territoire français. Sans prétendre à une étude exhaustive à caractère sociologique et anthropologique, nous pouvons, à travers quelques témoignages et quelques portraits, commencer à sortir de l'anonymat ceux et celles qui, aujourd'hui encore, estiment être victimes d'une conspiration du silence.

Il est évident que nous ne pourrons pas parler de tous car, pour diverses raisons, le travail d'enregistrement des témoignages n'a pas été mené à son terme. Il y a d'abord la liste arrêtée par Aït Mokhtar qui compte 43 noms[273], l'enregistrement d'un tel nombre de témoins ne pourra être mené à bien que par un travail d'équipe. Puis il y a ceux qui n'ont pas eu de formation au Maroc mais qui ont malgré tout fait partie de la Spéciale, qui ont directement participé à la lutte armée et dont les noms ont été, soit cités par leurs compagnons de lutte ou par les responsables de l'organisation, soit par les minutes des procès des tribunaux français. Il y a enfin certains acteurs-témoins qui ont été condamnés à mort et exécutés ou qui ont succombé sous la torture. Et parmi ceux qui ont survécu, il faut compter ceux qui ont refusé de témoigner.

Considérons cette tentative comme un premier jalon de l'histoire des membres de la Spéciale.

Dans les documents écrits comme dans les témoignages oraux, l'origine rurale et montagnarde des militants, comme des responsables de la Spéciale, domine. Là encore il serait hasardeux de conclure à une plus grande détermination des gens de la

273. Cf. Annexe 3.

campagne par rapport à ceux de la ville. Les données d'ensemble de l'émigration algérienne pèsent ici de tout leur poids ; on retrouve dans la Spéciale, les mêmes statistiques et les mêmes répartitions par origine et par fonction que celles caractérisant la communauté dans son ensemble. De la même façon, nous retrouverons sur le plan de la division du travail politique, la règle qui veut que les cadres du PPA-MTLD soient plutôt des gens de la ville ; ce qui ne veut pas dire que les militants de base soient uniquement des gens de la campagne ; il y a des exceptions dans les deux cas.

Quels sont les ressorts de cette division du travail entre « hommes de la politique » et « hommes de l'action » sous-entendu de la lutte armée ? Nous ne pourrons pas donner une réponse définitive ; toutefois quelques rapides mentions des origines des membres de la Spéciale ouvriront peut-être de nouvelles pistes.

LES ORIGINES

Caractéristiques d'ensemble

Ce qui ressort du matériel que nous avons eu à traiter, c'est d'abord le jeune âge des militants de l'O.S. Sur les 29 prévenus du procès de Paris[274], plus de la moitié (17) ont entre 19 et 25 ans, deux seulement ont 40 ans ou plus (43 ans), le reste a la trentaine. La plupart sont ouvriers ou manœuvres (17) tandis que les autres (3) ont de petits métiers (représentant, garçon de café, laveur d'auto), des commerces, hôtels-restaurants (3) ou des emplois administratifs (3, dont secrétaire, magasinier, fonctionnaire), un seul est étudiant[275]. Les deux prévenus restants, Robert Davezies, ecclésiastique et Colette Blœmhoff, comptable, sont membres des réseaux français de soutien au FLN[276].

Les origines géographiques comme les fonctions professionnelles des militants de la Spéciale renvoient aux caractéristiques générales de l'immigration algérienne. Ils sont pour la plupart originaires de la Grande Kabylie ; les mentions Tizi Ouzou, Bejaïa, Sétif qui reviennent fréquemment se réfèrent plus à l'ancien découpage colonial qu'aux actuelles circonscriptions administratives, il n'en reste pas moins que sur les 43 noms de la liste dressée par Aït Mokhtar, 20 sont de la Grande Kabylie (Tizi-Ouzou), 7 de Béjaïa, 5 de la région de Sétif, 2 respectivement de celles de

274. Cf. Annexe 4.
275. Antoinette (Yamina) Idjeri est portée étudiante bien qu'elle fut en charge du fonds de commerce familial. Pour plus de détails Cf. p.177 et suiv.
276. Voir plus loin le chapitre consacré aux réseaux de soutien au FLN.

Constantine, Bouira et Annaba, tandis qu'Alger, Ghardaïa, Sidi Bel Abbès et Tlemcen ont chacune fourni un militant[277].

Cette statistique, on s'en doute bien, ne renvoie pas à une quelconque supériorité de la jeunesse sur les militants plus âgés, de la classe ouvrière sur les autres classes ou de la Kabylie sur les autres régions ; seuls des esprits étroits pourraient conclure aussi rapidement. Disons seulement que les pesanteurs sociologiques et culturelles régnant au sein de la communauté algérienne en France, les solidarités villageoises ou claniques ont été souvent plus fortes que les seules motivations politiques dans les choix des uns et des autres.

Pour bien situer l'atmosphère des années cinquante nous reprendrons quelques passages où Yamina Idjeri dépeint son environnement.

« Nous habitions un quartier populaire de Marseille connu à l'époque sous le nom de la rue des Chapeliers. Après avoir été peuplé en majorité de Français, il connut des lendemains plus difficiles. De nombreuses communautés étrangères étaient venues s'y installer : des Arméniens, des Grecs, des Italiens, des Marocains, des Tunisiens, des Algériens et des Noirs. C'étaient surtout des travailleurs d'usine et des dockers ; un petit nombre d'entre eux s'étaient installés avec leurs familles, deux ou trois sans plus, tandis que les autres vivaient en célibataires dans des meublés [...] De retour de la guerre 39-45, mon père a transformé la petite cordonnerie dont ma mère avait héritée en restaurant. Je me souviens qu'à l'époque, les Algériens n'avaient pas grand choix pour leur commerce, ils étaient soit restaurateurs soit coiffeurs. [...] Le malheur est que les émigrés se regroupaient de façon grégaire et ainsi, les gens du village de mon père s'étaient tous installés dans la même rue. Ils gardaient leur mentalité et transposaient leurs problèmes de village dans la société française. »[278]

Ce que Yamina Idjeri ne sait pas encore à cet âge-là, elle n'a que 15 ans en 1954, c'est que partout où ils s'installent, les migrants de la Kabylie (de la petite Kabylie surtout) qui ne trouvent pas à s'employer en usine, ouvrent des petits commerces ou

277. Le nom des villes renvoie aux découpages territoriaux de l'administration coloniale.
278. Yamina Idjeri. Témoignage.

s'adonnent à des petits métiers prolongeant à la fois les pratiques corporatistes ancestrales et les solidarités confériques. Ce qui est valable pour la France, l'est aussi depuis longtemps déjà pour toutes les villes d'Algérie qui ont été les premiers réceptacles des migrations internes provoquées par la colonisation des terres et la paupérisation des populations des massifs montagneux. Ainsi chaque ville a sa rue ou son quartier kabyle, djidjellien, dellys-sien, biskri ou mozabite ; la France n'échappe pas à la règle.

Ce tissu très dense de solidarités villageoises ou régionales se retrouve tout naturellement sur le terrain politique et les adhésions au MNA comme au FLN se font très souvent sur cette base ; ce sont des familles ou des pans entiers de villages qui font acte d'adhésion ou de dissidence. Une étude plus documentée mérite d'être entreprise[279] mais nos témoignages se réfèrent tous à ce type de pratique. Ainsi celui de Hocine Bendali :

« Dans les débats, au cours des réunions de sensibilisation, certains problèmes étaient soulevés et c'est là que Si Abdallah faisait intervenir les étudiants. La question cruciale posée par les militants était de savoir si l'argent de leurs cotisations allait réellement dans le maquis. Au début tout le monde versait sa cotisation sans discuter mais, par la suite, certains ont commencé à soulever la question ; *« Donne-moi la preuve que cet argent va en Kabylie »*, par exemple car il y avait une grande concentration de Kabyles et de Djidjelliens dans ce secteur. Chacun cotisait mais souhaitait que l'argent soit affecté à sa région d'origine. »[280]

Quoi de plus étonnant quand on connaît les mécanismes qui, depuis des lustres, président au départ des jeunes vers l'étranger. Un homme des Aurès témoigne :

« C'était au Ramadhan de 1928. J'étais jeune, et c'était une année de misère. Une grande misère, en vérité ! Les terres ne suffisaient pas à leurs maîtres. On peinait, on travaillait tant que l'on pouvait travailler, et tout partait aux impôts. Par Dieu, on travaillait pour les impôts. Alors s'est réunie l'Assemblée des Anciens. Elle désigna huit hommes jeunes et forts, un homme de chaque fraction du village, et elle décida de les envoyer travailler

279. Certaines thèses publiées ou encore inédites se sont penchées sur ce problème.
280. H. Bendali. *op.cit.*

en France pour nourrir leurs familles. Nous sommes partis dans le bien de Dieu. Nous sommes partis à pied, puis en car, puis en bateau. Un des nôtres nous conduisait, il avait fait la guerre de 14. Il y avait perdu une jambe, mais, par Dieu, il connaissait tout le pays et parlait le français, alors que nous, nous ne savions pas même demander du pain. »[281]

De là l'ampleur de la tâche du mouvement nationaliste dans son ensemble et de la plupart de ses dirigeants politiques qui ont travaillé sans relâche à l'élimination de ces pesanteurs sociologiques pour les fondre dans une référence identitaire plus large, celle de la nation algérienne.

Quelques-uns sont de la ville

De tous ceux que nous avons eu à interroger comme d'ailleurs ceux qui figurent dans les procès verbaux des tribunaux français, très peu sont nés dans les grands centres urbains. Il serait trop hasardeux de tenter une systématisation du phénomène tant nos données documentaires sont limitées. Essayons toutefois d'apporter un éclairage particulier en brossant à grands traits quelques portraits de ces militants de la ville.

Mohammed Ben Saddok est né à Annaba (Bône) en 1931 d'un père et d'une mère, cousin et cousine, connus dans la vieille ville comme des *Ouled-el-bled* c'est à dire des gens de la cité. À cette époque, ce port important de l'Algérie orientale ne comptait que 16 000 habitants dont la moitié étaient des Européens d'origine. En 1939, son père qui travaille comme magasinier dans les docks pour le compte de la société Schiaffino est mobilisé pour prendre part à la seconde guerre mondiale ; pour quelques temps seulement car il est vite rendu à la vie civile ; il avait trois enfants et cela était considéré à l'époque comme un motif suffisant de démobilisation.

Les années 1941-42 sont très dures pour tous et, durant cette période de pénurie et de rationnement, les bombardements de la marine italienne contre le port de la ville et ses alentours (Bône servait au transit du matériel de guerre américain) obligent les

281. In Danièle Jemma-Gouzon. *L'Algérie à la croisée des Temps*. Ed. Errance. Paris, 1989. p.42.

habitants à migrer vers l'intérieur des terres. Sa famille connaît alors les rudes conditions de la vie des gourbis jusqu'en 1943-44. À cette date, après avoir vendu tous les bijoux de famille et s'être lourdement endettés, les Ben Saddok parviennent à trouver un logement au quartier européen de Beauséjour. Nous verrons plus loin dans les itinéraires des militants comment cette promiscuité avec les Européens va jouer beaucoup plus dans le sens d'une exacerbation de la conscience identitaire du jeune Ben Saddok que dans le sens de « *l'intégration* ». La scolarité de Mohammed est perturbée par son adhésion au mouvement scout et il finit par quitter le lycée technique sans avoir obtenu de diplôme. Sa formation inachevée de menuisier, il va la doubler d'un apprentissage au CFPA[282] dans le domaine de la tôlerie, ce qui lui permet de s'occuper diversement jusqu'en 1951 date à laquelle il est appelé à faire son service militaire. Une année et demie plus tard, il est agent commercial dans une entreprise de matériaux de construction installée dans le port de Annaba, un travail qui ne semble pas le passionner puisqu'au début de 1955, il quitte l'Algérie pour tenter une nouvelle aventure en Alsace. C'est de là qu'il partira pour Paris où un destin très particulier l'attend.

Mohammed Ouznani est né à Alger en 1935 au quartier des Anassers (Le Ruisseau) dans un milieu modeste. Son père, est ouvrier mouleur à la fonderie des Établissements Le blanc à Oued Kniss où il passe le plus clair de son temps à faire des moules pour la fabrication de robinetterie de cuivre et de bronze. C'étaient des châssis remplis de terre de 25 à 30 kg qu'il passait ses journées à manipuler pour pouvoir faire vivre une famille de onze enfants. Mohammed est le cinquième du nombre et il réussit à franchir le cap du certificat d'études primaires pour accéder à une formation technique jusque là réservée aux Européens. Il parvient à suivre pendant trois années les cours du Centre Technique de Bab-el-Oued où il acquiert tout ce qu'un bon ouvrier doit savoir en mécanique générale : électricité-auto, soudure, fraisage, tour, forge etc.

Son diplôme obtenu, il s'agissait de trouver un travail, ce qui n'était pas aussi facile pour un trop jeune ouvrier qualifié,

282. Centre de formation professionnelle pour adultes.

Algérien de surcroît. La politique l'attire peu et ce n'est pas la réunion dans une cellule du MTLD de la Haute Casbah où il est entraîné par ses amis militants qui va le convaincre.

« J'entendis les militants, des jeunes de mon âge, palabrer et tenir de grands discours tels que *« faire sortir la France etc....»* Il y avait Omar Merzouk[283], Sid Ahmed Ben Harrat et Kheloui. Cela ne me semblait pas très sérieux mais peut-être n'étais-je pas mûr. Je n'ai commencé à m'intéresser au problème qu'une fois arrivé en France. »[284]

La difficulté de trouver du travail à Alger fait partir, l'été 1954, ce jeune homme à peine sorti de l'adolescence (il n'a que 19 ans) sur les routes de l'exil. Il arrive à Marseille où il erre sans trouver d'emploi une quinzaine de jours, car il faut dire que même physiquement, l'apparence de Mohammed est du type petit homme plutôt malingre. Il se résout à recourir aux relations familiales et villageoises et finit par atterrir à Firminy, dans la région de Lyon-Saint-Étienne, où il trouve un emploi de mécanicien chez un garagiste. Pour dormir, il va incognito dans les baraquements des Établissements Verdier (fabriques d'armement) car son jeune âge lui interdit encore de louer une chambre d'hôtel en son nom. Pour Ouznani, des circonstances assez particulières joueront pour son intégration à la Spéciale ; retenons pour l'instant que sa formation technique et son air perpétuel de jeune innocent inoffensif, plus que ses origines urbaines, le feront devenir l'un des hommes les plus recherchés de France.

La plupart viennent de la campagne

Mouloud Ouraghi est né le 19 septembre 1928 à El Kala, dans la région de Fort National (Grande Kabylie), d'un père émigré, ouvrier dans une usine française de produits chimiques qui probablement des suites de nuisances chimiques, décède assez tôt laissant son épouse, Mouloud, son frère aîné et ses deux sœurs absolument sans ressources. Dès l'âge de quatre ans, il est obligé de travailler pour survivre. L'école où il se rend parfois lui donne

283. Il sera torturé et projeté par les paras français du haut du Ravin de la Femme sauvage dans le quartier du Ruisseau à Alger.
284. Mohammed Ouznani. Témoignage.

quelques rudiments de lecture et d'écriture qu'il perdra très vite. A 16 ans, il quitte le village à la recherche d'horizons plus cléments ; à Alger, il trouve à s'employer avec son frère chez un fabricant de fonds de paniers en roseaux dans le quartier de Maison Carrée (El Harrach) ; il ne touche pas d'argent et bénéficie tout juste du gîte et du couvert.

« En 1946, j'ai décidé d'aller gagner mon pain ailleurs. J'entendais à cette époque de vieux Algériens qui revenaient de France dire qu'il y avait du travail et qu'on y cherchait de la main-d'œuvre. On disait aussi qu'on y était beaucoup mieux traité qu'en Algérie ; nous y étions considérés là-bas comme des êtres humains, contrairement à la ségrégation dont nous étions victimes chez nous. Je n'avais d'ailleurs jamais adressé la parole à un Français tant que j'ai vécu en Algérie ; j'habitais sur les lieux mêmes de mon travail et j'avais très peu l'occasion de me rendre au centre ville. »[285]

Il entend parler du PPA et va avec ses amis écouter quelques personnalités faire des discours mais il ne s'y connaît pas vraiment en politique. Rien de bien important ne le retient donc en Algérie ; il décide avec le concours financier de son frère, d'aller tenter l'aventure de l'autre côté de la mer. Il n'a que 18 ans et ne connaît personne quand il débarque à Marseille ; il ne parle pas du tout le français et sait à peine écrire son nom ; il lui faut très vite se résoudre à retrouver plus au nord, dans la capitale, les traces d'un cousin éloigné dont il a l'adresse. La filière villageoise qu'il a beaucoup de peine à retrouver fonctionne à merveille et il peut alors commencer à travailler comme emballeur au service des expéditions dans les Établissements Guinard, un fabricant de pompes à incendie. Puis il devient chauffeur-livreur. « C'était formidable car je pouvais enfin sortir et voir du pays. En plus, le gars avec qui j'étais en doublure était un gars très gentil ; immigré lui aussi, installé en France de longue date. »[286]

Avec ces beaux jours qui commencent, il se met à faire de la boxe et grimpe assez vite les échelons jusqu'à devenir champion amateur de Paris. Cette célébrité naissante le pose parmi ses

285. Mouloud Ouraghi. *op.cit.*
286. id.

camarades de travail et c'est à lui que le syndicat de l'usine fait appel pour les discours de circonstances.

Omar Sadaoui est né le 9 décembre 1930 à Azrouba petite dechra du douar de Mizrana dans une zone boisée à 14 km de Tigzirt. Encore enfant il se déplace avec sa famille vers Taourga (Horace Vernet), un petit village colonial où activent les premiers maquis des années quarante avec Mohammed Zerouali, Amar Haddad, Mohammed Saïd Mazouzi et Omar Boudaoud. Après avoir été à l'école jusqu'au cours moyen deuxième année, il passe le plus clair de son temps à aider son père au travail de la terre. A l'âge de 16 ans, il part à Alger où il suit pendant deux années des cours d'apprentissage professionnel près du quartier de Sidi Abderrahmane dans la Casbah d'Alger. Un jour, à la fin des congés scolaires, alors qu'il s'apprête à retourner dans la grande ville, une bagarre éclate autour d'une table de poker entre un de ses parents et un compagnon de jeu. Son intervention finit malheureusement à coups de couteaux et un des protagonistes tombe à terre foudroyé par la lame dont il s'était servi pour se défendre. Quatre années de prison ferme le font transiter par les lieux tristement célèbres de Lambèze, Berrouaghia, El Harrach (dite 4 hectares). Libéré en 1952, il prend la route de l'exil et travaille pendant quelque temps dans le bâtiment à Roubaix dans le nord de la France où une de ses connaissances vivait. Quand la guerre éclate en Algérie, la communauté immigrée de cette région est massivement acquise à Messali. C'est pourtant Mahieddine, cet ami de Taourga, qui le persuade que leur devoir est de repartir en Algérie afin d'y prendre part à la lutte armée. Son voyage de retour au pays natal s'achève à Paris où il trouve du travail dans une usine de Pantin et un logement à Suresnes. Peu de temps après « Si Saïd » Bennaï Ouali, un vieux militant nationaliste l'envoie chez Meziane, dans un hôtel-bar qui était en fait un fief FLN. Il y rencontre Driss Touati, Bachir Boumaza et Senoussi qui y tiennent régulièrement des réunions politiques. En 1955 il adhère au FLN et commence un combat qui le mènera une année plus tard dans les rangs de la Spéciale.

Abdelhafid Cherrouk est né le 10 avril 1936 à Zemmora, un petit village de la région de Bordj Bou Arreridj. C'est une zone

aride accrochée aux flancs du massif des Babors et la famille d'Abdelhafid n'échappe pas aux dures conditions de vie des habitants de la région. Son père travaille à Aïn Messaoud à une centaine de kilomètres de là, près de Sétif ; il enseigne en tant que taleb (maître d'école coranique) les rudiments de la langue arabe aux enfants des Aouameur, une riche famille de propriétaires fonciers. Deux ou trois fois par an, il revient à la maison apporter les revenus en nature qu'il tire de son activité, du blé, de l'orge, et quelques autres biens. Dans cette famille de six enfants Abdelhafid est le deuxième du nombre, il suit pendant quatre ou cinq ans les cours de l'école coranique dirigée par son oncle paternel. 1942-1943 sont des années de grande misère et le typhus fait des ravages parmi la population ; son frère aîné étant parti à Alger chercher du travail, il se retrouve à 6-7 ans avec sa mère et sa jeune sœur dans un dénuement total et sans plus rien à manger. Seule une retraite chez des parents maternels relativement mieux lotis leur permet d'éviter le pire, pour un temps, car la mère tombe malade et il faut l'hospitaliser à Sétif. C'est l'occasion pour le jeune Cherrouk de sortir du village et de voir la grande ville ; au passage, il fait un arrêt chez les Aouameur où son père est employé.

« En allant rendre visite à ma mère à l'hôpital, je suis passé par Aïn Messaoud et c'est ainsi que j'ai vu le véritable paradis qu'était la vie chez les Aouameur. La famille possédait pratiquement toute la région et j'étais émerveillé par cette opulence ; la ferme était grande, il y avait des chevaux et surtout on mangeait à sa faim alors qu'au village, nos repas n'étaient jamais très réguliers. Comme mon père n'enseignait qu'aux seuls enfants et petits enfants du propriétaire celui-ci eut la gratitude de nous offrir l'hospitalité pour tout le Ramadhan. »[287]

Il faut attendre la fin de la seconde guerre mondiale pour voir la famille Cherrouk quitter Zemmora pour s'installer à Alger.

« Notre situation matérielle était toujours très difficile ; nous n'achetions les denrées qu'avec des bons de rationnement. Mon père avait trouvé un poste d'enseignant à la *Chabiba* (la jeunesse) au 17 de la Rampe Valée dans une école qui dépendait d'une association musulmane de bienfaisance dirigée par le cheikh Tayeb El

287. Abdelhafid Cherrouk. *op.cit.*

Okbi[288] ; il n'avait pas de salaire fixe et ses revenus étaient fonction des cotisations des parents d'élèves. Nous étions en 1945 et, à cette époque, n'envoyaient leurs enfants à la *Chabiba* que ceux qui désiraient leur donner une éducation religieuse ou leur apprendre la langue arabe. Les milieux aisés préféraient plutôt diriger leurs enfants vers l'école française et, parmi ces derniers, seuls ceux qui étaient exclus venaient tenter une nouvelle chance dans le cursus traditionnel. Dans l'ensemble cependant, la plupart des élèves venaient de milieux nationalistes. [...] Avec ma famille, nous avons d'abord habité une baraque à Fontaine fraîche (quartier dans les hauteurs de Bab-el-Oued) ; les conditions de vie étaient difficiles, le quartier éloigné et, surtout, nous étions à l'étroit. Je faisais tous les jours le marché et la corvée d'eau car mon père était trop occupé par son travail tandis que mon frère aîné était déjà parti pour la France. Pour les besoins domestiques, j'avais construit une petite voiture à roulements pour pouvoir transporter la citerne que je remplissais à une fontaine distante de deux kilomètres, j'en avais en fait assez de remonter en bus de la ville avec les deux bidons de 10 litres chacun. Puis, mon père trouva une chambre à la Casbah mais le problème de l'exiguïté se posait toujours, d'autant plus qu'un quatrième enfant venait de naître ; avec 3000 francs de salaire par mois ce n'était pas le luxe. Nous recevions une ration de lait par mois pour le nourrisson, quelques boîtes, et ma mère me disait toujours, *« nous allons en garder quelques-unes et vendre les autres pour avoir un peu d'argent. »* Pour économiser sur notre budget familial, nous allions tous les jours, mon frère et moi prendre les repas de midi à *Diar Essadaqa* (la maison de charité) [...] Cela dura ainsi quelque temps jusqu'à ce qu'un de nos oncles paternels, fonctionnaire à la Transatlantique, décide d'acheter une villa au lotissement Robert à la Bouzaréah (banlieue nord d'Alger) ; il laissa à mon père son appartement de la Cité Pérez au Climat de France (sur les hauteurs de Bab-el-Oued) et nous y avons logé de 1951 à 1955. Après avoir longtemps cherché, j'ai fini par trouver du travail comme journalier à l'usine Bastos. Nous attendions à la porte de l'usine que la direction ait besoin de main-d'œuvre supplémentaire, elle embauchait au hasard quelques uns d'entre nous et nous revenions

288. Un des principaux dirigeants de l'Association des Ulémas musulmans algériens.

le lendemain faire le pied de grue. C'étaient des postes très pénibles du fait des fumées et des saletés que nous étions obligés d'inhaler et cela durait en moyenne une semaine par mois. »[289]

Ainsi se poursuit la vie du jeune ouvrier occasionnel jusqu'au jour où le bureau de main d'œuvre répond à sa demande d'emploi et le dirige vers un centre de formation en maçonnerie. Ils sont une vingtaine de jeunes, la plupart illettrés, certains mêmes mariés et ayant déjà des enfants, à suivre sous un froid glacial, dans les baraquements du massif de Bouzaréah, ce stage en maçonnerie. Le 5 juillet 1955, en réponse au mot d'ordre de grève du FLN il arrête les cours et se fait mettre à la porte. C'est finalement cela qui le décide, à 19 ans, à partir lui aussi tenter sa chance sous des cieux plus cléments.

Ainsi, pour conclure ce chapitre, nous pourrons remarquer que les militants dont nous avons parlé, à l'image de la plupart des autres membres de l'O.S. de la FF.FLN, sont jeunes, entre 18 et 25 ans quand, pour des raisons sociales ou économiques impératives, ils décident de quitter l'Algérie pour l'exil. Certains partent à l'aventure sans bagages et sans diplômes ; ils ne parlent pas ou presque le français, et comptent sur les réseaux traditionnels du village ou de la famille pour trouver un emploi ou un gîte. D'autres ont la chance d'avoir un certificat d'études primaires ou un diplôme de formation professionnelle et trouvent plus facilement à s'employer en usine. Mais les uns comme les autres, gardent le souvenir amer d'une enfance et d'une adolescence difficiles marquées par la misère. Encore une fois, cela ne veut pas dire que ce fut là un élément décisif. Leurs itinéraires personnels nous montreront qu'il n'y a pas que les facteurs économiques et sociaux qui ont déterminé leur choix dans l'adhésion à une des branches les plus dures de l'organisation nationaliste en France.

Des instruits en rupture de ban

Parmi tous ceux qui ont contribué à cet épisode de la lutte de libération nationale, *Moussa Kebaïli* est un des premiers à avoir été sollicité pour la mise en place de l'O.S. Il est né en 1933 à Aïn Oulmène,

289. A. Cherrouk. *op.cit.*

une bourgade située à quelques 20 km de Sétif dans une famille nombreuse, ce qui était le cas de la plupart des Algériens. Originellement nommés Azizi, ils étaient remontés comme des transhumants vers le Nord quittant une région de Chevreuil devenue trop inhospitalière. Comme tous ceux qui venaient d'ailleurs, il leur fut attribué le nom générique de Kebaïli (Kabyle ou gens des tribus). Dans cette région céréalière des Hauts Plateaux où ils s'installent, la pauvreté est la chose la mieux partagée et le fait pour son père de tenir une épicerie le place automatiquement parmi ceux qui vivent décemment. Petit à petit l'activité commerciale se développe et fait que le père sera amené à élargir sa sphère d'activité et à effectuer de nombreux déplacements pour couvrir les marchés de Ksar Ettaïr, Tocqueville (Ras el Oued), et Sétif. Les retombées sont fructueuses puisqu'elles lui permettent d'acquérir un car et de se mettre au transport local des voyageurs.

Cette soudaine richesse des Kebaïli va permettre au fils d'aller à l'école indigène dans la grande ville. Moussa est donc à Sétif jusqu'au certificat d'études primaires qu'il décroche, événement rare, puis il est admis, événement encore plus rare pour un Algérien, au lycée de la ville. Ses premiers instituteurs parmi lesquels M. Amara lui permettent d'acquérir des notions de nationalisme et surtout le sens de l'effort et l'obligation de la réussite comme affirmation émancipatrice. Très jeune encore, il active dans les cellules clandestines du PPA-MTLD au lycée de Sétif où il côtoie Maïza dit « Saïfi », Belaïd Abdesslam et Nacereddine Aït Mokhtar. C'est une grève de la faim déclenchée dans le lycée et les sanctions qui s'ensuivent qui le forcent à quitter l'Algérie pour la France. N'ayant aucun parent sur place il finit par s'inscrire au lycée à Saint Maur des Fossés non sans avoir fait un court passage par Montpellier où il rencontre très certainement Amar Benadouda. La guerre déclenchée en Algérie le surprend alors qu'il est encore lycéen et militant nationaliste au lycée de Saint Maur. Nous sommes à la veille de son adhésion aux premières cellules du FLN de la région parisienne.

Des membres du comité fédéral qui avaient directement en charge la mise en place de la Spéciale, nous savons peu de

choses. Ali Haroun qui les a côtoyés des années durant n'écrit que quelques lignes sur *Rabah Bouaziz*[290] et nous ne ferons malheureusement guère mieux car seules de rares mentions nous auront été faites ; espérons seulement que ce dernier comblera lui-même cette lacune par la publication de ses propres mémoires[291].

Ce que nous savons, c'est qu'ancien militant du MTLD puis syndicaliste, il est arrêté en France et transféré à la prison Barberousse à Alger. Nous ne connaissons pas ses origines sociales, ni sa formation, ni le type d'instruction dont il a bénéficié. Nous saurons tout juste qu'après six mois de détention, il est libéré. Il rejoint les maquis de la wilaya IV où il devient commissaire politique sous les ordres du colonel Sadek. Ce dernier, probablement en accord avec Abane Ramdane le fait muter en France avec pour mission de restructurer l'Organisation Spéciale en vue d'une prochaine offensive sur le territoire français. C'est bien lui qui reçoit par délégation de pouvoir le commandement des premières cellules clandestines mises sur pied par Abdelkrim Souici et Moussa Kebaïli.

Les témoignages recueillis qui en font mention de manière incidente insistent tous sur sa rigueur morale, sa sévérité et son sens très élevé du secret. Parlant des moments qui avaient précédé le déclenchement de l'offensive d'août 1958, Mouloud Ouraghi reste très marqué par l'intransigeance extrême de son responsable.

« C'était un homme très autoritaire qui ne permettait aucun écart dans l'observation des règles de la clandestinité. Ainsi je me souviens du jour où, quelque temps avant notre départ pour le Maroc, nous logions dans un appartement en compagnie de X... celui-ci était très connu des milieux de l'immigration parisienne et, du fait qu'il y allait parfois un peu trop de la bouteille, on craignait qu'il ne tienne pas sa langue. Il lui avait été interdit de fréquenter les quartiers à forte densité algérienne. Cela avait d'ailleurs été le cas pour nous tous car nous avions été planqués dans des appartements des quartiers chics de Paris où peu d'Algériens se hasardaient. Il nous fallait donc, pendant toute la

290. 12 lignes en page 38. A. Haroun. *op.cit.*

291. Depuis la rédaction de ce livre, Rabah Bouaziz est malheureusement décédé avant d'avoir fini de rédiger ses mémoires.

période de préparation, rester sans contact avec qui que ce soit. Après le départ du premier groupe, il avait appris par je ne sais quel moyen la nouvelle du départ du deuxième groupe et connaissait même le mot de passe. Il revient furieux, et me fit une scène.

- Ah ! C'est ainsi que vous procédez ? Vous envoyez des gens au Maroc sans m'en parler ? Eh bien sachez que je sais tout et même votre mot de passe.

Il m'avait donné l'information avec un mélange d'amertume, de n'avoir pas été désigné lui aussi, et de fierté d'avoir réussi à prévenir l'O.S. qu'il y avait des fuites et que le système de sécurité n'était pas parfait. J'allai donc sur le champ prévenir « Madjid » et « Saïd » de la chose.

- Savez-vous que la nouvelle de notre départ pour le Maroc n'est plus un secret pour personne ?

- Qui t'a dit cela ? questionna « Saïd »

- Eh bien, c'est X...

- Va le descendre !

- Comment ? Pour la seule raison qu'il a obtenu le renseignement ?

Heureusement, les choses en sont restées là. Ils ont envoyé un courrier en urgence pour annuler l'expédition et tout le groupe a été rappelé et dispersé. »[292]

A cette intransigeance dans le respect des règles de la clandestinité s'ajoute chez Bouaziz une sorte de rigueur morale très puritaine qui a marqué la mémoire des hommes de la Spéciale.

« A notre retour du Maroc, il était passé à la rue Pétrarque qui nous servait de refuge avant le déclenchement de l'offensive d'août. Il y avait là des militants qui logeaient depuis quelques temps déjà dans l'isolement le plus strict. « Saïd » avait remarqué sur un des murs des photographies en couleur un peu osées. Il revint sur ses pas et me prit à part :

- Il faut les tuer !

- Ah !! Mais pourquoi donc ?

- Eh bien va voir dans leur chambre ce qu'ils ont mis sur les murs.

292. M. Ouraghi. *op.cit.*

J'y suis allé et j'ai vu des nus. Il n'y avait vraiment pas de quoi fouetter un chat. J'ai demandé au militant d'enlever les photos du mur et suis retourné voir « Saïd » pour lui dire que tout était rentré dans l'ordre [...]

Quelques jours avant le déclenchement de l'offensive d'août, nous tenions une réunion dans notre refuge de la rue Pétrarque. Tous les chefs de région étaient présents ainsi que les responsables de l'opération. Je me souviens bien de ce jour ; c'était un dimanche, et la réunion s'était prolongée sans interruption jusqu'aux environs de 14 heures. Nous étions restés sans manger et la faim commençait à nous tirailler. « Saïd » demanda si quelqu'un pouvait aller chercher des sandwichs. Nous étions dans les environs du Trocadéro et il n'y avait pas de risque de trouver une épicerie dans le coin. X... dut aller dans un bar et il revint tout heureux d'avoir trouvé des sandwichs à la parisienne. Mais voilà, ils étaient au jambon et au pâté. Il nous mit tout cela sur la table. « Saïd » le premier fit une réflexion *« Il y a encore un peu d'Islam en nous !* Il refusa d'en manger, suivi en cela par « Madjid »[293].

Un dernier témoignage nous éclairera sur une autre dimension du personnage, celle du secret. Aïssa Abdessemed avait été directement en contact avec lui lors de son premier séjour à Paris.[294]

« Bouaziz prenait toujours des notes en code sur des petits bouts de papier quand nous discutions du travail. Je n'avais aucune expérience dans ce domaine, aussi j'étais très intrigué, intéressé mais sceptique malgré tout. Je le voyais inscrire des signes, des chiffres, ce qui ne me paraissait pas très sérieux. En repartant pour le Maroc, je lui avais donné trois ou quatre titres de livres que je n'avais pas eu le temps d'acheter. Il avait pris note d'un nom qui n'était pas le mien et de l'adresse d'un commerçant. Rien ne transparaissait de ces notes et ce fut pour moi l'occasion de vérifier l'efficacité de ce code mystérieux. Après deux ou trois semaines, je reçus les livres en question. C'était un vrai code. J'étais content et fier en même temps. Bouaziz était bien organisé ; même si quelqu'un était arrêté avec ce code, il

293. id.
294. Cf. supra p.58.

serait impossible de le déchiffrer avant 24 heures, ce qui laissait une bonne marge de sécurité à l'organisation. »[295]

Aït Mokhtar est né dans les années trente à Tazmalt, près d'Akbou, dans la vallée de la Soummam. Sa famille est depuis des lustres une famille de notables puisque la charge de Caïd semble lui être acquise comme héritage depuis la période turque. Seulement, comme beaucoup de chefs de tribus et de notables de la Petite Kabylie, l'insurrection du Bachagha El Mokrani en 1870 va leur être fatale. Ayant été militairement défaits par les troupes coloniales, ils perdent, des suites du séquestre imposé par les Français, tous leurs biens meubles et immeubles. Ils sont chassés de Bougie et refoulés sur les flancs rocailleux de la montagne environnante. Deux de ses grands-parents sont arrêtés et emprisonnés jusqu'à leur mort dans la citadelle de Constantine et la famille Aït Mokhtar, décimée, connaît alors comme toute la population de la région la misère qui frappe les vaincus.

La première guerre mondiale fait que son père, qui n'avait pas assez d'argent pour être exempté, est obligé d'y participer. Il le fait tant et si bien que ses faits de guerre lui valent une grave blessure et, comme à toute chose malheur est bon, il est honoré d'une médaille du mérite, d'une pension de mutilé de guerre et enfin du titre de Caïd. Nacereddine n'a pas la chance de connaître sa mère ; alors qu'il venait à peine de naître, celle-ci décède d'une tuberculose bilatérale. Son père qui se retrouve seul avec ses enfants se remarie en 1939, et envoie le jeune orphelin s'instruire à Bordj Bou Arreridj chez Mohammed Farès, un membre de sa nouvelle belle-famille. Il est quasiment analphabète quand l'instituteur qu'était son nouvel oncle par alliance le prend en charge et lui inculque l'usage du français ainsi que des notions de scoutisme. En 1945, il revient à Tazmalt mais, très vite, les événements du 8 mai obligent de nouveau son père, muté à Taher, à s'en séparer. Nacereddine se retrouve chez les Farès d'Akbou et il peut enfin décrocher son certificat d'études primaires. À Tazmalt c'est la fête parce que de mémoire d'homme personne n'avait eu le certificat d'études primaires. Comme beaucoup

295. A. Abdessemed. *op.cit.*

d'enfants de Caïds, notre jeune diplômé est inscrit au lycée de Batna puis à celui de Sétif où il côtoie de jeunes nationalistes[296]. Il ne se mêle pas trop de politique et mène tranquillement sa vie d'interne jusqu'au baccalauréat qu'il décroche sans trop de difficultés. Moussa Kebaïli se souvient de ce camarade de lycée un peu particulier.

« J'ai connu Aït Mokhtar au lycée de Sétif et nous avons fait notre préparation militaire ensemble. Il était très régulier, très organisé ; il agissait de manière méthodique, presque mathématique, dans tout ce qu'il entreprenait, que ce soit pour les études ou pour la préparation militaire. Lui et deux ou trois autres camarades ne se permettaient pas de discuter d'un article de journal, par exemple, au moment où ils étaient en train de faire un problème de math ou de physique. Partant de ce principe, il a pu faire d'excellentes études. »[297]

Ayant mené à bien ses études secondaires, il part en 1954 pour Paris où il s'inscrit à la faculté de médecine. Sans trop d'argent, il est obligé de travailler pour vivre et payer ses études. C'est alors que la guerre qu'il a laissée derrière lui en Algérie le rattrape. Il est délégué à l'UEAP et à l'UGEMA lorsqu'il décide de rejoindre les rangs du FLN en France, mais pour lui qui n'est pas trop porté sur la politique politicienne, seule l'action, sous-entendue militaire, a un sens et mérite d'être menée. Moussa, son ancien camarade de classe va lui en donner l'occasion.

Hocine Bendali est né en 1936 à Berbacha, un petit village kabyle à 30 km de Bejaïa (Bougie). Sa famille est de condition modeste comme tous les gens de cette région montagneuse et seule la bravoure de son père au cours de la Seconde Guerre mondiale (il est fait prisonnier et déporté en Allemagne d'où il réussit à s'évader pour regagner la zone libre) leur permet de sortir de la misère. Au titre de ses faits de guerre et de « son dévouement à la France » le père Bendali reçoit une licence de débit de boissons à Marseille ; il peut enfin regrouper sa famille qu'il fait venir d'Algérie en 1946 pour l'installer à l'Estaque, une petite

296. Ali Lakhdari, Zaatout et Derbouche de « la fameuse 5ème M2 de Batna », Hassani, M. Kebaïli et B. Abdesslam du lycée de Sétif.
297. M. Kebaïli. *op.cit.*

bourgade de la banlieue marseillaise à 2 km de Mourepiane. C'est là que Hocine rencontre pour la première fois, à l'âge de 10 ans, son père. Il fait de brillantes études primaires et secondaires qui le mènent à tenter une carrière à l'École de commerce de Marseille. Très tôt, du fait de l'engagement de son père dans les activités nationalistes, il est amené à militer dans les rangs du FLN jusqu'au jour où quelqu'un venant de Paris lui propose d'intégrer une organisation très « spéciale ».

Contrairement à la plupart des membres de la Spéciale, nous avons, avec Moussa Kebaïli, Nacereddine Aït Mokhtar et Hocine Bendali, le cas de jeunes, instruits, issus de familles relativement aisées, que des études primaires et secondaires réussies prédisposent à l'intégration dans le système colonial ; pourtant une rupture s'opère et les amène à être parmi les premiers instruits à passer, en France même, à l'action politique clandestine puis à la lutte armée. Que s'est-il passé ? Qu'est-ce qui a concouru à les faire passer à la forme la plus radicale de la lutte contre le colonialisme français ? Avant de tenter une réponse à ces questions, ouvrons une parenthèse sur le cas particulier des femmes de la Spéciale.

Le cas très particulier des femmes de la Spéciale

Dans notre tentative d'éclairer les origines des militants de la Spéciale, il serait injuste de passer sous silence ces femmes qui, très tôt, se sont engagées dans la lutte armée et l'ont menée au même titre que les hommes, au péril de leur vie. Des militantes, l'organisation politique du FLN en France en a compté certainement plusieurs dizaines ; quelques unes ont été citées de manière tout à fait incidente dans les nombreux ouvrages traitant de la guerre d'Algérie mais, pour elles comme pour beaucoup d'autres, leur histoire reste encore à écrire. Ces militantes pourtant, membres de la Spéciale, se distinguent de l'ensemble ; tout comme leurs compagnons de lutte, elles ont subi l'épreuve du feu, engagées dans des actions où le transport des armes et des explosifs n'était pas la moins risquée des missions auxquelles elles ont participé.

Nous ne pourrons pas les évoquer toutes car un certain nombre d'entre elles ne nous ont pas été accessibles ; nous nous

contenterons donc de dresser un rapide portrait de certaines d'entre elles en espérant que ce travail connaîtra une suite plus substantielle.

Aïcha Aliouat est née en 1930 d'un père immigré (originaire de la région de Tikdjda en Grande Kabylie) et d'une mère moitié française, moitié belge. Le père d'Aïcha est mineur de fond à Bomo près de Maubeuge et elle doit connaître très tôt les dures conditions des familles de mineurs du Nord.

« Il avait beaucoup de mal à joindre les deux bouts ; il travaillait dur, un peu pour nous, un peu pour tout le monde, pour tous ces cousins qu'il fallait garder quelques mois et mettre en selle avant de les faire partir vers Paris. En plus, il expédiait régulièrement de l'argent au village natal. [...] Nous avions des vêtements déchirés, des galoches à la place des chaussures et nous étions obligés de vendre des bouteilles vides pour acheter du pain, des oignons et les 5 kg de charbon qui suffisaient à peine pour nous réchauffer dans une région de grand froid. Et puis ce fut la guerre, lui se louait le soir dans les fermes tandis que mon frère et moi allions glaner du blé et des pommes de terre pour pouvoir manger. Malgré cette grande misère, j'ai eu d'agréables moments quand il nous emmenait parfois à la pêche ; nous nous amusions bien sur le bord des rivières et le poisson qu'on prenait nous servait à améliorer le quotidien. »[298]

Militant syndicaliste et meneur de grèves, entre le travail au fond du puits et le militantisme ouvrier, il lui reste peu de temps à consacrer à ses enfants. Après la mort de sa femme, il doit se résoudre à les placer à l'orphelinat. Le séjour d'une année qu'ils sont contraints d'y passer laisse à Aïcha qui n'a que 6 ou 7 ans de profondes blessures sur lesquelles nous reviendrons. Puis, du fait d'affrontements entre grévistes et policiers, il est contraint de fuir la région, probablement recherché pour sédition et voies de fait.

« Ce devait être en 1936-1937, puis mon père a trouvé du travail dans une fonderie à Soissons tandis que mon frère et moi étions pris en charge par la concierge de l'usine qui avait accepté de s'occuper gratuitement de nous. C'était une famille de communistes, de l'avant-garde, et son domicile servait de lieu de réunion aux ouvriers parmi lesquels il y avait mon père. »[299]

298. Aïcha Aliouat *op.cit.*
299. id.

Le deuxième mariage du père ne leur offre pas plus de bonheur car la nouvelle belle-mère, issue d'un milieu bourgeois ne voyait pas d'un bon œil ces enfants d'un autre lit. Il n'est pas rare qu'Aïcha se fasse traiter de « fille de bicot » ; et c'est bientôt la rupture qui s'opère dans sa conscience de jeune enfant. Faute de trouver un père disponible et une mère affectueuse, elle se tourne à 9 ou 10 ans vers les membres de la famille paternelle chez qui elle espère trouver des réponses à ses questions.

« [...] C'était une nouveauté pour moi, un oncle, puisque ma mère ayant été reniée par ses parents je n'avais aucune relation du côté maternel. Il m'avait appris de petites choses, des mots en kabyle, du moins, nous avons essayé d'échanger. »[300]

Mais ce passage est trop court car peu après l'oncle est déporté en Allemagne et meurt de tuberculose. Sa vie de jeune adolescente se passe de la même façon, dans la privation, l'exclusion et la recherche de soi à travers la communauté cosmopolite des ouvriers immigrés, le militantisme prolétarien (elle adhère au parti communiste à 17 ans) et surtout à travers ses cousins et sa famille paternelle. Elle se marie à 18 ans avec un jeune issu lui aussi d'un mariage mixte mais cette union ne réussit pas vraiment et elle doit de nouveau reprendre sa quête identitaire.

« L'empreinte de la famille a été marquante sur mon orientation. A chaque fois que des cousins arrivaient du pays, je les harcelais de questions pour savoir comment les gens vivaient, ce que les gens pensaient. Il fallait que je sache car on nous traitait de sauvages, d'ignorants [...] Tous ces jeunes qui arrivèrent vers 1946-1948 pour travailler et aider la famille avaient quelque chose sur le cœur. Des événements avaient eu lieu en Algérie et ils m'en parlaient ; entre autres. Il y avait Hammiche qui avait amené son fils pour le mettre à l'abri de la police française car il avait pris le maquis bien avant 1954 ; peut-être était-il de l'O.S. (il fut par la suite officier de la wilaya III). Tous ces jeunes qui venaient en France parlaient de la misère et aussi des raisons de cette misère [...] C'était un roulement incessant de cousins qui venaient pour un temps et repartaient

300. id.

au village ; je gardais d'eux une idée de la lutte qui se déroulait en Algérie. »[301]

En décembre 1954, elle se décide à franchir le pas et se met à la recherche de relations susceptibles de l'introduire dans les rangs du FLN. Elle s'en ouvre à « Ammi » Belaïd et à Mammeri deux frères engagés dans le combat nationaliste. Elle doit tout accepter pour surmonter son ignorance de la langue du pays et sa double culture, y compris laver le linge de ses compagnons. Elle quitte le PC après le vote des pleins pouvoirs spéciaux au gouvernement français par les communistes et connaît des problèmes conjugaux avec son mari qui est resté fidèle au parti communiste. Comme tous les militants, elle est mise à l'épreuve mais, comme elle est différente des autres militants, elle doit en faire plus.

« Anki « Moustache » m'a ainsi fait passer le fameux test. Il m'a fait transporter un jour une énorme valise, très lourde que je devais livrer à La Courneuve dans un foyer d'immigrés à un certain Meziane.[302] Il m'avait bien recommandé de faire attention car c'était une mitraillette. Finalement de mitraillette, il n'y en avait point ; c'était des cailloux qui emplissaient la valise pour laquelle je m'étais donnée tant de mal. »[303]

A force de sacrifices et de persévérance, elle est enfin admise à la « Choc rurale »[304] où elle retrouve Meziane, Ali dit « Mongaillard »[305] qui était chef zonal et Hamdani[306]. Elle passe ensuite sous les ordres de Mouloud Hamada et est directement impliquée dans les affrontements FLN-MNA de la période 1955-1957. C'est une militante hors pair que la Spéciale va trouver prête au combat en 1958.

Zina Harraïgue est née à Bejaïa (Bougie) en 1934 dans un milieu très modeste, d'un père militaire de carrière à la retraite originaire de Bordj Bou Arreridj, et d'une mère d'origine allemande. Elle n'a que 3 ans quand la nombreuse famille de

301. id.
302. Probablement le même endroit dont parle Saadaoui. Cf. ci-dessus p.183.
303. A. Aliouat. *op.cit.*
304. Il pourrait s'agir d'une branche particulière des « groupes de choc » du FLN.
305. Ali Mazari cité par Aïcha Aliouat p.43. Note 60.
306. Mahmoud Hamdani qui fera partie de la Spéciale.

8 enfants part pour Sétif et 8 ans quand son père décède sans rien leur laisser que sa farouche hostilité à la France.

« Ce fut une période de misère noire ; nous étions au pain sec et à l'eau et il arrivait que même le pain vint parfois à manquer. Cela a duré quelques années pendant lesquelles ma mère travaillait le jour à l'hôpital et la nuit à faire le ménage ou du repassage chez les Européens de la ville. [...] Mes frères aînés ont dû eux aussi travailler et compromettre ainsi la poursuite de leurs études ; quant à mes sœurs, l'une avait été mariée et vivait à Constantine tandis que l'autre était restée à Sétif à travailler tout en aidant ma mère. Moi-même je participais à ma manière en gardant, après les classes, les enfants des Européens. Je le faisais pour 200 francs par mois et, l'été, je partais avec eux à la plage pour continuer à m'en occuper et profiter de la mer. »[307]

Quand Zina arrive au cours de fin d'études, ses frères sont déjà engagés dans le mouvement nationaliste et parlent devant elle de leurs réunions dans les cellules clandestines du PPA. De tous, elle garde une certaine admiration pour Omar. « C'était un nationaliste né, il était le plus engagé et c'est par lui que toute la famille est entrée dans le militantisme. »[308]

Les années de misère et de privation, la ségrégation imposée par les Européens la font mûrir très vite.

« Pour nous, le nationalisme, c'était notre milieu naturel. Nous n'étions pas comme les Français ; nous avions notre drapeau, je l'ai connu toute petite. Par mes frères, j'apprenais les chants nationalistes et je recevais des rudiments de formation politique à les écouter discuter de leurs réunions dans les cellules du PPA. »[309]

De 1945 à 1954 elle trouve à s'employer dans une clinique où elle fait office d'infirmière sans diplôme jusqu'au jour où elle décide avec sa mère, ses frères Sadek et Rachid et sa jeune sœur de rejoindre ses frères émigrés depuis déjà quelque temps.

Omar était marié et vivait avec sa femme et ses deux enfants à Firminy ; Ali était à Lyon. Installée avec sa famille dans un petit réduit de deux pièces, dans la campagne près de Firminy, Zina doit très vite se mettre au travail.

307. Z. Harraïgue. *op.cit.*
308. id.
309. id.

« J'ai trouvé un poste dans les Établissements Verdier[310]. Il y avait du travail en ce temps-là et c'étaient les immigrés qui faisaient tourner les machines françaises. Je travaillais sur l'une d'entre elles, à la pièce, à fabriquer des boulons pour bateaux ; je devais gagner dans les 80.000 francs par mois et, comme il était difficile pour mes jeunes frères de trouver un emploi, c'est moi qui ai commencé à prendre en charge la famille [...] Je faisais chaque matin 7 km à pied pour aller à l'usine ; je partais à 4 heures du matin pour arriver à 6 heures, à l'ouverture, jusqu'au jour où j'ai appris à monter à vélo. Ce fut un événement pour moi puisque jamais de ma vie je n'ai su ce que c'était un vélo d'enfant ou même une poupée. C'est pour cette raison que maintenant encore j'aime les poupées. On en faisait bien avec des chiffons et des bouts de bois, mais une poupée réelle, je n'en ai jamais eue [...] »[311]

Peu après Omar est arrêté pour ses activités syndicales et envoyé à la prison de Berrouaghia. Il en revient acquis au FLN et entraîne avec lui un grand nombre de militants de la région. Ses démêlés avec les messalistes, Zina les assume d'une certaine manière et échappe de peu à un enlèvement. Elle est vite sollicitée dans des activités liées aux groupes de choc dont elle assure la liaison, le transport des armes et les communications avec le comité fédéral. Quand la Spéciale est mise sur pied, elle est tout naturellement intégrée dans les réseaux de liaison et communication que mettent en place Bouaziz et Aït Mokhtar. Mais sa contribution à la lutte armée ne s'arrête pas là, nous y reviendrons un peu plus loin.

Nadia Seghir Mokhtar est née en 1930 à Miliana dans un milieu modeste où le père partageait le commerce d'un café avec ses frères. Elle entre à l'école et poursuit ses études jusqu'à l'âge de 16 ans. Comme beaucoup d'autres filles de son âge elle quitte l'école non sans avoir obtenu son certificat d'études primaires. Elle désire être infirmière et le départ de la famille pour Alger lui permet d'entrer comme stagiaire dans une clinique de Bab-el-Oued.

« Nous n'étions que deux Algériennes dans cette clinique et nous étions considérées comme des stagiaires de seconde catégorie. Les

310. Dans la même usine que celle où travaillait Mohammed Ouznani, mais ils ne se connaissent pas encore en ce temps-là.
311. Z. Harraïgue. *op.cit.*

femmes qui venaient accoucher ne nous accordaient pas la même confiance qu'à nos collègues européennes. J'ai travaillé dans cette clinique de 1951 à 1953 puis je suis restée inactive à la maison. À ce moment-là, j'ai commencé à entendre parler des gens qui montaient au maquis. À la fin de l'année 1956, j'ai connu Ahmed Lazali, un voisin de quartier qui allait devenir plus tard mon mari. »[312]

Cette rencontre avec un militant engagé dans le FLN va permettre à Nadia de donner un sens à son existence et elle entre aussitôt dans les réseaux clandestins de la Casbah où elle fait du transport d'armes. Très vite la cellule d'Ahmed Lazali et de Rabah Mahieddine à laquelle elle appartenait est démantelée et elle doit se résoudre à partir en France chercher refuge.

« Je décidai de ne pas en parler à mes parents qui ignoraient mes activités militantes. Mais, ainsi que cela se passait dans beaucoup de familles, je ne savais pas que mes frères étaient au FLN et que ma sœur militait elle aussi. Elle allait d'ailleurs mourir en martyre à l'âge de 32 ans durant une séance de torture à Miliana. »[313]

Arrivée à Marseille, elle est hébergée par une amie, Khedoudja, qui la prend en charge un moment et l'aide à établir le contact avec le FLN. Nous sommes en 1956-1957 et, dans le sud de la France Omar Harraïgue s'occupe de la mise en place des réseaux de la Spéciale en vue d'une prochaine offensive militaire. On lui présente Nadia. Elle a milité à Alger et participé à la bataille qui s'y déroule ; c'est une militante qui a connu l'épreuve du feu. Elle vient de débarquer et n'est pas encore connue des services de police en France ; elle fera très bien l'affaire car l'O.S. avait besoin de militants sûrs et surtout sans fiche de police. C'est ainsi que Nadia va rencontrer Zina et tous ceux qui, dans le sud de la France défrayeront bientôt la chronique.

Yamina Antoinette Idjeri est née à Marseille en 1939 d'un père Algérien émigré à l'âge de 15 ans et d'une mère française d'origine italienne[314]. Son père avait, comme tous les immigrés, travaillé en usine et appris la maçonnerie dans les Raffineries Saint Louis et, comme beaucoup d'entre eux, il a été mobilisé

312. N. Seghir Mokhtar. Témoignage.
313. id.
314. Rose Tartaghione.

pour prendre part à la guerre de 1939-1945. Quand il revient il décide de transformer en restaurant la cordonnerie que sa femme avait reçue en héritage.

On ne peut pas dire qu'à l'instar de ses compagnes, Yamina Antoinette ait vraiment connu le besoin et la privation mais, comme toutes les autres, elle a dû se plier aux dures conditions de la tradition villageoise.

« J'étais fille unique et évidemment je n'avais droit à aucune sortie. Mon père était très strict sur ce chapitre, ce qui convenait parfaitement à ma mère. Celle-ci n'était pas vraiment de condition modeste puisque son père était restaurateur et sa grand-mère maternelle sage-femme en Italie. Je fus donc placée cinq ans durant dans une école tenue par des religieuses. J'ai fait du piano pendant quatre ans mais quant à aller au conservatoire, mon père s'y était fermement opposé. D'abord c'était mixte et de plus je risquais d'aller jouer dans un orchestre plus tard. »[315]

Son apprentissage de l'Algérie, Yamina Antoinette va le faire à travers son père, bien sûr, qui lui parle du pays. Il était taciturne et ne fréquentait même pas les gens de son village ; de ce fait, sa fille était son seul interlocuteur. Il lui faisait part de ses affaires, de ses problèmes, de l'histoire du village et de ses habitants. Alors qu'elle n'a que 15 ans, il fait une dépression et est interné dans un hôpital psychiatrique pendant 6 mois. A sa sortie, il lui est recommandé de ne plus résider dans le même quartier car il semble que ce soit de vieilles rancunes villageoises et l'esprit de vendetta qui l'aient poussé à la paranoïa. Yamina Antoinette doit donc quitter l'école et gérer seule le fonds de commerce car son père et sa mère sont partis tous deux en Italie.

A 17 ans elle a en charge le restaurant et un petit salon de coiffure que son père avait monté quelque temps avant de tomber malade. Elle se fait aider par un cousin, Hamzaoui, qui est lui aussi un militant nationaliste ; c'est finalement lui qui, en 1957, la fait adhérer au FLN.

« J'étais Algérienne et je me devais de travailler pour l'indépendance de mon pays. Cela ne m'a jamais posé de problème métaphysique. Évidemment, j'étais jeune et je ne pouvais pas

315. Y.A. Idjeri. *op.cit.*

dire à mon père que je voulais militer. Quelle aurait été sa réaction ? Il s'est avéré bien plus tard qu'il en avait été très heureux. En fait, ma décision était le résultat de toutes les discussions que j'avais eues avec lui. J'étais Algérienne, je savais que j'allais me marier avec un Algérien ; il n'était pas question que je me marie avec un Italien. En France, je n'étais pas chez moi, bien que ma mère soit de nationalité française, elle était Italienne d'origine. Si je luttais contre la France, rien en somme ne pouvait m'arrêter. »[316]

Comme toutes ses compagnes de la Spéciale, elle est testée, plutôt deux fois qu'une, car une jeune fille issue d'un mariage mixte a toujours plus à prouver qu'une autre. Nous la retrouverons un peu plus tard aux premières loges d'une des actions les plus spectaculaires de la bataille de France que va lancer l'O.S. du FLN en 1958.

Ainsi, pour clore ce chapitre, nous pouvons dire que les origines des militantes de la Spéciale ne sont guère différentes de celles de leurs compagnons bien que, pour des raisons liées aux missions qui devaient leur être confiées, elles soient d'un type européen plus prononcé. Trois d'entre les quatre que nous avons citées sont issues de mariages mixtes mais il semble que ce facteur soit beaucoup plus un élément de radicalisation dans l'engagement nationaliste car, pour elles, la blessure due au refus de leur singularité et à leur rejet, en France comme en Algérie, ne pourra être dépassée que par l'affirmation de soi en tant qu'Algérienne et militante de la libération nationale. A travers cette lutte pour l'indépendance de l'Algérie, elles découvrent le sens de la liberté et, tout comme leurs compagnons, parfois plus qu'eux, elles accèdent à la conscience de l'homme libre se faisant, non pas dans l'affirmation de sa singularité, mais dans la fusion au peuple qui lutte pour la reconquête de sa souveraineté.

Nous revoilà donc inscrits dans le cas général des militants de la Spéciale. Leurs origines régionales, sociales et culturelles ne peuvent pas tout expliquer car elles sont le lot de plus de 90 % de la communauté immigrée. Comme tous les immigrés n'ont pas fait partie du FLN ni de la Spéciale, il y a donc un autre facteur qui pourrait nous permettre de mieux comprendre l'engagement des militants dans cette branche particulière de la lutte armée.

316. id.

LES THÈMES RÉCURRENTS DE LA PRISE DE CONSCIENCE NATIONALISTE

La dépossession et l'injustice

Paradoxalement c'est un fils de Caïd qui s'exprime le plus longuement sur cet aspect de sa prise de conscience. Comme nous l'avons vu précédemment, Aït Mokhtar est issu d'une famille qui, depuis des lustres assume une fonction de commandement local. Les charges qui étaient les siennes depuis l'époque turque sont reconduites par les Français jusqu'au jour où, en 1870, les Aït Mokhtar prennent part au soulèvement dirigé par El Mokrani et Cheikh El Haddad dans la vallée de la Soummam et la Medjana. Après l'écrasement de l'insurrection, la famille est dépossédée de ses biens et bannie de Bougie. L'esprit de révolte et la dissidence larvée vis-à-vis de l'autorité française semblent n'avoir jamais quitté les rangs de cette noblesse de commandement. Déjà, un arrière grand-père Caïd qui faisait la collecte des impôts avait utilisé de leur produit pour acheter du blé et le distribuer aux populations de la région souffrant de la famine. Les Français le mirent en prison. Deux autres grands-pères avaient été arrêtés et emprisonnés jusqu'à leur mort en détention. Pour le père de Nacereddine ce fut la même chose ; il s'était battu en tant que Caïd pour que les 4 000 hectares du séquestre dont ont été victimes les Aït Mokhtar soient au moins affermés à des paysans démunis au lieu de rester en jachère. Son frère est le premier à s'engager dans le militantisme nationaliste, dans les rangs du mouvement scout d'abord, puis dans ceux du parti nationaliste

qui lui valent après le 8 mai 1945, l'arrestation, l'assignation à résidence et l'exil.

« Tout cela m'a permis de vivre indirectement la misère de la population et voir les deux aspects de la réalité coloniale. D'un côté le militantisme nationaliste d'un frère, et de l'autre, la participation du père à l'administration française avec tout son lot d'arbitraire. Quand votre père vous raconte que les gens n'avaient que deux poules et deux chèvres pour toute fortune et qu'ils étaient malgré tout soumis à l'impôt, cela ne vous laisse pas indifférent. [...] J'étais entre les deux, le militantisme de mes amis [du lycée] et de l'autre l'administration à laquelle appartenait mon père. Cela m'a servi en ce sens que j'ai vu que l'action politique ne menait à rien. Je le voyais à travers mon père qui nous rapportait ce qui se disait dans le milieu des colons et à travers mes amis qui nous parlaient de ce qui se passait dans le PPA-MTLD. »[317]

C'est cette conscience de la vanité d'une action politique politicienne pour mettre fin à la présence coloniale qui continuera de faire son chemin jusqu'au jour où, ayant refusé de répondre à l'appel sous les drapeaux français, il décide de mettre ses talents d'officier de réserve au service du FLN.

Aïssa Abdessemed[318] n'est pas fils de Caïd mais il appartient à une famille confrérique de lettrés grâce à laquelle le grand-père avait réussi à avoir une grande audience dans la région du fait du rayonnement de la zaouya familiale que ses frères et lui entretenaient. Les gens alentour envoyaient leurs enfants y apprendre le Coran et leur léguaient parfois leurs biens pour éviter les conflits de succession ou la déshérence.

« Mes parents étaient des propriétaires terriens jusqu'au jour de leur expropriation. En 1942, des prêts pour semence, non remboursés, avaient entraîné la perte de la ferme qu'ils tenaient. Ils durent quitter leurs terres en même temps que beaucoup d'autres familles de la région ; ce fut une véritable hécatombe. Nous avions encore quelques hectares où nous avons pu nous installer

317. N. Aït Mokhtar. *op.cit.*

318. Né le 19 juin 1932 à Markona dans les Aurès, entre Batna et Arris dans la tribu des Ouled Sidi Yahya.

mais la culture y était impropre et l'eau salée. C'était très pénible mais nous avons pu en tirer quelques revenus par la culture de l'orge en particulier.

Bien sûr, le sentiment d'injustice était fort en nous ; bien avant cet événement, mon grand-père nous racontait les campagnes d'expropriation qui s'étaient déroulées dans le pays. Le ressentiment envers l'étranger était vivace depuis toujours. Il continuait d'exister autant que je m'en souvienne durant mon enfance. Nous pouvions voir les différences entre les colons installés dans la région qui avaient mécanisé leurs cultures et nous, qui continuions à vivre au stade de l'araire. Je me souviens en filigrane de tous les faits liés à la vie quotidienne, de l'injustice qui régnait dans nos rapports avec l'administration, de toutes les mesures qui frappaient la famille Ben Boulaïd avec laquelle nous étions liés, mais aussi des pressions pour obliger les gens à collaborer. J'avais entendu dire que mon grand-père avait été sollicité pour occuper des postes de Caïd ou de Bachagha mais qu'il s'y était toujours refusé. [...] Je me souviens que dans la salle de réception (*Dar ed diaf*) de la famille était accroché le portrait de l'arrière grand-père Laïd. On voyait cet homme qui posait avec beaucoup de prestance et à qui il manquait une main. Il l'avait perdue nous disait-on au cours de combats menés contre les Français durant les révoltes du siècle passé. »[319]

Très tôt donc, Aïssa baigne dans cette atmosphère où la grandeur et la richesse perdues étaient intimement liées à l'arrivée des Français. Mais pour lui comme pour Aït Mokhtar, l'engagement n'est pas vécu comme ayant des ressorts économiques ni comme une revanche sur les Français, une reconquête en somme des titres de noblesse perdus. Le processus semble être plus complexe et une sorte d'attrait pour le métier des armes ou pour « l'odeur de la poudre » n'est pas sans avoir eu une certaine influence. Aït Mokhtar est un élève assidu des cours de formation militaire et il est fier de son titre d'officier de réserve de l'armée française.

« À l'époque, tous mes amis connaissaient ma position et ce que je faisais : je disais que j'étais pour l'armée ; le jour où il y aura un soulèvement armé, ils pourront me reprocher quelque

319. A. Abdessemed. *op.cit.*

Zina Harraïgue se souvient elle aussi. « Nous discutions en famille du nationalisme, des problèmes que vivait le peuple algérien, des humiliations que nous subissions chaque jour. Les Européens étaient rois, nous devions leur céder le passage et ce n'est pas là une figure de style. Je me souviens que le dimanche, lorsque nous allions au cimetière qui était non loin de chez nous, la police faisait entrer les femmes dans l'enceinte pour laisser le passage libre aux Européens qui allaient dans le leur. Je crois qu'il faut rappeler cette atmosphère que nous avons connue. Un des incidents qui m'a le plus profondément humiliée s'est passé à l'école. Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, des secours étaient distribués aux anciens combattants. En classe, l'institutrice demanda aux enfants des anciens combattants de lever le doigt. Je le fis avec d'autres camarades de classe car mon père l'était effectivement. L'institutrice m'interpella : J'ai dit les anciens combattants, pas les bicots ! Je ne suis pas retournée en classe pendant trois semaines, sans rapporter toutefois l'incident à ma mère. [...] Finalement, j'y suis retournée, n'ayant pas d'autre choix. Ma sœur aînée m'accompagna chez la directrice. Je n'osais pas avouer à celle-ci la vraie raison de mon absence. Ma sœur très en colère le fit à ma place. La directrice convoqua alors l'institutrice que ma sœur prit violemment à partie. « Mon père a été gazé en 14-18 et maintenant, pour les Français c'est un bicot ! ». Folle de colère, elle gifla la maîtresse [...] En 1945, je n'allais déjà plus à l'école. Ces années de misère font que la maturité arrive très vite aux enfants, surtout aux filles. Je crois que mes idées actuelles, je les défendais déjà à 12 ans. »[323]

Ce rôle joué par l'école dans la prise de conscience de la différence ne l'a pas été qu'en Algérie, en France aussi, les fils et filles d'immigrés l'ont connu. Aïcha Aliouat est l'une de celles qui ont été les plus marquées. Lorsqu'à l'âge de 6 ans elle entre à l'orphelinat, un premier incident se produit.

« C'est là que quelque chose s'est déclenchée. Mon frère avait trois ans et moi six ou sept. La monitrice m'a présentée aux autres enfants en disant que je venais d'Afrique. Je ne comprenais pas ce qu'elle voulait dire. Chacune des filles s'est mise alors à

323. Z. Harraïgue. *op.cit.*

me demander : *« comment c'est chez toi ? Comment vous vous habillez ? »* Pourquoi j'ai eu cette réaction, je n'en sais rien mais j'ai pris tous les crayons de couleur avec lesquels les enfants étaient en train de dessiner pour m'en mettre partout. Je me suis gribouillé le visage, j'en ai mis sur les sandales blanches que je portais et je leur ai dit : *« voilà comment on est ! »*. Cela m'a marqué. Je ne savais pas que mon père était étranger mais je comprenais tout à coup qu'il y avait une différence entre les autres enfants et moi. Par la suite les enfants m'ont beaucoup chahutée, non parce que j'étais Algérienne mais parce que je venais d'Afrique, c'est à dire dans leur esprit d'un pays lointain, d'un pays sauvage. »[324]

La quête identitaire et l'affirmation de la différence

Pour les uns comme pour les autres, le rejet par le système colonial et son idéologie raciste devaient nécessairement provoquer un processus de retour sur soi et une quête de son identité propre. Tous finissent, à un degré ou à un autre, par trouver la voie de leur propre affirmation dans l'Algérie combattante.

Mohammed Ben Saddok se souvient lui aussi de ses premières blessures. De 1943 à 1945, il n'a que des camarades européens et ils passent leur temps à aller sans complexe les uns chez les autres pour faire leurs devoirs de classe ou s'amuser. Après le 8 mai 1945, il se retrouve seul sans camarades de jeu dans le quartier européen où ses parents s'étaient installés ; les voisins avaient expliqué à leurs enfants que les arabes étaient dangereux.

« Il n'y avait dans le secteur que deux écoles, l'une recevait une grande majorité d'Algériens tandis que l'autre, l'école Saint Augustin, réunissait Algériens et Européens en nombre à peu près égal. De ce fait, je n'avais plus de camarades de jeu. J'avais 14 ans et je n'étais pas informé des problèmes politiques mais cela m'a donné à réfléchir et, à partir de là, je me suis mis à fréquenter les scouts musulmans. Là, j'ai acquis de nouvelles idées et des connaissances sur l'histoire de mon pays. J'avais la chance d'être intégré dans une troupe nouvellement constituée où le chef,

324. A. Aliouat. *op.cit.*

M. Nouar, avait pour principe de nous laisser prendre des initiatives. Avec Abdallah Fadhel, Zenati et Amar Harbi, nous allions du lycée technique, auquel nous étions parvenus à accéder, au local scout qui était devenu notre seconde demeure. »[325]

Le scoutisme va être une bonne école de civisme et de nationalisme pour ces jeunes qui, en 1947, vont connaître une nouvelle épreuve de vérité. Choisis pour participer à un grand jamboree en France, ils se retrouvent au moment du départ avec toutes les délégations du pays au camp de Sidi Ferruch (Sidi Fredj)[326]. Ces deux cents jeunes en uniforme installent leurs tentes et assistent à la levée du drapeau algérien en chantant *« Alami »* (mon drapeau) un hymne en son honneur. Mohammed Larbi Demagh El Atrous qui était alors député du MTLD à l'Assemblée algérienne et grand chef scout, fit un discours en arabe où il fut question de cet hymne et de sa portée hautement symbolique et politique. Dans ce lieu marqué par l'histoire, Ben Saddok qui n'a pourtant pas étudié l'arabe en est tout remué comme tous ses autres camarades d'ailleurs. Dans le bateau c'est l'incident, ils refusent de porter les bagages et les emblèmes aux couleurs françaises.

« Nous allions en France comme si nous étions déjà indépendants ; nous refusions d'être considérés comme des Français. Notre arrivée avait coïncidé avec l'indépendance de l'Inde et du Pakistan ; beaucoup de festivités avaient été organisées en cette occasion et le mot d'indépendance commençait à prendre beaucoup d'importance. On pouvait presque le toucher du doigt ; nous pouvions nous aussi être indépendants. A la suite de notre attitude au cours du jamboree, refus de l'appartenance française et refus de porter paquetages et drapeaux français, les responsables du mouvement décidèrent de le scinder en deux par la création des Boys scouts musulmans algériens (BSMA) différents des Boys scouts de France (BSF). Au plan local, cela s'est traduit par des menaces dirigées contre les responsables du mouvement. Ils devaient choisir entre leurs fonctions administratives pour ceux qui travaillaient au sein de l'administration française et le scoutisme. Tous ont dû démissionner de l'organisation scoute pour pouvoir garder leur emploi. »[327]

325. M. Ben Saddok. *op.cit.*
326. Lieu du débarquement des premières troupes françaises d'occupation coloniale.
327. M. Ben Saddok. *op.cit.*

Les jeunes, eux, relèvent le défi, négligent leurs études et se lancent dans une nouvelle forme de militantisme. « Nous avons pris la direction des SMA ; Abdallah Fadhel s'est chargé du clan des routiers, Mohammed Ibari des louveteaux et moi de la troupe. Nous avons fait appel aux enfants des faubourgs considérés comme des « *durs* » contrairement aux citadins qui étaient jugés comme étant des « *mous* », attachés aux traditions et plutôt anti-révolutionnaires. »[328]

Si pour Mohammed Ben Saddok, la quête de soi passe par le scoutisme, pour d'autres militants c'est le milieu réformiste musulman algérien qui en a été le levain. Ainsi Abdelhafid Cherrouk dont nous avons déjà décrit les origines et les conditions d'existence, reste marqué par le discours des ulémas.

« Parallèlement aux cours de la *Chabiba*, je suivais les conférences données par cheikh Tayeb El Okbi et Tewfik El Madani au Nadi Et Taraki[329] ; conférences passionnées dont nous sortions pleins d'enthousiasme et prêts à combattre la France à mains nues. En 1947-1948, au moment de l'occupation de la Palestine par les sionistes, l'association *El Kheyriya* (de bienfaisance) et les ulémas organisèrent une campagne de recrutement de volontaires pour défendre El Qods (Jérusalem). Je n'étais âgé que de 11 ou 12 ans mais j'étais passionné et levai la main très haut quand on fit l'appel. Personne n'a fait attention à moi, sauf bien sûr ceux qui se moquèrent de moi. Certains volontaires sont partis à pied mais ils furent arrêtés par les Français. Je crois cependant que l'aide financière est parvenue aux Palestiniens. Très tôt, la lutte contre la France m'est apparue comme quelque chose de vital et de naturel. »[330]

C'est par conséquent, d'une manière toute « naturelle » que Cherrouk, immigré en France cherchera à entrer en relation avec le FLN pour réaliser son désir d'enfant de libérer la Palestine. Dans son esprit, la participation à la lutte armée contre la France, est d'une certaine façon la continuation de l'épopée commencée par Salah Eddine El Ayoubi (Saladin) et la reconquête de la grandeur perdue des Arabes et des musulmans.

328. id.
329. Cercle des Ulémas à Alger.
330. A. Cherrouk *op.cit.*

Aïssa Abdessemed parlant du refus de son père d'endosser les charges de Caïd ou Bachagha rappelle lui aussi cet état d'esprit.

« C'était peut-être une attitude extrême mais il estimait que fréquenter l'école française était déjà un crime en soi. Je ne sais pas sur quels faits il se basait mais il craignait l'assimilation. Il n'a jamais voulu que mes cousins fassent des études supérieures en Algérie ; il voulait les envoyer à Tunis ou au Caire. »[331]

Dans cette mouvance, l'Association des ulémas musulmans algériens aura été pour beaucoup dans la prise de conscience et l'affirmation de soi et, dans ce contexte, les paroles déjà citées d'un Ahmed Taleb prennent toute leur signification : « [...] La personnalité algérienne a toujours été brimée, bafouée, piétinée [...] Il faut lui donner l'occasion de s'affirmer, en un mot d'exister, car avant de coexister, il faut d'abord exister. »

Tous les militants ne sont pas fils d'une grande tente déchue, d'un chef de zaouya ou d'un maître coranique membre de l'Association des ulémas, et leur affirmation n'est pas nécessairement vécue comme celle de l'arabité et de l'islamité. Beaucoup des membres de la Spéciale sont, comme nous l'avons vu, d'origine kabyle et leur berbérité, sans être militante, se fond dans leur vécu quotidien et dans leur expression linguistique. Nous avons parlé de ces hommes des montagnes du Djurdjura qui, chassés par la misère de leur village natal, débarquent en France sans parler d'autre langue que le kabyle. D'autres militants sont issus de mariages mixtes et leur grande quête aura toujours été celle d'une reconnaissance de leur singularité. Mais pour tous, le FLN a représenté à un moment donné ce à quoi ils avaient toujours aspiré.

Le meilleur exemple de cette identification au FLN comme recouvrement de sa personnalité propre est pour nous celui d'Aïcha Aliouat. Son itinéraire la fait passer par une série d'expériences de vie, de luttes sociales, ouvrières et syndicales, une longue appartenance au mouvement politique internationaliste qui a été en quelque sorte sa première famille avant qu'elle ne trouve l'aboutissement de sa quête dans le FLN.

331. A. Abdessemed. *op.cit.*

« J'ai vécu le problème d'identité très difficilement. A quoi se rattacher lorsqu'on ne connaît ni sa langue ni son pays. Connaître son pays était un luxe ; les voyages coûtaient affreusement cher. En 1948-1949, mon père a ramené le corps d'un oncle décédé, en Algérie et il m'a rapporté une lettre et des photos. Ce fut pour moi une découverte extraordinaire ; j'allais enfin connaître ma famille. Mais ce fut en même temps une catastrophe car je voyais pour la première fois le gourbi. C'était ça l'Algérie ? Deux mondes, deux civilisations se heurtaient alors dans ma tête. Je ne savais plus où j'en étais.

J'avais été très tôt plus ou moins sensibilisée aux différences de classes, à l'injustice, particulièrement par ce réfugié espagnol Mepinto. Je voyais dans ses récits se dérouler comme dans un film, toutes les atrocités de la guerre civile en Espagne, tous ces riches qui vivaient dans l'opulence et les autres qui luttaient avec trois fois moins d'armes. [...] Mepinto m'a beaucoup apporté ainsi qu'une autre réfugiée espagnole, une superbe femme blonde qui a été pour beaucoup dans mon apprentissage. Sa leçon était : essayer de faire quelque chose de ma vie, aider les gens... Ils furent un peu le remontoir, le catalyseur de ma quête. Le PC m'a quand même aidé à surmonter les problèmes. Une grande fraternité nous unissait, Algériens, Polonais, Italiens ou Espagnols et nous étions égaux quand nous nous barbouillions le visage au cirage pour aller, le soir venu, inscrire dans les rues de la ville *« U.S. Go Home »* et quand ensemble nous recevions la bastonnade des flics. Mais c'est au PC que j'ai ressenti ma plus grande déception. [...] Avec mes cousins, je voyais un nouvel aspect, le colonialisme. Ce que j'avais ressenti dans le PC à travers le conflit de classe me semblait partiel devant ces nouvelles données que me révélaient mes cousins. Je comprenais enfin le lien entre le colonialisme et ma situation dans la société française. C'était un roulement incessant de cousins qui arrivaient et repartaient en laissant derrière eux des idées autres sur la lutte qui se déroulait en Algérie [...] C'est moi qui les recherchait car j'étais toujours en quête de cette identité d'Algérienne, mal à l'aise dans ma peau. [...] Dans mon enfance j'ai souffert du colonialisme parce que je n'étais pas intégrée ; dans mon adolescence et dans ma vie de

femme j'en ai encore souffert car nous étions toujours rejetés par la société. [...] En décembre 1954, j'ai commencé à courir après mes relations pour travailler au FLN [...] « *Vous savez, moi aussi je suis Algérienne [...] je veux faire quelque chose. S'il faut aller au pays, j'irai. Je n'ai pas d'argent, mais je peux faire une collecte* ». [...] C'est le moment où par malchance, ou par chance, je suis tombée malade et fus opérée à l'hôpital franco-musulman de Paris. Ce fut la première fois où je rencontrais la communauté algérienne, malades et personnel médical réunis. Je rencontrais le Dr Okbi et deux malades militants du PPA. Ces deux derniers m'ont longuement parlé du PPA et du PC. C'est là que j'ai réalisé : *« je suis Algérienne, je dois travailler avec les Algériens, je n'ai rien à faire au PC.* » J'étais très réceptive au discours nationaliste mais je ressentais toujours cette méfiance à mon égard et, de plus, je ne parlais pas l'arabe. Cela a constitué pour moi un obstacle insurmontable et au lieu d'apprendre la langue, je continuais à imaginer qu'en œuvrant pour le pays, en donnant tout ce que je pouvais, j'éviterais ce problème. [...] Puis ce fut le 1er novembre 1954 et, peu après, les communistes votaient les pleins pouvoirs au gouvernement français. J'ai renvoyé ma carte. Ma déception fut grande malgré tout car j'avais trouvé dans ses rangs cette grande fraternité qui m'avait permis de m'épanouir. Je n'étais maintenant plus déchirée entre deux pays, deux appartenances, l'internationalisme avait été réel et j'en avais fait mon moi. Après ce vote, je décidai d'en finir et de trouver une filière pour lutter moi aussi. Mon mari est resté communiste [...] Quand j'eus décidé d'entrer au FLN, ni mon mari ni mon père ne l'ont su. »[332]

Si pour Aïcha la rupture a été consommée après le vote des pleins pouvoirs par les communistes, pour la plupart des militants dont l'enfance s'est passée en Algérie, ce moment a été sans conteste le 8 mai 1945.

Le 8 mai 1945, la rupture

Nous avons relevé dans un chapitre précédent le jeune âge des militants de la Spéciale ; la plupart sont nés dans les années trente

332. A. Aliouat. *op.cit.*

et, de ce fait, ont connu en tant qu'adolescents un des moments les plus sanglants de l'histoire récente de l'Algérie. Même si nous ne prenons pas en compte l'âge des acteurs-témoins, un tel événement ne peut pas avoir eu lieu sans laisser des traces profondes dans la mémoire et dans la conscience de ceux qui l'ont vécu. Ce fut le cas pour nombre d'entre eux mais quelques-uns en ont plus parlé que d'autres.

Moussa Kebaïli a 12 ans, il est interne au lycée de Sétif quand les incidents commencent.

« Un autre événement marquant pour moi a été le 8 mai 1945. C'était jour de marché et j'accompagnais mon père et un de ses amis. Des manifestations avaient été organisées pour le jour de l'armistice avec défilés et discours. Les gens confondaient dans leur esprit la libération de la France et celle de leur propre pays pour la simple raison que les Algériens avaient participé à la guerre. L'arrivée du 3ème régiment de tirailleurs algériens fut en soi un événement. Le 3ème R.T.A était réputé pour ses faits de guerre et il faisait figure de symbole ; les soldats qui le constituaient étaient aux yeux de tous des héros, des combattants.

Nous allions vers la grande avenue de la ville pour assister au passage du défilé qui commençait à s'ébranler depuis le lycée. Devant le fameux café de France, le non moins fameux commissaire a demandé aux manifestants qui accompagnaient le défilé de baisser le drapeau algérien. Suite à leur refus, il a sorti une arme et s'est mis à tirer. C'est de là que sont partis les événements que l'on sait.

Nous avons juste eu le temps de traverser la rue et d'aller nous enfermer dans un local en compagnie de beaucoup d'autres Algériens. Nous y sommes restés terrés pendant toute la durée des tueries soit une vingtaine de jours. Ce fut un grand choc pour moi. Dès le quatrième jour nous n'avions plus rien à manger. Nous entendions encore le bruit des fusillades, puis est venu le moment où les Français se sont mis à utiliser des Algériens dans leur chasse à l'homme. Un nom est resté gravé dans ma mémoire, celui de l'inspecteur Redjah ; il accompagnait la troupe, entrait le premier dans les maisons et, s'il vous désignait, c'était la fin. C'est comme cela que mon père s'est trouvé mis aux arrêts et gardé au secret pendant longtemps. Après plusieurs jours, il

réussit à nous faire parvenir un message, il devait être déporté à Djenien Bou Rezg[333]. Le jour du départ des prisonniers, une grande foule s'était amassée autour de la gare pour les voir partir. Chaque famille tentait de reconnaître les siens pour leur remettre quelque vêtement ou nourriture. Le deuxième choc que je subis fut de voir mon père emmené avec les autres. A ce moment nous fûmes chargés par les soldats sénégalais quand nous avons essayé de lui donner un couffin de provisions ; je garde encore la trace d'un coup de sabre. »[334]

Il est certain que cette trace ne fut pas seulement physique et Moussa Kebaïli la portera longtemps encore dans sa mémoire de jeune adolescent jusqu'au jour où son engagement dans le combat nationaliste connaîtra son aboutissement dans la FF. FLN.

Parmi les militantes de la Spéciale, Zina Harraïgue garde elle aussi un souvenir marquant de ces événements.

« Un autre événement qui a profondément marqué mon enfance puisque je n'avais que 11 ans, fut le 8 mai 1945. Cet événement m'a finalement plus marquée que le déclenchement de la révolution le 1er novembre 1954. Les gens savaient qu'il allait se produire quelque chose, mais quoi ? Personne n'en savait rien. Mes frères Ali et Omar qui étaient en caserne à Aïn Smara, près de Sétif, avaient obtenu une permission ce jour-là. Le matin du 8 mai, un de mes frères demanda à ma mère de lui préparer des vêtements civils parce qu'il ne voulait pas mettre son uniforme. Ma mère lui dit : *Mais pourquoi ? - Je t'ai expliqué* lui répondit mon frère. Évidemment je ne comprenais rien car on ne me disait pas tout. En fait, un mot d'ordre avait circulé. C'était mercredi et, au souk, tout le monde était armé. Pas des armes à feu bien sûr, mais des cannes et des gourdins.

Nous étions dans la rue de Constantine et nous défilions en chantant des chansons de scouts entrecoupées de slogans favorables à Messali Hadj. A un certain moment, un enfant a déployé le drapeau national et c'est comme cela que ça a commencé.

333. Camp de détention dit « Centre de séjour surveillé » situé près de Kenadza, wilaya de Béchar. Il avait servi durant la Seconde Guerre mondiale à la détention de prisonniers communistes et syndicalistes français jugés très dangereux par les autorités du gouvernement de Vichy. Voir Jacques Cantier, Éric Jennings, *L'empire colonial sous Vichy*, Ed. Odile Jacob, Paris, 2004.

334. M. Kebaïli. *op.cit.*

À Bab Biskra, beaucoup d'Européens avaient été attaqués. Dans la rue Valée non loin de la rue de Constantine, des Européens qui sortaient du marché avaient été tués et les gens crachaient sur leur corps. Ils étaient décidés et n'avaient peur de rien [...] Il y avait une atmosphère exceptionnelle, un grand bouleversement. Puis les soldats sénégalais arrivèrent. Le massacre commença et des centaines d'Algériens furent tués. Nous étions contents malgré les morts parce que quelque chose avait bougé. Le couvre-feu dura 8 jours. Nous n'avions rien à manger sinon du tapioca que les Américains avaient distribué. La police, l'armée, les indicateurs étaient partout. Nous en avions un dans le pâté de maison où nous habitions, Mohammed Dif. Ses enfants ont été par la suite de grands militants et sont montés au maquis mais lui malheureusement était différent. Il allait lui-même chercher les gens dans leur maison pour les tuer. Ces malheureux étaient enterrés tout habillés dans des fosses communes et recouverts de chaux. Personne n'a oublié ces événements. On se disait que, dès que les Algériens se soulèveraient, qu'il serait le premier à être exécuté. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé. »[335]

Ainsi, pour conclure ce chapitre, tous ces militants que nous retrouvons à un titre ou à un autre dans les rangs de la Spéciale, sont des jeunes profondément marqués par le système colonial. Ils en ont souffert physiquement et moralement et n'aspirent à rien d'autre qu'à sortir de cette condition infra-humaine qui est celle du colonisé. Pour tous, le nationalisme en général avec ses aspects politiques, idéologiques ou religieux a été un élément de prise de conscience, non de la réalité coloniale puisqu'ils l'ont vécue aux premières loges, mais de l'issue possible. Cette issue où chacun se reconnaissait était celle de l'Algérie libre dans laquelle la liberté et la dignité de chacun devaient dans leur esprit être assurées. Seulement, cet aboutissement ne pouvait se faire que par la violence des armes et là, la question était réglée à l'avance car, pour chacun, l'usage des armes n'était que juste retour des choses, pure justice pour un peuple qui avait été dépossédé par les armes.

335. Z. Harraïgue. *op.cit.*

CINQUIÈME PARTIE

L'ACTION

LE DÉBAT AUTOUR DE L'OUVERTURE DU SECOND FRONT. ACTE II

La réunion du 25 juillet 1958

Nous avons, tout au long des précédents chapitres, tenté de brosser un tableau du contexte historique et politique du déclenchement de l'offensive d'août 1958. Nous avons pu nous rendre compte que la décision d'ouvrir un second front en France n'était pas nouvelle et que le débat autour des finalités d'une action militaire en France avait déjà été tranché par la direction du FLN-ALN dès 1956. Nous avons décrit l'évolution de l'Organisation Spéciale qui se met en place et qui va servir de bras armé à la Fédération de France du FLN. Il reste cependant un point d'histoire à éclaircir car nous avons deux versions différentes des circonstances ayant présidé à la décision finale au niveau du comité fédéral.

Si l'on en croit Ali Haroun, la décision est prise et la date de l'offensive arrêtée en juillet 1958 à Cologne en Allemagne.

« En ce mois de juillet 1958, dans un village de la banlieue de Cologne, sur la rive droite du Rhin, l'auberge des « Falken » [les jeunesses socialistes allemandes] abrite une réunion qui semble s'éterniser. Elle dure depuis plus d'une semaine et les physionomies des participants ne comportent aucun trait germanique. En fait, le comité fédéral et les chefs des quatre wilayas du FLN en France tiennent une séance extraordinaire. S'y trouvent : Omar Boudaoud, chef du comité fédéral ; Saïd Bouaziz, responsable de l'O.S. ; Ali Haroun, responsable de la presse-information, de l'organisation et de la défense des détenus ; Kaddour

Ladlani, responsable de l'organisation-mère ; Abdelkrim Souici, responsable des finances et des organismes annexes [SU, AGTA, etc.] ; ainsi que Moussa Kebaïli, chef de la wilaya I (Paris-centre), Hamada Haddad [de son vrai nom Youssef Khouadja] chef de la wilaya II (Paris-périphérie), Amor Ghezali, chef de la wilaya III (Centre-Lyon-Grenoble-Saint- Étienne), Smaïl Manaa, chef de la wilaya IV (Nord et Est) et Bachir Boumaza responsable du collectif et du CSD [Comité de soutien aux détenus]. Le comité élargi estime que le FLN est arrivé à installer sur le territoire français une organisation politico-administrative et paramilitaire telle qu'il peut envisager le passage à une forme supérieure de combat. A cet effet, Boudaoud rappelle qu'il est arrivé investi d'une mission bien précise qui inclut, parmi les directives données par Ramdane Abane, au nom du CCE, celle d'ouvrir en France, au moment opportun, un second front. Le but : élargir le champ du combat, contraignant ainsi le gouvernement français à accroître ses dépenses militaires et son budget de répression, pour rendre sa politique impopulaire, et disperser ses forces, ce qui soulagerait les maquis.

Les participants se donnent alors un mois de délai pour préparer, chacun dans son domaine, l'action envisagée. Levant la séance le 25 juillet, ils en fixent le déclenchement au 25 août 1958 à 00 heure. Il est convenu que la date restera connue seulement des participants, l'O.S. et les « groupes de choc » devant être prêts à l'action le jour J. »[336]

Cette version est très différente de celle que rapporte Mohammed Harbi qui est encore à cette date, rappelons-le, membre du comité fédéral. En juin 1958, les divergences d'analyse de la situation, le désaccord quant aux buts de guerre et d'une manière générale quant à la stratégie du FLN en France, font que Harbi est éloigné de la commission presse-information et placé provisoirement au poste périlleux de responsable de la logistique. Il sait déjà, pour avoir rencontré Ben Khedda et Dahlab, en transit par Cologne, que Abane Ramdane a été assassiné. Il sait aussi le sort réservé à Guedroudj et à beaucoup d'autres militants contestataires dans les bases arrières. Il est virtuellement démissionnaire de son poste au

336. A. Haroun. *op.cit.*pp.90-91.

comité fédéral car le communiqué concernant les événements du 13 mai 1958 qu'il a rédigé en sa qualité de responsable à la presse et à l'information a été désavoué par Ferhat Abbas et Lamine Debaghine.[337] C'est à ce moment qu'intervient le débat quant à l'ouverture d'un second front.

« Arrive la période des attentats d'août 1958. Le CF avait convoqué l'ensemble des chefs de wilaya. Il avait présenté l'ouverture du second front comme une décision de la direction centrale. C'est sur ce point que j'ai trouvé le moyen, en fait conforme, de partir de moi-même. [...] La réunion du CF a commencé par la lecture de la communication. Pour la première fois il y avait un magnétophone qui enregistrait les débats. Boudaoud a posé la question du passage à l'action. Je me suis tu. Aucun chef de wilaya n'osait parler. Il y avait beaucoup de réticence. Smaïl Manaa était dans une situation particulière, sa wilaya venait d'être démantelée par la DST. J'ai alors pris la parole : *« Je ne comprends plus, j'avoue être désorienté. Il y a quelques jours, nous avons fait une ouverture politique, une offre de négociation dans tels et tels termes. Nous avions alors posé la question de savoir dans quelle perspective s'inscrivait cette offre. Est-ce que les conditions pour l'accepter sont réunies ? Si elle n'est que tactique, dans quelle stratégie de guerre s'inscrit-elle ? Aujourd'hui, on vient nous dire que nous avons une stratégie et que nous allons passer à la lutte armée. Expliquez-moi quelle est la politique de la direction. »* Évidemment, je n'ai pas obtenu de réponse. Je suis intervenu sur le deuxième point, à savoir : Quels sont les objectifs de la lutte armée ? Boudaoud m'a répondu qu'ils étaient secrets. Les objectifs étaient secrets ! Ils les avaient fixés indépendamment de moi alors que, en tant que membre du CF, j'étais responsable de ce qui allait se faire. J'ai laissé passer ce point en disant qu'en fait on ne décidait de rien au CF. J'ai déclaré à l'intention des chefs de wilaya qu'il était très grave de leur faire courir des risques en les faisant sortir de France alors que nous, nous étions en sécurité en Allemagne. À la fin de la réunion, j'ai donné ma démission. J'ai déclaré qu'en tant que membre, je n'étais pas d'accord avec cette politique et que si

337. Cf. Annexe.

je l'approuvais, cela signifierait que j'étais un petit arriviste qui cherchait un poste de direction. Les décisions avaient été prises en dehors de moi et elles allaient avoir une portée politique. Je ne pouvais pas être responsable de ce que je n'avais pas décidé en toute connaissance, donc, je démissionnai. »[338]

Le débat autour de la stratégie du FLN en France et des objectifs de la lutte armée ne pouvait pas réellement avoir lieu puisque les décisions étaient déjà prises ailleurs et à un autre niveau. Il appartenait à Omar Boudaoud et à Rabah Bouaziz de les mettre à exécution et de passer à l'action aussitôt que les conditions seraient réunies. Avec le recul du temps, la tentative de Harbi d'ouvrir le débat au sein de la Fédération de France peut sembler incongrue tant les méthodes de fonctionnement à l'intérieur de la structure du FLN-ALN prêtaient peu à ce mode de discussion.

Ce qui pourtant semble évident a posteriori, c'est que la FF.FLN fonctionne sur deux registres peut-être complémentaires mais différents et séparés par un cloisonnement apparemment étanche. D'un côté, une structure dite politico-administrative avec ses hommes de main (groupes de choc) dont la mission est d'encadrer et contrôler la population immigrée pour s'emparer du monopole de la représentativité. Cela signifie en clair s'assurer le monopole de la manne financière que représente l'impôt de guerre (les cotisations). Dans cette OPA, deux hommes jouent un rôle crucial. D'abord Kaddour Ladlani responsable à l'organique, puis Abdelkrim Souici responsable des finances et des organismes annexes. Dans cette structure, les chefs de wilaya ont pour principal objectif de veiller au bon fonctionnement de l'organisation : renforcement du FLN en nouvelles recrues destinées à mieux assurer sa prise sur la population immigrée et élargissement de ce qu'on pourrait appeler l'assiette fiscale ou la contribution de guerre. Ce faisant, les chefs de wilaya et les cadres intermédiaires n'avaient pas à savoir qu'une opération de grande envergure se préparait depuis bientôt 18 mois, en fait depuis l'arrivée de Bouaziz puis de Boudaoud. On leur avait bien demandé de libérer des éléments des « groupes de choc » répondant à certains critères, mais ils n'avaient pas à savoir dans quel but on le leur avait demandé, ni ce que leurs

338. M. Harbi. Témoignage.

hommes devenaient par la suite. Parmi tous les chefs de wilaya, seul Moussa Kebaïli impliqué dans la mise sur pied de la première Organisation Spéciale et principal pourvoyeur de cadres et de militants pour la seconde, savait de quoi il retournait. Il n'est donc pas étonnant qu'à la réunion du 25 juillet, les chefs de wilaya soient restés muets quand Boudaoud a posé la question du passage à l'action. Ils devaient, pour le jour J, tenir à la disposition de la Spéciale leurs « groupes de choc » et continuer à faire ce qu'ils n'avaient jamais cessé de faire, c'est à dire faire fonctionner le « Nidham ». Pour le reste, c'était l'affaire de Bouaziz.

De l'autre côté donc, une Organisation Spéciale théoriquement ultra-secrète chargée de mettre sur pied une véritable machine de guerre et de préparer des militants, préalablement triés sur le volet, à mener des actions militaires en territoire ennemi. Une structure de commandement pyramidale ne recoupant pas le modèle de l'OPA, avec ses propres cadres et « commandos » ainsi que, parfois, ses propres refuges et ses propres agents de liaison. Il ne lui revient pas de définir la stratégie de guerre mais de reconnaître le terrain et d'indiquer les cibles à atteindre. Dans cette structure, Bouaziz est le seul à connaître les hommes et leur niveau de responsabilité. C'est lui seul qui est destinataire des rapports provenant des cellules clandestines de renseignement et d'action. Il en rend compte au seul chef de la Fédération de France, Omar Boudaoud qui répercute au niveau supérieur, c'est-à-dire au Conseil interministériel de la guerre (Belkacem Krim, Abdallah Ben Tobbal et Abdelhafid Boussouf).

Dans tout cela, la commission presse-information semble tout à fait anachronique avec Mohammed Harbi, un politique, ancien du PPA-MTLD et un intellectuel dont les visions de la stratégie révolutionnaire et des buts de guerre, incluant le travail en direction de l'opinion publique et d'une partie de la classe politique françaises ne pouvaient que déranger. Le problème était de savoir quels étaient le rôle et la mission de cette commission ? Organe politique et idéologique au service de la révolution algérienne ou instrument de propagande de la Fédération de France du FLN, chargé de soutenir l'effort de guerre stricto sensu ? Le

sort tragique d'Abane Ramdane était déjà un signe précurseur de ce débat qui n'aura en fait jamais lieu. Après avoir été réduit par le CNRA du Caire au rôle d'opposant minoritaire, il est chargé de la rédaction d'*El Moudjahid* organe officiel de la Révolution algérienne. Avec une équipe de rédacteurs hautement politisés, il transforme très vite le journal en véritable caisse de résonance dont les analyses commencent à avoir des échos, tant sur le plan interne où se déroule une lutte sourde pour le leadership, que sur le plan international. Pour cette raison, et pour d'autres qu'il n'y a pas lieu de développer ici, Abane est condamné à mort et exécuté sommairement.

Mohammed Harbi dépose donc sa démission après la réunion du 25 juillet. Une telle position n'est pas très courante dans les traditions des mouvements révolutionnaires et toute attitude oppositionnelle est vécue comme une dissension pouvant faire courir un risque de scission au mouvement. Cela est déjà arrivé qu'on tue dans l'œuf de telles velléités, Harbi le sait très bien. Il est donc libéré de ses responsabilités au sein du CF et prévenu qu'en cas d'incartade, il sera purement et simplement liquidé. Parti pour la Suisse, il s'inscrit à un cours d'Économie politique et y réside de septembre 1958 à mai 1959. Il n'est donc pas rappelé au Caire comme l'avance Haroun dans son livre mais à Tunis auprès de Krim Belkacem alors ministre de la guerre du GPRA.

Une fois la réunion du 25 juillet achevée, les responsables de wilaya reprennent le chemin du retour à leur poste de combat. Bouaziz, en tant que principal responsable de l'O.S., doit maintenant mettre en branle la machine de guerre qu'il a mis, avec Aït Mokhtar et Kebaïli, plus d'une année à bâtir.

Les objectifs de guerre

Quand Bouaziz informe Aït Mokhtar de la date du déclenchement des opérations, ce dernier s'attelle immédiatement à la désignation des objectifs. Son témoignage écrit rend très bien l'esprit dans lequel cela s'est fait.

« Quelques jours avant le déclenchement des actions armées sur tout le territoire français, des instructions et des directives

très strictes ont été données quant aux objectifs à atteindre et à la mission de chacun, à savoir :

A- Sabotages

1 - Les objectifs militaires :

a) Manufactures d'armes, poudrières...

b) Aviation : aérodromes, hangars pour avions de guerre...

c) Marine : bâtiments de guerre.

d) Blindés, véhicules militaires, voitures et fourgons de l'appareil de répression.

2 - Les points névralgiques, moyens de communication routière et ferroviaire.

a) Réseau de chemins de fer, plaques pivotantes...

b) Ponts, signalisations.

c) Moyens de transport de troupes vers l'Algérie, camions, wagons, bateaux...

3 - Les objectifs économiques :

- Pétrole.
- Gaz.
- Centrales électriques et centraux téléphoniques.

4 - Autres objectifs non révélés et gardés en réserve en cas de nécessité :

- Constructions aéronautiques et navales, usines et hauts fourneaux, constructions automobiles et usines travaillant pour l'armée (usines Dassault).

B - Attentats

- Les militaires à partir du grade d'officier.
- Les parachutistes pour l'excès de zèle dont ils faisaient preuve.
- Les policiers gradés de l'appareil de répression : inspecteurs des renseignements généraux, responsables de la DST (Roger Wybot, fondateur et directeur de la DST), préfets de police (Maurice Papon).
- Les personnalités politiques connues pour leurs activités hostiles.

Soustelle, Borgeaud, De Sérigny.

- Les députés et sénateurs vendus à la cause française et connus comme membres de la *« 3ème force »*.

Ali Chekkal, Robert Abdeslam, le sénateur Benhabylès, Abdelkader Barakrok, Mme Kebtani, Melle Sid Cara, le Bachagha Boualem, Ahmed Djebbour, Laouab, Kaoua et Aït Ali.

- Les chefs de l'armée.

Le colonel Bigeard et le général Massu.

Telles étaient, en résumé, les instructions données à la veille du 25 août 1958 à tous les chefs de région militaire, à tous les fidaïs et militants du FLN avec possibilité d'appréciation laissée à chacun en fonction de la situation ou des renseignements recueillis. Toute action allant à l'encontre de la révolution était condamnée et sanctionnée *comme le stipulait le statut [le code] de l'ALN auquel nous étions soumis alors et que nous appliquions* [...] La connaissance du milieu, la discipline, la maturité politique des *« volontaires de la mort »* ont montré tout au long des événements combien ces directives ont été observées très souvent au détriment de leur vie. « Pas de dépassement et pas d'erreur ni au sujet des sabotages ni a fortiori pour celui des attentats. »[339]

339. N. Aït Mokhtar. *op.cit.*

LES DERNIERS PRÉPARATIFS

Ce sera pour la Saint Barthélémy

Nous avons vu comment les groupes de commandos formés au Maroc ont été répartis dans des appartements ou des refuges où ils devaient attendre le déclenchement des opérations. Mouloud Ouraghi est placé dans un appartement près de la gare Montparnasse appartenant à un couple français. C'est là que Bouaziz vient le voir :

« Il te faut maintenant sortir de là. Les choses sérieuses vont commencer. Il te faut faire les plans des raffineries pétrolières de Rouen et du Havre. Tu partiras dès demain. Comme tu n'es pas recherché, il n'y aura pas de problèmes pour toi. »[340]

Le lendemain, Mouloud quitte définitivement son refuge sans prendre aucun bagage et part pour Rouen. Dès l'arrivée, sur les quais de la gare, il est pris dans une rafle qui reste heureusement sans grande conséquence. Ses faux papiers marocains au nom de El Saïd Mokhtar et sa profession déclarée de cafetier à la recherche d'une nouvelle activité le font passer entre les mailles du filet. Il peut donc prendre contact avec Tazebint chargé de la Normandie au sein de la Spéciale et visiter les alentours de la raffinerie pour en croquer les contours le soir venu dans sa chambre d'hôtel. De retour à Paris, nouvelle rencontre avec les responsables de l'O.S. :

« La réunion est tenue à la rue Pétrarque. Il y avait là Saïd, Madjid, Tazebint, Aïssaoui et moi-même. Tazebint et Aïssaoui

340. M. Ouraghi. *op.cit.*

actions. Il était donc aisé d'y pénétrer. J'ai indiqué aux militants le meilleur endroit où placer les charges ; c'était le système de valves de la grande cuve. Il fallait d'abord ouvrir la valve pour permettre au liquide de couler de telle sorte que, si l'explosion n'était pas suffisante pour tout détruire, l'incendie pourrait se propager rapidement. Je leur ai expliqué le fonctionnement des bombes à retardement et, dans le cas de Mourepiane, le système des charges à distance. Ce système était constitué d'un paquet d'explosifs avec détonateur et fil à dérouler avec allumage sur batterie de voiture ou piles. [...] J'avais eu, avant de descendre à Marseille, un dernier entretien avec Bouaziz qui m'avait informé que le matériel était fin prêt. À mon arrivée, Aïssaoui me mit en rapport avec le jeune Belhaouès, un militant récupéré de l'équipe Harraïgue chez qui était déposé le matériel. Le stock se résumait en fait à deux valises en carton contenant l'une des piles électriques de type Wonder entreposées depuis une durée indéterminée, et l'autre des détonateurs et des mèches électriques complètement obsolètes.

Je n'étais pas rassuré quant au résultat de notre entreprise et Aïssaoui n'était pas plus informé que moi quant au matériel. Nous avons pu récupérer 4 ou 5 pistolets auprès des militants et nous avons immédiatement contacté Paris pour obtenir des explosifs et des armes supplémentaires. Zina est arrivée avec deux valises de pistolets, une série de 7.65, des Berettas et d'autres types encore. »[346]

Il faut cependant réactiver les réseaux de récupération pour se procurer au plus vite les explosifs et les détonateurs nécessaires à l'opération. C'est Belhaouès qui se charge de recontacter les réseaux des travailleurs des carrières et Mohammed Ouznani se retrouve bientôt avec un stock important mais hétéroclite de cheddite, de dynamite de carrière et de détonateurs. Le groupe de Marseille est fin prêt pour le jour J.

346. M. Ouznani *op.cit.*

L'O.S. DÉCLENCHE L'OFFENSIVE

La nuit de la Saint Barthélémy

Rien de mieux pour décrire cet événement que le style dépouillé des rapports de police. Ceux du 27 août enregistrent « une vingtaine d'attentats terroristes d'une extrême gravité perpétrés en moins de trois heures par les saboteurs du FLN sur l'ensemble du territoire français :

2 h 15 : Le Havre, sabotage et incendie du dépôt de carburant et de la raffinerie de Notre-Dame-de-Gravenchon ; saboteur tué dans l'explosion.

2 h 30 : Paris, boulevard de l'Hôpital, attaque et incendie d'un garage de la Préfecture de police ; 3 gardiens tués, un blessé.

3 heures : Bois de Vincennes, échec du sabotage de la Cartoucherie ; un policier tué, un Algérien abattu, un autre arrêté.

3 h 05 : Marseille, sabotage et incendie du dépôt Shell.

3 h 15 : Narbonne, sabotage et incendie du dépôt de carburant.

3 h 15 : Saint-Mandé, une voiture tente de forcer un barrage ; un Algérien armé abattu.

3 h 15 : Port-la-Nouvelle, sabotage et incendie du dépôt de carburant.

3 h 18 : Frontignan, échec au sabotage de la raffinerie ; 5 bombes découvertes.

3 h 20 : Paris, Porte des Lilas, une voiture tente de forcer un barrage ; 2 Algériens armés abattus.

3 h 20 : Toulouse, sabotage et incendie du dépôt de carburant.

3 h 35 : Ivry, incendie d'un dépôt de véhicules militaires.

3 h 35 : Gennevilliers, incendie du dépôt de carburant du port de Paris ; 3 arrestations.

3 h 43 : Marseille, échec au sabotage du dépôt de carburant de Martigues ; 3 bombes découvertes.

3 h 45 : Marseille, bombes découvertes dans les dépôts de carburant des Ayglades et du cap Pinède.

4 heures : Villacoublay, interception d'un commando de saboteurs, échec au sabotage des installations du terrain d'aviation ; Algériens porteurs d'armes et d'explosifs arrêtés.

5 heures : Salbris, découverte du sabotage de la voie ferrée Paris-Vierzon.

À ces exactions meurtrières et extrêmement coûteuses s'ajoute, dans la journée du 27 août, le mitraillage d'une jeep de police à Paris, place Denfert-Rochereau ; 2 agents y sont blessés, un sous-officier européen est agressé et blessé par des Nord-Africains, boulevard Bonne-Nouvelle.

Ainsi, cette nuit-là, toutes les forces armées du FLN, tous ses tueurs et ses saboteurs des groupes armés ont été lancés avec des fortunes diverses contre des installations en métropole. »[347]

Un premier bilan

Tout au long de l'opération, les responsables de l'O.S. sont sur le terrain et suivent de près les conditions dans lesquelles les actions sont menées. Le lendemain même, dans la journée du 25 août, ils tiennent une réunion pour faire le bilan de la nuit de la Saint Barthélémy.

« Le lendemain [...] vers 13 h 30, nous avons été convoqués par Rabah Bouaziz et Aït Mokhtar qui était notre patron dans l'O.S. La réunion se passait dans le 13ème arrondissement à Villejuif ; il y avait presque tous les responsables de l'O.S. de Paris et sa banlieue. On nous avait réunis pour rendre compte de la nuit du 24 au 25 août [...] C'est au cours de cette réunion que les frères responsables ont condamné M.... responsable du groupe chargé du sabotage du camp d'aviation X... Au cours de la nuit, M... et son groupe ont été arrêtés dans le 3ème arrondissement, à la

347. Rapport de police In R. Muelle. *op.cit.* pp.122-123.

rue Aumaire [sic] avec leur matériel de sabotage. Les patrons de l'O.S. [...] nous ont demandé notre avis vu que nous étions leurs adjoints. Avec deux autres chefs de groupes, nous avons demandé l'indulgence et proposé de lui donner une autre mission à accomplir pour se racheter. Malheureusement, le sabotage du second objectif a aussi échoué. [...] Avec Tahar Benyahya, nous avons récupéré ses éléments et nous les avons répartis entre les autres groupes. [...] Instruction nous fut donnée de continuer d'attaquer les policiers, seulement les gradés ainsi que les officiers de l'armée ; quant aux parachutistes, gradés ou pas, il fallait les abattre. »[348]

Mouloud Ouraghi, responsable de groupe, témoigne lui aussi de cette première réunion au cours de laquelle il se souvient de l'interpellation de son camarade Tazebint par les responsables de l'O.S.

« Abdou (Tazebint) a été convoqué immédiatement après le déclenchement de l'offensive pour qu'il présente un rapport sur les raisons qui ont fait échouer une partie des actions prévues pour l'Ouest. « Saïd » n'était pas très content du résultat, il alla même jusqu'à suggérer la suppression du responsable de l'O.S. pour l'Ouest de la France. Il considérait que la mission qui lui était impartie n'avait pas été menée à bien. Et toutes les explications données par Tazebint n'avaient pas suffi à arranger les choses. « Saïd » était d'ailleurs connu pour sa sévérité. [...] Une fois revenu à Rouen, « Abdou » s'est mis à lancer des actions tous azimuts. Il a même réussi à faire dérailler un train transportant des citernes de pétrole. C'était en fait des opérations-suicides du genre de l'attaque du commissariat de Rouen. Il était allé avec son groupe dans une fourgonnette chargée d'explosifs pour faire sauter le poste de police. On les a malheureusement arrêtés avant qu'ils n'aient pu atteindre l'objectif et ils furent obligés de désamorcer eux-mêmes les bombes. »[349]

Lors de cette première réunion bilan, il a aussi fallu faire le point sur les besoins des groupes et faire parvenir de nouvelles instructions. Zina doit faire la navette entre Paris et Marseille pour faire parvenir à Aïssaoui l'argent et les armes dont il a

348. Omar Sadaoui. *op.cit.*
349. M. Ouraghi. *op.cit.*

besoin. C'est ainsi que la sœur Harraïgue se retrouve dans le train avec un million et demi de francs à transporter pour les besoins des régions sud. Ouraghi fait part du manque d'effectifs et demande des renforts au moins à titre de chauffeurs pour faciliter les déplacements et leur laisser les mains libres. Il est clair pour tous que l'opération doit se poursuivre.

Les jours et les semaines qui suivent

L'action se poursuit donc et prend une dimension tout à fait inhabituelle. Sa synchronisation et son déroulement sur l'ensemble du territoire français laissent les services de police quelque peu perplexes. Le fait que le FLN ne s'attaque plus seulement à des « coreligionnaires » mais à des cibles purement françaises ajoute à leur inquiétude. Le procès-verbal de la Chambre d'accusation de Paris siégeant en appel dans le procès de l'O.S. traduit cette inquiétude.

« Au cours de la nuit du 24 au 25 Août 1958 le FLN entreprit sur le territoire métropolitain de nombreuses actions criminelles ;

Poursuivant son action, les semaines suivantes, le FLN s'efforcera de développer son entreprise criminelle en attaquant des établissements militaires (cartoucheries, dépôts de matériel), des raffineries de pétrole, des centres de télécommunications, des aérodromes, des voies ferrées, des installations de Gaz de France.

En même temps, des agressions furent exécutées contre de hautes personnalités, des militaires et des policiers.

Cette offensive fut principalement marquée :

a) *dans la région de Rouen et du Havre* - par des attentats à la bombe contre les raffineries de pétrole du Grand Quevilly, de N.D de Gravenchon, contre le relais de télévision du Havre et le Commissariat Central de Police de Rouen ;

b) *dans la région marseillaise* - par le dépôt d'une bombe dans la cale du Président Cazalès et, surtout, l'incendie des citernes d'essence de MOUREPIANE.

c) *dans la région parisienne* - par le dépôt d'une bombe au 3ème étage de la Tour Eiffel ; le jet d'une bombe sur une péniche du

Pont de Conflans et le dépôt des Établissements PRIMAGAZ à la Courneuve.

Le quinze septembre mil neuf cent cinquante huit, vers 9 heures 15 du matin, plusieurs nord-africains, armés de mitraillettes et de pistolets, exécutèrent, avenue de Friedland à PARIS, une agression d'une rare violence contre Monsieur SOUSTELLE, alors Ministre de l'information qui fut blessé au cours de l'attentat. »[350]

De son côté, la relation des faits par Mouloud Ouraghi laisse bien transparaître cette effervescence mais pour mieux se rendre compte de l'ampleur des actions engagées référerons-nous au compte-rendu du principal coordonateur à savoir « Madjid » Aït Mokhtar.[351]

Région parisienne :

Paris Rive droite :

- Dépôt de pétrole, Quai de la gare. Gennevilliers.
- Dépôt Primagaz de La Courneuve.
- Nanterre (annulé par contrordre).
- Cuve de pétrole, Porte de Vitry. (Objectif atteint).
- Camps d'aviation de Villacoublay, Le Bourget, Orly (annulé par contrordre de Gennevilliers).

Les groupes de cette région sont dirigés par « Saber » (Mohand Ouramdane Saadaoui) et « Hamada » (Mohammed Mezrara).[352] Un certain nombre d'objectifs n'ont pu être atteints du fait de la présence de très nombreux barrages de police dressés entre Gennevilliers et Vincennes.

Paris Rive gauche :

- Camp d'aviation du Petit Clamart.
- Annexe du garage de la Préfecture de police.
- Le siège du bureau des transmissions de la police dont le sabotage aurait permis une plus grande autonomie de déplacement des groupes de Paris et sa région.
- Tour Eiffel. (La bombe à retardement déposée au 3ème étage devait faire sauter le relais de transmissions de la police et non détruire l'ouvrage d'art).

350. Procès-verbal de la Cour d'Appel de la Chambre d'Accusation de Paris. p.3.
351. Nous reprenons ici l'essentiel du témoignage écrit qui nous a été remis.
352. Voir en Annexe 4 la liste des membres de l'O.S. ayant participé aux opérations.

- Le parc à automitrailleuses et camions militaires.
- La poudrière de Vincennes.
- Centrale électrique et parc autos de l'usine Renault à Boulogne-Billancourt.
- Casernes de C.R.S.[353] de Rambouillet (sabotage et tentative d'attaque le 25 août 1958).
- Cartoucherie de Givelot, tentative de sabotage de la poudrière.
- La R.T.F (studio des émissions en langue arabe).
- L'O.F.A.L.A.C (Office franco-algérien pour la commercialisation des fruits et légumes).

Les groupes sont dirigés par Larbi Hamidi et Mohammed Diafi. Pour eux, comme pour ceux de Paris-Centre et Paris Rive droite, consigne est donnée de s'attaquer systématiquement aux cars de police, aux commissariats et aux casernes de CRS. Ainsi sont atteints, entre autres, les commissariats de Sèvres, Vanves, Versailles, Denfert-Rochereau, Issy-les-Moulineaux.

Une autre consigne est donnée à tous les groupes, c'est celle de viser, parmi les policiers, tout spécialement les inspecteurs principaux et divisionnaires (RG et DST) connus pour leur racisme et leur participation directe à la torture des militants arrêtés. Sont visés aussi les militaires de grade supérieur et tous les parachutistes sans distinction de rang.

« Le 27 août une jeep de la police est mitraillée à la place Denfert-Rochereau ; place Bonne Nouvelle, un sous-officier est blessé par des coups de feu. Le 29 août, rue de Lyon, un autre sous-officier est abattu. »[354] À Issy-les-Moulineaux, à l'avenue Jean Jaurès des attaques visent des éléments de la DST et des inspecteurs des RG. Les jours qui suivent, les attentats individuels contre les cibles désignées se poursuivent avec des fortunes diverses. Des attaques contre les cars de police sont lancées le long des quais de la Seine, dans le 14ème arrondissement et dans le 20ème. Á l'avenue Malakoff, un café fréquenté par des militaires français est attaqué. Au boulevard de l'Hôtel[355] dans le

353. Compagnies républicaines de sécurité.
354. Rapport de police. Cf. R. Muelle. *op.cit.*
355. Il s'agit probablement du boulevard de l'hôpital dans le 13e arrondissement à Paris.

13ème arrondissement, l'attaque menée par Diafi et Messerli fait 5 tués et plusieurs blessés parmi les policiers de l'annexe de la Préfecture de police. Le garage est incendié et des armes automatiques récupérées. « Le 22, on découvre un cadavre dans une voiture. C'est un commissaire de police, le commissaire Chenine. Il a été ligoté, torturé, étranglé. »[356]

Le compte-rendu d'Aït Mokhtar fait aussi mention des actions de diversion menées par les éléments des « groupes de choc » : incendies de forêts, attaques de lieux et attentats dont celui qui a visé le député Ahmed Djebbour.

Mais, pour toutes ces opérations, il faut relever le fait que les armes utilisées étaient le plus souvent inappropriées, de vieux modèles de pistolets ou de revolvers usagés. Les groupes ne disposant pratiquement pas d'armes automatiques et encore moins de grenades. D'où l'importance des pertes subies suite à la riposte des forces de police.

Région de Marseille[357]

Marseille-Centre :

- Objectifs économiques :
  - Installations pétrolières : L'Estaque, Mourepiane, Cap Pinède, Les Ayglades, Dépôt Oze.
  - Usine à gaz.
  - Dépôts de matériel.
- Objectifs particuliers :
  - Préfecture de Marseille (dépôt de bombe).
  - Commissariat de la Capelette.
  - Parc de chars « À Marseille, un engin explosif placé dans un char destiné à l'Algérie fait un tué, 5 blessés »[358].
  - Paquebot Président-Cazalet (transport de troupes).

Le responsable pour le sud de la France, Omar Harraïgue, est remplacé en juin par Mohammed Aïssaoui. Ce dernier est assisté par Mohammed Ouznani, artificier. Le chef de groupe pour Marseille-Centre est Abderrahmane Meziane Cherif « Allaoua ».

356. id. p.126.
357. La liste des militants de la Spéciale pour le Sud de la France est en annexe 4.
358. R. Muelle.*op.cit.*p.125 et suiv.

Marseille Est et Ouest :

- Objectifs économiques :
  - Port de Bouc.
  - Étang de Berre : dépôts de carburants et raffineries.
  - Lavara : raffinerie BP (la bombe déposée par le groupe explose lors de la tentative de désamorçage tuant un officier et un soldat).
  - La Mède : dépôt et stockage de gaz.
  - Alès : usine à gaz.
- Objectifs militaires :
  - Base navale de Toulon : bâtiments de guerre « Dugay Trouin » (non repéré par le groupe) et « Jean Bart » (tentative de dépôt de mine par homme-grenouille). Vu le manque de moyens matériels, ces tentatives sont reportées à une date ultérieure.
  - Les responsables des groupes pour les régions de Marseille -Est et Ouest sont Ali Bouchina et Ali Belhocine.

Bordeaux -Toulouse-La Rochelle :

- Objectifs économiques :
  - Port La Nouvelle : dépôt d'essence Surfina (objectif atteint)
  - Toulouse : dépôt Mobil Oil (positif).
  - La Rochelle : les charges télécommandées n'ont pas fonctionné.
  - Montpellier et Bordeaux : tentatives diverses.
  - Responsable du groupe Ali Betroni « Abdelaziz ».

Lyon- Grenoble-Saint Étienne :

- Dépôt Shell.
- usine à gaz.
- Armurerie.

« Le 6 septembre, deux commissariats de Lyon sont attaqués : un policier est tué, 2 Algériens arrêtés ; à Grenoble, 8 Nord-Africains sont interceptés avec des armes et des explosifs destinés à l'attaque et au sabotage de la poudrière et de l'usine Péchiney

[...] La tentative contre la centrale électrique de Lyon échoue [...] La voie ferrée Genève-Lyon est sabotée. Le 14, quatre bombes de 2 kg sont découvertes à Saint-Martin-D'hères. »[359]

Responsable du groupe Amar (X).

Normandie :

- Le Havre : raffinerie Notre-Dame de Gravenchon. « une cuve d'acide sulfurique de l'usine Saint-Gobain est détruite à l'explosif. »[360]
- Évreux : dépôt de carburants et train-citernes.
- Petit et Grand Quevilly : dépôt de pétrole et centrale de gaz.
- Rouen et Elbeuf : dépôt de carburants et attaques du commissariat central et de policiers.

Les opérations sont dirigées par Aomar Tazebint « Abdou » et Aïnouz Arab secondés par l'artificier Abderrahmane Skali. Elles ont eu lieu vers 2 heures du matin avec un décalage dû à l'arrivée tardive des armes et des commandos sur les lieux. Plusieurs charges ont provoqué dans leur explosion la mort de djounouds dont Abelmadjid Nikem.

Alsace, Lorraine, Meurthe et Moselle :

- Strasbourg : Incendie et détérioration d'entrepôts et de blindés.
- Hangars de l'aérodrome.
- Colonne de gaz aérienne Paris-Strasbourg.
- La tentative contre le port pétrolier est avortée par l'arrestation d'Aïcha Aliouat.
- « Avant la fin septembre, la voie ferrée Strasbourg-Bâle est sabotée. »[361]
- Autres actions menées à Nancy, Montbeliard, Metz.
- Responsable de groupe Ali Benali.

359. id.
360. id.
361. R.Muelle. *op.cit.*p.127.

DES ACTIONS SPECTACULAIRES

Sans vouloir verser dans l'anecdote ou le factuel, il nous semble nécessaire de replacer dans leur contexte un certain nombre d'actions entrant dans ce qui a été appelé l'offensive d'août 1958. Dans une certaine mesure, les divers attentats commis par l'O.S. durant cette période n'ont pas fait de victimes autres que les agents du système répressif colonial (policiers et militaires) ou les cibles désignées parmi les chefs politiques les plus ultras et certains élus musulmans considérés comme traîtres à leur patrie. Les seules victimes civiles qui ont été touchées l'ont été lors d'échanges de tirs entre groupes de la Spéciale et groupes de policiers. Les témoignages que nous reproduisons ci-dessous insistent tous sur cet aspect de leur action. Les militants ont évité, autant qu'ils ont pu, de faire des victimes innocentes parmi la population civile non pas seulement parce que telle était la consigne qui leur avait été donnée, mais aussi parce que beaucoup d'entre eux ne faisaient pas la guerre contre les français comme le prétendent certaines sources mais pour l'indépendance de l'Algérie.

D'après les sources policières, « les statistiques officielles comptent 110 morts pour le mois de septembre 1958. Jusqu'à la fin de l'année 1958 cette effroyable cadence ne subit aucun ralentissement. En dehors des habituelles attaques de cafés et d'hôtels arabes, des exécutions de mauvais payeurs ou de mouchards présumés, de fusillades entre groupes ennemis, manifestations courantes de la lutte armée entre MNA et FLN, ce dernier continue ce qu'il a baptisé *« la guerre contre le France »* : voitures de police mitraillées, policiers et militaires agressés. »[362]

362. id. p.128.

Ici, il est évident que les sources policières font l'amalgame entre les actions des traditionnels « groupes de choc » de l'OPA menées principalement et en milieu algérien, et celles menées par la Spéciale contre des objectifs français. Cette distinction apparaîtra par la suite, lorsque les arrestations de membres des groupes armés attesteront l'existence d'une structure parallèle ultra-clandestine et autrement plus dangereuse que les « groupes de choc » qu'on avait plus ou moins réussi à contrôler sinon repérer et identifier. Les sources policières ont en même fait un décompte minutieux.

« Dans la wilaya I, celle de l'agglomération parisienne proprement dite - ou Paris Centre - il y a douze régions, donc douze groupes de choc. Dans la wilaya II, celle de Paris Périphérie, il y en a dix-huit. Cela fait 450 volontaires [...] »[363]

Quelle surestimation des effectifs qui ont eu la charge directe de l'offensive !

Nous parlerons plus loin de la riposte brutale des services de police, mais pour l'instant, attardons-nous sur les actions vues par leurs propres auteurs.

L'attentat contre Jacques Soustelle

« Le quinze septembre mil neuf cent cinquante huit, vers neuf heures quinze du matin, plusieurs Nord-Africains, armés de mitraillettes et de pistolets, exécutèrent, avenue de Friedland à Paris une agression d'une rare violence contre Monsieur Soustelle, alors Ministre de l'information, et qui fut blessé au cours de l'attentat. Elle avait été précédée de plusieurs tentatives qui échouèrent parce que Monsieur Soustelle, pour se rendre de son domicile privé au Ministère de l'Information, avait emprunté des itinéraires différents de ceux où les agresseurs s'étaient postés pour l'attaquer et qu'il utilisait habituellement. »[364]

Effectivement, Jacques Soustelle était visé par l'O.S. et plusieurs groupes s'étaient relayés pour assurer la filature et établir ses itinéraires.

363. id. p.134.
364. Procès-verbal de la Chambre d'accusation de Paris, *op.cit.* p.13.

« J'étais quant à moi particulièrement chargé de Soustelle. Je participais de temps à autre à la filature et je recevais régulièrement des informations de « Madjid ». Le repérage avait été fait avec minutie ; le groupe chargé de m'appuyer le jour de l'attaque a été changé à plusieurs reprises mais c'étaient toujours des hommes de la Spéciale. La première tentative, devant le ministère avait échoué. Nous avions posté des éléments un peu partout dans le secteur mais leur présence en ces lieux était trop voyante. Cela se passait avenue de Friedland, près de la place de l'Étoile. C'était un quartier qui n'était pas très fréquenté par les Algériens et on se faisait facilement repérer. Si on voyait un Nord-Africain posté quelque part et un autre cent mètres plus loin et un troisième sur le trottoir d'en face, cela faisait tout de suite plus que suspect. »[365]

Soustelle savait qu'il était condamné à mort par le FLN et les services de sécurité prenaient toutes les mesures pour parer à d'éventuels attentats. Lors de la première tentative, un groupe avait attendu en vain qu'il ressorte de son ministère. La deuxième tentative a eu lieu à l'avenue Henri Martin, dans les environs du Bois de Boulogne. C'est là que se trouvait sa résidence, dans les beaux quartiers de Paris. Ouraghi était avec deux autres militants dans une camionnette volée qui devait appartenir à un carreleur car il y avait encore des piles de carreaux amassés. Ils devaient bloquer le passage du véhicule ministériel pour faciliter l'attaque. Stationnés dans une zone bleue, ils ne durent leur salut qu'au fait que le policier qui les approcha dut conclure qu'il avait affaire à un groupe d'ouvriers carreleurs analphabètes attendant leur contremaître et ignorant complètement la manipulation du disque compteur. Il aurait pu aussi avoir estimé nécessaire d'appeler des renforts ; Ouraghi a donc décidé de décrocher.

Si l'on en croit les minutes du procès de la Spéciale, trois tentatives ont eu lieu le 5, le 8 et le 15 septembre.

« Le 5 septembre, avec Addour, Cherrouk, Baccouche et Ben Zerrouki, tous armés de mitraillettes, il [Ouraghi] se posta vers 9h du matin, aux abords du Ministère de l'Information.

365. M. Ouraghi. *op.cit.*

Le 8 septembre, avec Adour, Cherrouk, Ben Zerrouki et Laouari, il se posta avenue Victor Hugo, sur le trajet que devait suivre M. Soustelle.

Ces deux projets échouèrent parce que M. Soustelle avait emprunté des itinéraires différents de ceux où il était attendu. »[366]

La troisième tentative devait avoir lieu un lundi. La veille, « Madjid » était allé voir Ouraghi à la rue du Cherche-Midi où ce dernier avait élu domicile. Le passage de Soustelle par son ministère était probable sans être tout à fait sûr. Il fallait par conséquent éviter d'utiliser les grands moyens. Seuls deux militants pouvaient suffire comme couverture.

Comme à l'accoutumée, il revenait à Mouloud de désigner les hommes qui devaient faire partie du groupe. Il avait l'habitude de travailler avec Baccouche et Ben Zerrouki mais au dernier moment, « Madjid » était revenu le voir avec un contrordre concernant ses deux compagnons. Il lui fallait accepter en échange deux autres militants recommandés par son responsable : Smaïl Adour et Abdelhafid Cherrouk.

Pour les armer, il était difficile d'aller à Saint-Michel récupérer les armes remises aux deux autres militants. Ouraghi puise donc dans le stock déposé dans sa chambre deux mitraillettes et un pistolet.

« Le lendemain, j'ai réuni le groupe auquel j'ai expliqué ce qu'il y avait lieu de faire et la façon de procéder. À 9h30, il fallait être prêt à tirer. J'ai pris avec moi un pistolet supplémentaire, un barillet de 9mm. Je me disais que si jamais « Saïd » se trouvait dans les parages, je le lui collerais entre les mains pour qu'il n'ait pas à redire comme il avait l'habitude de le faire chaque fois que nos précédentes tentatives avaient échoué. Il aurait eu ainsi les moyens de participer directement à l'action. »[367]

À leur retour du Maroc, Adour et Cherrouk sont placés dans des planques séparées. L'attente de nouvelles instructions et de l'ordre de passage à l'action est longue et difficile à supporter pour des hommes tenus d'observer la plus stricte clandestinité. Les beaux

366. Procès-verbal de la Chambre d'accusation de Paris, *op.cit.* p.21.
367. id.

appartements des quartiers chics de Paris qui leur servent de planque et l'hospitalité bienveillante des membres des réseaux chargés de les héberger n'ont pas réussi à alléger leur tendance à la claustrophobie apparue après plusieurs semaines d'enfermement. Réunis au 5 rue Franklin[368] dans une chambre de bonne du 16ème arrondissement, Adour et Cherrouk finissent par ne plus pouvoir se supporter tant la promiscuité dans cet étroit réduit leur pèse. L'un et l'autre enfreignent parfois la consigne et sortent le soir faire des promenades, ou vont comme Cherrouk au cinéma, armé et décidé à tirer en cas d'incident. Évidemment « Saïd » et « Madjid » n'en ont rien su.

Le 5 septembre Ouraghi était allé les voir pour monter une embuscade contre Soustelle. Après l'échec de cette première tentative, une autre est montée quelques jours plus tard, mais là aussi elle doit être annulée. L'avenue Kléber n'est pas une rue très fréquentée et un bijoutier s'était rendu compte que des hommes semblaient être en faction, postés à égale distance de part et d'autre du trottoir. Inquiet pour son propre commerce, il avait téléphoné à la police.

C'est en fait là la raison qui amène « Madjid » à ne regrouper pour la troisième tentative que le minimum de militants. Les premiers groupes étaient composés de six ou sept hommes lourdement armés ; c'était trop voyant dans un quartier relativement peu fréquenté et où se trouvaient de nombreuses banques et boutiques de luxe. La présence de tant de « Nord-Africains » sans occupation apparente ne pouvait que nourrir les pires préventions des nombreux clercs et autres vigiles de ces lieux réputés.

« Une semaine encore et « Madjid » vint en personne me voir à la veille de la troisième tentative. Il me dit : *« Nous avons perdu trop de temps et déplacé beaucoup trop de militants. L'équipe sera scindée et chacun des trois membres qui la composent sera posté à un endroit différent. Le premier devant le ministère, le second devant le feu rouge etc.* [...] Mouloud m'informa qu'il serait lui-même devant le feu rouge avec Smaïl Adour tandis qu'il m'appartenait de les couvrir du trottoir d'en face. Aucun signal n'était prévu. C'était le 15 septembre. »[369]

368. Il s'agit probablement de l'avenue Franklin Delano Roosevelt dans le 16e arrondissement de Paris.
369. A.Cherrouk. *op.cit.*

Remontée de Marseille après le démantèlement du groupe de l'O.S. dont elle faisait partie, Zina Harraïgue s'occupe de l'entretien et du transport des armes destinées aux « groupes de choc » et des filatures de cibles potentielles de la Spéciale. Depuis trois ou quatre mois qu'elle participe à mémoriser les habitudes de Soustelle, elle a fini par bien connaître les lieux. En plus, son allure d'Européenne et ses yeux bleus sont juste ce qu'il faut pour servir de couverture à « Madjid », lui-même bien camouflé. Derrière une belle barbe en collier, costume, cravate, journal plié à la main et Zina à ses côtés, parapluie au bras, ils font vraiment un couple de gens sérieux devisant calmement de quelque affaire importante.

« À l'étude, nous nous étions rendus compte qu'en se rendant à son ministère, le véhicule transportant Soustelle était la plupart du temps arrêté par le feu rouge dès qu'il arrivait au carrefour de l'Étoile. C'était toujours entre 8h et 8h30. Nous avons décidé de l'avoir là. Il y avait les deux frères qui devaient l'exécuter et Aït Mokhtar et moi devions surveiller de loin. Je devais donner le signal. Comme je connaissais bien sa voiture et son chauffeur, je devais ouvrir mon parapluie à leur passage. J'ai assisté au tir [...] »[370]

Sur ce dernier point du signal, il semble que les versions divergent. Peut-être que celui-ci était destiné à un autre groupe posté alentour mais Mouloud, lui, s'est mis en action sur un autre signal venant de « Madjid ».

« Nous nous sommes postés tout au long de l'avenue de Friedland et nous avons attendu le signal qui devait nous prévenir du passage de Soustelle. C'est Aït Mokhtar qui devait le faire en ouvrant dans toute sa largeur le journal qu'il tenait à la main. Nous étions tout près de la place de l'Étoile et il y avait beaucoup de policiers. Le signal donné, je me suis mis à chercher la voiture en question. Ce devait être une DS. Le signal convenu était toujours là mais j'ai mis un moment avant d'apercevoir le véhicule. Il était en deuxième file par rapport au trottoir sur lequel je me trouvais. Au carrefour, le feu était au rouge et la voiture se trouvait au milieu d'une longue file qui lui rendait impossible toute fuite. C'était une situation idéale pour exécuter notre mission. Je regardais en direction de mes camarades. Ils étaient tous là mais

370. Z.Harraïgue. *op.cit.*

leurs imperméables étaient encore rabattus sur leurs mitraillettes. Ils ne semblaient pas avoir vu le signal et n'étaient pas par conséquent prêts à passer à l'action. »[371]

Confusion donc au départ, confirmée par Cherrouk qui se tient un peu en retrait sur le trottoir d'en face. L'avenue étant très large et la circulation importante, de temps en temps sa vue est gênée par le flot des voitures et il n'arrive pas à apercevoir Adour et Ouraghi. Puis un coup de feu claque. Il n'en est pas très sûr. Ce pourrait être le bruit d'un pot d'échappement. De l'autre côté de la rue l'action se poursuit.

« Je fonce sur le véhicule ministériel. J'étais du côté droit de l'avenue alors que Soustelle, assis sur sa banquette regardait sur sa gauche. Il ne pouvait pas m'apercevoir à l'instant où je franchissais l'obstacle de la première file de voitures pour me diriger vers lui. La vitre arrière du côté droit était à moitié rabaissée. J'ai sorti mon pistolet et l'ai dirigé vers lui. L'arme avait presque atteint la tempe. Je tire. La balle ne part pas. Il fallait faire vite. J'éjecte la première balle et engage la seconde. Entre temps, Soustelle qui avait pris conscience de ce qui se passait s'était jeté sous la banquette au moment où le coup de feu partait. La balle l'avait frôlé. Le garde du corps a commencé à riposter au tir. Il ne m'a pas touché. J'étais encore à hauteur de la banquette arrière. Mon pistolet que je connaissais bien était une arme très puissante, un 11,43. Je savais que les balles allaient traverser la portière. Je tire un nouveau coup, puis un deuxième. Le troisième ne part pas, l'arme s'était à nouveau enrayée. Il était temps de décrocher ; cinq balles étaient parties et il n'était pas question de me faire coincer. »[372]

C'est alors que Cherrouk voit Mouloud courir dans sa direction et des policiers tirer dans tous les sens. Le doute n'est plus permis. De l'autre côté de la rue l'action, est déclenchée. Les choses se sont passées tellement vite que le garde du corps a mis du temps à réagir. Ouraghi a déjà traversé l'avenue et, arrivé à l'escalier menant au métro, il s'arrête pour voir la réaction de ses camarades. Cherrouk qui maintenant est sûr qu'il s'agit bien de coups de feu, se met à son tour en action, il vide le chargeur de sa mitraillette sur

371. M. Ouraghi. *op.cit.*
372. id.

la voiture du ministre. Il voit Mouloud aller vers le métro et le suit. Sur les marches de la bouche de métro, des hommes menaçants tentent de le ceinturer mais la vue de la mitraillette les dissuade vite. Il rebrousse chemin en prenant par une rue adjacente à l'avenue de Friedland. Il arrive difficilement à cacher une arme solidement attachée à sa poitrine, il ne peut pas non plus s'en débarrasser car il lui faudrait pour cela enlever sa veste et sa gabardine. Les gens qui le poursuivent sont de plus en plus nombreux.

« La meute me poursuivait à travers les rues du quartier en hurlant *Assassin! Attrapez-le!* Après, ce fut du cinéma. Chacun s'est mis à me prendre pour cible, l'un m'a jeté un cendrier sur la tête, même des balcons on essayait de m'atteindre en me lançant des objets hétéroclites. Je me cachais derrière les arbres et dès que je m'arrêtais, les gens reculaient et s'enfuyaient de peur que je n'ouvre le feu. »[373]

Cherrouk avait bien demandé à Ouraghi si la retraite pouvait être facilitée par un véhicule quelconque mais ce dernier lui a répondu que le problème n'était pas tant de trouver un véhicule que de dénicher une place où stationner dans ce maudit quartier bourgeois. Force est donc à Cherrouk de parer au plus pressé en évitant de faire des victimes parmi les civils car la consigne est très claire, seule la cible désignée doit être atteinte, pas de victimes civiles. Il braque une voiture de passage et prend place près du conducteur. Trop tard, une camionnette a déjà bloqué le passage. Les policiers tirent dans sa direction et l'atteignent.

« J'ai tiré plusieurs fois sur les policiers cachés derrière les arbres. Le chauffeur qui avait ouvert la portière pour s'enfuir s'est arrêté net en sentant l'arme sur son dos. Les policiers tiraient toujours et je me demande encore comment ils n'ont pas atteint le chauffeur qui hurlait : *Je suis Français! Ne tirez pas !* Je n'avais plus de munitions. La première balle me traversa l'arcade sourcilière gauche pour ressortir par l'arcade droite. Le pistolet m'a échappé des mains et est retombé à l'arrière de la voiture. Je voyais mon sang sur le pare-brise tandis que je descendais lentement sur le siège. D'autres balles m'ont atteint au ventre. »[374]

373. A.Cherrouk. *op.cit.*
374. id.

Les policiers arrivent et jettent le corps inerte sur le caniveau où l'eau coulait. Que faire de ce corps qui semblait encore secoué de quelques soubresauts ?

« On m'a laissé là un bon moment pendant que l'attroupement grossissait, puis on m'a tiré sur le trottoir. Je sentais mes membres engourdis et je ne savais plus si c'était la réalité ou un cauchemar. Certains me crachaient dessus, d'autres voulaient me frapper mais les policiers ne leur permettaient pas de m'approcher. J'étais recouvert de crachats jusqu'à ce qu'un préfet en retraite parvienne à calmer la foule, c'est du moins ce qui s'est dit au procès où il a témoigné. Une heure est passée avant qu'un car de police-secours ne vienne me chercher. J'ai entendu un policier pester contre moi car j'étais lourd [...] Le car de police a stoppé un moment et les policiers se sont mis à discuter de Mouloud qui avait été arrêté. [...] J'étais absolument incapable de bouger et je saignais toujours. Peut-être espéraient-ils que je meure d'hémorragie. Ils ont continué à discuter quand quelqu'un a dit que je n'étais pas encore mort et qu'il fallait m'achever. J'ai entendu un grand bruit, chacun a dégainé son arme et l'a pointée sur moi. J'ai commencé à réciter la *chahada*[375]. Bien sûr c'était dur, je sentais que ma tête allait éclater en mille morceaux, puis l'un d'eux a dit *« Ce n'est pas une balle qui va changer quoi que ce soit, il va crever de toutes façons. »* Chacun s'est mis alors à me bourrer de coups, qui avec la crosse de son arme, qui avec une matraque, qui à coups de pieds. Mon corps était engourdi et, après les quatre ou cinq premiers coups, je ne ressentis plus rien. Cela a duré un bon moment, puis j'ai perdu connaissance. »[376]

De son côté, Ouraghi qui s'était engouffré dans la bouche de métro se retrouve vite pris entre deux groupes de policiers ayant convergé vers le quai depuis les nombreuses issues. Leurs tirs désordonnés font un mort et dix sept blessés parmi les civils qui se trouvaient là. Coincé derrière le portillon du quai resté curieusement ouvert, Mouloud est arrêté sans opposer de résistance. Arrivé au car de police, il est accueilli à coups de pieds et de

375. Profession de foi pouvant se traduire par « Je témoigne qu'il n'y a que Dieu et que Mohammed est son prophète.» : اشهد ان لا اله الا الله و اشهد ان محمدا رسول الله

376. A. Cherrouk. *op.cit.*

crosse. Menottes aux poignets, il tente de se défendre, en vain car très vite il perd connaissance.

Les deux cars de police convergent vers l'hôpital et arrivent à peu près au même moment à l'entrée de l'hôpital. Les deux corps sont jetés à même le sol à une dizaine de mètres de l'entrée.

« C'est à ce moment que je repris connaissance. Deux files de policiers étaient là tout le long de l'allée et tout à fait au bout un groupe de personnes en blouse blanche constitué par les médecins et le personnel de service de l'hôpital. J'ai vu Mouloud qui me précédait être roué de coups en tentant de parvenir à l'entrée de service tandis qu'incapable de marcher je me traînais à quatre pattes. Mouloud qui n'avait pas été atteint par les tirs au moment de la riposte policière a été par contre très violemment tabassé dans le car et sur cette fameuse allée de l'hôpital. Il a eu la rate éclatée, de nombreuses côtes brisées et pas mal d'autres dégâts. J'ai été beaucoup moins tabassé mais je me souviens de ce moment comme du *tariq el mustaqim* (chemin qui mène aux enfers). Le personnel médical qui n'osait pas sortir de l'enceinte m'encourageait de ses cris : « *Avance encore un peu ! Plus vite !* Arrivé à la porte, je fus happé vers l'intérieur. »[377]

Pour son rapport, Aït Mokhtar doit s'assurer que le ratage de l'opération a bien été dû à un malheureux concours de circonstances et non à la maladresse du commando chargé de l'exécution. Introduit par un élément du réseau « Aboulker » dans la cour de la préfecture de police où a été parqué le véhicule ministériel, il peut se rendre compte que la DS a bien été atteinte du côté droit comme du côté gauche par des tirs d'armes à feu. C'est finalement Zina Harraïgue qui tire la conclusion de cette opération « Soustelle ».

« Malgré l'échec de cet attentat, nous avions atteint un autre objectif, celui de créer une atmosphère d'insécurité. Nous avions pratiquement colonisé le pays. Auparavant, quand un Algérien montait dans une rame de métro, les Français en descendaient ou changeaient de rame à la station suivante. Après la vague d'attentats, je voyais des ouvriers exténués, le sac au dos, monter dans le métro. Je leur disais en arabe, malgré l'interdiction qui m'était

377. id.

faite d'utiliser notre langue, *« Tu vois comme ils ont peur de nous ? »* Nous riions un bon coup et cela me faisait plaisir car, avant cela, les gens ne voulaient même pas s'asseoir à côté d'eux par mépris ou par prévention. »[378]

La bombe de la Tour Eiffel

Le 24 septembre, les rapports de police signalent qu'une femme de ménage a découvert une valise piégée au dernier étage de la tour Eiffel, « symbole universel et innocent de la Ville Lumière » dira la presse. En effet, cette affaire semble avoir soulevé une controverse car, contre toute évidence, les services de propagande du gouvernement français cherchent, par presse interposée, à faire valoir l'idée que les attentats visent des personnes innocentes ou des œuvres d'art du patrimoine universel. L'offensive lancée par le FLN en France serait donc, non une action politique avec des buts politiques, mais l'œuvre de barbares incultes et destructeurs.

Aïcha Aliouat est déjà ce qu'on peut appeler une ancienne quand elle est engagée dans la Spéciale. Son passage par la « choc rurale » lui a fait une réputation plus solide que beaucoup de militants du sexe opposé. Et comme elle est issue d'un mariage mixte, depuis qu'elle a commencé à militer dans le FLN, on lui demande toujours plus que les autres. Elle-même en redemande pour mieux s'affirmer et, il n'y a pas une mission délicate ou périlleuse qu'elle refuse d'accomplir. Elle a même été appelée à faire l'infirmière et procurer les premiers soins aux blessés de guerre. Quand l'offensive d'août est déclenchée, c'est elle qui assure, en plus des tâches dont elle a déjà la charge, le transport des explosifs. Sa réputation devient alors tout ce qu'il y a de désastreux. On l'admire mais il est dangereux d'être près d'elle.

« Il paraît que je transportais des bombes que les hommes ne voulaient pas toucher. Certains me disaient *« Aïcha, tes bombes, j'en ai peur.* » Elles ont un jour tué des militants. Il y avait différentes sortes de bombes, toutes fabriquées de manière artisanale par « le Parisien » avec qui j'ai beaucoup travaillé ou Mohammed « le

378. Z. Harraïgue. *op.cit.*

Marocain »[379]. Certaines étaient de composition simple avec 200m de fil qu'on rapprochait et elles explosaient ; d'autres étaient plus élaborées. Elles étaient fabriquées par Mohammed « le Marocain » avec de beaux tubes mais qui l'ont finalement perdu. Ensuite nous avons eu les bombes à réveil comme celle qui fut placée à la Tour Eiffel. Au départ, j'eus une dizaine de bombes à fil à distribuer à travers Paris dont deux à Gagny où je devais récupérer « le Parisien » pour qu'il fasse un stage chez Mohammed « le Marocain ». Je me souviens que je plaisantais avec les cinq militants que j'avais trouvés dans une espèce d'atelier. Je leur recommandais de bien entourer les fils avec du papier journal pour les empêcher d'entrer en contact. Puis nous sommes partis « le Parisien » et moi vers la gare. À deux cents mètres de là, nous entendîmes une très forte déflagration. Je me suis retournée et j'ai vu « le Parisien » devenir blanc. Il me dit *« Continue ton chemin, je vais voir. »* J'y suis allée quand même.

C'était affreux. À la place de l'atelier, il n'y avait plus qu'un immense cratère parsemé de bras et de jambes. Je crois que l'idée que nous aurions pu sauter avec eux ne nous a même pas effleurée. Nous pensions à la mission qui était compromise et à la nécessité d'informer le responsable pour qu'il prenne des dispositions. [...] »

Puis un beau jour, « Madjid » vient la voir.

«- Puisque tu es toujours à en redemander, tu vas placer une bombe.

- Plutôt trois, si tu veux »

Aïcha était contente d'avoir été choisie par « Madjid » pour cette mission et son admiration pour le responsable des opérations ne pouvait que se renforcer.

«- C'est à la Tour Eiffel. Tu chercheras un endroit sous l'antenne de la télévision et un autre dans une chambre où sont placés un mannequin et un système de transmission d'où partent les communications de la police. Il faudra attendre le départ de tous les visiteurs. »

Pour s'assurer de la disposition des lieux, Aïcha part un soir vers six heures au sommet du monument métallique. Avec un

379. Cf. ci-dessus, p.135. Pour l'un des deux, il s'agit probablement de Abdesselam Chaïeb dit « Maroki ».

fil, elle prend les mesures que lui a demandées Abdeslam Chaïb « Maroki » pour étudier les charges et le type de mise à feu. Après trois semaines d'attente, la nouvelle parvient enfin à Aïcha. C'est pour le surlendemain ; auparavant, elle doit voir l'artificier qui lui explique que, cette fois-ci, il a mis au point un système original. *« Cette bombe n'est pas du modèle de celles que tu as transportées jusqu'à présent. Viens demain à trois heures, je t'expliquerai. C'est l'inverse d'une montre...»*

Le lendemain, à 3h de l'après-midi, il n'y a dans l'atelier que le gardien. « Maroki » était parti vers midi et n'était pas revenu. C'était un artiste dans son domaine et Aïssa Abdessemed n'en était pas peu fier. Il se faisait confectionner par un artisan français de beaux tubes métalliques de 20 à 30 cm avec un fond très dur et un couvercle amovible fixé par deux vis. Il en avait commandé une bonne dizaine supplémentaire pour faire face à la demande pressante des chefs de la Spéciale. Cette dernière commande finira par intriguer l'artisan droguiste et perdre notre homme. Le gardien de l'atelier qui était parti aux nouvelles revient avec une inquiétude redoublée. Non seulement Chaïb avait été arrêté et assassiné dans les locaux de la police mais des patrouilles rôdaient aux alentours certainement à la recherche de l'atelier.

« Chaïb avait été mis à la disposition du groupe parisien de l'O.S. Il devait fabriquer des bombes, en particulier des explosifs pour ce groupe. L'instruction a établi qu'il avait été hébergé dans un local clandestin de l'O.S. au 33 rue Grenier St Lazare (3ème Arrondissement) et qu'il disposait, 8 rue Simonet (13ème Art.) d'un autre local secret pour entreposer des explosifs et fabriquer des bombes. Chaïb fut interpellé et appréhendé le 19 septembre 1958 alors qu'il venait de commander des tubes et des couvercles pour des bombes. Il s'est suicidé à l'hôtel-Dieu. Mais, une perquisition dans le local de la rue Simonnet permit d'y découvrir 17 cartouches de dynamite, une pile de fils électriques et un litre d'acide chlorhydrique. »[380]

En plus des bombes, il y avait là de grosses sommes d'argent, ce qui en principe n'aurait pas dû se faire. Il fallait vite évacuer les lieux. Aïcha part donc avec ses deux bombes et décide de les placer le lendemain.

380. Procès-verbal de la Chambre d'Accusation de Paris, *op.cit.*p.15.

« Je suis allée passer la nuit chez « Marcelle », une très jolie jeune fille de 16-18 ans qui devait m'aider. J'ai déposé les bombes chez elle à l'insu de ses parents qui, eux-mêmes, et je ne le savais pas, recevaient des responsables politiques du FLN. Ils habitaient près de la Porte de La Villette dans un sous-sol aménagé. Je décidai de ne pas la lâcher d'un pas et de dormir chez elle. Le lendemain, je vis Hamada qui me confirma la mort de l'artificier mais il ne savait pas si c'était un suicide ou un assassinat.

J'ai couvé mes bombes comme des œufs de peur qu'on ne me donne un contrordre. Et maintenant, j'allai les remonter. L'artificier m'avait dit : *« À l'inverse d'une montre. »* Cela ne m'avait pas éclairée pour autant. Je remontai le mécanisme de la bombe et la réglai pour 6h. La première montre a bien voulu émettre son tic-tac tandis que la seconde est restée obstinément muette. Je l'ai tournée et retournée dans tous les sens, secouée, cognée ; j'ai fait faire quatre fois le tour du cadran à ses aiguilles mais rien n'y fit. Je décidai donc de n'en prendre qu'une seule car il se faisait tard. Nous prîmes un taxi. La bombe était cachée dans un sous-main et j'avais l'impression que tout le monde entendait son tic-tac dans l'ascenseur de la Tour Eiffel. Il était 6h et il y avait encore beaucoup de monde. Il m'avait semblé que ce qui importait le plus, c'était de détruire l'émetteur de police. Il fallait donc que je la place dans les toilettes qui étaient l'endroit le plus proche de l'objectif. À cette époque les visiteurs montaient jusqu'au dernier étage ; arrivée là je fus prise d'un tel vertige que je fus collée au mur. L'édifice tanguait légèrement du fait du vent et j'étais comme aspirée par une ventouse, paralysée. Je ne pouvais plus bouger. La petite qui faisait le guet allait et venait en me disant : *« Il y a encore du monde. »* J'avais la nausée, je ne m'attendais pas du tout à cela et surtout, je ne pensais plus du tout à la bombe. »[381]

Finalement, elle prend son courage à deux mains et finit par se ressaisir. Où mettre la bombe ? Les endroits susceptibles de la porter sont trop visibles, trop exigus. Elle repousse encore de 20 minutes le compteur. La petite Marcelle vient la prévenir que tout le monde la cherche pour descendre. Elle prend alors la décision

381. A. Aliouat. *op.cit.*

de la mettre derrière la chaise anglaise, sous le coude d'évacuation et la recouvre de papier journal.

Elles sont toutes contentes quand elles se retrouvent au pied de l'édifice. Elles font quelques pas tout autour et attendent l'explosion qui ne se produit pas. Aïcha a en charge un blessé qui attend à Bondy qu'elle lui change ses pansements. Elle laisse Marcelle chez elle et attend dans la cour de son refuge jusqu'à minuit que l'explosion ait lieu. Rien. Inquiète, elle téléphone le lendemain à « Hamada » (Mohammed Mezrara, chef de la 2ème région militaire) :

« - J'ai emmené ta belle-sœur à la clinique, elle n'a pas accouché, je vais aller la chercher.

- Ne bouge pas, je t'envoie quelqu'un. »

« Sadaoui est arrivé, c'était notre grand chef. Il ne m'a pas lâchée d'une semelle tout le temps que nous avons passé à déambuler de café en café. Je lui demandai de me laisser aller chercher la bombe, peut-être que quelque chose avait mal fonctionné, d'autant plus que l'autre n'avait pas voulu s'enclencher. Il m'a laissée à 4h de l'après-midi dans un café puis il est revenu un instant plus tard avec un grand sourire. »

- Ça y est, on a trouvé ta bombe !

- Oui, mais elle n'a pas explosé !

J'étais terriblement déçue mais c'est à cet instant que je compris la joie manifestée par Sadaoui. Il avait sans doute pensé que je n'avais pas placé la bombe... C'est à la lecture du journal que je compris aussi cette indication sommaire de l'artificier *« À l'inverse d'une montre.* » J'aurais dû remonter le mécanisme 24 heures à l'avance. La bombe devait sauter seulement le lendemain à 6h mais elle fut découverte par un visiteur qui prévint la police. »[382]

Les soucis de Aïcha n'en sont pas pour autant finis car la seconde bombe est toujours déposée chez « Marcelle » où elle peut sauter à tout moment et emporter avec elle des responsables du FLN. Finalement, les frères règlent le problème et Aïcha est félicitée par ses chefs pour son haut fait d'armes. Cette bombe qui n'a pas explosé malgré tout a fait beaucoup de bruit. Les journaux en ont fait un grand battage mais, en vérité, c'est le commentaire du président du GPRA qui fit le plus de mal aux

382. id.

militants de la Spéciale qui lui en gardent, à ce jour, une certaine rancune. En effet, le 25 septembre, le commentaire fait par le tout nouveau président du GPRA, Ferhat Abbas, a tout d'un désaveu de l'action en question. Dans une réponse au journaliste allemand du *Tag* lui demandant la signification de « l'offensive terroriste en France », il répond « La Fédération de France demandait depuis longtemps notre accord. Nous le lui avons donné il y a quelques semaines en précisant que les agressions devaient être exclusivement dirigées contre les objectifs économiques et militaires. Que voulez-vous ! Dans l'acharnement du combat, les ordres sont partout transgressés. »[383]

Le Sud s'enflamme

Depuis le 14 juillet, date à laquelle il est envoyé à Marseille pour seconder Aïssaoui, Mohammed Ouznani se lance dans une sorte de course contre la montre pour reconstituer des équipes, fabriquer les bombes et initier des militants à leur manipulation. Le matériel qu'il trouve sur place n'est pas du tout adéquat et il doit, avec le concours de Belhaouès, mettre les bouchées doubles pour être prêt quand la date serait fixée. Après avoir occupé un moment le logement de Nadia dans le quartier de la Belle de Mai, il le quitte pour prendre pension chez une française dans un appartement de la Côte Rouge. Ce lieu semble plus sûr car en effet, chez Nadia, il y a un va et vient incessant de militants et souvent on se sert du local pour tenir des réunions. Ce n'est certainement pas le lieu idéal pour un artificier.

Pour la nuit du 25 août, un certain nombre d'objectifs avaient déjà été arrêtés. L'ordre était de déclencher les actions à 3h du matin alors qu'à Paris l'offensive a été fixée à minuit. Depuis plus d'une semaine Mohammed Ouznani ne dort plus car il lui faut régler les mécanismes, initier les commandos à la manipulation de ces objets aussi délicats que dangereux et donner les dernières recommandations.

Cette nuit-là tous les membres ayant pris part à l'action attendent avec anxiété le bruit des explosions qui va les délivrer.

383. Cité par A. Haroun. *op.cit.* pp.109-110.

Meziane Cherif alias « Didier » et Nadia Seghir Mokhtar alias « Lovichi » déambulent dans les rues de Marseille, passant de café en café. Ce n'est qu'à 6h du matin que l'explosion a lieu.

« Quand nous avons vu les lueurs de l'incendie monter au ciel, nous avons été heureux. Les sirènes de la police, les voitures de pompiers ont commencé leur sarabande. Mission accomplie. Nous sommes allés dormir. »[384]

Depuis son refuge de la Côte rouge, Ouznani qui n'a pour seul contact avec l'extérieur que la jeune Antoinette, attend les journaux pour s'informer de ce qui a marché et de ce qui n'a pas fonctionné. L'usine Oze de Martigues et le dépôt de gaz qui la jouxte l'ont échappé belle. Les trois bombes qui y avaient été déposées n'ont pas explosé. Mohammed Ouznani se demande pourquoi. Du fait du caractère hétéroclite du matériel récupéré dans les carrières de la région, il a placé deux détonateurs au lieu d'un. Enfin, il y a problème quelque part...

Il lui faut penser aux autres objectifs. Parmi ceux-ci, il y a les transports de troupes et autres bâtiments de guerre de la marine française. Sur le port, tout un système de surveillance isole les bateaux et il est difficile de les approcher si l'on n'est pas de l'intérieur. Meziane Cherif lui avait parlé d'un Algérien structuré au FLN, docker de son état, il pouvait aller et venir dans le port en toute liberté. Ce dernier avait bien sûr, entendu parler des sabotages qui secouaient la région et voulait bien participer à l'action. Il était même très fier d'avoir été choisi par la Spéciale car cette unité de combat commençait à soulever l'admiration de toute la communauté algérienne. Le problème c'est que Aïssaoui, en tant que responsable des opérations pour le sud de la France, n'est pas très convaincu de la réussite du projet. Il n'y a ni plastic, ni TNT dans les stocks de la Spéciale. Ouznani est d'un autre avis. Dans le garage des Belhaouès on s'affaire et la mère qui en a vu d'autres se demande ce qu'ils vont bien faire avec ces bidons de lait de 25 litres.

« Je pensais utiliser les bâtons de dynamite disponibles en renforçant la dose. Nous ne pourrions peut-être pas couler le navire mais l'endommager, sûrement. Nous avons pris la décision de tenter l'expérience. J'ai bourré un bidon de lait de 25 litres

384. N. Seghir Mokhtar. *op.cit.*

avec de la dynamite et je l'ai muni d'un système à retardement. Le *« Président-Cazalet »* devait transporter des soldats vers l'Algérie et quitter les quais vers minuit. Nous avons décidé de lui donner une marge de deux ou trois heures afin qu'il soit au large au moment de l'explosion, mais pas trop loin quand même pour que les matelots aient une chance d'être secourus. J'avais conseillé au docker de placer la bombe dans la cale et de la plaquer contre la paroi, avec le maximum de bagages autour, afin que le souffle de l'explosion soit bien dirigé vers la paroi du navire. Le docker, pour une raison ou une autre l'a déposée dans la salle des machines. À 3h30 l'explosion a eu lieu. Le bateau a aussitôt lancé un SOS et les secours ont immédiatement intervenu. »[385]

L'affaire fait un grand bruit. Dès le lendemain, les journaux font des manchettes mettant en relief la présence d'enfants algériens et français partant en colonie de vacances. En fait, ces passagers n'étaient pas prévus et ce n'est qu'au dernier moment qu'on avait décidé de les expédier vers l'Algérie à bord de ce transport de troupes. Aucun cas de blessé parmi les passagers n'a été signalé. Seuls quelques mécaniciens de la salle des machines ont été légèrement blessés.

Puisqu'il y a toujours un risque de faire des victimes innocentes en s'attaquant à des navires marchands transformés en transports de troupes, autant se fixer des cibles exclusivement militaires. C'est évidemment une tout autre affaire car les bases navales ne sont pas aussi facilement accessibles que les ports de la marine marchande. Les navires de guerre sont protégés par un système radar et il est difficile de le déjouer en approchant avec une embarcation de surface. Aïssaoui et Ouznani creusent la question. Il y a bien un Algérien qui travaille comme scaphandrier dans une entreprise française de dragage portuaire. Boudjema n'est pas militant du FLN mais, depuis que l'offensive du FLN en France fait la une de tous les journaux, beaucoup ne demandent pas mieux que d'être de la partie et, lui est de ceux-là.

« Hommes, femmes, jeunes, vieux, nous avons reçu des militants qui nous suppliaient de les intégrer dans l'organisation et certains ont même pleuré quand nous avons dû le leur refuser.

385. M. Ouznani. *op.cit.*

Le scaphandrier s'appelait Boudjema, il a tout de suite accepté de prendre part à l'opération. Restait le problème de l'immersion de la bombe. Comme j'avais besoin d'un système de mise à feu magnétique, j'ai demandé à Aïssaoui d'aller chercher le vieux poste radio de Nadia. J'ai récupéré l'aimant et utilisé la carcasse du haut-parleur pour y placer une charge enveloppée dans du Nylon. C'était une bombe très artisanale. Je l'avais munie d'un crochet au cas où la coque serait recouverte d'algues et de coquillages empêchant l'aimant d'agir. Le scaphandrier n'aurait ainsi qu'à l'accrocher à la chaîne d'amarrage. Notre but était de faire du bruit et non de couler le navire car, de toute façon, nous n'avions pas suffisamment de charge pour le faire. »[386]

C'était bien vu. Le lendemain, la presse sort ses titres sur cinq colonnes : « Des hommes-grenouilles, instruits par les Russes ont envahi le port de Toulon et saboté le *Jean Bart*, le croiseur *Le Bouvet* et le sous-marin *le Dauphin*. » Aïssaoui n'y comprend rien et va voir Ouznani.

« Je n'en savais pas plus que lui. Ce n'est quand même pas ce malheureux haut-parleur qui avait détruit trois navires de guerre. C'était une bombe atomique alors ! »

En fait, le scaphandrier suspecté par le service de surveillance a dû prendre la fuite. Il n'a jamais été arrêté mais l'affaire a été délibérément grossie par la presse pour des raisons de politique interne. La bombe qui visait le *Jean Bart* n'avait même pas explosé mais le bruit fait par la presse a eu un effet encore plus destructeur. C'était ainsi à chaque fois qu'une bombe était découverte.

À la raffinerie de l'Étang de Berre, la charge avait été abandonnée sur place par le commando parce que le détonateur n'avait pas fonctionné. Le lendemain, le service de sécurité a trouvé les charges et fait appel aux services de déminage. Quatre hommes ont fait le tour du site et ramassé toutes les charges qu'ils ont placées au fur et à mesure de leur désamorçage à l'arrière de la Jeep qu'ils conduisaient. Ils avaient retiré les détonateurs et les charges étaient logiquement inoffensives. Seulement, l'une d'elles a quand même explosé emportant avec elle les quatre

386. id.

artificiers. Cette affaire fit un bruit terrible, les journaux concluaient à un double système d'allumage complètement inconnu. En fait, c'est Mohammed Ouznani qui avait mélangé de la cheddite à de la dynamite, deux explosifs qui, en principe, ne pouvaient pas être mélangés. Un choc thermique ou mécanique a dû provoquer l'explosion malgré l'absence de détonateur.

Les arrestations des membres de la Spéciale ont commencé à désorganiser rapidement le système mis en place. Il ne reste plus que Port de Bouc avec « Moustache » et Ahmed [Berima ?] Quelques actions sont encore menées à Alès, Martigues, la Grande Combes, Arles et un sabotage à Grenoble. Mais la répression et l'usage systématique de la torture dans les locaux de la police doit donner lieu à une riposte.

Antoinette Idjeri est depuis quelques temps déjà agent de liaison de la Spéciale et elle est aussi pour Ouznani le seul contact avec l'extérieur. Depuis qu'elle a rejoint l'organisation, elle demande à ne pas se limiter à ce rôle qu'on lui a imparti. Elle veut faire plus car ses origines mixtes ne doivent pas être pour elle un argument d'exclusion. L'artificier qui cherche un moyen d'entrer dans les locaux de la police sans se faire remarquer voit en elle le parfait vecteur pour son engin.

« Elle ne voulait pas se limiter à son rôle d'agent de liaison et voulait à tout prix faire une action d'éclat. Nous en parlions souvent et, puisqu'elle le voulait, pourquoi ne pas l'utiliser. À la Préfecture de police, une équipe de tortionnaires était devenue célèbre pour avoir fait parler de nombreux militants sous la torture. Je lui ai demandé de tenter de repérer à la Préfecture le bureau des inspecteurs chargés des interrogatoires ou sinon, un endroit qui ne nuirait pas à la population civile. »[387]

Antoinette se rend donc à la Préfecture sous prétexte de chercher du travail. Le motif qui l'y amène est plausible car elle est jeune et désire faire un travail plus intéressant que de tenir un hôtel. Tout en demandant des imprimés sur les carrières disponibles, elle fait le tour des bureaux en repérant la disposition des lieux. Elle ne sait pas encore pourquoi elle doit faire ce travail

387. id.

d'inspection. À la seconde rencontre, Ouznani est plus précis, il s'agit de déposer une bombe.

« Je devais me procurer une mallette de dimensions précises et, le jour J, on m'envoya à la Belle de Mai pour un rendez-vous dans un jardin public. Nadia est arrivée, nous avons marché un moment ensemble puis elle est partie avec la mallette. Quand elle est revenue, nous avons encore marché un moment puis elle me rendit ma mallette. La bombe était là, je n'avais plus qu'à la déposer. On m'avait dit auparavant qu'il fallait absolument la déposer avant 4h30 de l'après-midi, heure à laquelle elle était réglée pour exploser. L'endroit prévu était assez retiré et l'heure étudiée de telle sorte qu'elle n'explose pas à la sortie du personnel en risquant de faire des victimes civiles. [...] Je pris un taxi et partis pour la Préfecture. [...] Il y avait en face du bâtiment de la préfecture ouvert au public, celui de la police. J'avais traversé la préfecture toute pomponnée et avec des petits gants blancs sous le regard attendri des policiers en faction sous la porte cochère. J'avais repéré les lavabos situés près des bureaux des inspecteurs, mais ils étaient d'accès difficile et surtout exposés aux regards des gens qui allaient et venaient. Je ne voulais pas qu'on la découvre trop rapidement. Deux séries de marches reliaient les paliers entre deux étages. À ce niveau, de grandes fenêtres donnaient sur la cour et, près de l'une d'elles étaient placées des boîtes à incendie. De l'autre côté du palier, l'ascenseur n'arrêtait pas de monter et descendre et j'ai cru un moment que je n'allais pas arriver à placer ma mallette quelque part. Par chance, l'une des boîtes à incendie était ouverte et assez profonde. J'ai dû attendre une dizaine de minutes en faisant semblant d'examiner mes papiers car les gens jetaient en passant un regard distrait vers moi. Profitant d'un instant de calme, j'ai placé ma mallette dans la boîte et je suis remontée au 2ème étage pour poser encore quelques questions et je suis partie. J'étais passée inaperçue. Au retour, j'ai bien suivi les consignes de sécurité en changeant plusieurs fois de taxi et en faisant le tour de la ville. Quand je suis arrivée à la villa où j'avais rendez-vous avec Mohammed, j'ai tout de suite compris que j'avais réussi. Je n'avais pas entendu l'explosion mais Mohammed m'a traitée de

fellagha et les autres militants étaient tout sourire. Tout le monde avait été mis au courant par la radio. »[388]

Le lendemain, de nouveau les journaux font leurs grosses manchettes. Le résultat matériel n'a été en fait que quelques murs lézardés, quelques vitres brisées mais l'effet de souffle a atteint directement l'opinion publique. Il était devenu évident avec ce type d'attentats que le FLN et l'O.S. pouvaient frapper partout y compris au cœur du dispositif de sécurité français. Pour mieux marquer cette évidence, Ouznani choisit pour cible le commissariat de la Capelette où une bande de policiers sadiques sévissait depuis quelque temps. C'est le seul objectif pour lequel l'explosif a été conçu pour tuer des personnes. Un commando y a été envoyé avec des grenades artisanales. Chacune comportait une cartouche de dynamite avec, dans les jointures, tout un assortiment de grenaille et de billes en acier, une mèche complétant le dispositif de mise à feu. Là aussi l'attentat fit grand bruit.

Cette série d'actions lancées à travers toute la France finit par atteindre son objectif. L'insécurité règne partout et le gouvernement est obligé sous la pression de l'opinion publique de rappeler d'Algérie une partie de ses troupes. Il faut surveiller les infrastructures pétrolières, les ports, les aéroports. Dans chaque lieu public, dans chaque gare, en plus de la police et de la DST, on commence à voir les uniformes de cette fameuse brigade nord-africaine composée de soldats ayant servi au Maroc et en Tunisie parlant parfaitement l'arabe et connaissant les mentalités de cette région. Les voies ferrées étaient aussi surveillées et, en certains endroits, on pouvait voir un soldat tous les cent mètres avec un chien dressé au détectage des explosifs.

L'affaire est sérieuse car les intérêts réels de la France sont atteints et les milieux d'affaires trouvent la menace insupportable. Les militants de la Spéciale l'ont très bien compris. C'était après l'attentat contre le *Président-Cazalet*.

« À l'époque, ce n'était pour moi qu'un sabotage parmi d'autres mais, sans le vouloir, nous avions touché au lobby français et aux multinationales. C'est maintenant seulement que je le sais. Nous avions touché aux multinationales du pétrole et au secteur

388. A.Y.Idjeri. *op.cit.*

de la marine marchande où se jouaient de gros intérêts anglais, américains et allemands. Tant que la guerre se déroulait dans les djebels, tout le monde trouvait son compte. Mais toucher aux raffineries ou à un navire marchand, c'était autre chose. Les pressions sur le gouvernement français se sont faites plus directes. De Gaulle devait négocier avec les « fellaghas ». C'était aussi la période du débat à l'O.N.U. sur la question algérienne. Je crois que c'est M'hamed Yazid qui en tant que délégué du GPRA a été reçu de manière triomphale par les représentants du Tiers-monde. Nous avions fait honneur au GPRA et nous devions continuer dans cette voie. »[389]

L'attentat contre le sénateur Benhabylès

L'offensive d'août 1958 qui se poursuit en France ne cesse de préoccuper les milieux d'affaires qui voient leurs intérêts directement menacés par la vague d'attentats. Les pressions sur le gouvernement français s'accentuent et forcent le général de Gaulle, bientôt suivi par son premier ministre Michel Debré, à réviser ses positions sur la guerre et la paix en Algérie. Il est clair que les ouvertures en direction d'une solution négociée doivent tenir compte du poids politique d'une armée qui vient de mettre à terre la IVème République. D'un autre côté, en Algérie, cette même armée accroît sa pression sur les maquis de l'ALN en développant, à partir de l'Oranie et en direction de l'Est, le plan Challe. L'objectif déclaré est d'écraser militairement la résistance et les résultats, au moins sur le plan physique, ne tardent pas à apparaître. Les succès remportés par les troupes françaises sur le terrain ont encore quelque effet sur les déclarations publiques des milieux officiels. En mars 1959, dans un discours prononcé à Constantine, le général de Gaulle fait une déclaration rassurante pour les représentants du parti colonial.

« La première chose que je tiens à vous dire, répétition inlassable et inlassablement nécessaire, c'est que la France est présente en Algérie et qu'elle y restera [...] On ne peut envisager une séparation de la France et de l'Algérie. »

389. M. Ouznani. *op.cit.*

À la fin du même mois, il s'adresse directement aux militaires par l'intermédiaire du général Allard :

« Allard, vous pouvez leur dire que jamais nous ne négocierons, que jamais la France ne les abandonnera. »

En avril, le général Challe déclare au journal *Le Monde* qu'il peut y avoir une solution militaire. En mai et juin, les prises de position publiques et les déclarations du premier ministre à l'Assemblée nationale vont toujours dans le même sens.

« [...] L'Algérie est française ? Est-il utile de le dire puisque cela est ? Je n'ai pas à reconnaître cette organisation [le FLN] »... « Nous ne pouvons pas demander à l'armée des sacrifices et, en même temps, mener une politique qui annihile ces sacrifices ! »

En juillet enfin, le président de la République déclare à Saïda dans l'Ouest algérien « Moi vivant, jamais le drapeau du FLN ne flottera sur Alger ! »

Les positions paraissent on ne peut plus claires. Dans le même temps, tout en offrant aux djounouds de l'ALN de conclure « la paix des braves », le pouvoir politique français tente de trouver des « interlocuteurs valables » autres que les représentants du FLN. Il se doit d'avancer vers une politique de réforme des relations entre l'Algérie et la France pour promouvoir ses plans d'intégration à la Communauté française pour le futur. Les tentatives de Jacques Soustelle de créer une « troisième force »[390] sont reprises par Robert Lacoste. Ce dernier demande aux trois superpréfets Lambert, Baret et Papon de trouver des candidats présentables à l'opinion publique nationale et internationale. L'affaire est urgente, nous l'avons dit, car les pressions des milieux d'affaires s'accentuent. Il y a aussi les pressions venues de l'extérieur. Le FLN et le GPRA marquent des points sur la scène diplomatique. Les États-Unis, irrités par la ligne anti-atlantiste de de Gaulle, poussent en direction d'une solution négociée avec le GPRA. Il faut donc à tout prix mettre en avant ces musulmans modérés capables de calmer les inquiétudes du parti colonial et de l'armée.

390. En février 1955, Jacques Soustelle lance un programme politique connu sous le nom d'Intégration.

Dans le groupe des élus musulmans d'Algérie, on trouve des candidats tout désignés au sénat de la Vème République. Parmi eux se détache la personnalité de Chérif Benhabylès. Depuis 1914, date à laquelle il publie un ouvrage appelant à une réforme libérale du régime colonial[391], il milite pour la création et la promotion d'une couche intermédiaire d' «hommes nouveaux », instruits, entrepreneurs ou commerçants, ouverts au progrès et différents à la fois des « féodaux indigènes », et des élites patriciennes et plébéiennes. Quarante cinq ans plus tard, après avoir été Cadi puis notaire à Chevreuil et enfin sénateur de Constantine, ses attentes semblent être sur le point de se réaliser. De Gaulle annonce la mise en place d'un bureau chargé de l'étude d'un plan de développement économique et social qui reprendra les conclusions du rapport Maspétiol.[392] Il est relayé par Robert Lacoste qui annonce de son côté un plan de promotion sociale et professionnelle dont le produit passera à la postérité sous le nom de « Promotion Lacoste ».

L'affaire est suffisamment sérieuse pour alarmer la direction de la Fédération de France du FLN qui voit là une possibilité d'anéantissement des résultats obtenus par l'ouverture du second front. En accord avec le Conseil interministériel de la guerre où siège le triumvirat constitué par Krim, Boussouf, Ben Tobbal (instance dirigeante parallèle à celle représentée par la présidence du GPRA), Omar Boudaoud et les chefs de l'O.S. décident de viser la clé de voûte du système.

Slimane Madadi[393] est né dans une des régions les plus pauvres de la Petite Kabylie. Fils de petit paysan pauvre, il quitte sa famille à l'âge de 17 ans pour aller chercher fortune sous des cieux plus cléments. À Alger, il travaille quelque temps comme portefaix aux Halles centrales mais la vie de misère continue et les nouvelles qui lui parviennent de l'autre côté de la Méditerranée le décident à chercher de nouveau la fortune en suivant le chemin que d'autres avaient pris avant lui. Il s'installe à Lyon où il effectue des travaux de manœuvre en usine ou sur les voies ferrées. En 1956, il gagne

391. Cherif Benhabylès *L'Algérie française vue par un indigène*. Alger 1914.
392. Plan de Constantine. Cf. ci-dessus, p 309 et suiv.
393. Né en 1932 au village de Bou Makhlouf, douar Harbil, Commune de Guenzet, Sétif.

Paris et il est embauché par une entreprise de démolition comme maçon et peintre au pistolet.[394] C'est là qu'après avoir rejoint les groupes de choc de la FF.FLN, il est promu chef de groupe dans l'O.S. de la région parisienne. Il est connu pour son courage et a déjà plusieurs actions à son actif quand, le 24 août 1959, « Madjid » dit « le barbu » le rencontre. Slimane a été choisi pour accomplir une mission de la plus haute importance. Il doit abattre le sénateur Chérif Benhabylès le chef de file de la « troisième force ». Des informations sûres réunies par le réseau de renseignement de la Spéciale l'ont localisé dans la station balnéaire de Vichy où il est allé faire une cure avec son épouse.

Évidemment, comme beaucoup d'autres militants de la Spéciale, Madadi alias « Brunoy »[395] n'est pas peu fier d'avoir été choisi pour cette mission qui semble être d'une importance capitale pour la révolution. Il discute avec le chef des opérations du plan de l'exécution et du partenaire susceptible de compléter le groupe. La mission doit être accomplie à deux car il faut être absolument sûr d'atteindre son objectif et aucun manquement à la consigne n'est permis. Dans les groupes de choc, Madadi a connu un bon militant qui a souvent servi comme chauffeur dans les diverses missions auxquelles il a pris part depuis l'offensive d'août 1958. Ferhat Guerrib est ce partenaire idéal que Slimane recommande chaudement à son chef. Originaire de Tizi Hibel Aït Hammoud, un village de la Grande Kabylie où il a suivi l'école des Pères blancs, Ferhat a 22 ans en 1958. Il sait lire et écrire le français quand il rejoint son frère installé à Paris. Là, il trouve à s'occuper comme manœuvre-maçon, manutentionnaire-caviste, chauffeur-livreur.[396]

Le 28 août 1959, à 11h du matin, une voiture s'arrête au niveau de la station Odéon à Paris, El Hadj prend en charge les deux membres de la Spéciale et les conduit jusqu'à la sortie de la ville où il leur remet les clés du véhicule. Ils sont bien habillés car la consigne est de ne pas se faire remarquer dans cette station

394. Éléments de biographie tirés du Procès-verbal de la Chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Riom réunie le mercredi 9 mars 1960.

395. Ce pseudonyme a été repris par Madadi qui s'est inspiré du nom de l'impasse dans laquelle il résidait au 12ème arrondissement de Paris (Passage Brunoy, Paris 12ème).

396. Procès-verbal de la Chambre d'Accusation de Riom, *op.cit.*

fréquentée par des gens plutôt fortunés. Pour ce faire, Slimane a été chez un ami d'enfance et lui a emprunté un costume tout neuf qu'il venait à peine de se faire tailler pour 45.000 francs de l'époque. À 17h, après avoir conduit toute la journée, ils atteignent Vichy. La mission est d'une telle importance qu'il a été nécessaire de les faire précéder par une militante chargée de leur réserver une chambre d'hôtel et de leur remettre les armes dont ils doivent se servir. C'était des Berettas 7,65 avec deux chargeurs de 7 balles chacun.

Zina Harraïgue est là depuis quelques jours. Elle a loué une chambre dans une petite pension et s'assure des allées et venues du sénateur à qui quelqu'un l'a présentée comme étant une nièce venue profiter des effets bénéfiques de cette source si réputée. Le jour J, c'est elle qui doit désigner la cible aux deux hommes chargés de l'exécution.

« Après avoir mis au point notre plan, nous nous sommes donnés rendez-vous à la brasserie « Le Royal ». Il y avait une sorte de signal convenu entre nous par lequel la sœur Zina devait nous indiquer la personne en question. Elle portait un roman qu'elle devait changer de main arrivée à hauteur du sénateur. Hélas, ce jour-là le sénateur n'était pas assis à la table qui lui était habituellement réservée. Avec son épouse, il avait pris place à la terrasse aux côtés d'un autre couple et d'un officier de l'armée de l'Air qui s'est avéré être le général commandant la région de Constantine.[397] Il y avait aussi le garde du corps du sénateur dont je n'ai appris le nom que plus tard. C'était difficile pour nous de déterminer lequel de ces hommes était vraiment Benhabylès. Était-ce le général ? Comment le savoir puisqu'il était habillé en civil. Tous deux avaient le teint et les cheveux blancs ; tous deux étaient âgés et avaient le type européen. Il m'a fallu rejoindre la sœur Zina et lui demander lequel était notre cible. [...] Je ne pouvais pas agir sur le champ car seul le sénateur devait être atteint et je ne voulais pas faire d'autres victimes. J'étais obligé de patienter et d'attendre le moment voulu. »[398]

À 19h11, ce 28 août 1959, le sénateur quitte la brasserie et se dirige vers la source qui se trouve à quelques centaines de mètres

397. Le Procès-verbal du tribunal ne rapporte que la présence que des époux à La breuil.
398. Slimane Madadi. Témoignage.

de là. Accompagné par son garde du corps Omar Lounès, il traverse le square et quitte la chaussée pour s'approcher de l'hôtel Carlton. Slimane Madadi s'efface sur son passage puis tire à bout portant. Le sénateur atteint de deux balles en pleine tête tombe à terre. Quatre autres balles l'atteignent dans la région du cœur. Le garde du corps n'a pas eu le temps de réaliser, mais alors qu'il reprend ses sens et tente d'intervenir, Slimane lui tire la dernière balle du chargeur au niveau de la hanche droite.

Il n'a plus de balles pour protéger sa retraite. Avec son compagnon posté en couverture, ils essayent de décrocher poursuivis par une foule de plus en plus nombreuse. Constatant le début de panique qui s'empare de Guerrib, Madadi lui retire le pistolet des mains et lui remet celui dont il vient de vider le chargeur. Les cris de la foule alertent le sous-brigadier Morel posté au carrefour de l'avenue Aristide Briand et du boulevard des États-Unis. Celui-ci remarque Guerrib exhibant une arme et la dirigeant d'un air menaçant vers ses poursuivants.

« La seule chose qui me restait était de protéger mon camarade. Je voyais le brigadier amorcer le geste de retirer son arme de l'étui pour tenter d'abattre Guerrib. Je n'ai pas voulu très sincèrement tuer ce policier. Ma mission était accomplie et je ne voulais pas faire d'autres victimes. Ma mission était politique même si l'action avait pris une forme militaire. Même si j'ai exécuté l'action avec une arme, le but et la signification de l'acte étaient politiques. C'était une mission de la plus haute importance pour la révolution algérienne. »[399]

Pour protéger son compagnon, Slimane tire sept fois sur le brigadier en visant les jambes.[400] Celui-ci bien que touché riposte et manque de peu de toucher sa cible. Madadi réussit à décrocher et à rejoindre son hôtel tandis que Guerrib est arrêté. La suite pourrait figurer dans n'importe quel classique de série noire avec l'abandon de la chambre d'hôtel en pleine nuit et la mise en place des barrages par la police et la gendarmerie. Malgré tout le dispositif de sécurité dressé tout autour de Vichy, Madadi réussit à franchir 28 km à travers champs avant d'atteindre au petit matin

399. id.

400. Version confirmée par la déposition du sous-brigadier.

la gare de Varenne. Il prend un billet pour le train de Paris prévu à 11h et va dans une brasserie prendre un petit déjeuner et lire le journal. En ouvrant ce dernier, il comprend très vite que les événements s'accélèrent. Guerrib a parlé et sa photo est maintenant en pleine page avec des commentaires sur l'attentat. Il n'est plus en sécurité et doit à tout prix trouver un endroit plus discret où attendre le départ du train pour Paris. C'est au moment où il quitte les abords de la ville qu'une femme tenant office dans une station d'essence l'aperçoit et alerte la gendarmerie. Encerclé par une brigade de motards, il accepte de se rendre.

« [...] J'ai accepté l'idée de me faire arrêter, d'affronter l'échafaud. Ce n'est pas la mort qui me faisait peur mais je voulais défendre l'honneur de mon pays, l'honneur de la révolution algérienne. J'ai pris cette décision après avoir combattu les armes à la main. Maintenant c'était un combat politique ; il était important de justifier mon acte devant toute cette jeunesse algérienne qui s'était engagée dans la lutte pour l'indépendance. Je voulais expliquer pourquoi un jeune algérien de 20, de 22 ou de 23 ans a été amené à tuer. Je voulais montrer que nous n'étions pas des criminels, des assassins comme on nous appelait, mais des hommes défendant leur peuple, sa liberté et sa dignité. »[401]

L'attentat contre le sénateur Benhabylès a encore plus d'écho et fait beaucoup plus de vagues que celui qui a coûté la vie à Ali Chekkal. En effet, la recherche d'une troisième voie entre les partisans de l'Intégration à la France et ceux de l'Indépendance totale de l'Algérie semble définitivement compromise. Le général de Gaulle ne peut pas exhiber, à l'occasion de la visite prévue du président Eisenhower à Paris, des personnalités aussi notables que le sénateur comme argument vivant d'une solution à la Ngo Din Diem.

Aussi importantes semblent être les conséquences politiques de cet attentat au sein même de la direction de la révolution algérienne. En effet, le sénateur semble-t-il n'avait accepté de jouer le rôle d'*interlocuteur valable* qu'après avoir eu l'assurance par des canaux sûrs que cela allait dans le sens d'une manœuvre tactique du GPRA et, pour être plus précis, du président Ferhat

401. S. Madadi. *op.cit.*

Abbas lui-même. Ce dernier, par l'intermédiaire de Jean Amrouche (écrivain d'origine algérienne et de confession chrétienne, proche confident du général de Gaulle) et de Abderrahmane Farès (fondateur et principal responsable du réseau « Aboulker »[402] à qui le général aurait proposé en juin 1958 un poste de ministre du gouvernement français)[403] aurait accepté l'idée d'une accession graduelle à l'indépendance et commençait à chercher une issue politiquement négociée. De leur côté les membres du CIG qui considéraient Ferhat Abbas comme le représentant de l'Algérie officielle et non de l'Algérie réelle, ont pris ombrage de cette initiative qui risquait de faire dévier la révolution de son but stratégique. L'affaire a donc connu un rebondissement inattendu lors d'une des sessions les plus houleuses du CNRA.

Pour éclairer ce point particulièrement important des dessous de la crise politique qui traverse la direction de la révolution algérienne entre 1958 et 1959, nous reprenons in extenso un passage significatif des mémoires de L. Ben Tobbal.

« Nous avons été amenés à couper l'herbe sous les pieds du général qui avait tenté d'utiliser les quinze algériens qui, malgré l'avis contraire du MNA, avaient cherché à se poser comme force intermédiaire entre les collaborateurs déclarés de la France et le FLN.

Nous avons donc donné ordre de condamner à mort le chef de file de cette tendance, Benhabylès. Cela avait provoqué une très grande crise au sein du CNRA car Benhabylès, à l'annonce des menaces qui pesaient sur sa personne, avait déclaré avoir rencontré Ahmed Francis à Genève de même que Ferhat Abbas à qui il avait demandé conseil. Il voulait savoir auprès d'eux si son acte politique ne serait pas préjudiciable au GPRA. Il se disait prêt à jouer le jeu de la troisième force, tout en conservant le contact avec nous, et à demander l'indépendance comme nous le faisions nous-mêmes. Il considérait que, d'une façon ou d'une autre, il jouerait le jeu, que c'était une voie qui pouvait mener à l'indépendance et qui valait la peine d'être tentée. Le problème dans tout cela c'est qu'il a déclaré que les deux membres du GPRA lui ont donné leur accord.

402. Voir ci-dessus p.87
403. Cf. M. Harbi *op.cit.*p.322.

Quand Omar Boudaoud est venu nous trouver au Caire, il nous a demandé si notre décision, celle que nous avions prise Krim, Boussouf et moi-même, était bien maintenue. Il craignait qu'un attentat contre une personnalité politique de cette importance ne cause de graves préjudices au sein du CNRA.

- *Nous prenons nos responsabilités,* lui avons-nous dit, *il doit mourir et si d'autres le remplacent, ils devront connaître le même sort à la seule condition d'expliquer le sens politique de l'acte. Ce n'est pas lui qui est tué comme collaborateur mais le commencement de la troisième force.*

Lors de la réunion du CNRA, le problème s'était posé à nouveau. Abbas et Francis, qui n'avaient pas nié les propos tenus par Benhabylès, avaient protesté contre sa mort. C'était l'époque où s'ouvrait le conflit qui nous opposait à l'État-major. Ils exploitaient donc ces divisions pour nous poser des problèmes. On a tenu ferme. Ils n'ont pas nié la rencontre, mais ils ont nié par contre avoir donné leur accord. Il était donc établi que la rencontre avait bien eu lieu et qu'elle n'avait jamais été signalée au GPRA.

Benhabylès ne comprenait pas bien la situation. Il lui semblait de loin que Abbas était bien le président du conseil, chose en laquelle il se trompait. Abbas et Francis, de leur côté, étaient persuadés que l'ALN serait vaincue et qu'il fallait ménager une issue politique. Eux aussi se trompaient à leur manière parce qu'ils ignoraient que la force de Krim et de Boussouf venait des appareils qu'ils tenaient. C'est l'ALN qui leur donnait cette autorité réelle au sein du GPRA. Quand l'armée de libération aura disparu et le peuple regroupé dans des camps, ils pensaient pouvoir le retourner et le gagner à l'opportunisme. À ce moment seulement, ils auraient laissé l'opération de la troisième force se dérouler sans avouer leur accord profond avec une telle option. En cas d'issue politique, ils auraient eu leur place dans le nouveau système.

Cette erreur avait été l'une des raisons de la chute de Abbas et de son exclusion de la présidence du GPRA. C'était une manœuvre politique extrêmement grave. »[404]

Ainsi, la mission commandée de Slimane aura mis un terme non seulement aux projets nourris par le pouvoir français mais aussi par une partie de la direction politique du GPRA.

404. L. Ben Tobbal. *op.cit.*

SIXIÈME PARTIE

LES RETOMBÉES

LA RIPOSTE DES FORCES FRANÇAISES DE SÉCURITÉ

Les pertes en vies humaines

À la lecture des faits de guerre de la Spéciale, on aurait tendance à croire que l'opération commencée dans la nuit du 24 au 25 août 1958 se serait soldée par une série de bulletins de victoire où les unités de commandos, particulièrement bien préparées à la guerre subversive, se seraient déplacées sur le théâtre des opérations comme des poissons dans l'eau. Rien n'est moins vrai que cette image quelque peu romanesque.

Sur le terrain, la réalité est beaucoup plus dure. Lors des premiers mois de l'offensive d'août, ces unités de commandos ne disposent encore ni des armes ni des équipements adéquats pour mener une guerre subversive se fixant comme objectif la désorganisation du réseau de défense du territoire français et l'instauration d'un climat d'insécurité générale. Nous avons eu l'occasion de mentionner les témoignages des responsables de l'organisation et des militants chargés de l'exécution des attentats individuels et des missions de sabotage contre des objectifs stratégiques. Nous avons à maintes reprises relaté le sentiment d'amertume des chefs de la Spéciale voyant leurs militants, armés parfois de pistolets ou de mitraillettes récupérés dans des stocks douteux, se lancer à l'assaut de commissariats, de fourgons de police ou d'autres concentrations de forces militaires beaucoup mieux équipées et plus solidement armées. Ils étaient conscients qu'ils prenaient tout comme leurs hommes, « volontaires de la mort », un billet

sans retour[405]. Aït Mokhtar estime à 50 %, sinon plus, la part des effectifs de l'O.S. mis hors de combat durant la première période de l'offensive d'août 1958.

La prise en charge des blessés

Dès les premiers affrontements, il a fallu très vite improviser des structures de prise en charge des blessés pour les premiers soins et pour l'évacuation hors du territoire français. Ce sont principalement Ahmed Hamidi et Mohammed Diafi qui se chargent de cet aspect des choses et qui bénéficient du réseau René Portes de convoyage des blessés vers la Belgique ou l'Allemagne. Mais pour l'assistance médicale, il a fallu dans les premiers temps parer au plus pressé.

Aïcha Aliouat a déjà une longue expérience dans ce domaine. Depuis la dure période des affrontements avec le MNA, elle a dû, malgré elle, s'improviser infirmière. Sa première intervention a été de retirer une balle fichée dans la nuque d'un militant. Elle n'avait pour tout instrument qu'une pince à épiler et une lame de rasoir ; le mercurochrome et la poudre cicatrisante complétaient la panoplie de la parfaite infirmière de campagne. C'était en 1956. Après deux années d'activité dans les groupes de choc, son expérience n'a fait que s'accroître tant dans le maniement des armes que dans celui du bistouri. Un de ses responsables a fini par lui constituer une trousse et la bombarder infirmière en chef des groupes de choc. Premiers soins, transports de blessés graves, veilles prolongées et réquisitions de médecins parfois sous la menace des armes, ont fini par faire d'elle la fée bienfaitrice de la plupart des blessés de la région parisienne. Comme sa propre santé n'était pas à toute épreuve, elle a fini par contracter un début de tuberculose. Mais les nécessités de la lutte armée ne s'attardent pas sur si peu de choses et c'est cette fois au service de la Spéciale qu'elle va consacrer ses talents.

Elle est déjà bien occupée à transporter des bombes ou à servir de force d'appoint aux unités de l'O.S., quand son responsable vient la voir pour la charger d'une opération très peu ordinaire.

405. Une liste des victimes de l'offensive d'août 1958 figure en annexe.

« Mes activités d'infirmière ont repris de plus belle mais cette fois, uniquement pour le compte de la Spéciale. Là encore je me souviens de ce premier blessé à qui j'ai dû placer des agrafes. C'était l'époque des attaques contre les commissariats, « Spoutnik »[406] faisait partie de ces groupes à Bondy. Je devais aller chez quelqu'un à la Porte de la Villette chez qui j'entreposais des bombes, pour soigner un blessé. J'avais toujours la belle sacoche pleine d'instruments que Mekki m'avait procurée. Le blessé s'appelait Saïd ou Belkacem et avait tout le milieu de la tête ouvert. J'ai dû le raser. Je tremblais comme une feuille à l'idée de l'opération que j'allais entreprendre. C'était la première fois que je devais placer des agrafes. À la vue de mes mains tremblantes, le père du blessé me dit : *Tu fumes trop, ma fille. Tu ne peux pas soigner si tu trembles autant.* « En fait, les tremblements venaient de ce que je mourais de peur ; mais j'ai bien placé les agrafes et le blessé n'a pas eu d'infection. J'ai ensuite soigné [Mahmoud] Hamdani qui avait pris une balle dans la cuisse. J'avais travaillé avec lui pour l'attentat contre le dépôt de La Courneuve. J'avais servi au transport des bombes qui n'ont finalement pas bien fonctionné. Je l'ai donc retrouvé et soigné dans un hôtel particulier qui se trouvait entre Blanc Mesnil et Aubervilliers. Je ne sais pas si c'était des Algériens qui le tenaient mais j'y avais vu beaucoup de militants de la Spéciale et d'autres que je ne connaissais pas. »[407]

Les arrestations

Aux pertes directes subies lors des affrontements avec les forces de police, les postes de garde ou les unités militaires s'ajoutent les arrestations, les décès faisant suite aux interrogatoires, les exécutions sommaires et les disparitions. Mais la contre-offensive des unités de répression françaises ne vise pas seulement les groupes dispersés de l'O.S. plus ou moins protégés par leur clandestinité relative et leur cloisonnement. Une vague d'arrestations sans précédent touche l'ensemble de la communauté algérienne immigrée. Partout des barrages, des vérifications d'identité, des chasses au

406. Probablement Lakhdar Hamadène qui sera chef de wilaya I puis 3b (Wilaya III Superzone b) entre 1961 et 1962.
407. A.Aliouat. *op.cit.*

faciès s'organisent. Les archives de la police témoignent de ce tournant dans la politique répressive des autorités françaises. « Entre le 25 et le 31 août 1958, la police procède à 105 arrestations liées à des flagrants délits ou aboutissements d'enquêtes relatives à des crimes ou à des sabotages »[408]. Le 2 septembre, la circulation des « Nord-Africains » en région parisienne est interdite entre 21 h 30 et 5 h 30, sauf pour des motifs professionnels. En une semaine, 14.000 contrôles sont effectués et sont suivis de 306 arrestations. Les militants de l'organisation politico-administrative de la FF.FLN sont particulièrement visés dans le vain espoir d'en tirer, par la torture, quelques renseignements susceptibles d'aider la DST[409] à débusquer ces fameux commandos de la Spéciale. Alors que les mesures de sécurité et les arrestations massives se multiplient, les actions de commandos semblent se poursuivre et soulèvent de plus en plus d'inquiétude dans l'opinion publique. L'insécurité règne et les médias ne cessent d'en appeler à plus de rigueur dans la défense du territoire. Les opérations de police menées dans 26 départements se soldent par 220 arrestations ; celles conduites à Paris et en banlieue aboutissent à 120 autres.

Un climat de guerre s'installe et les autorités françaises sont contraintes de faire appel, le 17 septembre, à quelques 15 000 réservistes de la gendarmerie. À Paris, des brigades spécialisées sont constituées par la préfecture de police. Le 19 septembre, le ministre de l'intérieur est doté de pouvoirs exceptionnels. Le 28 septembre, des ordonnances anti-terroristes sont promulguées, elles sont suivies d'internements massifs ou d'expulsions vers l'Algérie de simples suspects. Déjà 15 000 d'entre eux sont parqués dans des camps d'internement en attente de passer en jugement. La machine judiciaire grince et les libertés publiques des français sont menacées. Des changements interviennent dans la hiérarchie judiciaire et policière. Verdier est nommé directeur de la Sûreté nationale, HACQ à la Police judiciaire et VIG aux Renseignements généraux.

Pour Paris, après les 174 arrestations et les 110 expulsions de la semaine du 22 au 29 septembre, 3.754 interpellations

408. Les indications chiffrées citées dans ce chapitre sont tirées de l'ouvrage de R. Muelle. *op.cit.*

409. Direction de la Surveillance du Territoire.

entraînent entre le 29 septembre et le 6 octobre 113 arrestations et 11 expulsions. Le 8 octobre sont arrêtés 75 Algériens à Corbeil, 7 à Soissons, 7 à Bayonne, 8 en Saône-et-Loire. Le 14 octobre, la presse parle de 43 arrestations à Paris en une semaine...

Le rythme des arrestations se poursuit durant toute l'année 1959 sans pour autant atteindre les noyaux durs de la Spéciale. Les attentats à l'explosif et ceux contre des personnalités politiques éminentes se poursuivent et il faut aux autorités françaises se résoudre à quitter le terrain de la légalité constitutionnelle pour combattre le FLN avec des moyens moins conventionnels. Le Service de coordination des affaires musulmanes, mis en place à la Préfecture de police de Paris pour contrer plus efficacement les actions des groupes armés du FLN, publie des communiqués de guerre qui ont tout du bulletin statistique.

« Dans la région parisienne, au cours du mois d'octobre [1959], près de 10 000 Algériens sont contrôlés. 67 collecteurs de fonds, 38 chefs de groupes armés, 14 chefs de cellule, 22 chefs de groupes, 21 chefs de section, 8 chefs de kasma, un chef de région, 1 chef de wilaya sont mis hors d'état de nuire. »[410]

Le 9 novembre 1959, de « nouvelles mesures anti-terroristes » sont prises :

- Intensification des opérations policières.
- Transfert en Algérie des suspects détenus dans les centres d'hébergement métropolitains.
- Création et mise en place dans les zones à forte implantation musulmane, des groupes supplétifs recrutés en Algérie sous les ordres d'officiers de sections administratives urbaines [SAU].

Ainsi, comme cela avait déjà été entrepris en Algérie, les méthodes de la guerre subversive sont reprises à leur compte par les services de police et l'armée française. Le général de Gaulle a beau faire des discours historiques portant sur le principe d'autodétermination du peuple algérien, mais il faut négocier avec un front de libération et une armée de libération mis à genoux. En Algérie comme en France, il faut briser l'épine dorsale de la révolution, sa force armée, couper les liens qui l'unissent à la population et infecter de

410. R.Muelle. *op.cit.*p.152.

l'intérieur le moral des troupes. Les sections administratives spéciales [SAS] et les SAU finiront le travail par l'encadrement de la population immigrée et la diffusion d'une propagande défaitiste.

Avec le rappel du contingent et la mise sur pied d'unités de supplétifs [harkis] sous les ordres du capitaine Raymond Montaner et du lieutenant de Roujoux, la guerre contre-révolutionnaire commencée par Massu et le colonel Bigeard en Algérie, se répand et prend de l'ampleur en France même.

L'affaire « Moustache »

Le 27 septembre 1958, la DST procède à l'arrestation du chef de la région Sud et de la plupart des membres de l'O.S. de Marseille et sa région. On saura par la suite que l'action policière faisait suite à la défection et à la trahison du chef de wilaya de l'OPA FLN.

Nous avons signalé dans les passages précédents les préventions des responsables de la Spéciale contre une structure qui avait été très perturbée par le départ de son précédent chef Omar Harraïgue. Les tentatives de restructuration et de redécoupage de zones, l'intégration de nouveaux éléments inconnus des services de police ont pu limiter les dégâts mais le cloisonnement n'a pu être totalement assuré. L'appartement de Nadia Seghir Mokhtar servait de refuge, de lieu de stockage et de lieu de réunion pour les membres de la Spéciale. La Belle de Mai était dans le collimateur de la police depuis quelque temps déjà et Mohammed Ouznani avait préféré l'air plus clément de la Côte Rouge. Grand bien lui fit car cela lui permit d'échapper au coup de filet du 27 septembre.

« Quelques jours plus tard [après l'offensive d'août 1958] nous avons tous été arrêtés. Meziane Cherif et Aïssaoui étaient chez moi quand un homme s'est présenté. Il voulait savoir si l'appartement était libre. Je lui ai répondu que non. Il m'a alors sorti sa carte de la Brigade nord-africaine. C'était une descente de police et nous fûmes tous emmenés à l'Évêché. J'y ai été questionnée pendant trois jours. J'ai évidemment tout nié des accusations portées contre moi : Meziane Cherif était mon fiancé et Aïssaoui, son ami que je voyais pour la première fois. Ce n'est que trois jours plus tard, en revenant à l'appartement et en le fouillant de

manière plus systématique que la police a trouvé une fausse carte d'identité que j'avais jetée sous une armoire, et une mitraillette enveloppée dans un petit sac de voyage que j'avais cachée dans le fourneau à gaz. Dans la cave, ils ont découvert le stock d'armes de la Spéciale. Ils m'ont alors soumise à un tabassage en règle. Le sang me coulait de partout et j'ai maigri de 8 kg en une semaine. Je continuais à nier car dans la formation militaire que j'avais subie, c'était l'une des règles qu'il fallait observer le plus longtemps possible. C'est pour cela que je gardais une arme sur moi en cas de coup dur. Quant aux interrogatoires, il ne fallait pas parler, un point c'est tout. Je ne savais même pas que ma sœur militait dans le FLN et qu'elle était morte sous la torture. [...] C'est la police qui m'apprit qu'elle était dans l'organisation elle aussi. Pendant l'interrogatoire, un des inspecteurs de la DST m'a demandé si j'avais une sœur qui s'appelait Seghir Mokhtar et qui travaillait à la mairie de Miliana. J'ai dit oui et il a ajouté « *C'est une fellagha* ». Quant à sa mort, c'est en prison par l'intermédiaire d'une assistante sociale que j'ai su ce qui lui était arrivé. Mes jeunes sœurs qui m'écrivaient n'avaient pas eu le courage de m'annoncer la nouvelle de sa mort. »[411]

De son côté, la famille Belhaouès dont les services pour la cause de l'indépendance nationale ne se comptent plus, connaît elle aussi le grand chambardement.

« Le jour où les policiers sont venus arrêter mon fils, mitraillette au poing, Zina venait de m'apporter un paquet. Je ne savais pas trop quoi en faire et je l'ai finalement enfermé sous clé dans le placard du garage. À 3 h du matin, ce fut le branle-bas ; ils ont tout fouillé et ont cherché en vain M'hamed. Quelques jours plus tard, ils ont arrêté Djaafar. Ils m'ont emmenée deux fois à l'Évêché mais sans me garder. Le commissaire disait « *Moi, je viens d'Algérie, alors pas d'histoires avec moi !* ' Je niais toujours, je n'étais au courant de rien. Cela se déroulait après le déclenchement du 25 août ; Cherif Meziane, Aïssaoui, Nadia Seghir Mokhtar étaient aussi à l'Évêché et j'avais peur qu'ils nous confrontent. Ils ne m'ont pas gardée mais venaient me chercher matin et soir. La seule question qu'ils me posaient était « *Pourquoi te mêler de cette organisation ? Pourquoi te mêler de*

411. N. Seghir Mokhtar. *op.cit.*

ça alors que tes enfants sont scolarisés et que l'un d'entre eux va même passer le bac ? » [...] Ils ont tout fouillé, éparpillé nos affaires à travers l'appartement. Une lettre de mon fils Abdelghani a été lue avec beaucoup d'attention. Il faisait des études de chimie à l'École polytechnique de Zurich. Les policiers ont crié que c'était lui qui fabriquait les bâtons de cheddite trouvés dans le garage. J'ai déclaré que je ne savais pas ce que c'était la cheddite. En fait, ils cherchaient mon fils M'hamed car, après avoir arrêté un groupe chargé de déposer une bombe, le chauffeur, un rouquin, leur avait parlé de lui. »[412]

Lorsque les policiers envahissent les lieux, leurs informations semblent être tout ce qu'il y a de plus sûr. Elles le sont effectivement, mais il leur manque des éléments essentiels et ils passent à côté d'une plus grande prise.

« Le hasard a fait que, n'ayant pas de photos de M'hamed, ils n'avaient pu l'identifier alors qu'il était parmi nous. Je me suis fait passer pour lui et nous avons été emmenés au garage d'abord. C'était un parking couvert où le voisinage louait des emplacements. Même le commissaire du quartier y mettait sa voiture. Mon père avait donné une clé à chaque client, ce qui faisait que n'importe qui pouvait y avoir accès. Des armes étaient cachées dans une vieille voiture démontée reposant dans un des coins du garage. Le militant devant accomplir sa mission venait y chercher son arme et la redéposait aussitôt le travail accompli. En plus des armes, il y avait quelques matériaux devant servir à un attentat qui devait avoir lieu le soir-même[413]. Le gros de l'arsenal se trouvait dans une soute de l'atelier que la police n'a jamais découverte. Il y avait là quatre valises pleines de mitraillettes, d'explosifs, de détonateurs... Les fidaïs qui venaient chercher leur arme ou du matériel ne connaissaient pas l'existence de cette soute et ils se servaient uniquement de la vieille voiture démontée. Les policiers avaient étalé sur le sol leur découverte et après confrontation avec le chauffeur qui ne me connaissait pas, ils nous ont tous embarqués pour l'Évêché.

412. Mme Belhaouès-mère, témoignage.

413. Omar Sadaoui estime à 21 pistolets de différents modèles (Astra, Beretta etc.), 311 cartouches, 23 kg de plastic et plusieurs détonateurs, l'armement et le matériel découverts.

Sur le chemin, je me souviens de l'étonnement d'un des policiers du fourgon « *Quel toupet ! Un arsenal devant un commissariat !* » En effet, le commissariat avait les murs attenants à notre immeuble et le bâtiment de la Mairie nous faisait face. [...] À cinq heures du matin, mon père et Lyès qui avaient échappé au coup de filet ont évacué le matériel restant. Les valises entreposées dans la soute ont été dirigées vers un autre refuge. Quant au policier chargé de la surveillance des lieux, il n'avait pas osé intervenir ; c'était notre voisin à St-Marcel et il a continué pendant tout le temps à faire les cent pas sans rien dire. Avant d'aller à l'Évêché, ma mère avait demandé au commissaire l'autorisation de se changer. Elle en profita pour glisser dans son sein les 500 000 francs entreposés chez elle. Nous n'étions pas des gens susceptibles de posséder une telle somme d'argent et nous aurions eu du mal à en expliquer la provenance.

À 11 h du matin, les policiers ont fermé le garage et confisqué les clés. [...] M'hamed qui était complètement grillé a récupéré l'argent et une valise de linge remis par Lyès et il a pris le chemin des frontières. »[414]

Tout ce va-et-vient de la police, les manchettes des journaux avec les photos des militants et des militantes de la Spéciale a fini par faire découvrir au voisinage l'implication des Belhaouès. Un beau matin une voisine française est venue, le journal à la main en s'écriant, « *Ah! Voilà l'homme aux yeux verts, ce Jean Ziener* [Omar Harraïgue] *et celui-ci, et celle-là...* » Toutes les photos des militants traduits devant les tribunaux y figuraient dont Ali de Guelma, Nadia, Cherif Meziane, Aïssaoui. Tous étaient passés chez les Belhaouès et les voisins les avaient reconnus.

Ce coup de filet spectaculaire n'a été possible que parce que, comme nous l'avons dit plus haut, « Moustache » alias « Mourad »[415], a fini par céder sous la pression policière et donner les noms des chefs de la Spéciale et leurs planques. Plusieurs témoignages en font mention.

414. Djaafar Belhaouès, témoignage. Pour le passage en Allemagne voir ci-dessus, p.115 et suiv.

415. Abdallah Younsi. Chef de wilaya de Marseille puis de Lyon. Condamné et exécuté par le FLN en juin 1962.

Mohammed Ouznani avait commencé, nous l'avons vu, à nourrir quelques doutes après une série d'attentats à la bombe qui avaient fait long feu. Il avait bien pris soin de placer un système à double détonateur mais, malgré cela, les bombes n'avaient pas explosé. Pour un des cas au moins, il a eu la certitude qu'il s'agissait bien d'une défaillance humaine. « Moustache » qui avait pris sur lui d'enquêter sur l'affaire aurait découvert que le militant chargé de placer les explosifs avait tout simplement oublié d'apporter une batterie pour la mise à feu. Ce dernier a été exécuté par le responsable de la wilaya et personne ne sut le fin mot de l'histoire jusqu'à ce que la poursuite des arrestations et le démantèlement systématique des cellules de l'organisation pour les régions de Marseille puis de Lyon aient finalement alerté les responsables fédéraux.

Dans un petit cahier d'écolier où sont consignées ses mémoires, Omar Sadaoui signale en passant l'attitude plutôt suspecte du chef de wilaya de Marseille.

« Si je me souviens bien, j'ai été muté par Aït Mokhtar vers le mois de juin 1959 à Marseille comme responsable du Midi de la France : Lyon, Avignon, Toulon, Istres, Port-de-Bouc, Toulouse, Bordeaux, etc. [...] Arrivé à Marseille, on m'a mis en contact avec le nommé « Mourad », responsable de l'organisation politique ainsi qu'avec Si Tahar, son adjoint. J'avais rencontré des difficultés avec « Mourad » lequel n'a pas voulu me mettre en rapport avec ses subordonnés afin que je choisisse des éléments valables du groupe armé pour les structurer dans l'Organisation Spéciale. Il a toujours cherché à savoir quel était mon rôle et ce que je voulais faire avec ces éléments, à quelle adresse j'habitais. Il était très curieux...»[416]

À Marseille, le double jeu de « Moustache » a duré jusqu'au jour où les soupçons des uns et des autres ont fini par devenir des quasi-certitudes[417]. Robert Bonnaud en parle dans son témoignage.

« Parfois, la partie algérienne était plus dangereuse que la partie française. Connaissez-vous l'affaire Mourad, chef de wilaya de Marseille ? Il était l'indicateur de la DST mais ne donnait pas tout le monde. Il avait 10 % sur les prises. Placé sur un compte

416. O.Sadaoui. *op.cit.*
417. Voir en Annexe des lettres se rapportant à cette affaire.

bancaire tenu par un inspecteur, le magot devait lui être remis à la fin de la guerre. Il ne donnait pas tout le monde car on se serait méfié. D'ailleurs, vers la fin certains avaient des soupçons. Les responsables algériens qui voyaient tomber les militants devaient se poser des questions. Il devait s'appeler « Jacques » ou « Paul » et il montait dans la hiérarchie au fur et à mesure que les gens tombaient. Moi, je n'ai rien vu ; je le connaissais assez mal de toutes façons. Il lui fallait des hébergeurs français à donner en pâture mais il ne les connaissait pas tous. »[418]

Les sources policières qui avaient rapporté, le 27 septembre, le démantèlement de la wilaya du sud-est, renouvellent le 13 décembre leur bulletin de victoire en annonçant que « l'état-major de la wilaya III reconstitué est pris en laissant aux mains des policiers 24 prisonniers parmi lesquels 3 Européens dont 2 femmes ; l'un des hommes est un membre actif du PC. »

Les soupçons qui avaient commencé à apparaître parmi les rescapés de la Spéciale de Marseille-région étaient aussi parvenus par d'autres canaux aux oreilles de « Madjid » Aït Mokhtar. En effet, l'informateur du réseau « Aboulker » lui avait rapporté que le bruit courait dans les couloirs de la DST parisienne qu'un haut responsable du FLN était devenu indicateur de la police. Depuis des semaines, Aït Mokhtar n'arrêtait pas d'envoyer des messages au bureau fédéral pour qu'une enquête soit engagée pour débusquer le traître. Pour en avoir le cœur net, « Madjid », devenu entre temps seul responsable de l'O.S. encore à demeure en France, charge Omar Sadaoui « Boualem » contrôleur pour la région parisienne, de reprendre en main l'ensemble de la structure pour le sud de la France et d'y faire le ménage. Ce dernier confirme dans un rapport à son responsable la duplicité de « Mourad » chef de la wilaya III.

Les femmes de la Spéciale tombent elles aussi

Les arrestations massives de suspects ou de membres de groupes armés engagés dans les opérations militaires, l'usage systématique de la torture et les infiltrations d'agents doubles finissent par entraîner la perte d'une partie importante des éléments de la

418. Robert Bonnaud. *op.cit.*

Spéciale. La structure est un moment désorganisée et les différentes tentatives des rescapés de rétablir le contact avec leurs responsables à Paris finissent par exposer dangereusement les agents de liaison et autres militants des différents réseaux.

Après le coup de filet du 27 septembre, les contacts entre Marseille et la direction des opérations sont rompus. Mohammed Ouznani est l'un des seuls rescapés avec M'hamed Belhaouès et Abdelaziz Betroni. Antoinette Idjeri est elle aussi en liberté et c'est à elle que Ouznani fait appel pour renouer avec Bouaziz.

Il sait, depuis son retour du Maroc, que l'un des contacts du chef de l'O.S. est Idir Zinet, gérant d'un hôtel-restaurant situé au 17 boulevard Péreire à Paris. Il lui faut absolument le joindre mais comment faire ? Pour échapper aux recherches de la police pour qui il est devenu l'ennemi public numéro 1, il fait appel aux réseaux de soutien. C'est un curé de Marseille qui le met au vert à Boten, dans le Var, puis qui le remet avec M'hamed Belhaouès entre les mains d'une secte de non-violents dirigée par le maître Lanza del Pasto. Cette secte est connue pour son opposition à la guerre d'Algérie mais aussi pour sa lutte contre les essais nucléaires et la construction de la fameuse pile atomique dans la région.

Une fois sa sécurité assurée, Ouznani envoie donc Antoinette Idjeri au boulevard Péreire à Paris dans l'espoir qu'elle puisse y trouver le bon fil qui le remettrait en contact avec le chef de la Spéciale. Le premier voyage s'avère infructueux. Le second sera fatal à la messagère.

« Une semaine après la bombe de la Préfecture de police, on m'envoya à Paris. J'y étais déjà allée une fois, envoyée par Mohammed chez un couple mixte [le couple Zinet]. L'homme était algérien, la femme française et ils vivaient avec leurs enfants. L'homme devait nous fournir des armes qui nous faisaient cruellement défaut. N'ayant rien reçu, Mohammed me demanda d'y retourner pour savoir la raison de ce retard. *« Il faut lui dire que c'est très urgent. Tout a été démantelé, nous n'avons plus ni armes, ni argent. On ne peut pas tenir ainsi. Cela m'embête de t'y envoyer une deuxième fois mais il faut y aller »*. Mohammed les connaissait bien, c'était des amis et il m'avait recommandé d'acheter des friandises pour les enfants. »[419]

419. Y. A. Idjeri. *op.cit.*

Ce que ni Ouznani, ni Idjeri ne savent, c'est que le 3 octobre, Idir Zinet est arrêté par la DST et son hôtel placé sous surveillance. Antoinette arrive le lendemain matin à Paris, elle s'était fait un nouveau look en se coupant les cheveux très court. Aux abords du lieu indiqué, elle découvre un hôtel-restaurant aux rideaux baissés et sent un certain malaise s'emparer d'elle. L'atmosphère est trop calme. Elle pense un moment revenir sur ses pas, mais non, cette histoire d'armes est trop importante pour les militants de Marseille. Elle s'engage dans le fonds de commerce et monte à l'étage où elle trouve madame Zinet. Celle-ci lui dit que son mari est sorti et qu'il va bientôt revenir. Que peut-elle bien faire alors que ses angoisses ne font que grandir. Mohammed les connaissait très bien et elle avait apporté aux enfants un paquet de biscuits comme il le lui avait recommandé. Par ailleurs, elle ne connaît pas Paris et il est tout aussi problématique d'aller prendre un café dans un autre établissement pour revenir et se trouver dans la même situation. Madame Zinet la fait descendre et l'installe dans la salle d'attente.

« J'étais mal à l'aise, tendue, mais je ne l'ai soupçonnée à aucun moment. Elle m'a offert un café et un livre dont je n'oublierai jamais le titre « *La rue du chat qui pêche* ». Puis elle vint me prévenir qu'elle devait sortir accompagner ses enfants à l'école et revenir tout de suite après. C'est ce qu'elle fit effectivement, après dix minutes d'absence, elle est revenue vaquer à ses occupations.

À 9 h, deux malabars entrèrent par le restaurant. Je restai détendue. Je compris que c'était des policiers quand je vis deux autres individus en gabardine entrer par la petite porte communicante entre le restaurant et les appartements de la gérante. Plus de doute, mais ce n'était peut-être qu'un contrôle de routine ou une rafle… Je n'en eus le cœur net que quand l'un des policiers se dirigea vers Mme Zinet et clama bien fort « *Alors, c'est celle-là qui vient de Marseille ?!* » La femme devint blanche et dit « *Oui* »... Les policiers vinrent alors vers moi : - « *Qu'est-ce que tu fais là ?* », Toujours crâneuse je répondis « *Vous voyez bien, je prends un café*... » « C'était idiot, je n'avais plus d'illusions mais je voulais encore donner le change ; c'était instinctif. Ils m'emmenèrent. »[420]

420. id.

Évidemment, Antoinette a été immédiatement soumise à un interrogatoire poussé. Jusqu'à une heure du matin elle a été secouée, brutalisée, battue afin de lui tirer le maximum de renseignements susceptibles de les aider à débusquer de nouveaux militants de la région de Marseille.

« J'ai été gardée toute une journée pendant laquelle j'ai servi de punching-ball à deux policiers. Ce fut très dur d'abord parce que j'étais frêle et ensuite parce que j'étais juchée sur des talons aiguilles qui étaient très à la mode en ce temps-là. Ils m'ont obligée à rester des heures à genoux sur une règle. Et il ne fallait pas perdre l'équilibre sinon les coups repleuvaient de plus belle. J'en ai gardé des cicatrices pendant des mois. [...] Par la suite, avec un bandeau sur les yeux, on m'a fait descendre plusieurs étages en ascenseur, suivre plusieurs couloirs jusqu'à une petite cellule où était installée une gégène. Les policiers m'ont allongée sur un canapé et m'ont branché les fils autour des doigts, des orteils et des oreilles. Ils actionnèrent l'appareil à plusieurs reprises. [...] Cela a duré peut-être une heure jusqu'à ce que je fasse une grosse crise cardiaque. Ils arrêtèrent la séance de torture et m'enfermèrent dans une cellule en me promettant de bonnes choses si je persistais dans mon refus de coopérer. »[421]

Quelques jours après, elle est ramenée à Marseille où les policiers de l'Évêché cherchent à l'utiliser pour capturer d'autres militants de la Spéciale. Baladée d'un quartier à l'autre de Marseille pour servir d'appât, la nouvelle de son arrestation finit par se savoir et parvenir à Ouznani.

Depuis qu'elle est revenue de Vichy, Zina Harraïgue a regagné sa petite chambre de bonne de la rue de Lamballe dans le 16ème. Elle a aussi repris son travail d'agent de liaison pour le compte de la Spéciale, mais les choses sont devenues plus dures avec le quadrillage systématique de la population et les arrestations qui n'en finissaient pas. Fin 1959, début 1960, l'étau se resserre. Le comité fédéral est depuis quelque temps déjà en Allemagne d'où il lui est de plus en plus difficile de coordonner la poursuite des opérations. Les services de police sont maintenant à la recherche des cadres et des chefs de l'O.S., de « Madjid » surtout mais

421. id.

aussi de « Saïd » et de « Omar ». Aït Mokhtar qui s'est rendu compte des filatures dont Zina est l'objet, lui demande d'évacuer tout le matériel déposé dans sa chambre. Elle prend le temps de déménager morceau par morceau les documents et les armes puis appelle Inge Huscholtz pour lui demander si elle peut déposer une valise chez elle. Elle connaît depuis longtemps cet élément actif des réseaux de la Spéciale, en fait c'est elle qui l'a présentée à « Madjid ». Depuis lors, elle a été spécialement chargée de maintenir le contact entre « Madjid » et le comité fédéral. Avant d'aller passer la nuit dans l'appartement refuge de la rue Saint-Honoré, elles décident de se séparer et d'y aller à un quart d'heure d'intervalle comme elles ont pris l'habitude de le faire.

« J'attendis un quart d'heure avant de monter dans l'immeuble. Arrivée dans les escaliers, j'entendis un mouvement de gens pressés derrière moi. J'ai eu un pressentiment ; je me suis mise de côté pour les laisser passer en disant que je n'étais pas pressée. « *Nous sommes encore moins pressés que toi.* » me répondirent-ils. J'ai compris… Je suis montée au 2ème étage. Il y avait beaucoup de policiers dans l'appartement ; Inge avait les cheveux défaits et pleurait après la série de gifles qu'elle a reçues. [...] Ils ont alors commencé l'interrogatoire ; - *« Qu'est-ce que vous êtes ? »* - *« Française… »* - *« Vous n'avez pas honte de travailler pour les fellaghas, des sauvages qui tuent les Français ? »* Ils savaient qu'Inge était allemande puisqu'elle n'avait jamais changé d'identité, quant à moi, je m'appelai Hélène Banet. *« Qu'y-a-t-il dans vos valises ? »* - *« Mes affaires ».* Je voulais décharger Inge d'autant plus qu'elle n'avait pas l'air de résister aux pressions qui s'exerçaient sur elle. Je ne voulais pas qu'ils la touchent car elle pouvait parler. J'ai dit que j'étais étudiante, que j'avais déménagé mes livres pour habiter chez une copine. *« Nous allons voir ce qu'il y a dans ces valises… ».* Ils les ont ouvertes et y ont trouvé les armes. À ce moment ils se sont déchaînés. *« C'est vous qui avez apporté ça ?! Vous êtes sûre que ce ne sont pas des Algériens qui les ont apportées ? »* - *« Non, c'est bien moi qui les ai apportées. »* La première valise, puis la deuxième et la troisième, toutes étaient bourrées de revolvers, de mitraillettes, de

mèches de dynamite et de munitions. Ils étaient très excités par la découverte. [...] J'avais leurs photos sur moi avec leur nom et leur adresse au verso. Quand ils les ont trouvées, ils sont devenus plus acharnés encore et, à la DST, on m'interrogea longuement à ce sujet. Entre 18h et minuit, ils avaient eu le temps de vérifier mes papiers et, en plus, ils avaient découvert une autre carte d'identité avec ma photo chez Inge. Autant donner ma véritable identité, ce serait mon grand plaisir de la soirée. - *« Qui êtes-vous ? »* Je donne mon nom - *« Je suis Algérienne membre du FLN »* puis je sors ma grande tirade *« Je ne reconnais pas l'autorité française* etc... »

Ils étaient à présent fous de rage, ils avaient entre leurs mains la sœur de « Omar » Harraïgue, sept fois condamné à mort mais jamais arrêté. Moi-même, j'avais déjà été condamnée à 5 ans de prison pour une affaire d'armes. »[422]

Le rapport de police qui fait état de la prise annonce la découverte de « 9 valises d'armes contenant entre autres 27 mitraillettes avec 60 chargeurs, 47 pistolets automatiques et plusieurs centaines de chargeurs, divers matériels de sabotage. Parmi les nombreux documents, les photos et les adresses d'une trentaine de policiers de la Préfecture et de la Sûreté nationale condamnés à mort par le FLN, des plans de destruction d'installations industrielles du Midi et de la région parisienne. »[423]

Aïcha Aliouat, arrêtée une première fois en compagnie de Marcelle et relâchée après vérification d'identité, s'en sort de justesse une seconde fois à Strasbourg où elle prépare depuis quelques semaines une série d'actions de sabotage avec « Palestro » et « Larbi ». Installée chez le pasteur Buron, un membre des réseaux de soutien au FLN, elle fait l'objet d'une interpellation à la gare de Strasbourg. L'intervention du prêtre lui permet de retrouver la liberté. C'est une militante complètement grillée mais aussi souffrant d'une tuberculose pulmonaire qui revient à Paris. « Ammi » Belaïd son tuteur de toujours lui fait passer une radio à l'hôpital franco-musulman de Paris dans le service du docteur Boudjellab.

422. Z. Harraïgue. *op.cit.*
423. In R. Muelle. *op.cit.*p.178.

Le diagnostic est formel et bientôt « Madjid » demande à la voir. La décision de lui faire quitter la France est prise car elle est tellement grillée et tellement souffrante qu'elle ne peut plus assurer les missions qui lui étaient précédemment confiées.

« Madjid demanda à me voir et me dit *« Toi qui veux crapahuter, tu vas aller au maquis »* . Je l'ai cru. J'avais hâte de filer. Finalement, ce fut pour une tout autre destination. Il m'envoya en Allemagne avec deux militants, « Amar le Tatoué » et un autre qu'on appelait « le Paysan. »[424]

424. A. Aliouat. *op.cit.*

LA PHASE JUDICIAIRE

Bataille judiciaire, bataille politique

Deux années séparent les deux tentatives du FLN d'ouvrir un front en France. Les formes de la lutte ont changé, l'ampleur des actions, la nature des cibles et l'importance parfois stratégique des objectifs désignés, aussi. Entre 1957 et 1958, l'évolution des événements, en France comme en Algérie, donne aux actions des parties en conflit une portée politique beaucoup plus forte. Les médias français et la presse internationale constituent des relais de plus en plus efficaces dans le travail de propagande. On apprend ainsi que les procès en Cour d'Assises ou devant les tribunaux militaires peuvent être des armes redoutables contre les prévenus dont beaucoup sont condamnés à mort et, pour certains d'entre eux, exécutés. Mais la médaille a son revers, les tribunaux peuvent se transformer en tribunes de propagande. Le collectif des avocats du FLN et d'autres maîtres du barreau français finissent par mettre au point une stratégie de défense des prévenus très efficace. Les affaires ne peuvent plus être traitées comme des affaires de droit commun ou de simple criminalité. Les procès prennent une dimension véritablement politique et l'opinion publique française est appelée à se prononcer sur le fond du problème. Est-on pour ou contre le régime colonial imposé à l'Algérie ? Quel contenu donner aux principes de liberté et d'égalité dans une situation où un peuple est dominé par un autre ? Les colonisés ont-ils le droit légitime de s'insurger et de prendre les armes pour se libérer ? Doit-on les aider à le faire ; si oui, sous quelles formes ?

Ce débat à la fois politique et philosophique a été largement repris par les protagonistes du côté français ; nous n'y ferons référence que d'une manière incidente. Ce qui nous semble important dans ce chapitre, c'est le rôle pédagogique des procès, non pas seulement pour l'opinion publique française mais aussi pour la communauté algérienne immigrée, pour le FLN et pour les prévenus eux-mêmes.

Un acte isolé à portée politique majeure

Lorsque, au soir du 26 mai 1957, Mohammed Ben Saddok apprend le décès d'Ali Chekkal, son premier souci est d'abord de sauver sa tête et ensuite de construire un canevas de faits qui lui permettrait de détourner l'attention des services de police de l'offensive qui se prépare dans le plus grand des secrets. En effet, le scénario qu'il avait élaboré pour expliquer son acte pouvait ne plus tenir si jamais la police s'intéressait d'un peu plus près à ce plan griffonné sur un bout de papier et oublié dans une poche du portefeuille. Il faut donc nier son appartenance au FLN ou à tout autre mouvement politique.

« Ma position serait de dire que je n'étais ni du FLN ni du MNA et que j'avais commis cet attentat seul et sans contrainte. J'étais un Algérien conscient de la situation politique de son pays qui avait pris la décision d'abattre Ali Chekkal après avoir lu un tract du FLN le présentant comme un traître cherchant à parler au nom des algériens à l'ONU. Un camarade avait acheté l'arme et assurait la filature pour avoir le maximum d'informations sur le personnage. C'est un ancien footballeur du nom de Slimane. Nous avons tiré au sort pour savoir qui exécuterait l'attentat. Le sort m'avait désigné. »[425]

Reste à savoir si cette position a été spontanément conçue par Ben Saddok lui-même ou suggérée par Pierre Stibbe, un avocat de renom que le prévenu a décidé de constituer pour sa défense. Il avait entendu parler de lui et de ses plaidoiries dans des procès célèbres comme celui de l'auteur de l'attentat contre l'amiral Darlan ; par ailleurs, l'avocat est un habitué des dossiers des militants nationalistes et il a eu, dès avant 1954, la charge de dossiers de militants du MTLD.

425. M. Ben Saddok. *op.cit.*

Le procès en Cour d'Assises est rapidement mis en œuvre. Un mois durant, Ben Saddok est interrogé dans les locaux de la police avant d'être déféré au parquet. La procédure est inhabituelle, car il arrive souvent que des instructions durent des mois sinon des années. L'importance politique du personnage visé, les conditions dans lesquelles l'attentat a eu lieu et le risque de voir se produire un effet d'entraînement au sein de la communauté algérienne semblent concourir à faire de ce procès un procès exemplaire. L'accusation veut tenir le procès à chaud et opte pour une forte médiatisation. L'opinion publique française jusque-là indifférente aux dizaines de victimes des affrontements FLN-MNA, s'émeut et s'inquiète tout à la fois de voir tomber ce personnage aussi près des plus hautes autorités de l'État. Qui sont ces gens qui défient l'autorité de l'État français et menacent l'ordre public ? Des militants d'une cause juste ou de vulgaires assassins ?

La mise en scène est d'abord le fait de l'accusation elle-même. Ben Saddok est incarcéré à la prison de Fresnes dans une cellule précédemment occupée par un ancien nazi et préparée pour accueillir le fameux Pierrot-le-fou. Les mesures de sécurité sont renforcées : isolement total, double grillage et garde rapprochée. Simon Pérez, le juge désigné, est un habitué des affaires touchant au terrorisme ; il a déjà présidé aux procès d'Abdelkrim Souici et Mohammed Mechati dans une affaire d'imprimerie clandestine du FLN, et il s'est occupé du dossier Ben Bella.

De son côté, la défense cherche à faire différer le procès car c'est la période où la bataille d'Alger fait rage. La bombe du Milk-bar a fait des victimes et l'opinion publique française est préparée à accepter sans discuter les requêtes de peine capitale prononcées contre les auteurs d'attentats. Soucieux d'éviter à son client une condamnation à mort, maître Stibbe doit absolument se donner du temps d'autant plus qu'il a du mal à obtenir le concours de témoins à décharge. La citation à comparaître directement remise à son client lui donne l'occasion de dénoncer un vice de forme dans la procédure judiciaire et lui permet de faire reporter le jugement de l'affaire juste avant la clôture de la session des Assises. Le procès est renvoyé à six mois et un nouveau juge hérite du dossier.

Durant la période de l'instruction, Ben Saddok prend progressivement conscience de la dimension du procès et de l'importance que tout le monde semble accorder à son acte. Il est propulsé malgré lui sur les devants de la scène. Les déplacements entre la prison et le tribunal se font sous haute protection, par convois de trois voitures et, pour la première fois, lui qui n'a jamais quitté les faubourgs de la ville réservés aux immigrés, on lui donne l'occasion de visiter les beaux quartiers de Paris sous bonne escorte. Mieux encore, les avocats de l'accusation comme ceux de la défense ont eu le temps de fourbir leurs armes et de trouver des témoins de poids.

Pour frapper l'opinion des jurés, l'accusation fait venir à la barre une jeune femme amputée des deux jambes à la suite de l'attentat du Milk-bar. La défense, quant à elle, fait témoigner le philosophe Jean-Paul Sartre, André Mandouze, Daniel Mayer des Jeunesses ouvrières catholiques (JOC) ; elle cite aussi comme témoin Jacques Soustelle lui-même.

Le jour du procès, la salle est comble. En dehors des parents de l'accusé, le public est composé presque exclusivement de gens du barreau venus assister à l'événement judiciaire. Ils ne seront pas déçus. L'avocat de Ben Saddok met en relief l'idéalisme du prévenu, il plaide l'acte isolé. Le philosophe Jean-Paul Sartre intervient sur le thème des « mains sales ». L'avocat général lui rétorque « Ben Saddok n'a pas les mains sales mais les mains rouges du sang des Français ». Une controverse oppose Me Stibbe à Jacques Soustelle. Pourquoi l'anthropologue devenu ministre défend-il des thèses ultra-colonialistes ? Ce sont les massacres commis par les « musulmans » à Skikda qui l'ont fait changer de position. Le juge surenchérit en donnant lecture d'une lettre de Robert Lacoste. En face Daniel Mayer des J.O.C émeut l'assistance par son témoignage. La plaidoirie insiste sur la distinction entre acte criminel et fait de résistance à l'occupation étrangère ; l'exemple de la France sous occupation est rappelé et le parallèle vite établi. Finalement, Ben Saddok obtient les circonstances atténuantes et est condamné à la réclusion perpétuelle.

Le procès a eu un grand retentissement. La mobilisation médiatique en a fait un événement majeur dans la chronique judiciaire française.

Désormais, tout procès engagé contre des militants nationalistes algériens ne peut plus être abordé comme une simple affaire criminelle. La politisation des débats oblige l'accusation à quitter le terrain du droit commun pour s'engager dans celui de la politique et très souvent c'est au procès de l'accusation qu'on assiste. L'affaire a aussi produit un immense effet dans l'opinion publique. Du côté français, on ne peut plus rester indifférent après les prises de position des chefs de file de la pensée philosophique et de la morale chrétienne. Du côté algérien, l'effet pédagogique et, d'une certaine façon, de propagande en faveur des thèses du FLN est palpable. La communauté immigrée augmente d'un geste volontaire ses cotisations au FLN et la trésorerie de la Fédération de France est vite débordée. L'impact a été ressenti dans toutes les villes de France mais aussi dans les maquis, en Algérie. Pour les collaborateurs, la menace est maintenant évidente ; personne ne peut échapper au FLN où qu'il se trouve et quelles que soient les mesures de protection qui l'entourent.

De la Correctionnelle au Tribunal militaire

Entre l'attentat contre Ali Chekkal et celui contre le sénateur Benhabylès, plus de deux années se sont passées. Le système de défense des prévenus a évolué parce que le FLN a pris conscience, chemin faisant, de l'importance politique des procès et de l'effet mobilisateur qu'il pouvait en tirer. Ali Haroun[426] et d'autres auteurs rendent bien compte de cette évolution qui amène à la constitution puis, en avril 1959, à « l'algérianisation » du collectif des avocats du FLN. Des consignes données à tous les militants jugés par les tribunaux français leur demandent de se considérer comme « belligérants » et de rejeter la compétence de la justice française. Dès lors plus aucun militant n'adoptera le système de défense préconisé dans l'affaire Ali Chekkal. Pour les membres de la Spéciale, à cette conscience d'être des « belligérants », s'ajoute celle d'appartenir à des unités de combat militairement préparées à mener la lutte en territoire ennemi. Pour ces militants formés dans les bases arrières marocaines, leur organisation est un détachement de l'ALN. Ils sont des militaires engagés dans une guerre

426. A.Haroun. *op.cit.*p.170 et suiv.

de libération, mais la dimension politique de cet engagement ne vient qu'après un long processus de mise en situation.

Slimane Madadi ne prend véritablement conscience de la portée politique de l'acte qu'il a accompli qu'au moment de l'instruction judiciaire. Déjà, le traitement que lui réserve l'officier de gendarmerie, lors du premier interrogatoire, l'aide à mieux se situer. Celui-ci lui reconnaît le droit d'être traité comme un prisonnier de guerre et le vouvoie. Puis, comme pour Mohammed Ben Saddok, le déploiement spectaculaire de forces de police tout au long du trajet qui le mène de la prison au tribunal, lui donne le sentiment d'être un personnage quelque peu hors du commun.

« Je fus transféré comme un président de la République tant étaient nombreuses les voitures d'escorte, les motards et tous les véhicules se pressant sur les 28 km nous séparant de Vichy. »

À toute cette parade policière va s'ajouter l'impact politique provoqué par la mort du sénateur. Cela ne lui a pas été vraiment expliqué par ses responsables ; il avait pour mission d'exécuter un traître et il l'a accomplie consciencieusement, par discipline, comme il l'avait fait tant de fois auparavant. Mais alors, pourquoi une telle agitation autour de ce personnage ?

« Au moment de l'instruction, j'ignorais tout cela. J'étais un militaire, pas un politicien. C'est le juge qui m'a appris que le sénateur Benhabylès que je venais d'abattre représentait la *3ème force* pour de Gaulle. Celui-ci voulait le présenter à la conférence au sommet de Paris qui devait se dérouler le 3 septembre 1959. Je l'avais exécuté 5 jours auparavant, enlevant ainsi au général tout espoir d'aller dans cette voie. J'ai appris tout cela lors de la deuxième confrontation avec mon camarade Ferhat Guerrib. J'ai appris par la même occasion le discours du 16 septembre par lequel le général de Gaulle annonçait la prochaine tenue d'un référendum sur l'autodétermination en Algérie. Le juge m'a expliqué le sens du terme autodétermination et m'a indiqué que cette nouvelle position politique était une conséquence directe de mon action contre le sénateur. [...] Et c'est ainsi que le juge, malgré la situation, est devenu un ami. Il m'a encore appris une chose que je ne pourrai pas oublier : *Celui qui trahit sa mère ne peut que trahir sa marâtre* me disait-il. *Comment les*

Algériens qui avaient trahi leur patrie aujourd'hui ne trahiraient-ils pas la France demain ? Est-il possible de leur faire confiance ? Ce juge m'a beaucoup appris, il m'a ouvert à la chose politique. »[427]

Dès lors, l'affaire ne relève plus des tribunaux civils mais du tribunal militaire. Dans cette session du 20 avril 1960, dans le tribunal de la 8ème région militaire, les débats vont tourner autour de la qualification de l'acte et de celui qui l'a accompli. Dans la mémoire de Slimane Madadi, ce qui reste du procès, c'est ce leitmotiv sans cesse répété du militaire en opération commandée. « Je suis un militaire, un soldat de l'ALN combattant sur le sol français, et ce sont les circonstances qui ont fait que je combatte ici et non en Algérie ».

La reconnaissance de son courage et de sa dignité de combattant par ses juges comme par ses avocats constitue un autre point d'ancrage de la mémoire. Après une répartie du prévenu au président du tribunal, Me Oussedik se lève et lance en kabyle à Slimane « tu es un homme ! », c'est l'incident de séance. À un autre moment, c'est le brigadier blessé de plusieurs balles qui témoigne en faveur de Maradi : « je rends hommage à cet homme car grâce à lui, je suis encore en vie [...] Je lui rends hommage, c'est un homme. Moi, j'ai voulu l'empêcher de fuir ; c'était mon devoir ; j'ai voulu le tuer, mais lui a préservé ma vie. « À partir de cet instant le président du tribunal a donné au prévenu du « Monsieur ».

Évidemment cela peut sembler puéril mais, dans la mémoire des acteurs, c'est ce qui persiste le plus fortement. Par leur engagement dans la lutte armée, par leur appartenance à cette organisation « spéciale », ils ne sont plus ce « Nord-Africain, veste grise usagée genre tweed à chevrons, cheveux noirs frisés, taille moyenne, cicatrice de bec-de-lièvre » ou encore cet « individu armé et dangereux »[428] sans autre considération pour leur personne ni pour leurs motivations. Ils sont devenus « des hommes », « des combattants », non pas un individu, un groupe, mais tout un peuple en lutte.

427. id.
428. Rapports de police cités In R. Muelle. *op.cit.*p.149.

LA DÉTENTION

Le quartier des condamnés à mort

Nombreux sont les membres de la Fédération de France du FLN à avoir été condamnés à de lourdes peines de prison mais, parmi eux, ceux de la Spéciale ont eu droit à un régime particulièrement sévère ; c'est d'ailleurs dans leurs rangs qu'on compte le plus fort pourcentage de condamnés à mort. Une liste exhaustive ne pouvant être arrêtée sans une recherche systématique dans les archives des tribunaux français et le concours de l'Organisation nationale des moudjahidine, nous nous référerons à celle établie par Aït Mokhtar sur témoignage des anciens de l'O.S.[429]

Dans notre tentative de retracer l'histoire de la Spéciale, il nous semble important de relater ce moment marquant qu'a été le passage par la cellule des condamnés à mort. Car si ce moment ne peut pas être séparé du processus de la lutte de libération menée par l'ensemble des militants nationalistes, il demeure toutefois suffisamment exceptionnel par son caractère extrême et par les traces qu'il a laissées dans les mémoires des prévenus pour mériter le fait qu'on s'y attarde quelque peu.

Lorsque Mouloud Ouraghi revient du tribunal qui prononce sa condamnation à mort, c'est vers de nouveaux quartiers qu'il est dirigé. S'il n'a pas encore réalisé toutes les implications de cette nouvelle condition qui est la sienne, la suite des événements et l'atmosphère particulière des quartiers de haute sécurité auront vite fait de lui en faire prendre une claire conscience.

429. Voir en annexe la liste des condamnés à mort.

« Le soir venu, on m'emmena dans un fourgon cellulaire. Arrivé à la Santé, on me déshabilla et on me remit des vêtements appropriés. J'étais passé en jugement avec un costume civil et une cravate que les frères m'avaient achetés [...] Me voilà donc avec une tenue de condamné à mort. [...] Les choses devenaient de plus en plus sérieuses pour moi et je commençais à me poser des questions. [...] J'ai trouvé ma nouvelle cellule convenable sur le plan de la propreté ; il paraît qu'elles étaient complètement repeintes et nettoyées pour recevoir les nouveaux condamnés. [...] Mais nous étions isolés les uns des autres sans aucun mobilier intérieur [où nous pouvions déposer nos affaires]. Le placard était dehors, devant la porte et le gardien était le seul à pouvoir y accéder. Nous n'avions même pas le droit d'avoir un crayon. Tout était scellé au mur ou au sol ; le tabouret, la table, le lit, tout était solidement rivé. Nous avions des chaînes aux poignets et cela finissait par nous briser les nerfs ; c'était elles qui nous rendaient irritables. Mais, plus encore que ces chaînes c'était l'attente qui était insupportable. [...] Des exécutions ont eu lieu pendant que j'étais dans ce quartier. Un jour on avait exécuté deux condamnés à la fois ; c'était vers la fin de 1959, nous étions mêlés aux droits communs ce qui fait que, de temps en temps, un d'entre eux passait aussi sous la guillotine. C'est une souffrance indescriptible que cette attente ; il faut passer par là pour vraiment la sentir ; autrement, le reste n'avait rien d'extraordinaire.

J'y ai passé quelques mois dans un isolement total mais très tôt j'ai appris qu'on pouvait communiquer d'une cellule à l'autre par les tuyauteries du chauffage central. On collait l'oreille et on entendait les « mots de passe » de chacun. Pour moi, c'était un code de 4 coups qui m'identifiait auprès des autres détenus. Dès qu'on entendait du bruit dans les tuyauteries, on se mettait tous contre les parois des radiateurs et on échangeait des paroles. À la longue, j'avais la joue complètement brûlée.

La promenade était elle aussi faite en solitaire ; chacun allait et venait dans son couloir sans ne jamais rencontrer personne. [...] Les surveillants du quartier n'avaient pas le droit de lire le journal ; ils n'avaient pas non plus le droit de porter des semelles en cuir, seules le crêpe était permis. Leurs cravates étaient des

nœuds de papillon tenus par un élastique. Ils se relayaient toutes les deux heures, comme dans l'armée. [...]

On m'avait permis un jour d'avoir un stylo et un cahier et je m'étais mis à écrire. J'écrivais tout ce que je faisais dans la journée, ce que j'entendais, que je voyais, que je mangeais. Tous les jours qui passaient, j'ajoutais quelques pages à ces mémoires improvisées. »[430]

Dans ce terrible isolement, les condamnés à mort restent cependant l'objet d'une attention particulière du comité de détention et il arrive parfois de voir un gardien, préalablement circonvenu, servir de relais pour leur faire parvenir quelques paquets de cigarettes et même leur solde de membre de la Spéciale. Dérisoire consolation penserait-on quand on mesure l'énormité de la peine qu'ils endurent et la terrible menace qui pèse sur leur tête. Mais il est si important dans ces circonstances d'avoir le sentiment d'être soutenu par une organisation qui arrive à vous atteindre au plus profond de votre isolement et manifester ainsi sa solidarité active avec vous.

Des gens à part

Dans l'univers carcéral français, les membres de la Spéciale retrouvent une population pénitentiaire qui purge elle aussi des peines plus ou moins lourdes du fait de sa participation à la lutte de libération. Ce qui distingue cependant les membres de l'O.S. de la plupart des autres militants, c'est qu'ils se revendiquent de l'appartenance à l'Armée de libération nationale et non à la branche armée du FLN. Le fait d'avoir été envoyés dans les bases de l'ALN au Maroc pour une formation de commando et d'être jugés par des tribunaux militaires les conforte dans ce sentiment. Quelque part dans leur conscience, cette particularité apparaît comme une distinction et leur donne droit à plus d'égards de la part de leurs compagnons ; non pas des privilèges, mais comme une attente de reconnaissance par les autres.

Dans les prisons, il y a des dirigeants du FLN, des fédéraux, des chefs de wilaya, de zone, des sans-grades, des politiques et d'autres qui le sont moins. Il y a aussi les gens de l'Est, de la

430. M.Ouraghi. *op.cit.*

Kabylie, de l'Ouest, les anciens du PCA, les messalistes, les centralistes, les membres des réseaux de soutien ; tous ces microcosmes fonctionnent comme autant de lieux d'identification et de réseaux de solidarité. L'O.S. de la FF.FLN est un de ceux-là. En plus, au sein de l'O.S., il y a les condamnés à mort et cela ajoute à la considération qui leur semble être due par les autres.

Après la longue solitude dans les cellules de condamnés à mort et les deux années de réclusion passées à la Santé, Cherrouk est transféré à la prison de Fresnes où sont regroupés les détenus politiques du FLN. De sa longue promiscuité avec la permanente menace d'une exécution imminente et de l'absence totale de communication directe avec les autres détenus, il garde de profondes séquelles. Son élocution est difficile et son comportement quelque peu perturbé malgré l'amélioration du régime pénitentiaire, le changement est long à s'opérer. Mais ce qui ressort le plus du témoignage, c'est l'accueil réservé par les autres détenus.

« J'ai passé près d'un an dans cette prison [de Fresnes] où j'ai trouvé une atmosphère de grande solidarité auprès des frères qui avaient appris les détails de l'affaire et les circonstances de mon arrestation. J'ai eu droit à beaucoup d'égards de la part de tous les détenus et des responsables de l'organisation. »[431]

Ouraghi aussi souligne cet aspect particulier quand il parle de sa première rencontre avec d'autres détenus, une fois la peine commuée en prison à vie.

« Au quartier de haute sécurité, je me suis retrouvé avec des détenus de droit commun. C'était des hommes de la pègre qui avaient été arrêtés pour attaques à main armée. Ce quartier était très propre et, n'étaient les barreaux, on n'aurait pas dit qu'on était dans une prison. Nous avions des draps propres et des lits. Les détenus qui étaient là me montraient tous un grand respect. [...] J'ai trouvé des malabars parmi eux, d'autres avaient fait beaucoup de choses mais tous me respectaient. Ils devaient sans doute penser que j'en avais fait plus qu'eux. Ils me proposaient leurs services et venaient me voir. [...] Parfois, ils m'appelaient et me pinçaient la main jusqu'aux sangs ; il paraît que cela porte bonheur ; alors, ils pinçaient chacun à tour de rôle. »[432]

431. A. Cherrouk. *op.cit.*
432. M.Ouraghi. *op.cit.*

Contrairement à leurs compagnons d'armes, les militantes de la Spéciale ne se retrouvent pas dans des prisons où la population pénitentiaire d'origine algérienne est majoritaire. Pendant les deux années passées aux Baumettes dont une au secret et une dans une cellule d'isolement, Nadia Seghir Mokhtar ne rencontre personne d'autre que ses avocats, maîtres Siano et Verlusse son épouse du collectif de défense du FLN de Marseille. De toutes les détenues de la prison, seule Halima Kaabouche est là pour des motifs politiques ; elle est d'ailleurs affectée dans la cellule de Nadia quand la période de réclusion de cette dernière arrive à son terme. Ce ne sera en somme que pour deux mois ; le reste du temps, Nadia aura été dans un isolement presque total. Seule la lecture de romans et de magazines fournis par une femme de corvée lui permettent de faire face à l'isolement. Sa lutte pour l'obtention du statut de détenue politique elle la mène seule, sans le soutien d'un groupe solidaire, en placardant sur la porte de sa cellule « Détenue politique ». Ce n'est qu'après son transfert à la prison de Pau en 1961 qu'elle retrouvera un groupe relativement important de militantes du FLN[433].

Zina Harraïgue présente un cas assez particulier dans la mesure où, dans la prison de la Petite Roquette où elle se trouve en détention, le nombre des détenues politiques est plus important qu'aux Baumettes. Il se trouve cependant que les relations entre les militantes du FLN et celles des réseaux de soutien ne sont pas sans poser de problèmes ; Haroun parle de « frictions sans importance et de problèmes de mœurs » sans trop s'appesantir[434]. Zina se plaint beaucoup des femmes du réseau Jeanson qui lui semblent faire preuve d'un « paternalisme » insupportable.

« Dans cette prison il y avait les Algériennes militantes du FLN et les Françaises. Parmi ces dernières, il y avait celles qui travaillaient directement avec le FLN ; comme Cécile de Cujis qui avait été arrêtée en même temps que Boumaza. C'était des filles qui s'étaient engagées dans la lutte tout en gardant leur personnalité de française. Il y avait aussi Laurence Bataille qui appartenait à cette catégorie et Didar Fawzi qui, elle, était une

433. Parmi elles Danièle Minne (Djamila Amrane), Zhor Zerari, Annie Steiner.
434. A.Haroun. *op.cit.* p.160.

égyptienne membre du réseau Curiel. Leur relation à la lutte était sincère, désintéressée tandis que celle des militantes du réseau Jeanson était plus romancée. Elles fabulaient leur participation, en tous cas, c'est comme cela que j'ai vécu leurs propos.

Quand je suis arrivée, je n'avais rien contre elles ; je les respectais et si elles m'avaient demandé de me sacrifier, je l'aurais fait parce que je trouvais ce qu'elles faisaient extraordinaire. Je n'aurais peut-être pas pu mener ce combat ni atteindre ce sens développé de la justice. Je ne pense pas qu'elles considéraient leur action comme un sacrifice [de leurs intérêts]. Ce que je n'admettais pas cependant, c'était leur paternalisme. En Algérie, j'avais connu ça mais en plus grossier. [...] C'est cette sensation que j'ai retrouvée avec les militantes des réseaux. Dans les discussions que nous avions, elles avançaient des idées tout en voulant nous faire penser que c'est nous qui les avions eues. Bref, elles pensaient pour nous.

Elles disaient : *Il faudrait ceci ou cela, c'est bien pour vous* ou *c'est bien pour toi.* Elles nous suggéraient la manière d'agir avec l'administration de la prison... Je n'aimais pas ces façons. [...] Elles aidaient le FLN mais elles voulaient imposer leurs propres vues. Je l'avais déjà senti quand j'assistais aux réunions de la FF.FLN avec la gauche française ; il y eut cassure le jour où les réseaux Jeanson ont voulu connaître et discuter des actions que le FLN comptait entreprendre en France[435] [...] Elles disaient par exemple, que sans Jeanson, nous n'aurions jamais pu faire passer l'argent des collectes ou que la révolution ne se serait pas faite sans eux. C'est faux, bien avant eux l'argent passait et j'ai même personnellement eu à transporter de grosses sommes. Les premiers à l'avoir fait à grande échelle ont été les prêtres-ouvriers du Prado à Lyon. Le FLN n'a utilisé le réseau qu'à un moment particulier.

J'appréciais beaucoup Cécile de Cujis ; elle aimait et respectait son pays, même en nous aidant, sans être contre les siens. Elle a d'ailleurs eu une phrase très noble à son procès : *Le comportement de la France déshonore la France.* Elle était une véritable amie pour moi, elle m'a appris à choisir mes lectures, les pièces de théâtre... Elle faisait du montage de films dans le cinéma. Il faut reconnaître que, des militantes du réseau Jeanson, j'ai aussi

435. Voir ci-dessous, p.347.

beaucoup appris. J'ai d'ailleurs pris tout ce je trouvais de positif en France et j'ai laissé le reste. »[436]

Pour désamorcer ce conflit larvé entre militantes du FLN et militantes des réseaux de soutien, maître Oussedik suggère aux Algériennes d'aménager une cellule en réfectoire et de ne plus manger avec les Françaises. En fait, les incompatibilités n'étaient pas seulement politiques mais aussi dans les habitudes et comportements quotidiens. On traitait les détenues algériennes de petites-bourgeoises tandis que ces dernières constataient le goût marqué pour les consommations de luxe de leurs codétenues françaises (tapisseries dans les cellules, toilettes, apéritifs, cigarettes, parfums) quand le régime pénitentiaire s'est amélioré pour toutes.

Conflit somme toute assez complexe où chacune des parties se dispute le droit d'être reconnue dans la part prise dans la révolution algérienne. C'est d'ailleurs ce type de conflit que nous retrouverons plus loin entre le FLN et les réseaux de soutien quand il s'agira des changements de cap dans la politique de guerre du FLN.

L'évasion comme forme de résistance

L'atmosphère qui règne dans les divers pénitenciers va connaître un brusque regain de tension dans les derniers mois de 1961. Aux approches de la conclusion des accords de paix, la confusion règne. Les grèves de la faim se multiplient et entraînent un assouplissement du régime intérieur. Il n'en reste pas moins que le manque d'informations quant aux intentions réelles des Français nourrit les pires appréhensions et ajoute aux menaces réelles ou supposées des commandos de l'OAS contre les détenus.

Les comités de détention décident alors de lever toute restriction contre d'éventuels projets d'évasion. Chacun se met à échafauder ses propres plans et les membres de la Spéciale ne sont pas en reste. À Loos-les-Lille, Cherrouk qui enseigne la langue arabe met à la disposition d'éventuels fugitifs les bancs de la classe pour en faire une échelle. Avec Ouraghi, il dresse des plans pour prendre la clé des champs mais ils ne sont pas les seuls ; d'autres groupes font de même, chacun pour son propre compte. On retrouve ainsi, jusque dans les tentatives d'évasion, les clivages qui travaillent de l'intérieur

436. Z.Harraïgue. *op.cit.*

l'organisation politique. L'atmosphère de la prison se polarise sur les projets en cours, les nouvelles circulent et se répandent comme une traînée de poudre. On se surveille les uns les autres ; tout le monde est aux aguets, les gardiens pour empêcher les plans de se réaliser, les détenus pour en profiter si les circonstances le permettent. Pour toutes ces raisons, certaines évasions échouent lamentablement tandis que d'autres réussissent spectaculairement.

« C'était un vendredi et, ce jour-là, comme tous les vendredi il y avait une séance de cinéma. C'était un événement que personne ne ratait tant cela tenait du luxe et nous sortait de l'ordinaire. En plus, c'était un film comique. Même les gardiens qui savaient l'importance qu'on accordait à événement n'avaient pas cru bon insister pendant la visite de contrôle des cellules avant la projection du film.

Une fois la séance terminée, la nouvelle de l'évasion courut comme une traînée de poudre. Il manquait quatre détenus que leurs collègues ne retrouvaient plus. Comme tout le monde dans la prison connaissait le chemin, on se mit à se jeter les uns après les autres dans le trou qui devait mener vers la liberté. Seulement, 10 minutes plus tard, on voyait revenir tous ceux qui s'y étaient engouffrés, complètement recouverts de boue et d'excréments. L'administration s'était aperçue entre-temps de l'absence des quatre évadés et avait bouché le trou pour que d'autres ne puissent pas les suivre ; ce qui fait que ceux qui avaient tenté d'y pénétrer se sont trouvés en plein dans l'égout de la prison. Les gardiens étaient là à observer, l'air goguenard sans intervenir le moins du monde.

Quant aux quatre premiers, ils avaient réussi à atteindre la frontière belge qui n'était qu'à 9 km de distance. De là, ils purent joindre l'organisation et être transférés au Maroc. »[437]

Si les tentatives qui échouent valent quelques désagréments à leurs auteurs, celles qui réussissent ont un effet de propagande extraordinaire pour le FLN et pour les détenus eux-mêmes qui ne désespèrent pas d'en faire autant. Parmi toutes les évasions, la plus spectaculaire est celle de la Petite Roquette où 2 militantes du FLN et 4 des réseaux de soutien prennent la clé des champs[438].

---

437. A.Cherrouk. *op.cit.*

438. Zina Harraïgue, Fatima Hamoud, Jacqueline Carré, Didar Fawzi, Micheline Pouteau, Hélène Cuénat.

LES RÉVISIONS DÉCHIRANTES

La guerre contre-insurrectionnelle, une stratégie pour l'avenir

L'année 1959 constitue un tournant capital dans l'histoire de la guerre d'Algérie. Parallèlement aux prétendues ouvertures du général de Gaulle en direction de l'ALN, se développe du côté français une stratégie dont l'aspect principal est de préparer le terrain à une indépendance de l'Algérie dans la dépendance. L'objectif non avoué de « la paix des braves » est de briser l'unité de commandement et d'attiser les contradictions apparues entre la direction de l'intérieur (les maquis) et celle de l'extérieur (le GPRA). Les déplacements massifs de populations dans les campagnes, leur enfermement dans des camps de regroupement, visent tout autant à atteindre le potentiel de résistance du peuple que le moral des unités de l'ALN. Entre la base de masse du FLN-ALN et sa direction politique et militaire, l'armée française interpose des unités de supplétifs (harkis et autres milices d'auto-défense). Elle agit aussi sur le plan de la guerre psychologique en instaurant des structures chargées de prendre en charge les besoins sociaux et matériels des populations. Des sections administratives urbaines (SAU) ainsi que des sections administratives spécialisées (SAS) prennent en charge le ravitaillement, les soins, l'enseignement et l'état-civil. D'autres services relevant du 2ème bureau travaillent en direction du renseignement, de l'infiltration, de la démoralisation et de la destruction de la superstructure de commandement des unités de l'ALN.

Sur un plan plus général et au plus haut niveau de l'Etat français, les contacts amorcés depuis le 17 mars 1959 avec des représentants de la wilaya IV aboutissent à la rencontre du 10 juin entre le général de Gaulle, le colonel Si Salah, Si Mohammed Bounaama et Si Lakhdar Bouchama. Ces pourparlers font pendant à ceux que cherchent à établir le général de Gaulle, les conseillers et les intermédiaires du général (Edmond Michel, Bernard Tricot et Mathon d'un côté, Jean Amrouche et Albert-Paul Lentin de l'autre) avec des représentants de l'aile « modérée » du GPRA.[439] À l'intention des autres composantes du GPRA, le message est clair, « si le GPRA refuse, au prochain appel, la négociation, le plan de paix avec l'ALN intérieure sera mis en place ».[440] Le danger est on ne peut plus clair et, au sein du comité interministériel de la guerre (CIG), on commence à sentir le danger d'un retournement de tendance. Krim, Ben Tobbal et Boussouf qui constituent ce comité ne partagent pas l'analyse que font Abbas, Francis et Mehri des véritables intentions du général de Gaulle et, à travers lui, de l'État français.

« En tant que général pourtant, il [de Gaulle] subissait les pressions d'une armée cherchant à se racheter des différentes débâcles qu'elle avait essuyées depuis 1939. Il lui fallait absolument prendre sa revanche dans ce qu'elle appelait la guerre d'Algérie, et effacer les défaites militaires et diplomatiques qu'elle avait subies jusque-là. Pour atteindre cet objectif, de Gaulle bénéficiait de l'appui inconditionnel de la droite. Il mit donc toutes les potentialités de la France en œuvre pour nous porter un coup décisif et calmer la fronde des militaires.

On savait que les temps allaient devenir difficiles et que l'Algérie allait recevoir des coups qu'elle n'avait jamais subis auparavant. De Gaulle a été effectivement le seul chef d'État français qui ait imposé une vraie guerre à l'Algérie. L'armée française avait atteint un effectif de 800 000 hommes avec 700 colonels, si mes souvenirs sont exacts, et 200 généraux parmi les meilleurs que comptait ce pays. Seuls les maréchaux manquaient à l'appel parce que trop vieux.

---

439. Voir ci-dessus, p.338

440. Les premiers pourparlers entre représentants du gouvernement français et délégués du GPRA ont lieu à Melun du 25 au 29 juin 1960.

De Gaulle n'avait à aucun moment dévoilé ses véritables intentions, ni dans ses écrits, ni dans ses déclarations à la presse. Cela m'avait amené à considérer que l'aspect nouveau du problème que nous posait la France n'était pas seulement à caractère militaire. J'avais dit à Krim et à Boussouf que ce dernier aspect était extrêmement important, mais que nous allions avoir affaire à quelque chose d'autrement plus grave. À mon sens, de Gaulle préparait une opération dont les répercussions apparaîtraient à long terme.

Il savait que la force des responsables qui avaient un lien organique avec la révolution leur venait de l'intérieur, que l'épine dorsale du peuple était l'ALN, que la majeure partie des djounouds venait des couches les plus déshéritées et que cette composante-là de la révolution avait un peu de l'anti-français. Ce n'était donc pas avec ces gens-là qu'il pouvait espérer une quelconque entente ou une quelconque amélioration des relations dans le futur, même si l'Algérie venait à être indépendante.

Au sein du GPRA, il ne faisait pas de doute que l'Algérie accéderait un jour à l'indépendance. Mais les nuances avaient commencé à apparaître quant aux voies qui devaient nous y mener et quant à la nature de cette indépendance [...] indépendance formelle de l'État algérien ou indépendance réelle de l'Algérie.

De Gaulle visait sur le plan militaire la mise à terre de l'ALN [...] l'amener à *la paix des braves* [...] À cela il fallait ajouter le MNA [...] autant de tentatives visant à briser le FLN et son expression armée comme représentation unique et révolutionnaire du peuple algérien. Il n'a pas lésiné sur les moyens et toutes les forces militaires disponibles ont été engagées pour y parvenir. Comme dans toute révolution, l'enjeu central est le peuple, tout a été entrepris pour le couper de ses bases révolutionnaires. Des centaines de milliers de gens ont été regroupés dans des camps. Des centaines de milliards de francs furent consacrés à la construction de villages nouveaux. Le Plan de Constantine annonçait la création de 100 000 emplois nouveaux, du jamais vu dans l'histoire de l'Algérie. Il touchait à l'enseignement, l'industrie, l'habitat, l'agriculture, les infrastructures de communication ; tout cela dans le but d'empêcher le peuple de se joindre à la révolution. [...]

Cette analyse-là avait été partagée par Krim et Boussouf [...] nous l'avions faite avant que de Gaulle ne l'emporte sur le parti militaire, avant la tentative de putsch des généraux. »[441]

Tel est le contexte historique de l'année 1959.

Calots bleus et Main Rouge

Quand, le 25 novembre 1959, les pouvoirs publics français annoncent la création d'une force de police auxiliaire (FAP), prolongement armé du Service de coordination des affaires algériennes de la Préfecture de police de Paris, l'objectif est double, tactique et stratégique pourrait-on dire. Cette décision marque en fait l'extension au territoire français d'une politique déjà mise en œuvre en Algérie à partir de 1957 et dont les résultats paraissent avoir été concluants. Elle exprime aussi la volonté de désorganiser la Fédération de France du FLN, de tarir les sources de financement de la révolution algérienne, d'interposer des unités armées de supplétifs entre la communauté immigrée et les différents groupes de fidaïs du FLN et enfin de frapper à la tête de l'organisation.

Mais pour disputer à l'autre camp le monopole de la violence, il faut des spécialistes de la guerre subversive. D'anciens officiers des SAS et des SAU d'Algérie ayant déjà de longs états de service dans la guerre psychologique et la répression massive des populations sont appelés à diriger les unités de supplétifs algériens plus communément connus sous le nom de *harkis*.

« La FAP est une unité autonome, ni militaire ni policière. Si elle est mise en œuvre par la Préfecture de police, équipée et vêtue « façon C.R.S. », ses cadres européens sont militaires, ses armes louées à l'armée. Les munitions, consommées à l'entraînement ou au combat, sont remboursées à l'Intendance militaire. Parmi les harkis, une douzaine de volontaires ont été enrôlés à Paris, afin de constituer une structure d'encadrement. Ceux-là ont déjà fait leurs preuves dans la lutte contre le FLN. Ils connaissent le milieu dans lequel il leur faut évoluer ; ils connaissent aussi la capitale et les quartiers chauds, les banlieues avec leurs bidonvilles et leurs médinas. [...] Recruté auprès des Sas d'Algérie,

441. A. Ben Tobbal. *op.cit.*

le premier détachement est arrivé à Paris, le 26 décembre 1959. Cent cinquante Algériens miteux, dépenaillés et faméliques, roulant des yeux de volailles affolées ont débarqué gare de Lyon du train de Marseille. [...] Il s'agissait d'en faire une troupe souple et mordante, capable d'évoluer en uniforme et, pour certains, en civil, leur apprendre l'utilisation du métro, des autobus, du téléphone, des armes...»[442]

À la fin de l'année 1960, les FAP comptent trois compagnies ; la première est installée dans le 13ème, la seconde dans le 18ème et la troisième, en formation au fort de Noisy-le-Sec, participe souvent aux opérations menées en banlieue ou dans Paris

Comme par hasard, le quartier général des FAP est installé à Romainville, au fort de Noisy-le-Sec où cohabitent un service de mobilisation de l'armée, des unités parachutistes et une antenne du SDECE (services d'espionnage et de contre-espionnage).

Le service Action du SDECE plus connu par les algériens sous le nom de la Main Rouge est déjà tristement célèbre en Algérie où il a fait de nombreuses victimes. Assassinats programmés, disparitions subites, enlèvements et exécutions de responsables politiques, attentats à la bombe sont ses spécialités. Il agit aussi en direction des bases arrières du FLN au Maroc, en Tunisie, en Belgique, en Allemagne et partout où les services officiels de l'État français ne peuvent le faire légalement. Mais, depuis quelques mois, le Premier ministre Michel Debré les actionne pour engager des opérations sur le territoire français lui-même. À Matignon, par l'intermédiaire de Constantin Melnick, il coordonne l'activité du Service Action du SDECE, dirigé par Foccart, ceux de la DST et ceux de la Préfecture de police. Mais, pour mener à bien la nouvelle stratégie définie par les services de la présidence, il faut des troupes expérimentées et capables de se mouvoir sans trop de problèmes au sein de la communauté immigrée.

« Constituer en métropole une organisation exclusivement musulmane capable de s'opposer au FLN en utilisant ses propres méthodes » tel est l'objectif assigné aux forces de répression du mouvement nationaliste en France. Le nom de code de la mission dirigée officiellement par un colonel de l'armée de l'Air est *Aloun*.

442. R. Muelle. *op.cit.* pp.176-185.

Si l'objectif des harkis est de brasser large et de procéder à des coupes sombres dans le gros des troupes du FLN, celui des services spéciaux est d'éliminer d'une manière sélective le potentiel d'encadrement de la révolution. L'unité de commandement étant réalisée entre les services de police, les unités de supplétifs et les agents très spéciaux du service Action du SDECE, il ne restait plus qu'à passer à l'offensive.

Celle-ci est meurtrière. Pendant que se poursuit la vague d'arrestations et le quadrillage des quartiers à forte densité algérienne[443], le capitaine Montaner décide, avec l'accord du préfet Papon, de cibler le 13ème arrondissement de Paris, une des places fortes du FLN. Vers la fin mars, la police municipale évacue des cafés-hôtels du quartier, embarque les occupants pour les déporter vers les banlieues périphériques. À leur place on installe des groupes de harkis avec armes et bagages. Le capitaine Montaner installe son poste de commandement au numéro 9 de la rue Harvey. Tout au long de l'année 1960, ses hommes brutalisent, torturent, infiltrent et intoxiquent la communauté algérienne. Ils auraient arrêté ou permis d'arrêter plusieurs centaines de personnes, sympathisants ou militants du FLN, chefs de secteurs, chefs de groupes ou collecteurs de fonds. De grosses sommes d'argents ont été saisies.

Conjointement au travail de sape effectué par les harkis au sein des communautés immigrées, le service Action du SDECE cible les cadres du FLN ou ses relais travaillant, en France ou à l'étranger, dans des institutions plus ou moins officielles. En fait, l'objectif assigné est de détruire l'infrastructure logistique et les réseaux de soutien du FLN. Journalistes, avocats, délégations du FLN, dirigeants d'associations ou d'organisations satellites du FLN, marchands d'armes, sont les cibles privilégiées de cette cellule.

En Allemagne, la guerre de l'ombre déclenchée par les services secrets français bien avant 1958, prend une dimension qui alerte

443. Le 14 mai 1960, le ministre de l'Intérieur chiffre à 119 000 les contrôles effectués en 1 an. Ont été arrêtés 848 collecteurs de fonds, 541 membres de groupes de choc, 400 responsables de l'Opa, 9 chefs de zone, 1 chef de super-zone, 2 chefs de wilaya.

l'opinion publique d'outre-Rhin. Les victimes ont été jusque-là les éléments des réseaux logistiques et d'approvisionnement en armes du FLN, mais le cercle des représailles s'étend et menace de dégénérer en véritable guerre non déclarée sur le sol allemand. Le procureur de l'État de Hesse, Heinz Wolf, va dénoncer cette action clandestine des services français et rappeler la liste des attentats : 28 septembre 1956 et 3 juin 1957, contre Otto Schlüter et sa famille ; 5 novembre 1958, contre maître Aït Ahcen, délégué du FLN à Bonn ; 3 mars 1959, contre Georg Puchert.[444]

Dans la presse, *Der Spiegel* relate en gros caractères ces événements qui secouent l'Allemagne et donne de nombreux détails sur les relations entre les services des deux pays et les fréquents déplacements du colonel Marcel Mercier à Munich. Les articles disent en substance que Francfort et Bonn ne sont pas Oran ou Constantine et que l'Allemagne n'a rien à voir avec la guerre qui oppose la France à l'Algérie. Aïssa Abdessemed se souvient de cette période où le service de la logistique a donné de la matière aux journalistes allemands.

« Ce devait être au début de l'année 1960. Georg Bukhart avait été victime de l'explosion de sa voiture piégée, Heinz Springer avait été l'objet de menaces de mort et plusieurs attentats à la bombe avaient fait des victimes parmi les amis allemands de la cause algérienne. Je ne sais ce qui s'était vraiment passé à la Mission algérienne au Maroc, mais des gardes avaient été alertés par la présence de deux personnes suspectes aux abords de la voiture de Ferhat Abbas. Nous avons tout de suite exploité l'affaire en déclarant que le président du GPRA avait été pris pour cible par les services spéciaux français mais que nous avions réussi à récupérer la bombe. Sur la base des détails fournis par la presse allemande, nous en avons fabriqué une du même type que celles utilisées dans les attentats commis dans ce pays. Les photographies du corps de la bombe et du système de mise à feu fournies à un journaliste lui ont permis d'écrire toute une série d'articles qui ont eu pour effet de sensibiliser l'opinion publique. »[445]

444. Cf. A. Haroun. *op.cit.*p.211.
445. A. Abdessmed. *op.cit.*

En Belgique, c'est la même atmosphère d'inquiétude qui se répand dans les rangs du Comité pour la paix après une série d'attentats visant des membres du FLN dans le Borinage. Dans un éditorial dressant à chaud le bilan des événements qui viennent d'agiter la Belgique, le *Pourquoi Pas ?* écrit dans son édition du 1er avril 1960 :

« Pas de ça chez nous ! Le Comité pour la paix en Algérie ne craignait pas spécialement les attentats. La possibilité n'en était pas exclue ; l'éventualité en était improbable. Il n'ignorait pas, néanmoins, que des commandos anti-terroristes - entendez : anti-FLN - avaient passé la frontière française il y a un certain temps déjà, décidés à agir, à frapper. »[446]

Le 10 mars 1960, Akli Aïssiou, représentant de l'UGEMA en Belgique est assassiné à coups de revolver à Ixelles. Dix jours après ses obsèques, un exemplaire du livre de Hafid Keramane *La Pacification* arrive dans le courrier de la famille Le Grève. Il s'agit d'un colis piégé destiné à ces militants de la cause algérienne. Mme Le Grève évite de justesse l'explosion de l'engin. Le même jour, le professeur Georges Laperches, un autre membre du Comité pour la paix en Algérie, à moins de chance ; le livre piégé qu'il reçoit explose en déchiquetant ses bras et son visage. Ses funérailles mobilisent une partie importante de l'opinion publique belge.

En France aussi le service Action agit en ciblant des personnalités que la police ou la justice ne peut légalement neutraliser. Plusieurs membres du collectif des avocats du FLN reçoivent des menaces de mort. Jacques Vergès, Mourad Oussedik ainsi que cinq autres avocats français se réfugient un moment en Suisse tandis qu'en mai 1959, maître Amokrane Ould Aoudia est assassiné à Paris. Le 27 septembre 1960, le cadavre de Mohamed Maamar, speaker en langue kabyle de la RTF est découvert dans la forêt de Rambouillet. Ses commentaires sur l'Algérie algérienne, largement suivis par la communauté immigrée lui valent sa condamnation à mort par les services spéciaux français. Beaucoup d'autres militants ou sympathisants du FLN feront l'objet de la mesure D comme destruction ou disparition.

446. In J-L Doneux et H. Le Paige, *op.cit.*p.125.

L'offensive contre les réseaux de soutien

Atteindre le corps de l'organisation politico-administrative du FLN en France n'est pas suffisant car, tant que le cerveau est indemne et que les membres continuent à fonctionner, la structure peut toujours se reconstituer, tel l'oiseau de Minerve renaissant de ses cendres. Les spécialistes de la guerre contre-révolutionnaire le savent bien et leur objectif est maintenant d'asphyxier l'adversaire en le coupant de ses moyens de communication et en détruisant ses bases logistiques. S'attaquer aux membres des réseaux incombera en grande partie aux services de la DST.

La tâche ne sera pas aisée tant les éléments de ces réseaux sont résolus dans leur engagement aux côtés de la cause algérienne et parfois rompus aux règles de l'action clandestine. Il n'est pas non plus sans conséquence de s'attaquer à des personnalités du monde des arts, des lettres ou même à de grands de la pensée contemporaine. Comment expliquer les arrestations de membres du clergé ou des congrégations religieuses de France ? Les conséquences politiques dues au retentissement, au sein de l'opinion publique, des arrestations et surtout des procès intentés à ces personnalités ou groupes peuvent, à la longue, devenir contre-productives pour les buts assignés à ces opérations. Qu'importe puisque ce qui compte le plus aux yeux de certains milieux répressifs français, c'est de guerroyer contre le FLN, étaler ses communiqués de victoire et régler ses comptes à cette « petite gauche » tant décriée par Maurice Clavel et l'extrême-droite.

Le bilan, cependant, est lourd. Le 27 janvier 1960, la police lance une de ses plus importantes opérations en direction des « porteurs de valises » ; une vingtaine d'entre eux sont arrêtés. Début mars 1960, le réseau Jeanson est sérieusement atteint. Dans tous les départements français des filières sont démantelées et les descentes de police sont suivies d'arrestations en chaîne. En avril-mai, c'est au tour des réseaux de la Mission de France et aux prêtres du Prado, à Lyon, de faire les frais des coups de filet de la DST. L'été et l'automne 1960 sont marqués par les arrestations de membres du réseau Henri Curiel qui avait pris entre-temps la relève de Francis Jeanson. Le 20 octobre, la DST fait une descente

au 176 rue de Grenelle où elle arrête Henri Curiel lui-même et Jehan de Wangen. Le 28 novembre c'est au tour de Jean-Marie Bœglin de tomber, suivi le 18 décembre par Étienne Bolo.

« Groupe tampon » et guerre défensive

L'offensive générale lancée, en 1959-1960, par le pouvoir français contre l'ensemble du mouvement de libération va avoir des effets importants sur la Fédération de France du FLN. En effet, comme nous l'avons vu, les pertes sont importantes à tous les niveaux de la structure fédérale. L'O.S. elle-même est atteinte tant dans ses effectifs de combat que dans ses propres réseaux logistiques et de communication. Cette période qui voit tomber de nombreux cadres est aussi marquée par le rétrécissement des bases de repli. Les survivants ou les rescapés des grands coups de filet voient leur tâche, déjà difficile, devenir extrêmement pénible et surtout plus périlleuse.

Au-delà des effets, somme toute prévisibles, de la vague d'arrestations qui touche l'ensemble de la structure du FLN en France, le problème le plus important qui se pose dès la fin 1958- début 1959, c'est la coordination des actions entre les divers niveaux de la structure fédérale, la reconstitution des cellules et le redéploiement des unités de combat.

Depuis l'été 1958, la multiplication des objectifs assignés aux unités de la Spéciale, les opérations de diversion et le besoin de faire face aux attaques des forces de police, rendent nécessaire l'appel de plus en plus fréquent aux membres des groupes de choc. Bientôt, les limites fixées entre les unités de la Spéciale et celles de l'organisation politico-administrative deviennent moins nettes. Un processus de décloisonnement s'enclenche compromettant tout le travail accompli depuis la prise en mains de l'O.S. par Bouaziz et Aït Mokhtar. Les dangers d'infiltration et de démantèlement des réseaux se font d'autant plus grands. Les coupes sombres opérées par la police dans la hiérarchie locale et régionale de la FF.FLN entraînent de leur côté une sorte de vacance du pouvoir, devenue d'autant plus sensible que les responsables fédéraux ont dû, par mesure de sécurité, se replier sur l'Allemagne.

Au début du deuxième trimestre 1959, Nacereddine Aït Mokhtar, qui a dû coordonner sur place la plupart des opérations, est au four et au moulin. Il est obligé d'en référer à la hiérarchie pour que ses attributions et celles de la Spéciale soient mieux définies et surtout pour qu'il y ait une remise en ordre dans l'organisation. Omar Boudaoud convoque alors une réunion du comité fédéral élargie aux responsables des wilayas. Y prendront part Aït Mokhtar, Tahar Benyahya, Rabah Amroune et Larbi Driss. L'ordre du jour : rapports des wilayas, bilan, assainissement de la situation et directives nouvelles. C'est lors de cette réunion qu'est vraisemblablement prise la décision de créer les « groupes-tampons » appelés aussi « groupes armés » (GA).

« Période houleuse pendant laquelle le comité fédéral, dont le siège est en R.F.A., me chargera de l'organisation politique en France [OPA] dans le but de rétablir le contact avec les différents chefs de wilaya. De nombreuses arrestations avaient eu lieu parmi ces derniers ; seuls restaient en liberté « Mourad » de Marseille, « Chapeau » de l'Est (qui ne tardera pas à être lui aussi arrêté) et « Mohammed » du Nord. À Paris, je devais reprendre contact avec le zonal Boutaleb[447], récupérer l'argent des cotisations et l'acheminer vers l'extérieur. Parallèlement, je devais assurer la réorganisation de l'O.S. dont j'assumais avec Tahar Benyahya « Ali » (responsable pour Paris et région) la direction. Je devais aussi reconstituer le réseau de renseignement au sein duquel ont été intégrés Chérif Farès et son cousin Zahir Farès, responsable des sections universitaires.

« Colmatage, recrutement de nouveaux effectifs inconnus de la police, entraînement, transmissions de rapports détaillés sur l'ensemble de la situation en France attente de nouvelles directives [ont constitué l'essentiel de mon activité]. [Dans les rapports que je transmettais], j'insistais essentiellement sur deux points :

1- Nécessité d'une réorganisation totale, avec séjour maximum de 6 mois et sortie ou rotation des effectifs après ce délai.

447. Mohammed Miri, chef de la wilaya du Nord puis chef de la wilaya I de 1959 à 1961.

2- Nécessité d'enquêter, vu la présence dans nos rangs d'indicateurs. Seule cette hypothèse pouvait expliquer la cadence rapprochée des arrestations.

J'insistais aussi sur l'implantation par le gouvernement français de « bleus de chauffe » ou « harkis » dont il fallait également juguler le travail de sape accompli en direction de l'O.S. »[448]

Durant toute l'année 1959, « Madjid » va avoir à renouer les fils rompus de l'organisation politico-administrative et de l'Organisation Spéciale, récupérer l'argent en souffrance et l'acheminer par les éléments du réseau Curiel. Il utilise pour ce faire les caches et les filières encore inconnues de la police. Mais, à chaque contact rétabli, il court le risque de se faire repérer, tant il est évident que les militants relâchés par les services de police, ou encore en liberté, peuvent être autant d'hameçons destinés à appâter le gros poisson. Beaucoup de militants sont repérés et « logés », ils n'intéressent la DST que parce qu'ils peuvent les mener à des prises plus importantes.

Aït Mokhtar qui bénéficie encore des renseignements fournis par les agents des réseaux « Aboulker » et « Sadek » arrive à déjouer les filatures. Mais il s'aperçoit bien vite que Zina est filée ; son appartement est surveillé de même que celui de Laurence Bataille, rue de Lille. Les chefs de wilaya du Nord et de l'Est, Boutaleb et Mohand Saïd qui vient de sortir du camp de Larzac, sont eux aussi sous surveillance.

Zina Harraïgue qui a repris ses activités d'agent de liaison est l'un des rares contacts que le responsable adjoint de l'O.S. garde avec ses éléments encore en activité sur le théâtre français. Dans ses souvenirs, ces moments sont parmi les plus durs que la militante ait vécus.

« Fin 1959 - début 1960 fut une période houleuse où le comité fédéral, installé en Allemagne, charge « Madjid » de l'organisation politique et des contacts avec les différentes wilayas. Il fit appel à Tahar Benyahya et d'autres frères pour colmater les brèches et former de nouveaux groupes inconnus de la police. Ce fut une période très dure. L'O.S. était démantelée et je restai seule

448. N. Aït Mokhtar. Document, *op.cit.*pp.40-41.

avec « Madjid » à faire face à la situation sur le terrain. Nous étions comme des orphelins, sans savoir où aller, sans point de chute et, de plus, filés par la police. « Madjid » se surmenait et je pense que c'est à ce moment-là qu'il a dû contracter sa maladie[449]. Nous, femmes, nous voyons des choses que les hommes ne remarquent pas toujours ; quand je le regardais, il semblait fatigué, mal habillé et manquait visiblement de sommeil [...] Nous avions régulièrement des prises de contact et nous devions faire des kilomètres pour déjouer les filatures. Il ne me parlait pas de ses problèmes mais j'étais au courant par d'autres militants. [...]. «Madjid » s'était rendu compte qu'il était filé. Il me disait qu'il n'avait jamais vu autant de gens promener des caniches dans le 16ème arrondissement. »[450]

Didar Fawzi du réseau Curiel fait la même constatation lorsqu'elle parle de cette période où elle a été souvent contrainte d'enfreindre la règle du cloisonnement.

« Mon rôle n'était pas d'assumer physiquement les passages de frontière, seulement de les organiser. Mais il y a eu des trous et j'ai été obligée de les boucher, voiture ouvreuse ou voiture transporteuse selon les nécessités. Une fois, j'ai dû partir en catastrophe pour faire passer un jeune algérien - double passage : France-Luxembourg, Luxembourg-Allemagne. À pied. [...] Je travaillais beaucoup avec Jehan de Wangen mais il m'est arrivé de servir aussi de chauffeur à Omar Boudaoud, le chef de la Fédération de France du FLN [...] »[451]

Malgré le terrible étau qui se referme sur lui, Aït Mokhtar qui a ses propres points de chute, reconstruit la Spéciale et met en place ce fameux « groupe-tampon ». La mission de ce groupe est de constituer une sorte de charnière entre les « groupes de choc » et l'O.S. Messaoud (X) est désigné pour en prendre la direction et assurer, tout comme pour la Spéciale, une sélection minutieuse. Selon Ali Haroun, leur nombre aurait été variable

449. Au moment de l'interview, en 1984-1985, Nacereddine Aït Mokhtar souffrait d'une sclérose en plaques.

450. Inge Huscholtz qui lui servait de contact avec l'Allemagne était en effet localisée par la police et sous surveillance permanente. C'est dans son appartement que Zina sera arrêtée. Z. Harraïgue. *op.cit.*

451. In G. Perrault. *op.cit.*p.323.

selon les régions, mais il n'aurait pas dépassé pas la cinquantaine pour la région parisienne.[452]

« Ces éléments, recrutés au niveau du « Choc », adhéraient de plein gré au groupe des *« volontaires de la mort.* » Il s'agissait, bien en effet, d'un engagement volontaire au sein de l'ALN. C'est à ce niveau qu'ils étaient mis à l'épreuve et testés. Ils bénéficiaient d'un temps de réflexion pour asseoir leur choix et faire machine arrière si jamais ils n'étaient pas vraiment sûrs d'eux-mêmes. Les éléments ne répondant pas aux critères exigés ou préférant, pour diverses raisons, retourner à l'organisation-mère le faisaient en toute liberté et sans aucun reproche de notre part. À chacun selon son degré de motivation et de sacrifice. »[453]

Une sorte de division du travail s'établit ainsi à partir de fin 1958- début 1959. Les « groupes de choc » continuent d'assurer le contrôle du terrain conquis sur le MNA et de servir d'appui aux responsables de l'OPA pour la levée des cotisations et la protection rapprochée des bases et des responsables FLN. Ils constituent aussi le capital humain dans lequel puisent les chefs de région et de wilaya pour les affectations aux GA et à l'O.S.

Les « groupes-tampons », eux, ont pour mission de s'attaquer aux forces de sécurité : cars de police, parachutistes, officiers de l'armée et enfin aux unités de harkis.

Avec ses artificiers formés aux techniques de sabotage et ses commandos militairement préparés à la guerre subversive, la Spéciale continuera à viser les objectifs économiques et politiques stratégiquement significatifs. Trois nouvelles sections sont d'ailleurs envoyées au Maroc pour un stage de formation. Les réseaux de la Spéciale continuent à fonctionner même si leur charge devient plus lourde et plus harassante encore. Les amis de la cause algérienne qui ont échappé aux grandes rafles continuent, pour certains, à « porter les valises » du FLN tandis que d'autres se lancent dans une nouvelle aventure.

Contrairement aux calculs des spécialistes de la guerre contre-insurrectionnelle, le FLN en France et son bras armé, l'O.S. de

452. A. Haroun. *op.cit.*p.60.
453. N. Aït Mokhtar. *op.cit.*p.35.

la FF.FLN, ne sont pas complètement mis hors de combat. Car il ne s'agit pas d'une guerre classique mais d'une guerre révolutionnaire menée par un mouvement national de libération et soutenu par une partie de plus en plus importante de l'opinion française et internationale. Les statistiques et autres bulletins de victoire de la DST, du SDECE ou des FAP n'ont qu'une signification conjoncturelle, vite remise en question par des actions spectaculaires mettant à terre les calculs politiques de l'Élysée et autres cabinets préfectoraux. L'attentat contre le sénateur Chérif Benhabylès perpétré en août 1959 est une de ces actions, d'autres sont programmées car les premiers artificiers ont eu le temps d'en former de nouveaux. Dans son carnet de notes, Aït Mokhtar inscrit pour la fin de l'année 1959 l'arrivée de deux voitures chargées de bombes, de pains de plastic, de revolvers et de mitraillettes[454]. La reconstitution de la structure de l'O.S. et la création des GA (« groupes-tampons ») va permettre de lancer des opérations d'envergure contre toutes les places fortes de la police et de l'armée en France. Le pouvoir gaulliste porte des coups au FLN-ALN, mais il doit lui aussi essuyer des coups sévères portés à ses troupes et à sa politique.

Les rapports expédiés par Aït Mokhtar au comité fédéral ne nous ont pas été accessibles mais son carnet de notes porte sur une suite d'opérations menées dans la région parisienne. Pour servir de repère, nous en citerons quelques unes.

Première attaque : 3 cellules de 3 éléments chacune Mohammed Bouaziz, Mohammed Arab Zerrouki, Moufok Kennache.

Rachid Ramdani, Yahya Hariche, Mohammed Saadoun.

Nafaa Khennache, Mohammed Zerrouki, Mouloud Hamdane.

- Bilan : 26 tués et plusieurs blessés parmi les rangs de l'ennemi. 1 djoundi, Yahya Hariche, blessé mais non arrêté. 1 arrestation, Mohammed Saadoun (condamné à mort).

Deuxième attaque : 3 cellules de 3 éléments chacune.

Mohammed Bouakaz, Mohammed Zerrouki, Mahmoud Cherabet.

Rachid Ramdani, Mohammed Hannache, Mouloud Hamdane

454. Voir en Annexe l'énumération des chargements d'armes parvenus en France entre 1959 et 1962.

selon les régions, mais il n'aurait pas dépassé pas la cinquantaine pour la région parisienne.[452]

« Ces éléments, recrutés au niveau du « Choc », adhéraient de plein gré au groupe des *« volontaires de la mort.* » Il s'agissait, bien en effet, d'un engagement volontaire au sein de l'ALN. C'est à ce niveau qu'ils étaient mis à l'épreuve et testés. Ils bénéficiaient d'un temps de réflexion pour asseoir leur choix et faire machine arrière si jamais ils n'étaient pas vraiment sûrs d'eux-mêmes. Les éléments ne répondant pas aux critères exigés ou préférant, pour diverses raisons, retourner à l'organisation-mère le faisaient en toute liberté et sans aucun reproche de notre part. À chacun selon son degré de motivation et de sacrifice. »[453]

Une sorte de division du travail s'établit ainsi à partir de fin 1958- début 1959. Les « groupes de choc » continuent d'assurer le contrôle du terrain conquis sur le MNA et de servir d'appui aux responsables de l'OPA pour la levée des cotisations et la protection rapprochée des bases et des responsables FLN. Ils constituent aussi le capital humain dans lequel puisent les chefs de région et de wilaya pour les affectations aux GA et à l'O.S.

Les « groupes-tampons », eux, ont pour mission de s'attaquer aux forces de sécurité : cars de police, parachutistes, officiers de l'armée et enfin aux unités de harkis.

Avec ses artificiers formés aux techniques de sabotage et ses commandos militairement préparés à la guerre subversive, la Spéciale continuera à viser les objectifs économiques et politiques stratégiquement significatifs. Trois nouvelles sections sont d'ailleurs envoyées au Maroc pour un stage de formation. Les réseaux de la Spéciale continuent à fonctionner même si leur charge devient plus lourde et plus harassante encore. Les amis de la cause algérienne qui ont échappé aux grandes rafles continuent, pour certains, à « porter les valises » du FLN tandis que d'autres se lancent dans une nouvelle aventure.

Contrairement aux calculs des spécialistes de la guerre contre-insurrectionnelle, le FLN en France et son bras armé, l'O.S. de

452. A. Haroun. *op.cit.*p.60.
453. N. Aït Mokhtar. *op.cit.*p.35.

la FF.FLN, ne sont pas complètement mis hors de combat. Car il ne s'agit pas d'une guerre classique mais d'une guerre révolutionnaire menée par un mouvement national de libération et soutenu par une partie de plus en plus importante de l'opinion française et internationale. Les statistiques et autres bulletins de victoire de la DST, du SDECE ou des FAP n'ont qu'une signification conjoncturelle, vite remise en question par des actions spectaculaires mettant à terre les calculs politiques de l'Élysée et autres cabinets préfectoraux. L'attentat contre le sénateur Chérif Benhabylès perpétré en août 1959 est une de ces actions, d'autres sont programmées car les premiers artificiers ont eu le temps d'en former de nouveaux. Dans son carnet de notes, Aït Mokhtar inscrit pour la fin de l'année 1959 l'arrivée de deux voitures chargées de bombes, de pains de plastic, de revolvers et de mitraillettes[454]. La reconstitution de la structure de l'O.S. et la création des GA (« groupes-tampons ») va permettre de lancer des opérations d'envergure contre toutes les places fortes de la police et de l'armée en France. Le pouvoir gaulliste porte des coups au FLN-ALN, mais il doit lui aussi essuyer des coups sévères portés à ses troupes et à sa politique.

Les rapports expédiés par Aït Mokhtar au comité fédéral ne nous ont pas été accessibles mais son carnet de notes porte sur une suite d'opérations menées dans la région parisienne. Pour servir de repère, nous en citerons quelques unes.

Première attaque : 3 cellules de 3 éléments chacune Mohammed Bouaziz, Mohammed Arab Zerrouki, Moufok Kennache.

Rachid Ramdani, Yahya Hariche, Mohammed Saadoun.

Nafaa Khennache, Mohammed Zerrouki, Mouloud Hamdane.

- Bilan : 26 tués et plusieurs blessés parmi les rangs de l'ennemi. 1 djoundi, Yahya Hariche, blessé mais non arrêté. 1 arrestation, Mohammed Saadoun (condamné à mort).

Deuxième attaque : 3 cellules de 3 éléments chacune.

Mohammed Bouakaz, Mohammed Zerrouki, Mahmoud Cherabet.

Rachid Ramdani, Mohammed Hannache, Mouloud Hamdane

454. Voir en Annexe l'énumération des chargements d'armes parvenus en France entre 1959 et 1962.

Ali Aïssaoui « Michel », Abdelkader Chettab, Abdelkader Derrache.

- Objectif : un poste de harkis et le commissariat de Barbès.
- Bilan : 17 tués et plusieurs blessés parmi les forces de répression. 1 blessé, Ali Aïssaoui, sorti sur la Belgique. 1 mort au combat, Mahmoud Cherabet.

Troisième attaque : 3 cellules de 3 éléments chacune.

Mohammed Bouakaz, Mohammed Arab Zeghoudi, Moufok Khennache.

Rachid Ramdani, Abderrahmane Chettab, Abdelkader Derrache.

Mohammed Nafa, Abdallah Meliam, Kaddour Benmeslem.

- Objectif : un poste de harkis et 1 commissariat.
- Bilan : 14 morts parmi les forces de répression.

Quatrième attaque : 3 cellules de 3 éléments chacune.

Mohammed Bouakaz, Mohammed Arab Zeghoudi, Moufok Khennache.

Rachid Ramdani, Khloufi Ramabah, Ali Adjaoud.

Mohand Aïchoune, Mohammed Aouf, Mohammed Berbache

- Objectif : un poste de harkis et le commissariat de police du 18ème arrondissement, boulevard de La Chapelle.
- Bilan : 10 tués, rue Charbonnière, 17 à la place de l'Opéra, 7 au métro Alésia parmi les forces de répression. Khloufi Ramabah, blessé non arrêté. Mohammed Berbache, mort au combat [...]

Septième attaque : 3 cellules de 3 éléments + 21 déserteurs de l'armée française.

Mai-juin 1961, action d'envergure avec participation de 21 soldats algériens qui servaient dans les rangs de l'armée française (caserne de Versailles) et qui se sont fait mettre en permission pour 15 jours afin de prendre part à cette opération. C'est un sergent algérien qui a servi d'intermédiaire. Pendant les 15 jours de leur permission, ils ont été pris en charge par les services de logistique de la Spéciale et, le 4 juin 1961, à 20 heures, 2 groupes de 5 éléments, 5 groupes de 4 éléments ont pris place dans 4

voitures volées alors que 2 véhicules de réserve sont placés au 27 rue du Temple. [...]

- Objectifs :

La caserne des harkis du 18ème arrondissement et les commissariats avoisinants (2 véhicules).

13 ème arrondissement, mêmes objectifs (2 véhicules)

- Bilan : 35 tués parmi les harkis et les policiers, 7 parmi les C.R.S., 2 parmi la Garde Mobile. 36 blessés graves et 77 légers selon la presse.

Parmi les membres des commandos : 13 des militaires algériens qui ont rejoint les rangs du FLN et dont on ignore les noms. Mohammed Hannache qui a refusé de se rendre et qu'on a dû éliminer en utilisant des gaz asphyxiants. « Le préfet de police Papon accompagné d'un détachement de sécurité lui a rendu les honneurs ». Ali Adjaoud, Abdelmadjid (X) et Mahmoud Cherabet ont eux aussi été tués ainsi que 2 combattants dont on ignore les noms. 1 blessé, Mohammed Aïchoune atteint de 3 balles. Il a pu être pris en charge et rejoindre ses bases. 2 ont été arrêtés et condamnés à mort (Saïd Gaoua et Arezki Youcef). Parmi ceux qui ont préparé ces actions et ont pu rejoindre leurs bases : Ramdane Belaïdi, Brahim Belabed « Fliti », Brahim Bouriahi « Breton » et 8 militaires qui ont été sortis sur l'Allemagne. Responsables de la récupération des armes et des blessés : Rachid Ramdani, Mohammed Guemmar « Judoka » pour la Rive Gauche.

Ce qui ressort de cette énumération établie à partir des témoignages recueillis par Aït Mokhtar auprès des hommes de la Spéciale, c'est l'aspect limité des cibles choisies. Contrairement à la première période de l'offensive d'août 1958, ce ne sont plus que des objectifs défensifs qui sont poursuivis par les actions des groupes armés en France. Barrer la route à la politique du général de Gaulle visant à constituer une « troisième force » et contrer les unités de harkis pour garder le contrôle de la communauté immigrée.

SEPTIÈME PARTIE

CHANGEMENTS DE CAP ET RECONVERSIONS

Voilà que de nouveau les forces du FLN en France sont mobilisées dans un affrontement presqu'exclusivement intra-communautaire. Ce virage opéré par le GPRA en 1959-1960 est déroutant à plus d'un titre. De nouveau le problème posé entre 1956 et 1958 revient à la surface. Doit-on faire la guerre en France pour forcer l'adversaire à reconnaître le FLN et négocier avec lui comme seul et unique représentant du peuple algérien ? Ou doit-on la faire pour soulager les maquis algériens du poids qui les écrase ? Quels sont les objectifs de guerre ? Quel devra être le rôle des unités de combat spécialisées et quelle sera la politique d'alliance avec les mouvements politiques français hostiles à la poursuite de la guerre en Algérie ?

Pour répondre à ces questions, il est encore une fois indispensable de marquer une pause dans la relation des faits et dresser un tableau du contexte historique des années 1959-1961. Car ce qui se passe en France n'est pas sans rapport avec ce qui se décide au plus haut niveau des états-majors des deux parties en conflit.

Côté français

Il nous a été donné de parler de la stratégie de l'État français et des buts poursuivis par le pouvoir gaulliste à moyen et à long terme. Sur le terrain, cette stratégie est matérialisée par le lancement en Algérie des grandes opérations militaires du Plan Challe. Le 6 février 1959, les unités d'élite de l'armée coloniale sont lancées à l'assaut des maquis de l'Oranie. Elles parviennent dans l'Algérois le 18 avril et poursuivent leurs ratissages jusqu'au 19 juin. Le 8 juillet l'opération « Étincelle » touche le Hodna ; elle sera suivie le 22 juillet par l'opération « Jumelles » pour la Kabylie et le 4 septembre par l'opération « Pierres précieuses » en Petite Kabylie. Dans le même temps, des raids aériens sont lancés par l'aviation française contre les bases arrières de l'ALN aux frontières marocaine et tunisienne. Ces opérations militaires destinées à écraser le gros des forces armées nationalistes connaissent une extension en territoire français puisque c'est bien à l'automne 1959 que se met en œuvre le Plan Aloun. Et ce sera surtout au courant de l'année 1960 que l'offensive contre les groupes armés du FLN en France connaîtra sa plus grande amplitude.

Les résultats de cette offensive générale utilisant toutes les ressources morales et matérielles de l'État français sont connus. Plusieurs milliers de victimes parmi les populations civiles algériennes, des pertes considérables dans les rangs de l'ALN et de l'organisation politique du FLN. Des chefs de wilaya et des

officiers de haut rang sont tués[455] d'autres se rendent[456], d'autres enfin cherchent à négocier séparément « la paix des braves ». Évidemment, les chefs de l'armée française sont convaincus que, militairement, la guerre est gagnée pour la France. C'est alors que se met en œuvre le processus qui devait permettre au pouvoir gaulliste de sortir du conflit.

Il a fallu des militaires pour faire la guerre, il faut maintenant des politiques pour faire la paix. Cette nouvelle attitude est mal perçue par les chefs de l'armée coloniale qui commencent à s'insurger contre ce qu'ils considèrent comme un abandon sinon une trahison du chef de l'État. Le général Massu publie le 18 janvier 1960 une interview dans un journal allemand où il critique la politique du chef de l'État français, il est aussitôt remplacé par le général Crépin. Le 3 février, Argoud, chef d'État-major du Corps d'armée d'Alger est rappelé en France de même que les lieutenants-colonels Gardes et Broizat. Le colonel Bigeard est muté en Afrique noire. Jacques Soustelle et Cornut-Gentille quittent le gouvernement. Le 22 mars le colonel Gardes de l'État-major d'Alger est inculpé dans « l'affaire des barricades ». Le 30 mars, le général Challe est remplacé par le général Crépin au Commandement en chef des troupes françaises en Algérie. Le 11 novembre, le maréchal Juin prend position contre l'abandon de l'Algérie.

Malgré cette résistance d'une partie de l'armée coloniale, la décision de préparer le terrain à une Algérie algérienne liée à la France est maintenant prise. De Gaulle est résolument tourné vers l'avenir ; toute sa politique consiste désormais à jeter les bases des relations futures entre les deux pays, dans l'intérêt bien compris de la France.

Côté algérien

L'année 1959 est une année cruciale pour la direction politique et militaire de la révolution algérienne. La pression considérable

455. Les colonels Amirouche et Haouès (chefs des wilayas III et VI) le 28 mars 1959, M'hamed Bougara (wilaya IV) le 5 mai, Lotfi (wilaya V) le 27 mars 1960. Le commandant Mira (wilaya III) le 5 novembre 1959.

456. Ali Hambli de la wilaya I se rend le 26 mars 1959 avec la moitié de son bataillon, Ahmed Kada de la wilaya V suit le même chemin le 25 mai.

exercée par l'armée coloniale sur l'organisation politique et sur l'armée de libération en Algérie provoque une remise en question de la ligne défendue jusque-là par le GPRA et ses organes de direction. De très graves affaires éclatent faisant craindre le pire quant à l'unité de direction de la révolution. D'abord, les maquis de l'intérieur se plaignent de l'immobilisme du GPRA et des commandements opérationnels de l'Est et de l'Ouest installés aux frontières du pays. Les wilayas ne reçoivent plus les armes et les munitions devenues plus qu'indispensables à la survie des maquis. Les défections des uns et les tentatives de négocier « la paix des braves » des autres sont autant de signes alarmants d'une possible désintégration de l'ALN.

Sur le plan extérieur, les pays frères et leurs leaders tentent d'intervenir dans les luttes intestines qui agitent le GPRA et les unités de l'ALN aux frontières. L'annonce des premiers pourparlers laisse augurer une issue possible du conflit avec l'accession plus que probable de l'Algérie à l'indépendance. Il faut donc nouer des alliances durables avec les futurs dirigeants d'une Algérie révolutionnaire.

La convergence de ces facteurs a pour effet d'aggraver les conflits internes et d'entraîner, au plus mauvais moment, la paralysie du GPRA. Car il devient urgent de répondre à la nouvelle stratégie mise en œuvre par l'État français par une nouvelle ligne de conduite de la guerre et de la paix. Toute tergiversation peut coûter très cher, non seulement dans l'immédiat mais aussi quant aux formes futures du gouvernement de l'Algérie indépendante.

« Pour Krim, la source du mal résidait dans la léthargie de la direction [politique], dans son incapacité totale à faire face à ses obligations. Pour qu'elle soit à la hauteur des circonstances, il fallait la changer. Sur ce point, nous étions d'accord et nous allions jusqu'à accepter l'idée d'enlever la présidence à Abbas. Mais quand il s'est agi de définir les bases de ce changement, l'accord initial a laissé place à de profondes divergences. [...] »[457] Du fait de l'impossibilité de trouver un consensus au sein du

457. A. Ben Tobbal. *op.cit.*

gouvernement provisoire, Ferhat Abbas fait appel à l'arbitrage des chefs de maquis de l'intérieur.

« C'était une initiative sans précédent. Pour la première fois depuis 1954, on faisait appel à la base pour arbitrer un conflit qui opposait les dirigeants de la révolution. En fait, c'était pour le gouvernement beaucoup plus une abdication devant ses responsabilités qu'une marque d'autorité. Nous avions avoué par cet acte l'incompétence totale de la direction et fait appel pour nous départager à ceux que nous avions nous-mêmes désignés. »[458]

Ainsi, durant l'été 1959, commence une des réunions les plus importantes de l'histoire de la révolution algérienne. Cette réunion connue sous le nom de « la réunion des 10 colonels » sera suivie le 18 décembre 1959 par les assises du CNRA. La mission de cette instance devait être d'entériner les décisions prises par les colonels et de les habiller sous forme de programme politique. Évidemment, il n'est pas simple de résumer ce tournant de l'histoire de la révolution sans risquer de trop nous éloigner de notre propos qui est de dresser le tableau du contexte historique et politique présidant aux changements de cap de la fédération de France du FLN ; aussi nous reprenons de manière succincte l'analyse qu'en fait Mohammed Harbi.

« La crise de l'été 1959 explique les atermoiements de la direction du FLN devant le discours du général de Gaulle sur l'autodétermination [...] C'est une direction divisée, enlisée dans les luttes internes et dont les membres ont pour souci de ne pas passer pour des bradeurs qui fait face à l'initiative française. Aucun ne peut exprimer librement ses idées. L'attention de Krim, Bentobbal, Boussouf et Benkhedda est polarisée par le plan Challe. À leurs yeux, le général de Gaulle veut obtenir une victoire par les armes. [...] L'attitude de Abbas, Francis, Mehri et Yazid est déterminée par la crise de la direction. Ils considèrent qu'une ère nouvelle commence dans les rapports franco-algériens et proposent de ne pas fermer la porte à l'ouverture française sous peine de voir la position diplomatique algérienne se détériorer. La réaction la plus politique est celle de Lamine Debaghine qui, après avoir évoqué

458. id.

les mésaventures de la Syrie, du Viêt-Nam et de la Tunisie dans leurs négociations avec la France, préconise « une procédure qui ne [lui] permette pas de reprendre d'une main ce qu'elle donne de l'autre. [...] La réponse du GPRA au général de Gaulle exprime à la fois la peur de s'engager et celle de rater l'ouverture. »[459]

Les tergiversations du GPRA quant à l'attitude à adopter face aux avances du général de Gaulle vont avoir immanquablement des effets sur la Fédération de France du FLN et sur sa conduite de la guerre en territoire français. Elle aura aussi à prendre parti dans le conflit qui oppose désormais le GPRA, en particulier le CIG, à l'État-major général (EMG).

459. Mohammed Harbi, *FLN : mirage et réalité*, *op.cit.*pp.258-259.

MISSIONS NOUVELLES

Pour la FF.FLN

De toute évidence, les premiers à avoir été surpris par le changement de cap de la direction politique sont les responsables de la Fédération de France du FLN eux-mêmes. Depuis septembre 1959, quelque chose semble ne pas tourner rond au sein du GPRA ; en tout cas, sa stratégie n'est pas clairement perceptible. La double politique poursuivie par Ferhat Abbas d'une part et « le triumvirat » d'autre part, est plus que déroutante. Nous avons vu que pour l'attentat contre le sénateur Benhabylès, Omar Boudaoud avait dû aller au Caire pour demander une confirmation aux membres du CIG, craignant que cela ne pose des problèmes au sein du CNRA. Mais la tendance vers une paix négociée est une tendance lourde que seuls, des considérations tactiques et des aménagements de rapports de force internes, retardent. Le rapport du comité fédéral au GPRA traduit bien cette situation.

« On parle de sondages, de contacts, d'entretiens entre les émissaires gaullistes et ceux du GPRA. Ils aboutiront, du 25 au 29 juin 1960, aux pourparlers de Melun, en fin de compte négatifs. Mais, d'entrée, le gouvernement algérien voudra montrer qu'il croit à leur succès. Naïveté ou tactique, le GPRA adresse à la fédération des instructions en date du 21 juin 1960 dont la directive n°1 prévoit *« la cessation de toute action armée contre tout individu français ou algérien, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'organisation.* »

La fédération n'a pas à discuter les ordres reçus. Elle les exécutera, mais croit devoir faire connaître son point de vue. Dans un rapport daté du 23 juin adressé à Tunis, le comité fédéral [transmet] ses observations. »[460]

En substance, ce rapport rappelle que même si la directive devait avoir pour avantage d'impressionner favorablement l'opinion française, elle aurait aussi de très fâcheuses répercussions sur le moral des troupes. L'organisation du FLN en France est sous la pression des coups de boutoir lancés par la DST, le SDECE[461] et les FPA[462] ; baisser les bras en ce moment crucial et démobiliser groupes armés et unités de la Spéciale signifierait « *un engagement unilatéral et sans contrepartie du côté français.* »[463]

En mai 1960, identifié après l'arrestation d'Inge Hutscholtz et Zina Harraïgue, Aït Mokhtar est contraint de quitter la France. Poursuivi par toutes les polices comme « l'ennemi public n°1 », sa photographie s'étale maintenant à la Une des grands journaux parisiens. Il doit absolument se replier et c'est Georges Mattéi du réseau Curiel qui le fait voyager dans la malle de son véhicule jusqu'à la frontière suisse. De là, il rejoint le comité fédéral qui lui assigne une nouvelle mission. Tahar Benyahya « Ali » assure la relève sur place jusqu'à ce qu'il soit arrêté, en août-septembre 1960. « Saïd » Bouaziz, revenu à Paris pour une courte période, pourvoit à son remplacement en installant Abdelkader Bensaïd dit « Kader » à la tête de l'O.S. pour la France. Et il en sera ainsi chaque fois qu'un responsable tombera. À chaque fois, un autre responsable de région ou de zone sera promu et lui succédera pour assurer la continuité des opérations. Selon Aït Mokhtar, en juin 1961 on procède à de nouvelles nominations : Azouaou Braïk est nommé responsable de la Spéciale, Boudjemaa Benbourenane (Région parisienne), Arezki Guergache (Lyon), Mohammed Benyahya « Texas » (Marseille).

Le départ d'Aït Mokhtar pour l'Allemagne marque un tournant capital dans l'histoire de l'O.S. de la FF.FLN. Avec son retrait

460. A. Haroun. *op.cit.*p.406. C'est nous qui soulignons.
461. Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
462. Force de police auxiliaire.
463. Rapport du 23 juin 1960 adressé par la FF.FLN au GPRA. In A.Haroun. *op.cit.* Annexe n°29.

forcé, c'est toute une conception de la Spéciale qui arrive à son terme. « Madjid » a été de ceux qui ont, au sein du comité fédéral élargi, directement ou indirectement contribué aux discussions concernant la définition des objectifs sinon des buts de guerre en territoire français. Il a hérité de réseaux ayant déjà servi à l'organisation politique, les a améliorés et étendu leurs fonctions. Il a participé à la sélection des hommes et veillé à leur formation. Il a été présent sur le théâtre même des opérations et cela a constitué un facteur de cohésion et de communion sans précédent entre les unités de combat du FLN en France et ses chefs. Ceux qui lui succèdent n'ont pas cette expérience de l'Organisation, ni le champ de relations à l'intérieur et à l'extérieur de la structure qui ont fait la force de l'O.S. Ils viennent des niveaux intermédiaires et sont cooptés par le comité fédéral élargi ; on leur affecte des hommes avec lesquels ils ne sont pratiquement pas en contact et sur lesquels ils n'ont parfois pas de prise. La désorganisation d'un système qu'ils ne contrôlent que partiellement accroît leur vulnérabilité. Le temps enfin, joue contre eux puisque la durée de leur activité dans une wilaya n'excède pas 6 mois, dans le meilleur des cas.

En vérité, malgré les dénégations d'Ali Haroun prétendant a posteriori qu'il n'était pas question pour le FLN, qui n'en a jamais eu les moyens, de soumettre tous les soirs le territoire français à une nuit du 20 août[464], un problème semble bien s'être posé aux responsables de la Spéciale quant à la durée et à la nature des opérations qu'ils avaient à mener en France. Le débat amorcé au sein du comité fédéral en 1956-1957 et avorté en 1958 rebondit une dernière fois en 1961.

Après près de deux années d'affrontements sanglants avec les unités de supplétifs de la police française et les services de sécurité, les groupes armés du FLN en France et l'Organisation Spéciale semblent avoir surmonté le choc et s'être reconstitués autour de l'objectif principal qui était de protéger les bases d'appui, les cadres de l'organisation et la population des exactions de la police. Les filières de passage et les réseaux logistiques ont été reconstitués ; l'argent des cotisations continue à être prélevé et

464. id. p.110.

transféré dans les caisses du FLN de Suisse et d'Allemagne ; les armes et les munitions parviennent elles aussi à franchir les frontières. Tout ceci se fait évidemment dans un contexte où la pression policière et répressive ne se relâche pas, bien au contraire. Des régressions d'effectifs ou du volume des cotisations sont relevées dans les rapports ; des contacts sont rompus et des correspondances perturbées ; des cadres de l'organisation tombent dans les mailles d'un filet policier toujours très efficace ; des sommes importantes sont parfois découvertes dans les refuges et saisies par la police. Dans cette conjoncture plus que difficile, les directives provenant du GPRA rencontrent une certaine réserve.

En septembre 1961, le mécontentement est encore vif parmi les responsables de l'organisation engagés sur le terrain. Une lettre datée de septembre 1961 et adressée par un chef de wilaya à Kaddour Ladlani, traduit parfaitement ce sentiment.

« Cher frère,

[...] 3°) Le jeudi 05-09-1961, une réunion extraordinaire a eu lieu avec les 3 RC pour la transmission des dernières directives, la préparation de la journée du 1er novembre et la discussion sur les dernières mesures draconiennes prises par la Préfecture de police :

- Fermeture obligatoire de tous les cafés algériens à 19 heures.
- Couvre-feu pour les algériens à partir de 20h30 et interdiction aux mêmes algériens de circuler par groupes de 2, 3, 4 personnes (Décret Regnier).

D'autre part, la police agit actuellement sous la couverture de « l'O.A.S. »[465] pour plastiquer les hôtels nord-africains. En outre, ils arrêtent au hasard des Algériens qu'ils exécutent froidement dans la forêt ou qu'ils jettent dans la Seine. Des rapports très documentés vous parviendront incessamment. Actuellement, il nous est signalé une trentaine d'Algériens trouvés noyés dans la Seine. *En conséquence, nous avons décidé que ces mesures arbitraires ne devaient en rien diminuer le « volume » de nos actions. Aussi, la lutte contre les traîtres se poursuivra-t-elle sans répit. En ce qui concerne les agents de police, la directive est formelle,*

465. Organisation de l'armée secrète créée en Algérie par la minorité européenne et des représentants de l'armée française hostiles à la politique du général de Gaulle.

ils ne sont jamais visés intentionnellement. Seule la légitime défense peut expliquer ce genre « d'accidents ». Des rapports objectifs concernant toutes ces actions vous parviendront. »[466]

C'est que les choses ont bien évolué depuis l'offensive d'août 1958 et les tergiversations du gouvernement français des premiers mois de 1959. Le 8 janvier 1961 le référendum sur l'autodétermination donne, à 75 % de voix favorables, carte blanche au général de Gaulle pour négocier l'indépendance de l'Algérie. Le 16 janvier, le GPRA se dit lui aussi prêt à négocier. Le 20 février, Ahmed Boumendjel et Tayeb Boulahrouf rencontrent Georges Pompidou et Bruno de Leusse à Lucerne.

Le processus des négociations qui semble maintenant devenir inexorable ne va pas sans une intensification des affrontements armés sur le terrain. Les objectifs fixés par l'État français dès avant 1958 sont maintenus. Négocier, certes, mais non sans avoir réduit à sa plus simple expression le potentiel de résistance du peuple algérien et son bras armé, en France comme en Algérie. Négocier aussi, mais tenir le plus longtemps possible d'autres cartes politiques en main. Le Front algérien d'action démocratique (FAAD) est une de celles-là. Avec des représentants « modérés » de la population algérienne vivant à l'étranger et avec des éléments du MNA, le SDECE agit en sous-main pour mettre à cette nouvelle *« troisième force »* le pied à l'étrier. Après l'opération *Aloun*, c'est l'opération *Café*. Réduire politiquement autant que militairement le potentiel de résistance du peuple algérien, tel est l'objectif constant poursuivi par les autorités françaises depuis 1957-1958. La traduction diplomatique de cette politique est ce que les Français appellent « la table ronde » où pourraient prendre place tous « les interlocuteurs valables », sans exclusive.

Cette politique butte pourtant sur l'opposition farouche des milieux « ultras » colonialistes. Ceux-ci désirent sauver, contre vents et marées, « l'Algérie française ». Organisés en janvier

466. Lettre datée du 6 septembre 1961 signée « Maurice » vraisemblablement Mohammed Zouaoui CW1, puis CW3 et enfin R.C., adressée à Kaddour Ladlani. Archives privées. La lettre de Ladlani datée du 16 septembre laisse penser que la correspondance de « Maurice » est venue en réponse à la lettre de *Kr.* Elle doit donc être postérieure au 6 septembre. C'est nous qui soulignons.

1960 en Rassemblement pour l'Algérie française (RAF) puis, en juin, en Front de l'Algérie française (FAF) et enfin, en mars 1961, en Organisation de l'armée secrète (OAS) « les ultras » s'acharnent à sauver l'Algérie française. De leur côté, les partisans de la « troisième force », malgré l'exécution de leur chef de file ne désarment pas.

« Non seulement deux musulmans (le docteur Sid Cara et Abdelkader Barakrok) participèrent en tant que sous-secrétaires d'État aux gouvernements Bourgès-Maunoury et Félix Gaillard, mais des centaines d'entre eux osèrent participer aux « Comités de Salut Public issus de *la révolution du 13 mai* : le docteur Sid Cara partagea avec le général Massu la coprésidence du CSP Algérie-Sahara. Les élections législatives de novembre 1958 envoyèrent au Palais Bourbon 45 députés, dont la plupart s'inscrivirent au groupe « Unité de la République », et protestèrent contre la politique d'autodétermination. On en retrouva un aux côtés de Pierre Lagaillarde pendant la semaine des barricades [24-31 janvier 1960], et plusieurs au comité directeur du Front de l'Algérie française (FAF) en 1960. Nombre d'élus musulmans des assemblées municipales et départementales votèrent en avril 1961 des motions de soutien à la révolte des quatre généraux contre la négociation avec le FLN. On peut donc estimer qu'au tournant décisif de l'histoire de l'Algérie, une partie non négligeable de l'élite musulmane s'était engagée contre l'indépendance, en faveur de l'intégration. »[467]

Tentatives de putsch militaire d'un « quarteron de généraux rebelles », liquidations physiques de militants algériens et de partisans français de l'indépendance de l'Algérie, menaces contre les détenus FLN dans les prisons françaises, autant de signes qui ne cessent, sur le terrain, d'inquiéter les cadres de l'organisation en France. Cette inquiétude est d'autant plus forte que la menace provient de l'intérieur même de certains appareils d'État français.

Le rapport de « Maurice » au comité fédéral de la FF.FLN rend bien compte de cette évolution et force est pour ce même comité fédéral de trouver une voie médiane entre la nécessité de parer aux

467. G. Pervillé. *op.cit.*p.220.

coups des services de répression français et celle de respecter les directives d'un GPRA engagé dans des négociations décisives.

Pour l'O.S.

Nous avons vu précédemment comment la FF.FLN en est arrivée à diviser le travail des groupes armés en fonction de la conjoncture nouvelle née de l'apparition sur le terrain des unités spécialisées de guerre contre-insurrectionnelle. Les « Groupes de choc » devaient continuer à servir de police dans les quartiers à forte population immigrée, et les « Groupes armés » de charnière entre ces derniers et l'O.S. La mission des GA avait été dès 1959 de contrer les unités de police et les FAP et de servir de « groupe-tampon » chargé d'absorber les coups des services français de sécurité et de protéger ainsi la Spéciale. L'O.S. avec ses éléments formés dans les bases du Maroc, devait viser des objectifs plus « stratégiques ». Avec le temps, le quadrillage des quartiers immigrés, les interdictions de circuler au-delà de certaines heures, l'usage systématique de la terreur contre les populations et les militants nationalistes ont vite amené le comité fédéral à étoffer les GA dont le « volume » des activités s'est étendu.

Cette extension du rôle des GA à l'ensemble de la France et la nécessité de faire cesser les actions à caractère stratégique vont amener le comité fédéral à réviser le rôle jusque-là dévolu à la Spéciale. Celle-ci devra dorénavant s'occuper des harkis à l'exclusion de toute autre action.

Il ne nous a pas été possible de consulter les documents portant la date exacte de ce revirement, mais certaines lettres de Kaddour Ladlani datées de l'automne 1961 ne laissent aucun doute là-dessus. Il y a bien eu changement dans les objectifs de guerre et, par conséquent, dans les fonctions dévolues à la Spéciale. Ces lettres du responsable à l'organisation au sein du comité fédéral sont motivées par la confusion des tâches qui semble régner à la base. Depuis quelques mois, on assiste à une sorte de montée en puissance des GA au détriment de la Spéciale. Dans sa lettre du 6 septembre 1961 « Maurice » formule une demande pressante.

« [...] Nous vous demandons de nous permettre de nous « occuper » des harkis, sans attendre la collaboration avec nos frères de la Spéciale. En effet, le responsable de l'O.S. est toujours à l'extérieur ou ailleurs, son remplaçant provisoire, visiblement dépassé, se terre et demeure intouchable. Les contacts avec la Spéciale se limitent actuellement à des rencontres fortuites avec quelques éléments ex-GA. Nos moyens sont limités et, quel que soit le nombre des harkis que nos GA arriveront à éliminer, il en restera malheureusement assez pour « occuper » tout le monde [...] Je te signale que le frère de la Spéciale pour la W3 est actuellement à Grenoble et ne veut pas se rendre à Lyon pour prendre en mains les 30 éléments de nos GA que vous nous avez demandé de mettre à sa disposition. Il paraît qu'il n'a pas les moyens ni les directives nécessaires. »[468]

Dans une lettre du 10 septembre, le comité fédéral tranche la question des objectifs de guerre et précise à l'intention des responsables de l'organisation la ligne de conduite.

« Cher frère,

Reçu ton courrier daté du 8 septembre 1961.

1°) Nous voulons savoir qui fait les attentats contre les policiers et surtout sur quel principe se base-t-on pour agir contre de simples gardiens de la paix. Normalement, ce travail revient à la Spéciale et elle aussi ne doit pas agir n'importe comment et contre n'importe qui. »[469]

Le 15 septembre, d'autres précisions sont communiquées par le comité fédéral.

« **Réponse aux dernières questions** :

1) Pour tout ce qui est de la défense légitime de nos GA, il n'est pas question de se laisser arrêter les armes à la main sans réaction. Ce qu'il faut éviter, c'est de viser intentionnellement les simples gardiens de la paix pendant qu'il y a des tortionnaires qui courent les rues de Paris.

2) Il est à préciser que dans la directive du 1/9/61, il n'est pas dit que les harkis vous sont confiés, ces traîtres restent toujours « confiés » à la Spéciale. Toutefois, si nos GA les rencontrent,

468. id.

469. Lettre du 10 septembre 1961, signée *Kr* (Kaddour Ladlani). Archives privées.

ou s'ils se présentent dans nos établissements, il y a lieu de les « recevoir » comme il faut.

3) La reprise des actions est destinée à nettoyer la colonie algérienne de tous ses traîtres et parasites pour ce qui concerne l'Organisation. [...]

Directives nouvelles

B) La fédération a décidé d'étendre l'organisation de la Spéciale à travers toute la France. De ce fait, préparer des éléments partout où c'est possible. Comme à Lyon et Marseille, il faut lui passer trente (30) dans chacune de ces villes ; éléments du GA bien entendu [...] »[470]

Ce redéploiement de l'O.S. et les nouvelles tâches qui lui sont confiées ne va pas sans provoquer des tiraillements et parfois même des frictions entre les deux structures, celle dépendant de Ladlani et celle dépendant de Bouaziz. On ne peut pas, sans trop de conséquences, désarmer des groupes spécialement formés à la guerre subversive ou leur faire accomplir des tâches qui leur semblent moins glorieuses que celles pour lesquelles ils avaient le sentiment d'avoir été formés. C'est que depuis 1959, la Fédération de France s'est dotée d'une École de cadres du FLN installée en Allemagne. Les sections de la Spéciale revenant de leur stage du Maroc (il y en a eu au moins deux entre 1959 et 1961) vont y suivre des cours de formation complémentaires. En même temps que les rudiments du parfait artificier que leur enseigne Aïssa Abdessemed et ceux qui lui succèdent, ils assistent aux cours de formation politique que leur dispensent Abdelkrim Chitour, Hocine Moumdji, Belkacem Benyahya et Hans-Jürgen Wischnewski député du parti social-démocrate.

Nous n'avons pas eu accès aux archives de cette École et ne connaissons pas par conséquent le contenu des programmes ni le nom des membres de la Spéciale qui sont passés par l'établissement. Néanmoins, ce qui est sûr, c'est que la structure paramilitaire qu'est la Spéciale de la FF.FLN commence à se doter d'une tête. Elle a dû probablement chercher à réfléchir et discuter du nouveau rôle qui lui était dévolu. Ce problème fut si grave, en son temps,

470. Lettre du 16 septembre 1961, Archives privées. Cette lettre est en fait antérieure à celle de « Maurice » datée du 6 septembre.

qu'il est de la première importance d'en révéler quelques aspects transparaissant dans les échanges de correspondances entre ceux qui étaient restés sur le terrain et ceux qui avaient à décider des formes de la lutte et des fins qui lui étaient assignées

Encore une fois, pour les membres de la Spéciale, se pose la question lancinante de savoir de quelle autorité ils relèvent. Sont-ils un détachement de l'ALN ou une structure paramilitaire de la FF.FLN ? Dans leur esprit en tous cas, la réponse est claire, ce sont des djounouds de l'ALN comme l'ont clamé devant les tribunaux tous ceux qui ont eu à être jugés et, comme eux, ils ont la conviction de mener au nom de l'armée de libération une bataille militaire sur le front français. Le changement de cap opéré en 1960-1961 leur semble bien être un abandon pour lequel ils n'ont pas été préparés. Aussi ce n'est pas sans grande surprise que nous rencontrons, au détour d'une correspondance adressée par le chef de la wilaya II, le problème soulevé par ces groupes devenus par trop encombrants.

« La situation générale :

[...] - E) Je t'ai informé dans le courrier précédent du démantèlement de l'OS, je te signale que les militants non arrêtés menacent les cadres locaux et régionaux de représailles en reprochant à l'organisation de les avoir abandonnés. J'ai cherché moi-même un certain Arezki « Judoka »[471] que le frère « Saïd » connaît afin de solutionner ce problème. Malheureusement il est introuvable et inconnu de ses militants bien qu'il ait été responsable de l'O.S. lui-même. »[472]

Dans les derniers points d'une lettre datée du 5 janvier 1962, le responsable de la wilaya II relève les difficiles relations que l'organisation entretient avec la Spéciale.

« [...] - 21) Le contact avec la Spéciale se révèle difficile, seuls quelques militants menaçants et imprudents existent (Le « Judoka » est lui aussi arrêté d'après les informations). »[473]

471. Mohand Arezki Guemmar ou bien Arezki Rabhia cité par le document d'Ait Mokhtar sous le pseudonyme « Judoka » chargé entre 1960 et 1961 du renseignement dans les réseaux annexes de la Spéciale.
472. Lettre datée du 30 décembre 1961, signée « Albert » alias Aliane Hamimi CW2. Archives privées.
473. Lettre non signée. Archives privées.

Dans une autre lettre signée « Daniel » alias Mohand Akli Benyounès, responsable du contrôle (RC) et chef de la wilaya I (Paris), les choses semblent, là aussi, avoir bien mal tourné pour les derniers survivants de la Spéciale.

« [...] -P.S. : Pour l'élément ayant décidé les exécutions de policiers à Lyon, nous avons appris qu'il est membre de l'O.S. et non de nos GA comme nous l'avons déjà signalé. Néanmoins, comme son responsable vient d'être arrêté, nous avons ordonné à cet élément de cesser toute action. Ce qui fut fait. Malgré son premier refus, le matériel en sa possession (avec son groupe), il consent également à le rendre. Quant à lui, il sera convoqué à Paris où des explications lui seront demandées, mais il y a un certain danger avec lui, car actuellement, il est complètement démoralisé par la crainte de l'organisation et de l'ennemi qui le recherche également. »[474]

Que s'est-il passé entre mai 1960, date du départ d'Aït Mokhtar pour l'Allemagne, et janvier 1962, pour que subitement l'O.S. devienne si menaçante et imprudente aux yeux de l'organisation ? Voilà une question que seules les archives de la Fédération de France du FLN et de la Spéciale pourront un jour révéler. Ce qui toutefois demeure certain c'est que l'Organisation Spéciale n'a jamais été dissoute de manière officielle. Jusqu'en mars 1962 des courriers signalent sa présence et même une sorte de résurrection.

« 2°) Nous avons également été contactés par un frère de l'O.S. lequel nous a demandé divers éléments : [de] reprendre contact avec les anciens membres de l'O.S., lieux d'hébergement, de réunion. Nous ferons de notre mieux pour l'aider dans sa tâche. Nous lui avons également remis une somme de 200 000 qu'il nous avait demandée. »[475]

Toujours en bas de page, comme en post-scriptum, l'un des derniers courriers est signé « Madjid » :

474. Lettre du 27 janvier 1962, signée « Daniel » alias Mohand Akli Benyounès. Archives privées.
475. Lettre du 3 mars 1962, signée Daniel. Archives privées.

« Cher frère,

Prendre les mesures nécessaires afin de limiter et de préserver le reste des dépôts.

- Changer de place les fonds que le comédien a été amené à connaître de près ou de loin. Et couper court avec ses éléments.

- Revoir votre système de liaisons, dépôts, afin de détecter soit la fuite, soit les éléments qui seraient repris par la police et par qui les flics pourraient de nouveau remonter la filière. Continuer l'enquête et rendre compte.

Au cas où le reste des fonds ne serait pas en sécurité, et que vous n'avez pas de possibilités pour le mettre à l'abri, nous avertir d'urgence.

- Ci-joint lettre laissée par le frère.

- Nous pensons que les frères seront de nouveau parmi nous demain ou après-demain.

Fraternelles salutations politiques

Madjid

Faire dire au responsable de l'O.S. de nous envoyer une liaison pour la semaine prochaine. »[476]

Y a-t-il eu dans les derniers mois de la guerre menée par le FLN en France une décision chargeant Aït Mokhtar de remettre de l'ordre dans l'organisation et de préparer le grand déménagement ? Cette lettre du 4 mars 1962 le laisse en tout cas supposer. Pourquoi une telle décision à quelques jours du cessez-le-feu ? À quelles nouvelles missions les membres de la Spéciale vont-ils être appelés et au service de qui agiront-ils ? Voilà autant de questions auxquelles nous tenterons de répondre sous forme d'hypothèses dans le dernier chapitre de ce livre.

476. Lettre du 4 mars 1962 signée Madjid alias Nacereddine Aït Mokhtar. Archives privées. C'est nous qui soulignons.

LA RECONVERSION DES RÉSEAUX DE SOUTIEN AU FLN

Dès avant le déclenchement de la lutte armée, quelques Français de France et d'Algérie ont pris fait et cause pour la libération du peuple algérien de la domination coloniale. Leur combat souvent mené dans l'ombre, mais parfois aussi au grand jour, leur a valu autant de haines que de gloire. Ce chemin tracé par leur conscience était exemplaire. Il témoignait d'une volonté émancipatrice ardemment attachée à la liberté des individus et à la libération des peuples. Pour des raisons morales, religieuses ou politiques, ils ont été jusqu'à risquer leur vie ou leur liberté pour une cause qu'ils estimaient juste. Cet acte individuel et singulier, isolé au départ, est devenu plus collectif avec le temps. Des réseaux d'aide au FLN ont commencé à se mettre en place et les prises de position publiques de grands noms du monde des arts, des lettres et de la pensée contemporaine ont beaucoup fait pour éclairer l'opinion publique française sur les véritables enjeux de la guerre qui se déroulait en Algérie.

Nous avons eu à présenter quelques uns de ces groupes et à décrire leurs motivations au moment où ils s'engageaient dans la lutte pour la liberté et contre le régime colonial imposé à l'Algérie. Si les années 1956-1958 ont été celles de l'élargissement du champ de l'engagement aux côtés du FLN, les années 1959-1962 auront été celles d'un recentrage des réseaux français sur des préoccupations toujours révolutionnaires mais beaucoup plus marquées par le devenir de la société française. C'est qu'entre 1957 et 1960 il y a eu la montée en puissance du FLN en France.

Le passage à des formes de lutte où le recours aux attentats contre des objectifs économiques et politiques proprement français, et non plus intra-communautaires, a commencé à poser des problèmes à certains réseaux, sinon à quelques-uns de leurs chefs de file. Les arrestations et le démantèlement de filières logistiques ont aussi inquiété plus d'un. D'une manière générale, la prise de position en faveur de la révolution algérienne soulevait une autre question qui semblait à certains plus impérieuse encore, celle de la révolution sociale en France et dans le monde. C'est alors que le problème de la définition, ou de la redéfinition, des rapports avec le FLN et des rapports entre les réseaux eux-mêmes, est apparu.

Dans les témoignages que nous avons recueillis, nous voulions avoir le cœur net quant aux positions des uns et des autres concernant les nouvelles formes de lutte engagées par le FLN depuis l'offensive d'août 1958. Des archives écrites auxquelles nous avons eu accès nous permettront de mieux comprendre les arguments de ceux qui, par la suite, ont estimé que la révolution algérienne était le détonateur d'une révolution à la fois plus large et plus profonde.

Pour ou contre la lutte armée en France ?

Dans les semaines sinon dans les jours qui ont précédé le déclenchement de l'offensive d'août 1958, un débat aurait été engagé entre le chef de la FF.FLN et le responsable d'un des plus importants réseaux de soutien français. D'après les propos qu'il aurait tenus aux auteurs du livre *« Les porteurs de valises »*, Francis Jeanson aurait protesté contre les actions projetées sur le territoire français. En substance, sa position se serait articulée sur plusieurs arguments :

L'argument tactique :

- La volonté affichée par Omar Boudaoud de créer un climat d'insécurité en France et de faire connaître aux Français eux aussi ce qu'était la guerre en semant la panique parmi eux est une aventure insensée qui ne pourra mener qu'au désastre. Après 48 heures pendant lesquelles les unités du FLN pourront bénéficier de l'effet de surprise, la France sera bouclée et plus personne ne pourra bouger.

L'argument stratégique :

- Les chances des relations futures entre les peuples français et algérien seront définitivement compromises. Toute l'action du réseau étant bâtie sur cette perspective d'amitié franco-algérienne, il devient par conséquent impossible de poursuivre le soutien au FLN. Le réseau Jeanson devra être dissous.

Suite à ces objections et menaces de dissolution du réseau, Omar Boudaoud aurait obtenu du CCE, des concessions sur la nature des objectifs visés lors de l'offensive : « Pas d'attentats à l'aveuglette, pas de victimes civiles ».

Dans sa propre narration, Ali Haroun conteste cette version des faits sur plusieurs points :

- Seuls les plus hauts responsables de la FF.FLN connaissaient la date et les objectifs assignés à l'offensive d'août 1958. « Ceux qui n'avaient aucun rôle à jouer dans l'action étaient strictement tenus dans l'ignorance ».

- Cette rencontre n'a pu avoir lieu aux dates indiquées, c'est à dire entre le 25 juillet et le 25 août 1958. Et Omar Boudaoud ne pouvait pas avoir envoyé un message à Tunis et obtenu une réponse de la direction nationale du mouvement qui se trouvait à ce moment-là au Caire.

- L'intention du FLN n'était en aucune manière de faire délibérément des victimes parmi la population civile dans un quelconque but pédagogique. La guerre menée par le FLN n'était pas une guerre « peuple contre peuple » ; elle avait aussi comme objectif le maintien des libertés du peuple français menacées par une armée de reconquête coloniale.[477]

Désireux d'en savoir plus, nous avons posé la question aux acteurs eux-mêmes et leur réponse, même si elle est postérieure aux faits, demeure toutefois intéressante à plus d'un titre. Nous la versons donc au dossier de ce fameux débat.

Pour Roger Rey, le problème ne souffre d'aucune équivoque :

« Cela s'est passé en dehors de notre opinion. J'ai eu des discussions avec Moussa Kebaïli et Ali Haroun, parce que nous avions des contacts avec la FF.FLN. J'ai vu aussi Boudaoud que j'ai hébergé à plusieurs reprises ; j'ai hébergé aussi « Pédro »

477. In A. Haroun. *op.cit.* pp.107-108.

(Kaddour Ladlani), « Louis » (Rabah Bouaziz), à ce moment patron de l'O.S. (la branche militaire de FF). Il m'est donc arrivé de les rencontrer. J'avais beaucoup d'amitié pour eux mais je ne les connaissais pas beaucoup. Pour toute l'année 1958, j'ai dû rencontrer au maximum 8 à 10 heures Omar Boudaoud. [...] Nous avons bavardé, fait quelques travaux ensemble, sans plus. Nos rapports étaient réservés et je ne voulais pas les compromettre. Ils avaient un problème de méfiance à assumer, c'était eux que cela regardait. Je me contentais de leur rendre service tout en me rendant compte qu'ils se battaient pour quelque chose qui m'intéressait et que j'estimais aller dans le sens du progrès. Ils ne nous ont pas mis au courant des nouvelles formes de lutte. Cela ne s'est pas passé ainsi ; j'en ai causé plusieurs fois mais c'est comme une impression personnelle, peut-être différente de celle de mes camarades. Mon passé faisait que j'étais beaucoup plus activiste, plus poussé à l'action militante que beaucoup d'entre eux. Et donc, quand on m'a posé le problème, mon accord était acquis d'emblée. Quand on fait la guerre, on la fait ; on n'a pas beaucoup à se préoccuper de la position de ceux d'en face. Ou bien l'acte militaire est utile à la cause que l'on défend ou bien il est inutile [mais ce n'était pas à nous d'en décider]. Ce qui fait que j'étais en désaccord complet avec quelqu'un comme Francis Jeanson. Quand je dis en désaccord [c'est un euphémisme], nous nous sommes engueulés en 1958. J'étais pour, et lui était contre. Est-ce qu'il avait raison ou tort, là n'est pas la question. J'étais fondamentalement pour [provoquer] une prise de position en France, pour que l'immigration se sente un peu plus concernée et qu'elle participe à la lutte de libération du peuple algérien. Il n'y a pas de raison que seuls les paysans de la montagne y participent, tout le monde devait le faire ; c'était ma position.

Les attentats faits à cette époque en France ont été décidés ici, dans mon domicile. Une réunion de la FF.FLN s'est déroulée ici, en juillet 1958. Moi, j'étais absent, en vacances. Quand je suis rentré, la période de déclin avait déjà commencé. Donc je n'ai pas [donné] d'opinion à ce sujet et je n'y ai pas participé directement. Je l'ai appris par la presse. »[478]

478. R.Rey. *op.cit.*

La réponse de Robert Bonnaud va dans le même sens.

« Personnellement, le fait que le FLN porte la guerre en France me paraissait dans la logique des choses. Cela ne me gênait pas d'aider le FLN puisque déjà le premier service que j'avais rendu était de cacher des armes. Je pense que ces armes ne devaient pas appartenir à l'O.S. mais à l'organisation politique. Cela devait se passer en juillet 1958, en tout cas après le putsch d'Alger. Mai 1958 a sans doute été le moment déterminant ; il nous a aidés à franchir le pas. Et puis le hasard a fait que je rencontre Jubelin. C'est à cette période qu'il m'a demandé de rendre le premier service. Jubelin n'était pas communiste, c'était un philosophe sartrien, un peu le Jeanson marseillais. Quand il était étudiant à Aix-en-Provence, il avait fondé un cercle Sartre. Sur le plan philosophique, c'était l'existentialisme, l'engagement, la liberté... ; et puis il y avait le marxisme dont le sartrisme était très pénétré, et même le léninisme. Jeanson n'était pas anticommuniste, tout comme Jubelin, tandis que je venais personnellement du PC. [...] Donc ma réponse fut que cela ne me posait pas de problème moral ou politique. Cette opération me semblait dans la logique de la guerre. J'avais vu en tant que rappelé en 1956 le rôle que jouaient sur le terrain les petits soldats français [...] J'ai vu donc en Algérie même un tournant militaire, si bien que porter la guerre en France ne me semblait pas un problème. [...] À ma connaissance, il n'y a pas eu de position officielle de modération de la part des réseaux de soutien. Des conseils venant de Jeanson et encore plus de Curiel me semblent plus vraisemblables. Si l'on m'avait demandé mon avis, je n'aurais pas donné ce genre de conseil, je serais resté sur une attitude de réserve. C'est vrai que Jeanson comptait dans la classe politique, il rencontrait beaucoup de gens, des responsables du parti communiste comme Casanova, d'autres de la « nouvelle gauche », des gens de *« L'Observateur »*. Peut-être était-il plus à même d'apprécier l'opinion de cette gauche française qui était respectueuse et dont il fallait tenir compte. [...] Il est vraisemblable qu'il ait donné ce genre de conseil. »[479]

479. R. Bonnaud. *op.cit.*

Georges Mattei du réseau Curiel insiste lui aussi sur le caractère hypothétique d'une telle démarche de Jeanson.

« Je ne suis entré dans le militantisme qu'en 1959. Si la ligne politique du FLN a été discutée, elle a dû l'être avant [mon intégration dans les réseaux]. Le seul témoignage que je peux donner est celui de quelqu'un que j'ai beaucoup admiré, maître Stibbe qui a soutenu la première fédération [du MTLD puis du FLN en France]. Il avait donné son point de vue, partagé d'ailleurs par Mohammed Boudia, et c'est sans doute pour cela qu'il y a eu une sorte de fermeture du côté algérien.[480] Je trouve qu'il avait raison : si les attentats devaient devenir des attentats terroristes aveugles, quel groupe de français aurait appuyé politiquement les algériens ? Qui aurait-on recruté ? En 1959, le problème ne se posait plus et donc je n'ai pas de témoignage à apporter. [...] Il est absolument faux de dire que les réseaux négociaient les décisions politiques de la FF.FLN. Connaissant les Algériens, les anciens dirigeants, leurs qualités et leurs défauts, pensez-vous une telle négociation possible ? Ce sont des histoires pour justifier quelque chose. C'est parce que nous avons travaillé ensemble que les Algériens ont pris d'eux-mêmes, comme de grands garçons, les décisions qu'ils ont prises. Ils l'ont fait même si les rapports entre Algériens et Français ont été de tous temps très complexes. Les rapports entre un Français et un Algérien ne sont pas les mêmes que les rapports entre un Français et un Marocain ou un Tunisien. Ils ont fait des attentats à un moment ; effet spectaculaire, mais pour quels résultats ? Je suis de ceux qui pensent que la guerre c'est la politique par d'autres moyens, que les Algériens ont gagné la guerre politiquement et non militairement. Le contraire serait de la mythologie et c'est pour cela que nous avons eu l'OAS car, eux, n'ont pas compris ce fait. En Algérie, ils avaient effectivement gagné la guerre si jamais la guerre c'est tuer, liquider, désorganiser ; mais ils ne comprenaient pas pourquoi le FLN était le réel vainqueur. Je ne crois pas à tout ce baratin au sujet de l'influence des Français sur le travail de la FF.FLN mais je crois à l'influence objective du travail en commun, et ça c'est plus difficile à codifier. Je pense par contre que maître Stibbe a donné sa position et ses

480. voir ci-dessus p.306. Note 435

conditions et qu'il a été rejeté. On peut parler de diverses choses dans les discussions individuelles mais pas de nos positions en tant que groupe, d'autant plus que psychologiquement c'était impossible. »[481]

À partir de ces témoignages, il semble apparaître que même si Francis Jeanson a posé le problème de la conditionnalité du soutien au FLN en France, cela est resté au niveau le plus élevé sans qu'il y ait eu d'écho aux niveaux subalternes. Ceux qui appartenaient à son réseau ont continué à activer jusqu'à leur arrestation ou pour certains jusqu'en juillet 1962, date de l'indépendance. S'il y a eu reconversion des réseaux, il faut donc prendre en considération d'autres motifs.

D'abord le fait que, depuis 1959, les effectifs des réseaux commencent à connaître une réduction due à la vague d'arrestations dont ils sont l'objet. Les bases logistiques et les filières de passage sont désorganisées. Francis Jeanson lui-même est recherché par toutes les polices de France et le comité fédéral commence à craindre pour sa propre sécurité. La direction du Front décide de procéder à des changements et propose à Henri Curiel de prendre la succession de Jeanson à la tête des réseaux.[482] Avec Curiel, c'est à un autre problème que le FLN va avoir à faire face.

Pour la révolution, mais quelle révolution ?

Après la vague d'arrestations qui touche en janvier-février 1960 le gros des effectifs du réseau Jeanson, la décision de pourvoir au remplacement de ce dernier semble être devenue irrévocable. Était-ce la conséquence de la position du philosophe activiste concernant l'autonomie des réseaux par rapport au FLN ? Était-ce le fait des divergences quant aux objectifs de la coopération entre les deux organisations ? Ou était-ce simplement des raisons de sécurité qui ont amené la fédération de France du FLN à prendre cette décision ? La plupart des ouvrages traitant de la question semblent pencher pour la dernière hypothèse.

481. G.Mattei. *op.cit.*
482. Cf. H.Hamon, P. Rotman et G. Perrault. *op.cit.*

Ali Haroun rapporte ce fait en mettant en exergue l'aspect purement sécuritaire.

« Mais craignant de mettre tous ses œufs dans le même panier, le comité fédéral, à compter d'avril 1960, installe un nouveau réseau indépendant du précédent. Confié aux amis d'Henri Curiel, il fonctionne parallèlement à celui de Jeanson. De la sorte, lorsque le premier réseau connaîtra de graves difficultés suite aux arrestations qui le désarticuleront durant plusieurs mois, le second groupe pourvoira aux besoins et le financement de la guerre s'effectuera sans accrocs. »[483]

Reprenant Hamon et Rotman, Gilles Perrault suit le même chemin.

« Mais les dirigeants algériens qui ont applaudi au coup de culot de la conférence de presse [le 15 avril 1960, au 1 rue du Chêne à Paris], tirent la conclusion évidente de la situation : Jeanson est archi-grillé. Verdict sans appel. C'est donc un écorché vif qui rentre à Paris, contre le souhait des Algériens, au mois de Mai 1960 après s'être mis au vert en Suisse. Il constate que le réseau est contrôlé par Curiel, qui a installé à tous les postes de commande des hommes à lui, et que l'opération était entamée dès avant les arrestations de janvier-février. Devenu indésirable de par la décision des Algériens, Jeanson est considéré comme superflu dans son propre réseau. Il exige une explication, Curiel accepte de le rencontrer. »[484]

Les premiers mois de 1960 sont marqués en effet par une série d'arrestations mais aussi par des procès à grand retentissement et par la publication de nombreux ouvrages et témoignages de Français opposés à la poursuite de la guerre en Algérie. Ce mouvement d'opposition à la politique coloniale de la France déborde maintenant le cadre étroit des réseaux clandestins et s'étend à toute la France. Des milieux divers, ouvriers ou étudiants, s'organisent. Les jeunes sont de plus en plus nombreux à refuser de répondre à l'appel du service militaire. « Jeune Résistance » devient petit à petit un mouvement de masse et bientôt ses chefs commencent à trouver que porter les valises n'est pas une fin

483. A. Haroun. *op.cit.*p. 324.
484. G. Perrault. *op.cit.*p. 301.

en soi. La pression de plus en plus forte des bases du PC sur leur direction et les défections de nombreux militants de ce parti laissent entrevoir une jonction entre les divers mouvements de gauche. La cause de la libération nationale de l'Algérie semble agir comme un révélateur d'un potentiel de mobilisation et d'action pour une « nouvelle gauche » française. Le marxisme en tant qu'idéologie de la libération semble lui aussi retrouver des couleurs plus vives avec la naissance de nouveaux groupes. Toute cette effervescence laisse évidemment entrevoir aux réseaux de soutien au FLN une perspective autre et le problème se posera inévitablement au plus haut niveau.

Les témoignages que nous avons recueillis auprès des protagonistes de ce tournant dans les relations entre les réseaux et la fédération de France du FLN ainsi que certaines archives inédites nous permettront de mieux comprendre les enjeux des uns et des autres.

Revenu tout euphorique du festival mondial de la jeunesse de Vienne où il vient de fonder « Jeune Résistance » avec Robert Davezies et Henri Curiel, Jean-Louis Hurst voit d'un nouvel œil son travail en France. L'enthousiasme que son appel a rencontré parmi les jeunes congressistes et la perspective d'un nouvel essor du mouvement révolutionnaire français le poussent à se repositionner par rapport au soutien accordé jusque-là au FLN.

« Aussitôt rentré [du festival de Vienne] je dois assurer un passage. C'est Boudaoud en personne. Le khalifat passe avec Cécile Marion et, pour une fois, je prends un peu trop d'avance et les perds dans la forêt. Je les trouve camouflés dans un taillis ; le passage se fait mais nous avons eu chaud. On se retrouve comme d'habitude dans un 4 étoiles à Neufchâtel. C'était le principe de la FF, plus on est chez les riches, moins on a de chances de se faire repérer. En tant que communiste, je me disais que j'assistais à la naissance d'une bourgeoisie. Des raisons faisaient que je commençais à en avoir marre de faire le larbin, marre de voir les copains déserteurs inutilisés. »[485]

485. J-L. Hurst. *op.cit.*

Cela se fait d'abord d'une manière inconsciente et la démarche est perçue par Francis Jeanson qui voit dans cet épisode de la forêt comme un acte manqué. Car en fait Jeanson, tout autant que Hurst, a besoin de se repositionner. L'événement a dû avoir lieu à l'automne 1959 donc avant la fameuse rencontre avec Curiel dont parle Perrault. La pression qui pèse déjà sur le réseau Jeanson[486] et les développements dus à l'apparition sur le terrain des unités de harkis poussent à reconsidérer les stratégies. Jacques Vignes, Robert Davezies, Francis Jeanson et Jean-Louis Hurst rencontrent Omar Boudaoud pour en discuter. La narration de Hurst, au-delà de son caractère anecdotique, est très instructive sur l'état d'esprit qui règne à ce moment-là.

« Et Jeanson commence : - *« Marc »* (c'était mon pseudonyme) *acte manqué ?* à propos du passage qui avait failli échouer. Je me mets en boule. - *Tu sais, je manie assez peu ce vocabulaire, peux-tu me traduire ?- Révolte contre le père ? - Bon! Tu es au courant du festival. Parlons-en. - Qu'est-ce que c'est « J.R ? » - Mettons cartes sur table. Ces déserteurs sont paumés alors que c'est un capital. Notre génération est en train de s'avilir. Le P.C ne fait rien, les réseaux n'ont pas la force de s'en occuper, et ce n'est pas le problème du FLN. Il faut qu'on s'organise d'une manière autonome, autonomes ralliés au FLN. Il faut défusionner.* Jeanson se tourne vers Boudaoud qui se curait les dents. Celui-ci répond en disant - *Oui, ça se tient, comment allez-vous vous en sorrrtir ?* En une seconde je pense à la différence entre les gens avec lesquels on travaille. Curiel, c'est le souffle de la révolution ; Jeanson, le psychanalyste ; Boudaoud, l'épicerie. Je relève le défi et fais même de la provocation. - *Aucun problème pour l'argent, les mouvements européens y pourvoient.* Boudaoud dit - *Très bien, nous nous séparons provisoirement et comme tu l'as dit très justement, nous sommes des alliés objectifs.* Et c'est parti comme cela, nous étions au pied du mur. À partir de ce moment-là, je sors du réseau. Avec Louis Orhant, Gérard Meyer

486. Arrestations en juillet dans le réseau lyonnais ; en septembre de Gérard Spitzer et Georges Lorne de la *Voie Communiste*, en novembre d'Annette Roger du réseau marseillais.

avec qui j'avais déserté et deux ou trois autres, nous nous instituons en état-major des J.R »[487]

Premier recentrage donc, « J.R » quitte les réseaux de soutien pour se consacrer à la mobilisation des insoumis, faire de l'agit-prop dans les casernes et les mouvements de jeunes.

« Des oppositions existent déjà à l'intérieur du réseau Jeanson entre ceux qui sont pour le travail de masse et ceux qui sont pour le travail clandestin. Idéologiquement, cela signifiait travail de masse pour les communistes et, quand Boudaoud disait « *Surtout pas de travail de masse* », ce n'était pas seulement pour des raisons de sécurité. Il avait une frousse croissante des communistes. Il passait la brosse à reluire à Jeanson en lui disant *« Bloque ça »* [...] »[488]

L'objectif devient progressivement plus clair dans l'esprit de « J.R » et plus il devient clair, plus il les éloigne de l'aide au FLN. Réveiller le maximum de jeunes, faire peur au P.C, le forcer à bouger en utilisant les Jeunesses communistes (J.C) comme levier. Le 29 juillet 1960, le 1er congrès de « J.R » confirme la tendance. Réveiller la société française, quadriller le pays, développer la solidarité internationale. À la Mutualité de Paris, « J.R » fait son premier bain de foule avec les étudiants de l'Unef.

« Nous avons été partagés entre ce qu'on a appelé les jeansonniens et les curiéliens. Je m'en foutais de ces termes [...] on disait, on a gagné, mais, bien sûr, on ne va pas se reposer sur nos lauriers. La brèche est ouverte ; il n'y a pas un seul Français qui ne sache pas qu'on pouvait déserter, qu'il y a des jeunes qui désertent. S'ils croient que nous sommes des milliers, tant mieux. Au niveau du travail de masse, c'était colossal ce que cela représentait pour la révolution algérienne. Nos copains à Tunis, la bande à Maschino, la bande à Chaulet au *Moudjahid*, retransmettaient ça allègrement. Politiquement on avait gagné. Les jeansonniens disaient *« le mouvement nous échappe, le P.C va le récupérer.* « Penses-tu ! Le P.C était toujours contre, c'est le PSU qui va récupérer. »[489]

487. J-L. Hurst. *op.cit.*
488. id.
489. id.

En fait, beaucoup de choses ont changé depuis le printemps 1960. La poursuite et même l'extension de la répression policière, l'apparition de groupes armés fascisants font craindre le pire pour ce mouvement de la jeune résistance et pour l'avenir de la révolution qu'ils veulent déclencher en France. Les premiers pourparlers algéro-français ont un effet pervers puisqu'ils poussent les jeunes plus à temporiser en courant après le sursis qu'à vraiment déserter.

Les fortes paroles de Jean-Louis Hurst découvrant de nouvelles voies pour la révolution sociale en France et prenant ses distances vis-à-vis des réseaux de soutien au FLN vont vite être mises à l'épreuve des faits. Comme nous l'avons dit, les coups de boutoir des services de sécurité français ont sérieusement désorganisé les réseaux et il est devenu dangereux de tenter un quelconque contact avec les filières encore en activité tant les membres encore en liberté sont surveillés. Que faire ? Compter sur ses propres forces pour mobiliser et organiser la résistance des jeunes au fascisme renaissant ? Voilà une idée qui a eu finalement beaucoup de mal à se matérialiser car il y a d'abord des divergences de vue au sein même de « J.R ».

« Il y a un vrai clivage. J.R est devenue un état d'esprit et elle éclate en même temps qu'elle se met en place. Nous entrons tous clandestinement en France. Je prends le sud-ouest, peu industrialisé avec donc peu d'Algériens. Je m'occupe de mes déserteurs [...] Nous organisons Bonnaud et moi un stage de formation pour les jeunes du Sud, Est et Ouest, dans les montagnes des Cévennes. Il me dit- *Nous prêchons dans le désert, actuellement c'est problématique.* En plus qui désertait ? Essentiellement des étudiants ; ce sont eux qui avaient accès à une pensée un peu internationaliste mais, étant donné les négociations, ils vont faire jouer leur sursis jusqu'au bout. Il fallait quand même continuer le travail. [...] J'arrive donc en 1961 à Lyon pour recréer un réseau de soutien [Jean-Marie Bœglin et son réseau venaient de tomber] Je dois lancer J.R ; je découvre un jeune étudiant plein de bonne volonté, Jean-Louis Périnou. Je lui confie J.R et je me consacre au soutien. J'apprends que les J.R de Paris viennent d'être arrêtés ; ce sont en gros les jeansonniens Orhant, Berthelet... En fait, Berthelet n'avait jamais déserté. C'était un brave sémina-

riste qui était contre la guerre et qui avait été réformé. Il est passé en Suisse où il est devenu l'homme de Jeanson. Quand il a été repéré par les flics, il était au chômage. Il est entré à J.R mais il n'avait rien d'un insoumis ; il a fichu une pagaille monstre. La bande à Jeanson, en plus, s'était fait infiltrer par la IVème internationale. C'est de là que vient leur programme [...] faire la révolution, arrêter les trains, n'importe quoi. Nous étions tellement pris dans le travail du réseau et on les trouvait tellement dingues que la coupure s'est faite. [...] »[490]

Il y a aussi qu'en plus des dissensions internes, « J.R » doit compter avec la concurrence d'autres courants politiques. Henri Curiel travaille en direction d'un mouvement plus large mais qui resterait anticolonialiste ; il désire sortir du travail clandestin des réseaux pour se consacrer à l'action de masse. Pour lui, le mouvement anticolonialiste est le moyen le plus sûr de développer l'esprit de solidarité du peuple français avec les peuples en lutte pour leur libération. De cette idée naît, le 20 juillet 1960, le Mouvement anticolonialiste français (MAF). Son programme : « intensifier toutes les actions de masse qui pourraient être décidées contre la guerre d'Algérie par les partis, les syndicats, les groupes et organisations quelconques, et de les provoquer toutes les fois que cela est possible ».

Ainsi, dans l'esprit de certains membres des réseaux de soutien au FLN, l'objectif change. On n'aide plus le FLN en lui portant les valises mais en poussant les jeunes appelés, les ouvriers et les militants des partis de gauche à la rébellion contre les institutions. L'aide au FLN n'est plus une fin en soi mais un moyen pour servir à la révolution sociale en France et dans le monde.

Telle est, vue du côté réseaux, la problématique du soutien au FLN. Du côté de l'organisation politique de la fédération de France du FLN les choses semblent en avoir été autrement.

Le malentendu

Ainsi, la réalité de la lutte politique sur le terrain a fini par tempérer l'ardeur autonomiste révolutionnaire de Jean-Louis Hurst

490. id.

au point qu'il reprend du service en aidant à la reconstitution de réseaux de soutien à Lyon. Dans cette ville, l'organisation du FLN souffre d'une entente mafieuse entre le chef de la wilaya (« Mourad » alias « Fabien ») et un officier de police qui l'utilise pour détourner à son profit compte une partie des fonds du FLN. Toutes les cellules mises en place et tous les réseaux finissent par tomber un jour ou l'autre. Malgré les avertissements et les rapports successifs des responsables de l'O.S. et des cadres régionaux, le comité fédéral ne perçoit pas encore clairement la source du danger.[491] Depuis Marseille puis Lyon, les filières sont remontées par la police et les dépôts parisiens sont à leur tour l'objet de descentes de police. En octobre 1961, Hurst sera appelé à Paris où, selon ses propos, il aidera Ben Younès à réorganiser les structures d'une fédération complètement désorganisée.

Sans mettre en doute le témoignage de « Maurienne », nous relevons que beaucoup d'eau a été mise dans son vin. Depuis la rencontre de Neufchâtel et la décision de se séparer provisoirement du FLN et de ses cadres « embourgeoisés », les choses ont bien évolué. Les « J.R » se sont remis à porter les valises mais toujours avec à l'esprit de se servir de la révolution algérienne pour faire la révolution en France. Cette attitude a été très mal vécue par les cadres du FLN qui ont eu affaire à ces « autonomes ralliés » dont l'attitude n'a pas toujours été celle qu'ont en général les « alliés objectifs ».

Dans sa lettre de septembre 1961 (donc avant octobre, date présumée du départ de Hurst pour Paris), « Maurice » rend compte à Kaddour Ladlani des exactions de « J.R ».

« J'ai appris sur place que Jean Guy de J.R va un peu partout voir quelques amis français pour les traiter de tous les noms, car ils continuent à collaborer avec le Front *sans condition* et qu'ils oublient aussi de songer à leur propre révolution. Car le principe est maintenant généralisé, un Français qui veut bien nous aider le fait à titre individuel. S'il se réfère à un groupement ou à un réseau quelconque, nous nous passons de ses services. La bonne marche

491. Le jugement et l'exécution de « Mourad » n'interviendront qu'en... 1962. Cf.A. Haroun. *op.cit.*p. 313.

de notre organisation ne doit en aucune façon être assujettie à la plus ou moins bonne volonté des Français amis. Nous ne nous sommes jamais mêlés des affaires de J.R. mais nous sommes étonnés que leur conception de l'aide à porter au Front se transforme progressivement en un sabotage systématique : aller un peu partout et traiter d'idiots et d'imbéciles tous les Français qui consentent à travailler avec nous sans condition, constitue à notre avis un acte criminel qui doit attirer toute votre attention.

Le langage de Jean Guy est à peu près le suivant - *Vous travaillez ici avec des responsables algériens qui ne sont que des* « péquenots. » *Je vais dès cette semaine voir leurs chefs à l'extérieur et vous verrez comment qu'ils finiront bien par passer par nos conditions etc...Etc.* »[492]

Le cas du groupe « Défense du Marxisme »

L'impression de tension dangereuse qui se dégage du compte-rendu que nous venons de faire ne doit pas oblitérer le fait que nombreux sont les militants français qui, à titre individuel ou collectif, continuent à aider le FLN en France, sans préjugé et sans condition. Beaucoup d'entre eux payeront de leur liberté et même, après 1962, verront leurs perspectives de carrière en France compromises à jamais. Il est cependant absolument indispensable de rendre compte de la manière la plus objective possible de ces faits en les situant dans leur contexte historique.

De ce point de vue, des documents historiquement datés tels que des correspondances entre le groupe *« Défense du Marxisme »*[493] et le comité fédéral du FLN nous aident à mieux comprendre les enjeux des uns et des autres et à éclairer en définitive le contexte et les acteurs. Ces documents sont marqués par une grande ambivalence. À la fois un désintérêt frisant l'abnégation, et des objectifs qui le sont moins. Ils insistent tous sur la relation étroite entre la révolution algérienne et celle qui leur semble gronder en France, mais ils prennent la précaution de

492. Lettre datée de Paris, le 6 septembre 1961 signée « Maurice » et adressée au comité fédéral.
493. Voir lettre-programme en Annexe.

séparer les tâches et les structures. Nous n'avons pas pu savoir si le nom de « M'Barbier » alias « le libraire », auteur des lettres au comité fédéral, est un pseudonyme ou s'il s'agit bien du vrai nom de cette personne[494]. La librairie ouverte avec les fonds du FLN existe bien et les documents que nous avons eus à consulter la situent au 42 rue Gay-Lussac à Paris. Ses fonctions sont multiples et « le libraire » qui s'en charge rend des comptes au FLN comme le gérant au propriétaire du fonds. Contrairement au groupe « J.R », les rapports organiques semblent être très étroits tout autant que chaleureux et articulés à une chaîne de commandement dont l'aboutissement, via « le libraire », est quelque part en Allemagne du côté du comité fédéral.

« Chers frères,

C'est avec une grande joie que je vous fais parvenir ce compte-rendu après la « coupure » de si longs mois à la suite de l'arrestation de Mathieu[495].

Je vais essayer d'être concis et je vous propose donc de traiter successivement, même si cela doit faire l'objet de plusieurs envois, des sujets suivants :

- L'état actuel et le potentiel du réseau.
- Les comptes dépenses de la Librairie.
- Les perspectives techniques et commerciales de la Librairie
- Le potentiel et les perspectives du groupe « Défense du Marxisme ».
- Rapports politiques et techniques avec JR. MAF. VC [...]

État actuel et potentiel du Réseau.

- Il faut distinguer entre le petit réseau que j'ai commencé à monter et le groupe « Défense du Marxisme » auquel j'appartiens, auquel appartiennent certains de mes amis mais dont les tâches sont nettement délimitées. [...]
- Actuellement, je dispose de :

494. Peut-il s'agir de Gilbert Barbier ex-Vice-président de l'UNEF et membre de *Jeune Résistance* ?

495. Il s'agit très vraisemblablement de Robert Davezies arrêté le 29 janvier 1961, deux jours après la direction parisienne de « J.R ».

2 Filles :

a) Voiture, machine, appartement (usage limité), possibilité de déplacements - dévouée.

b) Appartement (5è), machine, dévouée - pas de déplacements.

7 Garçons :

De 20 à 40 ans - 3 voitures - 3 appartements 1 chambre - possibilités diverses - déplacements - convoyage - liaisons etc. Attention 5 Européens, 2 Algériens.

1 Groupe de jeunes :

De 10 à 12 éléments, 1 local inutilisable, peut-être une auberge - on doit en tirer au moins avant décembre 3 éléments actifs.

1 Gestetner :

En réparation...opérateur à chercher

4 Voitures :

2 Dauphines, 2 2CV, utilisables pour transport et déplacements à condition de payer les frais.

1 école du militant :

Avec 4 professeurs, des cours bien structurés, économie politique, histoire du mouvement ouvrier et du marxisme-léninisme, histoire de la philosophie, notions d'anthroposociologie matérialiste... Les cours seront édités. CGT-FO nous prête des salles.

[...] Enfin il y a moi... et je ne suis pas tout à fait un inconnu. Tous ces camarades peuvent être mis en mouvement début septembre [1961]. »[496]

La partie de ce document consacrée aux conditions de travail développe les aspects liés à la clandestinité, au cloisonnement et à la coordination entre les structures du réseau et celle du FLN. Puis vient la comptabilité commerciale et enfin les projets et « ambitions » du libraire. Pour terminer, Barbier souhaite qu'une rencontre des responsables des divers groupes de l'avant-garde en France soit organisée à Paris avec le concours et sous l'égide du FLN. Les motifs de cette demande sont intéressants à plus

496. Lettre signée *M'B*. Non datée. Probablement d'août 1961.

séparer les tâches et les structures. Nous n'avons pas pu savoir si le nom de « M'Barbier » alias « le libraire », auteur des lettres au comité fédéral, est un pseudonyme ou s'il s'agit bien du vrai nom de cette personne[494]. La librairie ouverte avec les fonds du FLN existe bien et les documents que nous avons eus à consulter la situent au 42 rue Gay-Lussac à Paris. Ses fonctions sont multiples et « le libraire » qui s'en charge rend des comptes au FLN comme le gérant au propriétaire du fonds. Contrairement au groupe « J.R », les rapports organiques semblent être très étroits tout autant que chaleureux et articulés à une chaîne de commandement dont l'aboutissement, via « le libraire », est quelque part en Allemagne du côté du comité fédéral.

« Chers frères,

C'est avec une grande joie que je vous fais parvenir ce compte-rendu après la « coupure » de si longs mois à la suite de l'arrestation de Mathieu[495].

Je vais essayer d'être concis et je vous propose donc de traiter successivement, même si cela doit faire l'objet de plusieurs envois, des sujets suivants :

- L'état actuel et le potentiel du réseau.
- Les comptes dépenses de la Librairie.
- Les perspectives techniques et commerciales de la Librairie
- Le potentiel et les perspectives du groupe « Défense du Marxisme ».
- Rapports politiques et techniques avec JR. MAF. VC [...]

État actuel et potentiel du Réseau.

- Il faut distinguer entre le petit réseau que j'ai commencé à monter et le groupe « Défense du Marxisme » auquel j'appartiens, auquel appartiennent certains de mes amis mais dont les tâches sont nettement délimitées. [...]
- Actuellement, je dispose de :

494. Peut-il s'agir de Gilbert Barbier ex-Vice-président de l'UNEF et membre de *Jeune Résistance* ?

495. Il s'agit très vraisemblablement de Robert Davezies arrêté le 29 janvier 1961, deux jours après la direction parisienne de « J.R ».

2 Filles :

a) Voiture, machine, appartement (usage limité), possibilité de déplacements - dévouée.

b) Appartement (5è), machine, dévouée - pas de déplacements.

7 Garçons :

De 20 à 40 ans - 3 voitures - 3 appartements 1 chambre - possibilités diverses - déplacements - convoyage - liaisons etc. Attention 5 Européens, 2 Algériens.

1 Groupe de jeunes :

De 10 à 12 éléments, 1 local inutilisable, peut-être une auberge - on doit en tirer au moins avant décembre 3 éléments actifs.

1 Gestetner :

En réparation...opérateur à chercher

4 Voitures :

2 Dauphines, 2 2CV, utilisables pour transport et déplacements à condition de payer les frais.

1 école du militant :

Avec 4 professeurs, des cours bien structurés, économie politique, histoire du mouvement ouvrier et du marxisme-léninisme, histoire de la philosophie, notions d'anthroposociologie matérialiste... Les cours seront édités. CGT-FO nous prête des salles.

[...] Enfin il y a moi... et je ne suis pas tout à fait un inconnu. Tous ces camarades peuvent être mis en mouvement début septembre [1961]. »[496]

La partie de ce document consacrée aux conditions de travail développe les aspects liés à la clandestinité, au cloisonnement et à la coordination entre les structures du réseau et celle du FLN. Puis vient la comptabilité commerciale et enfin les projets et « ambitions » du libraire. Pour terminer, Barbier souhaite qu'une rencontre des responsables des divers groupes de l'avant-garde en France soit organisée à Paris avec le concours et sous l'égide du FLN. Les motifs de cette demande sont intéressants à plus

496. Lettre signée *M'B*. Non datée. Probablement d'août 1961.

d'un titre car ils illustrent parfaitement le point de vue de cette « nouvelle gauche » qui est apparue en France dans la fin des années cinquante.

« Il y a des événements importants qui se préparent en Espagne et je pense que la situation française comme celle de l'Algérie sont suffisamment « mûres » pour que l'avant-garde unisse ses forces et ses moyens afin d'amener le P.C à élaborer et diriger l'offensive finale contre le Gaullisme... Il y a des mois de préparation et un très gros travail. C'est encore le front qui a les meilleurs atouts dans ce petit jeu... Donc, à défaut de conceptions géniales et de positions précieuses, en ce qui nous concerne, aussi bien J.R que la V.C ou le M.A.F ou tout autre, nous pourrions au moins être les bons exécutants d'une politique bien concertée et dont les fruits seraient autres que la satisfaction « d'avoir raison !...»[497]

La lecture de cette lettre laisse apparaître très clairement l'équivoque sur laquelle ont fonctionné beaucoup de militants sinon de groupes d'extrême-gauche. Pour le FLN, la lutte politique ne consistait pas à organiser un mouvement révolutionnaire français pour lancer l'offensive contre le gaullisme, mais à mobiliser les énergies du peuple algérien pour la libération de l'Algérie de la domination coloniale. Les forces organisées au sein de la société française et dans le monde devaient servir d'appoint à cet effort. Contrairement aux espoirs parfois sincères de militants internationalistes, il n'était pas dans les projets du FLN de faire de son organisation l'instrument d'avant-garde d'un combat pour la révolution en France et encore moins dans le monde.

Le Front de solidarité à la Révolution algérienne (FSRA)

Les 23, 24 et 25 septembre 1961 se tient en Belgique une réunion clandestine des membres des réseaux encore en liberté. Il s'agit en fait d'une réunion bilan et d'un débat autour des perspectives du soutien, non plus à la Fédération de France du FLN mais à la Révolution algérienne. Dans son rapport

497. id.

introductif[498], « Thierry » (Francis Jeanson) rappelle les conditions de la naissance des réseaux, le sens et le contenu de l'aide pratique, les modalités de l'action et son évolution, ses aspects positifs et négatifs. Ce qui apparaît important dans ce texte, c'est le débat autour de la notion de reconversion des réseaux.

L'indépendance de l'Algérie ne pose plus problème dans cette fin d'année 1961. Les premières négociations d'Évian ont été suspendues par le GPRA, mais les voies devant mener à la reconnaissance de l'État algérien souverain sont maintenant ouvertes. Pour Jeanson, il faut se fixer des objectifs nouveaux. « Il faut pouvoir exercer une action positive sur le contexte français [...] Il faut faire un immense travail d'explicitation, ouvrir les horizons des militants de gauche - et peut-être par là agir sur les partis eux-mêmes - désenliser la lutte actuelle pour lui donner des dimensions nouvelles, montrer quels sont les problèmes de la Révolution Algérienne et la relation qu'ils vont avoir avec nos problèmes. [...] Le soutien que nous avons fourni jusqu'ici doit continuer tant que la lutte n'est pas terminée ; mais il doit se doubler d'un passage à la phase constructive. Il est clair que l'Algérie ne fera pas sa Révolution sans aide extérieure. [...] Il semble que nous ayons à recruter des hommes et des femmes qui seront disposés, si la Révolution algérienne le leur demande, à se mettre à son service pour une totale et loyale coopération. »[499]

Ainsi, la problématique d'une reconversion du soutien est posée même si Daniel (Vignes) proteste contre l'utilisation de ce terme car, pour lui, l'important est de réunir ceux qui ont travaillé dans des domaines différents en vue de la phase nouvelle. Les tâches concrètes devront continuer, sous-entendu sous les mêmes formes, et même s'intensifier dans cette dernière période de lutte armée. « Il n'est pas question de reconvertir le soutien actuel : il

498. Document dactylographié portant Procès-verbal de la réunion. Étaient présents : Bernard, Claude, Claude Morel, Daniel (Vignes), Gérard, Gilles, Katia, Maria, Nicole, Roger, Roland, Sylvain et Thierry (Jeanson). Excusés ou absents : Annette, Catherine, Isabelle, Jeff, M., Maurice, Sophie, VL, Denis, J.
499. id. pp. 6-7.

d'un titre car ils illustrent parfaitement le point de vue de cette « nouvelle gauche » qui est apparue en France dans la fin des années cinquante.

« Il y a des événements importants qui se préparent en Espagne et je pense que la situation française comme celle de l'Algérie sont suffisamment « mûres » pour que l'avant-garde unisse ses forces et ses moyens afin d'amener le P.C à élaborer et diriger l'offensive finale contre le Gaullisme... Il y a des mois de préparation et un très gros travail. C'est encore le front qui a les meilleurs atouts dans ce petit jeu... Donc, à défaut de conceptions géniales et de positions précieuses, en ce qui nous concerne, aussi bien J.R que la V.C ou le M.A.F ou tout autre, nous pourrions au moins être les bons exécutants d'une politique bien concertée et dont les fruits seraient autres que la satisfaction « d'avoir raison !... »[47]

La lecture de cette lettre laisse apparaître très clairement l'équivoque sur laquelle est fondée beaucoup de militants situés de groupes d'extrême-gauche. Pour le FLN, la lutte politique ne consistait pas à organiser un mouvement révolutionnaire français pour lancer l'offensive contre le gaullisme, mais à mobiliser les énergies du peuple algérien pour la libération de l'Algérie de la domination coloniale. Les forces organisées au sein de la société française et dans le monde devaient servir d'appoint à cet effort. Contrairement aux espoirs parfois sincères de militants internationalistes, il n'était pas dans les projets du FLN de faire de son organisation l'instrument d'avant-garde d'un combat pour la révolution en France et encore moins dans le monde.

Le Front de solidarité à la Révolution algérienne (FSRA)

Les 23, 24 et 25 septembre 1961 se tient en Belgique une réunion clandestine des membres des réseaux encore en liberté. Il s'agit en fait d'une réunion bilan et d'un débat autour des perspectives du soutien non plus à la Fédération de France du FLN mais à la Révolution algérienne. Dans son rapport

[47] Id.

introduit[498]. « Thierry » (Francis Jeanson) rappelle les conditions de la naissance des réseaux, le sens et le contenu de l'aide pratique, les modalités de l'action et son évolution, ses aspects positifs et négatifs. Ce qui apparaît important dans ce texte, c'est le débat autour de la notion de reconversion des réseaux.

L'indépendance de l'Algérie ne pose plus problème dans cette fin d'année 1961. Les premières négociations d'Evian ont été suspendues par le GPRA, mais les voies devant mener à la reconnaissance de l'État algérien souverain sont maintenant ouvertes. Pour Jeanson, il faut se fixer des objectifs nouveaux. « Il faut pouvoir exercer une action positive sur le contexte français [...] Il faut faire un immense travail d'explication, ouvrir les horizons des militants de gauche - et peut-être par là agir sur les partis eux-mêmes - désenliser la lutte actuelle pour lui donner des dimensions nouvelles, montrer quels sont les problèmes de la Révolution Algérienne et la relation qu'ils vont avoir avec nos problèmes. [...] Le soutien que nous avons fourni jusqu'ici doit continuer tant que la lutte n'est pas terminée : mais il doit se doubler d'un passage à la phase constructive. Il est clair que l'Algérie ne fera pas sa Révolution sans aide extérieure. [...] Il semble que nous ayons à recruter des hommes et des femmes qui seront disposés, si la Révolution algérienne le leur demande, à se mettre à son service pour une aide et loyale coopération. »[499]

Ainsi, la problématique d'une reconversion du soutien est posée même si Daniel (Vignes) proteste contre l'utilisation de ce terme car, pour lui, l'important est de réunir ceux qui ont travaillé dans des domaines différents en vue de la phase nouvelle. Les tâches concrètes devront continuer, sous-entendu sous les mêmes formes, et même s'intensifier dans cette dernière période de lutte armée. « Il n'est pas question de reconvertir le soutien actuel : il

498. Document [illegible] portant Procès-verbal de la réunion. Étaient présents : Bernard, Cl[illegible] Morel, Daniel (Vignes), Gérard, Gilles, Katia, Marie, Nicole, Roger, Rob[illegible] Thierry (Jeanson). Excusés ou absents : Annette, Catherine, Isabelle, J[illegible] Sophie, VL, Denis, J.

499. id. p[illegible]

d'un titre car ils illustrent parfaitement le point de vue de cette « nouvelle gauche » qui est apparue en France dans la fin des années cinquante.

« Il y a des événements importants qui se préparent en Espagne et je pense que la situation française comme celle de l'Algérie sont suffisamment « mûres » pour que l'avant-garde unisse ses forces et ses moyens afin d'amener le P.C à élaborer et diriger l'offensive finale contre le Gaullisme... Il y a des mois de préparation et un très gros travail. C'est encore le front qui a les meilleurs atouts dans ce petit jeu... Donc, à défaut de conceptions géniales et de positions précieuses, en ce qui nous concerne, aussi bien J.R que la V.C ou le M.A.F ou tout autre, nous pourrions au moins être les bons exécutants d'une politique bien concertée et dont les fruits seraient autres que la satisfaction « d'avoir raison !...»[497]

La lecture de cette lettre laisse apparaître très clairement l'équivoque sur laquelle ont fonctionné beaucoup de militants sinon de groupes d'extrême-gauche. Pour le FLN, la lutte politique ne consistait pas à organiser un mouvement révolutionnaire français pour lancer l'offensive contre le gaullisme, mais à mobiliser les énergies du peuple algérien pour la libération de l'Algérie de la domination coloniale. Les forces organisées au sein de la société française et dans le monde devaient servir d'appoint à cet effort. Contrairement aux espoirs parfois sincères de militants internationalistes, il n'était pas dans les projets du FLN de faire de son organisation l'instrument d'avant-garde d'un combat pour la révolution en France et encore moins dans le monde.

Le Front de solidarité à la Révolution algérienne (FSRA)

Les 23, 24 et 25 septembre 1961 se tient en Belgique une réunion clandestine des membres des réseaux encore en liberté. Il s'agit en fait d'une réunion bilan et d'un débat autour des perspectives du soutien, non plus à la Fédération de France du FLN mais à la Révolution algérienne. Dans son rapport

497. id.

introductif[498], « Thierry » (Francis Jeanson) rappelle les conditions de la naissance des réseaux, le sens et le contenu de l'aide pratique, les modalités de l'action et son évolution, ses aspects positifs et négatifs. Ce qui apparaît important dans ce texte, c'est le débat autour de la notion de reconversion des réseaux.

L'indépendance de l'Algérie ne pose plus problème dans cette fin d'année 1961. Les premières négociations d'Évian ont été suspendues par le GPRA, mais les voies devant mener à la reconnaissance de l'État algérien souverain sont maintenant ouvertes. Pour Jeanson, il faut se fixer des objectifs nouveaux. « Il faut pouvoir exercer une action positive sur le contexte français [...] Il faut faire un immense travail d'explicitation, ouvrir les horizons des militants de gauche - et peut-être par là agir sur les partis eux-mêmes - désenliser la lutte actuelle pour lui donner des dimensions nouvelles, montrer quels sont les problèmes de la Révolution Algérienne et la relation qu'ils vont avoir avec nos problèmes. [...] Le soutien que nous avons fourni jusqu'ici doit continuer tant que la lutte n'est pas terminée ; mais il doit se doubler d'un passage à la phase constructive. Il est clair que l'Algérie ne fera pas sa Révolution sans aide extérieure. [...] Il semble que nous ayons à recruter des hommes et des femmes qui seront disposés, si la Révolution algérienne le leur demande, à se mettre à son service pour une totale et loyale coopération. »[499]

Ainsi, la problématique d'une reconversion du soutien est posée même si Daniel (Vignes) proteste contre l'utilisation de ce terme car, pour lui, l'important est de réunir ceux qui ont travaillé dans des domaines différents en vue de la phase nouvelle. Les tâches concrètes devront continuer, sous-entendu sous les mêmes formes, et même s'intensifier dans cette dernière période de lutte armée. « Il n'est pas question de reconvertir le soutien actuel : il

498. Document dactylographié portant Procès-verbal de la réunion. Étaient présents : Bernard, Cla[illegible]de Morel, Daniel (Vignes), Gérard, Gilles, Katia, Maria, Nicole, Roger, Rol[illegible]t Thierry (Jeanson). Excusés ou absents : Annette, Catherine, Isabelle, J[illegible], Sophie, VL, Denis, J.

499. id. p[illegible]

est question de préparer la transformation de ce soutien pour sa seconde phase. »[500]

Reconversion ou transformation du soutien, le problème fondamental restait pour tous ces militants de la gauche révolutionnaire française de définir les termes du rapport entre le travail de soutien et le politique sur le plan français, entre la révolution algérienne que certains voyaient ou espéraient devenir socialiste et la révolution en France. Disons pour terminer que ce programme pouvait ne pas être nécessairement celui de la direction politique et militaire de la révolution algérienne. Ce qui est sûr en tous cas, c'est que cette dernière entrait elle-même dans une phase d'affrontements idéologiques et politiques qui détermineront pour longtemps les voies dans lesquelles le nouvel État algérien s'engagera entraînant avec lui espoirs et illusions des militants nationalistes et de leurs soutiens français.

500. id. p. 10.

HUITIÈME PARTIE

LE LONG CHEMIN DU RETOUR

L'EXIL AUX FRONTIÈRES

L'étape allemande

Pour beaucoup de militants, le passage des frontières est vécu comme une retraite forcée, un éloignement du théâtre des opérations. Profondément convaincus d'appartenir à une unité d'élite de l'armée de libération nationale, ils demanderont à rejoindre les maquis en Algérie pour poursuivre le combat. Mais les chemins qui mènent au cœur des maquis ne sont pas toujours évidents. En Allemagne, pays par lequel les filières de passage font aboutir les membres de la Spéciale, il y a déjà sur place une organisation aux nombreuses ramifications. Il y a d'abord la Fédération de France du FLN qui y a élu domicile avec ses organes politiques et d'information, son école de formation de cadres, sa logistique et ses finances. Il y a aussi le bureau du FLN à Bonn qui relève des Affaires Étrangères avec Hafid Keramane « Malek » et ses collaborateurs. Il y a enfin les réseaux de la logistique et de l'armement qui relèvent, eux, du MALG par l'intermédiaire de M'hamed Yousfi et Mahdi Maabed. Aussi, quand les militants et les cadres de l'O.S. arrivent dans ce pays, il y a tellement à faire sur place que la perspective de rejoindre les maquis finit par devenir hypothétique.

Hocine Bendali chef du réseau « Sadek » de l'Organisation Spéciale de la FF.FLN arrive en 1959 à Cologne. Après deux ou trois jours d'attente où il reste enfermé dans un appartement avec son ami M'Hamed Belhaouès, il finit par rencontrer Omar Boudaoud qui lui propose de continuer le travail commencé en

France. Pour ce faire, il le place sous l'autorité de Hafid Keramane chef de la Mission du FLN en Allemagne. En fait, ni Boudaoud ni Keramane ne savent vraiment que faire de ce spécialiste du renseignement. Lui-même n'est pas très à l'aise dans ce qu'on lui demande de faire.

« On m'avait demandé d'étudier le terrain mais ma fonction n'était pas claire. Keramane glanait beaucoup d'informations. Il me donnait en vrac des papiers, des noms, des numéros de téléphone, des petites notes que j'essayais d'exploiter sans grand résultat. Il n'y avait pas de véritable service de renseignement et nous avons tâtonné ainsi pendant des mois sans véritable organisation pour prendre en charge les données. Totalement coupé de la France, je n'exploitais que les informations provenant d'Allemagne. Il existait peut-être les grandes lignes d'un service mais les affaires devaient être suivies pour être rentables. Le mieux que nous pouvions obtenir, c'était de petits flashs. Nous discutions bien avec Omar mais sans grande conviction. Mon passage en Allemagne ne fut pas très satisfaisant en définitive. »[501]

Bendali est encore sous l'effet des batailles engagées en territoire français et il ne comprend pas qu'on ne le laisse pas enquêter sur les habitudes de Moulay Merbah qui se déplace librement en donnant par-ci, par-là des conférences. Il va même de sa propre initiative suivre cet important responsable du MNA jusqu'à son domicile. Mais la consigne est stricte. Keramane et Boudaoud ne veulent pas d'incident pouvant compromettre la présence du FLN en Allemagne. Ne connaissant personne dans ce pays dont il ignore la langue, Bendali reste dans le plus grand isolement. Il applique encore les consignes de sécurité et les règles de vie que l'O.S. imposait à ses cadres en France. Il se tient à l'écart de la petite communauté algérienne et s'ennuie ferme entre deux rendez-vous officiels. Pour tromper l'ennui, il ne cesse de harceler au téléphone Keramane pour que ce dernier, installé à Bonn, vienne lui rendre visite plus souvent à Cologne.

Deux ou trois mois plus tard, il ne tient plus et se demande pourquoi on l'a présenté à Keramane et Mouloud Kacem. Ils sont bien

501. H. Bendali. *op.cit.*

gentils mais ce n'est pas du tout ce genre de travail qui lui convient. Omar Boudaoud finit par le présenter à Mustapha Berri dit « Le petit Boum » avec qui il doit travailler désormais. Berri est le représentant du MALG en Allemagne et ses fonctions sont bien celles du renseignement. C'est donc comme responsable adjoint des services de renseignement du MALG en Allemagne que Bendali va reprendre du service. Ce sera par lui et par M'hamed Belhaouès que les membres de la Spéciale en transit par ce pays seront intégrés dans une activité très secrète dont le but est, entre autres, de contrer le travail du SDECE français. Renseignement, contre-espionnage, action directe, telles seront les nouvelles affectations d'une partie des militants de l'O.S. passant par l'Allemagne.

Mais comme les dissensions entre les différents groupes et courants de la direction politique et militaire algérienne prennent de l'ampleur, chacune des institutions et chacun des organes d'exécution du GPRA agira en fonction des intérêts de sa propre hiérarchie sinon de son responsable direct. De qui relèvent la Fédération de France du FLN et son chef Omar Boudaoud ? De la présidence du Conseil, c'est-à-dire de Ferhat Abbas puis de Ben Khedda ? Ou du ministère de l'Intérieur et donc de Ben Tobbal ? Ou encore du ministère de la Guerre, c'est à dire de Krim ? Peut-être empiète-t-elle aussi sur les prérogatives du ministère des Finances et de celui des Affaires Étrangères en tenant les cordons de la bourse des délégations du FLN à l'étranger ?[502] Et l'O.S., relève-t-elle de l'ALN et donc de Krim par Bouaziz interposé, ou du MALG et donc de Boussouf par le canal de Mansour Boudaoud, M'Hamed Yousfi et Mahdi Maabed ?

Aussi n'est-il pas étonnant de voir ce service auquel vient d'être affecté Hocine Bendali, surveiller, enquêter, établir des fiches sur tout un chacun, y compris sur les responsables de l'O.S. encore en activité et sur ceux de la FF.FLN. Cela pose évidemment de gros problèmes de conscience à un militant de l'O.S. aussi dévoué que Hocine Bendali, mais sait-il que le MALG prend déjà des gages sur les luttes à venir pour le pouvoir dans l'Algérie indépendante ?

502. Cf. A.Haroun. *op.cit.*p.138 et suiv.

Complètement grillé auprès des services de police français, Omar Sadaoui est évacué sur l'Allemagne avec un autre membre de l'O.S. blessé. Après une première rencontre avec Keramane, il est affecté au service de Mustapha Berri en tant qu'agent d'exécution.

« Notre rôle était de filer des Français car la Main-Rouge était puissante et avait provoqué la mort de nombreux militants. [...] Nous avons fait équipe pour une mission à Coblence où nous devions abattre Jacques Ortiz[503]. Pendant 3 jours nous l'avons cherché ; Mustapha est même entré dans le mess des officiers de la ville, mais nous ne l'avons pas trouvé. Il faisait la tournée des garnisons de l'armée française pour les gagner à la cause des Européens d'Algérie. [...] J'ai ensuite été chargé de passer à Berlin-Est pour aller chercher une valise que devait me remettre M.Nedjar. C'était une valise très lourde pleine de cachets de toutes sortes et de toutes tailles pour la fabrication de faux papiers. Je remis le chargement à Keramane et à son adjoint « Tayeb »[504], c'était vers la fin 1959 - début 1960. [...] J'ai ensuite été envoyé dans l'ALN auprès des services de Boussouf. [...] »[505]

Même itinéraire, même trajectoire pour les membres de l'O.S. contraints à quitter le théâtre des opérations pour de nouvelles tâches dans de nouvelles frontières.

Ait Mokhtar débarque en mai 1960 en Allemagne. Il est évident qu'on ne peut pas traiter le responsable adjoint de la Spéciale comme on l'a fait pour les militants ou les cadres intermédiaires. Et puis Aït Mokhtar semble avoir des liens solides avec Abderrahmane Farès et le groupe qui gravite autour de Ferhat Abbas. Malgré son insistance à rejoindre les maquis, Bouaziz le convainc de veiller d'abord à l'organisation de la sortie des militants de l'O.S. recherchés et à l'acheminement des armes et des papiers vers la France. De fin-1960 à 1961, Aït Mokhtar restera donc en contact avec l'O.S. au moment même où les missions de celle-ci sont en train de connaître de profondes mutations. Mais comme cette tâche ne peut à elle seule satisfaire pleine-

503. Membre influent du Raf. Voir p.338.
504. Probablement Abdelkader Maachou.
505. Omar Sadoui « Boualem ». *op.cit.*

ment celui qui veut à tout prix rejoindre le front, on le charge de la Logistique pour l'Europe et de la réception des commandos venant du Maroc.

Ainsi, sous le couvert de l'organisation de la tournée de l'équipe algérienne de football mais en fait pour le compte du MALG, « Madjid » se met à parcourir toute l'Europe de l'Est. Il passe en Yougoslavie pour récupérer les matrices de faux papiers : cartes d'identité, passeports, attestations de travail, fiches de paye, cartes d'adhésion aux clubs, aux auberges de jeunes etc., autant de pièces pouvant servir de laissez-passer aux déserteurs de l'armée et aux partisans lors des contrôles de police. Avec M'Hamed Yousfi, Mahdi Maabed, Aïssa Abdessemed et Chaïb Taleb il se trouve totalement intégré aux filières du MALG dont la mission n'est plus seulement d'assurer l'armement et les liaisons générales de la seule Fédération de France mais toute la révolution algérienne.

Tout en poursuivant l'approvisionnement en armes des GA en activité sur le sol français[506], l'appareil logistique et les réseaux de renseignement et de communication de la Fédération de France passent progressivement sous le contrôle du MALG au point que les prérogatives des uns et des autres n'apparaissent plus très clairement. Les missions des anciens responsables de l'O.S. ne sont plus de maintenir et de renforcer l'efficacité des actions armées en France mais plutôt d'assurer la mise du potentiel de lutte de la Spéciale au service de Boussouf. Tout comme Omar Sadaoui, Mohammed Ouznani l'artificier de Marseille est dirigé sur les frontières marocaines. Il n'est malheureusement pas possible en l'état actuel de nos sources écrites et orales de faire une étude exhaustive du devenir des anciens membres de l'O.S. passés par l'Allemagne ; un jour peut-être les archives détenues par des particuliers nous le feront découvrir.

Le difficile transfert des femmes de la Spéciale

Après une année d'épreuves où elle a dû connaître sévices corporels procès et emprisonnement, Antoinette Yamina Idjeri est mise le 1er octobre 1959 en liberté provisoire. Pas pour longtemps

506. Voir Annexe.

car quatre mois plus tard, elle est reconvoquée pour comparaître dans un autre procès devant le Tribunal militaire de Paris. Constatant l'allure que prenaient les choses lors des premières audiences, maître Oussedik lui conseille de prendre une petite valise et de disparaître. Après un mois et demi passés au secret dans un studio parisien, elle est convoyée par les réseaux de soutien vers la Suisse puis l'Allemagne.

Lorsqu'elle parvient enfin en pleine nuit à Bonn, personne n'est là pour l'accueillir. L'organisation a trop à faire pour s'occuper de petites choses telles que l'accueil des membres de l'O.S. en transit par l'Allemagne. Aussi, c'est tout à fait par hasard que le taxi qu'elle prend la dépose après plusieurs tentatives infructueuses devant un hôtel à la clientèle nord-africaine servant apparemment de point de jonction aux militants du FLN. Une jeune militante de l'OPA qu'elle avait croisée à plusieurs reprises à Marseille et qui logeait dans cet hôtel l'aide à rétablir le contact avec Keramane.

Le responsable de la mission du FLN en Allemagne et le docteur Alberto la placent dans une pension à Essen où elle partage une chambre avec Baya Aghtaï, membre du réseau « Sadek », elle aussi transférée en Allemagne. Tout comme ses compagnons de lutte, elle aspire à rejoindre les maquis en Algérie mais, comme eux, elle sera dirigée vers d'autres frontières.

« Quand je disais que je voulais aller au maquis, on me riait au nez *« Tu es toute menue et tu ne connais même pas l'arabe. De plus, venant de France, si les policiers t'arrêtent, ils ne te lâcheront pas de si tôt. »* C'est vrai, c'était idiot. On nous avait dit d'aller à Genève et que là, des responsables nous prendraient en charge. « *Nous déciderons par la suite de votre avenir.* »[507]

Après deux mois et demi, Yamina est dirigée sur la Suisse où elle retrouve Rabah Bouaziz et son épouse Salima Sahraoui. Elle leur fait part de son désir de rejoindre les autres militantes aux frontières tunisiennes ; mais des problèmes semblent avoir surgi entre l'organisation du FLN à Tunis et les femmes qui l'y avaient précédée. Les départs sont bloqués.

507. A.Y.Idjeri. *op.cit.*

« - *Puisque tu ne peux ni retourner en France, ni aller en Tunisie, tu vas reprendre tes études.* J'étais arrivée en classe de première et le Droit et le Journalisme me passionnaient. On me dit que les écoles où le FLN avait ses entrées étaient en nombre limité ; de plus, le Droit et le Journalisme nécessitaient des durées d'études trop longues. Nous n'avions le choix qu'entre les formations d'assistante sociale, d'infirmière ou de sage-femme. Je choisis cette dernière de même que Baya Aghtaï. »[508]

Pour ces militantes de la Spéciale, l'étape suisse a tout de la voie de garage. Faute de perspective réelle d'intégration aux formes nouvelles de lutte, on les place dans des circuits où elles ne dérangeront plus personne.

Le témoignage d'Antoinette s'attarde quelque peu sur le rôle du couple Bouaziz dans la prise en charge des militantes et de leurs problèmes. Beaucoup d'entre elles ont trouvé secours auprès d'eux. Il reste un point à éclaircir ; ce témoignage nous montre incidemment un couple installé en Suisse et s'occupant de placer et de porter secours à des militants transitant par ce pays. Dans notre approche du devenir de la Spéciale hors des frontières françaises, nous ne nous attendions pas à trouver le responsable de l'O.S. au sein du comité fédéral de la FF.FLN à pareille mission et aussi loin du centre de décision. D'autres témoignages le signalent en mission en Allemagne et, après 1961, il n'y a pratiquement plus mention de sa présence dans les affaires touchant à l'organisation. Le document que nous avons cité plus haut est signé Aït Mokhtar. Y a-t-il eu éloignement ou transfert de responsabilités ? Seul son propre témoignage et les papiers qu'il détient nous aideront un jour à mieux comprendre les mutations qui se sont opérées au sein de l'organisation entre 1960 et 1962.

Nous avions laissé Aïcha Aliouat atteinte de tuberculose, fichée par la police et évacuée par les filières encore en activité vers l'Allemagne via la Suisse. Après une longue équipée qu'elle doit entreprendre en compagnie d'un autre militant, lui aussi évacué vers l'Allemagne, elle parvient à prendre contact avec l'organisation.

508. id.

« Madjid m'avait donné un numéro de téléphone en Allemagne où je devais appeler un certain Malek [Keramane] mais comme je ne connaissais pas l'arabe, il m'avait dit « *Rappelles-toi, ça signifie Ange en français.* » Arrivés à destination, je téléphone de l'hôtel où nous étions descendus. Je précise que je viens de la part d'un tel pour voir Ange... Méfiante, la personne me demande d'attendre sur place [...] Quelque temps plus tard, j'entends frapper à la porte. J'ouvre et la porte est violemment repoussée par un homme armé qui me tient en joue. C'était Malek. Bien sûr, il se méfiait, c'était peut-être une provocation. [...] Je suis restée dans cet hôtel où je rencontrais beaucoup de gens dont Kateb Yacine qui m'apporta beaucoup sur le plan humain et intellectuel.»[509]

Prise en charge par le docteur Alberto, Aïcha rencontre Fatima Benmaghnia qui venait de Montpellier et Meriem Basta de Marseille. Mais le temps commence à lui paraître long et son inactivité la fait ruer dans les brancards. Elle aussi brûle d'aller rejoindre les maquis et on ne peut pas contraindre une militante dont la formation politique et les états de service dans les « groupes de choc » et la Spéciale sont loin d'être dérisoires. Boudaoud et Bouaziz demandent alors à la voir et, après l'avoir jaugée, décident de l'envoyer en Tunisie non sans lui avoir remis un document confidentiel pour « Si Allal » Taalbi, responsable de la base de Tunis.

Évadée de la Petite Roquette, Zina Harraïgue est mise au secret dans un hôtel particulier à Neuilly. De là, elle est séparée de Didar Fawzi, sa compagne d'évasion. Elle est placée chez la chanteuse Catherine Sauvage où elle attend pendant un mois d'être transférée à son tour en Allemagne. Après avoir été accueillie à Stuttgart par une famille de mélomanes où les filles lui font chaque matin la révérence, elle est logée dans une pension de famille à Dusseldorf où elle retrouve Fatima Hamoud une autre évadée de la Roquette.

« Dès mon arrivée on m'a retiré mon passeport suisse (un vrai passeport). Nous étions sans papiers Fatima et moi et la consigne était de dire, en cas de vérification d'identité, que nos passeports

509. Aïcha Aliouat. *op.cit.*

étaient à l'ambassade du Maroc. Un mois plus tard j'ai rencontré Omar Boudaoud. Il était très content. Il m'a dit ce qu'en fait il devait dire à tous les militants, que j'avais fait du bon travail et qu'il fallait maintenant penser à l'avenir. Je ne pouvais plus rien faire en France et il s'est mis à me conseiller.

-Tu vas faire comme les autres ; tu vas aller terminer tes études, essayer d'apprendre quelque chose. Va à Genève. Ou bien préfères-tu continuer à travailler pour le FLN ?

- Je veux aller aux frontières

On nous avait toujours dit que le militant « brûlé » montait au maquis. Je ne pouvais pas abandonner le travail commencé, je n'aurais pas été tranquille pour étudier. Je pouvais encore rendre des services. Finalement, je partis pour Rabat avec Fatima qui avait fait le même choix »[510].

Encore deux militantes qui échappent provisoirement au rôle de sages-femmes.

La marmite frontalière

Que ce soit en direction de la Tunisie ou du Maroc, les éléments de la Spéciale qui partent d'Allemagne, de Suisse ou d'Italie arrivent dans des pays où les conditions sont loin d'être idylliques. En 1960 puis plus fortement encore en 1961 et 1962, les luttes de factions et de clans déchirent les rangs de la direction politique et militaire de la Révolution. Les crises se succèdent et poussent à de nombreuses constitutions et reconstitutions d'alliances. Bon gré, mal gré, la Fédération de France du FLN est tenue de prendre parti d'autant plus que son chef Omar Boudaoud est membre du CNRA.

Aussi ce ne sera pas sans une certaine réserve que les passagers du navire ramenant les militants en Tunisie seront reçus. Cela a commencé par les Tunisiens eux-mêmes qui ont bloqué les passagers algériens afin d'éplucher leurs papiers d'identité. C'est un rude coup au moral de ceux qui, comme Aïcha Aliouat, voient pour la première fois de leur vie la côte d'Afrique et rêvent de poser leur pied dans ce pays si proche de l'Algérie mythique.

510. Z. Harraïgue.

au studio m'épouiller car nous étions infestés de ces bestioles et je repartais de nouveau vers les camps. »[513]

C'est ainsi que les jours passés à soigner djounouds et réfugiés, et les nuits dans les casemates avec pour seul toit qu'un mince écran de branchages, finissent par avoir raison de sa santé déjà fragile. Sa tuberculose, contractée lors de l'offensive d'août 1958, empire au point qu'elle se met à cracher du sang. Le docteur Hassani l'oblige alors à partir pour trois mois en Hongrie. Dès son retour, elle replonge dans la vie des camps pour soigner les femmes, les enfants et tous les malades auprès de qui elle découvre un autre visage de la société algérienne.

« La vie dans les camps était très dure. Il y avait peu à manger pour les réfugiés et donc peu pour moi. Pas de literie ; nous dormions dans la misère et les poux mais ce fut une période extraordinaire pour moi. Je fumais toujours grâce aux femmes qui m'apportaient un peu de tabac des réserves de leur mari. J'avais aussi remarqué quelque chose de très amusant ; quand je leur passais le stéthoscope sur la poitrine, car j'étais toujours obsédée par mon problème personnel, je croyais que tout le monde était pulmonaire comme moi, j'entendais un son tinter ; c'était la boîte de tabac. Toutes les femmes prisaient, même les toutes jeunes. J'étais seule et j'avais la paix. J'avais trouvé un peu ce que je cherchais, pas les maquis, mais ces populations à soigner. Je ne peux pas dire qu'elles étaient délaissées. Il y avait peu de moyens et elles vivaient de ce que leur attribuait le Croissant Rouge. Du point de vue moral c'était quand même des assistées car elles ne pouvaient pas quitter la zone et faisaient plusieurs kilomètres pour trouver de l'eau. L'UGTA et la base de Tunis les approvisionnaient en linge et médicaments, quant aux dons, on disait que les Tunisiens en raflaient une bonne partie. »[514]

De ce séjour aux frontières algéro-tunisiennes Aïcha garde moins de traces de sa coexistence avec les puces (les « half-tracks ») que de ses rencontres avec le système militaro-bureaucratique qui commence à se mettre en place. Le docteur Nekkache, très à cheval sur la discipline, lui avait permis de rester dans les

513. id.
514. id.

camps à condition de ne jamais y ramener personne. Débordée par la tâche sanitaire qu'elle a à accomplir, elle finit par faire appel à des maquisardes pour l'aider. Cela n'est pas du goût du chef des services sanitaires des frontières qui lui fait interdire l'accès à certains camps et aux PC de l'ALN des frontières. Une autre fois, c'est au tour du capitaine Saïd de la sanctionner car elle ne s'est pas mise au garde-à-vous comme le font devant un officier tous ceux qui portent une tenue militaire. Elle se retrouve affectée au « Bec de canard » une zone de feu en contact de la ligne Morice et constamment exposée aux tirs de l'artillerie et de l'aviation françaises.

Mais peut-on supporter l'idée d'une militante, vêtue d'une tenue informe plus bonne à cacher ses rondeurs de femme qu'à lui donner une allure martiale. Une forte tête qui s'agite dans les camps de réfugiés, discute de politique avec les femmes des responsables regroupe autour d'elle des *moujahidates* et ignore les règlements d'une armée de djounouds en train de devenir des militaires. Trop, c'est trop ; il faut la caser. Quoi de mieux qu'un mariage pour rassurer la troupe ?

C'est lors d'un de ses passages à Tunis que Djilali M'Barek, secrétaire général de l'UGTA, lui présente celui qui allait devenir son futur mari. Du jour au lendemain l'attitude des gens envers elle change ; elle ne représente plus un danger et les portes des familles algériennes de Tunis lui sont alors grandes ouvertes. Officiellement mariée sous les auspices de l'UGTA et du FLN, elle a plus de possibilités de connaître les familles des cadres installés à El Manar. Elle lie une profonde amitié avec Omar Oussedik, Salah Landj, les commandants Sadek et Azzedine, Frantz Fanon etc... Elle découvre aussi un autre pan de la communauté algérienne résidant à Tunis, la bourgeoisie qui reçoit si bien les guerriers d'aujourd'hui et les maîtres de demain. Quelle différence avec ces masses de réfugiés vivant de l'aide internationale ! Mais il s'agit là d'une autre histoire.

Pour Zina Harraïgue les choses ne se sont pas passées autrement. Quand elle part pour le Maroc avec Fatima Hamoud, c'est avec un peu d'argent et une adresse. Personne ne les attend à l'aéroport et c'est en taxi qu'elles se rendent chez Abdellatif Rahal. Elles sont

bien reçues chez cet Algérien haut fonctionnaire dans l'administration marocaine mais, après deux semaines d'oisiveté, elles commencent à ruer dans les brancards elles aussi.

Beaucoup d'impressions et de sensations, de paroles et de comportements rendent à Zina son séjour aux frontières de plus en plus insupportable.

« Au bout de quelque temps, j'en avais ras le bol des Tlemcéniens. Tout ce qui n'était pas Tlemcénien ou à la limite de l'Oranie était de la roupie de sansonnet. À Oujda, quand je suis arrivée, les Tlemcéniens et, à un moindre degré les Oranais, avaient tout investi ; ils avaient accaparé tous les postes de responsabilité. En fait, ils ne faisaient pas grand chose ; c'était des fonctionnaires de l'administration marocaine qui vivaient très bien. De plus, ils étaient régionalistes, qualifiant chacun de par sa région d'origine. Je n'avais jamais rien vu de tel dans la Fédération de France. J'arrive au Maroc pour servir et on me demande d'où je suis. - *Algérienne*. - *Oui, mais encore ?* - *Je suis de Constantine*. - *Ah, Zouaouiya !* [...] Nous étions pourtant arrivées pleines d'enthousiasme. Il y avait Fatima et moi, Meriem Belhaouès (Belhamza), trois jeunes filles d'Oran Malika, Karima et Fadéla qui avaient 18 à 19 ans. Elles avaient fait des études d'infirmières à Rouen et s'étaient mises au service du FLN une fois leurs études terminées. »[515]

Toutes doivent chercher du travail mais la Fédération du Maroc a d'autres choses à faire que de placer des militantes dont personne ne veut. Le seul travail qu'on puisse leur proposer c'est de s'occuper des réfugiés. Zina qui est venue là pour poursuivre son combat n'apprécie pas du tout.

« On nous proposa d'aller travailler avec les réfugiés. Qu'est-ce que nous allions bien pouvoir combattre ? Les microbes ? On nous répondit que le maquis c'était fini. Et toutes les filles ont été amenées aux frontières. - *Allez à* Oujda, *il y a des vivres et du lait à distribuer !* J'étais offusquée de la façon dont on traitait les gens ; aucun souci de leur dignité, toujours la charité. [...] À Oujda nous avons trouvé Mimi Allouache qui était elle aussi une

515. Z.Harraïgue. *op.cit.*

zouaouiya. Elle m'a expliqué la situation - *Tu ne trouveras pas ici le rêve. Les gens sont comme ça, ils n'aiment pas la Fédération de France.* C'était une femme qui travaillait très dur, une femme très engagée. »[516]

En fait, tout comme en Tunisie, les militantes de la FF.FLN et celles de la Spéciale découvrent une mentalité aux antipodes de celle qu'elles ont connue en France dans les rangs de l'organisation politique. Elles ont l'impression que pour les cadres des frontières, les militantes sont juste bonnes à marier.

« Pour eux, les filles, les militantes étaient juste bonnes à marier. Alors on a voulu nous marier. Ces types qui se pavanaient toute la journée dans des voitures luxueuses, qui draguaient, allaient daigner nous épouser !!! C'était atroce. [...] Pour nous espionner, voir si nous portions un pantalon ou si nous mettions un peu de rouge à lèvres, il [l'adjoint d'Omar Gherbi du bureau du FLN d'Oujda] était efficace ; mais à part cela je n'ai pas vu son rôle de militant. Nous n'étions pas ainsi pendant la révolution, ni même avant. [...] À la Fédération de France, nous avions des cours de formation politique, nous apprenions comment nous défendre, comment nous comporter. Au Maroc, ce fut le grand choc, une véritable débandade. Avais-je bien affaire aux mêmes gens ? On nous surveillait pour des bêtises, nous n'étions libres ni de travailler, ni de décider de quoi que ce soit. J'ai failli me marier avec un marocain que je n'aimais pas juste pour obtenir un passeport et fuir. Il n'y avait plus de notion de militantisme ou de patriotisme. Les réfugiés eux-mêmes n'avaient pas beaucoup de considération pour nous. Je crois qu'ils avaient déjà eu de mauvaises surprises avec les membres de la Fédération du Maroc. »[517]

La chance de Zina c'est d'avoir vu entre temps Fodil Bensalem « Noureddine », un ancien chef de wilaya de la FF.FLN[518], venir prendre en mains la Fédération du Maroc. Sa condition comme celle de ses compagnes s'améliore quelque peu. Le service des affaires sociales les charge de prendre en mains un petit hôpital vétuste d'Oujda pour en faire un hôpital pour enfants. C'est donc

516. id.
517. id.
518. Évadé de la prison de Fresnes le 7 janvier 1961.

en tant qu'infirmières pédiatres que les militantes de la FF.FLN vont activer jusqu'au jour du cessez-le-feu.

Est-ce pour des raisons liées à la formation politique des militants ou aux mentalités des responsables du FLN-ALN aux frontières, toujours est-il que le sort réservé aux hommes de la Spéciale a été dans l'ensemble différent de celui qu'ont connu les femmes.

Omar Sadaoui qui avait été intégré aux services du MALG en Allemagne fédérale comme agent d'exécution repart pour le Maroc au début de 1960. Il est affecté aux services de renseignements de Boussouf et s'occupe jusqu'en 1962 de la Sécurité pour les bases de Kénitra et de Bouznika où se fabriquent secrètement une partie des armes de l'ALN.

Mohammed Ouznani, l'artificier en chef du Sud de la France est lui aussi en transit par l'Allemagne et il ne semble pas y avoir d'autre solution que de le renvoyer à la case de départ, c'est-à-dire au Maroc. Dans son esprit, sa spécialité peut encore rendre des services aux unités de l'ALN engagées sur le terrain en Algérie. Il n'est pas question pour lui de croupir à Casablanca dans les services administratifs de Si Messaoud, son ancien responsable. Aussi, il choisit de partir pour les bases frontalières de l'ALN où il peut se joindre à une unité de combat. Les choses finalement se passent autrement et il est envoyé à Zghen-Ghen puis à la base de Nador pour un stage dans les Transmissions. Avec cette seconde spécialité il pense qu'il aura plus de chance de rentrer en Algérie. Il rentrera bien en Algérie mais ce sera en mars 1962 dans une Katiba placée sous le commandement d'Abdelhamid Latreche.

LE RETOUR AU PAYS

Les derniers jours de détention

Il est difficile d'isoler un groupe ou des individus d'un contexte général ; comme pouwre de la Spéciale de la FF.FLN, les itinéraires et les prises de position des membres de cette organisation ne peuvent se comprendre sans une mise en perspective dans ce qui se déroule à une plus grande échelle et qui affecte la nation algérienne tout entière. Nous faisons donc un peu violence à la logique d'ensemble en tentant de singulariser le vécu de quelques uns. Cependant, à travers leur regard, même obscurci ou déformé par le temps écoulé, nous retrouvons ce qu'ont dû vivre et sentir l'ensemble des militants du FLN et des djounouds de l'ALN dans ces mois d'une indescriptible turbulence qui ont immédiatement précédé puis suivi le jour de l'indépendance.

Lorsque les négociations d'Évian aboutissent aux accords de paix entre l'Algérie et la France, la décision de libérer tous les détenus intervient dans un climat d'insécurité généralisée. Les groupes armés de l'Oas et des éléments factieux de l'armée et de la police françaises ont déjà commencé à appliquer « la politique de la terre brûlée. » Ils font courir les plus grands dangers à ceux, Algériens ou Français, qui ont combattu la domination coloniale. Aussi ce n'est pas sans appréhension que ceux qui sont détenus dans les prisons de France vivent leurs derniers mois derrière les barreaux.

Les événements se bousculent, le temps s'accélère ; la vie dans les prisons prend une autre tournure ; les nouvelles de l'extérieur circulent dans les cours et les cellules ; celles de l'intérieur des

prisons parviennent à l'extérieur comme autant de signes de solidarité des détenus avec les combattants encore en liberté. Mais pour les uns comme pour les autres, la circulation de l'information et son traitement sont autant de prétextes pour de nouvelles prises de position politique, de nouvelles alliances. La population carcérale et ses chefs de file pèsent maintenant de tout leur poids sur les décisions politiques à prendre.

Depuis la tentative de putsch des généraux du 22 avril 1961, les nouvelles les plus folles amplifiées par la presse circulent dans les couloirs des prisons. On tenterait de liquider physiquement les prisonniers algériens et on parle même d'exécutions sommaires survenues dans la prison d'Oran. Pour plus de sécurité, les autorités françaises métropolitaines transfèrent d'Algérie plusieurs dizaines de détenus dont des condamnés à mort, des officiers de l'ALN, d'anciens commandants de wilaya et des cadres du FLN.

L'arrivée au cours de l'année 1961 de ces nouveaux groupes de détenus transférés d'Algérie produit une sorte de redistribution des rôles dans les comités de détention. Dans la prison centrale de Loos-les-Lille, la présence des militants et cadres politiques venus d'Algérie repose la question de l'autorité légitime et reconnue par tous les détenus. Nous ignorons en quels termes les problèmes de légitimité et d'autorité ont été posés mais ce qui est sûr, c'est que les hiérarchies anciennes ont vécu. De nouvelles formes d'autorité sont établies disqualifiant de fait les anciennes chefferies.

« La prison fut réorganisée du tout au tout. Les portes des cellules restaient ouvertes durant la journée ; les détenus pouvaient aller où ils voulaient ; ils pouvaient avoir l'activité qu'ils désiraient et même faire du jardinage si bon leur semblait.»

Ben Alla[519] avait convoqué chaque détenu et avait remis de l'ordre dans une situation qui était devenue dangereusement tendue au point qu'on ne se déplaçait plus sans porter des armes de fortune sur soi. Il les écouta tous un à un ; 350 à 400 détenus furent entendus et chacun proposa une solution au problème qui se posait.

Un comité de détention nouveau fut constitué dont Ben Alla prit la tête. Des mesures draconiennes furent arrêtées et l'ancien

519. Hadj Ben Alla, ancien responsable de l'O.S. du PPA pour l'Oranie, en novembre 1954 Commandant de la wilaya V sous les ordres de Larbi Ben M'hidi.

comité fut mis en demeure de ne plus provoquer d'incidents au risque de sévères sanctions. Avec Ben Alla, il y avait Abdelkader Merrah, Amor Benghezel[520] et deux autres responsables [dont Mohammed El Aïd Lachgar].

La fusion avec les détenus venant d'Algérie s'est faite progressivement et tout rentra dans l'ordre. On avait entre-temps institué la caisse commune et ceux qui recevaient de l'aide de l'extérieur l'avaient mise à la disposition du comité qui la fractionnait en autant de parts que de détenus. La solidarité a surtout joué en faveur de ceux qui venaient du pays parce qu'ils n'avaient pas, comme ceux de France, de proches parents qui leur expédiaient des mandats ou leur apportaient un panier. La plupart étaient des condamnés à mort dont les peines avaient été commuées en détention à perpétuité et ils avaient peu de ressources. Parmi eux, il y avait Guerrab, Yahya Briki journaliste à *Alger Républicain*[521], Mahiout ainsi qu'un groupe d'intellectuels venant d'Alger. »[522]

Slimane Madadi signale de son côté la présence de Hammouche dit « Moh Ettouil »[523] et de Djender dans le groupe des détenus transférés d'Algérie. L'arrivée de ces derniers coïncide avec des informations contradictoires sur l'avancée des négociations et sur les intentions des autorités françaises quant au sort de ceux qui purgent de lourdes peines. Les suspensions successives de pourparlers algéro-français leur laissent craindre le pire, alors que ceux qui ont des peines légères pensent déjà à leur libération anticipée. La confusion est telle que des bruits courent selon lesquels ceux qui ont eu des condamnations pour crimes de sang seront maintenus en détention une fois la paix conclue.

Changement dans les habitudes, nouveaux responsables, rumeurs de toutes sortes venant de l'extérieur exacerber les angoisses et le sentiment de claustration des détenus. Tout cela finit par créer une atmosphère d'agitation et d'excitation telle que le comité de

520. Précédemment détenu à la prison de Fresnes d'où il a été transféré.

521. Membre du Parti communiste algérien qui a rejoint à titre individuel le FLN-ALN ; auteur d'un attentat manqué contre le général Massu le 6 octobre 1956. Condamné à mort.

522. A.Cherrouk. *op.cit.*

523. Ancien responsable du PPA pour la Grande Kabylie et un des hommes du 1er novembre 1954 pour la Grande Kabylie.

détention lève toutes les restrictions pesant sur les tentatives d'évasion. Tout le monde ou presque se met à dresser des plans pour prendre la clé des champs et certains les mettent à exécution. Des grèves de la faim éclatent dont la plus longue est celle des 21 jours en réponse au mot d'ordre lancé le 26 octobre 1961 par le GPRA pour l'obtention du régime politique en faveur des détenus FLN.[524]

De toutes ces péripéties marquant les derniers mois sinon les dernières semaines de détention des membres de la Spéciale, nous retirerons que pendant cette période se sont tissées de nouvelles amitiés, de nouvelles solidarités. La rencontre avec les cadres du FLN et de la Fédération de France à la prison de Fresnes[525], le travail politique accompli par Ben Alla et le groupe des anciens du PCA à Loos-les-Lille vont nécessairement laisser des traces.

« J'ai été analphabète jusqu'à 20 ans. J'ai appris à lire et à écrire durant mon engagement dans les commandos [de l'O.S.] grâce aux frères. La prison m'a permis d'améliorer mes connaissances en arabe et surtout en français. [...] Je n'étais pas seul dans ce cas, 75 % des frères détenus étaient illettrés ; ils ont appris à lire le journal, écrire une lettre etc. [...] Après la grève des 21 jours, nous avons eu droit à la cour toute la journée ; on mangeait mieux et les cellules restaient ouvertes. Nous avions tous les cours que nous désirions [...] l'organisation était un véritable État : l'argent des mandats était centralisé au niveau d'un économe qui se chargeait des achats à l'extérieur et distribuait cigarettes, nourriture et autres à égalité entre tous les détenus. Personne n'était propriétaire des mandats qu'il recevait, il n'y avait ni chef ni simple militant. Dès le début de ma détention, je recevais en tant que membre des commandos, un mandat mensuel de 10 000 francs [du CSD] alors que les autres militants recevaient 5000 francs. Par la suite, tout le monde reçut une solde égale de 5000 francs. »[526]

Les choix politiques des membres de la Spéciale ayant connu la détention ne seront donc pas sans rapport avec cette période,

524. Pour tout ce qui touche au problème de la détention, voir A. Haroun. *op.cit.*
525. Youcef Khaouadja « Haddad Hamada », Bachir Boumaza, Moussa Kebaïli, Ahmed Benattig « Souami », Ahcene Fziri et Ramdane Bouchebouba constituent le comité de détention de Fresnes en 1961-1962.
526. S.Madadi, condamné à perpétuité, détenu à la centrale de Loos-les-Lille. Témoignage.

avec l'esprit qui y dominait et les liens qui s'y sont tissés. En effet, de la solidarité communautaire villageoise on passe à de nouvelles formes de conscience et de solidarité. L'idée nationale s'ancre plus profondément et, avec elle, l'idée de l'égalité sociale qui pèsera si lourd dans les chartes à venir.

L'annonce du Cessez-le-feu du 19 mars 1962 parvient par la radio ; c'est une joie mitigée qui l'accueille car il y a toujours cette rumeur persistante qui laisse entendre que certains resteront en détention. La sortie des premiers groupes de détenus accroît paradoxalement la tension de ceux qui restent, jusqu'au jour où, aux environs du 1er mai 1962, les condamnés aux lourdes peines sont conduits par une compagnie de CRS à l'aéroport de Lille. Destination : l'Algérie.

« L'avion qui devait nous transporter appartenait à une compagnie suisse. L'accueil de l'équipage fut très agréable et rassurant ; le commandant de bord nous fit part du plan de vol et on nous distribua des bonbons.

À l'arrivée, notre inquiétude se réveilla à nouveau puisque c'était le terrain militaire de Téleghma. Des avions de chasse à réaction décollaient et atterrissaient sans cesse en faisant un bruit assourdissant sur la piste, des unités de parachutistes français étaient là avec leurs chiens bergers allemands. Heureusement pour nous, nous fumes vite entourés de Gardes Mobiles et embarqués dans des camions GMC. Chacun de nous reçut un pécule de 15 000 francs, les véhicules escortés de deux blindés partirent pour Lambèse.

Ce que les nouveaux arrivés vont voir dans ce tristement célèbre bagne défie leur imagination. Une saleté repoussante, des paillasses infectées, des conditions d'hygiène et de santé des prisonniers que les portes ouvertes des cellules et la liberté de circulation dans les différents espaces arrivent difficilement à atténuer. Tout comme à Loos-les-Lille, les nouveaux arrivés partagent avec ceux qui sont là le pécule qui leur a été versé ; de son côté, le comité de détention de Lambèse distribue à ceux qui n'ont que leur tenue de prisonnier des costumes civils. Ils attendent tous avec autant d'anxiété qu'en France leur tour d'être libérés.

Le récit des derniers jours de détention et du transfert vers le bagne de Lambèse est, à quelques détails près, le même chez

détention lève toutes les restrictions pesant sur les tentatives d'évasion. Tout le monde ou presque se met à dresser des plans pour prendre la clé des champs et certains les mettent à exécution. Des grèves de la faim éclatent dont la plus longue est celle des 21 jours en réponse au mot d'ordre lancé le 26 octobre 1961 par le GPRA pour l'obtention du régime politique en faveur des détenus FLN.[524]

De toutes ces péripéties marquant les derniers mois sinon les dernières semaines de détention des membres de la Spéciale, nous retirerons que pendant cette période se sont tissées de nouvelles amitiés, de nouvelles solidarités. La rencontre avec les cadres du FLN et de la Fédération de France à la prison de Fresnes[525], le travail politique accompli par Ben Alla et le groupe des anciens du PCA à Loos-les-Lille vont nécessairement laisser des traces.

« J'ai été analphabète jusqu'à 20 ans. J'ai appris à lire et à écrire durant mon engagement dans les commandos [de l'O.S.] grâce aux frères. La prison m'a permis d'améliorer mes connaissances en arabe et surtout en français. [...] Je n'étais pas seul dans ce cas, 75 % des frères détenus étaient illettrés ; ils ont appris à lire le journal, écrire une lettre etc. [...] Après la grève des 21 jours, nous avons eu droit à la cour toute la journée ; on mangeait mieux et les cellules restaient ouvertes. Nous avions tous les cours que nous désirions [...] l'organisation était un véritable État : l'argent des mandats était centralisé au niveau d'un économe qui se chargeait des achats à l'extérieur et distribuait cigarettes, nourriture et autres à égalité entre tous les détenus. Personne n'était propriétaire des mandats qu'il recevait, il n'y avait ni chef ni simple militant. Dès le début de ma détention, je recevais en tant que membre des commandos, un mandat mensuel de 10 000 francs [du CSD] alors que les autres militants recevaient 5000 francs. Par la suite, tout le monde reçut une solde égale de 5000 francs. »[526]

Les choix politiques des membres de la Spéciale ayant connu la détention ne seront donc pas sans rapport avec cette période,

524. Pour tout ce qui touche au problème de la détention, voir A. Haroun. *op.cit.*

525. Youcef Khaouadja « Haddad Hamada », Bachir Boumaza, Moussa Kebaïli, Ahmed Benattig « Souami », Ahcene Fziri et Ramdane Bouchebouba constituent le comité de détention de Fresnes en 1961-1962.

526. S.Madadi, condamné à perpétuité, détenu à la centrale de Loos-les-Lille. Témoignage.

avec l'esprit qui y dominait et les liens qui s'y sont tissés. En effet, de la solidarité communautaire villageoise on passe à de nouvelles formes de conscience et de solidarité. L'idée nationale s'ancre plus profondément et, avec elle, l'idée de l'égalité sociale qui pèsera si lourd dans les chartes à venir.

L'annonce du Cessez-le-feu du 19 mars 1962 parvient par la radio ; c'est une joie mitigée qui l'accueille car il y a toujours cette rumeur persistante qui laisse entendre que certains resteront en détention. La sortie des premiers groupes de détenus accroît paradoxalement la tension de ceux qui restent, jusqu'au jour où, aux environs du 1er mai 1962, les condamnés aux lourdes peines sont conduits par une compagnie de CRS à l'aéroport de Lille. Destination : l'Algérie.

« L'avion qui devait nous transporter appartenait à une compagnie suisse. L'accueil de l'équipage fut très agréable et rassurant ; le commandant de bord nous fit part du plan de vol et on nous distribua des bonbons.

À l'arrivée, notre inquiétude se réveilla à nouveau puisque c'était le terrain militaire de Téleghma. Des avions de chasse à réaction décollaient et atterrissaient sans cesse en faisant un bruit assourdissant sur la piste, des unités de parachutistes français étaient là avec leurs chiens bergers allemands. Heureusement pour nous, nous fumes vite entourés de Gardes Mobiles et embarqués dans des camions GMC. Chacun de nous reçut un pécule de 15 000 francs et les véhicules escortés de deux blindés partirent pour Lambèse. »

Ce que les nouveaux arrivés vont voir dans ce tristement célèbre bagne défie leur imagination. Une saleté repoussante, des paillasses infectées, des conditions d'hygiène et de santé des prisonniers que les portes ouvertes des cellules et la liberté de circulation dans les différents espaces arrivent difficilement à atténuer. Tout comme à Loos-les-Lille, les nouveaux arrivés partagent avec ceux qui sont là le pécule qui leur a été versé ; de son côté, le comité de détention de Lambèse distribue à ceux qui n'ont que leur tenue de prisonnier des costumes civils. Ils attendent tous avec autant d'anxiété qu'en France leur tour d'être libérés.

Le récit des derniers jours de détention et du transfert vers le bagne de Lambèse est, à quelques détails près, le même chez

Mouloud Ouraghi, Mohammed Bensaddok et d'autres membres de la Spéciale condamnés à mort ou à la réclusion perpétuelle. Il faut cependant relever que, peut-être plus que Cherrouk qui avait, lui, un contact avec ses compagnons de détention, ces derniers ont vécu de longues années dans un terrible isolement. Aussi, leur contact avec la liberté retrouvée n'en sera que plus dur.

Retrouvailles et choc en retour

À Lambèse, plus de 3000 détenus attendent leur tour d'être libérés ; tous ceux qui ont transité par ce terrible bagne se souviennent de l'accueil qui leur fut réservé par l'organisation politique du FLN et la population de la région. Le fait est si extraordinaire aux yeux de ceux qui ont combattu pour ce pays et pour ce peuple qu'il mérite d'être relevé comme un des moments les plus marquants de leur histoire. Au-delà de son aspect singulier, le témoignage de Slimane Madadi peut être considéré comme exemplaire.

« Nous avons été libérés le 4 mai 1962. Cela s'est fait par vagues de plusieurs centaines et les moyens de transport se sont vite révélés insuffisants. Je n'oublierai jamais l'accueil de l'organisation de Batna-ville, l'enthousiasme, la chaleur des gens. C'était un vendredi, tous les taxis, les cars étaient partis à l'aube accompagner les premiers sortis dans leurs régions respectives. Nous étions près de 600 et il ne restait plus un seul moyen de transport disponible. Le responsable de l'organisation a fait appel aux habitants à la sortie de la prière du vendredi ; - *Nos frères ne sont pas de la région, ils n'ont rien, où vont-ils manger et passer la nuit ? Qui veut prendre en charge quelques-uns jusqu'à demain matin ?* Tout le monde s'est proposé de prendre qui 2, qui 4, qui 15 frères. Devant un tel enthousiasme, le responsable leur a conseillé de n'en prendre que selon leurs moyens.

La famille dans laquelle j'étais avec quatre autres frères nous a fait une véritable fête. L'homme s'était procuré un grand drapeau. C'était la première fois que je voyais l'emblème national ainsi déployé. Je tremblais dans la pièce où nous étions reçus. Une très grande émotion nous étreignait. Le lendemain, nous

avons pris le café dans la joie, une joie sans pareille, dans une fraternité et une générosité sans limite.

Notre hôte nous a amenés voir le responsable politique du secteur. Nous étions 5. Après s'être inquiété de la qualité de l'accueil qui nous avait été réservé, il nous a demandé notre destination. *- À Setif. - Les cinq ?- Oui, les cinq. - Bon, voilà le taxi, il vous amènera jusqu'à Setif. Des instructions lui ont été données et vous n'avez à vous inquiéter de rien.* »[527]

Ceux dont la destination était la région de Sétif sont tous déposés au siège du FLN de la ville, le Cercle Abbas. Après le thé et les gâteaux on met à leur disposition un taxi avec pour instruction au chauffeur de ne les quitter qu'une fois remis entre les mains sûres du responsable politique local du FLN. Pour comprendre cette consigne, il faut savoir que les militants sortis d'une longue période de détention et parfois d'isolement total, souffrent tous de difficultés psychologiques de toutes sortes : troubles de la psychomotricité et de l'élocution, activité sensorielle perturbée, agoraphobie ou claustrophobie et bien d'autres symptômes encore. À cela, il faut ajouter que beaucoup ont quitté à l'adolescence leur village et leur famille et c'est avec le lourd fardeau des années de lutte et de souffrance qu'ils retrouvent leur terre natale et leur maison, quand celle-ci n'a pas été détruite durant la guerre.

« Le lendemain, précédé d'un motard qui lui ouvrait la route, mon hôte m'a emmené en voiture jusqu'à Michelet (Aïn-El-Hammam). J'étais resté quatre années en prison sans bouger, sans marcher. Quand je suis arrivé aux environs du village, j'ai voulu remercier mon hôte et continuer à pied. C'était encore un peu loin de notre demeure et, vu l'état dans lequel j'étais, je ne serais probablement arrivé que le lendemain. Je ne savais pas qu'il y avait autant de routes ; j'avais quitté le pays avant que l'armée n'ouvre des pistes partout. Dès que je suis descendu de voiture, les gens de Michelet m'ont aussitôt pris en charge. Ils ne savaient pas qui j'étais exactement, ils savaient juste que j'étais détenu et que je venais d'être libéré. Ils ont beaucoup insisté pour que j'accepte d'être leur hôte. J'ai encore dîné chez quelqu'un avant de regagner mon village natal. »[528]

527. id.
528. M. Ouraghi. *op.cit.*

Mis à part l'aspect anecdotique de ce retour, il se dégage à travers la narration des faits une signification profonde qui vaut pour tous les acteurs de la guerre de libération. Venus du fond de leurs geôles, des refuges clandestins ou des camps frontaliers ils retrouvent tous, douloureusement, derrière l'Algérie mythifiée, le pays réel. Encore une fois, plus que toute vaine analyse, le récit de Slimane Madadi porte en lui une dimension exemplaire. Il ne vaut pas pour lui-même mais pour tous les autres retours au pays réel.

« Je ne connaissais pas bien Bougaa que je n'avais vu que deux fois dans ma vie. Il ne faut pas oublier que j'étais parti de mon village à l'âge de 16 ans. À cette époque, quand on était un paysan pauvre, il n'était pas facile de faire tous les jours 19 km à pied pour se rendre au chef-lieu de région ; dans les douars, il y avait trop à faire. Les deux fois où j'y suis allé, je devais avoir 14 ans et demi et c'était pour vendre du raisin au marché hebdomadaire.

Parmi mes compagnons de route, il y avait deux frères de la Spéciale Ammar Kammar et Slimane Hammadat condamné à perpétuité. Pour les deux autres dont j'ai oublié le nom, l'un était des Ouled Ayad, près de Bougaa, et l'autre d'Oued Essebt pas très loin de Hammam Guergour. Ils furent déposés les premiers. Je restai seul dans le taxi qui approchait de la dechra où j'avais grandi [village de Bou Makhlouf, douar de Harbil]. Peu avant d'y arriver, une première agglomération appelée Layed Essetch constituait le gros du hameau. Il y avait autrefois le marché du lundi qui s'y tenait et beaucoup d'animation. Près de la dechra, il y avait aussi un cimetière bordé de châtaigniers imposants. Les arbres n'y étaient plus ; ils avaient tous été abattus par l'armée française lors de l'installation du poste militaire.

Lorsque je vis l'endroit, je fus comme saisi. Tout avait changé ; il n'y avait pas âme qui vive, pas un chat ni même une poule, rien. C'est comme si tout avait été bouleversé par quelque catastrophe. Nous sommes passés près des boutiques ; une d'entre elles semblait ouverte. J'ai demandé au chauffeur de s'arrêter pour me laisser faire un tour et de m'attendre parce qu'il y avait encore deux à trois bons kilomètres avant d'arriver chez moi. Je suis descendu et c'est là que je fus pris d'une profonde crise d'anxiété. Cet aspect si désolé me faisait penser à un désastre. J'avais l'impression que

tout le monde avait été tué et qu'il ne restait plus personne. Ayant franchi les quelques marches de la boutique, j'y trouvai quelqu'un assis. Je le connaissais, c'était Messaoud M'darja.

- *Essalam Alaykoum*

- *Essalam...*

- *Wash Rak ya Messaoud ?* [Comment vas-tu Messaoud ?]

- *La bass...* [Ça va....]

Puis, plus rien. Je l'avais reconnu mais lui, pas.

- *Eh, Messaoud, tu ne m'as pas reconnu ?*

- *Non, je ne t'ai pas reconnu...*

- *Je suis un tel, le fils de Khalef Cherif !*

- *Slimane ?!*

- *Oui, Slimane.*

De joie, il s'est redressé et des larmes se sont mises à lui couler sur le visage. J'ai senti mes jambes m'abandonner.

- *Alors Messaoud, dis-moi ce qui s'est passé ici ; pourquoi ce paysage si désolé ?*

- *Non, il fait juste un peu chaud, les gens sont chez eux, à l'ombre.*

J'avais une sœur qui habitait dans ce hameau. J'ai demandé des nouvelles de ses enfants.

- *Oui, ils sont là. Ils étaient d'ailleurs tout près d'ici à jouer tout à l'heure.*

- *Bon, alors donne-moi un peu de sucre et du café, des cacahuètes et des bonbons aussi. Je compte sur toi pour leur dire que je suis de retour et que je vais à la maison.*

Je repris le taxi pour faire le dernier tronçon qui me restait. Sur la place de la dechra, il y avait un groupe de personnes. C'était des gens que j'avais connus, avec lesquels j'avais grandi. Il y avait surtout Belkacem Bouchaïb, un ami d'enfance avec lequel j'allais faire paître les moutons et avec qui je jouais dans les champs et les vergers.

- *Comment vas-tu Belkacem, tu vas bien ?*

Les gens étaient surpris. Qui est cette personne qui nous interpelle par nos noms, d'où vient-il, que nous veut-il ?

- *Belkacem, tu ne m'as pas reconnu ?*

- Non, je ne t'ai pas reconnu...
- Comment, Belkacem...Tu plaisantes, j'espère ?!
- Non, je te jure que je ne t'ai pas reconnu.
- Je suis Slimane, fils de Cherif et de Taous.

Nous sommes tombés dans les bras l'un de l'autre en pleurs. Je fus pris d'une sorte de malaise ; je sentais que je n'étais plus le même, que je ne réagissais plus comme avant, que je ne parlais plus comme je le faisais ; j'étais comme saisi, paralysé par l'émotion, alors tout le monde s'est mis à me porter. On ne voulait pas me laisser marcher. On me prit ainsi à bout de bras sur une soixantaine de mètres jusqu'à la maison de mes parents. Je n'y ai trouvé que ma sœur ; ma mère était allée aux champs pour ramasser des branches d'olivier. Je vis mes angoisses grandir de ne pas la trouver à la maison. C'était comme si j'allais mourir sans pouvoir la voir une dernière fois. Cet instant était terrible. [...] On alla la chercher en voiture. [...] Dès qu'elle fut en vue, on vint me prévenir. Je sortis pieds nus ; je ne m'en rendais même pas compte. Je courus quelques dizaines de mètres pour aller à sa rencontre. Je la pris dans mes bras et la soulevai jusqu'à la maison. Une fois là, assise, elle n'arrivait pas à croire que c'était bien moi, son fils Slimane. Elle ne me reconnaissait pas ; ma propre mère ne me reconnaissait pas. Elle me posait les mains sur le visage, sur le corps en répétant -*C'est bien toi Slimane ?* Je lui rappelai des choses du passé ; je lui parlai des objets de la maison et de détails que nous étions les deux seuls à connaître [...] »[529]

Slimane Madadi avait bien changé ; ce n'était plus le jeune adolescent de 17 ans que sa mère avait vu partir. C'était à présent un homme de 30 ans marqué par les épreuves de la lutte et par les dures années de détention. Le choc en retour de ses retrouvailles familiales a fini par l'ébranler nerveusement et lui-même finit par ne plus se reconnaître.

« J'avais changé du point de vue psychologique. Mon séjour en prison avait fait de moi un homme nerveux [psychologiquement fragile]. Je pensais que l'indépendance de mon pays me rendrait un homme heureux et en bonne santé ; cela n'a pas été le cas. »[530]

529. S.Madadi. *op.cit.*
530. id.

RENTRER DANS LE RANG

Les dernières salves

Tous les membres de la Spéciale de la FF.FLN n'ont pas eu comme Ouraghi ou Madadi la chance de se faire conduire en taxi jusqu'à leur village natal. Certains, comme Cherrouk, ont dû prendre le train pour Alger. Le périple n'est pas de tout repos car, dans ces derniers mois de l'ère coloniale, les attaques de l'OAS redoublent d'intensité. L'anxiété, disparue un moment dans les demeures rassurantes de leurs hôtes chaouis, reprend le dessus dans le groupe qui se dirige vers Alger. Les responsables de la wilaya I leur ont bien recommandé de descendre à El Harrach plutôt qu'à Alger-Gare car, dans le centre-ville, l'OAS tirait à vue sur les Algériens. À Menerville (Thenia), le train stoppe ; on avait fait sauter un pont. C'est la panique qui gagne les esprits et un ex-condamné à mort tente même de se jeter par la fenêtre.

À la gare d'El Harrach où ils arrivent après avoir été transbordés, les quais sont déserts et aucun comité n'est là pour les accueillir ; seul un ouvrier cheminot s'affaire sur la voie. C'est lui qui finalement court à l'extérieur et réquisitionne des véhicules pour les amener au siège du FLN à Diar El Djemaaa. Après une nuit passée dans une école du quartier, chacun tente de rejoindre sa famille. Certains restent dans une ville en proie aux derniers soubresauts d'une ère qui prend fin, d'autres partent pour la montagne de leur enfance où ils pensent trouver la quiétude réparatrice à laquelle ils ont tant aspiré.

Aïcha Aliouat est un cas à part parce qu'elle entre en Algérie pour la première fois de sa vie. Elle a combattu pour que ce pays soit libre et l'annonce du cessez-le-feu ne signifie pas pour elle, comme pour beaucoup d'autres, la fin des soucis. Ses fréquentes visites à la famille Oussedik et à celle des autres cadres du FLN-ALN installés à Tunis lui ont permis de comprendre la nature des nouveaux défis et les enjeux de pouvoir. Le cessez-le-feu ne signifie pas la paix retrouvée et l'indépendance la liberté pour tous.

Une tâche pourtant semble primordiale, c'est celle de sauver ce qui peut encore l'être et empêcher la folie dévastatrice des commandos de l'Oas de tout détruire. Aïcha embarque le 22 mars 1962 dans un avion militaire affrété par les autorités françaises pour amener de Bizerte au Rocher Noir (Boumerdès) les familles des membres de « l'Exécutif provisoire »[531]. À Alger où les commandants Azzedine et Oussedik ont pris la direction des opérations, la bataille pour le contrôle de la ville et la défense des points stratégiques bat son plein. C'est armée qu'elle rejoint Belcourt où siège l'état-major de la Zone autonome. Elle est affectée au service du capitaine Ali Lounici, responsable des Affaires sanitaires dans la Zone Autonome d'Alger. Infirmière de guerre pour le compte de la Spéciale dans la FF.FLN puis aux frontières algéro-tunisiennes, elle continue dans la même voie en s'occupant de l'organisation d'hôpitaux clandestins dans la capitale algérienne. La clinique Albert de Maistre[532] où elle est installée ne suffit plus et il faut ouvrir des salles de soins dans des appartements des quartiers algériens pour faire face à l'afflux des blessés. D'une ligne de feu installée sur les hauteurs de Belcourt, l'OAS tire sur tout ce qui bouge, hommes, femmes, enfants, vieillards. Des bombes explosent dans des lieux publics emportant des centaines de vies ; dans les hôpitaux civils, les malades sont assassinés et les blessés achevés sinon abandonnés à eux-mêmes. Lors d'une opération de sauvetage organisée par la

531. Composé de 12 membres (3 Européens et 9 Algériens dont 5 sont membres du FLN), il dispose d'un embryon d'armée de 40 000 hommes encadrés par des officiers algériens non-FLN et conseillés par des officiers français. Sa mission : assurer la transition jusqu'à l'installation d'un gouvernement algérien souverain.

532. Rebaptisée Clinique Naïma du nom d'une martyre de la révolution.

ZAA, Aïcha en a trouvé qui gisaient dans les tiroirs de la morgue de l'hôpital Mustapha.

« Nous étions absolument débordés par le nombre des blessés. Tous les recoins de la clinique avaient été aménagés pour recevoir tout ce monde mis tête-bêche sur les lits, par terre, sur des matelas de fortune. Nous avons finalement dû faire de la clinique un centre de tri. »[533]

Évidemment, nous entrons là dans une autre histoire que celle de la Spéciale de la FF.FLN. Pourtant, les trajectoires individuelles des membres de l'organisation n'empêchent pas de constater qu'elles se recoupent en un lieu et en un temps devenus différents. La rencontre avec « Saket » Ouahmed Aïssaoui, « Hamada » Youcef Khaoudja et beaucoup d'autres encore qui viennent la voir aussitôt débarqués, laisse supposer que des liens très forts et des solidarités de groupe continuent d'agir. Ce sont ces forces que les clans qui se disputent la suprématie politique tentent, parfois, de réinsérer dans leurs logiques de pouvoir.

Ce qui ressort de tous les témoignages et qui est de l'ordre du paradigme, c'est cet extraordinaire télescopage de niveaux de conscience et d'appartenance. Durant les années de lutte et dans l'épreuve de l'incarcération et de la réclusion, le sentiment d'appartenance des combattants au mouvement de libération nationale a pris peu à peu la place du sentiment d'appartenance au groupe familial ou à la communauté villageoise. Leur lieu d'ancrage, leur référent principal, le groupe auquel ils (elles) s'identifient part du premier noyau auquel ils (elles) appartiennent : « les groupes de choc », « la choc rurale », « l'O.S. » ou « la Spéciale » puis « la FF.FLN », « l'ALN » (plus que « le FLN » d'ailleurs) et enfin « les détenus », ceux de Fresnes, de Loos-les-Lille, de Lyon ou d'autres centres de détention. À partir de là les cercles concentriques de la conscience et du sentiment d'appartenance s'élargissent plus encore pour atteindre à des notions plus générales, moins immédiates : l'Algérie, le peuple algérien, la nation algérienne. La socialisation devient ainsi plus politique bien que l'emprise des structures traditionnelles soit encore forte ; c'est

533. A. Aliouat. *op.cit.*

elle d'ailleurs qui pousse à la formation de ce qu'on appellera l'esprit de clan. Cependant, face à la dynamique du nationalisme, cette dernière expression de la conscience et du sentiment d'appartenance bien que persistante et exacerbée, peut être considérée comme une survivance.

Les dernières péripéties de la guerre, les quelques mois sinon les semaines qui mènent du Cessez-le-feu au jour de l'indépendance, sont ce que l'on pourrait appeler un moment de l'histoire, de l'histoire de chacun et de l'histoire de tous au sens hégélien du terme. Ce chemin du retour que les membres de la Spéciale accomplissent est une terrible épreuve émotionnelle où la conscience se perd et se retrouve à la fois. La première reconnaissance est celle du FLN qui, partout, organise la prise en charge de l'accueil et met son infrastructure logistique à leur disposition. L'autre reconnaissance, presque concomitante à la première, est celle du peuple qui les prend intégralement en charge. Riches ou pauvres, tous se disputent l'honneur de recevoir ces glorieux enfants du pays, comme leurs propres enfants. Cette mère de *chahid* de Batna qui pleure de ne pas avoir été retenue par le responsable local comme famille-hôte d'un détenu parce que trop pauvre, exprime bien ce désir de communion : - *J'ai perdu un enfant pour l'Algérie, j'en retrouve un qui a combattu pour elle, laissez-moi l'accueillir comme si c'était mon propre enfant.* Puis vient la non reconnaissance du village, de la famille, de ses propres géniteurs qui ne retrouvent pas les traits de l'adolescent devenu un homme endurci et marqué par les stigmates de la guerre. Quel terrible choc pour l'un comme pour les autres.

Les prises de parti

On ne peut pas dire que l'O.S. de la FF.FLN s'est comportée de façon monolithique dans les conflits qui ont agité les sphères politiques du pouvoir en train de naître. En tant qu'organisation et en tant que structure de combat, l'O.S. a fini d'exister dès 1961. En 1962, chacun de ses membres va retrouver son autonomie même si, par fragments de groupes, certains tentent de se placer sous de nouvelles tutelles.

Sans trop nous disperser dans les péripéties de la crise qui agite en ce printemps-été 1962 les sphères dirigeantes[534], nous pouvons très schématiquement délimiter quatre pôles qui se disputent l'exercice de l'autorité légitime, le droit de représenter la révolution et celui de gouverner le pays une fois l'indépendance acquise. D'abord il y a le GPRA d'un côté et l'État-major Général de l'ALN de l'autre ; ensuite il y a Ahmed Ben Bella et ses partisans au sein du CNRA ; enfin, il y a les commandements des wilayas de l'ALN de l'intérieur. À ces forces, il convient d'ajouter une sorte de variable indépendante dont l'intervention sera souvent décisive bien que très souvent discrète de par sa nature : les services de Boussouf, noyaux de la future Sécurité Militaire.

Lors des débats du CNRA qui ont marqué le début de la crise puis lors des affrontements de l'été 1962, toutes les composantes du FLN et de l'ALN ont eu à prendre partie pour un camp ou pour l'autre. Le comité fédéral de la Fédération de France du FLN s'est aligné sur le GPRA ; les cadres intermédiaires n'ont pas tous suivi la ligne adoptée par les responsables fédéraux tandis que beaucoup de militants de base ont eu à se déterminer selon leur propre conscience. Que ce soit de manière organisée ou en ordre dispersé, les prises de position des uns et des autres ont entraîné par fidélité personnelle ou par conviction politique, ou tout simplement par grégarisme, la solidarité de fait de beaucoup de membres de la Spéciale.

Dès l'automne 1961, le GPRA a demandé à la Fédération de France du FLN de faire le recensement de tous ceux qui disposent de titres ou de diplômes divers afin de les orienter, le moment venu, vers les administrations centrales de l'Algérie. La FF.FLN n'est pas seulement un appareil contrôlant une communauté immigrée, c'est aussi, dans cette fin de guerre de libération, l'une des principales concentrations de militants et de cadres politiques organisés. Pendant cette période transitoire qui va de mars à juillet 1962, elle agit donc comme pourvoyeuse potentielle de cadres politiques pour les différents appareils d'État chargés d'assurer le fonctionnement des institutions de

534. Pour une approche plus systématique des enjeux et des forces en présence, on se référera au livre de M. Harbi, p.321 et suiv.

l'Algérie indépendante. L'enjeu est de taille ; il faudra combler le vide laissé par les Européens d'Algérie qui opteront pour le retour en France. 82 % des 80 000 fonctionnaires en poste, sont Européens de même que 94,8 % des cadres de conception et de direction. D'un autre côté, il faut parer aux plans à long terme du pouvoir gaulliste visant à contrôler indirectement l'administration algérienne par l'injection de cadres autochtones plus ou moins inféodés aux intérêts français. D'où l'importance du gisement de cadres algériens que représente la communauté immigrée et la Fédération du FLN qui la contrôle.

Agents auxiliaires ou hommes de main occasionnels ?

Parmi ceux qui assument des responsabilités dans le nouvel échiquier, il y a Omar Harraïgue, ancien chef de l'O.S. pour le Sud de la France ; il commande les unités chargées de la police des villes placées sous l'autorité de l'Exécutif Provisoire[535]. Ces Agents Temporaires Occasionnels (ATO) représentent une force armée non négligeable capable de contrebalancer dans certaines circonstances d'autres groupes armés en milieu urbain. Ce sont, pour l'essentiel, des militaires de l'armée française d'origine algérienne auxquels on va adjoindre des éléments des groupes armés et des cadres locaux de l'organisation clandestine du FLN. Quoi de plus « naturel » que de voir les trois frères d'Omar Harraïgue (Ali, Seddik et Rachid) et une partie des militants de la FF.FLN qui l'ont connu entre 1956 et 1958 l'y rejoindre.

Djaafar Belhaouès, membre de la Spéciale dans la wilaya de Marseille, reprend contact quelques jours après sa libération de la prison d'Angoulême avec Rabah Bouaziz. Il a appris que l'organisation cherchait des volontaires pour aider à l'installation de l'administration algérienne. C'est Rabah Amroun qui se charge d'effectuer le tri et d'orienter les militants du Sud de la France sur l'Algérie. La filière O.S. de la FF.FLN fonctionne à plein régime.

« Nous étions destinés à encadrer la police algérienne après une formation accélérée. L'un des groupes a été orienté vers

535. Omar Harraïgue sera arrêté quelques mois plus tard lors du conflit opposant le Front des Forces Socialistes (FFS) au FLN.

Tizi-Ouzou et l'autre à Yakouren[536]. À Tizi-Ouzou, la direction de la wilaya III représentée à l'époque par Mohand Oul Hadj est venue nous rendre visite en compagnie de Souici. Finalement, le projet tomba à l'eau et Mohand Oul Hadj nous donna à choisir entre la vie civile et l'engagement dans l'armée. »[537]

C'est que, dans le bras de fer qui oppose les différentes parties en conflit, chacun cherche à regrouper autour de lui le maximum de forces susceptibles de peser de tout leur poids dans le partage du pouvoir. Pour contrebalancer la masse des régiments réunis par l'État-major Général et placés par le colonel Boumediène sous les ordres du Groupe de Tlemcen[538], les chefs de wilaya appellent les unités des « forces locales »[539] à rejoindre l'ALN de l'intérieur et les placent sous le commandement d'officiers fidèles et de cadres politiques plus ou moins avertis. C'est le temps des « *marsiens* ».

Abdelhafid Cherrouk qui ne peut pas supporter l'atmosphère de guerre civile qui règne à Alger part pour son village natal où il pense trouver plus de quiétude réparatrice. Or, il se trouve que Zemmora, un village perché dans les massifs montagneux de Bordj-Bou-Arreridj, est aussi le lieu où se tient, les 24 et 25 juin 1962, une réunion des wilayas II, III et IV, de la ZAA et de la FF.FLN. Les hommes qui siègent à cette réunion doivent prendre position quant au conflit qui oppose les différentes parties qui se disputent le pouvoir. Est-ce un pur hasard ou un non-dit, une amnésie sélective somme toute assez fréquente dans ce genre de narration, qui explique cette retraite de Cherrouk sur Zemmora ? Toujours est-il qu'il est contacté à ce moment-là et poussé à rejoindre de nouveau la capitale où il peut encore être utile. Aucune explication à ce revirement de situation qui fait qu'il retrouve subitement sa santé et descend à Alger pour reprendre du service C'est sous les ordres du commandant Azzeddine et

536. Localité dépendant de la wilaya III (Grande Kabylie) célèbre pour ses massifs forestiers, Chef-lieu Azazga.

537. Djaafar Belhaouès. *op.cit.*

538. Groupe constitué autour d'Ahmed Ben Bella, Mohammed Khider, Ferhat Abbas et le colonel Boumediène.

539. Unités constituées de conscrits de l'armée française et encadrées par des officiers et sous-officiers algériens. Voir ci-dessus, p. 398.

de Mokhtar Bouchafa[540] qu'il va, en compagnie de [Mohammed] Bouakaz, Rachid [probablement Ramdani], Mohammed Azrara, tous anciens de la Spéciale, constituer une unité de protection rapprochée des membres du GPRA

Combien sont-ils de ces membres de l'O.S. qui, volontairement ou involontairement, par esprit de corps ou par fidélité à leurs anciens chefs, vont se retrouver partie prenante d'un conflit qui les dépasse ? Tous n'ont pas été dans le camp de la ZAA, certains d'entre eux approchés par le lieutenant Allouache[541] ont opté pour la wilaya IV, d'autres ont rejoint le Groupe de Tlemcen, mais c'est toujours en hommes de mains qu'ils serviront.

Slimane Madadi qui s'est remis du choc de ses retrouvailles familiales et villageoises descend à Alger à la recherche d'un travail. La situation n'est pas bonne du tout. Yacef Saadi tient la Casbah tandis que la wilaya IV dispute le contrôle de la capitale à la ZAA. Dans un premier temps, il cherche à offrir ses services à l'organisation politique mais son contact avec le lieutenant Allouache n'est pas satisfaisant. Ni lui, ni Arezki Guergache qui l'a accompagné lors de l'entrevue ne sont convaincus par les arguments de leur interlocuteur.

Complètement écœuré par « la politique », il décide d'aller de son propre chef et sans recommandation postuler à un emploi quelconque à l'hôpital Mustapha car il est maintenant marié et il doit penser à prendre en charge une famille.

« J'ai commencé à travailler comme chef de la buanderie. Je m'étais marié le 16 août dans mon village natal et je suis parti le 28 du même mois chercher du travail. Quelque temps plus tard, les chefs de la Fédération de France dont Si H'mimi[542] nous appelèrent à nous réunir au Foyer Civique[543]. Le problème était de savoir quelle position devait prendre la FF.FLN face au conflit. La wilaya IV voulait utiliser les militants de la Fédération de France pour organiser la capitale contre Yacef Saadi. La majorité des militants a été contre. Ils ne voulaient pas prendre parti pour

540. Un des responsables des premiers groupes armés de Belcourt en novembre 1954.
541. Conseiller politique de Si Hassan (Youcef Khatib), chef de la wilaya IV.
542. Probablement le commandant Hamimi de la wilaya III.
543. Siège des Syndicats, place du 1er mai à Alger.

l'une ou l'autre des factions et ils refusaient tout recours à la force armée contre d'autres Algériens. Après de vifs débats, la décision a été prise de laisser chacun libre d'opter individuellement et en son propre nom.

Quelque temps plus tard, des camarades de la FF.FLN sont venus me voir. Il y avait Ferhat Guerib, Arezki Guergache, [Ouahmed] Aïssaoui, Mohammed Azrara[544]... Bachir Boumaza[545] qui était ministre du Travail me cherchait et voulait me rencontrer. Il avait envoyé mes camarades pour ça. Lorsque je suis allé au siège du ministère, il me reçut avec beaucoup d'égards. Il me dit que ma place n'était pas à l'hôpital et que je méritais mieux.

C'était au mois d'octobre [1962] et les jeux étaient faits ; l'ANP[546] avait pris le dessus sur les troupes de la wilaya IV et les élections de l'automne 1962 avaient eu lieu. Boumaza me dit qu'on avait besoin de moi à la « Brigade Spéciale » de la Présidence. Devant mon hésitation, il me dit

- Écoute, je vais téléphoner devant toi à Medeghri[547] et c'est lui qui se chargera de te placer.

- Je ne vois vraiment pas l'intérêt ; je suis bien à l'hôpital.

- Ta place n'est pas à l'hôpital, je te le répète. Nous ne devons pas laisser ces places-là à n'importe qui ; les militants doivent passer en premier sinon c'est comme si l'on n'avait rien fait et les autres, les traîtres, trouveront la place libre.

Il m'avait eu psychologiquement. J'ai accepté et je me suis retrouvé au Palais du Gouvernement avec une lettre de recommandation pour Medeghri. Ce dernier me reçut en me donnant l'accolade. Il me fit asseoir et me demanda où je voulais aller. Il me dit que tous mes amis étaient là : Arezki Guergache, Rabah [probablement Amroun], Ferhat [Guerib], « Texas » [Mohammed Benyahya], « Michel » [Mohammed Bouakaz], Mohammed Azrara, « Le Breton » [Brahim Bouryahi]. Il appela le contrôleur général de la

544. Tous membres de la Spéciale.

545. Responsable du collectif et du Comité de Soutien aux Détenus au sein du Comité fédéral de la FF.FLN. Voir ci-dessus, p.222.

546. Nouveau nom donné à l'Armée de libération nationale devenue Armée nationale populaire placée sous les ordres du colonel Boumediène.

547. Capitaine Ahmed Medeghri (Si El Hocine) membre de l'EMG et du Groupe de Tlemcen devenu préfet de Tlemcen puis ministre de l'Intérieur le 26 septembre 1962.

Sûreté Nationale, Mohammed Oussmer, qui me nomma inspecteur des Renseignements généraux.

J'étais chargé avec Azrara de la protection présidentielle et aussi du renseignement sur les partis de l'époque. »[548]

Ce dernier témoignage confirme l'idée que la Fédération de France, par l'intermédiaire du comité fédéral a bien cherché à faire fonctionner les solidarités et les hiérarchies anciennes, sans succès semble-t-il puisque chacun a été finalement laissé libre de son choix. D'autres solidarités de groupe comme celles contractées dans les dures conditions du combat ont mieux fonctionné. Abdelkrim Souici, Rabah Bouaziz, membres du comité fédéral et responsables successifs des « groupes de choc » et de la Spéciale, ont canalisé les anciens membres des commandos vers le Groupe de Tizi-Ouzou. Est-ce par fidélité à Mohammed Boudiaf, premier responsable du comité de coordination du FLN en 1954 et de la FF.FLN aux tous débuts de son installation ? Ou est-ce par fidélité au colonel Sadek compagnon de Abane et ancien responsable de Bouaziz dans la wilaya IV ? Est-ce enfin par simple réflexe clanique qu'ils ont pris ce parti ? D'autres témoignages et d'autres documents d'époque peuvent seuls nous le dire.

Quoi qu'il en soit, Souici et Bouaziz ont bénéficié en direction de la base militante de relais importants. Ceux-ci sont constitués par leurs anciens adjoints Rabah Amroun, Arezki Guergache ainsi que d'autres militants et cadres de la Spéciale de la FF.FLN qui ont eu la charge de l'organisation au niveau régional entre 1959 et 1962. Omar Harraïgue a aussi fait fonctionner les mécanismes de fidélité personnelle et de solidarité militante pour regrouper autour de lui les anciens de l'O.S. du Sud de la France.

Bachir Boumaza aussi a récupéré une partie des effectifs de la Spéciale pour en faire des « gardes du corps » de la Présidence ou des « agents de renseignement » au service du Groupe de Tlemcen ou de la Présidence, c'est selon. Lui aussi s'est servi d'anciens cadres de la Spéciale comme Ouahmed Aïssaoui et lui aussi a fait agir les réflexes de solidarité de groupe. Nous sommes là aux frontières du politique, version algérienne 1962-1963.

548. Slimane Madadi. *op.cit.*

Ahmed Mahsas n'est pas resté inactif, lui qui a eu des responsabilités au comité fédéral de la FF.FLN en 1954-55. Au sein du ministère de l'Agriculture à la tête duquel il succède à Amar Ouzeggane, il fait appel à d'anciens militants, Mohammed Ouznani qui a obtenu sa démobilisation de l'armée le 23 octobre 1962 est du nombre.

« J'avais été versé dans le corps des contrôleurs de gestion mais, fait bizarre, nous dépendions de la Présidence. C'était un contrôle des domaines autogérés au niveau national. Le travail que nous faisions était inutile, il consistait à régler les différends entre domaines, à faire des enquêtes de gestion et à arrêter, si besoin en était, les malfaiteurs. En fait, après un court laps de temps, on retrouvait les auteurs des détournements des biens des domaines libres comme l'air. Peu après le fameux redressement [du 19 juin 1965], Mahsas a quitté le gouvernement et j'ai quitté de mon côté le service. »[549]

Ainsi, à travers ce récit désabusé de l'artificier de la Spéciale, nous retrouvons le même choix qui, un moment, a conduit les membres de cette organisation à se mettre au service des nouveaux pouvoirs comme agents spéciaux ou comme hommes de main. Le choix n'était d'ailleurs pas très large ; c'était soit la police, soit les services de la Présidence.

Relais politiques

L'Est algérien n'est pas plus prémuni contre les luttes intestines que les autres régions du pays et, comme dans les bases frontalières ou dans la capitale, les membres de la FF.FLN et de la Spéciale ont à se déterminer politiquement. Là aussi l'accueil est différent de celui auquel beaucoup s'attendaient. Dès sa sortie de Lambèse au mois de mai 1962, Mohammed Bensaddok est pris dans les mailles du règlement de comptes intérieur/extérieur. Avec le commandant Slimane (Kaïd Ahmed), le lieutenant Chadly Bendjedid et d'autres partisans de l'État-major, il est arrêté et séquestré au siège de la Préfecture par le commandement de la wilaya II. Il ne comprend pas très bien les motifs de cette arrestation mais il pense que c'est à la Fédération de France qu'on en veut.

549. M. Ouznani. *op.cit.*

« [Je venais de sortir de Lambèse] Mon beau-frère qui était instituteur de campagne près d'El Hadjar a contacté la section locale du FLN. Il m'a accompagné en voiture jusqu'à Annaba où m'attendaient de nombreuses de personnes. C'était presque un défilé et j'ai dû prendre la parole. Le lendemain, on m'a retenu prisonnier à la Préfecture. Certaines personnes ont craint pour leur autorité et m'ont éliminé. J'étais un étranger qui venait de France. [...] Tahar Bouderbala[550] était responsable militaire de wilaya, tandis que Abdelmadjid Kahlaras était responsable politique et Rabah El Umma chargé des liaisons.

J'ai été libéré au bout de 15 jours grâce à l'intervention d'Abdallah Fadhel[551]. J'ai dû chercher une activité rémunérée car mon père était accidenté du travail et nous n'avions pas de ressources pour vivre. J'ai rencontré des obstacles au niveau de la Préfecture auprès de gens qui se méfiaient des militants de la FF.FLN et de ceux des frontières. Les autorités étaient pour l'essentiel des cadres de la wilaya II qui voulaient maintenir un certain monopole sur les organes de la région. J'ai bien été chargé de la réorganisation du mouvement scout dans le Nord constantinois c'est-à-dire Guelma, Souk-Ahras, Annaba, La Calle tandis que Constantine et ses environs était affectée à Mohammed Tahar Daksi. Fadhel était responsable politique de mintaka (Zone) et il a été nommé délégué de la wilaya II pour la création de la Jeunesse et des Sports. Avec Rachid Hammoutène[552] je l'ai suivi à Alger où l'Exécutif politique voulait créer par l'intermédiaire du parti la Jeunesse du FLN.

Nous avions affaire à des jeunes qui n'étaient pas impliqués dans des conflits de wilayas et nous voulions en faire une relève saine. Pour participer à cette tâche, nous avons attiré d'autres militants comme Ben Nacer qui était avec Fadhel à Lambèse et Rezki Ouassou qui était avec moi à Metz. Fadhel était premier Secrétaire et il se chargeait des relations extérieures de même que du contact avec Mohammed Khider du Bureau politique ; je m'occupais de l'organique et du secrétariat tandis que Hammoutène

550. Dit Tahar El Annabi, chef de région dans la wilaya II.
551. Abdallah Fadhel, membre du PPA, est arrêté en 1949 et libéré en 1951. En 1954, il rejoint le maquis et se fait à nouveau arrêter en 1955.
552. Responsable des étudiants de Constantine.

se chargeait des stages et du volontariat. Nous avions reçu 800 DA pour le budget de la part de Rabah Bitat pour payer l'essence, les cigarettes et quelques casse-croûtes [...] J'ai travaillé jusqu'en mars 1963 [...] »[553]

Comme toutes les narrations, le récit de Mohammed Bensaddok fait se télescoper plusieurs périodes et rend plus confuse la tentative de percer les raisons de la mise aux arrêts puis l'intégration au jeu politique par Fadhel interposé. C'est qu'entre-temps, le rapport de forces s'est modifié dans le nord constantinois, parti d'Aïn M'lila en wilaya I, le 25 juillet 1962, le commandant Larbi Berredjem[554] occupe Constantine à la tête de troupes mises à sa disposition par le colonel Boumediène. Il procède à l'arrestation de centaines de cadres politiques de la région dont des membres du GPRA et du commandement de la wilaya II, Lakhdar Ben Tobbal et Salah Boubnider entre autres. Après de nombreuses tractations aux différents niveaux de la hiérarchie des pouvoirs, un compromis est trouvé et un nouveau gouvernement dominé par le groupe de Tlemcen s'installe à Alger le 26 septembre 1962.

Abdallah Fadhel fait partie de l'équipe qui aide Mohammed Khider à intégrer les organisations de jeunes au FLN devenu parti du FLN, en d'autres termes parti unique. Ce sont d'abord ses anciennes amitiés scoutes qui déterminent les options de Bensaddok et, comme beaucoup d'autres militants, les solidarités établies lors des longues années de détention font le reste. Toujours est-il que Mohammed Bensaddok, un des premiers membres de l'O.S. de la FF.FLN, voit sa trajectoire politique finir en août 1963 par une démission de la Jeunesse-FLN qu'il veut aussi exemplaire que spectaculaire.

Électrons libres

Tous les militants de la Spéciale de la FF.FLN n'ont pas eu à se mettre au service de groupes ou de clans et encore moins au

553. M. Bensaddok. *op.cit.*

554. Membre de l'O.S du PPA et membre du 1er comité de wilaya dans l'ALN du Nord constantinois en 1954. Mis à l'écart lors de la succession au commandement de la wilaya II, il en tiendra rigueur à Ben Tobbal et prendra sa revanche sur lui en 1962 en prenant le parti de l'EMG et en procédant à l'arrestation de son ancien responsable.

service de leurs anciens responsables politiques. Beaucoup se sont éloignés de la scène publique et sont retournés dans l'anonymat. Parmi eux, il y avait ceux qui avaient dû interrompre leurs études pour s'engager dans la lutte armée. Après l'accession de l'Algérie à l'indépendance, des motifs divers les ont convaincus de se tenir à l'écart des luttes intestines. On peut aussi supposer que l'échec de la coalition à laquelle s'était jointe la Fédération de France du FLN leur a fermé les perspectives d'intégration au système pour quelque temps. Mais c'est surtout la volonté de reprendre les études interrompues qui a guidé leur choix pour le futur.

Après avoir rencontré Mohammed Boudiaf et des éléments de la wilaya III, Nacereddine Aït Mokhtar finit par se convaincre qu'il n'y a aucune perspective claire pour l'avenir de l'Algérie. Il reprend le chemin de l'exil et s'installe en Allemagne pour terminer ses études de médecine. Nous n'avons pas de témoignage sur cette période de sa vie mais quelques indications éparses nous permettent de supposer qu'elle ne fut pas aisée. L'ancien responsable adjoint de l'O.S. de la FF.FLN a dû travailler comme portefaix dans les docks pour pouvoir terminer sa médecine. On comprend parfaitement son amertume quand il constatera qu'une grande partie des services médicaux de l'Algérie indépendante sont passés entre les mains de chefs de service qui, pour la plupart, avaient boycotté la grève de 1956 et s'étaient tenus à l'écart de la lutte armée. Pire encore, dans l'esprit d'un cadre de haut niveau ayant organisé et mené les commandos de la Spéciale dans les plus durs moments de l'offensive d'août 1958, comment ne pas s'étonner de se voir contraint de passer par d'anciens planqués pour faire valoir ses droits d'ancien membre de l'O.S. de la FF.FLN ?

Le retrait anticipé d'Aït Mokhtar des affaires politiques n'a pas été un acte isolé. Le groupe des étudiants de la Su.FLN a bien tenté de poursuivre un combat politique en s'engageant dans les luttes qui ont marqué en 1962 le congrès constitutif de l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA). Mais comme pour les autres secteurs de la vie publique, les luttes de factions et les tentatives de caporalisation en ont découragé plus d'un. Nous n'avons malheureusement qu'un écho indirect par Zina Harraïgue qui,

elle aussi essentiellement, pour des raisons de santé se retire en Allemagne puis en Suisse où elle rencontre son futur époux.

Au mois de juin 1962, découragée par l'anarchie qui règne en Algérie, Zina décide de suivre les recommandations de son frère Omar et du chef de la Fédération FLN du Maroc (Bensalem). Elle repart pour l'Allemagne où elle sait pouvoir compter sur sa Fédération d'origine.

« Je suis retournée entre les mois de juin et juillet en Allemagne où j'ai rencontré Boudaoud. Il m'a proposé d'aller à Paris m'occuper des femmes. Mais j'étais démoralisée et malade déjà depuis mon arrivée au Maroc. J'avais souvent de la fièvre et je toussais. J'ai refusé son offre et je fus abandonnée à mon sort. Je savais qu'il y avait encore des amis en Allemagne et je les ai cherchés. Ce sont eux qui m'ont finalement trouvée dans une chambre d'hôtel. Belkacem Benyahya et Abdelkrim Chitour m'ont appris qu'Amar Benadouda était justement là pour la conférence des cadres[555]. Amar est venu me voir, il voulait qu'on se marie. Devant mes réticences, il m'a proposé d'aller avec lui en Suisse faire des études en même temps que d'autres militantes. Ses amis et lui se chargeraient de couvrir les frais de scolarité. Nous y sommes allés et j'ai commencé à travailler. Je devais entrer dans une école à Berne mais, en attendant, je ne voulais pas vivre sur leur dos. Ils n'avaient pas de revenus, pas de bourse ; ils travaillaient comme portefaix à la gare ou faisaient la plonge dans les restaurants. J'ai dû commencer mon travail à l'hôpital et lors de la visite de contrôle pour l'embauche, on me trouva une belle caverne au poumon. J'ai passé 7 mois au sanatorium de Lausanne avec une prise en charge du FLN. Les médecins ont été très étonnés de me voir encore debout avec une telle lésion. Je pense que je serais morte à l'heure qu'il est si j'avais suivi les sœurs qui étaient rentrées en Algérie par la route de Maghnia. Nous nous sommes mariés (Amar Benadouda et moi) durant mon séjour au sanatorium, et c'est le FLN qui a enregistré l'acte. Nous n'avons même pas pu nous payer un repas pour fêter événement. »[556]

555. Probablement des cadres de la FF.FLN pour décider de la position quant au conflit qui agitait la direction politique.
556. Z. Harraïgue. *op.cit.*

La difficile intégration

Indépendamment des prises de position politique des uns et des autres, le retour à ce que l'on pourrait appeler la vie civile n'a pas été très facile dans la majeure partie des cas que nous avons eu à connaître. Nous avions précédemment tenté de dresser un tableau des origines des membres de la Spéciale duquel se dégageait le fait que beaucoup d'entre eux avaient quitté l'Algérie très jeunes mais aussi sans instruction[557]. Certains n'ont appris à lire et à écrire qu'en prison grâce aux cours organisés par les comités de détention. Aussi, le sentiment d'avoir accompli son devoir envers son pays s'accompagne-t-il d'une immense frustration quand ils ou elles seront confrontées au problème de la réinsertion dans le monde du travail.

C'est en ordre dispersé et quasiment comme représentants d'un parti victorieux qu'ils vont tenter de trouver un emploi. Ce qu'ils vont trouver face à eux, ce sont des hiérarchies administratives en train de se transformer en bureaucratie. Beaucoup des chefs de service ou des responsables d'entreprise tiennent leur pouvoir, non d'une quelconque participation à la lutte de libération, mais plutôt du fait même de ne pas y avoir pris part et d'avoir par conséquent pu faire avancer leur carrière. D'autres responsables occupent leurs fonctions du fait de promotions prévisionnelles effectuées par l'administration Françaises à l'approches de l'indépendance, tels ces greffiers et interprètes devenus magistrats et présidents de Cour de justice ou encore Procureurs de la République. D'autres enfin ne sont en place que parce qu'ils font partie de clientèles politiques ou régionales, ou encore de clans au pouvoir. Aussi n'est-il pas surprenant de les voir dénier aux anciens militants tout droit de préemption à un quelconque emploi. Dans ces conditions, on comprend mieux la facilité relative avec laquelle les membres de la Spéciale ont accepté de servir dans les « Brigades spéciales » de la Présidence ou dans les gardes des ministères.

Une fois ses études de sage-femme terminées, Yamina Idjeri choisit de partir pour l'Algérie où le ministère de la Santé lui promettait un poste à Azazga. Devant le désaccord de son père qui

557. Voir ci-dessus, p. 175 et suiv.

craint de la voir connaître trop de problèmes d'intégration, elle reste dans la capitale (n'oublions pas qu'Antoinette issue d'un mariage mixte, qu'elle se rend avec sa mère, d'origine italienne, pour la première fois en Algérie et qu'elles ignorent toutes deux l'arabe et le kabyle).

« Après 15 jours passés à Marseille, je pris avec ma mère le bateau pour Alger. [...] Durant notre séjour, une amie nous a hébergées à El Harrach. Je descendais chaque jour à Alger m'informer de la situation. Je décidai immédiatement de prospecter l'hôpital Mustapha où je savais pouvoir rencontrer des militants. J'ai pu voir mademoiselle Belkhodja du service de Gynécologie-obstétrique, le Pr. Aït Ouyahya, le Pr. Bonafos, la maîtresse sage-femme mademoiselle Serfaty. C'est mademoiselle Belkhodja qui nous fit savoir que 4 postes étaient à pourvoir. Nous étions diplômées Baya Aghtaï [membre du réseau « Sadek » de la Spéciale] et moi, nous étions des militantes arrivées de France, ces postes nous revenaient donc de droit. Mr. Allel, le directeur de l'hôpital refusa de nous recruter arguant que les médecins ignoraient l'état réel des effectifs. Le lendemain, je décidai d'aller au Palais du gouvernement où se trouvaient les services du ministère de la Santé. Je fis le tour des bureaux pendant 8 jours et finis par obtenir mon affectation. »[558]

Nadia Seghir Mokhtar a eu en quelque sorte moins de chance que ses autres camarades de la Spéciale. Sortie de prison de Rennes, et après un mois passé dans les cités d'accueil de la CIMADE de la région parisienne, elle et ses compagnes de prison[559] sont transférées en avion en Algérie où chacune va retrouver ses parents et ses amis. Les grandes liesses de l'accueil par la famille et les proches passées, il faut bien se résoudre à la réinsertion dans une Algérie en plein conflit intérieur.

« Je suis restée chez mon frère à Léveilley et n'ai plus eu d'activité militante. Ahmed Lazali avait été arrêté plusieurs fois et à sa dernière arrestation il avait été condamné à mort. Il venait

558. Y.A.Idjeri. *op.cit.*

559. Halima Kaabouche, Baya Khelloui, Fatima Slimani, Baya Taglit, Zahia Khalfallah, Djouher Akrour, Baya Hocine, Fouzia Ighilahriz et sa mère, Aouichette la comédienne, Ghania Belgaïd, Malika Koreïche, Yemma Zoulikha, Fatima Kiouane, Djamila Bouazza et Djamila Bouhired.

d'être libéré lui aussi après avoir passé une nuit à Lambèse. Il m'a cherchée et nous nous sommes mariés une semaine après. Nous avons vécu chez ses parents à la Casbah, puis dans un logement au chemin de la Madeleine [Hydra] où j'ai eu une petite fille. Je ne peux pas dire que nous avons eu une vie facile après l'indépendance mais nous étions heureux d'être indépendants et les difficultés quotidiennes étaient secondaires.

Mon mari était commandant dans la ZAA puis il est entré au cabinet du Dr Hamiani, préfet d'Alger. Dix-huit mois plus tard, nous avons eu un accident de la route où il a perdu la vie. J'en ai gardé des séquelles des années durant ; je ne me déplaçais qu'avec des béquilles. J'étais enceinte de ma seconde fille et je ne bénéficiais, durant cette période difficile, d'aucune aide si ce n'est celle de ma sœur. Chacun était occupé à ses affaires. Mes anciens camarades étaient au courant de ma situation mais personne n'a cherché à me voir ni à m'aider. Mon beau-frère m'a ensuite pris mon logement.

J'ai dû aller à la recherche de travail et c'est Mokhtar Bouchafa qui était administrateur à *El Moudjahid* qui m'a trouvé un poste de standardiste au journal. [...] Puis j'ai rencontré la secrétaire de Belaïd Abdesslem qui m'a procuré un emploi comme assistante sociale à la Société nationale des Tabacs (SNTA). J'y ai travaillé jusqu'à ma retraite en 1986. »[560]

À d'autres niveaux et à des degrés moindres, les membres de la Spéciale et des réseaux annexes connaîtront le même sort. Tous finiront par découvrir qu'ils appartiennent non au parti des vainqueurs mais à celui des vaincus.

560. N. Seghir Mokhtar. *op.cit.*

REMERCIEMENTS

Je tiens tout particulièrement à remercier Nacereddine Aït Mokhtar qui a remis entre mes mains un document original, qui était sa première tentative d'écriture de l'histoire de la Spéciale en France, et qui a organisé mes rencontres avec tous les membres de cette organisation. Je voudrais que ce travail soit un hommage à sa grande sollicitude. Mes remerciements vont également à Mohammed Harbi qui, en tant qu'acteur, témoin et historien du mouvement de libération nationale, a été pour moi une source inépuisable d'informations autant qu'un critique avisé. Je voudrais aussi remercier Ahmed Doum, membre du comité fédéral de la Fédération de France du FLN qui, dès notre première rencontre au printemps 1998 a tout fait pour m'aider à obtenir les témoignages de ses pairs du comité fédéral. Je n'oublierai pas non plus de mentionner Allal Iamarène qui a consacré ses vieux jours à dactylographier les manuscrits que je lui remettais, dans la discrétion et l'abnégation les plus totales. Mes remerciements iront enfin à Dalila Iamarène-Djerbal qui a participé aux rencontres avec les militantes, transcrit la plupart du matériel enregistré, lu d'une manière critique le manuscrit et veillé jusqu'au bout à ce que ce travail connaisse son aboutissement.

La rédaction de cet ouvrage n'aurait pas été possible sans les moyens mis à ma disposition par « The Institute for the Transregional Study of the Contemporary Middle East, North Africa and Central Asia » *de l'Université de Princeton, New Jersey, USA. Que son directeur, Mr. Abdallah Hammoudi, trouve ici l'expression de toute ma gratitude.*

Je remercie également Dalila Iamarene-Djerbal, Fettoma Aouimeur-Chikhi, Noureddine Amara, Nedjib Sidi-Moussa d'avoir relu et apporté les dernières corrections à la version finale.

ANNEXES

ANNEXES

ANNEXE 1

Communiqué du 27 février 1957[561]

Des organes d'information du colonialisme, presse et radio, muets quant aux crimes de la soldatesque française cherchent à cacher l'échec de la politique de reconquête coloniale dite *« pacification »*. Incapable de remporter un succès sur le plan militaire, désavoué par l'opinion mondiale, sommé par l'O.N.U. de négocier avec le peuple algérien, le gouvernement français se réfugie dans le bluff et les opérations spectaculaires. Le kidnapping des « Cinq » devait mettre notre peuple à genoux. Les faits sont là. La lutte n'a jamais été aussi héroïque. L'éclatant succès de la grève nationale des 8 jours l'atteste. Notre lutte est invincible car elle est l'affaire de tout le peuple. Le FLN groupe dans ses rangs des milliers de combattants courageux et lucides, décidés à arracher l'indépendance nationale. Son organisation est toujours ferme dans le combat. Le comité fédéral du FLN en France appelle l'émigration algérienne à accroître sa combativité, à faire preuve de vigilance à l'égard des manœuvres de propagande colonialiste et à resserrer les rangs autour du FLN. Le FLN et l'ALN sous la direction du Cce se montreront toujours dignes de la confiance que le peuple algérien a mis en eux.
Réunion du 27 février 1957 à Paris.

561. Rédigé par Mohammed Harbi et signé « Comité fédéral du FLN en France ».

ANNEXE 2

Extrait du rapport de la commission Presse-Information du comité fédéral sur l'action armée en territoire français

« [...] Apport direct de l'émigration à la libération de la patrie :

Nous pensons que le rendement politique de la fédération de France est trop en retard, malgré des progrès très nets, sur les besoins de la lutte et les expériences de la révolution.

1°. Réserves en hommes : il existe en France nombre de compétences techniques, ex-militaires, ouvriers spécialisés qui pourraient être d'un apport de qualité à l'ALN. C'est un personnel formé dont l'utilisation peut se faire rapidement.

2°. Aide matérielle : l'aide financière en constante progression est encore loin d'atteindre ses limites maximales.

3°. Action propre : la lutte politique doit être revue sérieusement. En dehors des grandes grèves nationales qui ont eu beaucoup de succès, aucune forme originale spécifique à l'émigration n'a été trouvée.

Le succès des grèves montre que l'on peut agir. Quels objectifs ? Il semble qu'il faille s'orienter vers les questions auxquelles l'opinion publique française et internationale sont sensibles pour essayer de pousser surtout la première à agir contre la répression, les tortures, les exécutions des condamnés à mort.

4°. L'action directe en France : L'action directe en France sera sans doute une étape nécessaire de la guerre de libération. Il nous est difficile d'apprécier le choix du moment, l'ampleur et les formes qu'elle doit revêtir. En effet, elle doit être située

dans le cadre de la stratégie générale de la révolution, c'est-à-dire qu'elle doit être liée à notre perspective politique et militaire, aux capacités réelles de l'émigration, aux choix imposés à cette dernière, aux capacités objectives de l'ennemi. Il semble que si l'on envisage une lutte de longue durée, c'est-à-dire si l'on pense que l'équilibre entre forces révolutionnaires et forces ennemies n'est pas encore atteint, si le choix entre les voies (la guerre prolongée ou la reconnaissance de l'indépendance) n'est pas devenu une exigence de la lutte pour la France, l'action ne peut être qu'un simple appoint beaucoup plus psychologique que matériel. Elle doit donc être différée. Si l'on pense au contraire que le point de rupture est assez rapproché, c'est-à-dire si le rapport de forces politico-militaire va bientôt tourner en notre faveur, l'action devient alors une nécessité immédiate pour accélérer cette évolution. De plus elle pose le problème des objectifs, du choix des champs d'action, de la priorité des objectifs économiques et militaires et de l'appareil de répression. Il semble que l'attentat contre des personnalités politiques comme méthode générale sera négatif par sa portée politique sur l'état de l'opinion française et internationale. Cette méthode semblait juste pour certaines catégories : traîtres algériens, leaders colonialistes d'Algérie, et contre tous ceux ayant participé à la répression en tant que responsables directs.

Il semble bien à première vue que le problème de l'action directe pose celui de l'orientation impartie par la révolution à l'émigration algérienne. En réalité, nous pensons qu'il ne s'agit pas d'option entre deux voies différentes mais de phases successives de la lutte. Si la lutte politique suivie en France n'avait pas été marquée par un balancement entre l'opportunisme négociateur et le chauvinisme sectaire, nous aurions préparé politiquement l'émigration et peut-être partiellement le peuple de France à la phase suivante qui est nécessaire, celle de la lutte armée. Faute de préparation suffisante, le passage à cette phase apparaît aujourd'hui à beaucoup de militants comme très difficile à préparer et comme le choix d'une voie très différente de celle suivie jusqu'à maintenant.

Il faudrait donc pousser plus loin le travail politique amorcé. Il faudrait très rapidement mettre les bouchées doubles pour rattraper le retard considérable accumulé face aux exigences de la situation.

L'action directe en France ne peut être qu'une force d'appoint ; elle sera paralysante pour les dirigeants français du fait des complications qu'elle leur créerait mais elle devra être conçue beaucoup plus comme un instrument politique dans sa portée que comme une force matérielle. C'est cela qui apparaît comme signification stratégique. Dans sa dimension tactique, l'action armée doit être conçue comme un combat de courte durée, celui d'une minorité dispersée en pays ennemi, sans grande réserve matérielle. Elle doit donc revêtir une forme spécifique, une puissance de choc maximum, d'où intensité, rapidité d'exécution et simultanéité. Les conséquences pour l'émigration seront sans doute très dures. Aussi, n'avons-nous pas le droit de demander de lourds sacrifices pour des résultats politico-militaires aléatoires. »

Février 1957

ANNEXE 3

Liste des combattants ayant suivi un stage de formation militaire au Maroc[562]

Adour Smaïl	Tizi Ouzou
Aïchoune Mohand	Béjaïa
Aïssaoui Mohamed	Tizi Ouzou
Aït Hassan Abdelaziz	Tizi Ouzou
Allouache Mohammed Amor ?[1]	Béjaïa
Amraoui ?[2]	Tizi Ouzou
Aouf Mohammed	Sétif
Aoun Meziane	Bouira
Arar Ali	Tizi Ouzou
Azzoug Saïd	Béjaïa
Baccouche Abdelkader	Annaba
Bachiri Mohammed	Béjaïa
Belaïdi Mohand	Tizi Ouzou
Ben Abid Ramdan	Tizi Ouzou
Benaïssa Abdelkader	Tizi Ouzou
Benbourennane Boudjemaa	Béjaïa

562. Liste arrêtée par Aït Mokhtar sur témoignage des intéressés. *op.cit.* p.66.

Bensaïd Abdelkader Benyahya Mohammed « Hocine »	Sidi Bel Abbès Béjaïa
Benzerrouk Mabrouk[3] Bouakaz Mohammed	Sétif Sétif
Boussaïd Mohammed Cherbal Salah	Tizi Ouzou Tizi Ouzou
Cherrouk Abdelhafid Gaoua Saïd	Sétif Sétif
Guemar Mohammed Guerguache Arezki	Tizi Ouzou Tizi Ouzou
Hamdane Omar Hillal Mohammed	Tizi Ouzou Tizi Ouzou
Hocine « Moustache » Lhaouar Mohammed[4]	Tizi Ouzou Tizi Ouzou
Maroki Mohammed Mechtaoui Akli	Bouira Tizi Ouzou
Mokrane Rabia Oulmi Hamid	Béjaïa Constantine
Oulmi Hocine Ouraghi Mouloud	Constantine Tizi Ouzou
Saadaoui Mohand Ouramdane Sebaïhi Amar[5]	Tizi Ouzou Tizi Ouzou
Serradj Belkacem Tazebint Ameur « Abdou »	Tlemcen Ghardaïa
Thami Abdelaziz Zaouche Rachid	Annaba Alger

Artificiers et formés au Maroc :

Chaïb Abdeslam « Maroki »	Casablanca
Ouznani Mohammed	Alger
Skali Belhadj	Casablanca
Tlemçani Rachid[6]	X[7]

(Footnotes)

1. Probablement Ammour Amar jugé au procès de la Spéciale.
2. Cité par Abdelhafid Cherrouk.
3. Cité par plusieurs témoins.
4. Probablement Laouani Mohamed jugé au procès de la Spéciale.
5. Ajouté par nos soins à la liste Aït Mokhtar.
6. Sera renvoyé au Maroc pour indiscipline par Omar Boudaoud.
7. Mort accidentellement (?) la veille du départ pour la France.

ANNEXE 4

Membres de l'Organisation Spéciale ayant participé à l'offensive d'août 1958[563]

Paris Rive droite

Saadaoui Mohand Ouramdane « Saber » (Responsable des groupes).
Abderrahmane (D'origine marocaine ayant fait office de chauffeur).
Addour Smaïl « Moulay Idriss »
Akseur Mohammed
Aksous Arezki (Arrêté début 1959).
Allouache Laïd « Saïfi »
Allouache Mohammed « Khroutchev »
Amar « Le chinois »
Amroune Rabah
Aouf M'hamed
Aouf Mohammed(Arrêté en 1958).
Aoune Meziane
Azrara Mohammed (Arrêté au niveau du Métro Solférino en 1960. Condamné à mort).
Bachiri Mohammed
Belabid Ramdane
Belahcene Belaïd « Jimmy »
Belaïdi Mohammed Saïd
Belkacemi Belkacem« Hassani » (Mort au combat dans le 14ème Arrt en 1958).

563. Liste arrêtée par Nacereddine Aït Mokhtar et corrigée par recoupements.

Benyahya Mohand « Texas »
Benyahya Tahar « Ali » Bouakaz Mohammed « Michel »
Bourenane Ferhat
Boussaïd « Japonais »
Chab Brahim « Ali »
Chabane Louali (Mort au combat dans le 14ème Arrt en 1959).
Chahab Messaoud
Chaïb Abdeslam « Maroki » (Artificier pour la région parisienne, mort sous la torture).
Cheikh Amar « Amar Staïfi »
Cherrouk Abdelhafid
Daoud Eqmour (Arrêté en juillet 1961).
Driss Larbi
Gaoua Saïd « Saïd Chaoui »
Guemmar Mohamed Arezki « Judoka »
Guergache Arezki
Guerrib Ferhat
Hamdani Mahmoud
Hamidi Ahmed (Mort au combat dans le 14ème Arrt en 1959).
Idriss Tayeb
Izri Mouloud
Madadi Slimane
Meradi Abdelaziz
Messaoud Messoum
Mezrara Mohammed « Hamada »
Moufok Rabah « Le communiste »
Mouloud Ziouèche
Ouraghi Mouloud
Rachidi Mohammed « Boudjema »
Saadaoui Meziane
Sadaoui Omar « Boualem »
Serradj Belkacem « Omar le beau »
SNP Derradji « Nedjaï »
Tobache Abdelkader

Paris Rive gauche

Hamidi Larbi (Responsable des groupes).
Achour
Allouache Allaoui (Blessé en manipulant une bombe lors de l'attaque de la Cartoucherie).
Amichi Amar (Mort au combat en 1958 dans l'attaque d'un car de police).
Arab Omar
Arabi Bachir
Berraï Boudrarene
Chabane Rabah
Diafi Mohammed (Adjoint au responsable des groupes).
Flici Mohammed
Khelifi Ali
Malek Marghouche
Mazari Ali « Mon Gaillard »
Meftah
Messerli Ouhicene Mohamed (Mort en 1958 dans l'attaque d'un car de police).
Tlemçani Abdelkader
Zerrouki

Marseille-Ville

De juillet - août à fin 1958 :

Meziane Cherif Abderrahmane « Allaoua »[564]
Achour ?
Akkache Ali
Amari Rabah
Arab ?
Belhaouès Djaafar
Belhaouès M'hamed
Bezas Boualem
Bouhraoua ?
Dadou Hamid

564. Chef de groupe.

Dekkari Rabia « Djemila »
Haddad Mohammed
« Halima »[565]
Hidouki Lahcene
Idjeri Yamina Antoinette
Ould Cheikh Saïd
Ouznani Mohammed[566]
Seghir Mokhtar Nadia
Touati Tayeb
Yousfi Meriem

1er trimestre 1959 :

Omar Sadaoui « Boualem »[567]
Ouznani Mohammed[568]
Akkache Ali
Baghdouche « Khodja Khlifa »
Belhaouès Djaafar[569]
Bensadi Lydia « Suzanne »
Bersas Boualem
Dadou Hamid
Dekkari Djemila
Fernane Omar (Renseignement)
Haddat Mohammed
« Halima »[570]
Laouedj Mustapha
Yousfi Meriem
Yousfi Zineb
Zabila Ali

565. Élément cité dans les témoignages, non identifié.
566. Artificier.
567. Nouveau responsable pour le Sud.
568. Chef de groupe pour Marseille.
569. Adjoint d'Ouznani.
570. Citée dans certains témoignages.

NATIONALE
-:-:-

Algérie, le 20 Août 1956

Aux responsables de la Fédération du F.L.N. de France:

Les principaux responsables de l'Oranie, Algérois et Constratinoi réunie quelque part en Algérie, après avoir pris connaissance de votre rapport général non daté, vous renouvellent leur confiance et vous assurent d'un appui total dans votre travail de clarification, de consolidation du F.L.N. en France et de liquidation des Berbéristes, Kesselistes et autres contre-révolutionnaires qui continuent leur travail de sape et de division au sein de l'émigration algérienne.

Nous tenons à vous informer qu'une entente parfaite règne au sei des dirigeants de la Révolution. Cette entente sera, nous en sommes convaincus, plus forte que jamais maintenant que l'uniformisation et la centralisation ont complètement réalisées.

Les problèmes de doctrine et d'autorité" ont été étudiés et résolus. Les solutions seront rendues publiques dès que nous aurons obtenu l'approbation des frères intéressés qui sont à l'extérieur.

Des instructions seront données aux responsables des villages et des douars qui adressent des lettres à desdéléments du F.L.N. en France afin que cet état de choses cesse. Nous vous communiquerons les adresses des collecteurs de fonds en France que vous contacterez avec le mot d'ordre suivante "Je viens d'Alger". A l'avenir l'argent vous sera ainsi directement versé et nous espérons qu'il n'y aura plus de malentendus.

Nous recevons continuellement des plaintes émanant d'Algériens terrorisés par les bandes armées à la solde du M.N.A. Nous voudrions arriver à détruire ces bandes par n'importe quel moyen. Vous nous avez parlé d'une organisation spéciale; Est-elle en mesure de s'attaquer de détruire ces bandes? Sinon, nous sommes en mesure de vous envoyer hommes qui ont fait leurs preuves dans ce genre de travail et nous pourrons vous garantir qu'ils liquideront très vite le M.N.A. ses a res et autres.

Dans l'espoir qu'à l'avenir nos rapports seront plus étroits e plus fructueux, recevez chers frères nos salutations patriotiques.

Signé: Benmehidi — Zirout
Krim — Bentobal
Abbane — Si Chérif
Ouamrane

CHRONOLOGIE

1946

Octobre : Hocine Asselah organise la première Fédération de France du MTLD.

1948

Novembre : Rachid Ali Yahya est élu à la direction de la FF. MTLD.

1949

Avril : La « crise berbériste » agite la FF.du MTLD. Belkacem Radjef est appelé en compagnie de Saïdi Sadok et de Chawki Mostefaï à présider aux destinées de l'organisation.

Un conseil fédéral réunissant 200 délégués représentant 70 sections de Paris et province approuve le rapport présenté par Chawki Mostefaï.

La Fédération de France est coiffée par une Délégation permanente du MTLD ; cette dernière se compose de Moussa Boulkeroua (membre de l'E.N.A), Aïssani (étudiant en médecine), BenM'hel, Djamel Bendimered (étudiant en pharmacie), Mohammed Belbegra (droit musulman) et M'hamed Yazid, tous membres du CC du MTLD.

Suspension de *L'Étoile Algérienne* et exclusion de Rabah Serbah, Rachid Ali Yahya, Mohand Arab Benyounes, Bouzid Mehdad et Ahmed Abdelmalek.

1951

Mars-avril Moussa Boulkeroua devient responsable de la Fédération de France du MTLD en France. Mohammed Boudiaf remplace Bachir Boumaza à la commission de l'organisation.

1952

Fin 1952 Tayeb Boulahrouf (membre du CC. MTLD) rejoint Moussa Boulkeroua, M'hamed Yazid, Zine el Abidine Moundji et M'hamed Ben M'hel au sein de la Délégation permanente du MTLD en France.

1953

Janvier : M'hamed Yazid préside aux destinées de la Délégation permanente du MTLD en compagnie de Moussa Boulkeroua (responsable de la Fédération) et de M'hamed Ben M'hel.

Arrestation de Tayeb Boulahrouf en compagnie d'Ahmed Mezerna.

Mohammed Boudiaf et Mourad Didouche se rendent en France où ils rencontrent une vive opposition des partisans de Messali.

20 avril : 2ème congrès du MTLD. Les partisans de Messali sont éliminés de la direction.

27 décembre : Crise ouverte entre messalistes et centralistes au sein du MTLD.

Conférence annuelle des cadres de la FF.MTLD. Victoire des partisans de Messali. Abdallah Filali dirige un Comité de Salut Public.

1954

27 février : Éviction d'Ahmed Mezerna (Président) et de Moulay Merbah (Vice-président) du Comité central du MTLD.

Mars : Arrestation puis remise en liberté de M'hamed Yazid et d'Ahmed Mezerna.

23 Mars : Constitution du CRUA.

28 mars : Motion de défiance du Comité central du MTLD à l'encontre de Messali Hadj.

14-17 juillet : Congrès d'Hornu. Huit responsables du CC. sont exclus du parti. Scission du MTLD.

Entretien Boudiaf- Ben Bella en Suisse.

20 juillet : Dissolution du CRUA.

13-16 août : Congrès de Belcourt. La scission du MTLD est consommée.

Octobre : Hocine Lahouel et M'hamed Yazid partent pour Le Caire rencontrer Mohammed Khider, Hocine Aït Ahmed et Ahmed Ben Bella.

De son côté Mohammed Boudiaf tente de gagner à la cause du FLN les cadres de la Délégation permanente du MTLD en France : Terbouche, Guerras, Amroun, Khanchoul, Ladlani, Doum.

1er novembre : Déclenchement de la lutte armée par le FLN.

5 novembre : Dissolution du MTLD et vague d'arrestations de responsables et de militants de l'organisation

22 décembre : Arrestation des dirigeants du MTLD.
Messali fonde le MNA.

1955

Début 1955 : Mourad Terbouche sollicité par Boudiaf constitue le premier noyau de la Fédération de France du FLN. Il prend contact avec Mohammed Larbi Madhi, Ahmed Boumendjel, Chawki Mostefaï, Mohammed Harbi. Ahmed Mahsas de son côté tente de rallier la tendance messaliste. Il est question de constituer un front et de réorganiser le parti en France.

Assassinat de «Saïfi», cadre du FLN de la région parisienne.

Début des affrontements entre MNA et FLN.

10 février : Des discussions ont lieu au Caire entre Khider, Aït Ahmed, Ben Bella, Boudiaf et Mezerna pour trouver une solution à la crise qui divise le MTLD.

1er trimestre : Constitution du premier comité de la FF.FLN par Mohammed Boudiaf. En font partie: Terbouche, Doum, Guerras, Madhi, Zerrouki, Bensalem, Mahsas, Mechati.

4-7 avril : Conférence préparatoire pour la fondation d'une union générale des étudiants algériens

13 mai : Liberté provisoire pour les dirigeants du MTLD arrêtés en décembre 1954 beaucoup d'entre eux se rendent en France.

Printemps : Salah Louanchi est désigné par Abbane comme nouveau responsable de la FF.FLN.

Juin : Interpellation en Suisse de Boudiaf, Mahsas, Terbouche et Yacef Saadi.

Arrestation de Terbouche, Zerrouki et Madhi du comité fédéral du FLN en France. Le comité fédéral est reconstitué par Abderrahmane Guerras, il ne comprend plus Mahsas.

14 juillet : Congrès constitutif de l'UGEMA, Ahmed Taleb est élu président.

Juillet : À la demande du FLN, arrestation au Caire d'Ahmed Mezerna et de Chadly El Mekki. Disparition de Larbi Oulebsir.

20 août : Offensive générale déclenchée par la direction de la wilaya II dans le nord-constantinois avec levée en masse de la population.

Été-automne : Tayeb Boulahrouf, Zine El Abidine Moundji et Abdelkrim Souici viennent renforcer le comité fédéral.

13 septembre : Dissolution du PCA.

Septembre-octobre : Après les événements du nord-constantinois et la vague de répression qui s'ensuit, nouveau reflux de cadres du MTLD sur la France. Ils viennent renforcer les structures de la FF.FLN.

1er novembre : Abdelmalek Temmam est chargé par Abbane d'établir un rapport sur la fédération de France du FLN. Il rencontre à Paris tous les membres du comité fédéral.

Décembre : Démission des élus de l'UDMA. Chargé de mission par Abbane, Lebjaoui demande à Ahmed Taleb de se préparer à rejoindre le comité fédéral de la FF.FLN. Mise à l'écart de Boulahrouf et Moundji.

1956

27 janvier : Meeting à Paris des intellectuels français contre la guerre d'Algérie.

12 février : Ralliement des Ulémas au FLN.

16 février : Naissance de l'USTA (messaliste).

24 février : Fondation de l'UGTA (FLN).

30 mars : 2ème Congrès de l'UGEMA. Mouloud Belahouane est élu président de l'Union.

Sur décision de Abbane, Ahmed Taleb est intégré au comité fédéral de la FF.FLN.

Mars-avril : Constitution des premières sections universitaires du FLN à Paris et Montpellier.

Begarra et Gorce rencontrent Mohammed Khider au Caire.

21 avril : Ferhat Abbas rejoint le FLN au Caire.

22 avril : Dissolution de l'UDMA. Ses membres rejoignent individuellement les rangs du FLN.

18 mai : Réunion de la section UGEMA d'Alger qui appelle à la grève générale et illimitée des cours. Les étudiants sont appelés à rejoindre les maquis.

21 juillet : Reprise des contacts entre des représentants de Guy Mollet (Pierre Commin et Pierre Herbaut) et Mohammed Khider au Caire.

25 juillet : Nouveaux contacts à Belgrade.

20 août : Premier congrès du FLN dit Congrès de la Soummam.

Poursuite des contacts secrets à Rwome.

28 août : Arrestation de Mechati, Bensalem, Guerras et Souici (relâché).

Été-automne : Ahmed Doum et Abdelkrim Souici mettent en place les premiers noyaux de l'Organisation Spéciale de la FF.FLN.

2-3 septembre : Derniers contacts secrets à Rome entre Commin, Cazelles et Herbot côté français et Khider, Yazid, Kiouane côté FLN.

22 octobre : Arraisonnement de l'appareil transportant les dirigeants du FLN

Après l'arrestation de Doum, élargissement du comité fédéral à Ahmed Boumendjel, Kaddour Ladlani et Rabah Bouaziz.

Réunion informelle d'un groupe d'intellectuels pour discuter de la stratégie du mouvement de libération en territoire français.

7 novembre : Arrestation d'Ahmed Doum.

Décembre : Réunion des chefs de région de la FF.FLN au domicile d'Ali Yata à Ivry. On y décide la création d'un comité d'organisation centralisé au sein du comité fédéral.

Seconde réunion à Lyon où Ladlani se voit proposer le poste de responsable fédéral à l'organique. Mohammed Harbi est intégré à la commission information présidée par Boulahrouf.

Abbane nomme Mohammed Lebjaoui à la tête de la FF.FLN.

Le nouveau responsable du comité fédéral réunit les membres du comité exécutif de l'UGEMA.

Mohammed Harbi, Mohammed Cherif Sahli et Rédha Malek constituent le secrétariat du comité fédéral.

1957

28 janvier : Grève des 8 jours.

26-27-28 février : Arrestation de Lebjaoui, Ahmed Taleb, Sid Ali M'barek. La vague d'arrestations touche un grand nombre de cadres du mouvement étudiant.

Texte de la commission information du comité fédéral contestant l'orientation du CCE quant à l'ouverture d'un second front en territoire français.

1er mars : Arrestation de Salah Louanchi.

Février-mars : Le nouveau comité fédéral comprend Kaddour Ladlani, Ahmed Boumendjel, Abdelkrim Souici, Zine El Abidine Moundji et Tayeb Boulahrouf chargé d'assurer la direction par intérim.

Abderrahmane Farès est sollicité par le comité fédéral pour suivre les problèmes d'information générale.

Printemps : Rabah Bouaziz prend la relève d'Abdelkrim Souici à la tête de l'O.S. de la FF.FLN. Il est secondé par Nacereddine Aït Mokhtar.

26 mai : Attentat contre Ali Chekkal ancien vice-président de l'Assemblée algérienne.

Juin-juillet : Omar Boudaoud prend la direction de la FF.FLN. Mohammed Harbi (Presse-information) entre au Comité fédéral, il retrouve Kaddour Ladlani (Organique), Zine el Abidine Moundji (Finances) Messaoud Guedroudj (Logistique) et Rabah Bouaziz (O.S).

20 août : Première réunion du CNRA au Caire. Remaniement du CCE.

20 septembre : Exécution d'Ahmed Semmache responsable de l'USTA pro-messaliste.

23 septembre : Exécution d'Abdallah Filali, lieutenant de Messali Hadj.

24 septembre : Exécution de Saïd Mellouli, responsable USTA de la Régie Renault.

7 octobre : Exécution de Hocine Maroc, lieutenant de Messali Hadj.

26 octobre : Exécution d'Ahmed Bekkat, secrétaire général de l'USTA.

29 novembre : Attentat manqué contre Abdelkader Barakrok.

Décembre : Assassinat de Abbane Ramdane.

1958

28 janvier : L'UGEMA est dissoute par décret du cabinet Félix Gaillard.

Janvier-février : Réunion du comité fédéral pour la mise sur pied officielle de la section universitaire du FLN (S.U. FLN). Saïd Hadj Driss en est le premier responsable; il est secondé par Lahbib Hamdani, Hachemi Soualili et Mohammed Mokrane.

14 mars : Maurice Papon est nommé préfet de police de Paris.

Avril : La direction de la FF.FLN s'installe en Allemagne.

4 juin : Le comité directeur de l'UGEMA dépose sa démission collective.

23-25 juillet : Réunion à Cologne du comité fédéral de la FF.FLN avec l'ensemble des chefs de wilaya. L'ordre du jour est l'ouverture d'un second front sur le territoire français.

Août : Réunion à Cologne du comité fédéral de la FF.FLN, du comité exécutif de l'UGEMA et du comité directeur de la S.U.FLN. Le sigle UGEMA est maintenu mais l'organisation passe sous la tutelle du FLN.

25 août : Déclenchement par les commandos de l'O.S de la FF.FLN d'une offensive générale contre des objectifs stratégiques en territoire français.

28 août : Rafles massives d'algériens à Paris et en banlieue.

Automne : Attaques contre des établissements militaires, des raffineries de pétrole, des centres de télécommunication, des aérodromes, des voies ferrées et des installations électriques.

1er septembre : Interdiction de circuler entre 21h30 et 5h30 pour les «nord-africains» de la région parisienne.

15 septembre : Attentat contre Jacques Soustelle, ministre de l'Information.

17 septembre : 15.000 réservistes de la gendarmerie sont appelés en renfort.

Constitution de brigades spéciales anti-terroristes par la préfecture de Paris.

19 septembre : Formation du GPRA.

Le ministre de l'Intérieur français est doté de pouvoirs exceptionnels.

24 septembre : Découverte et désamorçage d'une bombe contre le relai-radio de la Tour Eiffel à Paris.

27 septembre : Arrestation des membres de l'O.S de Marseille et région.

28 septembre : Promulgation d'ordonnances anti-terroristes.

Automne-hiver : Poursuite des attentats contre les forces de police et de sécurité

Vague d'arrestations dans les milieux immigrés. 15 000 algériens sont retenus dans des camps d'internement, en attente de jugement.

1959

Avril : Algérianisation du collectif des avocats du FLN.

Mai : Assassinat de maître Amokrane Ould Aoudia du collectif des avocats du FLN.

Printemps : Réunion du comité fédéral élargi aux chefs de wilaya. Bilan de l'offensive d'août 1958, création des «groupes d'action» dits aussi « groupes tampons ».

Réorganisation de l'O.S.

10 juin : Rencontre entre le général de Gaulle et les représentants de la wilaya IV.

28 août : Attentat contre le sénateur Benhabylès.

9 novembre : Création des unités de supplétifs («harkis») sous la direction d'officiers des S.A.S et des S.A.U.

25 novembre : Création de la force de police auxiliaire (F.A.P) de lutte contre le FLN en France.

Automne : Réunion à Neufchâtel entre Omar Boudaoud, Francis Jeanson, Jacques Vignes, Robert Davezies et Jean Louis Hurst.

26 décembre : Arrivée du premier détachement des FAP à Paris.

1960

Janvier : Fondation du Rassemblement pour l'Algérie française (RAF).

27 janvier : Vague d'arrestations dans le milieu des «porteurs de valises» du FLN. Le réseau Jeanson est en grande partie démantelé.

15 avril : Conférence de presse de Francis Jeanson.

1er trimestre : Remaniements dans les rangs de l'état-major de l'armée française.

Mai : Aït Mokhtar responsables des opérations de l'O.S quitte le territoire français, il est remplacé par Tahar Benyahya.

Juin : Fondation du Front de l'Algérie française (FAF).

21 juin : Directive n°1 du GPRA à la FF.FLN prévoyant la cessation de toute action armée contre tout individu français ou algérien à l'intérieur ou à l'extérieur de l'organisation.

23 juin : Réserves du comité fédéral de la FF.FLN quant à la directive n°1 du GPRA.

25-29 juin : Premiers pourparlers de Melun entre représentants du GPRA et du gouvernement français.

20 juillet : Naissance du Mouvement anti-colonialiste français (MAF).

29 juillet : 1er congrès des «J.R».

Été-automne : Démantèlement du réseau Curiel.
Réunion dite «des 10 colonels» de l'ALN.

Septembre-octobre : Abdelkader Bensaïd remplace Tahar Benyahya à la tête de l'O.S en France.

18 décembre : Réunion du CNRA.

1961

8 janvier : Référendum sur l'autodétermination en Algérie.

27 janvier : Arrestation de la direction de «J.R».

29 janvier : Arrestation de Robert Davezies.

20 février : Tayeb Boulahrouf et Ahmed Boumendjel rencontrent à Lucerne Georges Pompidou et Bruno de Leusse.

24 février : Évasion de 6 femmes de la Petite Roquette.

Mars : Création par le parti de l'Algérie française de l'Organisation de l'armée secrète (OAS).

30 mars : Le GPRA et le gouvernement français annoncent simultanément l'ouverture pour le 7 avril de pourparlers à Évian.

22 avril : Tentative de putsch des généraux français.

Avril : Naissance du Front universitaire anti-fasciste (F.U.A).

20 mai : Ouverture des premiers pourparlers algéro-français à Évian.

Mai-juin : Actions d'envergure des commandos de l'O.S et des GA contre les forces de sécurité dans les 13ème et 18ème arrondissements de Paris.

Azouaou Braïk prend la relève d'Abdelkader Bensaïd comme responsable de l'O.S pour la France.

9 juin : Arrestations et perquisitions dans les milieux de gauche.

21 juin : Ouverture du procès de Michel Raptis à Amsterdam.

26 juin : Arrestation de Robert Bonnaud à Marseille.

20 juillet : Reprise des pourparlers algéro-français à Lugrin.

Septembre : La préfecture de police de Paris décide la fermeture de tous les cafés-restaurants algériens après 19h et l'interdiction de tous les rassemblements de plus de deux personnes.

23-25 septembre : Réunion en Belgique des membres des réseaux de soutien au FLN. Création du Front de solidarité à la révolution algérienne (FSRA).

24 septembre : Ouverture du procès de Hespel, Blumenthal et Orhant.

26 octobre : Grève de la faim de 21 jours dans les prisons françaises.

Automne : Assassinats et plasticages des polices parallèles et de l'OAS contre la communauté immigrée et les cadres politiques du FLN.

1962

13 mars : Signature des Accords d'Évian.

INDEX DES NOMS

A

Abane Ramdane 28, 29, 30, 31, 35, 50, 51, 53, 58, 59, 60, 61, 65, 70, 77, 78, 89, 188, 222, 226, 402
Abbas Ferhat 88, 89, 223, 256, 271, 272, 273, 310, 316, 332, 333, 334, 369, 370, 389, 399
Abdelghani 84, 284
Abdelhafid 27, 99, 101, 127, 129, 184, 185, 211, 225, 244, 399
Abdelhamid Sid Ali 24
Abdelmadjid (X) 325
Abdelouahab 129
Abdessemed 103, 105, 107, 108, 111, 113, 114, 135, 137, 144, 170, 172, 191, 204, 205, 206, 212, 253, 315, 342, 371
Abdessemed Aïssa 103, 105, 107, 108, 111, 144, 170, 191, 204, 205, 212, 253, 315, 342, 371
Abdesslam Belaïd 45, 188
Abdou (Tazebint) 234
Aboulker 7, 87, 88, 90, 251, 271, 287, 320
Adjaoud Ali 324, 325
Adour 129, 131, 244, 245, 246, 247
Adour Smaïl 129, 244, 246
Aghtaï Baya 372, 373, 410
Ahmed Hadj Ali 34
Ahmed Hamidi 278
Aïcha 43, 194, 195, 197, 208, 212, 214, 241, 252, 253, 254, 255, 256, 278, 293, 373, 374, 376, 377, 379, 394, 395
Aïchoune Mohammed 325
Aïchoune Mohand 324
Aïnouz Arab 86, 241
Aïssa 101, 102, 103, 105, 107, 108, 109, 111, 129, 144, 170, 191, 204, 205, 212, 253, 315, 342, 371
Aïssaoui Ouahmed (Fassi) 71, 74, 77, 78, 82, 84, 86, 128, 129, 131, 137, 138, 229, 230, 231, 232, 235, 239, 257, 258, 259, 260, 282, 283, 284, 286, 324, 395, 401, 403
Aïssiou Akli 316
Aït Ahcen 315
Aït Ahmed Hocine 21, 23, 33
Aït Ali 228
Aït Chaalal Messaoud 56
Ait Mokhtar 370
Aït Mokhtar 12, 47, 48, 72, 80, 81, 83, 85, 86, 87, 88, 90, 91, 97, 100, 113, 114, 115, 120, 125, 126, 143, 144, 153, 163, 170, 175, 177, 188, 191, 192, 193, 199, 203, 204, 205, 226, 227, 228, 230, 234, 236, 238, 246, 247, 251, 277, 286, 287, 291, 301, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 326, 335, 343, 344, 345, 370, 373, 406, 407, 413
Aït Mokhtar Nacereddine (dit Madjid) 12, 48, 72, 80, 86, 87, 90, 188, 193, 319, 321, 345, 406, 413
Aït Ouyahya 409
Akoun Paul 48
Ali La Pointe 89
Allouache (Lieutenant) 381, 400
Allouache Mimi 381
Amanzougarène 100, 115

Amanzougarène Ahmed 100, 115
Amar 28, 83, 86, 118, 129, 137, 183, 188, 209, 230, 240, 293, 403, 407, 408
Amara 32, 57, 188, 207
Amar (dit le chinois) 230
Amrani Ahmed 71, 82
Amraoui 129
Amrouche Jean 90, 91, 271, 310
Amroune Rabah 319, 402, 403
Amroun Mustapha 21, 22, 24, 399
Andersson Nils 157
Anne 117, 153, 154, 155, 156, 157
Anseur Mouloud 230
Antoinette 117, 122, 130, 152, 153, 176, 200, 201, 258, 261, 288, 289, 290, 371, 373, 409
Aouf Mohammed 324
Arezki (Judoka) 343
Argoud (Chef d'État-major) 330
Ariane 155
Arnaud Georges 154
Atta Allah Dhina 12
Auguet Juliette (née Martin) 143
Azrara Mohammed 400, 401, 402
Azzedine (Commandant) 379, 394, 400

B

Baccouche 27, 129, 244
Baccouche Abdelkader 129
Baghli Djelloul 56
Banet Hélène 292
Barakrok Abdelkader 78, 93, 228, 338
Baret 265
Barrat Robert 30, 160
Bastali Amir 27
Basta Meriem 374
Bataille Judith 116, 143
Bataille Laurence 116, 143, 157, 305, 321
Bekkat Ahmed 44
Belabed Brahim (dit Fliti) 325
Belaïd 45, 188, 196, 293, 411
Belaïdi Ramdane 325
Belge Michèle 143
Belhaouès 84, 98, 120, 231, 232, 257, 258, 283, 284, 285, 286, 288, 367, 369, 380, 399
Belhaouès Abdelghani 84
Belhaouès M'hamed 98, 288, 369
Belhocine 34, 84, 86, 91, 240
Belhocine Ali 84, 86, 240
Belhocine Mabrouk 34
Belkacem Krim 28, 225
Belkhodja 409, 410
Belouchrani 147
Benadouda Ammar 46, 80
Ben Aïssa Aïssa 101, 102, 107
Benaïssa Yamina 117
Benaïssa Zoula 117
Benali Ali 87, 241
Ben Bella Ahmed 21, 23, 26, 27, 28, 33, 102, 296, 397, 399
Ben Boulaïd Mostefa 20, 205
Benbourenane Boudjemaa 335
Bendali 42, 82, 83, 84, 85, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 153, 178, 193, 367, 368, 369
Bendali Hocine 82, 83, 84, 85, 91, 92, 93, 94, 96, 97, 153, 178, 193, 367, 369
Bendjedid Chadly 404
Benghezal Amor 36, 385
Benhabylès 9, 27, 36, 55, 115, 228, 264, 266, 267, 268, 270, 271, 272, 298, 299, 323, 334
Benharoun Abdelmalek 93
Ben Harrat Sid Ahmed 181
Benkhedda 29, 89, 333
Ben Khedda 20, 29, 30, 101, 222, 369
Benkhedda Benyoucef 89
Ben Khedda Benyoucef 20
Benmaghnia Fatima 374
Ben M'hel 19, 23, 50
Ben M'hel Toufik 19
Ben M'hidi Larbi 60, 61, 70, 89, 101, 102, 384
Ben Miloud 34
Benmiloud Aziz 45, 51
Ben Miloud Aziz 34

Ben Miloudi 102
Ben Nacer 405
Bennaï Ouali 184
Bensaada Yamina 117
Ben Saddok 71, 73, 77, 78, 82, 124, 179, 180, 209, 210, 211, 294, 295, 296, 297, 299
Bensaddok Mohammed 388, 404, 405, 406
Ben Saddok Mohammed 71, 82, 124, 179, 209, 211, 294, 299
Bensadi Lydia 117
Bensaïd Abdelkader (dit Kader) 115, 335
Bensalem 24, 25, 29, 32, 33, 57, 382, 407
Bensalem Fodil 24, 29, 382
Bensiam Benyoucef 36
Bensouna 78
Bentchikou 91
Ben Tobbal 27, 65, 95, 99, 144, 225, 266, 271, 273, 310, 312, 332, 369, 405
Bentounès Ahmed 90, 91
Benyahya Belkacem 342, 407
Benyahya Mohammed 335, 402
Benyahya Tahar 234, 319, 320, 321, 335
Benyounès Mohand Akli 343, 344, 359
Ben Zerrouki 128, 129, 244
Berbache Mohammed 324, 325
Berger Denis 148, 149, 150
Berima Ahmed 84
Berrah 47, 56
Berthelet 153, 357
Berthelet Jacques 153
Betroni Abdelaziz 288
Betroni Ali (Abdelaziz) 86, 121, 240
Bigeard 64, 228, 282, 330
Bitat Rabah 27, 405
Bloemhoff Colette 98, 176
Blumenthal Simon 150
Bœglin Jean-Marie 318, 357
Bolo Étienne 318
Bonafos 409
Bonnaud 150, 151, 152, 287, 349, 350, 357
Bonnaud Robert 150, 151, 152, 287, 349
Bouakaz Mohammed 324, 400, 402
Bouaziz 12, 36, 58, 70, 79, 81, 82, 84, 87, 90, 96, 97, 101, 109, 113, 116, 117, 118, 131, 138, 142, 144, 149, 153, 155, 156, 162, 167, 170, 171, 172, 188, 190, 191, 199, 221, 224, 225, 226, 227, 229, 231, 234, 288, 319, 324, 335, 342, 348, 369, 370, 372, 373, 374, 399, 402
Bouaziz Rabah (dit Saïd) 12, 58, 70, 90, 100, 149, 188, 224, 234, 348, 372, 399, 402
Bouaziz Saïd 36, 79, 81, 82, 87, 116, 118, 138, 142, 144, 153, 155, 221, 335
Boubnider Salah 405
Bouchafa Mokhtar 400, 411
Bouchaïb Belkacem 392
Bouchama Lakhdar 310
Bouchina Ali 85, 240
Bouchouk Mourad 107, 113
Boudaoud Omar 32, 37, 46, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 61, 80, 81, 100, 101, 104, 107, 110, 113, 117, 118, 127, 130, 132, 134, 135, 137, 138, 149, 167, 183, 188, 221, 222, 223, 224, 225, 266, 272, 319, 322, 334, 347, 348, 354, 355, 367, 368, 369, 374, 375, 376, 377, 407, 408
Bouderbala Tahar 404
Boudiaf 7, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 31, 33, 69, 102, 107, 402, 406
Boudia Mohammed 350
Boudinar 99
Boudjema 259, 260
Bougaa 390
Bouhired Djemila 154
Boukadoum 57
Boukhalfa 377
Boukharouba Arezki 36
Boulahrouf 7, 19, 20, 23, 29, 30, 33, 35, 36, 37, 49, 50, 56, 338
Boulkeroua Moussa 19

Boumaza Bachir 184, 222, 305, 386, 401, 403
Boumendjel Ahmed 23, 29, 35, 36, 37, 55, 90, 91, 338
Bounaama Si Mohammed 310
Bourennane Zohra (dite Nora) 117
Bouriahi Brahim (Breton) 325
Bouryahi Brahim 402
Boussalah Ahmed 56
Boussouf 27, 95, 99, 101, 107, 110, 135, 144, 225, 266, 272, 310, 311, 312, 333, 369, 370, 371, 382, 397
Boutaleb 91, 320, 321
Boutaleb zonal 320
Bouyahya Mahmoud 91
Braïk Azouaou 335
Briki Yahya 385
Bukhart Georges 112, 315

C

Camus Albert 31
Canjuers 62
Casanova 350
Cécile 305, 306, 354
Chadli Bendjedid 11
Chaïb Abdeslam (Maroki) 135, 253, 254, 371
Chaïb Taleb 56, 371
Chaïeb Merik 135
Challe (Général) 265, 331
Charbanne Jacqueline 143
Chatel 62
Chaulet Claudine 30
Chaulet Pierre 30
Cheikh Bendali 42
Cheikh El Haddad 203
Chekkal Ali 7, 77, 78, 79, 87, 88, 228, 270, 294, 295, 298
Chelbel Mohammed 107
Chentouf Abderrazak 377
Cherabet Mahmoud 324, 325
Cherchali Mohammed Hadj 34
Cherif Meziane 85, 86, 120, 239, 257, 258, 282, 283
Cherif Sahli Mohammed 30, 55
Cherif Zina 42, 117, 118, 120, 121, 197, 198, 199, 200, 207, 216, 230, 232, 235, 246, 251, 268, 269, 283, 291, 305, 309, 320, 321, 335, 374, 380, 382, 407
Cherrouk 127, 128, 129, 130, 131, 134, 184, 185, 186, 211, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 304, 308, 309, 385, 388, 393, 399, 400
Cherrouk Abdelhafid 127, 129, 184, 185, 211, 244, 399
Chettab Abdelkader 324
Chettab Abderrahmane 324
Chitour Abdelkrim 342, 407
Clavel Maurice 318
Crépin (Général) 330, 331
Cudell Guy 51
Curiel Henri 8, 144, 155, 158, 160, 167, 168, 170, 306, 318, 320, 321, 335, 350, 352, 353, 354, 355, 357, 358

D

Dahlab 29, 222
Daksi Mohammed Tahar 405
Dali 107
Damerdji (Docteur) 102
Daniel (alias Jacques) 130
Darbois Dominique 117, 144
Davezies 8, 130, 131, 144, 152, 153, 155, 157, 158, 166, 168, 169, 176, 354, 361
Davezies Robert 130, 152, 153, 155, 158, 168, 176, 354, 361
Debaghine Lamine 102, 223, 333
Debré Michel 264, 313
De Gaulle Charles 64, 88, 89, 137, 264, 266, 271, 281, 299, 309, 310, 311, 312, 326, 331, 333, 337
Dekkari Rabia (Djemila) 117
De Leusse Bruno 338
Del Pasto Lanza 288
Derrache Abdelkader 324
Derradji 25, 39, 80, 81, 91
De Sérigny Alain 75, 76, 88, 93, 228
De Wangen Jehan 318, 322
Dhilès Sadek 70, 89
Diafi Mohammed 83, 85, 237, 278

Didar Fawzi 306, 309, 321, 374
Didouche Mourad 20, 21, 22, 23, 27, 60, 69
Dien Bien Phu 146, 165
Dif Mohammed 217
Djaafar 283, 285, 399
Djebbour Ahmed 78, 228, 238
Djilali M'Barek 379
Donat Gaston 146
Doum Ahmed (dit Rédha) 22, 24, 25, 26, 29, 33, 57, 70, 72, 79, 413
Dutschke Rudi 169

E

Edmond Michel 310
El Arayeche Larache 132, 135
El Ayoubi Salah Eddine (Saladin) 212
El Madani Tewfik 211
El Mahdaoui Hocine 36
El Mehdaoui Hocine 36
El Mokrani 191, 203
El Okbi Tayeb 185, 211
El Umma Rabah 404
Esseghier Malek Ahcine 36

F

Fadhel Abdallah 209, 211, 404, 406
Fardheb 107
Farès Abderrahmane 87, 88, 90, 271, 371, 435
Faure Edgard 88
Ferhat 21, 89, 223, 256, 267, 271, 272, 299, 316, 332, 334, 369, 370, 399, 401, 402
Ferroukhi Mustapha 376
Filali Abdallah 44
Francis Ahmed 272, 310, 333

G

Gaillard Félix 55, 62, 338
Georges 112, 116, 154, 158, 159, 160, 162, 163, 316, 335, 338, 350, 354
Gharbi Cheikh 32
Gœthner Adolf 115
Gisela Goethner 114
Gœthner Gisela 117, 144
Gouzon Danièle Jemma 179
Grada Hassan 113
Grattéhaut 145
Guattari Felix 150
Guedroudj Messaoud 20, 32, 34, 36, 51, 56, 57, 58, 130, 131, 132, 222
Guemmar Mohammed (Judoka) 326
Guergache Arezki 335, 400, 401, 402, 403
Guerrab 385
Guerras Abderrahman 21, 22, 24, 25, 26, 29, 33
Guerrib 267, 269, 270, 299
Guerrib Ferhat 267, 299
Guy Jean 359

H

Haddad Amar 183
Hadj Ali 34
Hadj Cherchali 34
Hamada Mouloud 197
Hamdane 31, 154, 324
Hamdani Lahbib 47, 55
Hamdani Mahmoud 279
Hamdi Tahar 56
Hamidi Larbi (dit Amar) 83, 85, 237
Hammiche 196
Hammou 36, 132
Hammou (capitaine) 132
Hammouche (dit Moh Ettouil) 385
Hammoudi Abdallah 413
Hammou Youcef Hadj 36
Hamon 170, 352
Hamoud Fatima 309, 374, 380
Hamzaoui 122, 201
Hannache Mohammed 324, 325
Harbi Amar 209
Harbi Mohammed 21, 22, 23, 24, 28, 31, 32, 34, 35, 37, 45, 48, 49, 50, 51, 52; 53, 55, 56, 58, 209, 222, 224, 225, 226, 271, 333, 397, 413, 417
Hargas Ahmed 99

Hariche Yahya 324
Harizi Boularès 36
Haroun Ali 15, 24, 25, 26, 28, 29, 36, 37, 47, 56, 57, 58, 59, 70, 90, 102, 108, 110, 111, 112, 117, 130, 149, 153, 156, 170, 188, 221, 222, 226, 257, 298, 305, 315, 322, 334, 336, 347, 348, 352, 358, 369, 386
Harraïgue Omar 82, 83, 85, 86, 120, 200, 239, 282, 285, 398, 403
Harraïgue Zina 42, 117, 118, 119, 197, 199, 207, 208, 216, 217, 230, 246, 247, 251, 268, 291, 292, 305, 307, 309, 321, 335, 374,375, 380, 407
Hassan (docteur) 132
Hassani (Docteur) 38, 192, 378
Herneau Philippe 37
Hessman Adolf 114
Houlmi Hocine (dit l'étudiant) 117
Hugo Victor 244
Hurst 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 354, 355, 356, 358, 359
Hurst Jean Louis 163, 169
Huscholtz Inge 116, 144, 291, 321

I

Iamarène Allal 413
Idjeri Yamina Antoinette 117, 122, 176, 177, 178, 200, 201, 261, 263, 288, 289, 371, 372, 409, 410
Idriss Tayeb 83, 100
Inge 116, 144, 291, 292, 321, 335
Issaad 101, 102, 104, 107, 109, 136

J

Jacques 9, 77, 88, 117, 130, 150, 153, 158, 159, 162, 167, 216, 243, 265, 287, 297, 317, 331, 354, 370
Jean Jacques Servan Schreiber 159
Jean-Paul Sartre 158, 297
Jeanson Francis (Thierry) 8, 157, 158, 159, 160, 166, 167, 168, 170, 318, 347, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 357, 363
Jubelin 151, 349, 350
Jubelin Lucien 151

K

Kaabouche Halima 305, 410
Kaber Mouloud 147, 148
Kacem Mouloud 368
Kaci 43
Kaddour 21, 55, 56, 58, 79, 108, 149, 221, 224, 324, 337, 340, 341, 348, 359
Kahlaras Abdelmadjid 404
Kammar Ammar 390
Kaoua 228
Kebaïli Moussa (dit Derradji) 25, 26, 28, 33, 38, 39, 44, 46, 47, 55, 57, 69, 71, 72, 79, 80, 81, 82, 116, 118, 128, 129, 148, 149, 187, 188, 189, 192, 193, 206, 207, 215, 216, 222, 225, 226, 348, 386
Kellal Mohammed 92
Kellou Hamid 76, 91
Kenis Yvon 117
Kennache Moufok 324
Keramane Abdelhafid 46, 101
Keramane Hafid 46, 101, 316, 367, 368, 370, 372, 374
Keramane Hafid (Malek) 367
Keramane Nadir 92
Khalef Cherif 391
Khaoudja Youcef 395
Khatib (Docteur) 102, 400
Khedoudja 120, 200
Kheloui 181
Khemisti Mohammed 55, 90, 91
Khenchoul Ali 21, 22, 28
Khennache Moufok 324
Khennache Nafaa 324
Khider Mohammed 21, 23, 399, 405, 406
Kiouane Abderrahmane 24
Krim Belkacem 28, 36, 99, 225, 226, 266, 272, 310, 311, 312, 332, 333, 369

L

Lachgar Mohammed El Aïd 385
Lacoste Robert 64, 76, 88, 265, 266, 297

Ladgham Ali 86
Ladlani Kaddour 21, 22, 24, 34, 35, 36, 37, 49, 55, 56, 58, 70, 79, 108, 149, 221, 224, 337, 340, 341, 342, 348, 359
Lahouel Hocine 20, 21, 22, 29
Laïd (grand-père) 205
Lakhdiri Ali 36, 55
Lalou Raymonde 117
Lamarène-Djerbal Dalila 413
Lamari Ali 129
Landj Salah 377, 379
Laouab 228
Laouari Amar 129, 244
Larbi Madhi Mohammed 21, 23, 24, 26, 83, 85
Larbi Mohammed (dit Demagh El Atrous) 210
Latreche Abdelhamid 383
Lazali Ahmed 120, 200, 410
Lebjaoui 7, 25, 30, 35, 36, 54, 55, 89
Lebsir Aziz 107
Leduc Anne 153, 156, 157
Lemée Monique 154
Lentin Albert-Paul 310
Liechti Albin 166
Lorn Richard 148, 149
Louanchi 7, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36
Louhi Mouloud 130
Louis Borgeaud 75, 88, 93, 127
Louise 121
Lounès Nour 98
Lounici Ali 394
Lyès 285

M

Maabed 106, 107, 110, 111, 112, 113, 114, 116, 135, 367, 369, 371
Maamar Mohamed 317
Madadi 266, 267, 269, 270, 298, 300, 385, 386, 388, 390, 393, 400, 402
Madadi (alias Brunoy) 267
Madadi Slimane 266, 269, 298, 300, 385, 388, 390, 393, 400, 402
Madhi 21, 23, 24, 26, 28, 29
Madjid 12, 76, 81, 82, 83, 84, 85, 87, 91, 92, 93, 97, 98, 116, 118, 125, 127, 138, 143, 189, 191, 229, 236, 243, 244, 245, 246, 247, 253, 267, 287, 291, 293, 320, 321, 335, 344, 345, 371, 374
Mahdi Maabed 106, 107, 110, 111, 112, 113, 114, 116, 135, 367, 369, 371
Mahieddine 42, 184, 200
Mahiout 385
Mahsas 22, 23, 26, 27, 28, 29, 403
Mahsas Ahmed 22, 23, 26, 28, 29, 403
Maïza (dit Saïfi) 188
Malek Rédha 31, 36, 55, 334
Manaa Smaïl 43, 58, 222, 223
Mandel Ernest 51
Mandouze 30, 48, 142, 160, 166, 297
Mandouze André 30, 160, 297
Mansour 101, 104, 107, 110, 135, 369
Mansouri 32, 57, 58, 132
Mansouri Amara 32, 57
Maradi 300
Marcelle 254, 255, 256, 293
Maroki Abdeslam 135
Marseillais Jeanson 151, 349
Martin Henri 243
Maspétiol Roland 62
Masson Diégo 116, 143, 155
Massu (Général) 64, 228, 282, 330, 338, 385
Mathieu 361
Mathon 310
Mattei Georges 158, 159, 160, 161, 163, 350, 351
Maurice 78, 147, 228, 318, 337, 339, 340, 342, 359, 360, 363
M'Barbier (Alias le libraire) 360
M'barek Sid Ali 36
M'darja Messaoud 391
Mechati 25, 29, 33, 296
Mechmouch 23
Mehri 29, 30, 310, 333
Mehri Abdelhamid 30
Mekki 27, 43, 279
Meliam Abdallah 324

Mellouli Saïd 44
Menasria 25, 34, 36, 79, 154
Menasria Abdallah 25, 34
Meradi Abdelaziz 230
Merbah Moulay 29, 368
Mercier Marcel (Colonel) 315
Merrah Abdelkader 385
Merzouk Omar 181
Messali 20, 21, 22, 23, 24, 28, 32, 37, 44, 184, 217
Messaoud (X) 322
Meyer Gérard 355
Meziane Ali (dit Mongaillard) 197
Meziane Cherif Abderrahmane (Allaoua) 85, 86, 120, 239,258, 282, 283, 284, 286
Mezrara Mohammed 237, 256
Mezrena Ahmed 19
M'hamed 19, 21, 27, 57, 98, 101, 116, 264, 283, 284, 285, 288, 330, 367, 369
Mokhtar Nadia Seghir 120, 121, 199, 200, 230, 257, 258, 282, 283, 284, 305, 410, 411
Mokrane Mohammed 55
Mollet Guy 88, 147
Monique 154, 155
Montaner Raymond 282
Monteil Vincent 77
Morel 269, 363
Mostefaï Chawki 23
Moumdji Zine El Abidine dit « Hocine » 19, 22, 29, 30, 35, 36, 342
Mourad 9, 20, 21, 24, 26, 27, 60, 107, 113, 282, 286, 287, 288, 317, 319, 358
Moussa (commandant) 132
Moustache 9, 282, 286

N

Nacereddine 12, 48, 72, 80, 86, 87, 90, 188, 192, 193, 203, 319, 321, 345, 406, 413
Nafa Mohammed 324
Nasri Akila 117
Nekkache (Docteur) 377, 379

O

Omar 32, 37, 41, 52, 55, 56, 58, 82, 83, 85, 86, 100, 101, 107, 110, 113, 117, 118, 120, 121, 124, 125, 127, 128, 134, 137, 147, 149, 181, 183, 198, 199, 200, 216, 221, 224, 225, 230, 234, 239, 266, 269, 272, 282, 284, 285, 286, 288, 291, 292, 319, 322, 334, 347, 348, 354, 367, 368, 369, 370, 371, 375, 376, 377, 379, 381, 382, 398, 399, 403, 407
Orhant 130, 152, 153, 167, 355, 357
Orhant Louis 167, 355
Othman Seif el Islam 104
Ouamrane Amar 28
Ouamrane (colonel) 28, 89, 107
Ouassou Rezki 405
Ould Aoudia Amokrane 91, 317
Oul Hadj Mohand 399
Ouraghi 41, 76, 85, 98, 127, 129, 130, 131, 133, 138, 152, 153, 182, 189, 190, 228, 229, 234, 235, 236, 243, 244, 245, 247, 248, 249, 250, 301, 303, 304, 308, 388, 390, 393
Ouraghi Mouloud 41, 76, 85, 98, 127, 129, 138, 182, 189, 228, 234, 236, 301, 388
Oussedik 300, 307, 317, 372, 379, 394
Oussmer Mohammed 402
Ouznani 86, 135, 137, 138, 180, 181, 198, 230, 232, 239, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 282, 286, 288, 289, 291, 371, 382, 403
Ouznani Mohammed 86, 135, 180, 181, 198, 230, 232, 239, 257, 258, 261, 282, 286, 288, 371, 382, 403

P

Papon 78, 228, 265, 314, 325
Papon Maurice 78, 228
Paul-Marie 63
Paupert Jean Claude 159
Pérez Simon 296
Périnou Jean-Louis 357
Perrault Gilles 160, 352

Pervillé Guy 30, 48
Philippe le Dingue 40
Porchez Jean Jacques 162
Porchez Jean-Jacques 150
Puchert Georg 112, 315

R

Rachid 137, 198, 324, 326, 399, 400, 405
Radjef Belkacem 27
Rahal Abdellatif 380
Rahmani 89
Ramabah Khloufi 324, 325
Ramonède Anne 117
Redjah 216
Rey 145, 146, 147, 148, 149, 150, 348, 349
Rey Roger 145, 146, 147, 148, 150, 348
Rezzoug Mohammed 77
Roger 145, 146, 147, 148, 149, 150, 228, 348, 354, 363
Roland Gérard 150
Rotman 170, 352
Rouen 74, 86, 229, 235, 236, 241, 380

S

Saadane 47
Saadaoui 41, 76, 83, 85, 100, 124, 125, 128, 129, 131, 132, 152, 183, 197, 230, 234, 237, 256, 284, 286, 287, 288, 370, 371, 382
Saadaoui Mohand Ouramdane 41, 85, 129, 230, 237
Saadi Yacef 25, 26, 89, 106, 400, 401
Saadoun Mohammed 324
Sadaoui Omar (Boualem) 41, 83, 85, 100, 124, 125, 183, 230, 234, 284, 286, 288, 370, 371, 382
Saddok 71, 73, 77, 78, 82, 125, 179, 180, 209, 210, 211, 294, 295, 296, 297, 299
Sadek 7, 70, 89, 92, 94, 96, 98, 153, 188, 198, 320, 367, 372, 379, 402, 410
Sadek (colonel) 89, 188, 402
Sahli 30, 34, 55
Sahli Mohamed Cherif 34
Sahraoui 91, 99, 116, 153, 154, 372
Sahraoui Salima (Nadia) 91, 116, 372
Saïd 12, 21, 36, 44, 55, 56, 79, 81, 82, 85, 87, 91, 92, 98, 100, 101, 107, 115, 116, 118, 128, 138, 142, 144, 148, 153, 155, 183, 184, 189, 190, 191, 221, 229, 234, 235, 245, 279, 291, 321, 325, 335, 343, 377, 379
Saïd Hadj Driss 55, 56
Saket 82, 129, 138, 395
Sanah Malika 117
Sari Bachir 105
Sartrien philosophe 151, 349
Sauvage Catherine 374
Sebaïhi Amar 129
Seghir Mokhtar Nadia 91, 116, 117, 120, 121, 199, 200, 230, 257, 260, 262, 282, 284, 286, 305, 410
Selmi 84
Semmache Ahmed 44
Senoussi 184
Serfaty 409
Serguini 114
Si Abdallah 42, 178
Si-Ahmed 25
Siano 305
Sid Cara 78, 228, 338
Sidi Abderrahmane 183
Si H'mimi 401
Si Mahieddine 42
Si Salah (Colonel) 310
Si Tahar 286
Skali 135, 136, 241
Skali Belhadj 135
Slimane (Kaïd Ahmed) 404
Soualili Hachemi 55, 56, 91
Souami Salem 91
Souici Abdelkrim 36, 58, 70, 71, 72, 79, 81, 82, 113, 189, 221, 224, 296, 399, 402
Soustelle Jacques 9, 77, 88, 159, 243, 265, 297, 331
Spitzer 148, 149, 150, 354

Spitzer Gérard 148, 149, 150, 354
Stambouli 87
Stambouli Boualem 87
Stibbe Pierre (maître) 295, 296, 297, 350, 351
Stora Benjamin 15, 38, 43

T

Taalbi Tayeb (Si Allal) 102, 374
Taleb Abderrahmane 106
Taleb Ahmed 29, 30, 31, 33, 36, 45, 46, 47, 55, 212
Tamzali 108
Tazebint Aomar 86, 129, 241
Temmam Abdelmalek 35
Terbouche 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 69
Terbouche Mourad 21, 24, 26
Thami Abdelaziz 86, 129
Tiar Cherif 95, 98
Tiar Sid Ali 96
Tillon Germaine 77
Tlemçani Rachid 137
Torquiand 150
Touati Driss 41, 184
Tricot Bernard 310

V

Vergès Jacques 159, 317
Verlusse 305
Vermelen Guy 51
Vignes Jacques 117, 130, 158, 167, 354
Virginie Anne 154

W

Wischnewski Hans-Jürgen 342
Wolf Heinz 315

Y

Yachir Zohra 117
Yaker Layachi 31, 36
Yamina 117, 122, 176, 177, 178, 200, 201, 371, 372, 409
Yamina Benaïssa 117
Yata Ali 34
Yazid 19, 21, 22, 27, 264, 333
Yazid M'hamed (dit Zoubir) 19, 21, 27, 264
Youcef Arezki 325
Yousfi 46, 57, 101, 116, 117, 138, 367, 369, 371

Z

Zeghoudi Mohammed Arab 324
Zenati 209
Zerguini 89
Zerouali Mohammed 183
Zerrouk 24, 25, 28, 29, 32, 34, 36, 37, 57, 79
Zerrouk Ahcen 25, 37, 57, 79
Zerrouk (dit Bouzid) 24
Zerrouki Mohammed 26, 324
Zerrouki Mohammed Arab 324
Ziener Jean 285
Zighout Youcef 27, 61
Zinet 99, 288, 289, 290
Zinet Idir 288, 289
Zoula (dite Zouzou) 117